

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES LIEUX DE L'EN-ATTENDANT : LE CAS DU GENERALŠTAB DE BELGRADE

THÈSE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN ÉTUDES URBAINES ET TOURISTIQUES

PAR
TAÏKA BAILLARGEON

JANVIER 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

En avril 2007, je me suis retrouvée à Belgrade pour la première fois. J'étais au bout de quelque chose, ma vie avait récemment basculé et plus rien ne me prenait aux tripes. Une amie m'a suggéré de visiter sa ville : « Go to Belgrade, you'll love it. With its eastern look, its communist buildings and its politics, you'll love it and forget about here and now. » Malgré sa grisaille et son épuisement apparent, cette ville formidable en constant état de survie m'a donné un second souffle qui allait me porter pendant les prochaines sept années. Lorsque j'ai commencé mon doctorat en septembre 2009, Richard Morin m'a demandé pourquoi les études urbaines (pourquoi la ville?) et pourquoi Belgrade? J'ai été naïve, mais sincère, j'ai répondu : l'amour. C'est en effet l'amour de Belgrade et une reconnaissance sans borne pour cette ville qui m'a donné le courage et la persévérance nécessaires pour finir ce doctorat. Et c'est aussi l'amour des villes qui m'a porté et inspiré à trimer dur au quotidien.

Derrière cette thèse, il y a aussi mon directeur, Sylvain Lefebvre, qui, disons-le en toute honnêteté, a su m'endurer tout au long de cet interminable projet de recherche. Sylvain, merci pour ta façon d'être, de donner et de recevoir. Nos échanges m'ont souvent mené au bout de moi-même et ils m'ont toujours énormément apporté. Merci pour tout. Merci de m'avoir rappelé l'essentiel à Port-au-Prince en 2012. Merci d'avoir trouvé mille et un projets, mille et une astuces, pour me permettre d'avancer et de survivre à travers les dernières années. Je te dois beaucoup et je te souhaite également énormément. Je voudrais, par la même occasion, remercier André Parent pour son aide cartographique et saluer les collègues du GREF ainsi que ceux du département de géographie qui m'ont chaleureusement accueillie et qui ont habité mon quotidien au fil des ans. Un merci tout spécial à mes collègues de bureau qui se sont succédé au A-4165 : Romain, Jean-Marc et plus récemment Mitchell.

Au cours de mon parcours académique, j'ai aussi rencontré des gens extraordinaires qui m'ont beaucoup donné et que je veux remercier ici. Il faut d'abord souligner mes collègues de la cohorte exceptionnelle de 2009 : Sandrine, Sophie, Alex, Bochra, Christelle, Laurence, Martin... ça a été un réel plaisir d'évoluer dans ce doctorat avec vous. Tant qu'il y aura des

gens comme vous pour travailler la ville, personne ne pourra proclamer « the death of the city » (et Sandrine aura eu raison...) Je te remercie aussi infiniment Yona, pour ton « mentorat », ton amitié et tes très nombreux encouragements au cours des dernières années. Merci aussi à Laurence Behrer pour ta précieuse aide et ta confiance en mes capacités. Merci à Vicky pour ton inspirante amitié et nos précieuses discussions sur la ville, la littérature et l'utopie. Finally, thank you, my dear Marian, for your precious friendship and your constant support throughout the years. You are a true intellectual inspiration to me.

Je veux également prendre le temps de remercier les gens qui m'ont aidé sur le terrain : I owe very much to the participants to this research and to those who helped me during my last stay in Belgrade. A special thanks to the employees of the Institutes for protection of cultural monument of Belgrade and Serbia. Special thanks to the employees of the Politika's archives, who saved my life without knowing. I also have immense gratitude for the few employees of the National Library of Serbia who helped me to get around the new library as well as around the different archive programs.

Most of all, amongst the people who helped and inspired me all along this project, I also have to thank all my friends from Belgrade. First, thank you dear Nataša for sending me to this city that changed my life forever. Thank you for our precious evenings sharing words, laughs, tears and rakija. (Make sure you also thank Nenad for me!) Thank you Jelena for welcoming me during my first visits and thank you for all our following discussions in Den Haag and in New York. Thank you Miroslav and thank you beautiful Ivana ; you guys are Belgrade to me. Thank you for bringing me everywhere, for leading me to places I wouldn't have gone and for sharing all my impressions, thoughts and fears.

I also owe a special thanks to Ivan, who gave me heavy food for thoughts every single time we talked; you are my professor at heart. Also thanks to you, dear Nebojsa, for sharing so much with me, from our traditional Sunday fish to our ice cream meetings, all the way to our many discussions on historicism, fascism or utopia. Thank you Irena for your friendship and for helping me remember who I am (also thank you for the Soldier ... he guided me

through this research). Finally, I would like to thank you, dear Dobrila, for much laughs in times of winter despair and for all your precious help in translating everything that needed to be translated for this thesis.

Hvala puno !

En dernier lieu, il y a finalement ces gens d'ici que j'aime et qui m'habitent au quotidien et depuis si longtemps. Je dois absolument remercier ma famille : ma mère et mon père qui m'ont toujours encouragée à aller plus loin. Un grand merci aussi à Dany, à Sylvie et Gilles pour votre amitié et votre support dans ma vie et dans mes études. Je tiens aussi beaucoup à remercier mes « girls » : Marie-Ève, Martine, Sara, Catherine Lambert, Catherine dite « Duchesse » (merci tout spécial pour ta relecture attentive!), Catherine Gingras, Catherine Turgeon-Gouin, Anik, Anne-Marie, Julie-Maud... vous avez toutes été à la fois inspirantes, provocantes, bouleversantes, convaincantes, convaincues, exemplaires, encourageantes... vous êtes les meilleures amies du monde et cette thèse-là, c'est beaucoup à vous que je la dois. Merci.

Et finalement, Jean-François, pour tous les sourires, je te remercie et ne te remercierai jamais assez.

Cette thèse a été rendue possible grâce au soutien financier du Conseil de Recherche en Sciences humaines du Canada et de l'Université du Québec à Montréal.

DÉDICACE

À Ji, parce que la vie ne s'arrête pas à quelque 400 pages et que tu m'as rendu tout le reste si précieux.

À Lou, pour que tu sois fier et que tu saches que tout est possible, qu'il faut parfois savoir courir et qu'il faut aussi savoir s'arrêter et contempler.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	XI
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	XVII
LISTE DES SYMBOLES.....	XVIII
RÉSUMÉ	XIX
INTRODUCTION.....	1
PREMIÈRE PARTIE: THÉORIE, PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOGIE.....	7
CHAPITRE I	
CADRE CONCEPTUEL.....	7
1.1 Le terrain vague, la friche et la ruine : des lieux en transition...	8
1.2 Le bâti abandonné : l'exemple de la friche et de la ruine	15
1.2.1 La friche.....	17
1.2.2 La ruine	20
1.3 La mémoire et l'oubli des lieux : définitions et conceptualisation.....	24
1.3.1 La mémoire des lieux : lieux de mémoire, lieux du cœur, lieux exemplaires, lieux parlants et hauts lieux	25
1.3.2 Lieux de l'oubli : lieu dormant, hors-lieu, non-lieu, entre-lieu et mi-lieu.....	29
1.4 Le lieu abandonné, entre conservation et progrès : l'exemple des reconstructions d'après-guerre.....	38
1.4.1 La reconstruction et le progrès.....	40
1.4.2 La reconstruction, la mémoire et le patrimoine	45
1.4.3 La reconstruction : outil de pouvoir et d'identité	53
1.5 La perception, la réception et la représentation des lieux	58
1.5.1 L'esthétique de la réception et l'horizon d'attente.....	62
1.5.2 Le sens du lieu : expérience, attachement et appropriation	67
1.5.3 La temporalité du sens	70

1.6 Les conflits de représentation et d'appropriation	73
1.6.1 Conflits urbains et conflits d'aménagement	75
1.6.2 Les conflits de transition : un palimpseste de conflits?	84
1.7 Le lieu de l'en-attendant un lieu de la fragmentation et du très long terme	87
CHAPITRE II	
PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOLOGIE	90
2.1 Objectif et problématisation de la recherche	90
2.2 Choix du cas d'étude (limites géographiques et chronologiques)	94
2.3 Questions et hypothèses de recherche	98
2.3.1 Questions et hypothèses générales de recherche	98
2.3.2 Questions et hypothèses spécifiques de recherche	99
2.4 Approche méthodologique	104
2.4.1 Expérience belgradoise	105
2.4.2 Données primaires et secondaires	107
2.4.2.1 Entrevues ouvertes	108
2.4.2.2 Articles de journaux locaux	114
2.4.2.3 Documents produits par les participants	119
2.4.3 Analyse de données	119
2.5 Éthique, enjeux sensibles et limites de la recherche	121
DEUXIÈME PARTIE: PRÉSENTATION DU CAS D'ÉTUDE	
123	
CHAPITRE III	
LE GENERALŠTAB, UNE PETITE HISTOIRE DE LA YUGOSLAVIE	123
3.1 La Yougoslavie et la construction du Generalštab (1945-1989)	124
3.1.1 La Yougoslavie : l'entre-deux guerre, la création d'une nouvelle république, l'autonomisation et l'ouverture internationale	125
3.1.1.1 L'entre-deux Guerre et les avant-gardes yougoslaves	125
3.1.2 La Seconde Guerre mondiale et la création de la Yougoslavie	130
3.1.1.3 Urbanisation, planification et architecture : le cas de Belgrade	138

3.1.3 Le Generalštab.....	149
3.1.3.1 La localisation du complexe.....	149
3.1.3.2 L'architecte.....	158
3.1.3.3 Le sens investi du lieu : entre Sutjeska et Henri Bergson	165
3.2 Le démantèlement de la Yougoslavie, le bombardement de Belgrade et la fin du Generalštab (1990-1999)	172
3.2.1 La planification urbaine et l'architecture dans les années 1990.....	175
3.2.2 La destruction du Generalštab	181
3.3 Le Développement d'une nouvelle étiquette pour Belgrade : la transition, l'Union européenne et le débat sur la conservation du Generalštab (2000-aujourd'hui).....	181
3.3.1 La ville en transition	182
3.3.2 Le Belgrade festif.....	187
3.3.3 Le Belgrade bombardé	190
3.3.4 Le Generalštab : contexte actuel.....	197
CHAPITRE IV	
PRÉSENTATION DES RÉSULTATS	202
4.1 La perception du bâtiment.....	205
4.1.1 Sur l'architecte	206
4.1.2 Sur la valeur symbolique du bâtiment.....	211
4.1.2.1 Un vestige de la modernité serbe	214
4.1.2.2 Un vestige de la Yougoslavie, du socialisme ou du communisme	221
4.1.2.3 Le débat fondamental de Nikola Dobrović	226
4.1.3 Sur la ruine.....	235
4.1.4 Sur la fonction du bâti.....	238
4.1.5 Sur l'évolution des perceptions	240
4.2 La perception du conflit	243
4.2.1 Petite chronologie des projets pour la ruine	244
4.2.2 La présentation du débat.....	247
4.2.3 Quoi faire avec la ruine?	249

4.2.3.1 La protection.....	249
4.2.4 Sur l'absence d'un débat	262
4.2.5 Sur la stagnation du bâti	267
4.3 La perception du Belgrade bombardé	273
4.3.1 Les ruines de Belgrade : celles dont on se souvient et celles qu'on oublie	273
4.3.1.1 Les bâtiments reconstruits.....	283
4.3.2 Sur la protection des ruines	288
TROISIÈME PARTIE: ANALYSE DES RÉSULTATS.....	292
CHAPITRE V	
RETOUR SUR UN LIEU EN TRANSITION	292
5.1 Le Generalštab, un lieu en transition dans une ville en transition.....	293
5.1.1 Le Generalštab et la ruine contemporaine.....	293
5.1.2 Le Generalštab et la friche urbaine	298
5.1.3 Entre la ruine et la friche, entre le passé et le futur, y a-t-il une cohabitation possible?	309
5.2 Patrimonialisation et démolition : la mémoire et l'oubli du Generalštab.....	316
5.2.1 Patrimonialisation versus démolition	317
5.2.1.1 La patrimonialisation d'une ruine de guerre : un « devoir » de mémoire	324
5.2.2 Perception, réception et représentation : multiplicité et temporalité.....	327
5.2.3 Conflit de représentation et d'appropriation de l'espace.....	330
5.2.3.1 Le Belgrade bombardé : entre vie quotidienne et visite touristique	339
5.3 Le lieu de l'en-attendant	344
5.3.1 La transition des lieux : l'attente, le temps de veille, l'éphémère continu	348
CONCLUSION.....	357
RECENSION DES ARTICLES PARUS À BELGRADE ENTRE 1999 ET 2014.....	367
ANNEXES	377
Annexe 1 : Entrevues	377

Annexe 2 : Tableau des acteurs	379
APPENDICES	381
Appendice 1a : Certificat d'éthique	381
Appendice 1b : Consent and information form (adult).....	382
Appendice 1c : Confidentiality agreement	385
BIBLIOGRAPHIE	386

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 La Kaiser-Wilhelm-Gedächtniskirche, Berlin. Source : Taïka Baillargeon, juillet 2010.....	17
1.2 Typologie des lieux basée sur Bédard 2002 et 2011. Source : Taïka Baillargeon, février 2013.....	30
1.3 Le Palast der Republik des architectes Heinz Graffunder and Karl-Ernst Swora construit entre 1973 et 1976. Source : Taïka Baillargeon, octobre 2005.....	47
1.4 Le Berliner Stadtschloss en construction depuis 2013. Source: Stiftung Berliner Schloss – Humboldtforum/Franco Stella, 2012.	48
1.5 Le processus de représentation. Source : Taïka Baillargeon, mars 2011.	62
1.6 Les quatre dimensions conflictuelles possibles du conflit d'aménagement. Source : Dziedzicki, 2003, p. 637.....	81
1.7 trois familles de conflits selon Subra. Source : Subra, 2007, p. 45.....	83
1.8 Schéma du conflit de la transition. Source : Taïka Baillargeon, février 2013.	85
2.1 Les différentes institutions impliquées dans le débat entourant le Generalštab. Source : Taïka Baillargeon, avril 2011.....	99
2.2 Acteurs et perceptions. Source : Taïka Baillargeon, mars 2010.....	100
2.3 Opérationnalisation de la première sous-question de recherche. Source : Taïka Baillargeon, février 2013.....	101
2.4 Opérationnalisation de la deuxième sous-question de recherche. Source : Taïka Baillargeon, février 2013.....	102
3.1 Le « Ruski car » (Empereur Russe) un restaurant situé au Tgr Republika (Square de la république) dans la vieille ville. Le bâtiment a été construit entre 1922 et 1926 par l'architecte Petar Popović avec la collaboration de Dragiša Brašovan. Source : Taïka Baillargeon, juillet 2010.....	142
3.2 Vue sur la rue Kneza Mihaila (prince Mihailo), rue commerciale dans la vieille ville de Belgrade. Source : Taïka Baillargeon, octobre 2011.....	142
3.3 Vue sur une petite rue au cœur de la municipalité de Zemun. Source : Taïka Baillargeon, juillet 2010.....	143

3.4	Le complexe du Generalštab scindé par la rue Nemanjina. Source : Bojan Kovačević, 2001, p. 216-217.....	149
3.5	Carte de localisation de Belgrade. Source : Taïka Baillargeon, mai 2014.....	150
3.6	Vue aérienne du Trg Slavija (Square Slavija). Source : Anonyme, RTS, 2012.....	151
3.7	Le siège du gouvernement de Serbie. Source : Institut pour la protection des monuments culturels de Belgrade (http://beogradskonasledje.rs/).....	151
3.8	Le ministère fédéral des Affaires étrangères. Source : Institut pour la protection des monuments culturels de Belgrade (http://beogradskonasledje.rs/).....	152
3.9	Le Palais de la fédération ou « SIV », conçu par Anton Ulrih, Vladimir Potočnjak, Zlatko Najman et Dragica Perak en 1947, situé dans la municipalité de Novi Beograd. Source : Taïka Baillargeon, novembre 2011.....	153
3.10	La tour du CK conçu par Mihajlo Janković en 1964 pendant le bombardement de Belgrade en 1999. Source : Majdin, Vreme, 2009....	153
3.11	Le musée d'Art contemporain de Belgrade par Ivan Antić, fondé en 1958 et situé dans la municipalité de novi Beograd. Source : Taïka Baillargeon, octobre 2011.....	154
3.12	Appartements du bloc 23 (1968-1974) conçu par Bozidar Janković, Branislav Karadžić and Aleksandar Stjepanović. Le Bloc 23 est situé dans la municipalité de Novi Beograd. Source : Taïka Baillargeon, 2009.....	154
3.13	Appartements du bloc 21, construits entre 1961 et 1963 dans la municipalité de Novi Beograd. Source : Taïka Baillargeon, octobre 2011.....	155
3.14	Vue sur Terazije et le boulevard Kralja Milana au centre-ville de Belgrade. Il s'agit là d'une artère commerciale centrale qui croise la rue Knez Miloš. Source : Taïka Baillargeon, octobre 2011.....	156
3.15	Vue sur le boulevard Kralja Aleksandra. Une autre artère commerciale, parallèle au boulevard Kralja Milana, qui croise la rue Knez Miloš. Source : Taïka Baillargeon, septembre 2011.....	156
3.16	L'architecte Nikola Dobrović. Source : Dobrović, 1980.....	157
3.17	Plan préliminaire de Novi Beograd élaboré par l'Institut d'urbanisme de	

	Belgrade en 1948. Source : Marić et coll., 2010, p. 53.....	160
3.18	Plan de Novi Beograd intégré au Plan d'urbanisme de Belgrade de 1950. Source : Marić et coll., 2010, p. 53.....	160
3.19	Détail des châssis doubles du bâtiment A. Source : Taïka Baillargeon, juillet 2010.....	162
3.20	Le Generalštab, plan du site (esquisse de Christian Feneck). Source : Kulić, 2009a.....	163
3.21	Le Generalštab. Source : Dobrović, 1998.....	164
3.22	Parc National de Sutjeska, Bosnie-Herzégovine. Source : http://Generalštab.tripstation.com/bosnia.html	165
3.23	Monument de Sutjeska, Miodrag Živković, 1971. Source : Ana Džokić (http://www.europelostandfound.net/).....	167
3.24	Les Schémas dynamiques. Source : Dobrović, 1980.....	168
3.25	La banlieue de Kaludjerica qui se développe massivement dans les années 1970 et 1980 et qui continue de s'accroître de façon importante durant les années 1990. Source : Taïka Baillargeon, aout 2009.....	176
3.26	L'extension informelle d'un toit au centre-ville de Belgrade. Source : Dubravka Sekulić, 2008 (http://www.provisionalfutures.net/?p=291)...	176
3.27	Le bâtiment de Pink TV dans le quartier de Dedjinje à Belgrade. Pour Jovanović Weiss, il s'agit d'un exemple classque de Turbo Architecture. Source : Anonyme, RTS, 1er juin 2012.....	179
3.28	Un des pavillons de l'ancienne foire (Staro Sajmište) transformée en camp de concentration durant la Seconde Guerre. Source : Taïka Baillargeon, octobre 2011.....	190
3.29	Carte indiquant la localisation de bâtiments bombardés pendant la campagne de l'OTAN en 1999. Source : Perović et Žegarac, 2000.....	191
3.30	La tour Ušće, derrière le nouveau centre commercial du même nom. Source : Taïka Baillargeon, juillet 2010.....	192
3.31	La nouvelle tour Avala reconstruite à l'identique. La tour originale a été construite en 1966 par Ugljesa Nogunović, Slobodan Janjić et Milan Krstić. Source : Vlada Jablanov, 2010 (http://fotkapofotka.blogspot.ca/2010/07/avala-tower-2010.html).....	192
3.32	Le Centre de commandement de l'armée de l'air Yougoslave de Dragiša Brašovan (1935). Le bâtiment a été bombardé en 1999, mais il	

	a été partiellement reconstruit depuis. Source : Taïka Baillargeon, juillet 2009.....	193
3.33	Le Secrétariat fédéral des affaires internes, construit par Ludvik Tomori en 1951 et bombardé en 1999. Source : Taïka Baillargeon, septembre 2011.....	194
3.34	La Télévision Radio Serbie, construite par Rajko Tatić en 1940 et bombardé en 1999. Source : Taïka Baillargeon, juillet 2008.....	194
3.35	Le Generalštab à vol d'oiseau. Source: Vladimir Kulić, 2009a.....	195
3.36	Le bâtiment B après le nettoyage du hall d'entrée. Source: J., M.L., Novosti, 2014.....	199
4.1	Le projet de mémorial d'Edin Omanović. Source : Edin Omanović, 2009.....	251
4.2	Le projet de Filip Popović. Source : Filip Popović, 2009.....	263
4.3	Le bâtiment de Rajko Tatic construit en 1940, avant et après le bombardement. Source : Perović et Žegarac, 2000.....	273
4.4	Stèle commémorative. On peut y lire « Pourquoi? », suivi du nom des 16 civils morts lors du bombardement. Source : Taïka Baillargeon, juillet 2008.....	274
4.5	Le Quartier général des forces aériennes de Dragiša Brašovan construit en 1935, avant et après le bombardement. Source : Perović et Žegarac, 2000.....	275
4.6	Le ministère des Affaires intérieures de Serbie de Ivan Antić construit en 1963, avant et après le bombardement. Source : Perović et Žegarac, 2000.....	276
4.7	Le ministère des Affaires intérieures yougoslave de Ludvik Tomori construit en 1951, avant et après le bombardement et en 2011. Source : Perović et Žegarac, 2000.....	277
4.8	Le ministère des Affaires intérieures yougoslave recouvert d'une banderole publicitaire. Source : Taïka Baillargeon, 2011.....	277
4.9	L'ambassade de Chine des architectes Cao Zheng and Zlatomir Jovanović construit en 1994. Source : Perović et Žegarac, 2000.....	278
4.10	Centrale de chauffage de Novi Beograd construit par Milica Sterić en 1965. Source : Perović et Žegarac, 2000.....	279
4.11	L'hôtel Jugoslavija de l'architecte Lavoslav Horvat construit en 1961. Source : Perović et Žegarac, 2000.....	279

4.12	Pamphlet de l'exposition « Belgrade 1999 » présenté par la ville de Belgrade et organisé par les architectes Milos Perović et Spasoje Krunic en 1999. Source : Perović et Krunic, 1999.....	280
4.13	CK de l'architecte Mihajlo Janković construit en 1965. Source : Perović et Žegarac, 2000.....	283
4.14	La Tour d'Ušće construite en 2005 et le centre commercial Ušće construit en 2009. Source : Taika Baillargeon, octobre 2007.....	283
4.15	La tour d'Avala construite en 1966 par Ugljesa Nogunović, Slobodan Janjić et Milan Krstić. Source : Perović et Žegarac, 2000.....	285
4.16	La nouvelle tour d'Avala reconstruite à l'identique en 2014. Source : Anonyme, <i>Novosti</i> , 2014.....	285
4.17	La Cour d'appel reconstruite en 2008. Source : Petrović, <i>Politika</i> , 2009.....	286
4.18	Le Palais du Gouvernement de Serbie construit entre 1928 et 1938 par Nikolai Petrovich Krasnov. Source : Perović et Žegarac, 2000.....	286
4.19	Le Palais du Gouvernement de Serbie après le bombardement de 1999. Source : http://www.beograd.rs/	287
4.20	Le Palais reconstruit en 2008. Source : Anonyme, <i>RTS</i> , 6 mars 2011.....	287
5.1	La Cascade, initialement conçue par l'architecte Jim Torosyan en 1971 et construite dans les années 1970 et 1980. La construction s'est toutefois arrêtée dans les années 1990 pour reprendre au début des années 2000. Source : Taika Baillargeon, juin 2008.....	303
5.2	Les monuments de Podgarić (Croatie), Kosmaj (Serbie) et Sanski Most (BIH). Source : Jan Kempenaers, 2006-2009.....	304
5.3	Le parlement national de Bosnie-Herzégovine en feu pendant la guerre. Le design est basé sur le projet de l'architecte Juraja Neidhardt. Source : Hughes, <i>BBC</i> , 2014.....	306
5.4	Le parlement national de Bosnie-Herzégovine après la reconstruction. Source : Taika Baillargeon, juillet 2010.....	307
5.5	Le centre de documentation de la Topographie des terreur à Berlin. Source : Centre de documentation de la topographie des terreur, 2010.....	310
5.6	Le musée juif de Berlin conçu par Daniel Libeskind et construit entre 1993 et 1998. Source : Studio Daniel Libeskind, 1989-2013.....	312

5.7	Le projet de compétition pour la Potsdamer Platz, 1991. Source : Studio Daniel Libeskind, 1989-2013.....	314
5.8	Opérationnalisation du lieu de l'en-attendant. Source : Taïka Baillargeon, octobre 2014.....	347
5.9	L'évolution des friches subies et instrumentalisées : dispositifs et démarches. Source : Janin et Andres, 2007.....	350
5.10	Le temps de veille versus l'éphémère continu. Source : Taïka Baillargeon, février 2013.....	352
5.11	Schématisation de l'éphémère continu. Source : Taïka Baillargeon, février 2013.....	354
6.1	Le bâtiment B recouvert d'une publicité de l'armée serbe. Source : Nebojša Milikić, avril 2014.....	360
6.2	Le croquis du projet de l'œuf en 1965 et la ruine du bâtiment en 1995. Source : http://www.joseph-philippe-karam.com/ et https://www.flickr.com/photos/72145507@N02/8327552833/	365

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AAB	Association des architectes de Belgrade
BIH	Bosnie-Herzégovine
CBCQ	Commission des biens culturels du Québec
CIAM	Congrès international d'architecture moderne
CK	Centralni Komitet (Comité central)
CRED	Centre for Research on the Epidemiology of Disaster
FDI	Foreign Direct Investment (Investissement direct à l'étranger)
GAAM	Groupe d'architectes du mouvement moderne à Belgrade
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
RDA	République démocratique d'Allemagne
RTS	Radio Television Srbije (Radio Télévision Serbie)

LISTE DES SYMBOLES

L'alphabet serbe comprend quelques lettres qui n'existent pas dans l'alphabet latin. Voici quelques indications au lecteur pour rendre sa lecture plus fluide :

Le *č* et le *ć* sont deux variantes (dure et douce) du son *tch*

Le *c* se prononce *ts*

Le *š* se prononce *ch* comme dans *cheval*

Le *đ* se prononce *dj*

Le *ž* se prononce comme le *j* de *jeune*

Le *j* se prononce comme le *y* dans *Yougoslavie*

À cela, il faut ajouter que certaines lettres se prononcent différemment qu'en français. Pensons notamment au *g* qui est toujours dur dans la langue serbe.

Ainsi, *Generalštab* se prononce *Guénéralchtab*.

Dobrović se dit *Dobrovitch*.

Etc.

RÉSUMÉ

Chaque ville compte des espaces abandonnés, comme la friche ou la ruine, apparemment vides de sens et de fonction. Ces espaces peuvent nous sembler désinvestis et inutiles, mais ils sont encore porteurs de sens et d'identité. Parce qu'ils nous rappellent le passé, il s'agit de lieux de mémoire, mais parce qu'ils invitent au changement, ils sont aussi des lieux de l'oubli. Ceux qui s'y intéressent les pensent d'ailleurs en fonction de ce qu'ils ont été et de ce qu'ils deviendront, sans toutefois tenir compte de leur transition. C'est précisément cette transition qui nous intéresse ici.

Comme ils sont transitoires, ces lieux subsistent dans le temps en attendant; en attendant le financement, la démolition, la reconstruction ou le réaménagement. Dans ce contexte, ils se retrouvent souvent au cœur de conflits de représentation et d'appropriation; on ne s'entend pas sur leur signification, leur valeur ou leur avenir. Ces conflits participent parfois à prolonger leur état d'abandon. On remarque d'ailleurs des cas où ces lieux restent à l'abandon sur le long terme. L'attente devient alors centrale et le lieu devient un « lieu de l'en-attendant ». Les conflits ne font alors que se fragmenter davantage. L'analyse de cette fragmentation ne nous permettrait-elle pas de mieux démêler la nature des conflits et le palimpseste de sens qui se forme autour du lieu?

C'est à la lumière de ces constatations que nous proposons une analyse des lieux de l'en-attendant, de leur transition, de leur signification et des conflits qui les entourent. Nous soumettons l'hypothèse qu'il ne s'agit pas de simples lieux abandonnés; ils ne concernent pas seulement le passé ou le futur, ils sont l'amalgame de multitude sens qui se superposent et se confrontent dans le temps. Ces lieux sont des espaces-temps complexes qui génèrent d'importants conflits et deviennent des problèmes à gérer dans la ville.

Pour mieux saisir les lieux à l'étude et pour vérifier notre hypothèse, nous proposons une étude de cas du *Generalštab* (Belgrade). Ce bâtiment a été bombardé par l'OTAN en 1999 et ses ruines subsistent au centre de la ville. D'un côté, il s'agit d'un monument d'architecture moderne et d'un vestige de la Yougoslavie. De l'autre, il s'agit d'une opportunité d'investissement immobilier et d'une cicatrice douloureuse de la guerre.

Cette étude vient alimenter une réflexion théorique sur les lieux abandonnés, leur rapport à la mémoire et à l'oubli, leur signification et les conflits qui les entourent. Le cas du *Generalštab*, qui s'étend sur 15 ans, nous permet de détailler et d'évaluer la transition du lieu. À partir de cette analyse, nous concluons que le lieu de l'en-attendant se distingue de la friche ou de la ruine tels qu'on les aborde dans les écrits sur le sujet. Il s'agit d'un lieu exceptionnel qui naît de grands bouleversements et qui se trouve au croisement entre la mémoire et l'oubli. Durant l'en-attendant, cet espace-temps de transition, de multiples perceptions du passé et du futur s'entremêlent de manière à générer et à complexifier des conflits qui participent quant à eux à assurer la continuité d'une forme de stagnation.

Mots-clés : Lieux; mémoire vs oubli; ruines; représentations; patrimonialisation vs démolition; conflits; *Generalštab*; Belgrade; Yougoslavie et Serbie

INTRODUCTION

Vestiges d'un édifice en partie détruit ou dégradé, les ruines ont un mode d'être ambiguës et révèlent l'équivoque fondamentale des relations que l'homme entretient avec le temps, tour à tour destructeur et créateur.
Sabine Forero-Mendoza

Pour aimer les ruines, il faut être visionnaire, apercevoir, au-delà des vestiges qu'on a sous les yeux, des labyrinthes fantastiques, des gouffres à donner le vertige, des abîmes d'ombre et de secret, des cachots fermés à la lumière, l'horreur noire des prisons.
Dominique Fernandez

Tout observateur de la ville contemporaine expérimente un jour ou l'autre le malaise du vide et de l'abandon. Nous nous sommes tous déjà pressés à traverser un terrain vague par une nuit d'hivers, nous nous sommes tous déjà demandé pourquoi telle ou telle carcasse industrielle pourrissait encore au coin de la rue. Dans *The Architectural Uncanny*, Anthony Vidler retrace une histoire de ce malaise qui nous envahit face au vide, au terrain vague, à la maison abandonnée, à l'usine désaffectée. Cette histoire de l'*uncanny* (qu'on traduit en français par « inquiétante étrangeté »¹) prend largement racine dans la modernité avec les récits fantastiques de E. T. A. Hoffman et de Edgar Allan Poe. Il s'agit d'un sentiment d'inquiétude qui nous prend sans raison apparente devant des lieux et des objets qui nous sont pourtant familiers. La maison hantée figure probablement le mieux le sentiment dont il est question ici; la maison est généralement perçue comme un lieu familier et réconfortant, mais dès lors qu'elle est abandonnée, elle devient dangereuse, suspecte. Il est intéressant de penser, comme le souligne Vidler, que l'inquiétante étrangeté est née avec l'ascension des grandes villes : « their disturbingly heterogeneous crowds and newly scaled spaces demanding a point of reference that, while not refuting a certain instability, nevertheless served to dominate it aesthetically » (1992, p. 4). L'auteur tisse également un lien avec l'émergence d'une nouvelle classe sociale (la bourgeoisie) qui s'approprie alors une tradition qui ne lui appartient pas. C'est ainsi dire que l'origine de ce malaise prendrait forme dans la transition, dans le changement; cet espace-temps qui force la cohabitation entre le familier et la nouveauté, entre l'usuel et l'exceptionnel.

Si cet espace à l'abandon nous rend mal à l'aise, c'est donc justement qu'il figure le

¹ Lorsqu'il parle d'*uncanny*, Vidler se réfère au concept d'*Unheimlich* de Freud (1975).

changement et la transition. C'est qu'il reflète une certaine perte de contrôle et se trouve ainsi porteur d'incertitude et d'inconnu. C'est peut-être pour cette raison qu'il s'agit souvent d'espaces mal aimés. Ces lieux ont pourtant sûrement beaucoup à nous dire sur leur contexte environnant et sur la ville qui les accueille. Les bâtiments abandonnés, qu'ils soient ruines ou friches urbaines, nous semblent particulièrement intéressants parce qu'ils sont à la fois traces du passé et potentiels futurs. En effet, alors même qu'ils sont le symbole du passé, dans un contexte de rénovation urbaine, ils deviennent aussi propices au développement. Dans ce contexte, une transition à la fois physique et symbolique s'engage; la couverture physique du bâtiment sera éventuellement appelée à changer (à travers la restauration ou la démolition) et la signification du lieu évoluera également.

Celui qui s'intéresse à ces lieux abandonnés en transition rencontrera assurément de ces lieux qui paraissent abandonnés depuis toujours, mais qui ne semblent pas non plus engager de projet potentiel. Comme prisonnier entre le passé et l'avenir, ces lieux deviennent des lieux d'attente et d'anticipation, ce sont des *lieux de l'en-attendant*. Cette longue temporalité marque généralement les paysages dont la transition physique, économique ou idéologique est particulièrement lente et complexe. C'est le cas de villes qui subissent de grands bouleversements et dont le processus de résilience reste alambiqué. C'est par exemple le cas des villes à reconstruire au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et c'est aussi le cas des grandes villes de l'Europe de l'Est qui passe, à la fin du XX^e siècle, d'un système communiste à un système capitaliste. Plus récemment, on remarque que c'est également le cas de villes qui subissent d'incommensurables catastrophes humaines ou naturelles et qui se retrouvent en conséquence parsemées de lieux à l'abandon. Or, ces lieux-là ne se distinguent-ils pas des autres lieux du vide et de l'abandon? Ne nous révèlent-ils pas davantage sur les incertitudes qui accompagnent la transition d'une ville? Parce qu'ils sont à la fois éphémères et constants, une analyse de ces lieux ne nous permettrait-elle pas d'évaluer de manière plus exhaustive le détail de la transition qui caractérise et qui détermine les lieux qui nous intéressent ici? Nous pensons en effet que ces lieux-là sont des lieux à part entière et cette thèse nous servira à les penser

dans le détail tout en faisant ressortir leurs conséquences sur la ville. Dans ce contexte, nous nous demanderons quelles sont les caractéristiques, mais aussi les conséquences de ce lieu de l'en-attendant? Qu'est-ce qui explique un tel temps d'arrêt et quelles pistes nous donne-t-il pour appréhender le futur de ces espaces?

Pour analyser plus à loisir ce lieu de l'en-attendant, nous proposons de nous pencher sur un cas d'étude spécifique et exemplaire : le Quartier général militaire de Belgrade (*Generalštab*). Figure de proue d'un Belgrade bombardé par l'OTAN en 1999, ce complexe de deux bâtiments est en ruine depuis 15 ans au centre-ville de la capitale serbe. Construit entre 1954 et 1963 par l'architecte Nikola Dobrović, il s'agit de l'un des édifices modernes les plus originaux de l'ex-Yougoslavie. Il s'agit aussi d'une infrastructure militaire, mais le complexe qui se voulait initialement un lieu pour la création d'une nouvelle identité yougoslave paraît aujourd'hui abandonné et désuet. Cette construction massive en plein cœur d'un centre-ville gouvernemental vient d'ailleurs gêner l'étiquette festive et novatrice qu'on semble actuellement vouloir accoler à la ville. Dans ce contexte, certains acteurs publics et privés considèrent que la ruine devrait être détruite ou, à tout le moins, réaménagée. Or, le bâtiment a été nommé monument culturel en 2005 et la protection imposée par l'Institut pour la protection des monuments culturels de Belgrade stipule que tout investisseur qui achète le terrain doit reconstruire le bâtiment à l'identique. La question de cette protection suscite encore aujourd'hui des débats qui réapparaissent épisodiquement dans les journaux locaux. Pourtant, la ruine reste là, intouchée, comme une fracture dans le paysage reconstruit. Le Generalštab nous servira d'exemple pour vérifier notre hypothèse selon laquelle le lieu de l'en-attendant n'est ni une ruine, ni une friche, il n'est pas un simple lieu à l'abandon. Ce lieu de l'en-attendant ne concerne plus seulement le passé ou le futur, mais il est l'amalgame d'une multitude de sens qui se superposent et se confrontent dans le temps. En abordant le Generalštab de cette manière, il nous sera éventuellement possible de sortir de la simple dualité patrimonialisation et démolition afin de présenter une complexité beaucoup plus fragmentée qui porte assurément davantage de solutions que ces deux-là qui ne participent finalement qu'à la stagnation du lieu à l'étude.

Pour assurer l'analyse exhaustive du lieu qui nous intéresse ici, la structure de cette thèse est divisée en trois parties. Dans un premier temps, la première partie servira à présenter le cadre conceptuel et la méthodologie de la recherche. Dans le premier chapitre, nous nous attarderons d'abord à présenter les lieux en transition, abordant principalement la friche et la ruine : deux figures importantes dans la typologie des lieux abandonnés. Nous observerons alors que la ruine et la friche entretiennent toutes deux des liens significatifs avec le temps, proposant même une dualité entre la gestion du passé et celle du futur. Dans ce contexte, nous réfléchirons ensuite à la mémoire et à l'oubli des lieux, tentant ainsi d'inscrire le lieu à l'étude dans une réflexion plus large et d'alimenter une typologie des lieux de mémoire et des lieux de l'oubli. Nous verrons ensuite que cette réflexion sur la dualité entre mémoire et oubli porte aussi une dualité entre la conservation et le progrès, entre la patrimonialisation et la démolition. Notre réflexion sur cette dernière dualité sera présentée à travers l'exemple de la reconstruction d'après-guerre qui nous semble pertinent à l'étude des lieux en transition.

Notre description exhaustive du lieu en transition nous mènera ensuite vers une réflexion sur la perception, la réception et la représentation qui, nous l'aurons alors compris, sont la source même du sens qu'on investit aux lieux. Dans ce contexte, nous aborderons justement la question du sens des lieux, nous intéressant aussi à l'expérience de ce lieu, à l'attachement et à l'appropriation. L'étude du sens des lieux nous permettra de révéler l'importance du temps dans le développement de la signification du lieu. Cette première partie portera finalement sur les conflits de représentation et d'appropriation qui nourrissent également la signification des lieux à travers le temps. Pour approfondir l'étude des lieux de transition et plus particulièrement pour conceptualiser une forme spécifique de ce lieu-là, nous proposerons de présenter un cas d'étude spécifique. Le chapitre deux de la thèse servira ainsi à présenter la méthodologie qui soutient cette étude de cas. Nous présenterons donc ici l'objectif et la problématisation de la recherche, nous attardant brièvement au choix du cas à l'étude. Puis, nous introduirons nos questions et hypothèses de recherche avant d'indiquer notre approche méthodologique, nos méthodes de collectes

et d'analyse.

La deuxième partie de la thèse servira à présenter notre cas d'étude. Le chapitre 3 portera essentiellement sur le bâtiment à l'étude et sur le contexte historique, idéologique, économique et urbanistique de la Yougoslavie, de la Serbie et de Belgrade à partir de la construction du bâtiment en question jusqu'à nos jours en passant par la période du démantèlement et du bombardement de Belgrade par l'OTAN. Ainsi ce chapitre sera divisé en trois temps : la Yougoslavie et la construction du Generalštab (1945-1989); le démantèlement de la Yougoslavie, le bombardement de Belgrade et la fin du Generalštab (1990-1999) et; le développement d'une nouvelle étiquette pour Belgrade et le débat sur la conservation du Generalštab (2000-aujourd'hui). Alors que le chapitre 3 servira à dresser un portrait du bâtiment à l'étude et du contexte qui entoure son évolution, le chapitre 4 servira plutôt à présenter la perception du bâtiment tel qu'on le trouve aujourd'hui. Ce chapitre servira ainsi principalement à présenter les résultats de notre travail de terrain, s'intéressant à la valeur symbolique du bâtiment et de la ruine, à la perception du conflit qui entoure le bâtiment et sa patrimonialisation en 2005 et à la perception des ruines de Belgrade dans un contexte de régénération urbaine et de mise en valeur.

La troisième partie servira finalement à l'analyse des résultats présentés en chapitre 4. Par l'entremise du chapitre 5, nous proposons un retour sur le lieu en transition en tenant compte de l'exemple du Generalštab. Nous comparerons alors le bâtiment à l'étude à la ruine et à la friche, nous demandant s'il y a une cohabitation possible entre le passé et le futur dans la ville de Belgrade. Il sera ensuite question de la dualité entre patrimonialisation et démolition telle que nous la présente Vincent Veschambre (2008). Dans ce contexte, nous envisagerons la gestion du Generalštab comme un problème de gestion de la mémoire et de l'oubli. Comme c'était le cas au premier chapitre, cette réflexion sur la dualité profonde du lieu à l'étude nous mènera finalement à penser la perception ainsi que les conflits de représentation et d'appropriation. L'exemple du Generalštab confirmera les appréhensions présentées au début de la thèse et nous conclurons ce chapitre par la conceptualisation du

lieu de l'en-attendant, misant sur ces caractéristiques principales et uniques.

En conclusion, nous ferons un survol de la recherche et des résultats amassés, tout en présentant un bref épilogue sur les derniers développements concernant le Generalštab à Belgrade. Dans ce dernier chapitre, nous présenterons également les perspectives de la recherche, ses limites et les conclusions que nous souhaitons proposer à la lumière des résultats recueillis. Finalement, nous ouvrirons avec des recommandations et pistes de recherche pour le futur, situant ainsi notre thèse dans l'avancement de notre domaine de recherche.

PREMIÈRE PARTIE: THÉORIE, PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOLOGIE

CHAPITRE I. CADRE CONCEPTUEL

Ce premier chapitre, abordant principalement le concept de lieu, nous permettra d'abord et avant tout de nous familiariser avec notre objet d'étude. Dans un premier temps, nous tenterons ici de définir et de décrire les lieux de transition qui nous semblent indéterminés et indéterminables. Afin de consolider cette description et d'inscrire le lieu qui nous intéresse dans une typologie plus large, nous nous pencherons ensuite sur différentes formes de lieux. Cette première partie sera ainsi le point d'ancrage d'une réflexion théorique sur le sens, l'importance et les répercussions du lieu en transition sur le paysage urbain.

Les écrits sur les lieux nous permettent de constater que le sens (ou les sens) que l'on donne aux lieux est issu de perceptions, de réceptions et de représentations tant individuelles que collectives. Ainsi, la deuxième partie de ce chapitre portera sur ces trois concepts et sur leur impact sur le lieu (sa signification et sa forme). Dans ce contexte, nous constaterons aussi que les tensions liées aux espaces en transition sont intrinsèquement liées aux différentes lectures qu'on en fait. Cette partie nous servira donc à développer sur l'impact des perceptions.

Finalement, dans un troisième temps, nous nous pencherons plus à loisir sur les conflits de représentation et d'appropriation qui semblent servir de moteur à la transition du lieu. En effet, si individus et groupes se représentent et s'approprient le lieu de manières diverses et que les perceptions du lieu évoluent dans le temps, assurant ainsi une multiplication de sens, il est fort à parier que cette multiplication deviendra motrice de conflits. À partir de travaux portant essentiellement sur l'appropriation du territoire dans des contextes d'entre-deux on s'aperçoit que ces lieux intermédiaires, parce que généralement en phase ou en attente de reterritorialisation, sont lieux de tensions et de conflits. Pour cette raison, nous réfléchirons ici aux conflits liés aux lieux en transition en précisant leurs caractéristiques et leurs répercussions.

Ce premier chapitre nous permettra d'ancrer notre posture théorique, mais aussi notre

cadre conceptuel avant d'entreprendre une analyse plus spécifique de notre cas d'étude.

1.1 Le terrain vague, la friche et la ruine : des lieux en transition...

« *Society can be judged as much by what it abandons as by what it builds* »
Dunlap, 2009

Nous avons déjà brièvement présenté en introduction le lieu qui nous intéressera ici. Ce dernier reste pourtant assez difficile à saisir, parce que fondamentalement pluriel, mais aussi parce que l'abandon, le vague et l'interstice sont toujours subjectifs. Comme le rappelle Doron (2007), en citant Nabarro et coll. (1980), « *ultimately, dereliction is a question of degree. Like the elephant, it may be hard to describe but it is relatively easy to recognise* » (2007, p. 13). Dans un effort d'organisation et d'interprétation, nous allons tenter ici de minutieusement disséquer ce type de lieux, présentant d'abord les différents termes qui se réfèrent aux lieux en transition et abordant ensuite les grands qualificatifs de ce type de lieux.

Dans un article au titre révélateur, Doron introduit d'emblée la complexité de son sujet d'étude faisant état du nombre important de termes qui nous ramènent vers des lieux urbains en transition :

Badlands, blank space, border vacuums, brownfields, conceptual Nevada, Dead Zones, derelict areas, ellipsis spaces, empty places, free space, liminal spaces, nameless spaces, No man's Lands, polit espaces, post architectural zone, spaces of indeterminacy, spaces of uncertainty, smooths spaces, tabula rasa, temporary autonomous zones, terrain vague, urban desert, vacant lands, voids, white areas, Wasteland ... SLOAPs (2007, p. 10)

Cette longue énumération, qui sert également de titre à l'article, est qualifiée par l'auteur de tentative désespérée de définir un certain type d'espace que nous reconnaissons tous, mais que nous définissons difficilement (2007, p. 10). Ces termes font tous référence à une certaine forme d'abandon et de vide, qu'il soit physique, fonctionnel ou même moral (pensons par exemple aux qualificatifs « *badland* », « *conceptual Nevada* » ou « *spaces of uncertainty* »). Dans son article, Doron s'attarde plus longuement à ce qu'il appelle terrains abandonnés ou terrains vacants (*derelict and vacant land*). Ces derniers seraient selon lui

plus communs, parce que souvent utilisés dans un contexte légal. Il nous offre d'ailleurs quelques définitions acceptées dans le contexte anglais, nous aidant aussi à saisir les distinctions entre ces différents lieux. Selon la définition du *UK's National Land Use Database of 2007 (NLUD)*, la « *derelict land* » (ou territoire abandonné) est « *the land that was previously used, and currently falls outside the norms of occupancy, use, and 'acceptable appearance'* » (Doron, 2007, p. 12). Ainsi, il ne s'agit pas nécessairement d'un terrain vide ou inoccupé, mais d'un territoire qui a déjà été utilisé et qui ne semble plus servir ou qui n'a plus de potentiel de développement. Le terrain à l'abandon pourrait ainsi héberger quelques ruines, qu'elles soient anciennes ou récentes, qu'elles soient résidentielles, industrielles, commerciales ou institutionnelles. Il pourrait donc plus spécifiquement s'agir d'une friche urbaine (*wasteland, brownfield*), qu'elle soit industrielle, portuaire, ferroviaire ou militaire. En contrepartie, le terrain vacant est défini comme un territoire qui est non seulement libre, mais prêt à être redéveloppé : « *Vacant Land is 'land which is now vacant and could be redeveloped without treatment, where treatment includes any of the following: demolition, clearing of fixed structures or foundations and levellings'* » (Doron, 2007, p. 13). Ainsi, un espace abandonné serait davantage lié à son passé alors qu'un espace vacant serait d'abord et avant tout lié à son futur. Bien entendu, l'espace abandonné peut également être lié à son futur s'il présente un potentiel de transformation. De cette manière, comme le remarque d'ailleurs Doron, la localisation et l'ampleur de ces espaces seront des données primordiales puisqu'elles nous révéleront l'importance de ces lieux dans le passé et leurs répercussions potentielles sur le paysage urbain à venir.

Gandy (2013) fait une distinction similaire entre « *wasteland* » et « *brownfield* ». Il décrit le « *wasteland* » comme un espace vide, vidé, inoccupé, nul, alors que le terme « *brownfield* » est la contrepartie de l'espace vert et se veut intrinsèquement lié à la contamination industrielle. Nefs (2006) va dans le même sens lorsqu'il fait une distinction entre les espaces qui sont laissés libres au cours de la formation d'une ville et les espaces qui étaient originellement occupés et qui sont éventuellement abandonnés. C'est ainsi que Gandy inclut d'ailleurs les espaces périphériques (*edgelands*), les espaces intérimaires (*interim*

spaces) et les paysages interstitiels (*interstitial landscapes*), qui marquent la croissance morphologique de la ville, dans la grande catégorie des lieux vacants. Cette première distinction entre un espace vidé de structures et un espace dénué de fonction originale semble d'emblée très importante. En effet, le terrain vacant a peut-être déjà été habité, il a peut-être déjà été à l'abandon, mais il est aujourd'hui défini par rapport à sa disponibilité au réaménagement, ce qui n'est pas nécessairement le cas de la ruine ou de la friche. En effet, ces derniers espaces sont à la fois liés au passé et à l'avenir et leur temps présent, le temps de transition ou le temps d'attente, est encore porteur d'une multitude de potentialités. À la lumière de cette première distinction entre un espace vide et un espace habité, il apparaît donc possible d'avancer que les structures ou les bâtiments abandonnés sont davantage porteurs de sens et que leur étude pourrait ainsi s'avérer plus révélatrice quant au passé et au futur du lieu en particulier, du quartier d'insertion et de la ville en général.

Doron utilise encore le terme *dead zone*, qui est encore très subjectif, rappelant que ce n'est peut-être pas tant l'espace qui est mort, mais la « zone » ou le « zonage » (2007, p. 10). Par cette affirmation, Doron suppose ici un problème d'usage ou d'occupation. En effet, ces espaces à l'abandon, vacants, vagues ou en friche, sont des espaces qui n'ont plus de fonction, ou plutôt qui n'ont plus la même fonctionnalité qu'ils avaient auparavant. En d'autres mots, ces espaces furent jadis considérés comme utiles, efficaces et peut-être même prolifiques, mais ils ne le sont plus. C'est ainsi qu'on les nomme parfois « espaces inutilisés » (*unused spaces*, Nefs, 2006) ou « restes de la ville » (Korosec-Serfaty, 1991). De la même façon, ces espaces peuvent parfois soulever des questions de propriété, soulevant aussi quelques incertitudes quant à l'usage. C'est d'ailleurs ce que nous fait remarquer Gandy lorsqu'en retraçant des distinctions entre les termes employés dans différentes cultures il remarque que le terme japonais « *arechi* » se réfère aux espaces dont on serait incertain du propriétaire (2013, p. 1302).

D'autres termes sont encore utilisés pour qualifier les lieux urbains qui transitent entre ce qu'ils ont déjà été et ce qu'ils seront dans le futur. En soulignant le nombre important

d'espaces interstitiels dans la ville de Montréal, Beaudet (1997) parle par exemple des « "vides", qui traversent et découpent l'espace bâti » (1997, p. 8). L'espace interstitiel se définit surtout par la cassure qu'il crée dans le paysage. Il s'agit en effet d'un lieu qui, si l'on se réfère à Lynch (1960), altère la lisibilité de la ville. Pourtant, selon Beaudet, « ces espaces, qu'ils soient de formation récente ou anciens, sont tantôt valorisés ou valorisables, tantôt dévalorisés et laissés pour compte, notamment en raison des aménagements déqualifiés ou des occupations résiduelles qu'on y trouve » (1997, p. 8). Ainsi, tous les espaces interstitiels ne sont pas les mêmes. Il s'agit certes d'espaces que l'on trouve *entre*, d'espaces qui créent une césure dans le paysage, mais ils ont également une certaine valeur. En effet, toujours selon Beaudet, il y aurait des espaces de formation récente qui sont valorisés (ex. espaces naturels préservés comme certains plans d'eau et leur berge); des espaces de formation récente qui ne sont pas ou peu valorisés (ex. les friches ferroviaires, industrielles, commerciales, agricoles, etc.); des espaces hérités et valorisés qui sont disponibles et plutôt « libres » que « vacants » (ex. les squares, les grandes propriétés institutionnelles) et des espaces hérités mais non valorisés, qui sont disponibles, mais dont on ne souhaite pas la conservation (1997, p. 8). Cette distinction est intéressante en ce qu'elle sépare les territoires valorisés des territoires non valorisés. Cette valorisation est d'emblée subjective et nous permet de constater toute l'importance de la perception sur la conception de ces espaces. En effet, selon plusieurs chercheurs, la difficulté de définir ce type de lieux tient surtout au fait que la perception qu'on en a reste fort subjective (voir notamment Doron, 2007; Garrett, 2010; Korosec-Serfaty, 1991 et Varsanyi, 2011). L'interstice peut être partiellement utilisé, il peut être en attente de reconstruction ou préservé tel quel pour des raisons économique, esthétique ou même patrimoniale. Qu'est-ce qui fait alors de lui un interstice? De la même façon, un terrain peut nous sembler à l'abandon alors qu'il sert de demeure à quelques itinérants ou de terrain de jeux à quelques adolescents désœuvrés. Est-il alors vraiment à l'abandon? Nous savons tous ce qu'est un terrain vague, un lot vacant, une friche urbaine, mais ces lieux restent difficiles à saisir, à catégoriser et à contrôler. De la même manière, la qualification de ces lieux semble toujours subjective.

Si l'on s'attarde à cette appréciation des terrains vacants ou à l'abandon, on constate que même si, comme le note Beaudet, certains espaces interstitiels sont valorisés, ils sont très généralement considérés comme indésirables. D'un point de vue esthétique, ils jurent avec notre perception du beau, qu'on associe le plus souvent au paysage organisé et continu, et d'un point plus fonctionnel, l'absence et l'insignifiance contribuent au sentiment d'insécurité (Korosec-Serfaty, 1991; Lévesque, 1998; Veschambre, 2008; Vidler, 1992). Dans son étude sur les « restes de la ville », Korosec-Serfaty (1991) affirme d'ailleurs que les espaces abandonnés sont associés à la laideur, perçus comme des « anti-paysages » (Korosec-Serfaty, 1991, p. 236). En cherchant à saisir le sens de cette laideur, elle remarque que si la perception négative de ces territoires urbains est liée à l'expérience intime du passant, elle est surtout associée au langage et à l'imaginaire qui y sont associés, « sous forme de rumeurs, de réputations [ou] de conversations ordinaires » (Korosec-Serfaty, 1991, p. 232). Peu importe ce qu'ils ont été dans le passé, ils sont aujourd'hui des lieux « bas » : humbles, peu fréquentés et sans fonction symbolique reconnue. Ainsi, le terrain vague est qualifié d'illégitime, de dangereux, de louche ou de sinistre et cette désignation influence aussi notre perception. Pour Korosec-Serfaty, si ces lieux nous paraissent dangereux, c'est aussi que leur signification nous semble vague et étrangère. À priori, ces endroits n'ont pas de raison d'être.

Anthony Vidler (1992) s'attarde lui aussi longuement sur le malaise ressenti par rapport aux lieux abandonnés et dégradés. De son côté, il nous parle plutôt de maisons hantées, de bâti non accueillant, de bâtiments enterrés vivants, d'une architecture démembrée, d'espaces noirs et vagabonds et retrace un historique du sentiment d'inquiétude qui y sont rattaché, soulignant pourtant un intérêt de plus en plus marqué pour ces espaces depuis l'avènement de la modernité. Dans son ouvrage, l'auteur se réfère principalement au concept d'*Unheimliche* de Freud, traduit en français par « inquiétante étrangeté » et en anglais par « *uncanny* ». Le concept d'*Unheimliche* relève de ce qui nous paraît familier et étrange à la fois. Selon Freud, « l'inquiétante étrangeté sera cette sorte de l'effrayant qui se rattache aux choses connues depuis longtemps, et de tout temps familières » (Freud, 1975, p. 165), mais

elle est encore « ce qui devrait rester secret, caché, et qui se manifeste » (Freud, 1975, p. 172). Ainsi, même si les territoires abandonnés ou bâtis vacants nous sont familiers, qu'ils appartiennent à nos trajectoires quotidiennes, ils engagent l'incertitude et le doute parce qu'ils nous donnent à voir ce qui ne devrait pas être vu. Puisqu'ils se manifestent sans qu'on les ait organisés, planifiés ou désirés, ils relèvent aussi, en quelque sorte, d'une absence de contrôle. Ainsi, ces espaces nous situent toujours entre le connu et l'inconnu, entre l'ordre et le désordre, ce qui engage aussi chez certains un combat intérieur entre l'attrance et le dégoût. Ce qui expliquerait que malgré le malaise qui y est généralement associé, on remarque un intérêt continu pour ces espaces à travers l'histoire².

Comme le suggèrent à la fois Andres (2011), Beaudet (1997) et Nefs (2006), les terrains vagues ne sont pas seulement laissés à eux-mêmes et dévalorisés, ils ont aussi un potentiel incomparable. C'est aussi ce qu'affirme Doron lorsqu'il précise que dans la « *dead zone* » c'est la zone qui est morte et pas le territoire en lui-même. En effet, si l'occupation première du territoire, qui a souvent aussi été l'occupation officielle, n'est plus efficiente, le territoire a encore un potentiel de développement. Ce développement pourrait être entrepris de façon formelle par la municipalité ou par une entreprise, mais il pourrait également être entrepris de façon informelle (Andres, 2011 et 2013). Cette appropriation du territoire, comme on le verra plus en détail plus loin, sera d'ailleurs souvent sujette à des conflits entre acteurs formels et informels (Andres, 2013; Groth et Corijn, 2005). En contrepartie de la « *dead zone* », ces auteurs proposent d'ailleurs que ces lieux devraient plutôt être considérés comme des « *free zone* », définies par Urban Unlimited (2004) comme des espaces de non-conformité qui permettraient une appropriation informelle du territoire. Cette terminologie nous ramène directement au droit à la ville de Lefebvre (1968) : un droit

² Dans son ouvrage, Vidler nous démontre bien l'intérêt et la popularité de ces espaces étrangers depuis l'avènement de la modernité. On parlera également plus longuement dans les parties suivantes de l'évolution de la perception des ruines dans le temps, en nous attardant sur l'attrait et la signification des ruines depuis la Renaissance jusqu'à nos jours. On peut finalement noter un intérêt croissant pour l'exploration urbaine (c'est-à-dire l'exploration informelle de bâtiments abandonnés) dans la dernière décennie (voir notamment Garrett, 2012 et 2013).

à la liberté, à l'individualisation dans la socialisation, à l'habitat et à l'habiter. En effet, comme le dit lui-même l'auteur, « le droit à l'œuvre (à l'activité participante) et le droit à l'appropriation (bien distinct du droit à la propriété) s'impliquent dans le droit à la ville » (1968, p. 140).

D'une certaine manière, ces auteurs proposent ainsi le terrain vague, le vide et l'abandon comme étant le lieu de toute potentialité. C'est aussi ce que sous-entend Doron dans son article, alors qu'il analyse ces lieux indéterminés dans une perspective historique. En effet, l'auteur propose ici une ressemblance entre les espaces interstitiels et la Chora (*Khôra*) de la Grèce antique. À l'époque des villes forteresses, la Chora était l'espace qu'on retrouvait au-delà des murs de la ville; un territoire mi-rural, mi-nature qui était généralement militarisé parce qu'il s'agissait aussi d'un entre-deux entre la ville et les voisins rivaux. Doron spécifie que selon Platon, bien que la Chora était sans identité propre ou permanente, elle était considérée comme un espace de création : « *a receptacle in which things were formed* » (Doron, 2006, p. 18). Pour Derrida (1997), cette Chora est encore un espace d'ouverture qui permet l'émergence de nouveau (1997, p. 319). Derrida n'est d'ailleurs pas le seul penseur à conceptualiser le vide comme le moteur de création. Plusieurs autres penseurs de la modernité, à l'instar de Walter Benjamin (2000) dans son essai « Expérience et pauvreté »³, ont appréhendé le vide comme un début en soi.

Finalement, Andres souligne encore le caractère temporaire de ces lieux que nous pourrions qualifier à la fois d'indéterminés et d'indéterminables. L'auteur remarque surtout que l'usage de ces espaces est temporaire. D'emblée, s'il s'agit d'un espace abandonné, sa fonction première n'aura été que temporaire. S'il s'agit d'un terrain vacant qui n'a jamais eu de fonction, on a déjà mentionné que ce dernier est défini par son potentiel de développement ce qui insinue systématiquement que son état de vacance est lui aussi

³ Dans « Expérience et pauvreté » Benjamin introduit son concept de « barbarie positive » par lequel il explique que les grands créateurs du début du XXe siècle, dépassés et appauvris par la rapidité de l'innovation technique, ont ressenti la nécessité de faire table rase pour créer à partir du rien/de la destruction.

temporaire. Andres remarque aussi que les usages informels que nous avons déjà mentionnés sont généralement passagers. C'est aussi ce que croient Haydn et Temel (2006) lorsqu'ils proposent la notion d'« espaces urbains temporaires » en parlant des mesures provisoires qui sont parfois prises pour promouvoir des terrains à l'abandon. Cette temporalité est également essentielle à la transition du lieu dont il est ici question. D'emblée, comme le mentionne Nefs, « *definitions of unused urban spaces are generally related to their origins, the way they were created* » (2006, p. 47). Et pourtant, ces espaces sont également intrinsèquement liés à leur avenir et ce, qu'ils soient complètement dénudés d'infrastructures ou qu'ils soient habités de structures en ruines :

Some definitions of unused urban space emphasize the emptiness of the terrain, compared to the surrounding built environment, the fact that they are not occupied by neither people nor construction and infrastructure: Vacant Terrain, Vazios Urbanos, Terrenos Baldios, Leere, Freiräume, Terrain Vague. Others emphasize the fact that they are abandoned, without urban activity and in some occasions contaminated: Urban Wastelands, Brownfield, Derelict land, Degraded and Deteriorated land or buildings. All of these definitions, however, point out the potential of the terrain or building for future development (Nefs, 2006, p. 49)

Ainsi, cet espace est fortement caractérisé par le temps : le temps d'avant et le temps d'après. Nefs soulève d'ailleurs cette particularité précisant que « *an accurate description of unused urban spaces would include not only spatial aspects but also time, considering their origins and possible transformations* » (2006, p. 49). Une question nous semble toutefois demeurer : qu'en est-il du temps présent, entre l'avant et l'après? Qu'arrive-t-il s'il n'y pas vraiment de transition? Ce temps-là ne serait-il pas tout aussi important et significatif, même s'il nous semble figé? En effet, malgré son rapport au temps, cet espace reste « indéterminé » (Groth et Corjin, 2005); il semble ainsi davantage en dehors du temps, marqueur d'une certaine discontinuité temporelle (2005, p. 503).

1.2 Le bâti abandonné : l'exemple de la friche et de la ruine

Ces territoires sont donc des espaces de transition, mais ils ne changeront pas nécessairement de forme dans les prochains jours, les prochains mois ou les prochaines années. C'est cette transition-là qui nous paraît intéressante et porteuse de sens. Pourtant,

d'une certaine manière, s'il est vrai que les espaces vacants et les terrains vagues peuvent se transformer physiquement au fil du temps, les structures bâties sont beaucoup plus à même de subir et surtout de figurer la transition. Pour cette raison, nous nous intéresserons ici plus longuement aux bâtis abandonnés.

Au fil des dernières années, guidés par un intérêt grandissant pour ces bâtis, nous avons constaté que malgré leur statut transitoire, certains d'entre eux semblent stagner dans le temps; comme si l'attente du changement perdurait, comme si ces lieux s'installaient dans l'attente. Pourtant, même si leur état physique ne change pas réellement, ils vont pourtant systématiquement changer de fonction et de sens au fil du temps. Il existe en effet de ces lieux qui, des années après leur abandon, restent en attente de destruction, de reconstruction ou de réaménagement pendant une période indéterminée. Pensons, par exemple, à la Kaiser-Wilhelm-Gedächtniskirche à Berlin qui a été bombardée durant la Seconde Guerre mondiale et qui est restée très endommagée jusqu'en 1957 (figure 1.1). En 1956, la ville de Berlin a annoncé la destruction de ce lieu de culte crevassé, mais la population s'est alors mobilisée contre le projet et les ruines de l'église ont été intégrées au nouveau projet proposé. De cette manière, pendant environ 10 ans, la ruine de la Kaiser-Wilhelm-Gedächtniskirche, important symbole religieux de Berlin Ouest, a été laissée à elle-même. Durant cette période, l'église s'est certes légèrement dégradée, mais elle gardait tout de même la même allure physique. En effet, le bâtiment en ruine restait figé dans l'attente alors que, dans un contexte où Berlin-Ouest entamait d'importants projets de reconstruction et de modernisation, le bâtiment allait vraisemblablement être détruit ou réaménagé. En contrepartie, sa signification et sa valeur ont changé tout au long de cette période. En effet, le bâtiment qui était historiquement un emblème religieux important est d'abord devenu le symbole de la guerre et de la chute de l'Allemagne. Avec le temps, la ruine est devenue un souvenir, puis un lieu commémoratif, un emblème qu'il fallait sauver pour nous rappeler qu'il ne fallait « plus jamais ça! ». Aujourd'hui la Kaiser-Wilhelm-Gedächtniskirche, c'est tout ça et c'est également un marqueur urbain qui annonce de loin notre arrivée à « Zoo » - la Station Zoologischer Garten qui est encore aujourd'hui centrale à

la vie économique et commerciale de Berlin-Ouest.



Figure 1.1 : la Kaiser-Wilhelm-Gedächtniskirche, Berlin. Source : Taïka Baillargeon, juillet 2010.

Comme nous le voyons à cet exemple, et comme nous l'avons déjà dit, lorsque nous pensons aux espaces en transition, nous pensons aussi, irrémédiablement, aux structures qui les habitaient, qui les habitent et qui les habiteront. Dans ce contexte, nous avons pensé nous attarder plus longuement sur deux exemples importants de bâti à l'abandon : la friche et la ruine. Ces derniers nous semblent exemplaires et ainsi révélateurs. Puisque nous pensons que le temps est un facteur incontournable pour la définition de ces espaces, il nous a également semblé nécessaire d'aborder le rapport au temps de ces lieux spécifiques.

1.2.1 La friche

On associe souvent la friche au terrain vague ou vacant, à l'interstice ou plus largement à l'espace marginal (Gandy, 2013). En anglais on utilise généralement les termes de « wasteland » ou de « *brownfield* », soulignant ainsi de manière négative son inutilité et sa

souillure. En effet, la friche est généralement associée aux infrastructures et aux contaminations de l'ère industrielle; la friche urbaine se réfère aux quartiers abandonnés suite à la fermeture d'industries alors que la friche industrielle fait plus spécifiquement référence aux infrastructures industrielles en tant que telles. Dans un contexte d'industrialisation, on nous parle aussi parfois plus spécifiquement de friche portuaire ou de friche ferroviaire (Chaline, 1999). On parle également parfois de friches agricoles et de friches militaires, même si celles-ci se font plus rares en milieu urbain. Même si ces lieux sont très généralement associés à l'Europe et à l'Amérique du Nord, Gandy précise qu'on retrouve ce type d'espace dans plusieurs cultures : « *We can add, for example, the German Brache, the French friche urbaine, the Japanese arechi, the Chinese fei and huang-di, and the Korean hwangmooji and gong-teo* » (2013, p. 1302). L'auteur note toutefois que chacun de ces termes relève des particularités culturelles. Par exemple, le terme *Brache* serait intrinsèquement lié au débat sur les villes en décroissance qui prend place en Allemagne dans les années 1990 alors que le terme japonais *arechi* serait plutôt lié aux anciennes infrastructures portuaires (2013, p. 1302). Janin et Andres (2008) s'accordent également pour dire qu'il existe plusieurs types de friches, mais ils ajoutent qu'elles ont toutes un dénominateur commun :

Les friches, qu'elles soient rurales ou urbaines, constituent une rupture, un vide, dans un territoire et une société. Toutes ont pour trait commun le fait d'être associées à un processus d'abandon, à une appréhension et un mode de gestion. Toutes peuvent être interrogées en tant que ressources perdues ou futures, par rapport à un système de valeurs (économique, foncier, symbolique, idéal...) (2008, p. 62)

Ainsi, de manière plus générale, il s'agit d'une structure ou d'un secteur à l'abandon, qui peut être évalué en fonction de sa fonction et de sa signification passée comme future.

Comme le souligne Andres et Janin, il ne s'agit pas là d'un phénomène récent; même si la profusion des friches ne devient un véritable problème qu'à partir de la moitié du XXe siècle, « nombreux sont les exemples de terrains délaissés, de manière subie ou dans une visée plus utilitariste » à travers l'histoire (Janin et Andres, 2008, p. 63). Dans leur article, les auteurs distinguent la « friche subie » de la « friche instrumentalisée » et soulignent une

distinction primaire dans la *raison d'être* de la friche. En effet, la friche subie est considérée comme conséquence naturelle de dynamiques économiques, sociales et spatiales ou de l'évolution des systèmes de production, alors que la friche instrumentalisée servira d'instrument de négociation, d'opportunité foncière (Janin et Andres, 2008, p. 66-67). Cette distinction nous révèle deux fonctions de la friche ou du moins deux façons de l'appréhender. Elle nous révèle aussi l'importance de son apparition. Andres et Janin relèvent d'ailleurs que la friche se distingue « par les facteurs de son apparition, sa temporalité et sa spatialité » (Andres et Janin, 2008, p. 63). Il s'agit d'une forme d'espace-temps qui apparaît en réponse à la crise, à la déprise et à l'abandon. Il s'agit encore d'un territoire localisable dont le sens est systématiquement lié à ce qu'il *était* et à ce qu'il *sera*. En effet, comme le note Raffestin (1997), « la friche marque la fin d'une territorialité spécifique, la disparition de relations et d'interrelations. [...] elle est donc un indicateur de changement, un indicateur du passage de l'ancien à l'actuel, du passé au futur par un présent de crise » (1997, p. 15). C'est d'ailleurs à partir de cette réflexion sur la friche comme espace-temps de changement que Janin et Andres en arrivent à se demander si « la friche, en tant qu'espace abandonné, ne serait [...] pas le témoin de la manière dont une société gère ses changements » (Andres et Janin, 2008, p. 63). S'ils remarquent un certain lien avec son passé pré-friche, les auteurs notent toutefois que « ce n'est pas tant l'origine des friches, industrielles ou agricoles, qui les distingue, mais leur localisation, leur visibilité et les enjeux dont elles sont l'objet » (2008, p. 62). De cette façon, même si certaines friches sont considérées pour leur valeur originale (architecturale ou historique), la friche est surtout convoitée pour sa localisation et son potentiel futur : que pourrait-on en faire ? Dans le cas de l'espace abandonné, l'on s'intéresse à la fois à la richesse passée et au potentiel futur. De cette manière, le temps de transition est marqué par un croisement de sens où deux ou plusieurs opinions se confrontent.

Ainsi, on reconnaît surtout l'intérêt de ce territoire en fonction de son apparition et de son potentiel futur, mais on ne reconnaît généralement pas son passé, ni sa condition de friche. Il y a évidemment des exceptions, on pense notamment aux vagabonds qui peuvent y

trouver un milieu de vie, aux explorateurs urbains qui y trouvent un intérêt à la fois esthétique, historique et aventurier ainsi qu'aux passeurs qui y transitent, mais de façon générale il s'agit là de lieux qui sont désinvestis, de fonction, d'usage et de sens.

1.2.2 La ruine

« Contempler les ruines, ce n'est pas faire un voyage dans l'histoire, mais faire l'expérience du temps, du temps pur »

Marc Augé

« *The ruin is a choice* »

Robert Ginsberg

Contrairement à la friche, la ruine est un thème qui n'a cessé d'interpeller les hommes et les sociétés depuis la Renaissance jusqu'à nos jours. Comme le rappelle Drouin (2006), « la redécouverte de l'Antiquité par les humanistes de la Renaissance constituait la source généalogique de l'engouement. Le besoin de se tourner vers les textes des grands auteurs s'accompagna d'un désir de côtoyer les lieux et les objets de la même époque » (2006 : 2-3). La grande époque des lumières sera elle aussi marquée d'un intérêt marqué pour la ruine. Selon Sophie Lacroix (2007), si les ruines n'ont pas toujours suscité un intérêt ou une émotion, à partir du XVIII^e siècle apparaissent toutefois « l'admiration et la conscience du caractère irremplaçable des œuvres humaines » (2007, p. 16). Avec la période romantique, d'abord en Allemagne, puis en France, cette sensibilité nouvelle aux ruines apparaît d'abord chez les artistes, les littéraires et les philosophes, mais elle participera également à la naissance de l'archéologie. Selon Éliane Escoubas, il s'agit là d'un thème qui interpelle de nombreuses disciplines et qui se rattache à la fois au temps et à la mémoire, à l'objet physique, mais aussi aux sociétés qui la pensent et la côtoient :

L'investigation des « ruines », remarquons le tout d'abord, se situe au croisement de multiples champs disciplinaires : l'histoire des idées et celle des idéologies, l'histoire événementielle et les philosophies de l'histoire, l'archéologie et la pratique des « fouilles » qui prennent précisément naissance au XVIII^e siècle, mais aussi les analyses esthétiques, la littérature et la poésie. En somme, elle met en jeu, en même temps, une vision de l'histoire des hommes, des sociétés, des États et des civilisations et une vision de l'existence humaine en général (Escoubas dans Lacroix, 2007, p. 9-10).

Initialement, on la pensait surtout en fonction du temps qui s'écoule, elle se présentait aussi

comme une trace du passé, un rappel aux traditions et aux gloires passées. Pourtant, selon Annie LeBrun (1991), après le tremblement de terre de Lisbonne en 1755 et durant les 20 années qui suivirent, la sensibilité européenne s'est vue submergée de figures d'imaginaires désastreux et de ruines. À la suite de cet événement catastrophique, les ruines dans l'art et plus particulièrement dans la peinture commencent à figurer l'impossible confrontation entre ce qui est compréhensible et ce qui nous dépasse. Selon divers auteurs, la Révolution française marquera ensuite un changement profond dans la perception des ruines. En effet, c'est à cette époque qu'on « conclut à l'exigence de protéger, de conserver » (Lacroix, 2007, p. 16). On peut dès lors faire une distinction entre le bâtiment à l'abandon et le « vestige » qui est conservé volontairement. Makarius (2004) va dans le même sens, expliquant qu'« à compter de l'émergence de l'idée de "monument historique" au lendemain de la Révolution, les ruines existent dans leur réalité patrimoniale, restes encombrants au destin problématique » (2004, p. 167). On reconnaît donc désormais à la ruine de nouvelles valeurs et de nouvelles fonctions. Makarius souligne d'ailleurs qu'à cette époque la ruine devient également un enjeu social, alors même que la question de la préservation se confronte à des besoins plus fonctionnels (notamment de logis ou d'établissements officiels) (2004, p. 167). Ainsi, si le XVIII^e siècle est marqué par une prise de conscience de la valeur historique et esthétique des monuments anciens, avec la révolution, la ruine prend une valeur symbolique et répond d'une volonté politique qui se rattache aux bouleversements post-révolution (Makarius, 2004, p. 168).

Le XX^e siècle, avec notamment le choc brutal de la Seconde Guerre mondiale et l'apparition des États Nations, va également marquer l'histoire et la perception des ruines. Celle-ci ne sera plus pensée comme le résultat d'un long passage du temps, ni comme l'empreinte des gloires passées, mais comme une représentation d'un état physique et psychologique traumatique. Selon Makarius, c'est à ce moment que les ruines et autres stigmates de

l'histoire deviennent des outils du « devoir de mémoire »⁴ :

Les ruines ne sont plus indexées sur une « valeur d'ancienneté », mais sont marquées d'un coefficient de souffrance humaine [...] Le XXe siècle possède ainsi le triste apanage d'avoir à commémorer les destructions et les catastrophes. Conserver les stigmates de l'histoire pour que s'accomplisse ce qu'on appelle aujourd'hui « le devoir de mémoire » confère aux ruines un réel pouvoir symbolique. Avec la destruction de Berlin et du World Trade Center à New York, le débat sur les ruines s'est déplacé du plan esthétique au plan politique (2004, p. 177).

Dans un ouvrage assez complet sur les ruines et la destruction de l'architecture, Julia Hell et Andreas Schönle (2010) introduisent les notions de « ruines de la modernité » et de « ruines modernes ». Ils nous parlent alors de différentes ruines issues de l'ère moderne, incluant notamment celles de la Seconde Guerre mondiale, mais s'intéressent aussi aux ruines qui marquent certains changements de régime durant la seconde moitié du XX^e siècle. Ces ruines-là ont souvent une valeur politique importante dans un contexte de revirement identitaire et idéologique (on pense notamment à des éléments comme les décolonisations ou le passage du communisme au capitalisme dans les pays d'Europe de l'Est). Aujourd'hui, les ruines plus contemporaines sont plus souvent associées à l'ère industrielle et on en parle rarement en terme de « ruines », créant ainsi une distinction entre la « friche » et la « ruine ancienne » ou le « vestige ». Ces ruines mettraient davantage en lumière une transition économique, mais aussi un changement fondamental dans notre rapport à l'objet et dans notre mode de vie. Notre intérêt ou notre attrait pour ces ruines serait peut-être ainsi davantage lié à un style particulier, mais aussi à une nostalgie pour un mode de vie plus manuel. Une nostalgie que l'on pourrait éventuellement lier à la popularité actuelle des objets et des vêtements qu'on qualifie de « *vintages* »⁵ et qui nous ramène le plus souvent à l'ère industrielle. C'est comme si, saturée par la reproduction et dépassée par la vitesse des

4 Nous parlerons plus longuement du concept de « devoir de mémoire » dans la prochaine section qui portera plus généralement sur les lieux de mémoire.

⁵ Le terme « *vintage* » nous vient initialement de la viticulture, mais il a été adopté par la sphère de la mode et se réfère aujourd'hui aux vêtements produits entre 1920 et 1980. Les vêtements datant d'avant 1920 étant considérés comme antiques et ceux d'après 1980 comme moderne ou contemporain. Aujourd'hui, le terme n'est plus exclusif aux vêtements, mais à tout objet de mode ou de design (bijoux, meubles, etc.) (Cervellon et coll., 2011).

techniques et technologies, notre société se tournait vers les stigmates d'une époque de production contrôlée. Ainsi, si la ruine nous attire depuis longtemps, notre intérêt pour elle et la perception qu'on en a ont changé à travers le temps. Si les ruines nous ont attirés pour des questions éthiques, esthétiques, politiques et même économiques, elles nous attirent certainement aujourd'hui pour des raisons différentes. Lesquelles? Selon nous, le « débat sur les ruines » ne relève pas uniquement du plan politique, du plan éthique ou esthétique, mais d'une superposition de multiples plans qui viennent complexifier à la fois la nature même de l'objet ruine et son processus de transformation (réaménagement, destruction, reconstruction, etc.).

Les auteurs qui se penchent sur les ruines notent tous cette évolution des perceptions et des significations. Pourtant, peut-être parce qu'ils assument d'emblée leur pérennité, ils ne mentionnent jamais la fragilité de leur survie dans la ville contemporaine. En effet, au même titre que la friche, la ruine contemporaine qui se situe dans la ville centre peut être transitoire. Comme le souligne Drouin (2006), on ne semble plus enclin à conserver les ruines aujourd'hui : « La ruine n'est généralement plus qu'un état temporaire avant la restauration ou la démolition » (2006 : 5). L'auteur en vient même à ce demander s'il s'agirait de « la fin de la ruine » (2006 : 5). Dès lors qu'elle devient ruine, on se posera la question de son futur. Quoi en faire? Faut-il la garder, la réaménager, la détruire? Dans ce contexte, les perceptions qu'on a eues d'un bâtiment avant qu'il soit ruiné se mélangeront aux perceptions qu'on a de la ruine post-bouleversement et participeront à fonder nos perceptions de ce que la ruine devrait être dans le futur. Ainsi, il va sans dire que la perception de ce lieu est fondamentale au sens et à la signification qu'il a dans le présent, mais aussi dans le futur. Aussi, si le lieu est négatif ou de négation, c'est essentiellement qu'il est perçu comme tel.

1.3 La mémoire et l'oubli des lieux : définitions et conceptualisation

« Les lieux vécus sont comme des présences d'absences. »

De Certeau

Cette réflexion sur les espaces en transition nous permet de constater la difficulté de saisir dans leur entièreté ces espaces dépouillés de leur sens originel. Ces espaces nous semblent insaisissables parce que leur sens est non seulement pluriel, mais souvent en transit, en transformation. En effet, bien qu'ils restent physiquement intacts, alors que le temps passe et que les mœurs changent, la perception qu'on en a change aussi. Ce n'est d'ailleurs pas seulement la réception de cet espace qui change, mais la compréhension qu'on a de son passé et de son futur. Dans la ville, le terrain vague, la friche ou la ruine ne sont certes pas les seuls espaces dont le sens sera appelé à changer au fil du temps. Pourtant, leur caractère indéterminé, intrinsèquement lié à une incertitude quant à la gestion du passé et du futur, nous permet d'observer une juxtaposition fort révélatrice de ces différents sens.

Ainsi, ces espaces seraient en quelque sorte des lieux de rencontre entre l'absence et l'abondance. En effet, par leur état d'apparente stagnation physique, ces espaces incarnent l'absence, mais les potentiels qui s'y rattachent sont nombreux. Dans ce contexte, il paraît essentiel d'évaluer ces espaces, comme l'affirmait d'ailleurs Nefs, par rapport à leur passé et en tenant compte de leurs transformations potentielles (2006, p. 49). Dans le cas des bâtis abandonnés, l'importance de l'origine semble d'autant plus primordiale qu'ils portent encore les traces d'une présence et d'un sens passé. Les exemples de la friche et de la ruine nous montrent bien l'importance de l'origine sur la compréhension du terrain abandonné et sur son potentiel futur. Si leur histoire est significative, elle reste toutefois marquée par le rejet. En effet, malgré son histoire et son intérêt passé, ce territoire a été abandonné ou détruit et donc, rejeté. Ainsi, il s'agit d'un lieu dont le sens aurait évolué de manière suffisamment négative pour engendrer un changement majeur. Dans certains cas, à travers le temps, on en est même venu à oublier le passé de ces lieux au profit d'un présent qui nous semble inutile et transitoire. Pensons par exemple à toutes ces friches industrielles qui plutôt que de nous rappeler les heures glorieuses de l'industrialisation, nous semblent

aujourd'hui polluer nos paysages urbains et condamner nos berges.

Dans ce contexte, il nous a donc semblé nécessaire de penser plus généralement ces lieux en terme de mémoire et d'oubli. Pour ce faire et dans le but d'inscrire les espaces indéterminés dans la grande famille des *lieux*, nous avons pensé aborder les lieux de mémoire et les lieux de l'oubli qui semblent se rattacher de près ou de loin aux espaces indéterminés qui nous intéressent. Cette étude qu'on pourrait qualifier de typologique, voire de typomorphologique, nous permettra de comparer les deux types de lieux et de faire ressortir des distinctions qui expliquent le passage d'un sens positif à un sens plus détaché, voir négatif.

1.3.1 La mémoire des lieux : lieux de mémoire, lieux du cœur, lieux exemplaires, lieux parlants et hauts lieux

Dans un article sur le haut-lieu, Bédard (2002) tend à mieux définir ce lieu spécifique en proposant une comparaison exhaustive entre différents types de lieux que l'on retrouve dans les écrits sur le sujet. Ces recherches nous semblent ainsi un excellent point de départ pour aborder la question des lieux de mémoire et d'oubli. Dans sa typologie, l'auteur nous présente notamment des lieux que l'on estime hautement. Il parle alors des lieux de mémoire (Nora, 1997), des lieux du cœur (Bonnemaison, 1996), des lieux exemplaires (Micoud, 1991), des lieux parlant et des hauts lieux. Il est intéressant de considérer que ces différents lieux ont tous une fonction mnémonique ou historique. En effet, ces lieux que l'on considère d'emblée comme des lieux « positifs » semblent toujours appréhendés par rapport à leur passé. Qui plus est, si le haut lieu, que Bédard définit comme érigé par la « grande histoire » ou élu par le pouvoir, est plus historique que mémoriel, parce que plutôt imposé que choisi, il reste que ces territoires sont très généralement des lieux associés à la mémoire. La question de la mémoire est certes intrinsèquement liée à celle de l'histoire, mais elle s'en distingue aussi sur plusieurs plans. Il semble ainsi important de faire une première distinction entre ces deux concepts avant d'aborder plus longuement le concept de lieu de mémoire.

Si l'histoire est souvent perçue comme une simple chronologie d'évènements, la mémoire serait plutôt une appropriation subjective de l'histoire. De la même façon, si l'histoire se définit comme l'évolution de diverses tensions politiques, sociales, religieuses ou économiques, la mémoire est sélective et tient toujours du parti pris. La mémoire (et par le fait même, l'oubli) des lieux nous semble un élément majeur dans la compréhension des espaces à l'abandon précisément parce qu'il s'agit d'un outil du temps présent. En effet, comme le bâti abandonné, la mémoire est un reste de l'histoire, elle appartient au temps présent, mais reste la seule qui nous donne à voir le passé.

Pour en revenir à l'objet même de notre étude, le lieu de mémoire est peut-être le plus connu et le plus utilisé de tous ces lieux d'exception. Selon Pierre Nora (1997), les lieux de mémoire sont « lieux (...) dans les trois sens du mot, matériel, symbolique et fonctionnel, mais simultanément à des degrés seulement divers » (1997, p. 37). L'auteur précisera plus loin que le lieu de mémoire agit comme « unité significative, d'ordre matériel ou idéal, dont la volonté des hommes ou le travail du temps fait un élément symbolique du patrimoine mémoriel d'une quelconque communauté » (1997, p. 2226). Veschambre (2008) nous rappelle que pour Nora, le lieu de mémoire n'est pas nécessairement spatial, mais plus largement symbolique, voire métaphorique (2008, p. 198). Nora donne d'ailleurs l'exemple d'un dépôt d'archives qui, bien que d'apparence matériel, devient lieu de mémoire du moment que « l'imagination l'investit d'une aura symbolique ». Veschambre, à l'instar d'Halbwachs (1950) et de Ricoeur (2000), considère plutôt que la mémoire est intrinsèquement liée à l'espace et plus précisément au lieu, qui est cet espace investi de sens (2008, p. 185-188). Bien qu'il ne considère pas suffisamment l'importance de l'espace dans la construction de la mémoire, Nora ne tient pas seulement compte du souvenir, mais du processus mnémonique, ce qui n'est pas forcément considéré lorsque l'on pense la mémoire dans son rapport exclusif à l'objet ou l'espace. De cette manière, pour Nora le lieu de mémoire devient tout ce que « secrète, dresse, établit, construit, décrète, entretient par l'artifice et par la volonté une collectivité fondamentalement entraînée dans sa transformation et son renouvellement » (1997, p. 28). Car si ce sont des « lieux rescapés

d'une mémoire que nous n'habitons plus » (1997, p. 29), ce sont encore des lieux que l'on choisit consciemment de préserver et qui signifient bien plus que l'histoire qu'ils nous rappellent. Soulignant le processus qu'engage la mémoire, Nora précise encore que le lieu de mémoire est volontaire : « Il faut qu'il y ait volonté de mémoire » (1997, p. 37). Ainsi, si l'histoire est une reconstruction du passé qui se veut impartiale, bien que généralement problématique et incomplète, la mémoire est toujours actuelle et marque une appropriation subjective de l'histoire. C'est d'ailleurs ainsi que selon Nora, ces lieux de mémoire ne servent pas simplement à nous rappeler l'histoire, ce sont des lieux que nous gardons et conservons pour remplacer ou représenter l'histoire. Dans notre monde contemporain, les lieux de mémoire remplaceraient même les lieux de mémoire sacrés que nous avions autrefois. Ainsi, en construisant ou en préservant ces lieux, nous vivons dans une « illusion d'éternité » et nous évitons en quelque sorte la réalité de la fin. Au contraire des lieux de mémoire de Nora, les espaces en transition qui nous intéressent dans cette thèse nous confrontent continuellement avec la réalité de la fin. On pourrait ainsi avancer que dans ce cas là, il n'y aurait en fait pas de volonté ou d'appropriation de mémoire, et ce, même si l'histoire du lieu est reconnue et appréciable.

Les lieux de mémoire sont donc des lieux qui servent à la commémoration et la survie de l'histoire par la mémoire. Bien que la mémoire soit subjective, le lieu de mémoire reste toutefois « érigé au hasard de l'Histoire » (Bédard, 2002, p. 55). Il est vrai en effet que ce dernier est imprévu; ce n'est pas un produit, un lieu élu comme étant exemplaire. Contrairement à ces lieux de mémoire, les lieux exemplaires sont, eux, choisis pour servir d'exemple. Ce sont en effet, selon les termes de Micoud :

Des lieux produits, construits pour signifier la possibilité d'un avenir différent articulé à la désignation concomitante d'un problème social, d'une contradiction (problème qui est dit pouvoir trouver sa solution dans une autre manière d'organiser l'espace social) et, enfin, construits pour être reproduits et imités (1991, p. 54)

Ce qui est intéressant avec le lieu exemplaire, c'est qu'à travers cette construction de sens, ce dernier perd sa signification originale et prend une nouvelle signification. Comme

l'exprime très bien Bédard, en citant à la fois Debarbieux (1995) et Micoud (1991) :

Résultat d'une interprétation, le lieu exemplaire procède d'une décontextualisation à laquelle succède une recontextualisation qui confère "de nouvelles significations à des lieux inchangés" (Debarbieux, 1995, p. 104) pour en faire des symboles de quelque chose qui est aujourd'hui "absent, mais d'une absence", proche d'une surprésence, "qui peut se voir dans la forme du signe, dans sa matérialité" (Micoud, 1991, p. 59) (Bédard, 2002, p. 55).

Comme la friche ou la ruine, le lieu exemplaire est un lieu historique dont la signification change à travers le temps. Pourtant, alors que la friche perd sa valeur, le lieu exemplaire gagne une valeur nouvelle. Nos réflexions sur ces deux constructions déchuées nous montrent toutefois que ces dernières pourraient éventuellement être transformées en lieux exemplaires.

Bonnemaison (1995, 1996) parle quant à lui des lieux du cœur, soulignant plus particulièrement le sentiment d'appartenance qui nous rattache à certains lieux de l'histoire : « Les lieux du cœur ou lieux de l'identité renvoient souvent à l'origine et baignent dans ce que Levi-Strauss a décrit un jour comme "la grandeur indéfinissable des commencements" » (Bonnemaison, 1996, p. 3). Comme le souligne Bédard, il s'agit là de lieux qui font allusion à un passé si lointain qu'il s'apparente à l'imaginaire. Il est ce lieu tellement éloigné qu'il devient mythique. Ce dernier lieu ne semble à priori avoir aucun lien avec les lieux indéterminés à l'étude. Et pourtant, on peut se demander si les ruines antiques ne prennent pas parfois ce rôle. Pensons par exemple aux ruines de la Grèce antique qui nous ramènent aux racines de la société occidentale. Bien entendu, ces ruines-là ne sont pas indéterminées, ni à l'abandon, mais puisque la ruine représente généralement un renouveau pour une société donnée, rien ne nous dit que toute ruine symbolique ne fera pas un jour office de lieu du cœur.

Finalement, Bédard nous parle de lieux parlants et de hauts lieux (2002, p. 58). Alors que le lieu parlant est brièvement décrit comme étant un lieu très connu et assidument fréquenté « directement associé au fil de l'Histoire » (2002, p. 58), le haut lieu est plutôt, en comparaison avec un lieu qui serait considéré comme « bas », un lieu d'éclat reconnu et

fréquenté par l'élite. Il s'agit ainsi d'un lieu élu par le pouvoir et érigé par ce qu'on pourrait appeler la « grande » histoire. Il est de toute évidence que les lieux indéterminés ne sont pas des hauts lieux, mais rien ne nous indique qu'ils ne l'ont jamais été ou qu'ils ne le deviendront jamais. Au contraire, les lieux en transition pourraient tout à fait être des lieux parlants. Le terrain vague ou vacant n'est généralement pas un lieu de fierté, mais certaines friches industrielles et certaines ruines le restent, et ce, malgré leur caractère d'abandon.

1.3.2 Lieux de l'oubli : lieu dormant, hors-lieu, non-lieu, entre-lieu et mi-lieu

Comme le dit si bien le vieil adage, *la mémoire est une faculté qui oublie*. Cette mémoire qui nous est chère et qui sert de juge du passé est intrinsèquement liée à l'oubli. Mais l'oubli, ce n'est pas seulement le laisser-aller du temps qui passe, c'est aussi l'effacement. Comme nous le rappelle Régine Robin (2000) en parlant de la reconstruction de Berlin à la suite de la chute du mur, « le véritable oubli n'est pas le vide, mais le fait de mettre immédiatement autre chose à la place d'un lieu autrefois habité, d'un ancien monument, d'un ancien texte, d'un ancien nom. Ou encore de revenir en arrière en passant par-dessus un passé récent, obliéré au profit de la victimisation » (2000, p. 91). Parce qu'ils semblent relever d'une forme de rejet de la mémoire (et ainsi d'une forme d'identité), il nous semble maintenant pertinent de réfléchir à différents lieux que l'on pourrait considérer comme laissés pour compte, négligés, indéterminés sans toutefois être des espaces vacants, des friches ou des ruines. À cause de leur signification, ces lieux-là sont pourtant plus proches des lieux abandonnés qui nous intéressent.

Comme on l'a déjà vu, Bédard (2002, 2011) nous dresse un tableau relativement exhaustif des différents « lieux » présentés dans les écrits sur le sujet. Il y présente d'emblée ces lieux que l'on estime positivement, comme les lieux de mémoire, les lieux du cœur et les lieux exemplaires, mais il y présente également une série de lieux qualifiés de façon plutôt négative, voire des lieux de négation (lieu dormant, lieu bas, non-lieu, hors lieu, entre-lieu). La perception et la réception des lieux étant une expérience tout à fait subjective, parfois personnelle et parfois collective, ces lieux ne sont pas nécessairement à caractère négatif et

ils ne sont pas non plus *systématiquement* perçus de manière négative. Pourtant, si on les considère en comparaison avec les lieux positifs, ils nous semblent moins forts, moins significatifs, moins parlants, moins clairs.

Lieux Positifs	Lieux Négatifs/De Négation		
	Lieux négatifs	Lieux de négation	Lieux entre-deux
<ul style="list-style-type: none"> • Lieu de mémoire • Lieu exemplaire • Lieu du cœur • Lieu parlant • Lieu haut ou haut lieu • Haut-Lieu 	<ul style="list-style-type: none"> • Lieu bas ou bas lieu 	<ul style="list-style-type: none"> • Non-Lieu • Hors-lieu 	<ul style="list-style-type: none"> • Entre-Lieu • Mi-Lieu

Figure 1.2 : typologie des lieux basée sur Bédard 2002 et 2011. Source : Taïka Baillargeon, février 2013.

Cette typologie est intéressante en ce qu'elle permet de penser les lieux de façon comparative, mais cette même comparaison parvient aussi, sans le vouloir, à rendre certains lieux moins importants, moins significatifs, moins visibles, que d'autres. Ces différents lieux sont pourtant tous importants, ou du moins, ils sont tous porteurs de sens. Comme le remarque McCann, même un lieu discrédité, ou considéré inutile, sera porteur de sens :

Even apparently simple 'economic' resources ... such as an urban park or an abandoned building, are subject to diverse readings by diverse groups in different material circumstances: a source of recreation and of danger, an opportunity for reinvestment, or a threat to neighboring properties. (McCann, 2002, p. 391)

Si le sens de certains lieux (*sense of place*) nous apparaît d'emblée moins fort ou moins signifiant, il n'est toutefois pas absent, du moins, jamais totalement. En effet, même s'ils sont « négatifs », ces lieux-là restent fondamentalement des lieux : territoires investis de sens. Or, qu'il soit haut ou bas, connoté positivement ou négativement, le lieu est le foyer de multiples significations qui se construisent à travers l'expérience (Tuan, 1975, p. 152). Il s'agit d'un territoire à la fois matériel, significatif et symbolique :

Les lieux du territoire relèvent donc simultanément de l'ordre des matérialités, de l'ordre des significations et de l'ordre des symboles. Matérialité parce qu'ils s'inscrivent dans la réalité de l'espace géographique; signification parce qu'une fois identifiés en tant que lieux, ils se voient associés des valeurs et des rôles spatiaux conformes à l'idéologie du groupe qui procède à sa territorialisation. Symbole enfin, en vertu du processus, envisagé depuis longtemps par des auteurs comme Georg Simmel et Henri

Lefebvre, processus par lequel les éléments de l'espace géographique peuvent servir à symboliser le social en l'objectivant. Simultanément donc le lieu localise, signifie et il désigne des réalités d'un autre ordre, un groupe social par exemple, ou d'une autre échelle spatiale, le territoire. (Debardieux, 1995, p. 15)

Dans le cadre de cette thèse, dans le but de qualifier un nouveau type de lieu de négation, ce sont ces lieux-là qui nous intéresseront d'abord.

Le premier lieu négatif ou de négation dont nous parle Bédard (2002) est le lieu dormant. Selon Bédard, si le lieu parlant s'apparente au lieu de mémoire, le lieu dormant, son contraire, est un « emblème d'une symbolique plus nébuleuse, [il] renvoie à des phénomènes particuliers plus lointains ou moins notoires qui sont sans voix ou oubliés » (Bédard, 2002, p. 58). L'état de latence du lieu dormant nous semble particulièrement intéressant. En effet, nous pouvons considérer que puisqu'il « dort », le lieu dormant présuppose qu'il y a eu, ou qu'il y aura, un moment d'éveil. Nous pouvons ainsi affirmer qu'il est dans un état d'entre-deux (entre deux éveils). De cette manière, il souligne la condition éphémère du sens qu'on investit à certains lieux et se rapproche ainsi des lieux abandonnés, qui sont également latents, très proches du conditionnel. Pourtant, s'il s'agit d'un lieu en perte de sens, Nora (1997) et Bédard ne semblent pas considérer la possibilité d'un éveil du lieu dormant; ils n'y incluent jamais de notion de futur ou de possible transformation. Il semble ainsi que si le terme lui-même présuppose un éveil, ce dernier reste au stade du rêve, de la mythologie ou de l'utopie, car le concept n'inclut pas de potentielle phase de territorialisation, d'appropriation, d'identification ou de projection.

Lorsque l'on s'attarde à ces lieux de négation, on peut également penser au « hors-lieu ». Selon Bédard et Breux (2011), les hors-lieux relèvent d'une symbolique fonctionnelle et collective. Cette dernière est ainsi plus étrangère, ou imposée, qu'individuelle ou mnémonique. De cette manière, le hors-lieu est plutôt dé — ou re-territorisant en ce qu'il participe davantage d'un détachement ou d'un réinvestissement autre. En d'autres mots, les hors-lieux sont « hors de tous les lieux » (Foucault, 2001, p. 15) en ce qu'ils sont distincts des autres lieux, mais aussi de par leur sens imposé. Bédard et Breux affirment d'ailleurs que les hors-lieux se rapprochent des hétéropies de Foucault :

Ces hors-lieux, foncièrement autres que les lieux qu'ils reflètent ou évoquent, sont à rapprocher des hétérotopies de Foucault qui « ont la curieuse propriété d'être en rapport avec tous les autres emplacements, mais sur un mode tel qu'ils suspendent, neutralisent ou inversent l'ensemble des rapports qui se trouvent, par eux, désignés, reflétés ou réfléchis (2001, p. 1574).

Les auteurs donnent comme exemple les lieux institutionnels tels que les bâtiments ministériels, les parcs naturels, les hôpitaux, les prisons, etc. En parlant d'hétérotopie, Foucault mentionnait notamment les musées et les bibliothèques. Ces exemples figurent peut-être bien les hétérotopies qui, pour Foucault, sont ces lieux réels et efficaces qui sont « complètement autres que tous les emplacements qu'ils reflètent et dont ils parlent » (Foucault 2001, p. 15). Si pour Foucault ces hétérotopies sont le miroir des utopies (emplacement sans lieu réel), le hors-lieu serait peut-être, en quelque sorte, un simple miroir du lieu. De son côté Thierry Paquot avance que l'idée du hors-lieu « aide à saisir la limite de l'espace et, plus généralement, à penser l'idée de "limite". » (Paquot, 1997, p. 20). Pour Paquot, un peu comme avec l'hétérotopie de Foucault, si le lieu est ouvert, le « hors-lieu » souligne la limite du lieu, la limite de la relation ou de l'être-ensemble. En effet, pour lui, « le "hors-lieu", en quelque sorte, est un "lieu" hors champs, en réserve, potentiel, sur la touche. Il participe à la valorisation du lieu, lui-même étant un assemblage précaire de "dehors" et de "dedans", de "vide" et de "plein" » (Paquot, 1997, p. 20). Cette dernière définition n'est pas sans nous rappeler le montage cinématographique dans lequel le lieu servirait d'image et le hors-lieu servirait de cadre. Cette métaphore nous semble créer un lien entre le hors-lieu et le lieu abandonné dans un contexte où dans sa latence, ce dernier est à la fois un lieu autre et un lieu en rapport avec tous les autres emplacements; c'est un lieu de toutes les possibilités. En résumé, si, comme on l'a vu, le lieu abandonné est similaire au lieu dormant, il est aussi, comme le hors-lieu de Paquot, un lieu potentiel.

Lorsque l'on réfléchit aux lieux de négation, la notion de non-lieu est probablement celle qui nous vient le plus naturellement en tête. Selon Augé, « un espace qui ne peut se définir ni comme identitaire, ni comme relationnel, ni comme historique définira un non-lieu » (Augé, 1992, p. 100). Contrairement au lieu dormant et au hors-lieu, le non-lieu est associé au transit plutôt qu'au transitoire; il s'agit d'un lieu où l'on ne s'attarde pas et auquel on ne

s'identifie pas territorialement ou affectivement. Le non-lieu serait donc théâtre plutôt qu'acteur ou même que pièce; il sert, plutôt que de signifier. De la même manière, selon Bédard et Breux, ces non-lieux sont non seulement génériques, ils ne sont pas appropriés :

Alors qu'être dans un lieu suppose y appartenir et s'y identifier, ces non-lieux, qu'ils soient des gares ou des aéroports, des centres commerciaux ou des zones industrielles, voire des échangeurs autoroutiers ou ces hôtels ou restaurants partout semblables et interchangeable, ne permettent pas aux individus qui les fréquentent d'avoir à leur égard des relations authentiques, et donc de se les approprier, de les habiter. (Bédard et Breux, 2011, p. 143)

Ainsi, puisque le non-lieu serait ce territoire qui n'est pas investi de sens, il se rapprocherait aussi de ce que Relph (1976) appelle l'« absence de lieu » (*placelessness*) :

No sense of place, for it involves no awareness of the deep and symbolic significance of places, and no application of their identities. It is merely an attitude which is socially convenient and acceptable – an uncritically stereotype, and intellectual of aesthetic fashion that can be adopted without real involvement (Relph, 1976, p. 82).

Pourtant, selon la lecture de Bédard (2002), « les non-lieux ne se caractérisent [...] pas par une absence de sens, mais bien par un excès de sens ». En effet, à la lecture d'Augé, il s'agirait d'un produit ou même d'une conséquence de la « surmodernité » (de notre époque contemporaine) et, répondant aux caractéristiques de notre époque, le non-lieu procéderait à la fois d'une surabondance événementielle, d'une surabondance spatiale et d'un excès d'individualisme. Ainsi, pour Augé, comme le remarque d'ailleurs Paquot, le non-lieu est d'abord un lieu de la solitude (Paquot, 1997, p. 15). Une solitude qui est certainement renforcée par la saturation (ou l'excès) dont nous parle Augé, mais encore par une certaine multiplication de croisements qui ne permet pas pour autant la relation ou l'échange. Cette manière de voir le non-lieu nous apparaît certes comme un constat attristant du monde contemporain. Or, comme l'observent Bédard et Breux (2011), il existe deux écoles de pensées concernant le non-lieu :

Il existe globalement dans la littérature scientifique deux façons d'aborder le non-lieu qui, à peu de choses près, suivent des cours parallèles. Il y a d'un côté une lecture négative où, effectivement, le non-lieu est considéré comme l'antithèse du lieu. Le lieu est dans cette perspective un espace habité ou habitable eu égard à ses fonctions identitaires, relationnelles et historiques, alors que le non-lieu en est lui démunie et est par conséquent un espace inhabitable (Augé, 1992). Il y a une seconde lecture que l'on peut qualifier de « positive » et pour laquelle le non-lieu n'est pas tant inhabitable qu'habité par un

mode de vie autre, et pour cela étranger, d'où son appellation de non-lieu (2011, p. 146).

Comme le souligne Paquot, les non-lieux dont nous parle Augé ne sont pas nécessairement dénudés de relations, mais présupposent peut-être davantage des liens faibles et peu significatifs. Aussi, pour Paquot, « parler de "non-lieu" pour désigner un simulacre de rencontre ou un emplacement que l'on considère comme artificiel, relève davantage d'un point de vue éthique que philosophique » (Paquot, 1997, p. 22). De cette manière, pour Paquot, le « non-lieu » par excellence serait la télévision, plutôt que l'aéroport ou le moyen de transport, « car sa nature appartient à un autre registre » (Paquot, 1997, p. 22). Cette comparaison rapproche peut-être ainsi le non-lieu du hors-lieu si l'on se rappelle l'hétérotopie de Foucault, qu'il compare à l'image qui apparaît dans le miroir (Foucault, 2001, p. 15).

Le « non-lieu » est ainsi pensé de manières diverses, mais peut-on penser un lien avec le lieu abandonné? Certes, dû à son état d'abandon et de laisser-aller, ce lieu marque une perte de sens qui le rapproche du non-lieu. Pourtant cette perte de sens est toujours liée à un sens qui était investi dans le passé. Ainsi, le manque de sens est souligné par le fait que le lieu a déjà été important et révélateur et qu'il a aussi le potentiel de le redevenir. Ainsi, le lieu abandonné permet le croisement d'une série de sens (sens passé et sens futur). De cette manière, il subit une multiplication de sens potentiels qui le rapproche d'un non-lieu qui serait saturé de sens. À une autre échelle, alors qu'il est en attente d'un sens nouveau, le lieu abandonné est aussi un lieu « autre »... son absence de signification actuelle, entre une ancienne et une à venir, la rapproche du « hors-lieu » de toutes les possibilités que certains auteurs rapprochent aussi du « non-lieu ». Dans une autre mesure, comme nous l'avons déjà remarqué ce « non-lieu » est espace de transit plutôt qu'espace en transition. On peut penser par exemple aux gares et aux aéroports où l'on passe dans le seul but d'aller ailleurs. Pourtant, il est intéressant de souligner que si le « non-lieu » ne change pas nécessairement, il marque toutefois un changement pour l'homme qui y habite, ou plutôt qui y passe : une transition d'un lieu à un autre ou même d'un état à un autre. Par exemple, le citoyen qui prend l'avion en direction d'un lieu vacancier passe du statut de citoyen-employé à celui d'étranger-vacancier. Ainsi, le non-lieu est à la fois lieu de passage ou d'attente, mais

l'homme s'y situe toujours dans un état d'entre-deux qui présuppose le mouvement, la continuité et même parfois la transformation. C'est peut-être surtout de cette manière que le non-lieu se rapproche du lieu à l'abandon.

Cette idée de transformation et d'entre-deux nous amène finalement à penser la notion d'« entre-lieu » proposé par Turgeon (1998) et relevé par Bédard (2002) dans sa *Typologie du haut-lieu* :

Autre concept développé autour de la notion d'échange, l'entre-lieu, tel qu'il est présenté par Turgeon (1998), est un tiers-espace qui se situe aux antipodes du non-lieu. [...] Outils de contextualisation différentielle bien plus que d'homogénéisation convergente, les entre-lieux sont des espaces interstitiels ouverts et générateurs de métissage où s'adonnent aujourd'hui en premier lieu la dynamique relationnelle du Même et de l'Autre. Directement associés au lieu qu'ils délimitent, les entre-lieux sont des processus actifs « de dépassement et de régénération » (Turgeon, 1998, p. 17) qui participent étroitement, et de façon intéressée, au devenir du lieu. (Bédard, 2002, p. 62)

Selon Turgeon (1998), les entre-lieux sont donc surtout des espaces-temps de rencontres et d'échanges à travers lesquels peut se créer une tierce culture. Ainsi, comme le souligne Bédard, il s'agit de lieux dont la fonction symbolique et le rôle identitaire seraient encore embryonnaires; ce sont des lieux *en phase de territorialisation*. Il serait donc aussi question d'un lieu en état de latence, comme c'était le cas avec le lieu dormant. En effet, l'entre-lieu est un espace en devenir, un espace de transformation. Pourtant, contrairement au cas du lieu dormant, l'entre-lieu est un espace-temps du mouvement. Selon Turgeon, il s'agit d'un lieu d'échange et c'est cet échange qui est moteur de transformation. Le lieu à l'abandon au contraire, même s'il présuppose un avenir, n'inclut pas forcément de processus de transformation. Il peut-être sujet à spéculations ou à projets, mais ces derniers ne sont jamais entrepris, d'où une latence stagnante, infructueuse.

Relativement près de « l'entre-lieu », on peut également placer le « mi-lieu » dont nous parlent Bereinstein-Jacques et coll. (1997) dans leur « triologie » sur le lieu, le mi-lieu et le non-lieu. Selon les trois architectes, le lieu et le non-lieu seraient non seulement intrinsèquement temporels, mais « ces notions deviennent des états momentanés du site ou de la situation spatiale » et cette « temporalité transforme[rait] un lieu en non-lieu et

vice-versa » (1997, p. 126). Dans ce contexte, c'est au passage d'un état temporel à un autre qu'ils s'intéressent. De cette manière, ils pensent le « mi-lieu », cet espace d'entre-deux, comme un lieu de l'intermédiaire : « Le mi-lieu n'est ni le lieu ni le non-lieu, il est mi l'un mi l'autre, il est les deux à la fois et en même temps. On pourrait le considérer comme l'espace que Michel de Certeau définit comme le "lieu pratiqué" » (Bereinstein-Jacques et coll., 1997, p. 126). Lorsque de Certeau (1990) affirme que « l'espace est un lieu pratiqué », il révèle que l'espace n'est pas seulement une structure statique (un urbanisme), mais un lieu que l'on expérimente et qui est transformé par la pratique du marcheur (1990, p. 173). En d'autres mots, l'entre-lieu et le mi-lieu sont des espaces d'action, des lieux où l'on échange et où l'on agit. La définition des trois architectes n'est pas tellement éloignée du concept d'entre-lieu (il s'agit aussi d'un espace d'échange et de pratique), mais Bereinstein-Jacques et coll. se penchent davantage sur l'effet du temps proposant ainsi une autre approche. En effet, pour eux, le temps est cet élément qui différencie le point de vue ou l'expérience du lieu. D'une part, le temps qui passe participe à transformer le lieu en non-lieu et entre ces deux statuts, nous avons le mi-lieu. D'autre part, le temps influe sur la perception du lieu. En effet, la perception d'un lieu est intrinsèquement liée au temps et ce temps-là couvre différentes échelles :

Le temps assume trois dimensions : la dimension individuelle, qui gère les relations même mécaniques, à l'espace; la dimension sociale, dans laquelle la construction imaginaire du lieu prend forme, se diffuse et est partagée par un nombre croissant de personnes et, enfin, la dimension cyclique, celle où le temps est à l'apparence immobile (Bereinstein-Jacques et coll., 1997, p. 128).

C'est aussi à travers cette perception et cette expérience du lieu qu'on le juge lieu ou non-lieu selon le moment, le contexte et l'évolution. Il va sans dire que toute notion de lieu est posée selon une série de perceptions, d'interprétations et de jugements qui sont toujours liés à une expérience qui elle, est intrinsèquement liée au temps. Au final, la thèse de Bereinstein-Jacques et coll. serait que le mi-lieu est le lieu de l'architecture. Cette réflexion exploratoire présuppose ainsi, sans jamais le dire clairement, que le mi-lieu est lieu de création. Ce qui le rapproche non seulement de l'entre-lieu, mais aussi du lieu dormant et du hors-lieu dont la fonction symbolique serait proche du mythe — lié au passé — ou de

l'utopie – plutôt liée au futur. Cela dit, si l'entre-lieu est lieu de métissage et de création, le mi-lieu est seulement potentiel de métissage et de création selon le moment, selon son évolution. Cette dernière particularité, l'état conditionnel et peut-être surtout incontrôlable, nous rapproche encore davantage de la notion du lieu abandonné qui tient davantage du conditionnel que du mouvement.

Si ces lieux semblent conçus comme « négatifs », leur terminologie nous amène aussi à penser la négation de lieux (par ex. le non-lieu et le hors-lieu). De façon générale, ces lieux sont plutôt humbles qu'exceptionnels. Certains sont peu connus et moins fréquentés alors que d'autres sont davantage connus, mais restent fréquentés de façon aléatoire ou sélective. Par exemple, le non-lieu, est plutôt anonyme, mais très fréquenté. Augé (1992) en parle comme d'un territoire du transit (par ex. l'aéroport, l'échangeur ou le centre commercial) qui ne sert que momentanément et de façon sporadique. À une autre échelle, un quartier négligé ou oublié, comme c'était jusqu'à tous récemment le cas de l'ancien quartier ouvrier de Griffintown à Montréal. Ce dernier était certes bien connu de la population, mais humblement fréquenté. La fonction symbolique de ces lieux est soit nébuleuse (lieu dormant), soit nulle ou non reconnue (lieu bas), soit imposée, étrangère (non-lieu et hors-lieu) ou embryonnaire (entre-lieu et mi-lieu). De par son caractère, le bas lieu est plutôt négatif que négation; il n'est jamais absence, mais seulement « petit » : « Aussi est-ce souvent avec dédain ou condescendance que ces initiés écartent ou ignorent les lieux bas, entachés qu'ils seraient de quelques vilénies parce que trop grossiers ou populaires, par manque de dignité ou de grandeur, ou parce que trop exigeants et obscurs, par manque d'accessibilité ou de normalité » (Bébard, 2002, p. 58). Le lieu bas est un territoire du quotidien, un lieu de la « petite » histoire; c'est le parc sans prétention du coin de la rue, la patinoire où les enfants des voisins se rencontrent pour jouer. Ce dernier est catégoriquement différent du lieu à l'abandon qui appartient ou du moins a déjà appartenu à la « grande » histoire. Peut-être plus près des espaces abandonnés sont les lieux que nous pourrions définir comme des lieux de l'oubli. Par leur essence (leur matérialité, leur fonction et leur symbolique), ces lieux ne sont pas seulement négatifs, mais absents, moindres, vides

d'identité et de mémoire. Ils sont bien sur territoriaux et temporels, mais ils ne sont pas moteurs d'appropriation et d'identification. En bref, bien qu'ils existent, nous n'y restons généralement pas. En d'autres mots, si on les retrouve dans le paysage urbain et même s'ils sont investis de sens, on ne se les approprie pas et on ne s'y identifie pas. Les terrains vacants seraient ici de parfaits exemples, ils sont généralement investis d'un sens négatif (on les considère souvent inutiles, inesthétiques et parfois même inquiétants), mais on n'y reste surtout pas. À une autre échelle, si l'on peut les qualifier de « négatifs » ces lieux ont également beaucoup à faire avec la négation. En effet, si l'on pense le « lieu négatif » comme celui dont la signification et la symbolique se rattachent à une mémoire négative, on pourrait penser le « lieu de négation » comme celui de l'oubli, de l'effacement, du rejet et du retrait. On pourrait également, plus simplement, l'appréhender comme un lieu qui n'a pas de sens ou encore qui serait en perte de sens.

1.4 Le lieu abandonné, entre conservation et progrès : l'exemple des reconstructions d'après-guerre

Dans son article sur les espaces urbains inutilisés, Nefs se pose une question qui nous semble incontournable dans le contexte de notre recherche : est-ce qu'on doit conserver ou transformer? Cette question est centrale à la problématique des lieux abandonnés parce qu'elle porte en elle la dualité fondamentale entre une gestion tournée vers le passé et une gestion tournée vers l'avenir. Il est intéressant de noter que cette question est à la base de la plupart des grands projets de reconstruction au lendemain d'évènements catastrophiques, qu'il s'agisse d'une catastrophe naturelle ou d'une guerre. En effet, devant les restes de la destruction, dans un contexte où tout est possible, cette polémique semble être la même. Dans ce contexte, il nous semble pertinent de considérer cette polémique en nous basant sur l'exemple le plus représentatif, celui des reconstructions suivant les Première et Seconde Guerres mondiale en Europe. Il s'agit là en quelque sorte d'un exemple de lieux abandonnés et en ruine par excellence.

Et pourtant, les travaux de recherche sur la reconstruction nous parle très peu des lieux

détruits et des ruines qui persistent dans le temps. En effet, on nous présente généralement la reconstruction en termes de *ce qui était* et de *ce qui vient*. Patrick Dieudonné nous parle d'ailleurs de deux grandes tendances : l'une serait rattachée à la recherche historique (*ce qui était*) et l'autre à la réhabilitation matérielle (*ce qui vient*) (Dieudonné, 1994, p. 7). Ainsi, plusieurs auteurs s'intéressent à la ville d'avant, soulignant à la fois les pertes et les gains de la ville reconstruite. D'autres s'intéressent plutôt à la planification, aux différentes étapes de cette reconstruction ainsi qu'aux aspects qui viennent influencer le processus, qu'il s'agisse d'aspects politiques, économiques, sociaux ou législatifs. Dans tous les cas, il s'agit généralement d'observer ce qui s'est fait dans le passé. Parfois dans la visée de mettre en lumière des pratiques et des moyens disparus, d'autre fois dans le but de trouver des pistes ou des exemples à suivre. Même si ces tendances se chevauchent souvent, il reste que le phénomène même de la reconstruction est le plus souvent abordé par rapport à ce que la ville a été, ce qu'elle a déjà réussi, et à ce qu'elle voudrait devenir. À la lumière de cette distinction, nous remarquons que si la reconstruction est souvent présentée comme un processus comprenant de grandes étapes opératoires, la réalité physique de l'entre-deux, entre la destruction et la reconstruction, n'est que très rarement considérée. Comme le souligne Jébrak (2010), « jusqu'à récemment, il y a eu un *avant* et un *après* reconstruction, pas véritablement de *pendant* » (2010, p. 30). Il existe bien quelques ouvrages qui s'intéressent spécifiquement à certains aspects de cet entre-deux. Par exemple, depuis quelques années, on s'intéresse à la question des abris temporaires dans un contexte de délocalisation postcatastrophe (Awotona, 1997; Davidson et coll., 2007; Jha et coll., 2010; Lizarralde et coll., 2009; Massard-Guilbaud, 2002). Ces études portent le plus souvent sur l'efficacité réelle d'un type de construction et sur la planification de sites ou quartiers transitoires. Mais la plupart de ces études se questionnent sur la possibilité de faire communauté dans ces espaces de transition, s'intéressant particulièrement à l'expérience de la délocalisation, sans nécessairement se pencher sur le sens du bâti ou sur l'expérience d'un transitoire de longue durée. Aussi, hormis quelques descriptions factuelles on remarque qu'il existe très peu de réflexions sur l'état transitoire des lieux de la ville détruite.

On parle encore plus rarement de la ruine postcatastrophe ou du terrain vacant, comme si le fait qu'ils soient appelés à disparaître justifiait que l'on ne s'y attarde pas. Selon nous, il serait toutefois nécessaire et profitable de s'attarder plus vigoureusement sur ces espaces qui appartiennent non seulement au processus de reconstruction, mais qui portent en eux seuls une rare conjonction entre le passé, le présent et le futur de la ville. L'étude des lieux détruits nous semble d'ailleurs particulièrement importante dans les cas où la reconstruction se fait sur le très long terme et que la condition transitoire semble devenir la norme.

1.4.1 La reconstruction et le progrès

Lorsque l'on s'attarde à l'objet ville au lendemain d'un désastre, on pense souvent d'abord aux dommages physiques qu'elle a subi et aux citoyens qui l'habitent; on pense aux effets néfastes, traumatiques et déplorables de la catastrophe. Ces effets sont certes importants, mais il faut souligner que la catastrophe est aussi un moteur de changement et de renouveau. Une bonne part des travaux de recherche portant sur la reconstruction d'après-guerre nous permet d'ailleurs de constater que la destruction a souvent été considérée comme une opportunité de modernisation par les différents acteurs qui participent à la reconstruction. Comme le soulignent Vale et Campanella, « *the annals of urban recovery are replete with such examples where rebuilding yielded improvements over the pre-disaster built environment* » (2005, p. 348). De la même façon, Patrick Dieudonné (1994) remarque que « désolantes, bien sur, mais productrices d'espaces nouveaux, les destructions sont vues, le plus souvent comme des opportunités par les professionnels de l'urbanisme » (1994, p. 8). Aussi, plusieurs auteurs soulignent que les notions d'innovation et de modernisation, ainsi que la volonté de régler des problèmes qui étaient présents avant la destruction, prennent souvent plus d'importance que l'urgence (Dieudonné, 1997; Massard-Guilbaud et coll., 2002; Ramroth, 2007). Une phrase de Lewis Mumford (1945) démontre d'ailleurs assez bien toute l'importance idéologique que revêt la reconstruction au lendemain de la Seconde Guerre mondiale :

In our anticipations of post-war planning, perhaps the most important thing to remember is that our task is not the simple one of rebuilding demolished houses and ruined cities. If only the material shell of our society needed repair, our designs might follow familiar patterns. But the fact is our task is a far heavier one; it is that of replacing an outworn civilization. (1945, p. 157)

De façon générale, on remarque que cette idée d'améliorer et de moderniser la ville apparaît surtout à la suite de la Seconde Guerre mondiale, alors que plusieurs villes auront été presque entièrement détruites. Selon Hudemann et Walter (1997), les enjeux de reconstruction et les possibilités d'innovations au lendemain de cette dernière guerre sont du jamais vu dans le monde de l'urbain :

L'ampleur des destructions subies par les villes européennes durant la Seconde Guerre mondiale suffit à expliquer la place prise par le problème de la reconstruction dans l'histoire urbaine récente. N'a-t-elle pas constitué l'un des enjeux les plus formidables de l'urbanisme du XX^e siècle tant pour les planificateurs que pour les autorités urbaines? Un auteur ne craint pas d'écrire : *Rebuilders of bombed cities could go beyond what Haussman had done for nineteenth century Paris* (Diefendorf, J. M. 1990). (1997, p. 7)

Selon Voldman (1997), si la Première Guerre mondiale avait engendré certains avancements sur le plan immobilier et urbain et ainsi permit l'essor de la discipline urbanistique, c'est seulement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale qu'on voit apparaître une « véritable rupture avec les pratiques antérieures, la Reconstruction fut posée en termes généraux d'urbanisme et d'aménagement » (1997, p. 7). Dans leur ouvrage, Hudemann et Walter vont dans le même sens : « La Première Guerre est à l'évidence le creuset de la politique sociale et de la politique du logement alors que la Deuxième Guerre confronte l'ancrage de la politique d'urbanisme et met au premier plan la dynamique sectorielle et régionale du territoire » (1997, p. 9). Cet événement va d'ailleurs également mener à la création d'instances nationales (comme le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme en France) qui s'occuperont principalement de la reconstruction. Il faut toutefois noter que même si ce discours de modernisation est rattaché aux deux Grandes Guerres du XX^e siècle, il se rattache plus largement à la modernité. La reconstruction engage ainsi des changements importants dans la ville et dans la façon de construire la ville.

À un tout autre niveau, la reconstruction permet aussi aux architectes et aux urbanistes de

créer ou de mettre à l'épreuve de nouvelles idées. On pourrait certes avancer que le vide urbain permettrait ces mêmes possibilités. À ce sujet, l'exemple de la reconstruction du Havre au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et la création, en 1945, de l'Atelier du Havre par l'architecte Auguste Perret est particulièrement criant (Dieudonné, 1994; Raoulx, 2005; Voldman, 1997). Nicholas Bullock (2002), qui se penche plus particulièrement sur le développement de l'architecture moderne en Grande-Bretagne après la guerre, va dans le même sens, affirmant que « *from the start it was very clear that the reconstruction would involve much more than simply rebuilding what was there before. The bombing and the war offered a chance for radical change* » (Bullock, 2002, p. 5). Comme l'affirmait l'architecte André Le Donné, membre de l'équipe d'Auguste Perret au Havre, il ne s'agissait même plus là de *re*-construction, mais bel et bien de « construction » (Bardot dans Dieudonné, 1994, p. 109). Bullock précise néanmoins que ce changement radical ne répond pas systématiquement d'un refus du passé :

Reconstruction was not just about building a 'nobler' new world. Planning for the future was inseparably mingled with a desire for continuity with the past. True, the changes, often brutal, created by the war offered unique opportunities to sweep away what was bad, unjust, worn out and inadequate, but the same process of change also created a longing to return to what was familiar, to the happier images of pre-war world fondly remembered. (2002, p. 6)

En fait, comme Dieudonné nous le rappelle, l'histoire des reconstructions au lendemain de la Seconde Guerre répond souvent à la dualité entre la nostalgie de la ville d'avant et l'appel du progrès :

D'une part, il leur fallait respecter les structures des villes d'avant-guerre, auxquelles une population inconsolable voulait d'autant moins renoncer que, parfois, des valeurs autres que sentimentales s'y attachaient. D'autre part, leur environnement professionnel et leur nouvelle autorité de tutelle avaient à cœur de saisir cette occasion, si tragique fût-elle, pour renouveler les tissus anciens, moderniser les réseaux viaires ou faire aboutir d'ambitieux projets que les édiles espéraient depuis plusieurs décennies (Dieudonné, 1999, p. 109).

La destruction engagerait ainsi d'incroyables possibilités de changement et de modernisation, mais le rapport à la ruine ou plus généralement au passé révèle également un certain attachement à la ville d'avant. Il est d'ailleurs à noter que certaines villes opteront pour une reconstruction historicisante ou « à l'identique » des quartiers ou des

sites touchés, comme St-Malo en France ou Dresde en Allemagne.

Il est toutefois important de souligner que ni l'une ni l'autre de ces finalités, c'est-à-dire la reconstruction « à l'identique » ou la table rase, n'est jamais entièrement atteinte. Dans un premier temps, la ville reconstruite ne peut jamais réellement être à l'identique. D'une part, les matériaux utilisés sont souvent différents et d'autre part, malgré la volonté de conserver l'image de la ville, on profite tout de même de la destruction pour moderniser les infrastructures de la ville (systèmes d'aqueduc et d'égout, réseaux de transports et d'électricité), tentant ainsi d'améliorer la condition de vie des citoyens. Il faut d'ailleurs mentionner que même chez les conservateurs, amoureux de l'art et autres protecteurs du patrimoine, le débat sur ce qu'il faut faire des ruines n'est pas systématiquement tourné vers la conservation ou la reconstruction. Dans un texte sur la reconstruction de Gémone en Italie, Antoine Le Blanc nous rappelle qu'en 1963, Cesare Brandi, dans sa *Théorie de la restauration*, affirmait clairement qu'il n'était « ni normal, ni respectueux de l'Histoire de l'Art, de reconstruire tel quel un monument écroulé, ou de reconstituer une ruine » (Le Blanc dans Vallat et Le Blanc, 2008, p. 168). Dans un deuxième temps, même si l'on parle d'une ville rasée par la catastrophe et d'une reconstruction « totale », il reste toujours des traces de l'ancienne ville dans la ville nouvelle. Comme le mentionne Voldman (dans Dieudonné, 1994), « même dans les cas les plus dramatiques de destruction que l'on peut qualifier de "situation de table rase", la plupart des villes ne sont fort heureusement que partiellement détruites » (1994, p. 40). Et de toute façon, comme le souligne si bien Sylvie Barot (dans Dieudonné, 1994) dans un article sur la reconstruction du Havre, quand bien même la ville aurait été entièrement transformée, il resterait toujours le souvenir de la ville ancienne comme un fantôme errant dans la ville nouvelle.

Les exemples de reconstruction d'après-guerre sont évidemment révélateurs, mais d'autres phénomènes plus récents ont également généré des destructions qui ont éventuellement engagé des processus similaires de « modernisation » ou de « réaménagement ». Veschambre (2008) nous parle notamment des traces issues des changements de régime,

soulignant les exemples de la décolonisation et des transitions idéologique et économique de l'Europe de l'Est au lendemain de la Guerre froide. Il démontre bien comment, dans ce contexte, certains pouvoirs ont profité de grands bouleversements pour promouvoir la destruction et la construction de nouvelles structures significatives d'une nouvelle ère. De la même manière, si l'on s'attarde plus spécifiquement aux « réaménagements » ou aux « reconstructions » plus récentes, on remarque que la question de la « modernisation » reste toujours, même si elle semble parfois prendre un autre visage. Dans *Les risques urbains* (2002), Dubois-Maury et Chaline nous parlent de nouveaux risques propres au monde contemporain. Ils s'attardent entre autres au terrorisme, mais aussi aux catastrophes technologiques et nucléaires. Dans leur étude, les auteurs soulèvent que s'il existe des maux contemporains, on établit également actuellement des méthodes et des procédés de reconstruction contemporains. À une autre échelle, on remarque également que ce discours de « modernisation » semble, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, se transformer en un discours de « démocratisation ». Dans un article sur la reconstruction de l'Afghanistan, Shurke (2007) affirme que la reconstruction post-conflit dans les pays en développement est aujourd'hui systématiquement imbriquée aux notions de « modernisation » et de « démocratisation » qui sous-entendent de manière plus générale l'occidentalisation de ces territoires (2007, p. 1292). Selon Rajasingham Senanayake (2005), il est aujourd'hui essentiel de questionner cette tendance à automatiquement associer le désastre et la reconstruction au progrès. À son avis, la reconstruction doit également être envisagée d'un point de vue plus spécifique, orienté vers les problématiques locales :

A post-disaster situation can be seen as one of new opportunities for reconciliation, investment and growth, sustainable resource utilisation, human capital formation, employment generation and human development. However, the other side of this coin of opportunities presents a range of challenges. These challenges demand political will, a long-term vision of nation building, an inclusive and equitable approach to post-disaster development, and appropriate institutional arrangements and organisational capacities (2005, p. 2).

Aussi, puisque tous les pays n'ont pas les mêmes dispositions ni les mêmes systèmes organisationnels, il faut s'assurer d'une part de ne pas planifier l'impossible, qui ne serait jamais atteint et qui ralentirait les travaux essentiels, et d'autre part, s'efforcer à concevoir

des réponses qui répondent aux situations intrinsèques et réelles des territoires touchés par la catastrophe.

1.4.2 La reconstruction, la mémoire et le patrimoine

Si la reconstruction qui suit les grands bouleversements de l'histoire permet une modernisation de la ville et qu'elle sert le développement de nouvelles réglementations, plan d'aménagements et règlements de zonage, il ne faut pas oublier qu'elle sert aussi, à certains moments, d'outil de mémoire. L'étude de l'aspect mémoriel des reconstructions est relativement récente (Jébrak, 2010, p. 30). On l'aborde aussi de manière très diverse dans les écrits. D'une part, on y présente la mémoire comme cette faculté qui nous permet de nous référer à des événements précédents pour organiser et planifier la reconstruction. Elle est aussi cette faculté qui pousse une ville à miser sur une reconstruction à l'image de ce qui était avant. On remarque d'ailleurs une volonté récurrente de la part des villes et des citoyens de se souvenir. Comme le souligne si bien Halbwachs (1990) lorsqu'il parle de mémoire collective :

Si, entre les maisons, les rues, et les groupes de leurs habitants, il n'y avait qu'une relation tout accidentelle et de courte durée, les hommes pourraient détruire leurs maisons, leur quartier, leur ville, en reconstruire, sur le même emplacement, une autre, suivant un plan différent; mais si les pierres se laissent transporter, il n'est pas aussi facile de modifier les rapports qui se sont établis entre les pierres et les hommes (1990, p. 200).

Ainsi, si le discours de la modernisation est très présent au lendemain d'une catastrophe, il existe aussi un discours nostalgique qui prône un retour à la ville d'avant. Dans certains cas, il s'agira plutôt simplement de se demander si les nouveaux projets de reconstruction respecteront ou non la mémoire et l'identité de la ville et de ceux qui l'habitent. Il y existe donc un attachement vis-à-vis de la ville ancienne, mais certains auteurs mentionnent également une volonté de se souvenir de la catastrophe elle-même. Certaines villes ont d'ailleurs préservé des ruines en mémoire de l'évènement traumatique. Le cas des ruines et des friches nous amène à penser le même problème à plus petite échelle. La question reste à savoir si le nouveau respectera la mémoire et l'identité du lieu ancien.

La reconstruction peut ainsi servir ce qu'on appelle le « travail de mémoire ». Dans une conférence sur la mémoire, l'histoire et l'oubli, Paul Ricoeur (2006) nous rappelle que « Freud introduit la notion de *Erinnerungsarbeit* [travail de la mémoire], pour caractériser la lutte à mener contre la contrainte de répétition établie sous la pression des résistances solidement établies » (Ricoeur, 2006, p. 9). Autrement dit, le travail de mémoire est une lutte contre l'histoire, contre la répétition et surtout contre l'oubli. Semblable au « devoir de mémoire » qui, selon Ricoeur, est une notion morale et éthique, ce travail de mémoire est nécessaire pour dire le passé de façon juste (Ricoeur, 2006, p. 11). Plusieurs auteurs questionnent d'ailleurs ce « travail de mémoire » dans les projets de reconstruction, se demandant si la mémoire des lieux et des citoyens est réellement respectée, mais soulignant également le caractère subjectif de la mémoire qui est préservée. Aussi, comme on l'a mentionné plus tôt, le réaménagement ou la reconstruction d'un lieu détruit constitue toujours un choix de mémoire, il peut figurer l'oubli du passé par un effacement des traces du passé, mais elle peut également choisir de représenter une mémoire plutôt qu'une autre. Les écrits nous présentent d'ailleurs plusieurs exemples où la reconstruction est entreprise dans le but d'effacer le passé récent ou dans le but d'intensifier ou de « spectaculariser » ce même passé. Prenons par exemple le projet de la reconstruction du Palais de Berlin (*Stadtschloss*) entrepris dans la capitale allemande dans les années 2000. Il s'agit là d'un cas type de reconstruction dans le but d'effacer un passé récent. Un premier palais est construit sur ce territoire au cours du 15^e siècle. Il sera lourdement détruit durant la Seconde Guerre mondiale. Au début des années 1950, le régime en place à Berlin-Est déclara le château symbole du militarisme prussien et annonça sa destruction. Le bâtiment fût alors dynamité et le terrain, utilisé comme place publique de parade jusque dans les années 1960. On y construisit alors un bâtiment gouvernemental de petite envergure incluant un balcon restant du château initial puis, dans les années 1970, on construisit le Palast der Republik, construction moderne qui deviendra éventuellement l'un des marqueurs importants de Berlin-Est (figure 1.3). Quelques années après la réunification de Berlin, en 2003, le gouvernement allemand décida de procéder à la destruction du Palace

der Republik qui avait été érigé en République Démocratique d'Allemagne (RDA) pour y reconstruire l'ancien château impérial (figure 1.4).



Figure 1.3 : le Palast der Republik des architectes Heinz Graffunder and Karl-Ernst Swora construit entre 1973 et 1976. Source : Taïka Baillargeon, octobre 2005.



Figure 1.4 : le Berliner Stadtschloss en construction depuis 2013. Source: Stiftung Berliner Schloss – Humboldtforum/Franco Stella, 2012.

Cette destruction a été réinterprétée par de nombreux Berlinoises comme un effacement de l'histoire socialiste de Berlin, un effacement que Régine Robin (2000) remarque d'ailleurs tout au long des années 1990 dans la Capitale allemande.

Il est intéressant de noter que même si l'on observe ce phénomène dans différents cas de reconstructions, les écrits nous révèlent que le travail de mémoire devient plus complexe lorsqu'il s'agit de cas de guerre. Il est possible que les notions de « victime » et de « coupable », comme celles de « bien » et « mal », qui sont souvent associées aux conflits jouent un rôle majeur dans cette situation. En effet, la guerre incite généralement une séparation distincte entre victimes et coupables qui est le plus souvent suivie d'une stigmatisation des coupables. C'est un phénomène qu'on a par exemple observé en Allemagne dans la seconde moitié du XX^e siècle. Dans un cas de conflit ou de guerre, la mémoire devient aussi souvent une faculté qui oublie et les discours sur la reconstruction se transforment alors en un débat éthique sur ce dont on doit se souvenir et ce que l'on préférerait oublier. Comme le souligne Paul Ricoeur (2000) dans *La mémoire, l'histoire et l'oubli*, la Seconde Guerre mondiale a joué un rôle majeur dans la conception de la

mémoire. C'est le moment où le récit de l'historien fait face à l'expérience des victimes et où la notion de justice, qui reste elle aussi hautement subjective, vient influencer la trame du temps. Ricœur, comme Todorov (2000) et Robin (2000) à la même époque, nous met d'ailleurs en garde contre les « abus de la mémoire » qui engagent trop souvent vers une fausse représentation du passé.

À un autre niveau, la reconstruction est aussi parfois présentée comme un outil de patrimonialisation. C'est d'ailleurs ce qui pousse Veschambre (2008) à parler d'une opposition fondamentale entre patrimonialisation et démolition. La question du patrimoine est évidemment étroitement liée à la gestion de la mémoire. D'ailleurs, il est intéressant de noter que la Seconde Guerre mondiale a eu des répercussions majeures sur le développement de la pensée et du domaine patrimonial. Comme le mentionnent Hudemann et Walter, « pour la première fois [...], l'enjeu de la conservation du patrimoine architectural a pesé de tout son poids à une échelle autre que ponctuelle » (Hudemann et Walter, 1997, p. 8). Toutefois, selon Makarius (2004), même si « l'alternative entre conservation et restauration reste [...] d'actualité [...] les ruines ne sont plus indexées sur une "valeur d'ancienneté", mais sont marquées d'un coefficient de souffrance humaine » (2004, p. 177). Ceci étant dit, il est intéressant de constater qu'en plus d'avoir bouleversé le domaine du patrimoine, la reconstruction a souvent participé au processus de patrimonialisation.

Selon Veschambre (2008), « Le patrimoine est une construction sociale [,] "le patrimoine n'existe pas a priori" (Leniaud, 1992) et cette reconnaissance est portée par certains groupes sociaux, qui expriment les normes, des intérêts, développent des stratégies, voire provoquent des conflits (Gravari-Barbas, Veschambre, 2003) » (2008, p. 21). Parce qu'il s'agit d'une construction sociale, le patrimoine est ainsi directement lié à la mémoire. Dans son essai *Des régimes d'authenticité* (2009), Lucie K. Morisset tient également compte de ce lien mémoriel en distinguant pourtant l'héritage et la mémoire. Pour elle, le patrimoine inclut à la fois le bien reçu (l'héritage du passé) et le bien propre (la mémoire patrimoniale)

(2009, p. 11). Cette « mémoire patrimoniale », telle que la présente Morisset, concerne la mémoire et le patrimoine :

D'une part, la mémoire elle-même, c'est-à-dire la somme totalisante des souvenirs constitués par la connaissance, la fréquentation du patrimoine et, surtout, par les représentations patrimoniales juxtaposées ou superposées dans le temps (d'un individu, d'une société, associé ou non à un lieu). D'autre part, la notion de mémoire patrimoniale, tout en se référant au processus de formation de ladite mémoire (la patrimonialisation), concerne aussi le patrimoine. Nous entendons par ce mot, "patrimoine", tous les signes fossilisés, à différentes époques, au fil de quêtes identitaires variées, de nation ou d'autonomisation (empowerment), par exemple, qui ont en commun, rétrospectivement, d'avoir pris appui sur un monument, sur un site, sur un bien historique, culturel, matériel ou immatériel, bref, sur un lieu comme ceux de Nora, "qui incarne" (2009, p. 17).

En d'autres termes, cette mémoire patrimoniale consisterait à la fois en l'héritage et en la mémoire ou la perception de cet héritage. Cette définition nous semble plus appropriée à notre étude sur les lieux en transition parce qu'elle implique qu'un espace peut-être hérité sans qu'il y ait appropriation mémorielle.

Le processus de patrimonialisation serait, quant à lui, simplement un « processus de production du patrimoine » (Morisset, 2009, p. 11). Veschambre précisera que la patrimonialisation est le fruit de mobilisations, d'enjeux et de dynamiques sociales. Aussi il ne s'agit pas seulement pour lui de « production », mais d'un « réinvestissement des héritages », une forme d'appropriation du patrimoine (2008, p. 21-22). Morisset n'est pas si loin de l'interprétation de Veschambre lorsqu'elle affirme que ce n'est pas là un processus terminal, il s'agit plutôt d'un processus cyclique qui est appelé à se transformer dans l'espace, dans le temps et selon les perspectives :

Ainsi, seulement, peut se poursuivre, de patrimoine en patrimoine et de représentation en représentation (...) ce cours du temps au fil duquel la mémoire patrimoniale serait jalonnée de discontinuités. Plus précisément, la patrimonialisation semble pouvoir survenir de façon cyclique, au regard d'un même objet sur lequel, en quelque sorte, elle revient par de multiples investissements patrimoniaux (Morisset, 2009, p. 23)

De la même façon, selon Gravari-Barbas et Guichard-Anguis (2003), « le processus de patrimonialisation se déclenche lorsqu'il s'agit de s'approprier un espace ou un site », il est aussi fondamentalement lié à l'identité et à la mémoire des groupes sociaux (2003, p. 13-14). Il s'agit donc d'une production subjective, souvent liée à la valorisation d'une identité

ou d'une mémoire distincte. Ces distinctions peuvent expliquer qu'un bâti soit à l'abandon plutôt que protégé, mais elles n'expliquent toutefois pas comment un bâtiment protégé pourrait se retrouver laissé pour contre.

Selon Vincent Veschambre (2007) le patrimoine serait encore un pilier de la construction de mémoires collectives : « [Il] permet d'inscrire les références identitaires dans l'espace et donc dans la durée, par-delà les ruptures, les crises, les mutations. Le patrimoine est l'un des vecteurs privilégiés pour accéder à ce que Michel Verret a appelé le "conservatoire de l'espace" (Verret, 1995), où se joue l'affirmation, la légitimation des groupes sociaux » (Veschambre, 2007). Ainsi, comme la mémoire, la patrimonialisation serait un processus subjectif qui sert à l'affirmation d'une identité aux dépens d'une autre. En conséquence, il existe plusieurs compréhensions de ce qu'est le patrimoine (Choay, 1992, 2000; Babelon et Chastel, 2008). Il s'agit d'un domaine qui, jusqu'à tout récemment, intéressait essentiellement le monde occidental, mais avec la mondialisation et l'apparition de nombreuses institutions supra ou internationales, il prend de plus en plus d'importance dans le monde (Gravari-Barbas et Guichard-Anguis, 2003). D'ailleurs, selon Paul Claval, « on ne mesure pas toujours, dans l'analyse des forces en œuvre dans la globalisation actuelle, la place tenue par le jeu de la coopération intergouvernementale et des institutions internationales » (Claval, 2003, p. 46). Dans ce contexte, on remarque également une normalisation de la gestion du patrimoine et de la terminologie qui s'y rattache à travers les pays, ce qui n'est pas sans créer quelques problèmes de décalage par rapport à la perception locale du patrimoine et de la mémoire. Cette mondialisation du patrimoine et de la patrimonialisation vient ainsi complexifier une notion qui semblait déjà alambiquée.

D'emblée, lorsque l'on s'attarde à la question des lieux à l'abandon, il est souvent question de patrimonialisation; les friches et les ruines peuvent éventuellement être protégées et classées comme patrimoine bâti. Toutes les friches et les ruines ne sont pourtant pas appréciées et considérées comme patrimoine. Aussi, si dans le cas d'une patrimonialisation on pourrait avancer que dès lors qu'ils sont cités par une institution de protection

patrimoniale, ces lieux ne sont plus vraiment indéterminés, mais toutes les qualifications patrimoniales n'ont pas le pouvoir de réellement protéger le bâti. En effet, il arrive que de tels sites ou bâtiments restent à l'état d'abandon et de décrépitude. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) tient d'ailleurs une liste du patrimoine mondial en péril dans laquelle l'organisation souligne plusieurs sites qui n'ont pas de protection suffisante et qui sont continuellement en danger de destruction et de disparition (<http://whc.unesco.org/en/danger/>).

Si tout objet du passé n'est pas systématiquement considéré comme patrimoine, qu'est-ce qui est nécessaire à la production de patrimoine? Dans son étude, Veschambre (2007) propose une théorie des trois capitaux dans laquelle il indique des facteurs essentiels de la patrimonialisation. Dans un premier temps, l'objet patrimonial doit avoir une valeur économique : « Pour qu'il y ait patrimonialisation, il ne suffit généralement pas que l'héritage ciblé ait acquis du sens pour un groupe, une collectivité et qu'il y ait une légitimation "scientifique" par les spécialistes du patrimoine : il faut également que l'objet patrimonial puisse acquérir une valeur économique » (Veschambre, 2007). Veschambre se réfère ici à Bourdin (1992) selon lequel « le patrimoine architectural est [...] ce qui donne valeur à un lieu », au sens de valeur à la fois symbolique et économique (Bourdin, 1992, p. 21). De cette manière, le patrimoine est perçu comme une forme de capital économique (Veschambre, 2007). Dans un deuxième temps, l'objet patrimonial doit aussi avoir une valeur symbolique, devenant ainsi pour Veschambre du capital symbolique. Dans un troisième temps, « à travers l'engagement qu'il suscite au sein d'un groupe, d'une association, où sont surreprésentées les personnes dotées en capitaux de toutes sortes, le patrimoine permet également de développer un capital social » (Veschambre, 2007). L'expérience de la destruction suivie de celle de la reconstruction donne une nouvelle valeur économique à la ville. La ville reconstruite acquiert ainsi un caractère symbolique important, devenant objet de mémoire et parfois même objet de patrimoine. Ainsi, comme le souligne si bien Pinçon, « l'économique devient culturel, la culture est relation et le tout engendre du symbolique » (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2005, p. 18). Dans le contexte de notre étude, on

pourra éventuellement se demander si les lieux qui nous intéressent correspondent à ces critères de patrimonialisation.

1.4.3 La reconstruction : outil de pouvoir et d'identité

Notre lecture des reconstructions nous a amené à réfléchir sur la mémoire et la patrimonialisation. Ces deux processus nous ont permis de saisir tout l'importance de la subjectivité et donc de l'identité dans le choix qui se fait entre la patrimonialisation et la démolition. Dans un contexte plus souvent collectif qu'individuel, nous avons également pu constater que ce « choix » est souvent le choix du pouvoir, ce qui nous amène à réfléchir plus longuement ici à la reconstruction comme outil de pouvoir et d'identité. Les écrits sur la reconstruction nous amène d'ailleurs également à réfléchir à ces problématiques. Attardons-nous tout d'abord à la question du pouvoir. La recherche nous indique que la reconstruction est souvent perçue par les autorités politiques du pays ou de la municipalité concernée comme une opportunité de changement et de modernisation. La plupart du temps ces instances établiront aussi de nouvelles politiques d'aménagement. Cependant, comme on l'a vu, ces règles ne concernent pas toujours seulement la condition précaire de la ville et ne servent pas uniquement la reconstruction urgente; elles contribuent aussi parfois à régler des problèmes généraux qui précédaient la catastrophe. Si cette tendance répond à la volonté et à la possibilité de moderniser dont nous avons déjà parlé, elle sous-tend aussi une intention politique. En fait, nous constatons que la reconstruction est très fréquemment utilisée à des fins politiques pour promulguer une idéologie ou faire valoir un parti. Il en sera de même pour la transformation de certains lieux à l'abandon, notamment s'ils sont associés à une mémoire populaire, s'ils sont situés dans un centre-ville ou dans quelques localisations privilégiées, ou s'ils sont d'envergure suffisamment imposante pour marquer le paysage urbain de façon particulière.

Selon Robert Bevan (2006), parce que l'architecture est symbole de mémoire et d'identité collective, construire et reconstruire sont tous deux des actes politiques significatifs qui peuvent à la fois découler de conflits et engendrer des conflits. Dans son travail *The*

destruction of Memory, Architecture at War, Bevan nous donne plusieurs exemples de ce qu'il avance, des destructions de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à celles plus récentes des Balkans (1990-1999), de l'Irak (2003-2010) ou du World Trade Center (2001). Il est d'ailleurs intéressant de souligner que la cour de Yougoslavie est la première à émettre une accusation de crime contre la culture au lendemain de la guerre de Bosnie-Herzégovine (BIH) pour souligner la destruction du patrimoine culturel. Il arrive aussi parfois que la reconstruction soit au centre de débats électoraux, comme c'était le cas en Haïti au lendemain du séisme meurtrier de janvier 2010. De la même manière, la ville reconstruite représentera très souvent les intentions d'un parti au pouvoir. Il faut d'ailleurs rappeler, à l'instar de Vale (1992), qu'historiquement l'architecture elle-même a souvent été un outil de représentation du pouvoir. De cette manière, le paysage reconstruit sert à représenter une idéologie politique devant les citoyens. Dans certains cas, il s'agit plutôt de représenter une nouvelle image et identité politique devant la citoyenneté ou devant la communauté internationale. C'était entre autres le cas de la ville de Berlin qui, au lendemain de la chute du mur, s'est assurée d'entreprendre une reconstruction qui non seulement tiendrait compte de la Shoah, mais qui afficherait une certaine humilité vis-à-vis de ces voisins européens, cherchant ainsi à rassurer la communauté internationale (Wise, 1998; Robin, 2001). Ce faisant, la ville de Berlin a toutefois oblitéré son histoire récente et refoulé l'histoire socialiste de l'Allemagne de l'Est en détruisant ou en réaménageant une grande majorité des bâtiments et des lieux construits à l'époque de la RDA.

Si le bâti peut être symbole politique ou idéologique, il est intéressant de se demander comment la reconstruction – ou la construction tout court – peut, dans un contexte de conflit, se donner un rôle (certainement discutable) de juge éthique, tranchant entre le bien et le mal. Dans *Mémoire du mal, tentation du bien*, qui concerne plus largement le XX^e siècle totalitaire, Tzvetan Todorov (2000) nous amène non seulement à réfléchir sur l'implication de divers acteurs politiques dans les grands conflits qui prennent place au courant du siècle dernier, mais nous permet aussi de penser les dangers de représenter le bien et le mal de manière à confronter coupable et victime. Ces notions, bien qu'elles ne soient pas

directement liées à la reconstruction, nous semblent aussi très importantes étant donné que très peu d'études distinguent la reconstruction des villes dites coupables et la reconstruction des villes victimes. De manière générale, on parle d'ailleurs très peu des coupables lorsqu'il s'agit de reconstruction d'après-guerre. Si on a beaucoup écrit sur la reconstruction de Berlin, c'est généralement après la chute du mur, alors que la ville se présentait comme une victime de la guerre froide. À partir d'écrits sur le sujet, nous avons pourtant pu constater que les débats entourant la reconstruction d'après-guerre semblent aussi prendre davantage d'ampleur dès lors que le pays concerné est tenu coupable. Il peut y avoir plusieurs raisons qui expliquent ce phénomène. Par exemple, les villes « coupables » doivent gérer à la fois le deuil et la culpabilité, ce qui n'est pas sans complexifier le processus de reconstruction. À un autre niveau, la reconstruction doit prendre en compte les besoins de la population, mais elle doit aussi s'assurer de l'image qu'elle présente à l'international. L'exemple de Berlin nous permet encore une fois de constater que la reconstruction sert parfois à des fins d'excuses officielles. Pensons à différents projets qui, dans les années 1990 et 2000, ont servi à faire de la capitale un lieu de commémoration des atrocités de la Seconde Guerre mondiale. Pensons, par exemple, au mémorial de l'holocauste construit au centre-ville de la capitale au début des années 2000. Si l'on s'intéresse aux processus de reconstruction qui ont suivi les guerres des Balkans dans les années 1999, on constate également que la majorité des études portent sur Sarajevo, Mostar, Dubrovnik ou Priština (voir notamment Hersher, 2010; Robinson et coll., 2001), mais il n'existe pas d'études portant sur la reconstruction de Belgrade au lendemain du bombardement de l'Organisation du Traité de l'Atlantique du Nord (OTAN) en 1999. Avec les guerres des Balkans, la Serbie s'est placée du côté des bourreaux et si le pays a été victime de plusieurs guerres, il doit désormais gérer une culpabilité qui lui est constamment rappelée. Nous pourrions avancer, comme le fait Lauren Rivera (2008) dans son étude sur la gestion du passé difficile en Croatie, que la reconnaissance publique du passé difficile pose des défis majeurs parce que les événements et les mémoires représentés peuvent être contestés et inciter de nouveaux conflits. Selon elle, une ville ne peut ni dissimuler ni se

commémorer si on n'y trouve des discours opposés ou contradictoires.

Cette réflexion au sujet de conflits de pouvoir nous amène aussi à penser au concept d'identité, et ce, plus précisément, dans un contexte de société divisée sur des enjeux identitaires. À travers une recherche très vaste et très éclectique sur le sujet, nous pouvons distinguer deux facteurs qui servent à définir ce concept : l'espace et le temps. En effet, l'identité, comme la mémoire, est un concept subjectif et changeant qui dépend hautement des situations, territoires et sociétés. On peut également parler de plusieurs types d'identités : une identité des lieux; une identité nationale ou locale; une identité politique; une identité des individus et des collectivités. Michel Brassant (1994) fait aussi une distinction entre l'identité historique et patrimoniale, l'identité projective (qui consiste en « une représentation plus ou moins élaborée du futur de la localité en tenant compte ou non de son passé » (Brassant dans Brassant et Leresche, 1994, p. 285) et l'identité vécue (qui concerne à la fois la vie quotidienne et l'expérience du passé). Muhamedin Kullashi, qui s'intéresse plus spécifiquement aux questions identitaires dans les Balkans, se questionne plus particulièrement sur le concept d'identité nationale et le rattache à la langue, la culture et la mémoire. Il défend alors que la conception occidentale de l'identité nationale, telle que la concevaient par exemple Ernest Renan et Gottfried Wilhelm Leibniz, ne peut convenir aux peuples orientaux. À la lumière de cette réflexion, il propose également une distinction entre « nationalité » et « citoyenneté ». Pour lui, la citoyenneté, cette forme d'identité politique formée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans le but d'atténuer les conflits nationalistes, ne coïncide pas toujours avec l'identité nationale. Kullashi affirme encore que l'identité peut aussi être définie à partir de facteurs spatiaux ou territoriaux. Au Kosovo, par exemple, les Albanais vont parler d'une identité kosovare plutôt qu'albanaise pour affirmer leur appartenance à un territoire qui n'appartient pas à l'Albanie, mais ils vont parler d'une identité albanaise pour affirmer un détachement vis-à-vis de l'identité serbe. L'identité est donc fortement rattachée aux lieux. Alors qu'il s'intéresse à la question locale, Alain Bourdin (2005) affirme que « toute spatialité exprime l'appartenance à un *nous*, qui se construit et se manifeste dans des découpages territoriaux » (Bourdin, 2005, p. 31).

L'identité, qu'elle soit liée au temps ou à l'espace consiste aussi toujours en une distinction entre le *Soi* ou le *Nous* et l'*Autre*. Comme le mentionne Michel Brassant :

L'identité est une création collective, culturelle, toujours en devenir. Elle est créativité permanente, exploration inlassable. Dans ce processus, « le soi et l'autre se projettent dans un avenir commun. Le soi ne connaît pas une existence distincte en se coupant de l'autre, mais en établissant une relation avec lui. (...) C'est donc dans les rapports interpersonnels et dans l'intergroupe que se forge l'identité des acteurs; c'est la transformation de ces rapports qui rend les identités caduques et obsolètes et nécessite l'élaboration de nouvelles identités (Brassant et Leresche, 1994, p. 280-81).

Dans le contexte de la reconstruction, le concept d'identité apparaît le plus souvent dans les cas où la reconstruction sert à exacerber une identité au profit d'une autre. Encore une fois, il s'agit là d'un thème qui apparaît surtout dans les contextes de reconstruction post-conflit. L'importance de la question identitaire dans le processus de reconstruction est aussi le plus souvent liée aux reconstructions qui prennent place au lendemain de l'indépendance d'un pays.

Alors qu'il se questionne plus spécifiquement sur l'identité urbaine, Michel Brassant affirme encore que si l'identité collective renvoie à un passé commun, elle consiste surtout en une interprétation et une réinterprétation constante des événements du passé. L'identité tient donc, comme la mémoire, davantage du parti pris que du fait historique. Il affirme également que cette identité s'exprime dans un espace-temps donné par l'utilisation de symboles et de discours signifiants. Ces derniers sont aussi utilisés à des fins politiques et idéologiques pour renforcer les identités. C'est donc essentiellement à travers la représentation que les identités se forment et se développent. Pour Brassant, « l'identité urbaine peut se définir comme l'algorithme ou le logiciel qui agence et structure les représentations que les différents groupes sociaux internes et externes d'une ville se font d'elle, de son passé, de son présent et de son avenir, et ceci, à un moment donné de l'histoire » (Brassant et Leresche, 1994, p. 26).

Dans les écrits sur la reconstruction, c'est aussi surtout à travers la construction et la reconstruction de lieux qu'il s'agira de transmettre une image ou de faire la mise en scène d'une identité nationale. De la même façon, lorsqu'on parle d'une représentation de

l'histoire, il s'agit de mettre en scène l'histoire, ce qui relève pourtant beaucoup plus d'un travail de la mémoire que d'une présentation de faits historiques. Dans tous les cas, on considère ces représentations comme des représentations symboliques. Selon nous, les auteurs qui se penchent sur cette question auraient aussi tout à gagner à faire la distinction entre la représentation symbolique et la représentation allégorique. Selon la définition de Christian Vanderdorpe (1999), la lecture de l'allégorie « n'impose pas la fusion de deux sens, mais la reconnaissance après coup d'un sens second sous un sens premier, susceptible d'une adéquation globale ou, dans le meilleur des cas, d'une correspondance terme à terme » (1999, p. 78). Ainsi, cette forme de représentation n'est pas statique, elle ne reflète jamais les faits, mais présente une réflexion changeante et semble encore ouvrir sur une série de possibles. De la même façon, les villes détruites sont appelées à questionner l'histoire, mais leur physionomie ne reflète plus seulement le passé : elles reflètent l'évolution d'une réflexion sur ce passé.

1.5 La perception, la réception et la représentation des lieux

« The taste of the apple ... lies in the contact of the fruit with the palate not in the fruit itself; in a similar way ... poetry lies in the meeting of the poem and the reader, not in the lines of symbols printed on the pages of a book. What is essential is the aesthetic act, the thrill, the almost physical emotion, that comes with each reading. »

Jorge Luis Borges

« The beholder defines the ruin. »

Julia Hell et Andreas Schönle

Les derniers paragraphes nous ont introduits à la notion de « représentation ». Cette dernière était utile pour parler des reconstructions en général, mais elle s'avère également utile à l'étude des espaces abandonnés. En effet, nous avons déjà constaté que si la friche et la ruine sont des lieux désinvestis, ils éveillent néanmoins des sentiments aussi forts que le dégoût, la peur ou l'admiration. Comme nous l'avons déjà vu, il s'agit d'abord de lieux qui ont déjà été considérés, voire considérables. En effet, s'ils sont devenus lieux de négation, ils ont d'abord souvent été lieux de fierté ou d'identité. C'est aussi dire qu'ils étaient d'abord reconnus et appropriés avant d'être abandonnés. Ainsi, l'importance de ces lieux

est révélée à travers l'expérience qui se construit de perceptions et d'interprétations. En effet, si le lieu en général est un espace investi de sens (Low et Altman, 1992; Relph, 1976; Tuan, 1977), c'est d'abord parce qu'il est perçu, pensé et représenté. Ainsi, il nous semble essentiel d'aborder la question de la perception et de la réception du lieu en nous penchant aussi sur l'importance de la représentation pour l'individu ou pour le groupe. Comme le pensait Henri Lefebvre (1991), l'espace est à la fois conçu, perçu et vécu : on peut le considérer comme un lieu physique, construit et planifié, comme le lieu d'une réalité quotidienne, habité et approprié, mais il peut aussi être porteur d'un sens affectif, symbole ou signe de l'intangible. Le lieu qui nous intéresse ici, bien qu'en perte de sens, a déjà été porteur de ce sens affectif et risque de l'être à nouveau dans un futur prochain. Aussi, le sens de ce lieu tel qu'il est dans le présent naît d'une expérience et d'une interprétation; il est intrinsèquement lié aux perceptions et représentations. Ainsi, le lieu n'est pas seulement un territoire visible et tangible, mais un sens et une interprétation de sens.

Dans le cadre de cette thèse, les concepts de perception, réception et représentation sont centraux puisqu'ils peuvent servir d'outils pour mieux comprendre et appréhender le lieu qui nous intéresse. En effet, puisque le lieu est un territoire investi de sens, il nous semble essentiel de nous pencher sur ce sens, sur le contexte dans lequel il se développe et il évolue. C'est à travers l'expérience du lieu, notre perception, notre réception et notre représentation, que ce dernier prend tout son sens. Nous considérerons d'ailleurs ces trois concepts comme étant de même famille : la famille de l'expérience, de l'interprétation et plus fondamentalement, du sens. Ce sont là des concepts que l'on utilise dans des domaines très divers (mathématiques, beaux-arts, sémiologie, psychologie, phénoménologie, etc.) Il semble ainsi exister plusieurs façons de les comprendre ou de les expliquer; ils sont liés à la fois à la vue, à la compréhension, à l'interprétation et même à l'imaginaire.

La perception est liée à une expérience sensible de l'objet. La prédominance de la vision dans notre monde contemporain (Holl et Pérez-Gomez, 2008) nous porte à penser que la perception concerne surtout la vue. Pourtant, l'expérience spatiale fait appel aux cinq sens.

Par exemple, dans un ouvrage sur la perception de l'architecture, Holl et Pérez-Gomez (2008) nous rappellent que contrairement aux autres formes d'art, l'architecture fait appel à tous nos sens. L'énoncé peut sembler exagéré, on peut par exemple trouver difficile de concevoir que l'architecture fasse appel au goût, mais les auteurs soulignent surtout que l'architecture permet une expérience physique et personnelle complète qui dépasse la simple expérience visuelle. Kevin Lynch (1960) va dans le même sens lorsqu'il affirme que la perception est partielle et fragmentaire et que tous les sens sont interpellés dans la conception d'une image de la ville (1960, p. 2). Même si Holl et coll. se rapportent ici à un objet précis dans l'espace, on peut facilement avancer qu'il en va de même pour la ville en général et pour le lieu en particulier. Cette expérience spatiale inscrit le lieu dans notre mémoire et notre identité.

À une autre échelle, la réception tient plutôt d'une interprétation du signe ou de l'objet; il s'agit de la façon dont un destinataire comprend l'objet. Dans les théories de la réception (voir par exemple Iser, 1985 et Jauss, 1978), le destinataire, celui qui expérimente le signe (qu'il soit objet ou lieu), est essentiel : c'est lui qui détermine à la fois le sens et la valeur de l'objet. Sa réception de l'objet est pourtant déterminée par le contexte immédiat (contexte culturel, politique, économique, etc.), par son expérience et ses aspirations. Ainsi, il existe différentes réceptions et ces dernières évoluent dans le temps. Alors qu'il se penche sur la réception de la littérature dans le temps, le théoricien Hans Robert Jauss (1978) parle même d'une « chaîne de réceptions » qui déterminerait finalement l'importance d'une œuvre littéraire : « [Une] première appréhension de l'œuvre peut ensuite se développer et s'enrichir de génération en génération et va constituer à travers l'histoire une "chaîne de réceptions" qui décidera de l'importance historique de l'œuvre et manifestera son rang dans la hiérarchie esthétique » (Jauss, 1978, p. 45). Pour lui, l'histoire des réceptions successives nous permettrait non seulement de nous approprier les œuvres du passé, mais de bâtir une continuité entre le passé et le présent (Jauss, 1978, p. 45).

Finalement, plus généralement, la représentation serait à la fois l'idée qu'on se fait du signe

(notre interprétation) et l'image qu'on nous donne de ce même signe. En effet, même s'il tient de l'expérience le sens du lieu n'est pas seulement subjectif ou personnel. Il peut également, par exemple, nous être transmis ou imposé, imposition qu'on a d'ailleurs évoquée dans la partie sur les reconstructions comme outils de pouvoir. Or, de la même façon qu'un lieu peut être imposé comme représentation du pouvoir (qu'il soit politique ou économique), le sens du lieu peut également être appréhendé de manière personnelle ou collective. Dans les deux cas, la représentation tiendrait d'un processus où la réalité observable et l'individu (ou la société), avec son bagage de connaissance, d'expérience et de fantasmes, se nourrissent mutuellement et continuellement, tout en permettant aussi l'émergence de nouveau. Autrement dit, il y aurait la réalité que l'on perçoit et qui interpelle nos sens, mais il y aurait aussi une perception subjective, liée à l'expérience, à la mémoire ou à l'imaginaire, et qui se rattacherait à la signification et à l'interprétation.

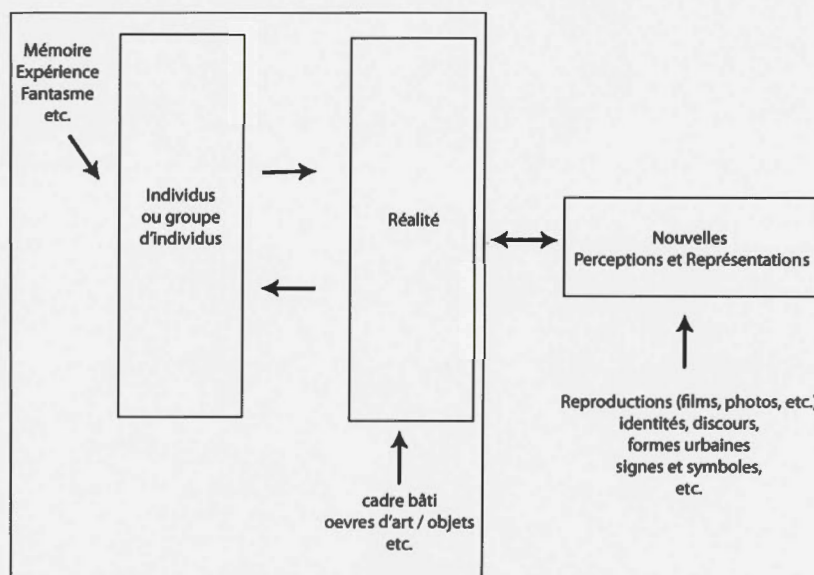


Figure 1.5 : le processus de représentation. Source : Taïka Baillargeon, mars 2011.

Il y aurait finalement la représentation mimétique, qui est aussi symbolique, mais appliquée à la réalité perceptible. Cette dernière forme de représentation peut être pensée comme une reproduction de la réalité qui contiendrait néanmoins un message qui lui est propre. Pensons par exemple à une photographie ou à un film, qui peuvent représenter la réalité,

mais qui ne sont pas la réalité en soi. De la même manière, un monument commémoratif peut se présenter comme la représentation d'un événement, mais il s'agit d'une image à part entière qui existe à l'extérieur de la réalité historique ou événementielle. C'est aussi de cette représentation-là dont on parle lorsqu'il est question d'un bâtiment qui est explicitement construit pour représenter un nouveau pouvoir ou régime. Ces trois concepts sont encore intimement liés. Ils s'influencent d'ailleurs continuellement. De la même manière, la perception, la réception et la représentation ne seraient pas statiques; ils ne reflètent pas seulement les faits historiques, mais présentent une réflexion subjective et changeante. Ce schéma nous permet essentiellement de penser la relation au sens comme un processus de production et de reproduction, influencé et influençant à la fois l'individu et sa réalité.

1.5.1 L'esthétique de la réception et l'horizon d'attente

Avant d'approfondir davantage le sens et l'appropriation du lieu, il semble intéressant de nous pencher plus longuement sur la réception qui, entre la perception (l'expérience sensible) et la représentation (la réaction mimétique), nous révèle en quelque sorte l'évolution de la relation entre l'homme et l'objet qu'il perçoit. La réception, comme on l'a mentionné précédemment, serait l'étape interprétative qui suit la perception. Il s'agit donc là d'un processus qui influencera et transformera indubitablement la conception de l'objet perçu. Dans ce contexte, nous pensons qu'une étude de la réception du lieu dans le temps pourrait nous permettre de décortiquer l'évolution des sens et des interprétations. Puisque l'on s'intéresse ici aux lieux abandonnés en transition, cette notion nous semble d'autant plus fondamentale que la transition de sens est au cœur de notre problématique. Pour penser cette notion, nous avons cru à la fois utile et pertinent de nous pencher sur la théorie de l'esthétique de la réception du théoricien allemand Hans Robert Jauss. Même si cette théorie concerne principalement l'histoire de la littérature et de l'art, quelques auteurs l'ont également utilisée pour mieux saisir la réception de l'architecture (voir notamment Andrieux et Chevalier, 2005 et Klein et Louguet, 2002). De la même manière,

plusieurs éléments de cette théorie nous semblent pertinents dans le contexte de notre étude du lieu abandonné. Dans un premier temps, Jauss affirme la nécessité de tenir compte du lecteur, de l'effet et de la réception de l'œuvre pour construire l'histoire littéraire. Nous pensons aussi que pour mieux comprendre le lieu et son évolution dans le temps, il faut tenir compte de la réception du public, c'est-à-dire de la lecture qu'une société fait d'un lieu. En d'autres mots, comme c'est le lecteur qui fait l'histoire littéraire, c'est le passant qui fait l'histoire de la ville et du lieu. Dans un deuxième temps, cette théorie tient compte des répercussions du temps qui passe sur la réception d'un public. Puisque le lieu abandonné se définit principalement par la transition, il nous semble que cette temporalité doit être considérée.

Selon Jauss, l'histoire ne peut seulement tenir compte de l'œuvre, de sa forme et de son style, elle doit aussi faire le pont entre l'œuvre et le social. L'auteur déplore d'ailleurs que l'historien de la littérature préconise l'objectivité, évitant à tout prix la critique et le jugement de valeur. Il nous rappelle que cette « "distance historique" le condamne à rester presque toujours en retard sur deux ou trois générations par rapport à l'évolution récente de l'art littéraire » (Jauss, 1978, p. 23). Pour éviter un tel retard, Jauss propose d'analyser et d'incorporer à l'histoire littéraire la réception du public dans le temps. L'esthétique de la réception consiste ainsi à tenir compte de la portée sensible du texte dans le temps pour évaluer sa valeur historique et esthétique. Selon nous, la réception d'un lieu va comme celle d'un texte; pour comprendre un lieu il ne suffit pas d'en explorer la forme et le style, encore faut-il saisir le contexte qui y donne tout son sens. C'est en fait ce contexte là qui donne au lieu sa valeur et qui engage une transformation du sens du lieu. En effet, si un lieu est apprécié à une époque donnée et déprécié à une autre époque ce n'est pas seulement que le lieu a physiquement changé, c'est aussi que sa société d'accueil s'est transformée avec le temps. Il est d'ailleurs intéressant de noter que le lecteur de Jauss, comme le mentionne Roullin (2002), n'est pas un individu, mais bien un concept : « Ce lecteur est pour Jauss un concept, une construction intellectuelle placée en symétrie du texte, ce n'est pas une personne physique dont on étudierait ce qu'il comprend de l'œuvre. Dans *Pour une*

esthétique de la réception, il est établi comme un acteur virtuel de l'histoire de la littérature » (Roullin dans Klein et coll., 2002, p. 33). En d'autres mots, cet acteur est un être collectif, il est un public et ce public est temporel (il est le fruit d'une époque donnée). Parce qu'il est dans l'air du temps, ce public a tout un bagage culturel, politique, économique qui teinte inévitablement sa réception de l'œuvre.

L'esthétique de la réception nous semble donc pertinente parce qu'elle reconnaît l'influence de l'œuvre sur la société et vice versa. En fait, Jauss va même jusqu'à affirmer que l'importance d'une œuvre réside dans la réception qu'on en a à travers le temps. En citant Karel Kosić (1967), Jauss affirme que « l'œuvre vit dans la mesure où elle agit » (1978, p. 138). En d'autres mots, l'œuvre peut être définie comme telle parce qu'elle est reçue et parce qu'elle signifie : « L'action de l'œuvre inclut également ce qui s'accomplit dans la conscience réceptrice et ce qui s'accomplit en l'œuvre elle-même. La destinée historique de l'œuvre est une expression de son être [...] L'œuvre est une œuvre et vit en tant que telle dans la mesure où elle appelle l'interprétation et agit à travers une multiplicité de significations » (1978, p. 138-139). Or, s'il existe une multiplicité de significations, c'est aussi que les réceptions évoluent et se transforment dans le temps. Il en va de même pour le lieu qui prend tout son sens à travers la réception et l'interprétation. Le lieu prend forme à partir du moment où il agit sur le récepteur et où le récepteur lui donne sens. De la même façon, la destinée d'un lieu, son appréciation ou sa dépréciation dans le temps, seront grandement influencées par les significations qui forment le lieu.

L'étude de cette réception dans une approche historique nous permettrait ainsi d'aborder et de démêler la complexité temporelle de l'espace abandonné. Nous pensons que la réception de cet espace s'inscrit dans un contexte spatio-temporel qu'il est nécessaire d'évaluer pour comprendre la ville d'hier, d'aujourd'hui et peut-être même celle de demain. Puisque la réception du lieu se transforme dans le temps, il est aussi nécessaire de tracer l'histoire des réceptions pour comprendre toutes les subtilités du sens actuel. En effet, nous considérons que si le sens du lieu se développe encore aujourd'hui, c'est toujours à partir

des sens d'autrefois que l'on interprète de façon évolutive. C'est ce que Jauss appelle l'horizon d'attente. Dans sa théorie, Jauss remarque qu'il existe souvent un écart important entre la perception première d'une œuvre et ses significations ultérieures (1978, p. 67). Cet écart entre les perceptions est déterminé par ce que Jauss appelle l'horizon d'attente, c'est-à-dire :

Le système de référence objectivement formulable qui, pour chaque œuvre au moment de l'histoire où elle apparaît, résulte de trois facteurs principaux : l'expérience préalable que le public a du genre dont elle relève, la forme et la thématique d'œuvres antérieures dont elle présuppose la connaissance, et l'opposition entre langage poétique et langage pratique, monde imaginaire et réalité quotidienne. (Jauss, 1978, p. 49)

En d'autres mots, l'horizon d'attente constitue en quelque sorte le bagage antérieur du lecteur, le bagage antérieur de la littérature (en terme de forme et de style) et le lien entre l'œuvre et le social. Jauss remarque en fait que dans l'histoire de la littérature, le premier lecteur n'a pas toujours saisi l'œuvre nouvelle au moment de sa parution, comme si l'horizon d'attente du premier public résistait à la nouveauté. Dans ce contexte, le processus de réception s'avèrera plus long :

La résistance que l'œuvre nouvelle oppose à l'attente de son premier public peut-être si grande, qu'un long processus de réception sera nécessaire avant que soit assimilé ce qui était à l'origine inattendu, inassimilable. Il peut en outre arriver qu'une signification virtuelle reste ignorée jusqu'au moment où l'« évolution littéraire », en mettant à l'ordre du jour une poétique nouvelle, aura atteint l'horizon littéraire où la poétique jusqu'alors méconnue deviendra enfin accessible à l'intelligence (1978, p. 67).

Jauss donne ici l'exemple de deux œuvres de la même époque : *Fanny* de Feydeau et *Madame Bovary* de Flaubert. Il nous rappelle que la première œuvre a été très populaire au moment de sa publication alors que la deuxième œuvre s'est d'abord trouvée bafouée. Quelques années plus tard, pourtant, on a oublié le *Fanny* de Feydeau alors que *Madame Bovary* s'est taillé une place dans les hautes sphères de la littérature française. Jauss explique comment l'œuvre de Flaubert s'est d'abord présentée comme allant à l'encontre des registres littéraires classiques. Le public de l'époque était alors beaucoup plus enclin à apprécier le style de Feydeau. Comme le constate Jauss, « c'est ainsi qu'une œuvre littéraire peut rompre avec l'attente de ses lecteurs en usant d'une forme esthétique inédite, et les

confronter à des questions dont la morale cautionnée par l'État ou la religion ne leur a pas donné la réponse » (1978, p. 79). C'est aussi de cette manière que l'œuvre sert non seulement à représenter, mais à créer (Jauss, 1978, p. 33). Alors qu'il parle de la fonction de l'œuvre d'art, l'auteur affirme en effet que celle-ci n'est pas simplement une reproduction de son temps, mais elle participe aussi à façonner ce qui est encore à venir. Pour cette raison, Jauss pense aussi que l'analyse de la réception au moment de la publication d'une œuvre littéraire pourrait nous aider à comprendre les mouvements littéraires qui suivent.

Cet exemple tient encore une fois de la littérature, mais n'en est-il pas de même pour les lieux, l'architecture, les formes et les styles urbains? Pensons par exemple aux ruines. Nous avons constaté que la réception de ces lieux a changé à travers le temps et que l'objet ruine est passé de vestige d'une époque passée à œuvre d'art, en passant par lieu de commémoration. De la même façon, si la friche a longtemps été perçue comme étant un espace éliminé de nos centre-villes, on remarque qu'il s'agit aujourd'hui souvent d'un lieu prisé. Comme le remarque Starobinsky dans la préface de *l'Esthétique de la réception*, la théorie de Jauss prend pourtant racine dans une réflexion sur le temps présent. Cette spécificité nous semble parlante dans le contexte où l'étude du lieu abandonné consiste justement à jeter un regard sur le temps présent pour analyser le passé et appréhender l'avenir d'un lieu dont l'absence de changement semble signifier une absence de sens. Le théoricien se pose ici une question prioritaire : « Quelle est aujourd'hui la fonction de la littérature? Comment penser notre rapport aux textes du passé? À quel sens actuel peut accéder la recherche qui travaille au contact des époques révolues? » (Starobinsky dans Jauss, 1978, p. 7). Si la présente étude concerne un tout autre objet, cette théorie met en lumière une distance qui peut s'avérer significative entre l'œuvre et le public dans le temps. Cette distance nous semble également révélatrice dans le contexte du lieu abandonné. En effet, si le lieu est dans l'attente c'est aussi qu'il y a cassure entre son sens passé et son sens à venir.

Ainsi, si pour bien comprendre l'histoire de la littérature, il convient de s'intéresser à la

réception de l'œuvre, pour bien comprendre l'histoire du lieu, il convient de s'intéresser à sa réception. De la même manière, puisqu'il est essentiel de reconstituer l'horizon d'attente tel qu'il est au moment de la réception d'une œuvre, il pourrait s'avérer utile de reconstituer l'horizon d'attente du lieu pour saisir sa valeur dans le temps. De cette manière, on éviterait, selon Jauss, de porter un jugement esthétique basé sur des normes et des comparateurs actuels. Si les travaux de Jauss ne sont pas parfaitement applicables à l'étude du lieu, nous considérons toutefois l'importance de distinguer les réceptions à travers le temps et de contextualiser le lieu et son évolution. Dans le contexte où le lieu abandonné est un lieu inattendu et exceptionnel, nous croyons aussi que le concept d'horizon d'attente peut s'avérer utile pour évaluer la difficulté de gestion qui semble s'y rattacher. Puisque le lieu abandonné révèle vraisemblablement un problème de gestion de l'avenir, il nous semble en effet que la réception du lieu à travers le temps pourrait éventuellement contenir un certain nombre d'idées concernant l'avenir du lieu.

1.5.2 Le sens du lieu : expérience, attachement et appropriation

L'esthétique de la réception nous propose en quelque sorte une façon d'aborder l'œuvre en l'inscrivant dans un contexte spatio-temporel. Plus largement, cette théorie souligne surtout l'importance primordiale du récepteur et de son interprétation. En effet, c'est ce dernier qui donne sens à l'œuvre, comme il donne également sens au lieu. Ce « sens du lieu » est d'ailleurs au cœur même de l'identité territoriale. Selon Relph (1976), trois composantes intrinsèquement liées constituent l'identité du lieu : les aspects physiques et l'apparence, les activités et les fonctions qui s'y déroulent et les significations (*meanings*) et les symboles (1976, p. 61). En d'autres mots, si le lieu est porteur de sens, c'est essentiellement grâce à notre expérience, notre perception et notre interprétation du lieu. Le sens du lieu est donc aussi subjectif, lié à l'identité et à la mémoire de l'individu ou du groupe. Comme chaque individu perçoit le lieu de manière distincte, ce dernier est généralement investi de plusieurs sens. Le lieu appellerait donc une pluralité de perceptions, de réceptions et de représentations. Ces dernières joueront encore un rôle essentiel dans l'attachement au lieu.

D'une certaine façon, notre expérience et notre réception du lieu nous poussent à prendre parti ou à poser un jugement de valeur. Comme le mentionnent Christou et Bülthoff (2000), la représentation est toujours liée à un système de valeur :

A mental representation is anything that allows us to think about, visualise and make judgements concerning physical objects or scenes in their absence. There seems little point in referring to mental representation without reference to the function that the representation subserves such as recognition. The forms of recognition that have been studied in experimental psychology include identification, categorization and discrimination (see Liter and Bülthoff, 1998) (Christou et Bülthoff, 2000, p. 265).

Bien qu'un lieu puisse être collectivement admis comme « important » ou « significatif », le sens qu'on donne au lieu a certainement aussi divers degrés d'importance selon les groupes et les individus. Ainsi, la subjectivité de la perception et de la réception assure au lieu une multiplicité de signification. Comme le remarque Antoine Bailly (1977), les individus ne perçoivent pas de la même manière : « Deux observateurs, par suite de leurs connaissances partielles, de leurs expériences, de leurs participations à des groupes, de leurs buts ne perçoivent pas le monde de la même manière » (1977, p. 10). En citant Moles et Rohmer (1972), il rappelle aussi que « l'espace n'existe qu'à travers les perceptions que l'individu peut en avoir, qui conditionnent nécessairement toutes ses réactions ultérieures. À ce titre, cet espace est loin d'être partout équivalent à lui-même, comme voudraient nous l'enseigner les géographes... (Moles et Rohmer, 1972) » (1977, p. 10).

La mémoire est aussi directement liée à l'expérience du lieu. Non seulement notre expérience passée affectera notre perception du lieu, mais le lieu lui-même pourra évoquer différentes périodes de l'histoire. La mémoire est ainsi également liée à l'histoire. Il semble néanmoins essentiel de faire une distinction entre ces deux concepts. Si l'histoire peut être perçue comme une chronologie d'événements et de faits historiques, la mémoire serait plutôt une appropriation subjective de l'histoire. De la même façon, si l'histoire se définit comme l'évolution de diverses tensions politiques, sociales, religieuses ou économiques, la mémoire est sélective et tient toujours du parti pris. Comme le souligne Barry Curtis, « *memory is one of the key ingredients in the creation of a place, although it is important to acknowledge that memory is subject to political as well as psychic operations* » (Curtis dans

Borden et coll., 2001, p. 63). Contrairement à l'histoire, la mémoire est donc subjective, mais elle est également discontinue. Lain Borden va dans le même sens lorsqu'il compare la ville à la mémoire :

Like memory, the city is a play of perspectives and constellations created by points of view adopted in time and space. [...] As the modern city supplied the compressions and dislocations of meaning that serve as an inspiration and model to the modernist avant-garde, it also generated the traumatic collisions that provoke particular kinds of memory. (Borden et coll., 2001, p. 99)

De cette manière, il souligne aussi le caractère changeant de la mémoire. Ainsi, si la mémoire est subjective, le processus de donner un sens au lieu répond du choix stratégique d'une mémoire précise au détriment d'une autre. De cette manière, la mémoire est encore fondamentalement liée à l'oubli. Or, comme nous le rappelle Régine Robin, l'oubli n'implique pas seulement d'effacer la mémoire, mais de la réécrire (2000, p. 91).

La perception du lieu peut finalement devenir vectrice d'une appropriation de l'espace. Il s'agit là d'une appropriation qui est à la fois spatiale, symbolique et identitaire ou politique. Cette appropriation diffère également selon la personne ou le groupe et peut aussi engendrer des conflits. Pour Morin et coll. (2008), le sens symbolique et affectif de l'espace conduit vers une appropriation spatiale des lieux. En effet, dans leur étude, c'est d'abord le sens d'un quartier qui pousse les jeunes de la rue à s'approprier un lieu. Cette appropriation des lieux est aussi souvent sujette à des conflits d'appropriation qui sont, par la bande, liés à des conflits de perceptions. Dans une étude sur la transformation de Sarajevo au lendemain de l'Accord de Dayton, Robinson et coll. (2001) nous amènent également à penser que la perception et les représentations subjectives des individus ou des groupes peuvent engendrer la transformation de l'espace et la production de nouveau. En effet, après cet événement, les autorités de la ville entamèrent des changements de fond pour que la ville ait désormais une image reflétant la perception d'une majorité bosniaque. C'est aussi à travers une appropriation de l'espace que ces transformations prennent place. Cette idée d'une production de l'espace n'est pas sans nous rappeler le travail d'Henri Lefebvre (1970) pour qui la pratique de l'espace est un geste politique qui génère le changement et permet

la révolution urbaine (ou le mouvement contre la fixité). Sans parler de processus politique, Antoine Bailly (1977) va dans le même sens lorsqu'il affirme que le processus de réception pousse non seulement vers une prise de décision, mais vers un comportement :

Après avoir filtré les informations en fonction de sa personnalité, de ses contraintes et de ses motivations et des contraintes et de ses motivations, l'individu prend une décision qui peut mener au comportement. Les messages sont transformés en action et agissent indirectement sur le monde réel. La perception n'est donc pas seulement un vecteur, mais un processus actif (1977, p. 31).

C'est ainsi que la réception, les perceptions et les représentations se tissent en relation avec une appropriation de l'espace.

1.5.3 La temporalité du sens

Le temps aurait également une influence majeure sur les perceptions, réceptions et représentations du lieu. D'emblée, le sens du lieu se construit à travers le temps. Comme on l'a déjà vu, la perception du lieu est souvent liée au temps passé ou au temps à venir. Il y a aussi une évolution des perceptions dans le temps selon les individus, mais aussi selon les communautés. Il y aurait d'ailleurs une évolution historique (collective) et une évolution plus expérientielle (individuelle et mémorielle). On pourrait ainsi avancer que les lieux représentent des temporalités. Les perceptions évoluent dans le temps, alors que l'expérience est fondamentalement influencée par l'époque et la société qui nous entoure. En effet, non seulement notre appréciation d'un lieu risque de changer au cours de notre vie, mais notre interprétation d'un lieu peut collectivement changer d'une époque ou d'un contexte à un autre. Similairement, la distance temporelle entre le temps représenté et le temps de l'expérience peut influencer la perception du lieu. C'est ce que remarquent notamment Devine-Wright et Lyons (1997) lorsqu'ils comparent les façons dont différents groupes perçoivent quatre lieux d'importance en Irlande. Dans leur étude, les chercheurs interrogent 105 individus qu'ils considèrent comme étant de type « traditionnel » ou « non-traditionnel ». Les premiers sont ceux qui parlent l'irlandais couramment et qui s'intéressent à la culture locale traditionnelle alors que les seconds parlent peu la langue locale et ne

s'intéressent pas vraiment à la culture traditionnelle. Les chercheurs remarquent que les individus des deux groupes se représentent les lieux plus anciens de façons très similaires, alors qu'ils se représentent des lieux de l'histoire récente de manière complètement différente, voire conflictuelle. On peut donc conclure que le temps qui passe influence sans doute les perceptions individuelles et collectives. En définissant la ruine et la friche, nous avons également constaté que les perceptions de ces deux objets urbains ont évolué dans le temps. Bailly remarque que si nous percevons différemment aujourd'hui comparativement à une époque passée, des individus de différents groupes d'âge percevront aussi différemment :

Nous apprenons par l'expérience à connaître une partie de la ville, cependant on n'étonnerait personne en disant qu'un citoyen du XVIII^e siècle ne percevrait pas de la même manière que nos contemporains les éléments de la vie urbaine. Sans chercher aussi loin dans l'histoire, il est évident que les commentaires d'un événement varient suivant les individus; par exemple, lorsque l'homme a marché sur la lune, le quotidien québécois « Le Soleil » a publié les réactions de nombre de personnes. Si les adultes manifestaient un certain émerveillement, les enfants n'étaient par contre pas surpris. Cette réalisation correspondait à ce qu'ils lisaient depuis longtemps. Le message était reçu très différemment, car suivant leur groupe d'âge ils ne partageaient pas le même environnement historique et culturel. (1977, p. 9)

Tuan (1977) va dans le même sens lorsqu'il affirme que les enfants perçoivent le temps différemment des adultes. En effet, selon l'auteur, les adultes vivent dans un temps de presse et de précipitation alors que les enfants se laissent plutôt porter par le temps, sans trop de direction ou d'obligations. Tuan ajoute encore que cette perception du temps influence grandement le sens du lieu :

Sense of time affects sense of place. To the extent that a small child's time is not that of an older person, neither is his experience of place. An adult cannot know a place as a child knows it, and this is not only because their respective sensory and mental capacities differ but also because their feelings for time have little in common. (Tuan, 1977, p. 185)

En effet, comme un territoire peut être important aux yeux d'un groupe et sans importance aux yeux d'un autre, il peut à la fois gagner un sens nouveau et perdre un sens ancien dans le temps. De cette manière, le lieu est non seulement investi de plusieurs sens à la fois, il se fait également palimpseste de sens au fil du temps. Ainsi, la perception inclut à la fois une multiplicité de subjectivités à un moment donné et une multiplication de subjectivités dans

le temps. Il faut encore ajouter que si ces significations se suivent dans le temps, il arrive également qu'elles coexistent. Bailly souligne cette coexistence lorsqu'il parle de perceptions générationnelles.

À une autre échelle, Chesneaux (1997) souligne une autre forme de coexistence de perceptions lorsqu'il parle de Port Moresby en Papouasie-Nouvelle-Guinée. En effet, dans un article portant sur « l'art d'habiter le temps », Chesneaux remarque que la ville est expérimentée différemment selon la classe sociale, mais aussi selon le statut des individus. Il remarque par exemple la cohabitation de différentes formes d'habiter en comparant l'expérience des expatriés (*expats*) et celle des Papous. Non seulement ces deux groupes habitent des territoires différents, mais ils habitent aussi des temps différents : les *expats* expérimentent leur ville de manière contemporaine, au « rythme du *temps-monde* », et la majorité des Papous expérimentent plutôt un espace aléatoire et indéterminé marqué par un passage chaotique et incertain de la ville coloniale à la ville moderne. Bien qu'elle se rattache à l'expérience d'une ville en particulier, cette réflexion sur la difficulté d'habiter le temps incertain du passage nous semble majeure dans notre réflexion sur le lieu en transition. En effet, la cohabitation des temps qui s'impose lors d'une transition est non seulement porteuse d'expériences et sens divers, mais elle explique en partie la difficulté du passage à un temps futur. Elle explique que la transition puisse être lente et complexe. Pour Chesneaux, lorsque la transition devient critique, le temps est vécu dans l'incertitude et perd sa capacité d'accueillir. En d'autres mots, le présent devient impossible, incertain : « L'insécurité quotidienne telle qu'elle frappe riches et pauvres, gens de passage et vieux résidents, le fait que l'instant est vécu dans l'incertitude et même l'angoisse sont sans doute l'expression la plus aiguë d'un temps écrasé dans l'immédiat, d'un temps qui a perdu sa plasticité, sa capacité "hébergeante" disait Heidegger » (Chesneaux, 1997). Raco et coll. (2008) vont dans le même sens lorsqu'ils affirment qu'il existe simultanément de multiples perspectives et imaginations dans un projet de régénération urbaine. En effet, le projet de régénération urbaine est aussi un projet de transition où se croisent différentes volontés et désirs concernant le futur des lieux. Dans ce contexte, les auteurs remarquent qu'il est

possible d'identifier des temporalités distinctes qui coexisteront tout au long du projet. Ils parlent par exemple d'une temporalité bureaucratique et administrative, d'une temporalité politique et d'une temporalité de développement. Ces catégories présentent certes des institutions et des groupes distincts, mais elles révèlent également des temporalités différentes. Il s'agit là de temporalités perçues (perceptions différentes du temps de transition), mais aussi de temporalités vécues (l'expérience de la transition sera plus ou moins longue selon les groupes).

1.6 Les conflits de représentation et d'appropriation

« The crisis consists precisely in the fact that the old is dying and the new cannot be born; in this interregnum a great variety of morbid symptoms appear. »
Antonio Gramsci

Individus et groupes posent donc un regard différent sur le lieu, sur sa fonction et sur sa signification. Parce qu'il est abandonné et en transition, le lieu qui nous intéresse ici pose aussi la question du passé et du futur. Le sens du lieu est fortement temporel, puisqu'il amalgame à la fois histoire et avenir dans un présent qui compose avec l'impossibilité et toutes les possibilités. Cette période de transition marque donc la fin d'une histoire, mais présuppose également un certain *à venir*. Il est relativement aisé de s'attarder au passé désormais achevé d'un lieu, comme il peut paraître attrayant d'en imaginer le futur, mais comment concevoir la transition elle-même? Les exemples de la friche et de la ruine contemporaine nous ont amenés à réaliser qu'il existe plusieurs couches d'interprétations de ces lieux dans le temps, mais aussi selon les groupes et les individus. On a pu également avancer que plusieurs interprétations d'un lieu peuvent coexister à une époque donnée. En d'autres mots, on envisage peut-être différemment l'histoire du lieu, comme on l'interprète certainement différemment dans le présent. De la même façon, il est tout à fait réaliste de penser que différents groupes et individus conçoivent différemment l'avenir du lieu.

Notre réflexion sur les lieux de négation nous a appris que les différents lieux abandonnés sont « en phase de territorialisation » et s'ils ne sont pas encore proprement appropriés ou identifiés, ils inspirent souvent plus d'une intention pour le futur. Si le lieu était oublié, le

qualitatif de transition ne lui conviendrait pas nécessairement; on ne lui envisagerait peut-être pas expressément de futur. Cette transition sert justement à préciser qu'il existe une volonté de futur. Pourtant, il convient de se demander : s'il existe une volonté de futur, pourquoi certains lieux demeurent-ils dans l'entre-deux? En effet, certaines ruines et friches peuvent rester longtemps dans cet état d'abandon. Peut-on penser ces espaces-là de la même façon que ceux dont la transition ne durera que quelques mois ou même quelques années? Au contraire, le long et le très long-terme ne participent-ils pas à la mutation complète de ce lieu? Plusieurs phénomènes peuvent expliquer qu'un lieu reste à l'abandon pendant longtemps : on peut manquer de moyens financiers; l'application de la transformation n'est peut-être pas considérée comme une priorité; les procédures nécessaires à la transformation du lieu sont peut-être compliquées et de long augure; il y a peut-être impossibilité de consensus ou de médiation entre les différents acteurs, porteurs des projets proposés, etc. Pourtant, lorsque le lieu – son passé, son présent et son futur – est interprété de manières diverses, il est certainement concevable que cette transition résulte (principalement ou partiellement) de conflits ou de tensions entre ces différentes interprétations. Ainsi, ces conflits seraient générés par des perceptions et des approches différentes concernant le lieu, son histoire et son avenir. En d'autres mots, la multiplication des sens et des temps dans un espace-temps de l'incertain et de l'insécurité devient sujette à des conflits et tensions. Alors que les conflits eux-mêmes évoluent au rythme d'une multiplication d'interprétations, nous croyons aussi qu'ils deviennent le moteur de la transition qui qualifie ce lieu d'importance en perte de sens et en attente d'un sens nouveau. Pour mieux saisir ce que nous appellerons ici « les conflits de transition », nous introduirons d'abord brièvement la notion de conflit urbain pour ensuite parler plus longuement des conflits d'aménagement. Nous présenterons ensuite une brève conclusion sur le conflit de transition.

1.6.1 Conflits urbains et conflits d'aménagement

« Not the presence, but the absence of conflict is surprising and abnormal, and we have good reason to be suspicious if we find a society or social organization that display no evidence of conflict. »

Ralph Dahrendorf

Si l'on émet l'hypothèse que le conflit aurait une influence importante sur la transition des lieux à l'abandon, il semble d'emblée essentiel d'aborder ce concept en nous penchant peut-être plus précisément sur les conflits territoriaux. Dans un article concernant les conflits territoriaux dans la ville de Québec de 1989 à 2000, Pelletier et coll. (2007) soulignent d'emblée l'importante multidisciplinarité de la recherche sur l'« activité conflictuelle ». Ils rappellent qu'il existe à la fois différentes définitions, mais aussi différentes typologies et catégorisations. Nous n'entendons pas détailler ici une liste de définitions existantes, nous croyons toutefois bon de rappeler qu'il existe différentes conceptions du conflit selon le domaine d'approche, qu'il s'agisse de la philosophie, de la géographie, de la sociologie ou de la science politique. De la même manière, Minnery (1985) affirme que si le conflit est toujours de nature dynamique, on peut lui donner un sens très large ou très étroit (1985, p. 4-5). De façon générale, le conflit tient fondamentalement d'une lutte ou d'une opposition entre des antagonistes (deux ou plus). Selon Dahrendorf (1959), toutes les formes de relations qui impliquent des objectifs incompatibles sont des conflits, qu'il s'agisse de compétitions et de tensions ou d'affrontements manifestes (1959, p. 135). En contrepartie, d'autres auteurs considèrent que le conflit implique nécessairement une interaction. Ainsi, selon Patrice Melé (2003), le terme « conflit » sert à définir « des situations qui constituent une manifestation de protestation ou d'opposition. Manifestation qui peut prendre la forme de stratégie de médiatisation, de dénonciation publique, d'actes de désobéissance civile, de troubles à l'ordre public ou de recours juridiques, autant de moyens de publicisation, constitution ou modification d'un rapport de force » (2003, p. 1). En d'autres mots, pour Melé, le conflit se distingue ici de la tension et de l'hostilité en ce qu'il comporte une ou des actions; cette lutte implique nécessairement une série d'actions posées par les antagonistes. Ainsi, comme le mentionne Lewis A. Coser, « *conflict (...) is always a transaction* » (Coser, 1956, p. 36). Par conséquent, comme le

souligne d'ailleurs Melé, si le conflit est un échange, il est une situation et un moment, et il présuppose que la situation sera différente *après* le conflit. Il serait ainsi une opposition entre antagonistes qui se voudrait porteuse de changements.

Selon Villeneuve et coll. (2009), le conflit est également un « évènement qu'il est possible de circonscrire dans l'espace et dans le temps, bien qu'il soit habituellement lié d'une façon ou d'une autre à d'autres évènements qui le précèdent ou le suivent et qui sont localisés à plus ou moins grandes distances » (Villeneuve et coll., 2009, p. d-7). Il concerne un espace-temps donné, mais peut toutefois être lié à des espaces et des temporalités autres. Comme le mentionne Melé (2004), on a souvent cherché à démêler les causes des conflits. Similairement, on a aussi cherché à trouver des solutions pour les éviter (même si plusieurs auteurs affirment que le conflit serait, en fait, un mal nécessaire). Il est d'ailleurs intéressant de constater que si l'historique d'un conflit peut nous aider à comprendre le temps présent, l'étude de l'espace-temps actuel du conflit nous amène aussi à réfléchir sur l'à-venir. Toutefois, si ces études dévoilent la pertinence temporelle du conflit, elles ne tiennent malheureusement pas toujours compte de son aspect territorial. Plusieurs auteurs se sont néanmoins penchés spécifiquement sur les conflits territoriaux ou sur les conflits à partir de questions territoriales. Melé (2004) affirme d'ailleurs que les conflits et controverses sont fondamentalement « des scènes de production territoriale ». Parce que les conflits sont à la fois moteurs à la fois de mobilisation des individus et de valorisation du territoire, ils permettent aussi une certaine territorialisation ou (re)territorialisation :

Les conflits instituent une forme de territorialisation parce qu'ils produisent des groupes, conscients d'une solidarité de destin reposant sur leur inscription spatiale, qui s'approprient matériellement, par une veille de terrain, et idéellement, par un travail de nomination et de valorisation, un espace. De plus, les réseaux d'habitants mettant en œuvre une action collective pratiquent une sociabilité à fort ancrage spatial constitutive de territorialité. Comme l'on souligné Arnaud Lecourt et Guy Baudelle (2004), ils créent une proximité sociale à partir de la proximité spatiale. Les habitants mobilisés mettent en avant, pour défendre leur position, des qualités, valeurs de l'espace concerné, et effectuent ainsi un travail de production d'une certaine représentation de leur espace résidentiel. Cette production/promotion du territoire vient renforcer la territorialité spécifique produite par l'action collective. (Melé, 2004, p. 15)

De cette territorialisation découle également, d'une certaine manière, une interprétation ou une compréhension nouvelle, ou du moins ajoutée, du territoire. C'est aussi dire, encore

une fois, comment le territoire se trouve changé par le conflit. À une autre échelle, Villeneuve et coll. précisent que le conflit urbain suppose l'existence d'acteurs que l'on peut à première vue « dichotomiser : d'un côté les instigateurs d'un projet; de l'autre des objecteurs à ce projet » (Villeneuve et coll., 2009, p. d-7). C'est aussi dire que s'il existe une dichotomie primaire, les conflits se déploient souvent en plusieurs couches ou phases qui dépassent la simple dichotomie.

Si le conflit est si complexe, c'est aussi qu'il est porté par des acteurs qui présentent des désirs et valeurs fondamentalement différents. Le conflit, comme le remarque Trudelle (2003), est d'ailleurs révélateur des valeurs des acteurs : « Par les conflits, et à travers eux, les protagonistes véhiculent des valeurs sociales auxquelles ils accordent de l'importance » (2003, p. 229). Ces acteurs et/ou groupes d'acteurs portent donc le conflit, fondé sur une série de valeurs, mais aussi sur leur compréhension du monde et du conflit lui-même. Comme le mentionne Lussault (2003), l'acteur est un « actant pourvu d'une intériorité subjective, d'une intentionnalité, d'une capacité stratégique autonome et d'une compétence énonciative » (Lussault, 2003, p. 39). Il est important de noter que ces derniers ont également un pouvoir et une influence variable sur le déroulement et la finalité du conflit (Doyon, 2007, p. 2).

Il existe également plusieurs formes de conflits urbains et différentes façons de les catégoriser. Pelletier et coll. (2007) font ressortir ce foisonnement, soulignant des types issus des travaux de recherche francophone et anglophone. Dans les travaux francophones, ils recensent six types de conflits : le conflit social (Charlier, 1999); le conflit d'implantation (Le Floch, 2000); le conflit environnemental et d'aménagement (Lecourt, 2003); le conflit d'usage (Torre et Caron, 2002); le conflit patrimonial (Melé, 2005) et le conflit de proximité (Sénécal, 2005). Dans les travaux anglophones, ce sont plutôt des phénomènes qui sont déterrés : « NIMBY « Not In My Backyard » (Freudenburg et Pastor, 1992), NIABYO « Not In Anyone's Backyard » (Heiman, 1990), LULU « Locally Unwanted Land Use » (Popper, 1981; Freudenburg et Pastor, 1992), NOOS « Not On Our Street », NOPE « Not On Planet Earth »,

BANANA « Build Absolutely Nothing Anywhere, Near Any-place », CAVE « Citizens Against Virtually Everything », YTSEBY « Yes To Someone Else's Backyard », NIMEY « Not In My Election Year » et les NIMTOO « Not In My Term Of Office » » (Pelletier et coll., 2007, p. a-79). Certains conflits sont aussi issus de réactions contre ces mouvements qui sont parfois connotés de manière négative (voir par exemple McClymont et O'hare, 2008). Certains chercheurs intéressés par ces soulèvements populaires et par l'activisme urbain se pencheront d'ailleurs plus généralement sur la mobilisation citoyenne et les conflits qui y sont liés (Dear et Long, 1978; Fisher et Kling, 1993). De la même manière, on nous parle aussi souvent de conflits de localisation (Cox, 1982; Janelle, 1977; Villeneuve et Côté, 1994) et plus largement de conflits liés à l'aménagement ou à l'urbanisme (*conflict in urban planning* (Minnery, 1985), *conflict in urban development* (Dekker and all, 1992) ou conflits d'aménagement (Dziedzicki, 2003). Selon Dziedzicki (2003), les conflits d'aménagement font ressortir les oppositions que pourrait entraîner un projet d'aménagement :

Les conflits d'aménagement traduisent l'expression de réactions d'opposition de la part de populations concernées par l'ensemble des impacts potentiels qu'entraînerait la réalisation d'un projet d'aménagement, qu'il s'agisse d'infrastructure routière, ferroviaire ou aéroportuaire, de barrage, d'usine d'incinération de déchets, de complexe touristique, de centre d'accueil des gens du voyage, de centre commercial, de parc éolien, etc. (2003, p. 635)

Pour Lecours (2004), le conflit d'aménagement lié de près au processus de décision qui entoure la mise en place du projet d'aménagement : « Il recouvre la réalisation d'équipements et d'infrastructures (de transports, industrielles, de production d'énergie), mais également les projets d'urbanisme, touristiques ou encore de remembrement agricole » (Lecours, 2004, p. 141). Il s'agit donc essentiellement d'un conflit qui concerne l'aménagement du territoire et qui se base sur une appréhension du futur. Philippe Subra (2007a, 2007b) parle plutôt de « géopolitique » de l'aménagement. Comme le souligne Subra lui-même, l'emploi du terme « géopolitique » nous ramène généralement vers des conflits de frontières, entre États ou entre groupes (ethniques ou religieux) sur des questions de territoires (2007a, p. 15). Mais l'aménagement peut aussi être la source de conflits géopolitiques :

Les méthodes sont plus pacifistes, mais il s'agit également et tout autant de rivalités de pouvoir. Les acteurs sont différents (élus locaux, entreprises, chambres de commerce, associations), et si l'État est présent, c'est sur un autre registre. Mais les rivalités qui les opposent portent elles aussi sur des territoires, dont chaque acteur cherche à obtenir l'usage, en fonction de ses intérêts propres, des objectifs qu'il s'est fixés, ce qui implique une sorte de contrôle sur ces territoires. (2007a, p. 15)

En effet, étant donné son lien intrinsèque au lieu, au territoire et plus largement à la géographie, il semble approprié de penser le conflit d'aménagement à travers une lunette géopolitique. Plus fondamentalement peut-être, cette approche expose une nécessité contemporaine d'aller au-delà de la simple faisabilité technique ou financière, mais de se pencher sur la faisabilité politique des opérations d'aménagement (2007a, p. 25).

Il y a évidemment différentes façons d'aborder ces conflits et différentes manières de les catégoriser. Plusieurs auteurs nous offrent des typologies ou grandes familles de conflits urbains ou plus précisément de conflits de l'aménagement (Dziedzicki, 2003; Minnery, 1985; Pelletier et coll., 2007; Subra, 2007a, 2007b; Trudelle, 2003; etc.). Comme nous le démontre Subra, l'analyse de ces conflits d'aménagement nous permet d'abord et surtout de constater leur très grande diversité (2007a, p. 42). Il est aussi vrai que malgré leur diversité, ces rivalités diffèrent à plusieurs échelles et sur plusieurs points :

Elles diffèrent toutes sur une série de points essentiels : les enjeux qui les expliquent et les structurent; le rapport à l'aménagement et au territoire qu'elles traduisent et le rapport à l'État qu'elles induisent; les types d'acteurs qui en sont parties prenantes et le positionnement, les relations et les rapports de force qu'entretiennent entre eux ces acteurs, leur degré d'implication dans le conflit, les logiques qui sous-tendent et expliquent leur intervention; les outils et les modes d'action qu'ils utilisent et en particulier les représentations auxquelles ils font appel; enfin l'impact qu'ils ont, en retour, sur le territoire concerné et sur les systèmes locaux d'acteurs qui caractérisent ces territoires (Subra, 2007a, p. 42).

En 1985, Minnery distinguait quatre grandes catégories de conflits liés à l'aménagement : 1) des conflits sur l'environnement de la planification urbaine (*conflicts over urban planning*); 2) des conflits liés à la planification urbaine (*conflicts in urban planning*); 3) des conflits de planification urbaine (*conflicts of urban planning*) et; 4) des conflits qui découlent de la planification urbaine (*conflicts through urban planning*). Les catégories de Minnery dévoilent essentiellement l'objet du conflit. Pour Dziedzicki (2003), il existe également quatre grandes familles de conflits d'aménagement, mais ces dernières révèlent plutôt des

formes de réactions : 1) le conflit fondé sur les incertitudes, lequel « exprime chez une population des craintes en termes d'impacts potentiels de l'aménagement sur son cadre de vie et sa santé, (sur) sa région et la valeur de son patrimoine immobilier »; 2) le conflit substantiel qui « exprime un désaccord de la population sur la nature de la réalisation de l'aménagement, quel que soit son lieu d'implantation »; 3) le conflit de procédure, qui « traduit une remise en cause des procédures de participation de la population et [...] des modalités de la décision administrative en aménagement fondée sur un modèle fonctionnaliste » et; 4) le conflit structurel, qui « conteste aux décideurs le monopole de la légitimité à prendre les "bonnes" décisions dans le cadre de situations que la population entend vouloir maîtriser en raison de leur impact sur sa vie quotidienne » (2003, p. 635). Comme on peut le constater, les conflits urbains tels que les appréhende Dziedzicki sont très généralement basés sur des préoccupations, des craintes et des remises en questions. On y voit donc une fois encore la répercussion des perceptions sur les conflits. On peut également constater que ces conflits sont généralement présentés comme étant en amont des projets plutôt qu'en aval. Il existe pourtant des conflits urbains qui se développent en réponse aux projets d'aménagement, comme il existe des conflits qui précèdent la proposition de projets.

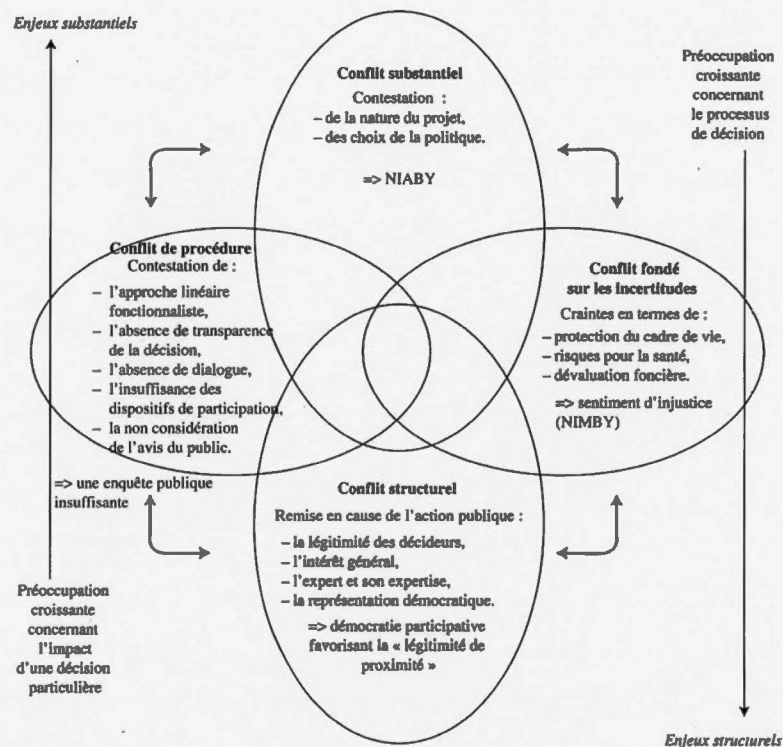
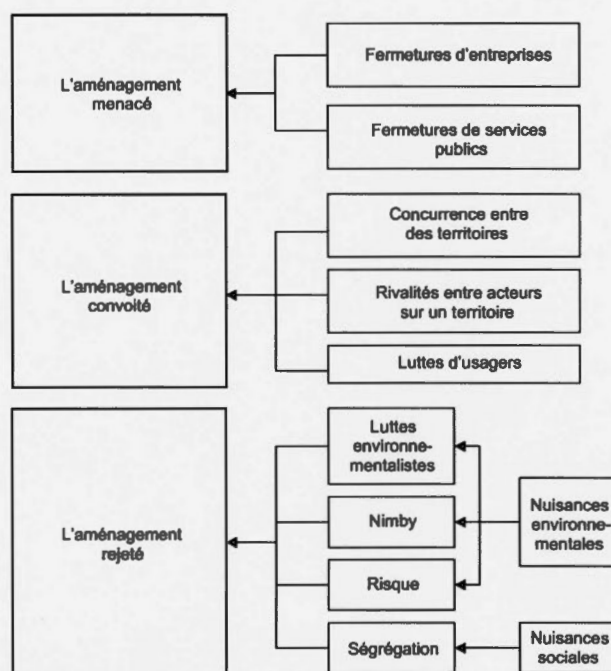


Figure 1.6 : les quatre dimensions conflictuelles possibles du conflit d'aménagement. Source : Dziedzicki, 2003, p. 637.

Pour Dziedzicki, il est également possible de penser le conflit comme la combinaison de plusieurs mécanismes conflictuels. Il relève d'ailleurs trois familles de mécanismes. Il y a d'abord le conflit interpersonnel, qui « caractérise l'évolution des relations interpersonnelles » et qui « participe nécessairement à l'ensemble des conflits sociaux » (2003, p. 638). Le deuxième mécanisme est celui du conflit public. Ce dernier traduit, selon Dziedzicki, « une situation complexe due à l'intervention d'un nombre important d'acteurs, à l'existence d'enjeux difficiles à cerner, au rôle joué par les médias, etc., et dont la faible lisibilité participe de la confusion chez les protagonistes » (2003, p. 638). La troisième famille de mécanismes englobe les conflits de territoire qui dévoilent une opposition en ce qui a trait aux représentations de l'espace. La combinaison de ces trois mécanismes est également possible et conduirait, selon Dziedzicki, à « une dynamique conflictuelle difficile à

gérer et qui acquiert sa propre autonomie échappant aux protagonistes, que d'aucuns comparent à une spirale » (2003, p. 639). Dans ce contexte, l'auteur développe certains principes de gestion du conflit d'aménagement principalement basés sur la médiation et la négociation. Ces deux approches (celles de Minnery et de Dziedzicki) nous montrent d'emblée qu'il existe différentes manières d'appréhender le conflit d'aménagement. Elles nous apprennent notamment que le conflit peut être orienté vers l'objet, comme il peut être orienté vers la réaction des acteurs concernés par le territoire. En d'autres mots, il existerait différentes échelles de conflits, lesquelles peuvent certainement cohabiter. On parlerait alors de conflits multiscalaires. Notre lecture du lieu abandonné nous amène à penser que les conflits qui l'entourent sont essentiellement des conflits de représentation. Pourtant, cette idée de « dynamique conflictuelle » complexe qui semble à priori sans issues pourrait également s'avérer fort utile dans l'analyse des conflits du lieu en transition.

Alors que les catégories de Minnery nous exposent différentes façons d'aborder les conflits liés à l'aménagement, les catégories de Dziedzicki présentent plutôt différents types d'arguments développés ainsi que des familles de mécanismes conflictuels (interpersonnel, public et territorial). Ces deux différentes manières de catégoriser les conflits nous disent beaucoup sur les enjeux de l'aménagement, mais ils nous révèlent peu sur l'espace-temps des conflits. Dans sa *Géopolitique de l'aménagement du territoire*, Philippe Subra propose lui aussi une typologie des conflits. Il fait alors ressortir trois grandes figures de conflits : 1) l'aménagement menacé qui concerne « des conflits (...) de "déménagement du territoire", dans lesquels le territoire, ou plus exactement les acteurs locaux et la population, réagissent à une décision extérieure [celle d'un groupe industriel ou celle de l'État] par une série d'actions défensives et revendicatives » (2007, p. 43); 2) l'aménagement convoité, un conflit de concurrence, qui concerne « la question de l'équipement ou de l'aménagement futur, de sa localisation ou de son contenu » (2007, p. 44) et; 3) l'aménagement rejeté qui « est contesté par une partie des acteurs, en raison des *atteintes à l'environnement* qu'il risque d'entraîner au plan local [...] ou au plan global [...], des nuisances qu'il provoque pour les riverains de l'infrastructure [syndrome *Nimby*] ou des risques qu'il induit » (2007, p. 44).



Trois familles de conflits

Figure 1.7 : trois familles de conflits selon Subra. Source : Subra, 2007, p. 45.

Cette catégorisation concerne d’emblée le territoire aménagé, mais précise également sa caractéristique conflictuelle. Subra affirme que les trois types de conflit peuvent s’entrecroiser. Si ces conflits peuvent se croiser, c’est qu’on peut appréhender le territoire de manières diverses, mais c’est aussi que le conflit évolue souvent à travers le temps. Les conflits sont, encore une fois, intrinsèquement liés à l’espace et au temps. Aussi, même si l’auteur ne le précise jamais, sa catégorisation inclut également une certaine temporalité alors qu’elle présente l’aménagement menacé et rejeté comme un conflit à postériori et l’aménagement convoité comme à priori. Cette catégorisation nous permet donc de constater une distinction temporelle entre les conflits d’aménagement. Il nous semble d’ailleurs qu’elle soit révélatrice dans un contexte où le lieu de transition engendre des conflits qui justement transcendent le temps.

1.6.2 Les conflits de transition : un palimpseste de conflits?

Cette temporalisation dualiste des conflits d'aménagement nous amène à nous demander s'il existerait une forme de conflit qui ne serait ni à postériori ni à priori, mais dans un entre-deux. Une famille de conflits qui accompagnerait et qui expliquerait mieux le lieu en transition que nous avons présenté ici. Nous pouvons d'abord soutenir que si les conflits que l'on relit à ce lieu peuvent prendre différentes formes, une chose demeure : le temps qui passe. On pourrait certes avancer que tout conflit est temporel, incluant une certaine forme d'attente et d'anticipation. Il y a pourtant des cas où le conflit est plus long et que l'attente devient marquante. Dans ces cas-là, en effet, le conflit qui entoure le lieu en transition est un conflit de longue haleine, qui se développe sur le long terme. Ici, la transition ou l'entre-deux répondrait à la fois du temps présent et du temps qui passe. Le lieu n'est donc pas totalement détaché de ce *qui était* et de ce *qui sera*, il serait plutôt ce qui les relit, le lieu où ils se rencontrent.

On ne saurait définir ou catégoriser ce conflit de transition à la manière de Minnery ou de Dziedzicki, par une série de sous-catégories. Bien sur, le conflit de la transition concerne un espace (un lieu), mais, contrairement aux catégories de Minnery, ce lieu génère différents types de conflits d'aménagement à la fois. De la même façon, si l'on pense à la façon de Dziedzicki, le conflit de la transition pourrait être structurel et de procédure selon les acteurs, mais aussi selon l'époque. En effet, on ne peut qualifier le conflit de la transition par son type (qu'il soit conflit social ou d'usage), son échelle (qu'elle soit interpersonnelle ou territoriale) ou le caractère de l'aménagement qu'il concerne (qu'il soit menacé ou rejeté). L'espace à l'abandon n'engage pas de conflits qui lui sont propres; il peut inclure différents types de conflits à la fois. Ainsi, il se fait surtout le lieu d'une multiplicité de sens, de conflits et de temps. Si l'on observe les familles de Subra, le lieu en transition pourrait être considéré à la fois comme menacé, convoité et rejeté. Ce qui le distingue pourtant, c'est que ces catégories s'y croisent engageant avec eux une multiplicité d'acteurs, d'enjeux et d'actions. Le temps qui passe affecte non seulement acteurs, enjeux et actions, leur

permettant d'évoluer dans le temps, mais il agit aussi comme moteur de multiplication.

Si les conflits que l'on lie au lieu qui nous intéresse évoluent et changent, ils restent pourtant présents, formant ainsi une sorte de palimpseste du conflit. Comme dans toutes autres formes de conflits, cette multiplicité d'acteurs engage également une multiplicité de perceptions (sur le lieu lui-même, sur les enjeux et les conflits qui l'entourent, etc.) Ces perceptions sont souvent au cœur même du conflit, mais elles évoluent et se multiplient également avec le temps. Pourtant, ce qui distingue encore notre lieu d'étude, c'est que si les perceptions qu'on en a changent et évoluent, le lieu lui, ne change pas. Certes, le temps qui passe peut y laisser sa marque, mais il n'est pas approprié ni territorialisé; aucune décision n'a provoqué de changement dans sa forme. En d'autres mots, s'il y a effectivement un bon nombre d'actions qui sont engagées par les acteurs, ces actions n'ont jamais de répercussion concrète sur le lieu.

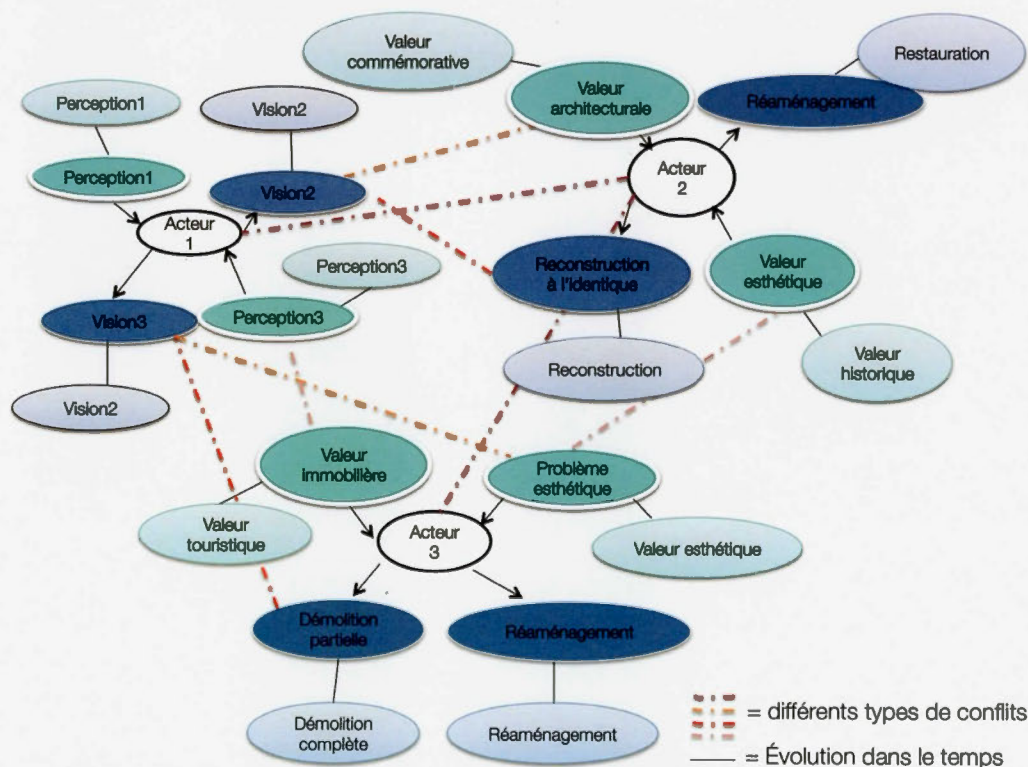


Figure 1.8 : schéma du conflit de la transition. Source : Taïka Baillargeon, février 2013.

Ce schéma montre bien que le conflit de la transition est essentiellement caractérisé par le temps et par la multiplication. On y présente les différents acteurs concernés par le lieu en question (acteur 1, 2 et 3). Comme le lieu en transition est à la fois rattaché à son passé et à son futur, les acteurs présentés en ont des perceptions différentes (en aqua), de même qu'ils ont des visions différentes de son futur (en en bleu). Quatre types de lignes pointillées nous montrent qu'il existe différents types de conflits entourant le lieu abandonné en transition : des conflits entre acteurs, des conflits de perception, des conflits concernant le futur, mais aussi des conflits entre perceptions et visions. Dans cette figure qui sert d'exemple, l'acteur 1 est une figure générique et sert à présenter le fonctionnement du conflit. En contrepartie, les acteurs 2 et 3 nous montrent deux positions différentes. Le schéma est basé sur l'exemple de la perception de la ruine dont nous avons déjà parlé. Dans ce contexte, l'acteur 2 pourrait être un acteur qui prend le parti de la patrimonialisation. Celui-ci perçoit la ruine de manière positive, reconnaissant à des époques différentes ses valeurs architecturale, historique, esthétique et commémorative. Lorsqu'il pense au futur de la ruine, cet acteur prône soit un réaménagement soit une reconstruction à l'identique, mais quelques années plus tard il optera plutôt pour une restauration. L'acteur 3, au contraire, vise plutôt la démolition du bâtiment. Au fil des ans, il changera toutefois d'avis, passant d'une démolition partielle à une démolition complète. De la même façon, sa perception du bâti et de sa signification n'est pas catégorique et elle évoluera au fil du temps. L'idée du schéma n'est pas de préciser chaque type de conflit, mais bien de montrer la coexistence de différents types de relations conflictuelles. Le schéma illustre également comment les perceptions et les visions vont encore évoluer dans le temps, complexifiant ainsi davantage le conflit de la transition.

Fondamentalement, cette multiplicité des conflits nous amène à penser une certaine fragmentation de conflit qui, au final, nous laisse une impression d'abandon. En effet, cette multiplicité donne une impression d'effacement, comme s'il n'y avait pas de rapport de force entre les enjeux et les acteurs. Il y a certainement des partis opposés, mais aucun de ces partis ne semble plus fort qu'un autre. Dans ce contexte, on pourrait s'attendre à

certaines formes d'alliances, mais si les conflits de la transition sont moteurs de telles alliances, ces dernières, instables et changeantes, ne permettant jamais vraiment le dégagement du conflit. En fait, dans ce contexte, tous se présentent comme si la multiplicité et l'évolution constante obstruaient l'évolution du lieu lui-même. Vu l'influence du temps qui passe sur la complexification du conflit, on pourrait certes avancer que dans les cas de lieux abandonnés sur le long terme ou le très long terme, les conflits ne font que se fragmenter davantage dans le temps. Le temps apporte sûrement aussi son lot de solutions, mais sans prise de décision et sans actions, on pourrait croire que ces solutions n'en viennent qu'à alimenter encore plus le conflit. En contrepartie, cette fragmentation ne nous permettrait-elle pas de mieux démêler la nature des conflits ainsi que le palimpseste de sens qui se forme autours de ces lieux? En effet, parce qu'elle est plus étalée, plus ample et plus segmentée, la transition à long terme ou à très long terme ne nous permettrait-elle pas de mieux comprendre cet espace de l'abandon?

1.7 Le lieu de l'en-attendant un lieu de la fragmentation et du très long terme

Cette première réflexion sur le lieu abandonné en transition est certes approfondie et exhaustive, mais elle nous démontre peut-être surtout qu'il existe encore de nombreuses lacunes dans les travaux de recherche et qu'il reste encore plusieurs questions irrésolues. On remarque entre autres une difficulté à tenir compte du lieu dans son éphémérité. En effet, comme nous l'avons maintes fois constaté, ce lieu de transition est encore principalement considéré pour ce qu'il a été ou pour ce qu'il sera, soulignant le plus souvent une dualité entre la mémoire et l'oubli, entre la patrimonialisation et la destruction. Le lieu à l'étude est ainsi rarement considéré pour ce qu'il est dans le temps présent : un lieu de transition. Il faut d'ailleurs noter que bien qu'elle soit centrale et hautement significative à l'étude d'une ville, cette transition est rarement au cœur des réflexions qui portent sur les espaces à l'abandon. En effet, peu d'études s'intéressent principalement à la transition en soi, cherchant à en détailler l'évolution dans le temps. Pourtant, comme nous l'avons déjà mentionné, il existe des lieux à l'abandon qui resteront longtemps en transition. Au cours de

leur transition, ces lieux ne sont plus ce qu'ils ont été, mais ils ne sont pas encore engagés dans une quelconque transformation. Ainsi, ils sont en transition, mais cette dernière n'est pas encore apparente. Il existe certes des lieux abandonnés dont la transition se fait lentement parce que le nouveau projet prévu a quelques difficultés financières ou parce qu'il est sujet à des conflits qui sont longs à résoudre. Pensons par exemple au World Trade Center dont la reconstruction prendra plus de 10 ans. Il existe aussi de ces lieux dont on ne s'explique même plus l'existence. Des lieux qui ne devraient visiblement pas être là, mais qui y sont quand même. Des lieux dont on ne se rappelle pas nécessairement ce qu'ils étaient et dont on n'a aucune idée de ce qu'ils deviendront et pourtant nous savons, souvent parce qu'il sont situés au centre de la ville à une époque de recentralisation, qu'ils sont seulement de passage et que rien ne sert de s'y attacher et de se les approprier. Il est difficile d'identifier un exemple précis, tellement ces bâtiments sont dépossédés de leur identité originelle. L'usine de maltage de la Canada Malting plant à Saint-Henri peut peut-être servir d'exemple. Elle a fermé ses portes en 1989 et reste en état de désuétude depuis. Au fil du temps, on l'associera à la désindustrialisation et à la dévaluation du quartier, mais on la reconnaît également aujourd'hui comme un haut-lieu de l'art urbain éphémère. Parallèlement, étant donné la gentrification que connaît actuellement le quartier de Saint-Henri, on pourrait aisément s'attendre à une démolition ou à un réaménagement de l'usine désaffectée. Ainsi, on reconnaît une multiplication des significations à travers le temps. Or, si la signification des lieux en transition se multiplie avec le temps, ce lieu du long terme continue à accumuler les sens jusqu'à ce que l'on perde la trace d'un sens initial. Cette multiplication ne fait éventuellement qu'accroître la fragmentation du lieu qui, bien qu'il accumule les sens, nous apparaît peu à peu sans signification aucune. Un peu comme si la saturation de sens nous laissait une impression d'impossibilité. Parce qu'il reste abandonné malgré le temps qui passe, ce lieu en viendrait même éventuellement à figurer l'impossibilité et l'incapacité. Et pourtant, ce lieu est encore porteur de sens et son abandon est d'autant plus significatif qu'il erre continuellement dans l'éventuel. À travers le temps, l'éventualité de la transition devient aussi une forme d'attente et cette attente devient la

caractéristique fondamentale du lieu. C'est ainsi que nous en arrivons à la conclusion que l'étude du lieu en transition se doit d'être une étude qui tient compte du présent à partir du passé et jusqu'au futur. Nous pensons aussi qu'au-delà d'une analyse du lieu en transition, il est encore nécessaire de porter une attention particulière sur le lieu dont la multiplication de sens se complexifie à l'intérieur d'un temps très long. Ce lieu n'est plus seulement en transition, c'est un lieu de l'attente, c'est un *lieu de l'en-attendant*. Et c'est de ce lieu-là qu'il sera principalement question dans les prochains chapitres de cette thèse.

CHAPITRE II. PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOLOGIE

Le premier chapitre de cette thèse nous a guidé vers des concepts souvent aussi larges que complexes; des concepts fortement subjectifs et sensibles. En cherchant à définir l'objet même de notre recherche, nous avons pensé au lieu, au sens du lieu et à la transformation de ce sens. Nous nous sommes aussi penchés sur des questions de représentation, de perception et de réception, constatant l'importance de l'expérience et de l'interprétation pour le lieu et sa signification au fil de temps. Finalement, nous avons abordé la thématique du conflit de représentation et d'appropriation, parce que les lieux abandonnés engagent des conflits tout particuliers qui nous en disent long sur le lieu et sur son évolution à travers le temps. Dans les prochains chapitres, nous allons tenter d'affiner notre approche, nous concentrant plus précisément sur un cas d'étude, un cas de lieu de l'en-attendant. Ainsi, le présent chapitre servira à faire la transition entre notre cadre théorique et notre cas d'étude. Dans ce contexte, il nous servira tout d'abord à présenter l'objectif ainsi que la problématique de notre recherche. Nous proposons ensuite d'introduire brièvement notre cas d'étude et les limites géographiques et temporelles. Nous allons ultérieurement présenter notre questionnement de recherche ainsi que nos hypothèses avant de dévoiler le détail de notre méthodologie.

2.1 Objectif et problématisation de la recherche

Si notre objet de recherche est la transition du lieu de l'en-attendant, notre objectif de recherche est d'abord et avant tous de définir l'objet qui nous intéresse et d'en comprendre le caractère de manière à saisir sa place dans la ville, mais aussi sa signification et sa raison d'être. Nous avons déjà dit que le lieu abandonné en transition est caractérisé par une perte de sens, mais il reste néanmoins porteur de sens en ce qu'il met en lumière problèmes et questionnements intrinsèques à son territoire d'accueil. Ainsi, nous croyons qu'une étude approfondie de la transition de ce lieu pourrait nous servir d'outil pour mieux saisir la transition plus globale d'un territoire, d'une ville et de la société qui la construit. Ils nous semblent en effet que les lieux de l'en-attendant nous révèlent des vérités sur la ville contemporaine, sur son état actuel et son évolution. Ainsi, plutôt que de les considérer

uniquement dans leur rapport au passé et à l'avenir, nous croyons nécessaire de nous attarder à leur continuité et au détail de leur transition, laquelle reflète bien les problématiques qui se croisent dans une ville à un moment donné. Notre manière d'aborder ces lieux nous en dit long sur le temps présent, sur le sens qu'il revêt et sur sa société d'accueil. Nous avons par exemple déjà mentionné dans la première partie de ce chapitre la croissance récente d'un intérêt pour les friches et autres vestiges de l'époque industrielle et nous croyons cet intérêt révélateur. Groth et Corijn pensent d'ailleurs que cet intérêt met en lumière le besoin criant d'un espace d'appropriation civique (« *need for free zone* ») dans notre société actuelle (2005, p. 520).

Pour introduire notre objet d'étude, nous avons présenté la friche et la ruine moderne comme modèles exemplaires du lieu de l'en-attendant. Selon nous, ce lieu-là est résolument contemporain. Même si la ruine et le bâti abandonné en général existent depuis longtemps, nous avons constaté que la ruine récente se distingue de plusieurs façons de la ruine antique et se rapproche ainsi de la friche urbaine. Il s'agit en effet d'espaces fortement liés à la deuxième moitié du XX^e siècle et au tournant du XXI^e siècle, à la désindustrialisation, au développement technologique et à la démocratisation, telle que conçue depuis la venue des États-Nations. On pourrait peut-être même les qualifier de « postmodernes » tellement ils sont marqués par la vitesse, la reproduction et surtout la fragmentation. Plus encore, ces lieux indéterminés sont fondamentalement porteurs d'un désir de nouveau et d'innovation (pour ne pas dire de *progrès*) qui est davantage lié à la modernité qu'à la condition postmoderne⁶. S'ils sont contemporains, c'est aussi qu'ils sont le produit de caractéristiques propres à notre époque. Ces lieux sont généralement urbains, conséquences d'une époque d'urbanisation massive et de transformation continue. C'est la centralité, le pouvoir et la surabondance de la ville qui les rendent par ailleurs aussi contrariants et distincts. Ils découlent encore de bouleversements qui nous sont, eux aussi, contemporains. Par

⁶ En effet, si la modernité est historiquement liée à cette idée de progrès, la postmodernité est essentiellement une ère de mise en doute dans un contexte de fragmentation des savoirs, des discours, des relations, etc (Lyotard, 1979).

exemple, la friche industrielle est la trace d'un changement économique propre à la seconde moitié du XX^e siècle, mais elle devient aussi un problème actuel dès lors qu'elle se confronte à des mutations urbaines qui nécessitent qu'elle disparaisse ou qu'elle soit transformée. De la même façon, les ruines de notre époque sont bien souvent la trace des guerres et des conflits actuels ou récents. Ces conflits sont toutefois différents de ceux qu'on connaissait auparavant. Non seulement les motivations ont changé, mais les armes utilisées ont aussi beaucoup évolué, transformant par le fait même le type de destruction (Vale et Campanella, 2005). Les nouvelles ruines sont aussi souvent issues de désastres naturels, phénomènes qui semblent nous préoccuper de plus en plus aujourd'hui⁷. La gestion de ces catastrophes humaines et naturelles concerne également de plus en plus d'acteurs, affectant souvent bien plus que le pays concerné (Alexander, 2006; Hendrickson, 2001). De cette manière, on pourrait avancer que ces ruines découlent aujourd'hui de bouleversements globaux, parce qu'ils touchent le monde entier de manière excessivement rapidement. Ce « monde entier » a d'ailleurs accès aux nouvelles internationales à la seconde près. Ainsi, parce qu'il s'agit d'un objet proprement contemporain qui pourrait nous aider à mieux évaluer les transitions urbaines qui y sont liées, il nous semble pertinent d'analyser ces lieux en profondeur.

Parce que nous souhaitons questionner l'entre-deux, entre l'abandon du lieu et sa transformation, de manière à mettre en lumière un présent porteur de sens passé et futur, nous nous intéresserons donc à ces lieux de l'en-attendant. Nous les distinguons des autres lieux abandonnés en transition parce qu'ils restent à l'abandon de manière indéterminée; ce sont des lieux qui semblent devenir avec le temps synonymes d'attente et de latence. Des

⁷ S'il y a toujours eu des catastrophes naturelles dans l'histoire du monde, il ne fait aucun doute que ces dernières nous préoccupent plus aujourd'hui que dans le passé. L'accès à l'information et le développement de nouvelles technologies nous permettent aussi de mieux connaître nos risques et d'appréhender le réel danger qui peut accompagner une débâcle de la nature. Certains pensent également que la fréquence et l'ampleur des catastrophes sont de plus en plus importantes depuis une trentaine d'années (Shaw, 2006). En 2008, l'Emergency Event Database, une base de données alimentée par le Center for Research on the Epidemiology of Disaster (CRED), a enregistré une moyenne de plus de 600 désastres naturels chaque année à l'échelle globale. En 2011, la Munich Re rapportait un total de 950 catastrophes naturelles en 2010.

lieux dont on oublie lentement le passé et dont on n'a aucune idée du futur. Des lieux qui, de prime abord, ne semblent pas résilients. On les remarque parce qu'ils sont lents et immobiles à une époque de grande vitesse. Ils représentent aussi, de cette manière, une impossibilité d'avancer à une époque de *problème solving*; une incapacité de faire consensus à une époque où l'on prêche pourtant la gouvernance et la démocratie.

Parce qu'il se situe souvent au croisement de la dualité mémoire/oubli, le lieu de l'en-attendant nous semble aussi capable de mettre en lumière la façon dont nous concevons aujourd'hui le lieu de mémoire et la régénération des villes. Plus que d'exposer le passé ou l'avenir du territoire, ce lieu de l'en-attendant nous permettrait ainsi de comprendre la dualité et le conflit qui se présente dans la ville entre ces deux temporalités, mettant ainsi en lumière toute complexité de la transition. Puisqu'il est « lieu », le lieu de l'en-attendant signifie et représente, mais puisqu'il est « en attendant », il est aussi marqueur d'instabilité, d'incertitude et d'insécurité. Pour comprendre où va la ville, dans un contexte de transition post-bouleversement, une étude de ce lieu de l'en-attendant nous semble non seulement pertinente, mais nécessaire. À une époque où les territoires urbains sont de plus en plus souvent et rapidement bouleversés et transformés, l'immobilité du lieu de l'en-attendant nous permet peut-être davantage de saisir toute la profondeur et la complexité des changements provoqués. Parce qu'il n'est pas reconstruit ou détruit, le lieu de l'en-attendant nous permet en quelque sorte de contempler le rythme réel du rétablissement. Il nous permet également d'évaluer la résilience du territoire et des citoyens.

Notre intérêt pour ce lieu, dans le contexte de notre projet de thèse, est né d'un attrait premier pour une forme de ruine postcatastrophe qui se distinguait des ruines du temps. Cette ruine était contemporaine, mais elle défiait encore le regard romantique que notre société porte aux ruines antiques. Nous avons aussi constaté que cette ruine-là, n'était pas considérée dans les écrits sur la reconstruction postcatastrophe ni, plus largement, dans les domaines qui s'intéressent à la ville. En effet, si le thème de la ruine n'a cessé d'interpeller les philosophes et les artistes depuis la grande époque des lumières jusqu'à nos jours

(Lacroix, 2007; Makarius, 2004), il semble néanmoins que peu d'ouvrages en études urbaines, mais aussi dans le domaine même de la reconstruction, se penchent sur cet objet plus contemporain du paysage urbain. Nos recherches nous ont pourtant amenés à penser que l'étude de cette ruine, comme lieu de l'en-attendant, nous permettrait de soulever des questions importantes, notamment sur l'impact du temps sur la représentation et l'appropriation du territoire. Plus largement, elle nous permettrait aussi de réfléchir à l'impact de la transition des lieux d'importance sur la mémoire et l'identité. Dans ce contexte, nous avons choisi de développer notre thèse autour d'un cas exemplaire situé à Belgrade en Serbie. Si notre cas d'étude est un cas unique, nous avons toutefois montré que le lieu de l'en-attendant est un phénomène contemporain plus général, que l'on pourrait retrouver ailleurs dans le monde.

Pour terminer, précisons que cette thèse ne s'appliquera pas à fournir des solutions pour l'avenir du lieu de l'en-attendant; il ne s'agira pas de formuler des prescriptions quant au devenir de ces lieux à l'abandon, mais bien de déchiffrer et de mettre en lumière ce qu'ils nous disent. Ainsi, nous poserons un regard analytique et critique sur un phénomène observé dans le but d'en comprendre et d'en articuler les plus intimes fragments. Notre réflexion visera d'abord et avant tout à poser les bonnes questions, étape qui nous semble préliminaire et nécessaire à la proposition de projet. Ce faisant, nous espérons proposer une lecture nouvelle, dépouillée des couches de discours aposées par les acteurs concernés par l'avenir de ces lieux, et qui pourra éventuellement servir d'outil théorique et critique aux acteurs concernés par l'avenir de ces lieux.

2.2 Choix du cas d'étude (limites géographiques et chronologiques)

« Cette grande ville était, paraît-il, depuis toujours ainsi : déchirée, dispersée, comme si elle n'était jamais là, mais toujours en train de devenir, de se faire reconstruire ou réparer. D'un côté elle pousse et croît, de l'autre, elle se fane et tombe en ruines. Toujours elle bouge et se déplace, elle ignore le repos et le silence. Une ville édifiée sur deux rivières, à un endroit surélevé exposé aux vents. »
Ivo Andrić

Pour parler du lieu de l'en-attendant, nous avons choisi décortiquer de manière exhaustive

le cas du Generalštab de Belgrade en Serbie. Quiconque se trouve dans la capitale serbe pour la première fois y rencontre en fait de nombreuses ruines, de nombreux lieux de l'en-attendant. En plus de quelques traces sporadiques de la Seconde Guerre mondiale (pensons notamment aux ruines de l'ancienne foire construite dans l'entre-deux guerre et devenue camps de concentration durant la Seconde Guerre mondiale), on y trouve surtout bon nombre de ruines du bombardement de l'OTAN (1999). Plus de douze ans après le bombardement et la fin de la guerre du Kosovo, qui clôt une décennie de guerres dans la région, bien que la majorité des infrastructures urbaines (routes, transports, ponts, etc.) aient été reconstruites, la grande majorité des bâtiments bombardés restent intouchés. Le bombardement de 78 jours consécutifs ayant été de nature stratégique, le cadre bâti, les infrastructures militaires et gouvernementales, ont été les principales cibles. Aujourd'hui, environ un quart des bâtiments détruits ont été reconstruits. On pense notamment à la tour Ušće, ancien siège du parti communiste acheté par une banque autrichienne au lendemain de la guerre, et à la tour de télévision d'Avala, important repère urbain en périphérie de la capitale⁸. Le reste des bâtiments demeure partiellement ou entièrement détruit. Cela dit, toutes ces ruines ne sont pas aussi visibles les unes que les autres. Dans le centre-ville, trois ruines sont encore en évidence : le Secrétariat fédéral des affaires internes, le bâtiment de la Télévision et Radio Serbie et le Generalštab. Le premier, dont la dernière crise économique aurait ralenti la reconstruction, attend son sort, enveloppé d'une grande banderole publicitaire. Le second, d'une architecture modeste, est relativement bien dissimulé entre un grand parc réaménagé et un quartier résidentiel. Le dernier, le Generalštab, devient en quelque sorte la figure de proue du Belgrade bombardé.

La présence de ces ruines figure une dualité profonde entre le passé et l'avenir que l'on reconnaît partout dans la capitale serbe. Principalement dû à son double statut de capitale (de la Yougoslavie et de la Serbie), Belgrade subit peut-être plus gravement la transition

⁸ Notez que le chapitre 3 inclut de nombreuses photographies qui permettront au lecteur de visualiser Belgrade et les bâtiments dont il est ici brièvement question.

profonde que l'on observe dans toutes les grandes villes d'Europe de l'est (à la suite de la Guerre froide) et d'ex-Yougoslavie (à la suite du démantèlement). Alors que cette transition autant politique et économique qu'idéologique est d'une lenteur remarquable, il est intéressant de constater que cette Belgrade en transition, tout comme le lieu de l'en-attendant, tanguent entre le passé et le futur. D'un côté, la ville est un centre culturel en ébullition⁹ et de l'autre, elle garde les traces des guerres et des conflits qui l'ont marquée tout au long du XX^e siècle, époque au cours de laquelle elle se construit également une identité nationale et moderne. C'est ce contexte belgradois, que nous aurons le loisir de présenter dans la deuxième partie de la thèse, qui nous servira d'objet principal de recherche et d'étude de cas.

Dans le cadre de notre thèse, nous proposons en effet de faire l'étude du cas du Generalštab de Belgrade (quartier général militaire et ministère de la Défense nationale) bombardé par l'OTAN en 1999. Près de 15 ans après la dernière guerre des Balkans, ce bâtiment est toujours en ruine, abandonné, en plein cœur de la capitale serbe. Ainsi, il s'agit là d'un cas exemplaire de lieu de l'en-attendant. Depuis le bombardement qui l'aura laissé partiellement en ruine, le bâtiment s'est certes trouvé au cœur d'une controverse importante qui se poursuit aujourd'hui, mais son statut reste actuellement indéterminé. Cette controverse, comme nous le verrons dans le détail dans la seconde partie, concerne principalement la patrimonialisation de la ruine et son futur. En effet, en 2004, l'Association des architectes de Belgrade (AAB) a mis sur pied une demande de protection du bâtiment. L'Institut républicain ainsi que l'Institut municipal de protection du patrimoine se sont également mobilisés et le ministère de la Culture a finalement signé, en 2005, un avis stipulant la protection officielle du bâtiment. En 2007, la Direction des propriétés de la République de Serbie (le propriétaire) affirmera toutefois, par l'intermédiaire des médias,

⁹ À partir des années 2000, la ville de Belgrade se développe en effet une étiquette de ville festive. Elle est prisée principalement pour son ambiance festive et sa vie culturelle. Comme nous le verrons dans le détail au cours du chapitre 3, plusieurs articles et autres ouvrages ont d'ailleurs souligné cette nouvelle vague culturelle (voir notamment *Lonely Planet*, 2009).

vouloir faire une demande pour que cette protection tombe. L'institution affirme alors avoir l'appui du Ministère de la Défense et de l'Armée (le locataire). Cette déclaration continuera d'alimenter le débat et depuis, les journaux ont sporadiquement parlé du Generalštab : devrait-il être reconstruit ou détruit? Pourquoi cette protection? Pourrait-elle empêcher la vente du terrain? Entretemps, le Generalštab est devenu un sujet de plus en plus visible dans la recherche et les écrits en architecture (voir notamment Kulić, 2009a, Matejić, 2012 et Nikolić, 2012).

Notre thèse s'intéresse donc au lieu lui-même, mais surtout aux perceptions qui lui donnent son sens et aux conflits qui semblent nourrir l'en-attendant depuis 1999. Parce que nous nous intéressons davantage à l'en-attendant qu'à l'avant ou à l'après, nous allons aussi nous concentrer sur la période de 1999 à nos jours. Puisque l'en-attendant est marqué par l'histoire et l'avenir, nous allons toutefois nous assurer de contextualiser notre cas d'étude de manière à dresser un portrait complet et détaillé. Au cours de la période choisie, plusieurs événements, plusieurs déclarations et plusieurs projets sont venus nourrir l'imaginaire de ce lieu. La protection du bâtiment en 2005 est certes devenue un point central du débat public qui entoure le bâtiment. Nous avons initialement terminé notre collecte de donnée en décembre 2011. En janvier 2013, les médias belgradois ont toutefois annoncé qu'un investisseur des Émirats arabes s'était montré intéressé à construire sur le terrain du Generalštab, relançant ainsi le débat. L'année suivante, les journaux propagèrent des rumeurs insinuant que le propriétaire immobilier Donald Trump pouvait éventuellement prendre le projet à la place du Cheik Muhamed ben Zajed des Émirats arabes. Cette rumeur n'a jamais été confirmée, mais au printemps 2014, les propriétaires du bâtiment ont procédé à un « nettoyage » du territoire bombardé, détruisant ainsi le hall du bâtiment A au passage et en avril 2014, on annonça encore une fois la destruction du complexe dans la prochaine année. Une évaluation de la gestion de ces dernières nouvelles par les acteurs que nous avons déjà interrogés nous permettra d'ajouter certaines réflexions à notre étude. C'est aussi pour cette raison que nous avons choisi la période de 1999 à nos jours plutôt qu'à 2011, appréhendant certains faits saillants dans les derniers mois de la thèse.

2.3 Questions et hypothèses de recherche

2.3.1 Questions et hypothèses générales de recherche

Dans une volonté de définir et de comprendre un lieu abandonné en transition, qui semble aussi être un produit de la ville contemporaine et qui, de cette manière, pourrait nous aider à en saisir certaines particularités, **notre question générale de recherche concerne principalement le lieu de l'en-attendant.**

Nous pensons que ce lieu en est un à part entière, essentiel à une meilleure lecture des villes en mutation parce que révélateur de l'espace-temps passé, présent et futur à la fois. Dans ce contexte, nous chercherons à établir comment le penser, le comprendre et le déplier. Nous nous demanderons quelles en sont les caractéristiques, mais aussi les conséquences. Qu'est-ce qui explique un tel temps d'arrêt et quelles pistes nous donne-t-il pour appréhender son futur? Il sera donc question ici d'apprendre à lire le lieu de l'en-attendant en portant une attention particulière à l'évolution du sens du lieu et à l'impact du temps dans ce processus.

Dans ce contexte, **nous soumettons l'hypothèse que le lieu de l'en-attendant n'est pas seulement un lieu de l'abandon; il ne concerne pas seulement le passé ou le futur, mais il est l'amalgame d'une multitude de sens qui se superposent et se confrontent dans le temps.** Il serait donc fondamentalement entre-deux, latence, attente en même temps qu'il est le lieu de toutes les possibilités. Cet espace-temps, cet entre-deux, n'est pas souvent exploré et nous souhaitons, par notre questionnement, l'inscrire dans les travaux de recherche sur les villes et, plus particulièrement, mettre en lumière la dualité fondamentale entre la gestion du passé et celle de l'avenir des villes.

Pour mieux développer cette question principale de recherche, **nos sous-questions concernent à la fois la représentation/perception et le temps.** Notre cadre théorique et notre étude empirique des lieux abandonnés en transition nous permettent de constater que le lieu de l'en-attendant est au croisement de multiples représentations et perceptions.

On note d'ailleurs que ces différentes interprétations du lieu sont le plus souvent au centre de conflits de représentation et d'appropriation.

Ainsi, dans un premier temps, nous nous demanderons comment la perception influence le lieu, sa signification, son état actuel et son futur?

Dans ce contexte, nous aborderons aussi la question des conflits qui se tissent à diverses échelles et qui sont intrinsèquement liés à ces perceptions et représentations du lieu.

Puisque ces différentes perceptions évoluent dans le temps, nous nous demanderons ensuite, comment le temps affecte à la fois la perception elle-même, le bâtiment et le discours sur le bâtiment?

Ainsi, nous aborderons la manière dont les conflits de représentation se complexifient inévitablement avec le temps.

2.3.2 Questions et hypothèses spécifiques de recherche

Pour mesurer notre hypothèse générale, nous avons choisi de nous attarder au cas du Generalštab de Belgrade. Afin de retracer les perceptions et les visions qui sont au cœur du conflit, nous nous pencherons plus spécifiquement sur les différents discours publics qui ont participé à construire le sens du lieu depuis 1999 jusqu'à nos jours. Le Generalštab nous semble répondre au critère du lieu de l'en-attendant et cette étude de cas nous permettra d'évaluer quels sont les aspects propres à ce lieu qui expliquent l'en-attendant. **Notre question spécifique de recherche est ainsi en continuité avec notre question générale, mais elle s'applique plus précisément à notre cas d'étude.**

Il sera donc question de déceler en quoi le Generalštab est un lieu de l'en-attendant et comment il se distingue des autres lieux abandonnés. Les questions suivantes seront posées : quelles sont les caractéristiques de ce haut lieu belgradois? Quelles sont les conséquences de l'en-attendant? Qu'est-ce qui explique un tel temps d'arrêt? Quelles pistes nous donne-t-il pour appréhender le futur du Generalštab?

Notre hypothèse est que le Generalštab se distingue des autres lieux à l'abandon : il se rattache certes à un passé disparu, mais il est également le lieu de plusieurs possibilités futures qui se superposent et se confrontent dans le temps. Le cas du Generalštab répond à une condition fondamentalement contemporaine et s'avère ainsi extrêmement révélateur de la situation actuelle de Belgrade.

Dans un deuxième temps, à l'image de nos sous-questions principales, **nos sous-questions spécifiques de recherche concernent principalement la représentation/réception du Generalštab ainsi que la problématique temporelle qui l'entoure.** Pour évaluer l'impact des représentations et perceptions sur le lieu à l'étude, nous analyserons dans le détail les perceptions du lieu à l'étude ainsi que les conflits de représentation à travers le temps. Pour ce faire, nous nous pencherons plus particulièrement sur la perception des acteurs qui se prononcent, ou se sont prononcés, *publiquement*, au sujet du Generalštab depuis 1999. À travers une première lecture d'articles de journaux, nous avons d'emblée déterminé des acteurs publics, travaillant pour différents paliers gouvernementaux.

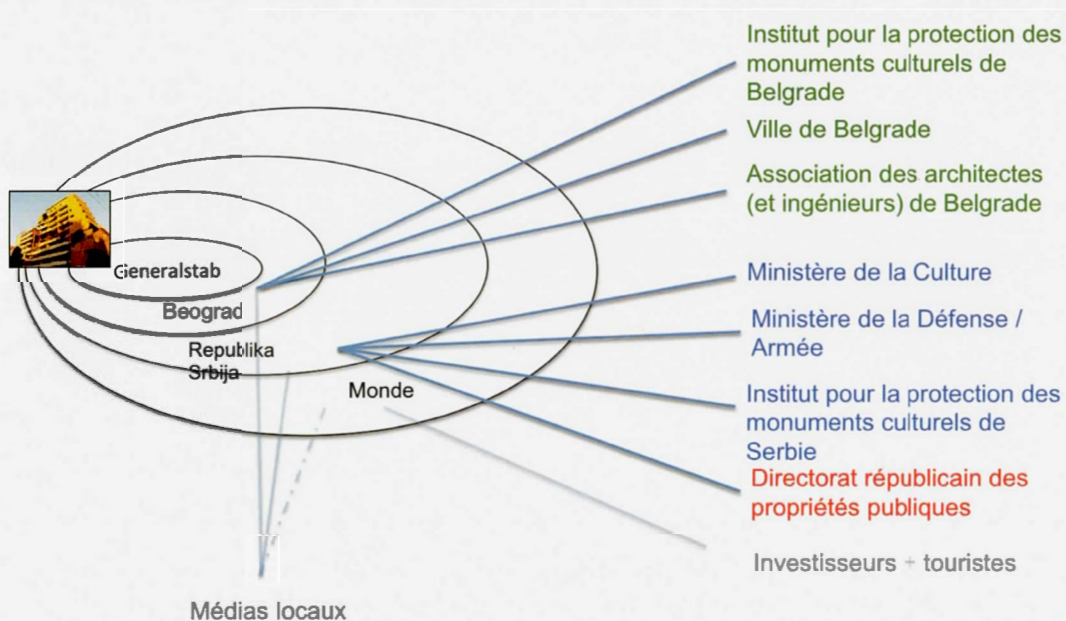


Figure 2.1 : les différentes institutions impliquées dans le débat entourant le Generalštab. Source : Taiika Baillargeon, avril 2011.

Nous émettons l'hypothèse que cette étude de cas nous révélera une multiplication des perceptions et représentations du lieu et que cette multiplication est à la base du conflit qui nous intéresse. En effet, à travers une première exploration d'articles de journaux locaux concernant le bâtiment et les conflits qu'il génère, nous avons constaté qu'il existait une opposition de base entre sa préservation et sa démolition. Les écrits portant sur le Generalštab nous laisse toutefois croire qu'il y aurait bien plus que deux positions idéologiques dans ce conflit. En effet, différents articles scientifiques publiés dans les dernières années (pensons notamment à Kulić, 2009a et à Marković, 2012) nous amènent à penser que plusieurs facteurs expliquent l'appréciation ou la dépréciation du Generalštab. À titre d'exemple, la figure 2.2 nous dévoile certains de ces facteurs (pourquoi?) qui sont tirées d'articles de quotidiens et scientifique et qui constituent une première interprétation pré-terrain.

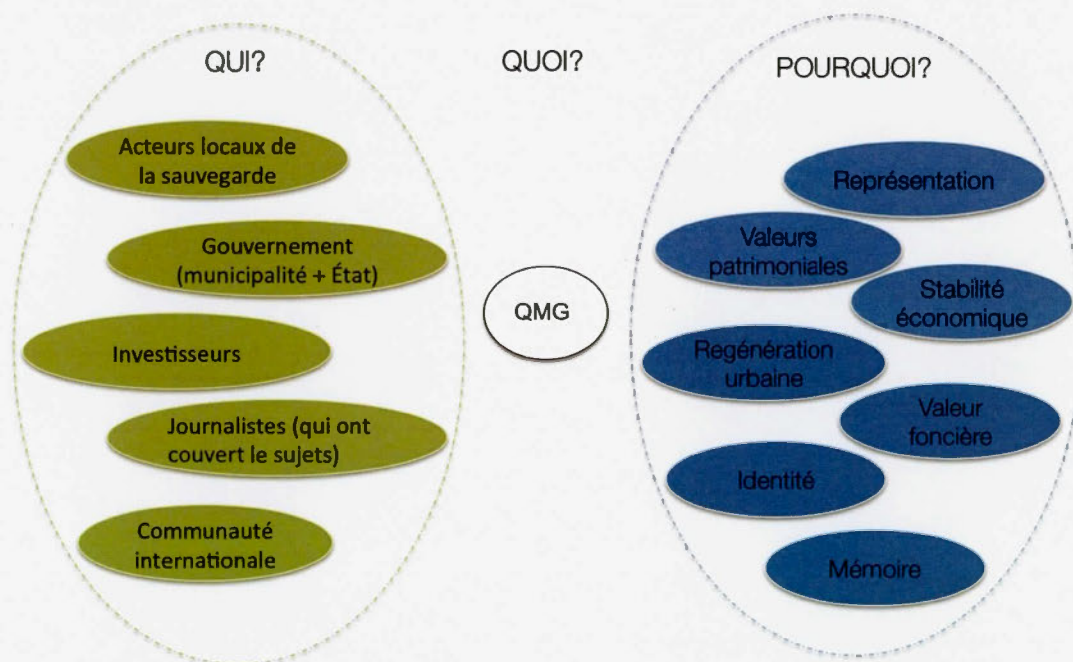


Figure 2.2 : acteurs et perceptions. Source : Taïka Baillargeon, mars 2010.

Le conflit qui se construit autour du Generalštab n'est donc pas simple et il ne se base pas uniquement sur une opposition entre préservation et démolition. De la même façon, les

raisons derrière la position de chacun des acteurs sont fort différentes, influencées par des perceptions et des représentations différentes du complexe et de sa signification. La figure 2.3 sert à démontrer comment chaque acteur a lui-même différentes raisons de percevoir le complexe d'une manière ou d'une autre. Le choix des raisons et des acteurs proposés ici est basé sur une première exploration des articles de journaux, mais ce tableau sert principalement d'exemple et n'est pas définitif. La figure montre également que les acteurs (ici l'Institut pour la protection des monuments culturels, l'Armée serbe, l'Association des architectes de Belgrade et la Direction des propriétés de la République de Serbie – DPRS) peuvent créer et entretenir des relations ensemble, lesquelles peuvent aussi influencer les perceptions.

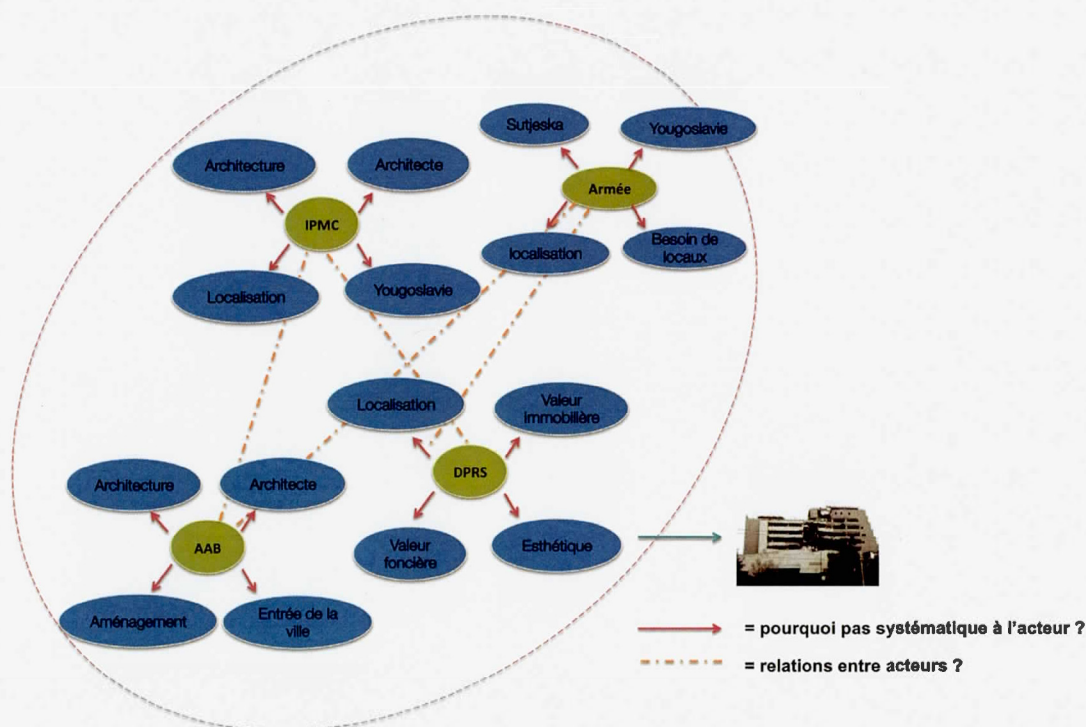


Figure 2.3 : opérationnalisation de la première sous-question de recherche. Source : Taïka Baillargeon, février 2013.

Nous serons en mesure de vérifier notre sous-hypothèse en évaluant comment les acteurs des conflits à l'étude se représentent le Generalštab : Comment perçoivent-ils le passé du

lieu et que souhaitent-ils comme futur? Quelles sont les valeurs promues et quelles lectures ont-ils de leurs intérêts fondamentaux?

Dans un deuxième temps, nous nous questionnerons sur la portée du temps (du long-terme) sur le lieu à l'étude, sur les représentations à son endroit et sur son futur potentiel.

Nous proposons l'hypothèse que le temps agit ici comme facteur de complexification alors que la transition se fait de plus en plus longue et que ce « long terme » participe à faire du lieu de l'en-attendant un lieu tout à fait unique. La figure 2.4 illustre cette deuxième sous-hypothèse en présentant la façon dont les perceptions évoluent dans le temps.

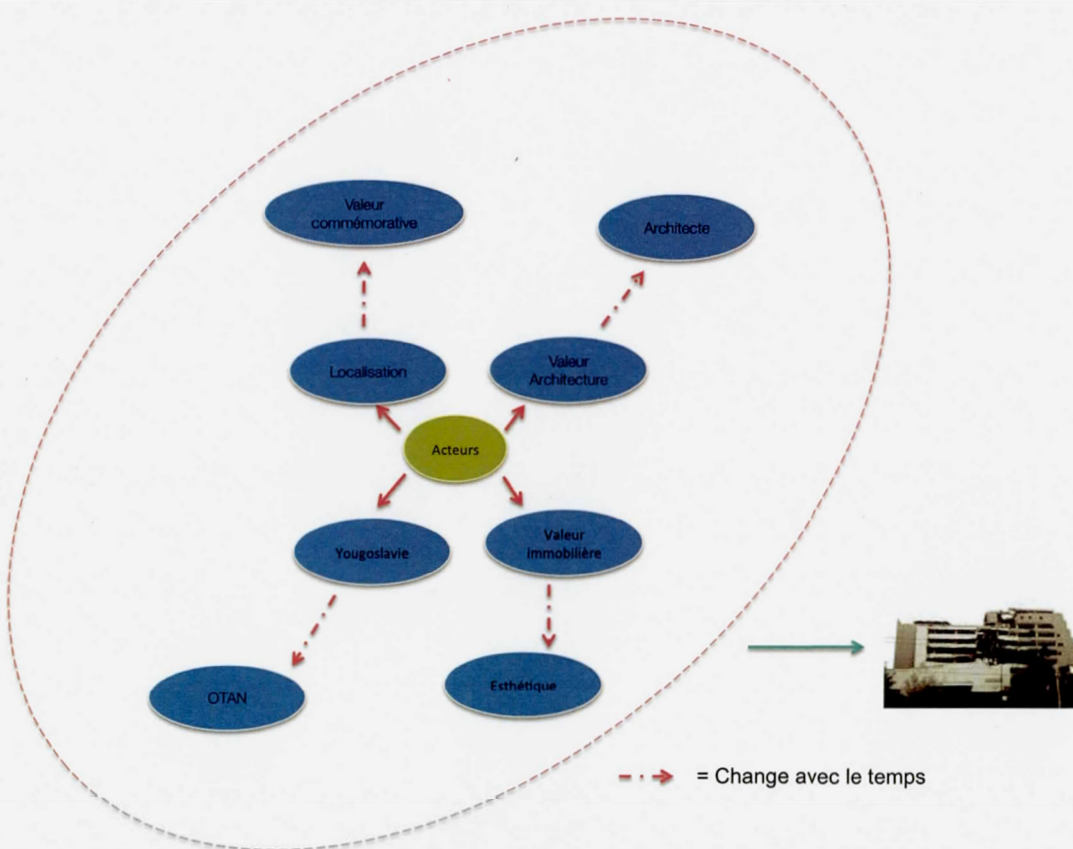


Figure 2.4 : opérationnalisation de la deuxième sous-question de recherche. Source : Taïka Baillargeon, février 2013.

2.4 Approche méthodologique

Afin de répondre à ces questions et de vérifier nos hypothèses, nous avons choisi une approche méthodologique qualitative¹⁰. Selon Creswell, la recherche qualitative est une approche qui permet d'explorer et de comprendre comment les individus ou les groupes conçoivent un problème d'ordre social (Creswell, 2009, p. 4). Il ajoute encore qu'il s'agit d'une méthode qui tend généralement à décortiquer la complexité d'une situation ou d'un phénomène : « *Those who engage in this form of inquiry support a way of looking at research that honors an inductive style, a focus on individual meaning, and the importance of rendering the complexity of a situation* » (Creswell, 2009, p. 4). Comme nous nous intéressons précisément au sens que l'on donne au lieu de l'en-attendant de manière à déplier la complexité d'un phénomène, il va sans dire que notre recherche doctorale cadre parfaitement avec cette approche. Comme nous l'avons mentionné, l'analyse de notre cas d'étude se fera aussi à travers un examen de l'évolution des perceptions concernant le Generalštab depuis son bombardement en 1999 jusqu'à nos jours. Or, depuis son bombardement, ce sont principalement des experts (architectes, urbanistes, ingénieurs, militaires) qui se sont intéressés au complexe militaire et qui ont pris part au débat à l'étude. Dans ce contexte, nous avons choisi de tenir compte du discours des experts qui se sont publiquement prononcés au sujet de l'avenir du Generalštab (principalement dans les journaux) et qui, de cette manière, ont participé au débat entourant l'avenir du complexe. Nous nous sommes demandé : comment les participants interprètent-ils le bâtiment à l'étude? Pourquoi ont-ils cette vision? Comment en sont-ils venus à cette vision? Comment cette perception influence-t-elle la prise de décision ou la position dans le débat? Comment les participants se perçoivent-ils et comment perçoivent-ils les autres acteurs impliqués dans le débat qui entoure le Generalštab? Ces questions que propose Ian Dey (1993) sont d'ailleurs fondamentales à l'étude qualitative. Pour répondre à ces questions, cette analyse

¹⁰ Cette recherche doctorale a été approuvée par le Comité d'éthique de la recherche avec des êtres humains du département d'Études urbaines et touristiques de l'ÉSG – UQAM (voir appendice 1a).

se base principalement sur deux types de données primaires : entrevues semi-dirigées et articles de journaux locaux. Nous tenons également compte des différents documents publics générés par les participants aux entrevues, mais il s'agit là de données secondaires qui serviront surtout à reconstruire le contexte de notre cas d'étude de manière exhaustive. Dans cette partie du chapitre 2, nous présenterons la méthodologie de travail pour cette thèse. Parce qu'il s'agit d'une recherche inductive qui s'est d'abord entamée de façon informelle, lors de nombreux voyages sur le terrain, nous proposons d'abord de raconter cette rencontre avec la culture serbe, avec Belgrade et avec le Generalštab. Nous entrerons ensuite dans le détail de la méthode, explicitant les étapes de la collecte ainsi que le recensement des données. Dans ce contexte, il sera également question des critères de sélection des participants à l'étude et des articles choisis. Nous présenterons ensuite la démarche d'analyse qualitative avant de finalement exposer les biais et les limites possibles de la méthode.

2.4.1 Expérience belgradoise¹¹

Ce projet doctoral est né d'une première rencontre décisive avec la ruine d'un bâtiment à Belgrade en avril 2007. Je m'étais alors retrouvée dans la capitale serbe sans trop le vouloir et sans trop savoir à quoi il fallait s'attendre. C'est sur un air populaire du chanteur Zdravko Colić (la balade *April u Beogradu – Avril à Belgrade*), que j'avais, ce printemps-là, déambuler dans les rues chaotiques et polluées de la ville blanche (*beo* signifie blanc et *Grad*, ville). En marchant sur ce que je croyais être la rue des ambassades, Knez Miloš, j'étais alors passée devant le Generalštab, bombardé par l'OTAN en 1999. Je m'étais arrêtée pour observer ces ruines magistrales. Il fallait rester en retrait, car le complexe est surveillé par des militaires qui empêchent les touristes de photographier le bâtiment¹². La présence de cette immense

¹¹ Pour faciliter la lecture de cette partie plus personnelle, nous préférons temporairement passer à la première personne du singulier.

¹² Notons qu'il s'agit là d'une pratique commune puisqu'il est interdit de photographier les infrastructures militaires dans bon nombre de pays.

ruine au centre-ville de la capitale serbe me laissa sans voix. En fait, le bâtiment n'est pas qu'un simple bâtiment, il s'agit d'un complexe d'environ 50 000 m² occupant deux quadrilatères importants au croisement des rues Knez Miloš (ou Knez Miloš) et Nemanjina (nommé d'après deux personnages historiques importants, le prince – *Knez* – Miloš Obrenović et le souverain Stefan Nemanjina). Le complexe est aussi en ruine (ou du moins considérablement détruit) depuis les bombardements de l'OTAN sur Belgrade en mai et avril 1999. Depuis 1999, cette construction monumentale reste là, comme à l'abandon, alors que les locataires ont quitté la plus grande partie du complexe et que le site, entouré d'une clôture de bois, est gardé par des soldats. Si son rapport aux guerres des Balkans, des guerres ethniques et territoriales reconnues pour leur cruauté, participe à notre malaise, le fait que le complexe soit à l'abandon depuis plus de dix ans en plein cœur du centre-ville est tout aussi étonnant (Baillargeon, 2009). Cette première rencontre fut donc le moteur de tout un questionnement portant d'abord sur la ruine contemporaine, puis sur la portée du temps qui passe et sur les raisons d'être de l'abandon dans une ville qui ne cesse pourtant pas de se développer.

Je suis retournée à Belgrade en octobre de la même année. Le journal *Simulacrum* de la faculté des Arts de l'Université d'Amsterdam m'avait demandé d'écrire un article sur Belgrade pour un numéro spécial sur la transformation urbaine (Baillargeon, 2008). J'avais profité de cette deuxième visite pour mieux visiter la ville et pour rencontrer quelques architectes afin de discuter du développement de Belgrade. C'est en écrivant ce court article que j'ai entamé une réflexion qui s'est finalement concrétisée dans l'écriture de cette thèse. À l'été 2008, j'ai décidé de retourner à Belgrade dans le but de suivre un cours de serbo-croate intensif. J'habitais alors à Vračar, vieux quartier en bordure du centre-ville, et j'ai profité de mon séjour pour arpenter la ville, du centre jusqu'à la périphérie sans oublier ses fameuses banlieues informelles¹³. Durant ce séjour, j'ai pu entretenir mes liens avec

¹³ Nous parlerons plus longuement des banlieues informelles de Belgrade au chapitre 3. Notez toutefois que ces dernières se sont d'abord développées en périphérie de la capitale serbe au lendemain de la Seconde Guerre

quelques architectes que j'avais déjà rencontrés, alimentant toujours ma réflexion première sur le développement de la ville dans un contexte de transition politique, économique et idéologique. Ce séjour à Belgrade s'est suivi d'un court séjour à Sarajevo. Je pensais alors que dans l'éventualité où je poursuivrais cet intérêt pour la capitale d'ex-Yougoslavie, il ne suffirait pas de connaître seulement Belgrade, il faudrait également connaître toute la région des Balkans. C'est principalement pour cette raison que je suis retournée à Belgrade à l'été 2010. Ce court séjour d'une semaine, a été suivi d'un voyage de cinq semaines dans différentes villes d'ex-Yougoslavie. Dans ce contexte, j'ai visité le Kosovo, le Monténégro et la Croatie avant de retourner en Bosnie Herzégovine pour visiter Mostar et revoir l'accueillante Sarajevo. Durant ce voyage, je me suis non seulement familiarisée avec l'histoire, la langue et la culture de ces différents pays et de la Yougoslavie, mais avec leur architecture.

2.4.2 Données primaires et secondaires

Je suis finalement retournée à Belgrade à l'automne 2011 pour un séjour de trois mois qui m'a servi à faire mon travail de collecte de données. J'y ai conduit la majorité de mes entrevues, j'ai effectué mon travail de collectes d'articles et j'ai également, de manière plus informelle, conduit plusieurs observations dans les différents sites de ruines de la ville. Finalement, pendant mon séjour, différents acteurs de la scène architecturale de Belgrade ont été rencontrés. J'ai aussi eu l'occasion d'assister à différents colloques et à une consultation publique. Dans ce contexte, j'ai suivi de près les événements du centre culturel REX qui propose un programme fort varié autour des questions de mémoire et d'identité, mais aussi de l'architecture et la planification urbaine. J'ai assisté au colloque « *Unfinished modernisations* », organisé par Vladimir Kulić et Maroje Mrduljaš, qui se tenait à Split (Croatie) du 7 au 9 octobre. De cette manière, ces colloques m'ont permis d'échanger au

sujet de l'architecture moderne en ex-Yougoslavie et de son développement à travers les dernières décennies. J'ai finalement assisté à une consultation publique de la municipalité de Vračar portant sur le réaménagement de l'architecture moderne à Belgrade et plus particulièrement à Vračar, la municipalité étant la première à entreprendre un tel projet de revalorisation et de régénération à Belgrade.

2.4.2.1 Entrevues ouvertes

Dans le cadre de cette recherche doctorale, deux types de données ont été collectés. Dans un premier temps, 18 entrevues ont été réalisées (entre 30 min et 1 h 30)¹⁴. Ces entrevues étaient semi-dirigées et préparées, selon Blanchet et Gotman (1992), de manière à ce que « les données produites puissent être confrontées aux hypothèses » (Blanchet et Gotman, 1992, p. 46). Les questions étaient formulées de manière à ce que les entrevues puissent permettre d'évaluer le sens du lieu pour les participants, en tenant compte du facteur temporel, mais aussi de l'environnement (c'est-à-dire des autres bâtiments bombardés à Belgrade). Pour éviter d'influencer les discours, des questions ouvertes et neutres étaient posées : « *What does the building means to you, when you run into it in the city?* » (voir le questionnaire en annexe 1a¹⁵). Afin d'éviter de diriger la discussion, l'objet de recherche était abordé de manière simple et impartiale, permettant ainsi aux participants de révéler leur propre impression. Pour assurer que toutes les temporalités de son histoire soient abordées, les participants racontaient l'histoire du bâtiment, de sa création à sa destruction. Ils ont aussi parlé des débats qui entourent actuellement sa protection. Ces questions m'ont ainsi permis d'aborder les aspects que je souhaitais soulever, en m'assurant que les

¹⁴ Avant chaque entrevue, les participants ont tous signé un formulaire de consentement (voir appendice 1b). L'annexe 2 comprend un tableau présentant les différents acteurs interrogés.

¹⁵ Il est à noter que le questionnaire inclut deux sous-questions sur l'influence du tourisme et de l'Union européenne dans le cas à l'étude. J'ai choisi de ne pas poser ces questions pour éviter d'influencer les discours dans un contexte où je n'étais pas certaine que ces éléments aient effectivement eu quelque influence. Finalement, dans les entretiens comme dans les articles de journaux locaux, aucun acteur concerné n'a mentionné l'Union européenne, mais quelques-uns ont souligné la valeur touristique du bâtiment à l'étude (voir chapitres 4 et 5).

participants avaient la liberté de parler de ce qu'ils considéraient eux-mêmes comme important au sujet de l'objet de recherche (voir le questionnaire en annexe 1a).

Le critère de sélection des acteurs était leur « prise de parole » (orale ou écrite) publique au sujet du Generalštab depuis 1999. En effet, c'est à travers différentes interventions publiques que ces derniers ont exposé leurs avis et leurs appréhensions. De cette manière, parce qu'ils ont été lus ou vus (dans le contexte d'un projet d'exposition), leur perception a ainsi participé d'une manière plus ou moins forte à construire le sens du lieu. Je pensais initialement m'intéresser seulement aux acteurs politiques qui avaient participé aux débats sur la protection du bâtiment, afin de regrouper tous les acteurs qui avaient un pouvoir potentiel de permettre sa transformation. Mais, je me suis toutefois vite aperçue, au fil des entrevues et de la lecture des articles de journaux locaux, que certains acteurs de poids n'étaient pas ou peu publicisés et que des acteurs « apolitiques » avaient également participé à construire les perceptions du lieu à travers des publications ou des présentations publiques. D'une certaine manière, je considère avoir recruté ceux que Fabienne Chevalier (dans Klein et Louget, 2002) appelle « les émetteurs de jugement ». Dans son chapitre sur la réception de l'architecture comme méthode, Chevalier définit cette catégorie d'acteurs comme étant nombreuse et hétérogène. Il s'agit également là d'un réseau de jugements hétérogènes qui vont souvent évoluer dans le temps :

Ce réseau complexe de jugements est l'un des traits particuliers de l'architecture; ils sont émis à différents stades du projet, de la réalisation et de la vie des édifices, et, partant, ils sont par nature enclins à des modifications dans la durée. Il existe souvent une distorsion entre les jugements émis par ces différents types d'acteurs. Ainsi, des bâtiments mis en exergues par la critique, mais décriés par leurs utilisateurs au quotidien. De telles distorsions mettent aussi en œuvre les réseaux locaux et internationaux, dont les jugements peuvent parfois venir en contradiction et mettre au jour des conflits de sens attribués aux œuvres. (Chevalier dans Klein et Louget, 2002, p. 48)

Bien que la plupart des acteurs impliqués soient affiliés à différentes institutions, il faut toutefois noter qu'une majorité d'entre eux sont architectes ou provient de domaines connexes (histoire de l'art, ingénierie). On peut conclure qu'il s'agit d'un débat d'experts, ce qui teinte certainement les représentations et les discours analysés. Il aurait certainement été intéressant de considérer ici l'opinion publique, mais les citoyens ne se sont jamais

mobilisés pour prendre position au sujet du complexe à l'étude. Pour cette raison, j'ai fait le choix de ne pas les inclure dans la recherche.

Pour recruter ces acteurs, j'ai procédé de trois manières. Dans un premier temps, j'ai recensé les institutions dont on faisait mention dans les articles de journaux concernant le Generalštab et son futur : le ministère de la Défense de Serbie, le ministère de la Culture de Serbie, la Direction des propriétés de la République de Serbie, l'Institut pour la protection des monuments culturels de Serbie, l'Institut pour la protection des monuments culturels de Belgrade et le Secrétariat de l'urbanisme et de la construction. J'ai ensuite contacté ces institutions qui ont participé aux débats concernant la protection du bâtiment afin qu'ils me renvoient aux individus responsables de ce dossier. Finalement, j'ai procédé par méthode « boule de neige » en demandant aux participants de me référer à d'autres individus. Initialement, j'avais prévu poser une question à cet égard en entrevue, mais je me suis aperçue assez rapidement que je n'aurais pas toujours le temps de fonctionner de cette manière. En effet, j'ai rencontré certains des participants seulement à la fin de mon séjour à Belgrade. Il est d'ailleurs à noter que pour des raisons de disponibilités, deux entrevues ont été faites par Skype et deux autres entretiens ont eu lieu aux États-Unis. Les entretiens Skype profitaient d'un support audiovisuel, me permettant de tenir compte des attitudes et gestes des participants pendant l'entretien. J'ai généralement abordé la question des références au cours des premiers contacts avec les institutions et avec les participants, le plus souvent par courriel. Cette technique a également permis d'identifier des acteurs qui n'étaient pas nécessairement impliqués au débat sur la protection du bâtiment, mais qui à travers diverses productions avaient publiquement divulgué leur perception du bâtiment.

Malgré les différentes techniques utilisées, le recrutement à Belgrade n'a pas été chose facile. Dans un premier temps, aucune des institutions identifiées à priori par l'entremise des articles lus dans les journaux locaux n'ont répondu à l'appel (je parle ici des deux Instituts de protection du patrimoine, de l'Armée serbe, de la Direction des propriétés de la République de Serbie, du Département d'urbanisme de la ville de Belgrade, de l'Institut

d'urbanisme de la ville de Belgrade, du Bureau de l'architecte de la ville de Belgrade, de l'Association des architectes de Belgrade et du ministère de la culture de Serbie). Certains m'ont répondu par des réponses vagues, m'indiquant qu'ils allaient me tenir informée de l'avancement de la demande alors que d'autres ne répondaient simplement pas. En contrepartie, les participants qui m'avaient été recommandés par des contacts ou amis ont très généralement accepté dès le premier contact. Après deux tentatives écrites, j'ai choisi de me présenter en personne dans les institutions où il était possible de le faire. Cette méthode a été bien accueillie et s'en est suivie une aide très précieuse. Par contre, il m'a été absolument impossible de me présenter dans les institutions fédérales sans préavis. C'est donc souvent le contact avec d'autres participants qui a permis l'avancement de certains dossiers. Quelques tentatives sont pourtant restées infructueuses : certains acteurs politiques n'ont jamais répondu à mon appel et d'autres ont simplement refusé de participer sans indiquer la raison de ce choix. Dans ce contexte, notons que je ne suis jamais parvenue à rencontrer de représentant de l'Armée, du ministère de la Défense, du ministère de la Culture et de la Direction des propriétés de la République de Serbie. Le ministère de la Défense a certes répondu à mes nombreuses tentatives de communication, mais je n'ai jamais été en mesure d'obtenir un rendez-vous. Il semblerait que la lourde bureaucratie qui régit cette institution soit au cœur du problème. Les différents représentants que j'ai contactés dans les trois autres institutions ne m'ont jamais répondu ou rappelé. C'est dans ce contexte que j'ai choisi d'inclure les articles de journaux qui portaient sur le Generalštab dans l'analyse. En effet, à partir de lectures des journaux locaux, je m'étais aperçue que si ces acteurs ne désiraient pas participer à l'étude, ils s'étaient toutefois largement exprimés par le biais des médias.

En ce qui concerne ces entrevues, certains aspects avaient initialement le potentiel de comporter des biais auxquels j'ai dû trouver quelques solutions ou dont j'ai tenu compte lors de mon analyse. Dans un premier temps, les acteurs que j'ai identifiés appartiennent à différents groupes d'experts. Ainsi, il était essentiel d'utiliser une terminologie neutre et accessible (par opposition à une terminologie plus technique). Dans un deuxième temps, il

s'agit d'une étude qui prend place dans un petit milieu, où tous les acteurs pouvaient potentiellement se connaître. Dans ces circonstances et dans un contexte où j'appréhendais qu'il y ait des relations conflictuelles entre certains acteurs, je me suis assurée de toujours rester détachée lors des entrevues. C'est aussi pour cette raison que j'ai choisi de ne pas procéder uniquement par méthode « boule de neige » pour recruter les participants. J'ai aussi choisi d'offrir l'anonymat à tous les participants, et ce, même s'ils s'étaient déjà exprimés publiquement dans les médias. J'ai finalement garanti à tous les participants que les noms mentionnés en entrevues demeureraient confidentiels, donc censurés de la thèse, afin de ne pas davantage aviver les conflits. Lors de la présentation du projet et durant les entrevues, je suis également restée détachée quant au débat qui entoure la protection du bâtiment, ne prenant jamais partie. Il faut toutefois mentionner que si j'avais appréhendé que les participants soient sensibles à ces questions d'anonymat, la plupart d'entre eux se sont plutôt affirmés tout à fait détachés, questionnant le plus souvent la nécessité de telles mesures de protection.

Afin de maintenir l'anonymat, j'ai tout de même donné un code à chaque participant. Ce dernier indique la catégorie du participant, son sexe, son âge, son statut professionnel et son lieu de résidence (ex. : a001/m/50-69/architecte/S). C'est seulement à la suite des entretiens que j'ai choisi d'ajouter le lieu de résidence du participant : quatre participants (trois dans la catégorie C et un dans la catégorie D) vivent maintenant aux États-Unis. Cette donnée m'a semblé importante puisque ces derniers semblent avoir un recul par rapport à la situation politique du pays. Ils sont également davantage critiques envers la Serbie, notamment au sujet de l'architecture et de la politique. Il faut toutefois préciser que ces quatre participants sont architectes diplômés de l'Université de Belgrade. Trois d'entre eux sont professeurs d'architecture et un seul pratique l'architecture. Seul trois d'entre-eux étaient à Belgrade durant le bombardement. J'ai distingué cinq catégories de participants : a) les membres de l'association des architectes de Belgrade; b) les représentants de la Ville; c) les experts qui ont publié ou exposés publiquement au sujet du Generalštab; d) les représentants des institutions pour la protection du patrimoine local; et e) les journalistes.

J'ai choisi de tenir compte de l'âge des participants dans un contexte où celui-ci pourrait aider une meilleure compréhension de certains partis pris. J'ai ainsi choisi quatre catégories d'âge : 18-29 ans, 30-49, 50-69 et 70 et plus. Ces catégories me semblent importantes étant donné les grands mouvements qui découpent l'histoire récente du pays : la Yougoslavie, la fin de la Yougoslavie, le démantèlement et les guerres des Balkans. Il me semblait également essentiel de révéler les statuts professionnels des participants. Cette information nous permet de facilement repérer les différences liées à la profession (par exemple, l'architecte vs le journaliste). Il est important de noter que la grande majorité des participants aux entrevues sont architectes (14 participants). Je me suis également entretenue avec deux historiens de l'art, un urbaniste et un journaliste. Quatre de ces architectes sont professeurs d'université (deux à Belgrade et deux aux États-Unis). Deux sont retraités et anciens étudiants de Nikola Dobrović, l'architecte qui a conçu le Generalštab et dont nous parlerons plus amplement dans le prochain chapitre (les 70 ans et plus). Il est à noter qu'avant de faire ces entretiens, j'avais d'abord conduit trois entrevues en prétest avec une architecte (30-49 ans), un avocat (30-49 ans) et une doctorante en philosophie (18-29 ans). Ces pré-entrevues m'ont permis d'évaluer mes questions avec des participants serbes, mais aussi d'estimer la complexité de conduire l'entretien en anglais. En effet, bien que je proposais à tous les participants de faire l'entrevue accompagnée d'un traducteur (ce que deux participants ont d'ailleurs demandé), je préférais personnellement procéder aux entretiens dans cette langue seconde. D'une part, je maîtrise moi-même très bien la langue anglaise que je pratique depuis l'enfance et que j'ai amplement utilisée dans un contexte professionnel. D'autre part, mes cours de serbo-croates ainsi que de nombreuses conversations lors de mes voyages en Serbie se sont toujours déroulés dans cette langue, si bien que je reconnais bien les accents et les nuances de la langue anglaise, lorsque parlée par des Serbes.

Finalement, j'appréhendais que le fait d'être étrangère puisse avoir une influence sur le discours qui m'était donné en entrevue. En effet, mon expérience dans les Balkans en général et en Serbie en particulier m'a permis de constater que, dans un contexte où le pays

a souvent eu mauvaise presse dans les dernières décennies, les résidents vont souvent, si l'occasion se présente, prendre le temps d'expliquer dans le détail l'histoire du pays et de l'ex-Yougoslavie aux visiteurs. Pour éviter ce genre de conversations qui pourrait non seulement envahir le temps de l'entretien, mais rendre le participant mal à l'aise, il m'a semblé nécessaire de préciser que je connaissais bien le pays, son histoire et sa politique, ainsi que le bâtiment et l'architecte qui l'a conçu. J'ai ainsi pu éviter les longueurs et digressions, moins pertinentes dans le cadre de l'étude. Au cours des entretiens, je me suis vite rendu compte que les participants étaient très à l'aise avec mon statut d'étrangère. Ils semblaient même heureux de pouvoir me partager leurs points de vue personnels sur des sujets aussi sensibles que la guerre, le bombardement de la ville et l'implication de l'OTAN.

2.4.2.2 Articles de journaux locaux

Au cours de ce séjour à Belgrade, je me suis rendue à l'évidence : je ne pourrais pas faire d'entrevues avec tous les partis initialement visés. Or, je savais déjà, par le biais d'une lecture des quotidiens locaux, que plusieurs articles contenaient des entrevues incluant ainsi le discours desdits partis. J'ai aussi constaté que les journaux nous informaient de façon assez détaillée de la chronologie du débat. Puisque le bâtiment est en ruine depuis 1999, les participants à l'étude ne se rappelaient pas toujours des faits dans le détail. Ainsi, les journaux me permettaient de compléter certains pans de cette histoire. De la même manière, les journaux servaient à compléter le portrait des conflits, incluant les premières tensions au lendemain du bombardement et présentant des acteurs que je n'avais pas encore repérés. Pour cette raison, j'ai décidé d'ajouter la collecte d'articles publiés dans les journaux locaux depuis 1999. Pour faire la collecte de ces articles, nous j'ai d'abord utilisé le portail d'archives médias Ebart à la bibliothèque nationale de Serbie à Belgrade. Ebart est la première banque d'archives en ligne entièrement organisée et complète de la région. Elle contient tous les articles de journaux publiés dans la région depuis 2003 jusqu'à ce jour. Étant donné que le mot « Generalštab » fait à la fois référence au bâtiment à l'étude et au quartier général militaire de l'armée serbe, qui est maintenant établie dans un autre secteur

de la ville, j'ai ajouté différents mots clés à la recherche, pour m'assurer que j'avais tous les documents portant sur le bâtiment depuis 1999 (Generalštab* - Dobrović*, 1963*, Arhitektur*¹⁶). Dans le but de m'assurer de l'efficacité de l'outil de recherche et des mots clés choisis, j'ai d'abord procédé à une lecture rapide des articles par l'intermédiaire d'un outil de traduction automatique. J'ai alors éliminé tous les articles qui ne concernaient pas spécifiquement le bâtiment à l'étude et j'ai également séparé les lettres d'opinion et les articles qui portaient sur des sujets plus généraux mentionnant néanmoins le bâtiment à l'étude. Dans un deuxième temps, j'ai contacté les archives du quotidien national *Politika* afin de collecter les articles datant de 1999 à 2003. En effet, le journal *Politika* tient des archives de tous les journaux de Serbie. Les articles y sont catégorisés à la fois par date et par thème. Ainsi, avec l'aide des archivistes du journal, j'ai pu rassembler l'ensemble des articles qui manquaient encore à la recherche.

De cette manière, 111 articles qui portaient spécifiquement sur le Generalštab depuis le bombardement de 1999 ont été collectés. À cela, ajoutons 17 articles qui mentionnent le bâtiment, mais qui portent plus généralement sur les bâtiments bombardés durant la campagne de l'OTAN. J'ai fait le choix de ne pas inclure les lettres d'opinion. Ce choix s'explique par différentes raisons. D'une part, une très grande majorité des lettres d'opinions que j'ai recensées datent d'avant 2003. Avant 2003, les lettres d'opinions étaient publiées dans les journaux. Elles ont été choisies par l'éditeur, elles sont bien écrites et proviennent généralement d'experts (principalement des architectes). À partir de 2003, la plupart des journaux locaux vont faire un virage vers un format en-ligne. Ainsi, il existe aujourd'hui bien plus de commentaires Internet, mais ces derniers sont beaucoup trop nombreux et bien souvent bancals. À une autre échelle, puisque chaque journal en Serbie a son public cible, mais que tous les journaux n'ont pas une section de lettres ouvertes ou de commentaires, je considérais que ces données seraient trop partielles. Ainsi, ce matériel risquait de représenter l'opinion des citoyens de manière trop inégale. Finalement, à mon

¹⁶ J'ai utilisé l'astérisque en tenant compte des nombreuses déclinaisons de la langue serbo-croate.

retour au Canada, j'ai travaillé avec une traductrice pour faire une lecture plus approfondie des documents retenus.

Puisque j'ai choisi les articles à partir d'une recherche thématique, ils sont issus de journaux fort différents, de tous les styles et visant tous les publics. Certains articles plus récents proviennent même de journaux en ligne, même si la plupart viennent de journaux papier. Les journaux que l'on retrouve le plus régulièrement sont le *Blic*, le *Politika* et le *Večernje Novosti*. Le premier est un journal quotidien dont le propriétaire est allemand. Le journal est donc considéré comme « pro-européen », mais il est reconnu pour généralement s'associer au parti politique au pouvoir, même s'il préfère officiellement le parti démocratique. Le *Blic* est plutôt au « centre » et il est lu par un auditoire assez large, allant des intellectuels aux travailleurs éduqués. Le *Politika* est le plus vieux quotidien du pays. Il était prestigieux dans le passé, mais il s'est largement compromis à l'époque de Milošević. Le journal a un auditoire national et il s'agit du journal de l'État, donc non indépendant. Le *Večernje Novosti* est le plus populaire des quotidiens (sans considérer les tabloïds). Comme le *Blic*, il est généralement du côté du parti au pouvoir, bien qu'il soit aujourd'hui entaché d'un passé hautement nationaliste à cause de propagandes de guerre menées dans les années 1990. Le journal propose de façon générale un contenu simplifié et peu approfondi.

Dans un deuxième temps, on retrouve plusieurs articles du *Vreme*, du *Danas* et du *Glas Javnosti*. Le *Vreme* un hebdomadaire indépendant, mais largement subventionné par des magnats d'affaires. Durant les années 1990, ils étaient dans les rares médias à défier l'autorité de Milošević, mais la ligne politique de l'hebdomadaire semble aujourd'hui confuse. L'hebdomadaire propose un contenu plutôt élitiste. Le *Danas* est un quotidien national de qualité qui couvre des problématiques sociales et communautaires dans une vision légèrement idéaliste. Le public de ce journal est généralement assez éduqué, mais reste très restreint. Finalement, le *Glas Javnosti* est un quotidien plutôt conservateur qui se présentait historiquement comme étant pro-parti Démocratique de Serbie. Il est aujourd'hui ouvertement sceptique à l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne et est connecté à

plusieurs groupes d'intérêt. On trouve aussi quelques articles des journaux suivants : *B92*, *Balkan*, *Ekspress*, *Politika illustré*, *Kurir*, *Nacional*, *NIN*, *Novinmagazin*, *Pressonline*, *Reporter*, *Radio Télévision Serbie (RTS)* et *Vijesti online*. Le *B92* est un journal national indépendant qu'on pourrait qualifier de pro-ouest. Dans les années 1990, le journal était connu pour sa résistance contre le régime de Milošević. Historiquement, il s'adressait plutôt à une audience intellectuelle, mais il est aujourd'hui beaucoup plus populaire et commercial. Le *Balkan* est un tabloïde sans prétention qui n'a pas survécu au fil des ans. Le quotidien *Ekspress* a fermé ses portes en 2005, mais il s'agissait d'une version simplifiée du *Politika*. Le journal s'est retrouvé au cœur d'une importante controverse qu'on a ensuite liée à la femme de Milošević pendant le bombardement et sa réputation s'en est trouvée gravement atteinte. Le *Politika illustré* est aujourd'hui une section du *Politika*, mais les articles que j'ai collectés datent de l'époque où c'était encore un périodique à part entière. S'il offrait à peu de chose près le même point de vue que le *Politika* et l'*Ekspress*, il s'adressait toutefois plus largement à la famille et couvrait des sujets comme la maison, la cuisine et la famille. Ces deux derniers journaux étaient historiquement des forces auxiliaires du *Politika*, mais ils n'ont pas survécu à la chute de l'élite politique en Serbie. Le *Kurir* est un tabloïde quotidien très populaire, qui utilise un vocabulaire grossier et qui est reconnu pour détruire la réputation de personnalités célèbres. Il est reconnu comme étant influencé par les pouvoirs politiques et les magnats de la finance. Le *Nacional* est un autre tabloïde aujourd'hui disparu. Le *NIN* est un magazine politique hebdomadaire qui a été fondé durant la période socialiste et qui est aujourd'hui considéré comme sceptique quant à la question de l'adhésion de la Serbie à l'Union Européenne. Le mensuel se rattacherait aujourd'hui à un public de nationalistes intellectuels. Le *Reporter*, encore un tabloïde, est rattaché à l'époque socialiste. Il aborde encore des questions politiques et culturelles. *RTS* est la télévision d'État, à peu près l'équivalent de notre Radio-Canada. Le *PressONLINE* est un tabloïde du même cru que *Kurir*. Notons finalement que trois sources (*Naslovi.net*, *Na dlanu prvi srpski portal* et *Vesti online*) sont des portails qui publient des articles de différents journaux locaux. Pour établir ce portrait, j'ai demandé l'avis de trois Serbes de deux

générations différentes (18-30 et 50-70), ils s'entendaient généralement sur le type de journal et le public visé. Cette collection de journaux est très variée et les articles collectés correspondent bien à ce portrait hétéroclite.

Comme le souligne Trudelle (2005), plusieurs chercheurs ont utilisé les médias pour faire l'analyse des conflits (2005, p. 29). Dans le contexte de cette thèse, les journaux m'ont notamment aidé à retracer la temporalité du conflit, ce qui me semblait essentiel puisque j'analyse l'en-attendant. À une autre échelle, dans un contexte où mon travail de terrain ne m'a pas permis de rencontrer tous les partis concernés par le futur du bâtiment à l'étude, ces articles me permettent de repérer les acteurs, de discerner leur position dans le conflit et de dresser un portrait plus complet. Toutefois, si les journaux sont un outil précieux pour la collecte de données, ils comportent de nombreux biais (Trudelle, 2005, p. 29). Selon Trudelle, ces biais sont produits par « deux grandes forces motrices, soit le processus de sélection des nouvelles et les rapports sociopolitiques de pouvoir, ceux-ci influençant et transcendant celui-là même » (2005, p. 29). En effet, ces biais sont intrinsèquement liés au caractère hautement subjectif d'un journal (de son propriétaire et de son éditeur en chef) et d'un article (du journaliste et des répondants). D'une part, un article ou le thème d'un article est choisi en fonction de la demande. Ainsi, non seulement les articles de journaux ne couvrent pas toute l'actualité, mais ils choisissent des thématiques de manière à attirer un public en particulier. D'autre part, comme le remarque Trudelle, les médias accordent une attention inégale à divers événements selon différents cycles :

Selon les périodes, les médias n'accordent pas une attention égale à tous les sujets : il y a des fluctuations cycliques dans l'attention médiatique. Ces fluctuations expliqueraient pourquoi un sujet jusqu'alors non médiatisé devient soudainement surmédiatisé pendant un certain laps de temps avant de retomber dans l'oubli. Certains cycles d'attention des médias sont liés à des événements à caractère dramatique (guerre, scandale politique, etc.) alors que pour d'autres cycles, en revanche, le lien avec des événements spécifiques ne serait pas aussi net (pauvreté, pollution, énergie nucléaire) (Gamson et Modigliani 1989). (2005, p. 32)

Même s'il ne permet pas entièrement d'éviter le biais, l'étude de long terme permet à tous le moins de créer une certaine moyenne en considérant plus d'une fluctuation. De la même manière, puisque cette recherche concerne un seul lieu, j'avais le loisir de recenser les

articles provenant de tous les différents journaux locaux, permettant ainsi un plus grand éventail de discours. Si les données recueillies restent tout de même biaisées, présentant des constructions de réalités plutôt que des faits, cela est néanmoins intéressant puisque je souhaitais précisément analyser les perceptions à travers le discours public et non l'histoire objective du lieu ou du conflit.

2.4.2.3 Documents produits par les participants

Dans un deuxième temps, j'ai utilisé quelques documents comme données secondaires. Il s'agit de documents initiés par les acteurs que j'ai rencontrés (ou leurs institutions d'affiliation). Au cours de notre collecte de données, j'ai recensé des articles scientifiques (6), des rapports (2), incluant l'évaluation du bâtiment de l'Institut des monuments culturels de Serbie et la citation officielle du bâtiment, des projets d'architecture (24) et une brochure d'exposition. Les projets d'architecture dont il est question ici nous ont été remis par un professeur de la faculté d'architecture de l'Université de Belgrade. Ces projets sont issus d'une exposition qui a pris place au Centre culturel de l'armée serbe en 2009, dans ce contexte, un groupe d'étudiants de la faculté présentaient au grand public leurs projets d'aménagement pour le Generalštab. Tous ces documents, qui concernent principalement le Generalštab, abordent le sujet sous différents angles : le bâtiment, la régénération urbaine, le développement économique (en lien avec la construction) ou le patrimoine culturel de Belgrade. Je les ai surtout utilisés pour compléter le portrait exhaustif du cas d'étude (chapitre 3). Ces documents sont tous accessibles au public. Il s'est avéré assez simple de les recenser puisque j'ai pu demander aux participants de me les procurer. J'ai aussi eu accès aux archives de l'Institut pour la protection des monuments culturels de Belgrade et de l'Institut pour la protection des monuments culturels de Serbie.

2.3.3 Analyse de données

Pour les besoins de cette thèse, nous avons procédé à une analyse de données qualitatives en nous attardant principalement au contenu des documents collectés et en cherchant à en

déceler la signification et la symbolique. Pour ce faire, nous avons choisi l'étude de cas comme méthode d'analyse, dans le but de produire une description détaillée du cas et de son contexte (Fortin et Gagnon, 2010). Lorraine Savoie-Zajc (2000) définit l'analyse de données qualitatives comme « un processus qui implique un effort explicite d'identifier les thèmes, de construire des hypothèses (idées) telles qu'elles émergent des données ainsi que de clarifier le lien entre les données, les thèmes et les hypothèses conséquentes » (Savoie-Zajc, 2000, p. 13). Elle précise aussi que ce procédé d'analyse comprend une étape d'organisation des données et une étape d'interprétation (qui passe à travers la définition de catégories d'analyse). Afin de traiter nos données, nous avons d'abord procédé à la transcription intégrale des 18 entrevues¹⁷. À partir de ces textes que nous avons d'abord lus, épluchés et annotés de manière critique, nous avons ensuite choisi de grandes catégories thématiques. Pour ce faire, nous avons été attentifs aux concepts de notre cadre théorique, mais nous avons aussi cherché à identifier des aspects auxquels nous n'avions pas préalablement pensé. Nos notes nous ont également guidés dans ce processus. Nous avons ensuite procédé à une relecture des entrevues en utilisant les catégories déterminées et en sélectionnant les données pertinentes. Nous avons également procédé à une relecture des articles collectés avec une traductrice. Nous avons alors pu classer les données pertinentes issues des articles de journaux par catégories. Les articles de journaux nous ont permis de réévaluer les premières catégories établies, d'en créer de nouvelles et d'en transformer d'autres. Ce processus nous a engagés dans une comparaison constante entre les données et le processus de catégorisation s'est fait de manière continue. Nous avons ensuite procédé à l'écriture d'un rapport pour chaque catégorie choisie, tentant aussi de créer des liens entre ces dernières. Cette dernière étape nous a éventuellement permis d'engager le processus d'interprétation.

¹⁷ Les citations utilisées dans le chapitre 4 sont toutes tirées de ces transcriptions. Compte tenu du niveau d'anglais des participants, il faut donc prendre en considération que la qualité de l'anglais n'est pas toujours parfaite.

2.5 Éthique, enjeux sensibles et limites de la recherche

Dans un premier temps, pour garantir la protection et la liberté de nos participants nous leur avons assuré l'anonymat et nous avons également enrayé tous les noms divulgués pendant les entrevues. Ces informations n'étaient pas réellement nécessaires à notre étude et étaient susceptibles d'alourdir les entretiens. Nous avons toutefois indiqué le statut professionnel et la catégorie d'acteur à laquelle les participants appartenaient. D'une part, ces informations permettent de situer les acteurs dans le débat et, d'autre part, puisque nous nous adressons principalement à un public d'experts, elle nous permet de distinguer le domaine d'expertise de chacun. Dans un contexte où il était fort probable que certains représentants institutionnels soient aussi architectes (par exemple un représentant de l'Institut du patrimoine sera peut-être un architecte, mais pas nécessairement), cette double spécificité nous semblait révélatrice et nécessaire.

Sur le plan des enjeux sensibles de la recherche, il était d'emblée possible que les thèmes de la Yougoslavie et des guerres des Balkans paraissent éthiquement délicats aux participants. D'une part, nous n'étions pas sans savoir que la Serbie fait souvent l'objet de stigmatisations, et ce, surtout lorsqu'il s'agit du communisme et des guerres des Balkans. À cet égard, notons que les périodes de la guerre froide et des guerres de 1990 sont les deux périodes les plus souvent abordées dans les médias internationaux. Aussi, même si la dernière guerre s'est terminée en 1999, le sujet reste délicat. L'arrestation de Karađić en 2008 et de Mladić en 2011 ont d'ailleurs ramené le sujet à l'ordre du jour autant au niveau local qu'international. Rappelons que Karađić est un politicien serbe du Monténégro qui a travaillé à l'unification de la région serbe de BIH avec la Serbie lors du démantèlement de la Yougoslavie dans les années 1990. Nationaliste serbe féru, il a été accusé de crime de guerre contre les Bosniaques et les Croates de BIH et d'avoir ordonné le massacre de Srebrenica. De son côté, Mladić est un ancien chef militaire serbe de BIH qui a été arrêté par la cour de l'ex-Yougoslavie (ICTY) pour crimes de guerre, crime contre l'humanité et génocide pour sa participation à la guerre de Bosnie-Herzégovine. Puisque le bâtiment, construit à l'époque

de Tito et détruit par l'OTAN en 1999, est intrinsèquement lié à ces deux périodes, il nous semblait particulièrement important de rester sensible tout au long des entrevues à la manière dont seraient abordés ces sujets. Nous avons pensé qu'il nous fallait éviter autant que possible d'aborder nous même le sujet, évitant ainsi d'opérer une certaine pression sur les participants. En proposant aux participants de nous raconter l'histoire du bâtiment, nous nous sommes néanmoins assurés de couvrir les deux périodes, laissant aux participants le soin de l'aborder comme ils l'entendaient.

La langue aurait également pu constituer une limite de notre recherche. Malgré une certaine familiarité avec la langue, il n'était pas possible de conduire les entretiens en serbo-croate. Cette limite nous a déjà poussés à choisir des acteurs ou groupes d'acteurs qui étaient susceptibles de bien maîtriser l'anglais. Nous avons donc évité de prendre contact avec les citoyens de manière plus générale. De la même façon, puisque nous abordions des groupes d'acteurs plutôt que des individus, il nous était possible de sélectionner des participants qui parlent anglais sans que cela ne constitue nécessairement un biais. Dans les deux cas où les participants ne se sentaient pas à l'aise à faire l'entrevue en anglais ou en français, nous avons pu faire l'entrevue à l'aide de traducteurs qui ont préalablement signé un accord de confidentialité (voir appendice 1c). Nous avons également travaillé avec un traducteur pour faire la collecte et l'analyse des données issues des journaux locaux.

DEUXIÈME PARTIE: PRÉSENTATION DU CAS D'ÉTUDE

CHAPITRE III. LE GENERALŠTAB, UNE PETITE HISTOIRE DE LA YUGOSLAVIE

« What's interesting with that building, when you're looking at the history of the building: its like, you're looking at the history of one country, from the beginning of the Yugoslavia to demolishing of Yugoslavia... that's like that building, you know? So, like that building, we are in-between. »

C006/M/18-29/Architect/S

Le temps qui passe est déterminant pour la création du lieu et pour son évolution. Il est déterminant parce qu'essentiel à la construction du sens qui s'y rattache, ainsi qu'au développement des désaccords qui le concernent. Ainsi, si l'espace est le fondement même du lieu, sa forme et son origine à la fois, le temps est peut-être son essence; il assure, assoit ou met en péril sa valeur. Dans le cas d'un espace vacant ou à l'abandon, le temps est d'autant plus important qu'il semble figé, donnant l'impression d'un entre-deux, d'une attente. C'est ainsi que le temps se trouve exacerbé, presque mis en scène.

Dans le cadre de cette thèse, nous avons voulu penser plus à loisir ces espaces déchus et abandonnés, réfléchir sur l'évolution du sens qui les habite et sur les raisons de leur déchéance et de leur survie. En d'autres mots, nous avons voulu questionner la portée du temps sur le lieu et sur le sens du lieu par l'entremise d'un lieu surchargé, presque asservi, par la donnée temporelle. C'est dans ce contexte que nous avons choisi de nous pencher sur le cas du Generalštab de Belgrade, complexe militaire d'envergure construit dans les années 1950, situé au centre-ville de Belgrade et condamné à l'état de ruine depuis le bombardement de l'OTAN en 1999. Étant donné la nette importance du temporel dans notre étude, nous avons aussi trouvé nécessaire d'introduire notre cas de façon chronologique. Ainsi, dans ce chapitre, nous proposons de présenter un historique du Generalštab, de sa construction à sa chute, jusqu'à l'analyse de sa survivance. Nous profiterons également de cette introduction approfondie pour dresser un portrait du contexte national et municipal qui entoure la biographie du bâtiment. Ce contexte est de toute évidence étroitement lié à l'histoire de la Yougoslavie et comme nous avons pu le constater, il sera fondamental à l'évolution du sens du lieu à l'étude.

Dans ce troisième chapitre, nous avons choisi d'aborder trois périodes fondamentales dans l'histoire du bâtiment. Ces grandes périodes s'accordent parfaitement avec l'histoire de

Belgrade, de la Serbie et de la Yougoslavie. Parce que le lieu qui nous intéresse est intimement lié au développement de l'urbanisme et de l'architecture moderne dans la région, nous nous pencherons également sur certains de ces éléments significatifs. Dans un premier temps, nous présenterons la période de construction du Generalštab (1953-1964); nous nous attarderons d'abord à l'histoire et au développement de la Yougoslavie avant de présenter le bâtiment à l'étude plus en détails. Une deuxième partie nous permettra de tisser des liens entre l'histoire du démantèlement de la République et celle de la destruction du Generalštab (1999) et de dénouer tant bien que mal les nœuds complexes des événements qui ont marqué les années 1990 dans la région. Dans le dernier chapitre, nous nous pencherons sur les aléas de la dernière décennie (2000-2013), dressant un portrait parallèle du Belgrade et du Generalštab d'aujourd'hui.

3.1 La Yougoslavie et la construction du Generalštab (1945-1989)

La première période qui nous intéresse est la grande époque de la Yougoslavie (1945-1989). Nous proposons ici de reconstruire une petite histoire de Belgrade et de la Yougoslavie, faisant principalement ressortir les éléments contextuels majeurs qui ont influencé la construction du bâtiment à l'étude. Ce dernier, situé au 33-35 Knez Miloš, au centre-ville de Belgrade, a été construit entre 1954 et 1963 et conçu par l'architecte Nikola Dobrović. Il s'agit en fait d'un complexe militaire composé de deux bâtiments d'envergure (nommés bâtiments A et B). Le bâtiment A servait initialement de Quartier général militaire de l'armée yougoslave et le bâtiment B servait de ministère fédéral de la Défense. L'histoire du Generalštab suit de près l'histoire du développement de Belgrade en particulier et de la Yougoslavie en général. Comme nous le verrons au cours de cette section, l'histoire de la Yougoslavie se découpe en différentes sous-périodes et le développement de sa capitale se fera en parallèle avec cette évolution. De la même manière, la capitale évolue au rythme du développement de l'architecture et de l'urbanisme moderne dans la ville et dans la région en général. Dans ce contexte, il nous paraît nécessaire d'en dégager les grandes lignes, afin de mieux saisir le contexte qui mène à la conception du Generalštab ainsi qu'à comprendre

la perception et le sens du bâtiment.

3.1.1 La Yougoslavie : l'entre-deux guerre, la création d'une nouvelle république, l'autonomisation et l'ouverture internationale

Le Generalštab est une construction bien de son temps. Comme nous allons le constater, le complexe militaire nous ramène aussi bien à une réflexion sur l'architecture d'après-guerre en Serbie qu'à l'idéologie socialiste et à la création de la Yougoslavie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Nikola Dobrović est alors considéré comme un pionnier de l'architecture moderne serbe et son travail prend racine dans l'entre-deux Guerre. Ainsi, il nous semblait essentiel de nous pencher plus à loisir sur cette période précurseuse avant d'aborder le contexte de construction du bâti, abordant les grandes lignes historiques, politiques, idéologiques et urbanistiques qui ont forgé le sens de ce bâtiment monumental.

3.1.1.1 L'entre-deux Guerre et les avant-gardes yougoslaves

Avant de parler de la seconde Yougoslavie et de la construction du Generalštab, nous croyons nécessaire d'aborder la période de l'entre-deux-guerres et les mouvements d'avant-gardes, soulignant surtout le contexte urbain qui précède le Generalštab et les tendances qui ont influencé l'œuvre de Nikola Dobrović. À l'échelle de la planification du développement urbain d'abord, Belgrade est alors au centre de changements importants qui seront au fondement du développement futur de la ville. En effet, à Belgrade comme ailleurs en Europe, l'entre-deux-guerres servira largement à la reconstruction et à la modernisation de la capitale qui est gravement atteinte par la Première Guerre mondiale. Le Royaume de Yougoslavie en est alors à ces débuts et la reconstruction de la capitale servira à consolider ses liens avec l'Europe de l'Ouest. Il est aussi question de moderniser cette ville qui sort à peine de 500 ans d'occupation ottomane :

After enduring the wars, the new Kingdom of Yugoslavia was making a fresh start with new ideas on town planning originating from France, Great Britain and North America. Its capital, Belgrade, was the centrepiece of such influences. Besides the existing street regulation and control of plot and block sizes and distances between buildings, the new planning practice was acquiring an interdisciplinary flavour by

adding socio-economic, political, aesthetic and environmental considerations (Nedović-Budić et Cavrić, 2006, p. 393).

Les grandes artères commerciales et institutionnelles qui sont aménagées à l'époque auront un rôle primordial durant la Yougoslavie et elles en ont toujours un aujourd'hui. Même si le Royaume s'appuie sur différents exemples européens, vers la fin de l'entre-deux-guerres, on remarque une tendance plus nettement orientée vers les mouvements modernes : *« Immediately before the Second World War, the principal influences were coming from Le Corbusier's functionalism, as well as the geometry of the German Bauhaus movement »* (Nedović-Budić et Cavrić, 2006, p. 408). Cette prégnance du style moderne perdurera également durant la Yougoslavie de Tito.

Dans un contexte de grands projets de réaménagement, le Royaume entreprendra également une modernisation de la réglementation en matière de planification urbaine. En 1931, le gouvernement passera un Acte de construction qui deviendra l'instrument principal de développement pendant l'entre-deux-guerres. Comme le remarquent Nedović-Budić et Cavrić (2006), cet Acte est perçu comme étant novateur : *« The Act was considered progressive and very important for the further development of Yugoslav planning legislation. It regulated zoning, densities, building heights and bulk, buffer zones, land use and building zones, public landmarks and infrastructure corridors »* (Nedović-Budić et Cavrić, 2006, p. 407). Ce plan s'avèrera un plan fondateur dans la pratique de l'urbanisme à Belgrade. Il sera d'ailleurs à la base des premières réglementations urbaines au lendemain des guerres des Balkans dans les années 1990.

Les mouvements d'avant-garde de l'entre-deux-guerres auront également une importance indéniable sur l'architecture et le développement des grands centres urbains de la région au lendemain de la Seconde Guerre mondiale :

indeed, one can argue that the modernist aesthetic in architecture was first and foremost the result of the architects and artists of the interwar period and particularly their education. In addition, their political and intellectual background, taking part in the liberation of the country as members of partisan groups, enabled them to play such a significant part in the creation of the aesthetic identity of communist Yugoslavia. The only exception to this trend seems to be a short period between 1945 and 1948, the period of intense political alliance between the Soviet Union and Yugoslavia. (Babić 2013, p. 25)

Ainsi, nous semble-t-il essentiel d'y porter attention.

Nous l'avons dit, lorsque Dobrović est invité au concours d'architecture pour le Generalštab, il est déjà un architecte moderne reconnu et bien établi (Kulić, 2009b). En fin de carrière, il est d'ailleurs considéré comme un père de l'architecture moderne serbe et exerce une influence importante sur les architectes de la jeune génération (Tanja Damjanović, *Politika*, 12 nov 2005). Dans les faits, l'architecte est issu de l'école moderne serbe qui prend forme au lendemain de la Première Guerre mondiale alors que de nombreux intellectuels slaves s'installent en Yougoslavie. Par l'intermédiaire de son frère Petar Dobrović, peintre célèbre d'abord lié à l'impressionnisme, puis au cubisme et au colorisme serbe¹⁸, le jeune Nikola est rapidement initié à différents cercles de cette avant-garde yougoslave. À l'époque, la vie culturelle de la région est en effervescence et plusieurs collectifs d'artistes et d'architectes voit le jour (Blagojević, 2003). Bien qu'il ne soit jamais officiellement associé à ces différents mouvements, le travail de Dobrović est en continuité avec le questionnement que propose cette nouvelle vague. Perović (2003) affirme d'ailleurs qu'on peut aisément qualifier le Generalštab « *as a materialized manifesto of European avant-garde from the 1920s and a philosophical dialogue with it at the same time* » (Perović 2003, p. 160).

Lorsqu'elle parle de l'avènement de la modernité architecturale en Serbie, Blagojević propose que la modernité serbe commence avec le voyage de Le Corbusier en Europe de l'Est. Même si l'influence du Congrès international d'architecture moderne (CIAM) et de la Chartes d'Athènes sur le développement de Belgrade deviendra plus tard indéniable¹⁹, ce n'est pas tant l'influence de Le Corbusier en tant qu'architecte qui compterait ici, mais son expérience de voyageur et son opinion très négative vis-à-vis de la Serbie. En effet, à la suite

¹⁸ Le colorisme serait plutôt un style qu'un mouvement artistique. Les coloristes sont des peintres qui travaillent principalement la couleur, qui devient ainsi centrale à une œuvre. En France, les impressionnistes (XIX^e siècle) et les fauvistes (XX^e siècle) sont souvent perçus comme des coloristes. Nikola Dobrović est considéré comme un coloriste influent, pionnier dans son genre.

¹⁹ Il est aujourd'hui reconnu que la municipalité de Novi Beograd est l'un des rares exemples d'urbanisme typiquement à l'image des idées du CIAM. Voir notamment, Blagojević, 2005; Le Normand, 2014; Marić et coll., 2010 et Kulić, 2013

d'un voyage à Belgrade en 1911, Le Corbusier qualifiera la ville de « capitale ridicule », de cité « sale et désorganisée », ajoutant encore qu'il s'agit de la ville la plus laide, située à l'endroit le plus beau au monde. La nature et le folklore sont les seules choses qu'il trouvera dignes de mention en Serbie. Il encensera ce qu'il appelle l'« homme naturel », qu'il dit retrouver dans un village du nord de la Serbie, plutôt que le caractère « chaotique et provincial » de Belgrade. Pour Blagojević, la modernité arrive donc surtout, en Yougoslavie, comme une réaction à Le Corbusier, à travers le travail des avant-gardes. En architecture, cette avant-garde est largement menée par le Groupe d'architectes du mouvement moderne à Belgrade (GAMM) :

The space was opened for an emancipation and modernization of architecture too, and this project was enthusiastically carried out by four young men who, in 1928, established the Group of Architects of the Modern Movement in Belgrade: Jan Dubovy, Milan Zloković, Branislav Kojić, and Dusan Babić. In short span of some fifteen years between 1925 and 1940, the four founders of the Group, together with a few other modernists, managed to achieve the primary goal they had set for themselves: to establish a characteristic identity for Belgrade modern architecture. (Blagojević, 2003, p. xii)

Nikola Dobrović est alors à Dubrovnik, mais ces architectes se connaissent et même si leur travail est distinct, leurs idées se raccordent, chapeautées par une même pensée moderne.

Blagojević souligne également l'influence indéniable du mouvement/journal Zénith (1921-1926) sur les discours avant-gardistes et l'architecture de l'époque²⁰. Fondé et principalement géré par l'écrivain serbe Ljubomir Micić, le journal critique se soulève contre la notion principalement occidentale du « noble sauvage » que célèbre Le Corbusier et propose une distinction violente entre le primitif et le barbare, se présentant lui-même comme tel. Il défend que l'Ouest impose consciemment à l'Est un primitivisme qu'il considère, lui, comme une imitation. Contre le primitif et le noble sauvage, le groupement propose la figure du barbare qu'ils conceptualisent comme suit : « *to be barbarian means: beginning, potential, creation* » (Blagojević 2003, p. 10). Le barbare du Zénith est ainsi très

²⁰ *Zenit* (Zénith) est un important magazine d'avant-garde publié entre 1921 et 1926 en Yougoslavie. Avant d'être interdit par le gouvernement en place, le magazine sortira 43 numéros. Dans leur manifeste de juin 1921, les zénitistes promeuvent des valeurs humanistes, ils se disent contre la guerre et croient à une Europe unifiée.

proche de la barbarie dont parle Walter Benjamin dans son essai sur la pauvreté en expérience. Il s'agit en effet d'une barbarie positive qui viendrait directement d'une forme de pauvreté en expérience et qui serait le fondement de la création :

De barbarie? Mais oui. Nous le disons pour introduire une conception nouvelle, positive, de la barbarie. Car à quoi la pauvreté en expérience amène-t-elle le barbare? Elle l'amène à recommencer au début, à reprendre à zéro, à se débrouiller avec peu, à construire avec presque rien, sans tourner la tête de droite ni de gauche. Parmi les grands créateurs, il y a toujours eu de ces esprits impitoyables, qui commençaient par faire table rase. Il leur fallait en effet une planche à dessin, ils étaient des constructeurs (Benjamin, 2000, p. 366).

De cette manière, le Zénith prônerait en fait l'invention contre la reproduction (avec Nikola Tesla comme figure du grand inventeur, Nietzsche et Dostoïevski comme maîtres à penser). L'invention est ici synonyme d'innovation et donc de *mouvement*. Les théories du groupe sont d'ailleurs très proches du cubisme et parlent beaucoup de *mouvement* comme point d'origine. Cette considération pour le mouvement n'est pas sans nous rappeler le travail de Dobrović qui tend à créer une architecture en mouvement et qui, esthétiquement parlant, se rapproche beaucoup du cubisme. Pour le Zénith, la modernité est fondamentalement liée à la motricité, à l'innovation et à l'impulsion et cette impulsion se veut nécessairement spontanée, imprévue, voire désordonnée comme l'est aussi la région « barbare » ou « chaotique » des Balkans.

Loin des discours nationalistes qu'on entend alors beaucoup dans la région, mais loin aussi de l'éthique et de l'esthétique internationaliste du mouvement moderne²¹, le groupe d'avant-garde cherche essentiellement à présenter l'homme des Balkans — le barbare — comme un créateur moderne et propose une « balkanisation » de l'Occident. À travers cette « balkanisation », ce n'est ni le national ni l'international qui priment, mais un supranationalisme où le national serait en quelque sorte intégré et intégrant. Cette réflexion semble précurseur à l'idéologie prônée par le maréchal Tito à la fin des années 1940, alors

21 En art comme en architecture, le modernisme est souvent associé à une forme d'internationalisme selon lequel la solidarité et l'égalité des classes transcendent toute allégeance à la nation (Allais, 2001). En architecture, le CIAM et la Charte d'Athènes vont dans ce sens. En ce qui a trait à l'esthétique, un style international se veut également transcender le caractère national du bâti.

qu'il oppose à Staline une politique qualifiée de régionaliste. N'est-ce pas aussi cette position-là qu'exprime Dobrović avec le Generalštab lorsqu'il marie des éléments modernes à un récit fondateur identitaire? Ainsi, on pourrait avancer que l'approche des modernes yougoslaves de l'époque est une approche très inclusive qui précède en quelque sorte l'idéologie de Tito et fonde la troisième voix qui se détache fondamentalement du nationalisme traditionnel de la région et de l'internationalisme de la modernité classique.

3.1.2 La Seconde Guerre mondiale et la création de la Yougoslavie

Les mouvements d'avant-garde yougoslave seront brusquement paralysés par l'avènement de la Seconde Guerre mondiale qui touchera gravement la région. La Seconde Guerre mondiale et la création de la Yougoslavie sont des événements historiques complexes. Si plusieurs détails de ces récits ne sont pas essentiels à une meilleure compréhension de notre cas d'étude, d'autres éléments s'avèrent incontournables. La Seconde Guerre mondiale est un événement fondateur pour la deuxième Yougoslavie et pour Belgrade, sa capitale. Pour cette raison, les pages suivantes feront ressortir ce qui, en Yougoslavie et à Belgrade, nous permettra éventuellement de mieux comprendre le contexte dans lequel le Generalštab est construit et évolue.

Pour la petite histoire, rappelons d'abord que les forces de l'Axe font leur entrée en Yougoslavie en 1941. Les nations du Royaume de Yougoslavie se divisent alors entre elles : la Croatie devient un état satellite nazi, des nationalistes se rassemblent un peu partout au pays et les socialistes se rejoignent. Contre les fascistes croates (Oustachis) qui s'associent aux forces de l'Axe, mais aussi contre un mouvement nationaliste et royaliste essentiellement serbe et monténégrin (Tchetniks), qui se réclame d'abord mouvement de résistance pour ensuite partiellement s'allier aux forces de l'Axe, un groupement indépendant voit le jour en 1942 : l'Armée populaire de libération et détachements de Partisans de Yougoslavie. Il s'agit là de la faction militaire du Parti communiste yougoslave dirigée par le Maréchal Josip Broz Tito. Selon Lutar-Tavar (2005), « il s'agissait d'un mouvement transnational et le parti communiste essayait, au nom du rapprochement des

nations, de recruter des partisans dans tous les groupes nationaux [...] leur promettant un changement de régime : une démocratie ainsi qu'un État fédéral » (2005, p. 79). Comparativement aux Oustachis et aux Tchetsniks, le mouvement partisan avait l'avantage de ne pas miser sur la défense d'une identité ethnique unique. Ainsi, au fil de la guerre, les rangs des partisans n'ont cessé de gonfler. Dans ce contexte, en 1943, les alliés qui avaient d'abord préféré les Tchetsniks donnent leur soutien à Tito qui est ouvertement appuyé par Staline. Le mouvement prend alors lentement le contrôle des régions yougoslaves, notamment en Croatie. À l'été 1944, le gouvernement monarchique de Yougoslavie qui est alors soutenu par les alliés, signe un accord avec l'Armée populaire de libération la reconnaissant comme l'armée officielle de résistance yougoslave et ordonne aux Tchetsniks de se ranger dans leurs rangs (occasionnant ainsi une scission au sein du groupe). À l'automne suivant, le roi Pierre II nomme Tito chef de l'Armée yougoslave de l'intérieur.

L'armée allemande entre à Belgrade en 1941 après une campagne de bombardements qui dure de deux à trois jours²². Les projets de développement urbain qu'on avait prévu de l'autre côté de la rivière Save sont arrêtés et ainsi va le développement architectural de la capitale. Pendant la période d'occupation allemande, presque toute construction est arrêtée :

While the Germans occupied parts of the former Kingdom of Yugoslavia, their impact on cities was mostly in the form of destruction. Most of the planning and building activities ceased. For their planning needs, the Germans hired their own experts and local professionals available among the collaborators. Again, heavy damage of buildings and physical infrastructure and enormous human casualties were the consequences of the Second World War (Nedović-Budić et Cavrić, 2006, p. 409).

L'occupant allemand construira tout de même un camp de concentration sur le site de Sajmište à Novi Beograd, un complexe forain important muni de bâtiments modernes et

²² En mars 1941, le gouvernement du Royaume yougoslave signe à Vienne l'adhésion de la Yougoslavie au Pacte tripartite sous la pression d'Hitler. Cette décision ne fera pas l'unanimité; une importante population se rassemble dans les rues de Belgrade pour manifester contre cette décision. Deux jours après la signature, l'Armée organise un coup d'État avec l'appui de la Grande-Bretagne et force le prince Paul à quitter le pouvoir. C'est Pierre II qui prendra sa place. Le bombardement de Belgrade, que les forces de l'Axe appelleront « l'opération châtiment » est organisé en réponse au changement de cap de la Yougoslavie.

construit en 1938. En 1944, les alliés bombardent la capitale, qui est alors occupée par l'Allemagne. C'est seulement en septembre 1944 que le mouvement des Partisans entrera vainqueur à Belgrade. La légende raconte que les Partisans ont libéré la capitale sans l'aide de l'armée rouge. Le mouvement participera ensuite peu à peu à la libération de tout le territoire Yougoslave. Cette capacité locale à se libérer elle-même devient un récit fondateur de la seconde Yougoslavie.

La Fédération démocratique de Yougoslavie sera proclamée en 1945. Selon Lutar-Tavar, « la Yougoslavie socialiste, fondée en 1945, est le produit et l'idéal des partisans et des conditions géopolitiques de l'époque. Au nom de l'internationalisme prolétarien, l'idée avait germé de regrouper tous les peuples des Balkans, voire de l'Europe centrale, au sein d'une vaste confédération » (2005, p. 80). La nouvelle république était située au sud-est de l'Europe et comprenait six républiques : la Bosnie-Herzégovine (Sarajevo), la Croatie (Zagreb), la Macédoine (Skopje), le Monténégro (Titograd – Podgorica), la Slovénie (Ljubljana) et la Serbie (Belgrade) avec ces deux territoires indépendants (la Vojvodine et le Kosovo). Belgrade devient ainsi une double capitale. Le pays comprend quatre langues officielles (serbo-croate, slovène, macédonien et albanais), écrites en deux alphabets (latin et cyrillique) et on y pratique trois religions (catholique, orthodoxe et musulman). La république est ainsi peuplée d'une population très diversifiée : on y trouve bien sûr des Serbes, des Croates, des Bosniaques (musulmans de la BIH), des Slovènes, des Macédoniens et des Monténégrins (ethnies constitutives), mais on y trouve aussi des Albanais, des Hongrois, des Gitans, des Slovaques et des Bulgares, que l'on considère alors comme des minorités.

Au cours de sa brève histoire, cette Seconde Yougoslavie ou République yougoslave a porté trois noms différents : Fédération démocratique de Yougoslavie (1945-1946), République fédérale populaire de Yougoslavie (1946-1963) et République socialiste fédérale (fédérative) de Yougoslavie (1963-1992). Ces trois noms correspondent aussi plus ou moins aux trois grandes périodes du régime. La première (1945-1948) est liée à la création et l'après-guerre,

marquée par un rapprochement avec la Russie; la deuxième (1949-1960), par l'autonomisation, marquée par la scission avec l'URSS et le développement du self-management (autogestion); et la troisième (1961-1989), par une période d'ouverture internationale, marquée par la création du mouvement non aligné. Cette dernière période est également bouleversée par la mort de Tito et parsemée des troubles politiques, économiques et sociaux qui mèneront au démantèlement de la Yougoslavie et aux guerres des Balkans dans les années 1990.

Première période : au lendemain de la guerre

La première période de la Yougoslavie est marquée par un fort rapprochement avec l'URSS. C'est aussi la période durant laquelle Nikola Dobrović prend la direction de l'Institut de planification de la Serbie et de Belgrade. En novembre 1945, le Maréchal Josip Broz Tito, alors à la tête du parti communiste, est élu par une grande majorité. Il faut dire que le parti et son chef, directement lié au mouvement des partisans yougoslaves, sont encore fort populaires de leur participation dans le mouvement de libération. Dès janvier 1946, le gouvernement élu adopte une nouvelle constitution, basée sur la constitution soviétique de 1936. Le rapprochement idéologique et politique entre l'URSS et la République yougoslave est clairement établi. Au lendemain de la guerre, la Yougoslavie est pourtant « censée jouer un rôle d'arbitre entre l'Est et l'Ouest » (Lutar-Tavar, 2005, p. 85). À l'échelle internationale, elle était initialement considérée comme une zone neutre et sa stabilité dépendait non seulement de sa politique et de son économie intérieures, mais de celles des puissances étrangères. Pourtant, les coopérations culturelles et économiques se font presque exclusivement avec l'URSS et les autres pays de l'Est. À l'inverse, la relation de la République avec l'Ouest est alors loin d'être éclatante. En effet, après la guerre, Tito s'attire la colère des Américains et des alliés alors qu'il tente d'envahir la Carinthie et Trieste (Tatum, 2002, p. 152). De plus, en août 1946, deux avions américains sont abattus par les forces aériennes yougoslaves pour s'être introduits sur le territoire de la République sans autorisation (Kulić, 2009 b, p. 6; Tatum, 2002, p. 157). Cet événement aura une influence négative sur la

perception de la république dans l'Ouest. Il faut dire que même Staline était contre ces diverses offenses, considérant que l'URSS n'était pas en mesure d'affronter à nouveau l'Ouest si peu de temps après la Seconde Guerre mondiale.

Pourtant, même si Staline refuse de provoquer les Américains en appuyant les revendications de Tito, l'URSS sera un allié important de la république. Il est d'ailleurs intéressant de mentionner que le Kominform, le Bureau d'information des partis communistes et ouvriers, prend d'abord place à Belgrade en 1947. Lors de sa création en 1947, le but du Kominform, qui réunit les pays du Bloc de l'Est, est la supervision et la communication entre les différents partis du bloc sous la direction soviétique. L'un des thèmes majeurs du groupement est la question d'adhérence au plan Marshall.

Deuxième période : le début du self-management

Bien que la République yougoslave reste l'alliée de l'Union Soviétique jusqu'en 1948, dès son arrivée officielle au pouvoir, le gouvernement ne cache pas sa volonté d'autonomie. Plusieurs discordes précéderont la césure finale entre Staline et Tito, mais cette dernière sera définitive et marquera un changement fondamental pour la Yougoslavie. En 1948, Tito établit un modèle économique qui lui semble pouvoir renforcer la croissance de la Yougoslavie. À cette époque, plus de 80 % des industries sont nationalisées, incluant industries minières, industries de transports, banques et secteurs d'échanges. Tous les organes de production sont nationalisés et placés sous le contrôle de l'État. Parallèlement, le gouvernement permet le développement d'entreprises privées principalement dans le secteur de l'agriculture (Nedović-Budić et Cavrić, 2006, p. 409). Il est intéressant de souligner que ce processus de nationalisation prévoit aussi une étatisation des lieux d'habitation. Derrière cette nationalisation se cache une volonté de voir croître l'économie locale, ce qui provoquera une série de démêlés entre Staline et Tito. Pour Tito, aimer son pays et travailler à son développement intérieur ne va pas à l'encontre du développement de l'URSS et des autres pays du Bloc de l'Est. Staline accuse pourtant la Yougoslavie d'avoir promu une politique nationaliste et de ne pas avoir respecté les écrits de Marx et Lénine. En

réponse à cette accusation, la Yougoslavie affirme qu'elle ne réfute pas le communisme, mais qu'elle refuse de répondre au régime dictatorial de l'Union soviétique et défend plutôt une idéologie communiste pensée en fonction des conditions particulières de chaque pays. Quelques mois plus tard, la Yougoslavie est expulsée du Kominform et le bureau est déménagé à Bucarest, en Roumanie. Cette expulsion marque la séparation officielle entre la Yougoslavie et l'Union soviétique.

Pour répondre aux attaques du bloc de l'Est qui remet en question son appartenance communiste, le gouvernement introduira un conseil de travailleurs dans chacune des entreprises nationalisées. Son *motto* : donner les usines aux travailleurs. À partir de cette forme de gestion qui apparaît comme symbole de démocratie, le gouvernement de la République développe une nouvelle politique qui est officiellement connue sous le nom de « *self-management* socialiste ». La République yougoslave est la seule à avoir entrepris ce type d'économie dans l'histoire. De cette manière, elle se présente désormais comme une République indépendante du Bloc de l'Est, mais elle reste fidèle à son idéal socialiste. Le système de « *self-management* » promu par la Yougoslavie était un système hybride qui proposait une coexistence de diverses formes d'organisation de l'économie; c'était en quelques sortes « *a middle way between capitalism and Soviet central planning* » (Estrin, 1991, p. 187). En contrepartie du marché capitaliste, Estrin baptise le système un « marché socialiste » (*socialist market*). L'organisation du *self-management* socialiste a beaucoup changé à travers les décennies, mais il s'agissait initialement surtout d'une forme de planification centralisée qui donnait aux travailleurs une place décisive dans la prise de décision : « *As originally envisioned, every Yugoslav adult citizen – roughly 15 million workers – would have director-level voice in their companies and communities through a variety of representative councils which could advise and (after 1963) direct management* » (Lynn et al., 2002, p. 797). Avec cette politique, la République se présentait donc d'emblée entre le socialisme planifié et le capitalisme, comme une démocratie indépendante et capable d'autogestion.

En continuité avec son détachement politique et économique de l'URSS, la République yougoslave est, en 1955, le seul pays d'Europe de l'Est qui ne signe pas le traité de Varsovie. Il s'agit là d'une initiative de l'Union Soviétique pour répondre à l'entrée de l'Allemagne de l'Ouest dans l'OTAN. En refusant de signer ce traité, la Yougoslavie réaffirme non seulement sa neutralité envers l'URSS, mais elle ouvre définitivement ses portes vers les marchés de l'Ouest. L'Ouest répondra d'ailleurs positivement à ce refus de la Yougoslavie. Malgré, son refus initial d'adhérer au plan Marshall, à la fin des années 1950, la République reçoit environ deux milliards de dollars américains d'aide financière non remboursable.

Troisième période : le mouvement non aligné et l'ouverture internationale

Sans entrer dans le détail de la création du mouvement des non alignés – qui ne s'avère pas essentielle à notre étude de cas –, il semble important de faire un survol de cette troisième période, marquée par une ouverture de la Yougoslavie aux marchés internationaux. Cette période commence avec l'inauguration du mouvement des non-alignés à Belgrade en 1961. Comme l'indique Kullaa (2011), la séparation entre Tito et Staline en 1948 poussera la Yougoslavie à chercher une politique étrangère alternative (2011, p. xiv). Ce mouvement, fondé par Tito (Yougoslavie), Nasser (Égypte) et Nehru (Inde), est d'abord promu comme une initiative de politique étrangère qui serait non partisane et qui représenterait de plus petits États dans le contexte dualiste de la guerre froide. Par l'entremise de coalitions internationales entre les pays membres, le mouvement se voulait un mouvement de solidarité entre des États de puissance moindre qui permettrait aux pays membres de se positionner à l'échelle internationale (Kullaa, 2011, p. 4).

En 1961, 25 pays participent au sommet qui marque les débuts du mouvement à Belgrade. À l'époque, il s'agit principalement de pays du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Asie; la Yougoslavie est le seul pays d'Europe. Les conditions d'adhésion reflètent alors très bien la vision du mouvement qui se rapproche des fondements de l'ONU : 1) le respect des droits de l'homme et des principes de la Charte des Nations Unies; 2) le respect de la souveraineté et de l'intégrité des territoires de chaque nation; 3) la reconnaissance des mouvements

nationaux d'indépendance; 4) la reconnaissance de l'égalité des races et des nations, grandes et petites; 5) l'abstention d'intervention ou d'interférence dans les affaires internes de chaque pays; 6) le respect des droits de chaque nation de se défendre, en conformité avec la Charte des Nations Unies; 7) l'abstention d'actes, de menace d'agression ou de l'usage de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tous les pays; 8) le règlement de tous désaccords internationaux de façon paisible; 9) la promotion d'intérêts mutuels et de la coopération; 10) le respect de la justice et des obligations internationales. Pendant la guerre froide, il était donc surtout question de permettre le développement économique des pays membres par l'intermédiaire de principes de collaboration.

La contribution majeure du Maréchal Tito permit à la Yougoslavie de se tailler une place d'importance à l'intérieur du mouvement. Comme le souligne Babić (2013), l'initiative aura d'ailleurs d'importantes répercussions sur le développement économique de la république. À l'échelle architecturale, on constate également que la production sera désormais tournée vers le tiers-monde. En effet, la Yougoslavie participera à plusieurs projets industriels en Afrique, en Europe et en Asie, exportant à la fois matériaux et savoir-faire (voir Sekulić, 2012, p. 124-133). À cette époque, la République connaît aussi une hausse d'exportations aussi bien dans les marchés de l'Est que de l'Ouest. En effet, comme le souligne Kulić (2013), malgré sa collaboration active avec le mouvement des non-alignés, la Yougoslavie continue d'entretenir des relations amicales avec les superpuissances des blocs de l'Est et de l'Ouest : « *Placing itself at the fulcrum of the so-called First, Second, and Third Worlds, the country created its own global network of cultural and economic exchange, effectively serving as an important conduit of modernization between the developed and the developing worlds and cultural mediator between rival ideologies* » (2013; 52). Dans la lancée, la Yougoslavie fait lentement sa place dans la compétitivité internationale. Dans les années 1970 et 1980, elle accueillera d'ailleurs d'importants événements internationaux qui participeront à son essor (pensons notamment aux Olympiques d'hiver de Sarajevo de 1984) (Kulić, 2013, p. 52). Selon Vujović et Petrović (2007), la capitale de la Yougoslavie profitera également des

retombées de cette ouverture économique : « *By the 1980s, the capital Belgrade was acquiring a distinct cosmopolitan flavor, hosting several international film and music festivals, and showcasing the presence of major international hotel chains such as Intercontinental and Hyatt Regency* » (2007, p. 362).

3.1.1.3 Urbanisation, planification et architecture : le cas de Belgrade

La période qui suit la Seconde Guerre mondiale sera également décisive pour les centres urbains de la Yougoslavie. Les changements apportés en matière de gestion des villes et d'architecture transformeront particulièrement l'image de la capitale yougoslave. Dans un premier temps, il convient de rappeler que cette période est marquée par une forte urbanisation. En effet, alors qu'à la fin de la guerre, presque 80 % de la population yougoslave habite encore des villages, la population urbaine s'accroît de 80 % entre 1953 et 1971 (Halpern, 1975, p. 91). En 1970, seulement 42 % de la population vit encore à la campagne (Halpern, 1975, p. 86). Cette urbanisation massive est certes liée à la récente industrialisation de la région, mais elle est également rattachée à la visée centralisatrice ainsi qu'aux idéaux urbains de la théorie socialiste. En effet, comme le rappelle Fisher (1962), « *according to socialist theory, the city is the core of the ideal communist community, a centralized, highly standardized and uniform type of social organization* » (Fisher, 1962, p. 252). Ce contexte d'urbanisation rapide et massive ne sera pas sans créer une importante disparité urbain-rurale que la République ne sera jamais en mesure de gérer adéquatement. Il faut encore ajouter qu'à l'échelle régionale, la Yougoslavie doit également gérer un problème d'inégalité entre les régions du nord et du sud-est. En effet, ces régions étaient, et sont encore aujourd'hui, caractérisées par des traits démographiques, culturels et historiques distincts. Historiquement, le nord (Croatie et Slovénie) était sous domination austro-hongroise, catholique, alors que le sud et l'est (BIH, Macédoine, Monténégro et Serbie) étaient dominés par l'Empire ottoman, musulman. À travers le temps, les régions du nord ont ainsi bénéficié de retombées économiques issues de l'industrialisation de l'Europe centrale. Cette industrialisation participe d'ailleurs à établir les fondements d'un

développement industriel en Slovénie et en Croatie. Avec quelques exceptions, les autres régions sont restées en reste de ces développements économiques.

La centralisation politique et économique doublée d'une immigration rurale massive aura évidemment une influence indéniable sur le développement des villes yougoslaves (particulièrement Belgrade qui est alors double capitale) et sur l'expansion de l'architecture moderne dans la région. Comme on l'a vu, à Belgrade, la période de l'entre-deux-guerres avait déjà largement servi à la modernisation puisque la capitale avait été durement touchée par la Première Guerre mondiale. De nombreux jeunes architectes yougoslaves s'étaient alors fait un nom. Pourtant, c'est vraiment au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que le visage de la capitale sera complètement transformé, passant d'une ville somme toute assez provinciale à une grande ville moderne. La grande période de la seconde Yougoslavie (1943-1991), et particulièrement les années 1960 et 1970, servira en quelque sorte à consolider cette modernisation.

Planification urbaine : reconstruction et développement urbain

Il est important de porter attention à la planification urbaine à l'époque de Tito, car cette planification a marqué les villes d'ex-Yougoslavie de façon massive. Comme le précise Le Normand (2008), les citoyens sont d'ailleurs encore aujourd'hui confrontés à cette planification de façon quotidienne. Il faut également mentionner que c'est à cette époque que la planification prend une importance institutionnelle dans la région. Nedović-Budić et Cavrić résument ainsi les grandes lignes du développement de la planification urbaine en Yougoslavie pendant la période de Tito :

- (a) national, republic, provincial, and local agencies, bureaux and institutes were established;
- (b) professional associations were founded;
- (c) experts were educated locally and abroad, mostly in Western Europe and North America;
- (d) publications and professional conferences and symposia became regular;
- (e) integrated interdisciplinary character of planning profession emerged;
- (f) planning became a socially accepted practice. (Nedović-Budić et Cavrić, 2006 : 410)

Ces éléments ne seront pas sans conséquence sur le développement de la capitale et sur le contexte de construction du bâtiment à l'étude.

Durant la guerre, les pays de la république seront durement touchés. Certaines villes, comme Belgrade, Zadar, Slavonski Brod (Croatie) et Titograd (Monténégro) ont été bombardées à la fois par les Allemands et les Alliés et sont particulièrement affectées. La reconstruction sera donc adéquate dès le lendemain de la guerre et pendant les dix prochaines années : « *The first post-war planning goals were to rebuild the war-damaged urban fabric, including the heavily scarred downtown streets, provide new housing, restore the operation of the vital civic services, and restart the economy — tasks which were accomplished in about a decade or so* » (Hirt, 2009, p. 296). Cette reconstruction sera essentiellement engagée par une fédération qui, à partir de 1948, procède à une nationalisation presque entière de la ville, misant toutefois sur la participation citoyenne à travers une idéologie de l'autogestion. Il est intéressant de souligner que dans un contexte économique fragile, les citoyens participeront largement à la reconstruction du pays :

But a large part of the labor force was not only unqualified, but even unpaid. Facing the lack of financial resources, the State had to rely on the considerable enthusiasm of the masses and on their volunteer work and, less visibly, on penal and semi-penal work of various categories of prisoners. The pattern had been established immediately after the liberation, when broad ranks of the population, regardless of their age, gender, or education, took part in volunteer brigades employed to clear up the rubble and rebuild the most important structures destroyed in the combat (Kulić, 2009b, p. 14).

Comme c'est le cas pour la plupart des pays dits « socialistes », la reconstruction et la planification urbaine sont entièrement dirigées par l'État. En Yougoslavie, dès 1945, toutes les entreprises de construction seront placées sous le contrôle exclusif et la supervision du ministère de la Construction, même si la majorité de ces compagnies étaient déjà nationalisées. La chambre des ingénieurs sera aussi abolie. Cette prise de pouvoir rapide est évidemment justifiée par le besoin pressant de commencer la reconstruction : le pays est alors ravagé et des millions de citoyens sont sans logis. Près de 35 % des industries et 800 000 bâtiments ont été détruits ainsi qu'environ 10 000 km de routes modernes et environ 50 % des chemins de fer (Kulić, 2009 b, p. 8; Rusinow, 1977, p. 19). La situation était pire en BIH et au Monténégro, les principales régions de bataille où le tiers des maisons ont été détruites. Belgrade est aussi particulièrement touchée. La guerre engagera des destructions majeures, affectant particulièrement le résidentiel et les infrastructures

publiques :

Nearly 5000 buildings containing 11500 apartments were destroyed, and a further 2162 buildings that were damaged, containing a further 7250 apartments. The city's infrastructure was in even worse shape: bridges had been destroyed on both rivers; ports on the Sava and Danube as well as most of the ship fleet and towboats had been demolished; the train station and railway lines were severely damaged and most of the rolling stock was damaged or destroyed. (2014, p. 46)

Ainsi, le gouvernement en place misera d'abord principalement sur la reconstruction de la capitale.

Les ambitions du nouveau gouvernement dépasseront pourtant rapidement le simple plan de reconstruction. À partir des années 50, la priorité de l'État passe de la reconstruction à l'expansion industrielle (Hirt, 2009). Environ deux ans avant les autres pays de l'Est, la Yougoslavie propose un plan d'aménagement de cinq ans. « Industrialisation et Électricité » était la formule de progrès initiée par le plan (Kulić, 2009, p. 8). Ce dernier proposait d'éradiquer le retard économique et technique du pays et de transformer l'économie du pays, opérant un passage de l'agriculture à l'industriel. Dans les faits, « *contrary to the proclaimed goals of the Five Year Plan, industrialized construction remained a dream until the late 1950s, long after the plan had expired* » (Kulić, 2009b, p. 16). Selon Vujošević et Nedović-Budić (2006) le système de planification développé dans la région depuis la création de la Yougoslavie peut être divisée en trois périodes, p. 1) la planification centralisée, de 1947 à 1965; 2) la décentralisation politique et la planification sociale selon le « *self-management* », de 1965 à 1989 et 3) la planification « démocratique » de 1989 à nos jours (2006, p. 278). Le Normand va dans 141^{de} même sens lorsqu'elle affirme que « *the evolution of urban planning in Belgrade during the socialist period attests to the changing nature of socialism in Yugoslavia* » (2008, p. 142).

En 1945, la planification urbaine reflète le cadre institutionnel et idéologique commun : l'État est le principal propriétaire (immobilier, foncier, résidentiel et industriel) et opère la distribution des biens de production et des propriétés nationales. Il est également principal développeur urbain et détient un rôle majeur dans la création de logements (Fisher 1962;

Vujošević et Nedović-Budić, 2006). Comme 142 de quate que d'ailleurs Fisher (1962), la planification urbaine est alors « *integrated with the over-all economic planning of the state* » (1962, p. 251). La planification de type « socialiste » répondait à une volonté de créer des nouvelles formes, une nouvelle image de la ville tout en participant à une égalité des classes :

The over-all goals of socialist planning are: (1) to correct the ills inherited from the era of capitalism; (2) to develop a new pattern for the city which will indicate clearly the inherent unity of the people, the classlessness of the society. The spatial manifestation of the new socialist relations among men is, at the same time, to conform to the stated ideals of each country's national revolution (Fisher, 1962, p. 252).

Fisher insiste pourtant à l'effet qu'il existe alors en Europe de l'Est plus d'un type de planification (1962, p. 255). Il rappelle que malgré une volonté de développer une ville nouvelle, certaines planifications participent à un rejet complet de l'urbanisme précédent, d'autres optent pour certaines modifications et quelques-unes choisissent plutôt de préserver l'ancien tout en développant de nouvelles zones en périphérie. À Belgrade, la municipalité de Novi Beograd est entièrement nouvelle, créant un pont entre Stari Grad (vieille ville, figures 3.1 et 3.2) et Zemun (figure 3.3), deux municipalités dont le style architectural est plus classique.



Figure .1 : le Ruski car (Empereur Russe) un restaurant situé au Tgr Republika (Square de la république) dans la vieille ville. Le bâtiment a été construit entre 1922 et 1926 par l'architecte Petar Popović avec la collaboration de Dragiša Brašovan. Sou ce : Taika Baillargeon, juillet 2010.

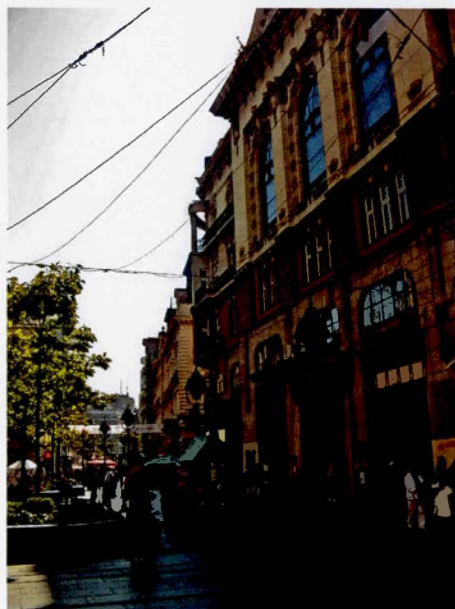


Figure .2 : vue sur la rue Kneza Mihaila (prince Mihailo), rue commerciale dans la vieille ville de Belgrade. Sou ce : Taika Baillargeon, octobre 2011.



Figure .3 : vue sur une petite rue au cœur de la municipalité de Zemun. Source : Taïka Baillargeon, juillet 2010.

On construira certes plusieurs nouveaux bâtis dans les municipalités plus anciennes, mais à l'échelle de la trame urbaine, ces dernières ne seront pas largement modifiées. Au contraire, la nouvelle municipalité de Novi Beograd est le grand symbole de l'urbanisme de l'époque. Il faut dire que le territoire de Novi Beograd est alors pratiquement vierge, offrant ainsi une grande liberté aux urbanistes. La nouvelle municipalité s'avérait également idéale pour représenter le nouveau régime :

Planners did not reject the old city – far from it, they had ambitious plans to reform it. However, the mostly naked plains on the other side of the Sava offered a perfect canvas for creating a city center that would be a unified whole, one that could represent the new regime in a clear, unambiguous manner. In crossing the Sava, Tita would also be the first to accomplish the union of two cities that had, until the creation of the First Yugoslavia, been part of different empires: Austro-Hungarian Zemun to the West and Ottoman, and later Serbian, Belgrade. Moreover, building on the floodplains would require substantial effort and technical knowhow, allowing the new regime to showcase its ability to triumph over natural forces. (Le Normand, 2014, p. 87)

Novi Beograd devait d'ailleurs initialement être 144dequatale de la Yougoslavie et, comme le souligne Kulić (2013), « *the construction of New Belgrade as the new capital of socialist Yugoslavia was the most symbolic modernizing act initiated by the country's communist government* » (2013, p. 35). Finalement, comme le souligne Le Normand, la nouvelle

municipalité servira plutôt à rencontrer l'important problème de logement que connaît la capitale : « *The majority of the land in New Belgrade would be dedicated to housing for an estimated 250,000 inhabitants. This was an enormous increase in population, keeping in mind Belgrade's population in 1950 of 426,000 inhabitants* » (2014, p. 93).

Parallèlement à cette planification officielle, il est intéressant de noter que la migration massive que connaissent alors la majorité des grandes villes de la région à l'époque de l'industrialisation participera à engager des processus de croissance informelle. En effet, si l'État gère la crise du logement via la construction d'immeubles de logements massifs à Novi Beograd, certains auteurs notent également l'apparition de banlieues informelles en périphérie de la capitale (Halpern, 1965; Curtis, 1990). Ces banlieues se présentent comme la contrepartie de la municipalité de Novi Beograd qui sera elle aussi essentiellement résidentielle. Plusieurs villes yougoslaves ont ainsi grandi sans planification adéquate¹⁴⁵ :

Regardless of region, people with tenure in socially owned apartments lived mostly in the city centers, while privately owned homes were located farther out. The chronic housing shortage resulted in the development of sizable unplanned settlements on the periphery of large cities. These settlements often lacked paved streets, running water, or sewer lines. (Curtis, 1990, p. 104)

Alors qu'on promettait aux travailleurs migrants un milieu de vie urbain et moderne, voire luxueux, plusieurs d'entre eux sont obligés de s'installer et de se construire en périphérie en attendant une production de logement qui ne suffira jamais vraiment. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que ce mode de construction informel s'amplifiera dans les années 1990. En effet, comme le soulignent Nedović-Budić et coll., « *in the period from 1992 to 2000 [...] most of urban development bypassed planning and happened through illegal construction* » (2011, p. 444). Les auteurs font toutefois une distinction importante entre les deux courants : les années 1960-1980 sont plutôt marquées par la construction de banlieues informelles alors que les extensions résidentielles sont plus typiques des années 1990 (2011, p. 445).

Durant la période de décentralisation (1965-1989), le gouvernement central portera une plus grande attention à l'aspect physique de la ville. C'est d'ailleurs à cette époque que

seront construits les monuments architecturaux les plus importants. Parallèlement, pour finalement répondre aux importants problèmes de disparité (nord-sud et urbain-rural), l'État introduit également des plans compréhensifs régionaux comme éléments clés de décentralisation industrielle (Vujošević et Nedović-Budić, 2006). En continuité avec la séparation Tito-Staline et l'application du self-management, les entreprises sont désormais gérées par leurs employés. De la même manière, ce sont désormais les communautés locales (ou communes) qui gèrent la planification urbaine à petite échelle. Les réglementations municipales seront d'ailleurs améliorées en 1984 pour permettre une meilleure coordination des différents plans et politiques de planification. Les républiques et les provinces sont alors responsables des plans à long terme (Vujošević, 1996). Conséquemment, la municipalité a relativement peu de pouvoir sur le développement de la ville à l'époque de la Yougoslavie. Aussi, si cette dernière acquiert davantage de pouvoir dans les années 1980, les années 1990 participeront à un retour à la centralisation. Il va sans dire que cette organisation rigide du système de planification aura une forte influence sur le développement de la ville de Belgrade à la suite du démantèlement de la Yougoslavie dans les années 2000.

Architecture moderne

Comme nous l'avons déjà mentionné, le développement de l'architecture durant la période yougoslave se fait en continuité avec les tendances observées dans l'entre-deux guerre. On remarque toutefois un léger décalage dans les premières années qui suivent la Seconde Guerre mondiale, alors que le gouvernement communiste entend marier les tendances architecturales du réalisme socialiste soviétique qu'adoptent alors l'URSS et la majorité des pays du Bloc de l'Est²³. Il faut pourtant souligner que malgré les croyances habituelles, en

²³ Le réalisme socialiste est un style artistique qui apparaît en Union Soviétique dans les années 1930 et qui se développe jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. En architecture, il s'agit d'un style à tendance historiciste qui se rattache aux formes classiques du passé tout en usant des technologies plus contemporaines. Formellement parlant il s'agit d'un construit marqué par la monumentalité, la simplicité, l'unité et l'élégance.

Yougoslavie le réalisme socialiste ne vient pas tout à fait à l'encontre du modernisme. En effet, Kulić (2009b) nous rappelle que les modernes ont d'abord largement participé à cette Stalinisation de l'architecture avant de faire un retour vers une modernité plus classique (2009 b, p. 1). Comme le souligne Kulić (2009b), il reste toutefois peu de traces de cette période dans l'architecture de la région aujourd'hui. Si peu de préceptes du réalisme socialiste soviétique subsistent, le gouvernement continuera tout de même de viser la représentation de la nation à travers la planification urbaine et l'architecture :

During the early postwar years, the Soviet doctrine of Socialist Realism demanded explicit representation through architecture, but it remained a contentious issue that leading architects tacitly resisted. Its full imposition was cut short by the break with Stalin in 1948, after which modernism quickly emerged as a predominant mode of practice. Although intended as non-representational, modernism acquired certain implicit meanings: on the one hand, it was one of the de facto style of the first massive wave of socialist modernization, on the other, it was seen as a signifier of Yugoslavia's distinction from the Soviet bloc. (Kulić dans Mrduljaš et Kulić, 2012, p. 37)

Comme le souligne également Babić, la création de la municipalité de Novi Beograd, montre très bien cette volonté de représenter le national :

Designed by Yugoslavs to be constructed on an empty marshland site outside the existing city fabric, it was intended to relate to the Yugoslavian peoples, as well as foreign enemies and allies. The new city was designed to show the power of Socialist Yugoslavia, and at the same time it was to represent the unification of the country and its founding republics. Yugoslavia was supposed to be a country of equal nations, and New Belgrade was crucial as the new capital, created from nothing and for its entire people. (Babić, 2013, p. 39)

La séparation Tito-Staline viendra ensuite engager un virage important dans la conception et la pratique de l'architecture. En effet, cette période marque un retour définitif vers l'architecture moderne.

Même si la Yougoslavie s'éloigne du Social Réalisme, l'architecture moderne a largement participé à la création d'une nouvelle identité yougoslave : *« Its transformative power penetrated far beyond the question of social justice as played out in urban space, affecting such broad areas as the construction of national identities, public memory, and everyday*

Comme le souligne Ikonnikov (1990), pendant la période de l'après-guerre, le style deviendra éminemment symbolique, misant aussi sur l'importance des emblèmes et des attributs à caractère national.

practices » (Kulić et Mrduljaš, 2012, p. 19). À travers la mise en place de principes égalitaires, on retrouve une idéologie anti-bourgeoise dans le modernisme tel qu'il est appliqué en Yougoslavie :

During the first decade of the post-war period bourgeois architecture and urbanism were criticized relentlessly and unconditionally. The basic principles of egalitarianism and planned urbanization were realized through decentralization of industry to underdeveloped regions and efficient distribution of large enterprises in a few major urban centres. At the city level, the guiding planning principles were promoted through (a) standardization, (b) proper city size, (c) the vital role of the city centre and (d) the neighbourhood unit (local community) concept [75]. The functional city ideas promoted by Le Corbusier and the Congrès Internationaux d'Architecture Moderne (CIAM) since its founding in 1928 were embraced and implemented throughout the whole territory of Yugoslavia in the post Second World War period (Nedović-Budić et Cavrić, 2006, p. 409).

Il serait facile de penser, à l'instar de Babić, que la Yougoslavie choisit le modernisme pour son caractère international, neutre et antihistoriciste : « *A process where architectural history of each Yugoslavian republic was determined to stay hidden, all in favor of creating a unified country, a country without any history other than the revolutionary one, the one acquired in World War II* » (2013, p. vii). Il semblerait en effet que le modernisme devient ici un instrument politique dans ce que Babić appelle une « bataille contre l'histoire » (2013, p. 21). Dans un pays qui comprend six républiques culturellement et historiquement très différentes, il semblait alors essentiel de choisir une forme impartiale de manière à éviter le parti-pris. Il y a pourtant beaucoup plus derrière ce changement stylistique. D'une part, comme nous l'avons vu, les architectes de la vieille école moderne sont devenus, avec la guerre, l'élite architecturale de la république. Étant donné leur participation à la libération de la république, ces architectes ont alors une grande liberté malgré l'étroitesse du système établi. Ainsi, bien que le politique soit parfois lourdement représenté, il n'y avait pas vraiment de style prescrit par le gouvernement, comme c'était souvent le cas dans les pays du Bloc de l'Est. On pourrait toutefois avancer que cet engagement envers l'architecture moderne fait figure d'une certaine prise de position politique et idéologique envers l'Ouest. En effet, c'est l'architecture moderne, qualifiée par l'Est d'architecture bourgeoise, qu'on choisit, prenant ainsi position en faveur d'une forme plus libérale. On pourrait ainsi avancer que l'architecture a fortement participé à la représentation du nouveau pays aux échelles

locale et internationale.

Même si l'influence du modernisme perdure tout au long de la Yougoslavie, il ne restera pas fondamental. À partir du milieu des années 1960, à la suite d'une récession importante et dans la continuité de l'alliance des pays non alignés, le modernisme est peu à peu délaissé pour un post-modernisme qui abandonne une certaine forme de neutralité au profit d'une forme plus régionaliste (Babić, 2013, p. 100-101). En 1980, selon Blagojević (2011), la modernisation de la République reste ainsi inachevée, comparable au projet même de la Yougoslavie :

In 1980, following Tito's death, this highly emancipated and modern complex system of governance became largely unworkable, with the rising national/ethnic fragmentation, particularism of interests, and lack of consensus on major questions regarding the federal unity and responsibilities towards problems of regional inequalities. Also, while Yugoslav socialism recorded constant economic dynamism of both intensive and extensive growth, as from 1980 the macroeconomic performance figures started to decline, and subsequently regress. [...] Subsequently, the 1980s were the years of economic stagnation, which rendered the problems of restructuring even more complicated. (Blagojević, 2011, p. 24)

Cette période de désillusion et de stagnation marquera un tournant qui mènera lentement mais sûrement vers les événements des années 1990.

3.1.3 Le Generalštab

« Like stories written in stone, capitals across the globe embody national identity and historical consciousness. [...] Capital city buildings and urban planning have the power to awe, to alienate, to inspire and to intimidate »
Michael Wise

C'est entre 1954 et 1963, dans le contexte de la création de la Yougoslavie, qu'est construit le Generalštab, situé au 33-35 rue Knez Miloš à Belgrade et conçu par l'architecte Nikola Dobrović. Rappelons qu'il s'agit d'un complexe militaire composé de deux bâtiments d'envergure (nommés bâtiment A – 12 654 mètres carrés — et bâtiment B – 36 581 mètres carrés). Le bâtiment A servait initialement de Quartier général militaire de l'armée yougoslave et le bâtiment B de ministère fédéral de la Défense.

3.1.3.1 La localisation du complexe

Ces deux bâtiments sont séparés par la rue Nemanjina et par l'entremise de cette rue, les bâtis créent un portail de la ville.



Figure 3.4 : le complexe du Generalštab scindé par la rue Nemanjina. Source : Bojan Kovačević, 2001, p. 216-217.

À l'époque de leur construction, Nemanjina formait une ligne directe entre la gare Centrale, nœud de mobilité essentiel de la capitale fédérale, et Trg Slavija (Square Slavija), grand carrefour commercial très important à l'époque de la Yougoslavie (voir une carte de localisation en figure 3.5 et Trg Slavija en figure 3.6). Le complexe est ainsi situé au cœur de Saveski Venac, l'une des trois municipalités qui constituent le centre-ville de Belgrade (avec Stari Grad et Vračar). Il fait aussi face au siège du gouvernement de Serbie et au ministère fédéral des Affaires étrangères (aujourd'hui ministère des Finances et ministère de la Foresterie, des Mines et de l'Agriculture), tous deux construits par l'architecte Russe Nikola Krasnov entre 1928-1938 (figure 3.7 et 3.8).

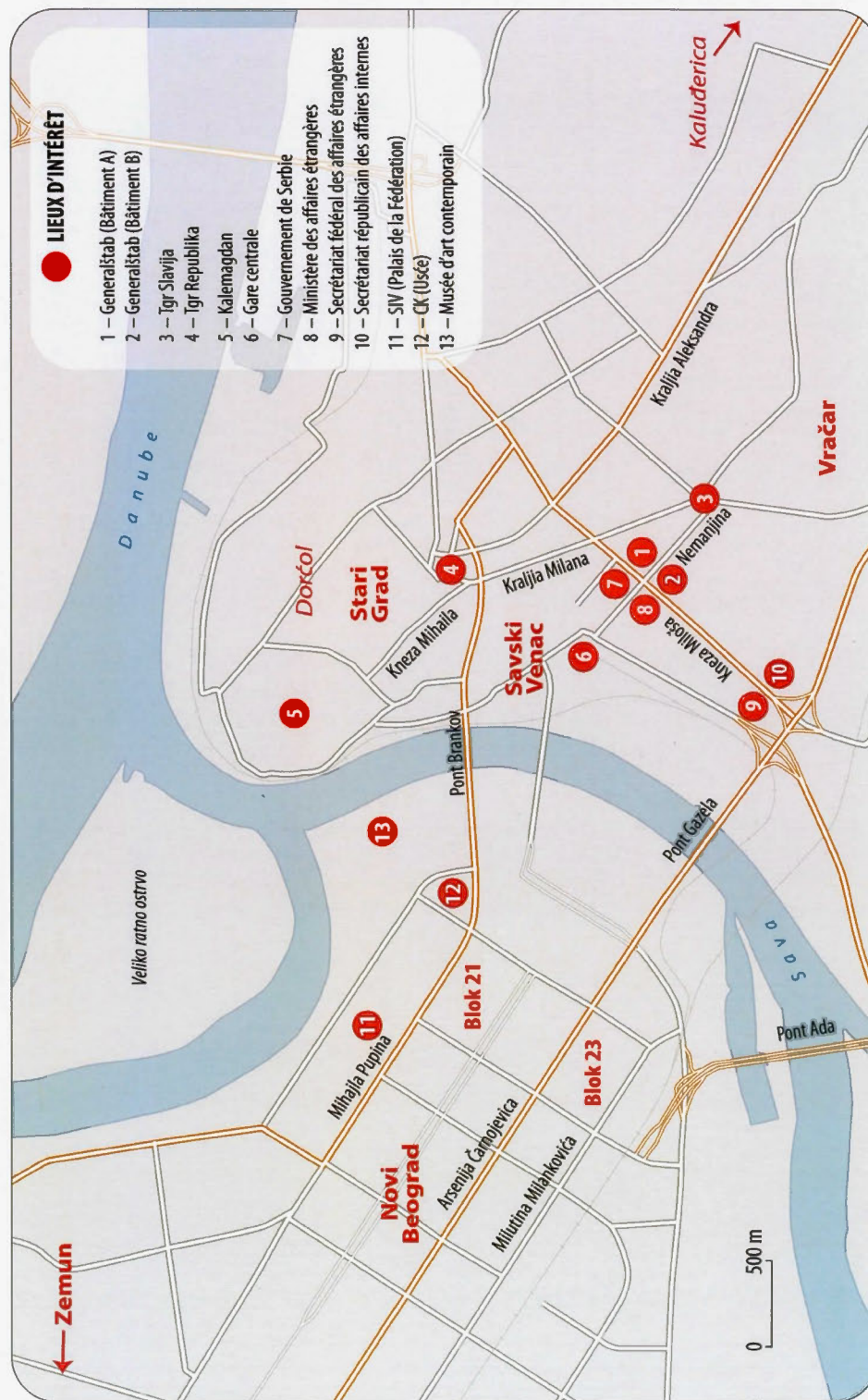


Figure 3.5 : carte de localisation de Belgrade. Source : Taïka Baillargeon, mai 2014.



Figure 3.6 : vue aérienne du Trg Slavija (Square Slavija). Source : Anonyme, RTS, 2012.



Figure 3.7 : le siège du gouvernement de Serbie. Source : Institut pour la protection des monuments culturels de Belgrade (<http://beogradskonasledje.rs/>).



Figure 3.8 : le ministère fédéral des Affaires étrangères. Source : Institut pour la protection des monuments culturels de Belgrade (<http://beogradskonasledje.rs/>).

À l'époque de la Yougoslavie, la rue Knez Miloš accueillera deux autres bâtiments institutionnels d'importance : le Secrétariat fédéral des affaires internes de Ludvik Tomori (1951) et le Secrétariat républicain des affaires internes d'Ivan Antić (1983). Même si son architecture moderne détonne avec le style néoclassique des bâtis environnants, le Generalštab formera ainsi un tout avec les bâtiments institutionnels qui composent cette importante artère du centre-ville. La rue Knez Miloš n'est pas seulement une artère institutionnelle, il s'agit également d'une route incontournable dans le réseau routier de la capitale. Vers le sud du Generalštab, la rue mène vers le pont *Gazela* qui relie Belgrade à la municipalité de Novi Beograd. Il faut savoir qu'au début de la Yougoslavie, cette toute nouvelle municipalité devait faire office de nouvelle capitale de la République. Même si cette idée est rapidement laissée pour contre, Novi Beograd accueillera plusieurs nouvelles infrastructures de haute importance. En effet, on y construit le Palais de la fédération (SIV) en 1947 (figure 3.9), le Quartier général du parti communiste (plus communément appelé CK pour *Centralni Komitet* ou Ušće, selon son nom actuel, voir figure 3.10) en 1964 ainsi que le musée d'art contemporain en 1958 (Figure 3.11).



Figure 3.9 : le Palais de la fédération ou « SIV », conçu par Anton Ulrih, Vladimir Potočnjak, Zlatko Najman et Dragica Perak en 1947, situé dans la municipalité de Novi Beograd. Source : Taïka Baillargeon, novembre 2011.



Figure 3.10 : la tour du CK conçu par Mihajlo Janković en 1964 pendant le bombardement de Belgrade en 1999. Source : Majdin, *Vreme*, 2009.



Figure 3.11 : le musée d'Art contemporain de Belgrade par Ivan Antić, fondé en 1958 et situé dans la municipalité de Novi Beograd. Source : Taïka Baillargeon, octobre 2011.

La municipalité est également connue pour ses immeubles d'habitation, qui serviront de logements à de nombreux employés de la république (figure 3.12 et 3.13). Elle devient ainsi un nouveau centre d'importance pour la double capitale.



Figure 3.12 : appartements du bloc 23 (1968-1974) conçu par Bozidar Janković, Branislav Karadžić et Aleksandar Stjepanović. Le Bloc 23 est situé dans la municipalité de Novi Beograd. Source : Taïka Baillargeon, 2009.



Figure 3.13 : appartements du bloc 21, construits entre 1961 et 1963 dans la municipalité de Novi Beograd.
Source : Taïka Baillargeon, octobre 2011.

Vers le nord, Knez Miloš croise également deux artères commerciales importantes : le boulevard Kralja Milana (figure 3.14) et le boulevard Kralja Aleksandra (figure 3.15)²⁴. Avec Stari Grad (la vieille ville) et Kalemegdan (sa forteresse médiévale), ces artères constituent probablement le cœur du centre-ville de Belgrade. Avant la Seconde Guerre mondiale, le site du Generalštab était occupé par le ministère de la Défense et l'Académie militaire, mais les deux bâtiments originaux ont été détruits lors du bombardement de Belgrade par les Allemands en 1941. À l'origine, on nomma le complexe le « Secrétariat d'État à la Défense nationale », mais selon Kovačević (2001), les Belgradois et les architectes l'ont toujours appelé le « Generalštab de Dobrović » (2001, p. 199).

²⁴ Ces boulevards portent le nom de deux rois importants de l'histoire locale : le roi Milan 1^{er} (*Kralja Milana*) et le roi Alexandre 1^{er} de Yougoslavie (*Kralja Aleksandra*).



Figure 3.14 : vue sur Terazije et le boulevard Kralja Milana au centre-ville de Belgrade. Il s'agit là d'une artère commerciale centrale qui croise la rue Knez Miloš. Source : Taïka Baillargeon, octobre 2011.



Figure 3.15 : vue sur le boulevard Kralja Aleksandra. Une autre artère commerciale, parallèle au boulevard Kralja Milana, qui croise la rue Knez Miloš. Source : Taïka Baillargeon, septembre 2011.

3.1.3.2 L'architecte

Si le bâtiment est ainsi rattaché à son architecte c'est que Nikola Dobrović est une importante figure de l'architecture serbe. Dobrović est un serbe d'origine Tsintsar²⁵, né à Pécs (Hongrie) en 1897, il termine ses études en architecture à Prague en 1923 et émigre vers Dubrovnik en 1934. Les racines personnelles et professionnelles de l'architecte se trouvent ainsi un peu partout dans la région des Balkans. Il travaillera toutefois sur la côte croate pendant plusieurs années, au fil desquelles son style deviendra clairement identifiable (Kovačević, 2001, p. 199; Perović et Krunić, 1998, p. 31).



Figure 3.16 : l'architecte Nikola Dobrović. Source : Dobrović, 1980.

L'architecte fait partie d'une vague de jeunes intellectuels et artistes qui arrivent d'Europe

²⁵ Les Serbes nomment « Tsintsars » les *Zinzars* ou *Valaques*, une population romanophone des Balkans qui descend probablement des anciennes colonies romaines.

centrale en Yougoslavie²⁶ dans les années 1920 et 1930, ouvrant ainsi la voie à l'architecture moderne en Yougoslavie (Blagojević, 2003, p. 7). Dobrović est d'ailleurs considéré comme un pionnier du modernisme serbe (Kulić, 2009a, 24; Perović, 2003, p. 160; Perović et Krunic, 1998, p. 11) et le Generalštab est à la fois qualifié de moderne et d'avant-gardiste, de surréaliste et même d'expressionniste²⁷ (Perović, 2003, p. 160; Kovačević, 2001, p. 202). En 1943, l'architecte quitte une Dubrovnik occupée par l'Allemagne pour rejoindre les partisans ou l'Armée nationale de la libération (section militaire du Parti communiste yougoslave dirigé par le maréchal Josip Broz Tito). L'appartenance de l'architecte à cette faction militaire pendant la Seconde Guerre mondiale aura des répercussions importantes sur sa liberté professionnelle à l'intérieur du régime socialiste. En effet, comme le souligne Kulić (2009 b), au lendemain de la guerre, les jeunes architectes qui s'étaient engagés auprès des partisans se retrouveront en position professionnelle favorable, formant ainsi la nouvelle élite architecturale de la Yougoslavie : « *All these men [...] had already established their reputations before the war and their continuing prominence was only confirmed by their participation in the Liberation Movement* » (Kulić, 2009b, p. 27). On pourrait également avancer que la participation de l'architecte à la Seconde Guerre mondiale, bien qu'il n'a jamais fait partie du parti communiste par la suite, a aussi joué sur les perceptions du bâtiment. En effet, ce dernier sera dès lors approprié et conçu comme symbole socialiste bien que son style s'éloigne du réalisme socialiste soviétique, alors largement approprié dans les pays de l'Est.

Même si Dobrović ne construit qu'un seul bâtiment dans la capitale, il s'agit d'un acteur de poids dans la reconstruction et la planification du Belgrade moderne. Au lendemain de la

²⁶ Nous parlons ici de la première Yougoslavie (le royaume de Serbie, la Croatie, le royaume de Monténégro, le territoire de Bosnie et Herzégovine, la Voïvodine et le territoire Slovène), fondée en 1918 sous le nom de royaume des Serbes, Croates et Slovènes. En 1929, le roi Alexandre 1^{er} baptise le pays « Royaume Yougoslave ». La deuxième Yougoslavie ou la Yougoslavie de Tito prendra le relais à partir de 1943.

²⁷ On remarque souvent une confusion de styles lorsqu'on parle du travail de Dobrović. L'architecte est assurément moderne, mais comme on le verra plus loin, il existe plus d'une modernité. Il faut également souligner qu'au début de sa carrière l'architecte sera influencé par divers mouvements d'avant-gardes (d'où les qualifications de surréaliste et d'expressionniste). Durant un entretien mené à Belgrade en 2011, un participant a également fait un rapprochement avec le cubisme (C002/70+/architecte/S).

guerre, il sera responsable des Départements de planification urbaine de la Ville et de la République. En 1946, il devient le directeur de l'Institut d'urbanisme de Belgrade (*Urbanistički institut Srbije*) (Kulić, 2009a; Le Normand, 2014). Dans une publication de l'Institut datant de 1946 (*Obnova i izgradnje Beograda – Rénovation et construction de Belgrade*), l'architecte proposera une série de projets pour la reconstruction de la ville. Selon Le Normand (2014), Dobrović mise pourtant largement sur l'architecture plutôt que de penser la ville comme structure unifiée : « *Rather than a comprehensive proposal for the reconstruction of the city, it contained a series of studies on how to transform specific sites, all of them public spaces or buildings. He focused on the compositional qualities of these spaces, privileging grandiose, sweeping perspectives converging on monumental buildings* » (2014, p. 47). On reconnaît plus particulièrement sa participation à la planification de la municipalité de Novi Beograd qui fut largement construite durant les premières décennies de la Yougoslavie (Blagojević, 2005). Toujours en 1946, Dobrović produira le premier plan pour la nouvelle municipalité de Novi Beograd (*Sketch for the regulation of Belgrade on the left bank of the river Sava*) (Blagojević, 2005). Dans ce document, l'architecte propose la création d'un district radicalement moderne, misant encore une fois largement sur la présence de figures architecturales d'importance (une vingtaine de bâtiments institutionnels). Ce premier plan de Dobrović ne sera pas retenu et les autorités en place lanceront un concours de design qui s'avérera tout aussi infructueux avant de remettre le projet de planification à une équipe de l'Institut d'urbanisme en 1948. Dobrović sera encore une fois de la partie :

With the help of Milorad Macura, Dobrović produced a Conceptual Plan for New Belgrade in 1948. Borrowing loosely from various plans in the 1946-1947 competition and from Le Corbusier's Ville Radieuse, this plan cut New Belgrade into a grid-pattern of superblocks crisscrossed by broad, automobile-friendly avenues. The superblocks would be developed in the form of freestanding buildings surrounded by green-space. At the apex of the grid, the country's most important government buildings – the presidency and the Central Committee of the Communist Party – would dominate the composition (Le Normand, 2014, p. 54-55).

Comme le souligne Le Normand (2014), le plan de l'architecte sera largement modifié avant de trouver sa forme finale en 1950, mais on y trouve encore d'importantes traces de

l'apport de Dobrović.



Figure 3.17 : plan préliminaire de Novi Beograd élaboré par l'Institut d'urbanisme de Belgrade en 1948. Source : Marić et coll., 2010, p. 53.



Figure 3.18 : plan de Novi Beograd intégré au Plan d'urbanisme de Belgrade de 1950. Source : Marić et coll., 2010, p. 53.

Malgré cette participation notable à la reconstruction de Belgrade et à la conception de Novi Beograd, l'architecte est retiré de son poste et désigné professeur à la Faculté d'architecture de l'Université de Belgrade. Selon plusieurs (voir notamment Kulić, 2009a et

Perović et Krunić, 1998), l'architecte devrait ce changement professionnel à son caractère inflexible et fougueux. En effet, on parle généralement de lui comme d'un homme de génie, un excentrique sans compromis, impétueux, dédié, fougueux et passionné. Dobrović était également un architecte solitaire; il travaillait souvent seul et évitait toute association avec les mouvements artistiques et politiques (Perović et Krunić, 1998, p. 21). Le Normand nous fait remarquer que le mystère qui entoure le renvoi de Nikola Dobrović contribue à alimenter une mythologie de l'architecte : « *Mystery surrounds the circumstances of Dobrović's removal, allowing a mythology to develop that portrayed him as a martyr to communism, a consequence of his strong personality, his unwillingness to compromise, and his refusal to play the political game* » (Le Normand, 2014, p. 54). À l'instar de Blagojević (2007), l'auteur avance toutefois que l'approche de l'architecte était peut-être trop limitée au design et à l'architecture. Au cours de ses années comme professeur d'architecture, il écrit plusieurs articles et plusieurs livres incluant une histoire de l'architecture moderne en cinq volumes (Kulić, 2009a, p. 14).

En 1954, l'architecte est invité à participer à une compétition fermée pour la construction du nouveau Generalštab de Belgrade. Il ne reste rien aujourd'hui de la liste des architectes invités à cette compétition, mais la plupart des historiens de l'architecture s'entendent pour dire qu'il ne pouvait s'agir que des architectes les plus connus de la région, incluant sans aucun doute l'incontournable architecte slovène Jože Plečnik (Kulić, 2009a; Kovačević, 2001). Selon Kulić, il est fort probable que le passé militaire de Dobrović ait joué en sa faveur : « *But one may speculate that at a time particularly alert to "ideological enemies," it would make him an appropriate person to work with the Army, which itself was formed from the Partisan units* » (2009a, p. 14). Pendant plusieurs années, l'architecte a travaillé différents plans, améliorant continuellement son design original. Il aurait même proposé de travailler gratuitement pour assurer la finalité de son projet (Kovačević, 2001, p. 45). Finalement, à la suite de nombreuses mésententes avec son client, Dobrović quitte le projet quelques mois avant l'ouverture en 1963. Selon Kovačević, le bâtiment restera toutefois en accord avec le design initial de l'architecte, ne subissant que quelques changements

minimes. Notons par exemple que les châssis doubles qu'avait conçu l'architecte et que l'on retrouve sur le bâtiment A ne sont pas sur le bâtiment B (Kovačević, 2001, p. 200).



Figure 3.19 : détail des châssis doubles du bâtiment A. Source : Taïka Baillargeon, juillet 2010.

La forme « en cascade » ainsi que la symétrie des bâtiments constituent sans doute la signature architecturale de l'auteur. Les deux bâtiments ont une structure presque identique : ils sont tous deux avancés d'un pavillon d'entrée, ils s'étendent à l'horizontal le long de la rue Knez Miloš et se referment, créant ainsi une cour arrière.

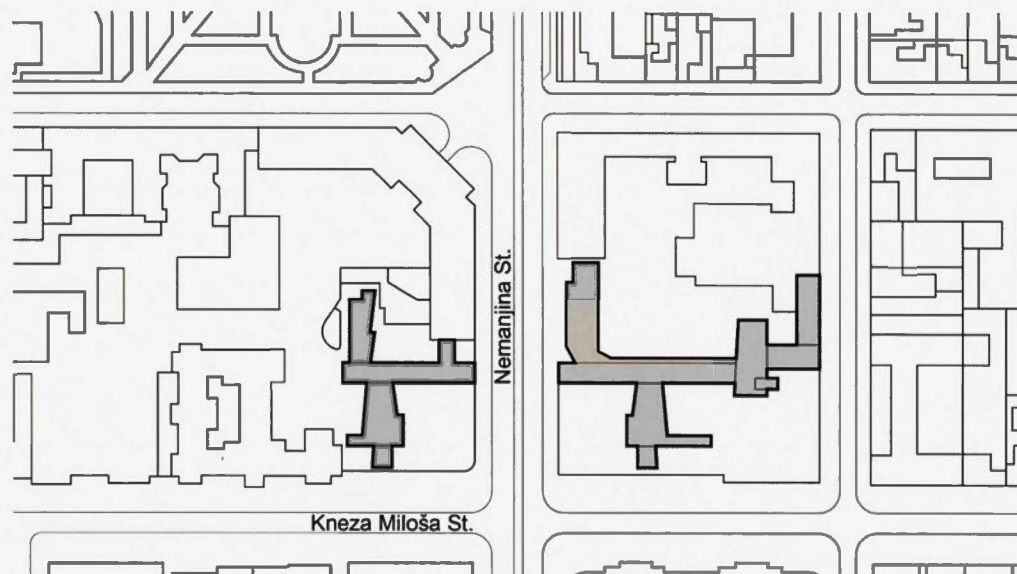


Figure 3.20 : le Generalštab, plan du site (esquisse de Christian Feneck). Source : Kulić, 2009a.

Le bâtiment B est pourtant plus long que le bâtiment A et il se termine sur une tour à bureau de 18 étages. Notons que l'architecte n'avait initialement prévu que 10 étages pour cette tour.

Même si la rue Nemanjina découpe le complexe en deux, le design propose une continuité fluide qui participe aussi à donner une impression d'horizon au passant qui l'observe à partir de la rue Knez Miloš. Le complexe constitue ainsi un ensemble presque géométrique de lignes horizontales (le complexe), verticales (la tour) et diagonales (la cascade). Le choix des matériaux (le marbre blanc de Brać en Croatie, et la pierre rouge de Kosjerić en Serbie) est également caractéristique de l'œuvre de Dobrović. En ajoutant la pierre rouge à son design, l'architecte souhaitait marier la chaleur du rouge au blanc ascétique que favorise souvent l'architecture moderne. En ajoutant un jeu de teintes et de textures, il affirmait encore pouvoir éviter les tentations de décoration qui mettent en danger l'architecture moderne (Dobrović, 1998, p. 132).



Figure 3.21 : le Generalštab. Source : Dobrović, 1998.

À l'échelle de l'aménagement, il est aussi intéressant de souligner qu'en plus d'intégrer une rue qui permet aux passants d'apprécier la qualité de l'architecture, Dobrović construit son complexe en retrait de la rue, accentuant ainsi la monumentalité du bâti et ajoutant un autre espace public propice à l'expérience visuelle du passant.

3.1.3.3 Le sens investi du lieu : entre Sutjeska et Henri Bergson

Lorsque l'on passe aujourd'hui devant ce monstre moderne bombardé, on pense

systématiquement aux années 1990, aux guerres des Balkans et particulièrement à la guerre du Kosovo, mais que signifiait ce complexe d'envergure au moment de sa construction? Dans *Pokrenutost Prostora — Bergsonove "Dinamicke Sheme" — Noval Likovna Sredina* (Espace en mouvement — schéma dynamique de Bergson — Nouvelle image de l'environnement), un essai publié en 1961, Dobrović lui-même mentionne deux symboliques qui pourraient aujourd'hui nous paraître opposées : la représentation du canyon de Sutjeska et la mise en architecture de la philosophie d'Henri Bergson sur le mouvement et l'expérience.

Sutjeska

D'abord, plusieurs mentionnent un lien évident entre le bâtiment et le canyon de Sutjeska, situé à la frontière entre le Monténégro et la BIH (Damljanović, 2005; Jovanović Weiss, 2000/1; Kulić, 2009a; Kovačević, 2001). Ce canyon, qui est aujourd'hui devenu un parc national, est un lieu de bataille notable pour les partisans qui, grâce aux montagnes et falaises de la région, ont réussi à fuir les troupes ennemies en 1943.



Figure 3.22 : parc National de Sutjeska, Bosnie-Herzégovine. Source : <http://Generalštab.tripstation.com/bosnia.html>.

Dans l'article mentionné plus tôt, l'architecte mentionne avoir voulu relocaliser au centre de

la capitale ces montagnes et falaises dans lesquelles « les batailles les plus féroces et fatales » ont pris place, voulant ainsi créer ce qu'il appelle un « visuel héroïque » : « *The urban symbol of the Sutjeska is formed from both the one and the other side of Nemanjina Street in the new spatial tone of "visual Eroika"* » (1998, p. 121, traduction personnelle de professeur Vladan Đokić). Ce lien entre le Generalštab et la bataille de Sutjeska reste pourtant assez abstrait, laissant croire que l'architecte tend peut-être à minimiser la symbolique politique du bâti. Plusieurs architectes serbes réfutent d'ailleurs la prise de position politique de l'architecte, affirmant que Dobrović n'aurait jamais fait une telle comparaison (voir par exemple Kulić, 2009a, p. 42). On peut toutefois rappeler que malgré un style moderne très près du mouvement internationaliste²⁸, il existe une légère tendance régionaliste dans le travail de l'architecte (pensons notamment à son utilisation de matériaux locaux). Comme le note Bogdanović (2003), « *As early as June 1930, in Hat Bouwbedrif, Theo van Doesburg described Dobrović as a young modernist architect with a unique, regionally derived artistic language* » (2003, p. 87; van Doesbur, 1990). Kulić (2009a) remarque également que même si le court paragraphe sur Sutjeska apparaît comme un ovni dans l'essai théorique de l'architecte, il ne fait aucun doute que ce dernier propose un rapprochement entre son architecture et la participation des partisans dans le mouvement de libération :

In a paragraph entitled "Space in Motion and Ideas," the architect claimed that the building was a "carrier of all important characteristics of a defiant and bold nation, from the uprising—by organic growth from the ground—to the ascension to craggy heights. Power, élan, and courage are embodied in sculptural masses that rear like on armored tank." Although somewhat puzzling for lacking any previous introduction in the main body of the text, this statement clearly referred to the Partisan uprising and the liberation war (2009a, p. 39).

Dobrović ajoute d'ailleurs encore que ce type de « square Sutjeska » pourrait être recréé dans chaque grande ville de la République (1998, p. 121). Cette dernière idée n'a bien sur

²⁸Le Style international se développe en Europe dans les années 1920 et 1930. Selon l'encyclopédie Britannica, les caractéristiques principales du Style international sont les formes rectilignes, les surfaces planes et le dénuement ornemental le tout créant une certaine impression de légèreté. Le Corbusier, Mies van der Rohe, Walter Gropius sont trois figures influentes du mouvement.

jamais été réalisée, mais en 1971, l'artiste Miodrag Živković a conçu un monument à la mémoire de cette fameuse bataille au cœur même du parc national de Sutjeska. Comme le remarque Kulić (2009a), cette sculpture notoire ressemble énormément au bâti de Dobrović et inclut notamment une zone de passage similaire à la rue Nemanjina traversant le Generalštab (figure 3.23). Selon Burghart et Kirn (dans Mrduljaš et Kulić, 2012), l'expérience visuelle du passage à travers le monument est d'ailleurs, elle aussi, essentielle à l'appréciation de l'œuvre.

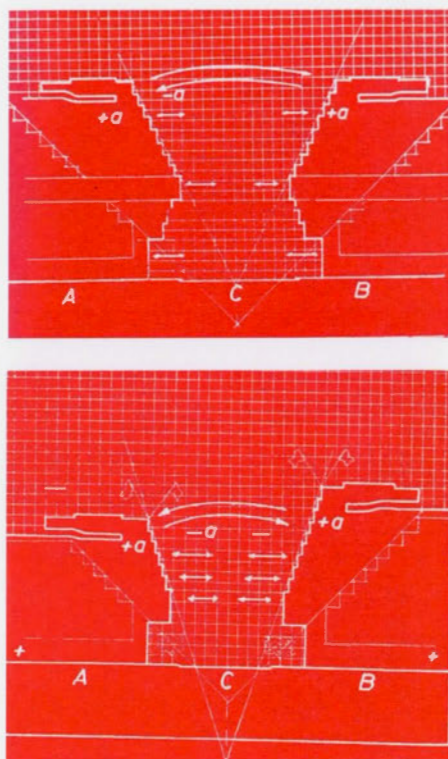


Figure 3.23 : monument de Sutjeska, Miodrag Živković, 1971. Source : Ana Džokić (<http://www.europelostandfound.net/>)

Henri Bergson et l'architecture en mouvement

Dans son article, Dobrović présente surtout sa théorie de « l'architecture en mouvement » qui se veut une application architecturale de la philosophie d'Henri Bergson sur l'évolution créatrice (Bergson, 1959). Dans son essai, l'architecte propose une interprétation très libre de la théorie bergsonienne selon laquelle il n'y aurait ni à priori, ni finalité à prévoir, mais seulement une évolution qui se construirait à travers l'expérience : une évolution créatrice. Le philosophe oppose ici un temps statique ou fini, proche de l'histoire, à la durée, qui

tiendrait plutôt de l'avenir, de l'imprévisible et de la création. L'opposition matière/vide (bâti/rue) de Dobrović figurerait ainsi cette opposition primordiale entre la finalité et l'évolution, entre le passé fini et le présent continu. À travers une série de plans qu'il appelle « schéma dynamique de Bergson » (*Bergsonove "Dinamicke Sheme"*), l'architecte tend donc à créer un contraste fondamental entre la matière et l'évolution. Ces schémas, qui nous renvoient à une esthétique presque cubiste, présentent différentes dynamiques symétriques et asymétriques qui donnent au bâti une impression de mouvement (Dobrović, 1998, p. 128). Il s'agit en fait des différents plans initialement proposés à l'Armée, mais, pour des raisons financières, cette dernière aurait opté pour la version symétrique du complexe (voir le premier exemple de la figure 3.24) (Miladinović, Liechti et Keller, 2006).



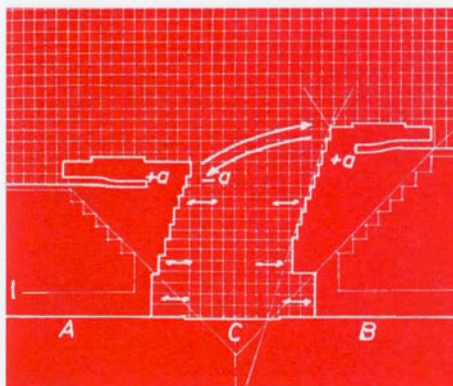


Figure 3.24 : les Schémas dynamiques. Source : Dobrović, 1980.

À travers le complexe de deux bâtiments symétriques qui juxtaposent la matière et le vide, l'architecte propose donc une « architecture en mouvement »; une architecture qui passerait du stade de balance statique (le bâti) à celui de l'impulsion dynamique (le vide/la rue), passant de la matière à la temporalité et ainsi, à l'expérience. Dobrović présente ici la matière à travers un montage de volumes solides et de formes géométriques négatives, et en intégrant le vide il crée ce qu'il appelle « un montage d'expériences spatiales » (Blagojević, 2003, p. 117). La notion d'expérience est aussi primordiale chez l'architecte que chez le philosophe, car c'est essentiellement à travers une expérience spatio-temporelle (celle de l'objet, mais aussi celle du passant) qu'il parvient à établir une durée pour une nouvelle identité moderne. Il faut d'ailleurs souligner que la rue/vide est, pour Dobrović, un élément aussi central que le bâti. Il va sans dire que sa perception n'est pas seulement celle d'un architecte, mais aussi celle d'un urbaniste. L'architecture est ainsi toujours pensée dans sa relation avec l'espace environnant, avec l'espace public et avec l'espace qu'est la capitale. À travers cette combinaison entre la matière et le vide, c'est une expérience presque cinématographique que Dobrović souhaite inciter. L'architecte se réfère d'ailleurs souvent au cinéma dans son essai, comparant le Generalštab à la pellicule d'un film qui juxtapose les images aux cadres et crée ainsi une continuité narrative.

La comparaison cinématographique de Dobrović suggère une réflexion plus large sur la mécanisation à l'ère moderne et les dynamiques de la vie contemporaine (Dobrović, 1998,

p. 118). Fervent défenseur de la modernité et admirateur de l'homme moderne, Dobrović va jusqu'à proposer que c'est à travers son expérience de la juxtaposition entre le vide et la matière que l'homme se transforme, qu'il se renouvelle. Ainsi, le vide est fortement lié à l'expérience et cette expérience est fondamentale à l'identité. L'architecte pense clairement à une identité moderne, mais selon Jovanović Weiss (2000), il imaginerait également le vide comme partie intégrante de la nouvelle identité yougoslave (2000, p. 3). Il est intéressant de noter que ce vide représente d'ailleurs bien cette identité yougoslave qui, à l'époque où Dobrović pense son bâtiment, est encore en formation, imprécise, nouvelle et sans mémoire propre. En effet, il faut rappeler que la Yougoslavie est alors une jeune république, nouvellement indépendante de la Russie, qui rassemble six républiques. Il n'existe donc pas encore réellement d'identité proprement yougoslave, celle-ci étant plutôt hétérogène, fondée sur différents narratifs identitaires. Avec son vide habité par une rue passante, Dobrović semble donc inviter le peuple yougoslave à expérimenter et à participer à la naissance d'une Yougoslavie moderne qui ne serait pas fondée sur le réel, mais sur le possible. Ainsi, le vide serait encore moteur de changement. Comme l'écrit Michel de Certeau dans ses *Arts de faire* : « Pratiquer l'espace c'est répéter l'expérience jubilatoire de l'enfance : c'est, dans le lieu, être autre et passer à l'autre » (de Certeau 1990, p. 164). Pour l'anthropologue Marc Augé, cette expérience dont parle de Certeau c'est « l'expérience de la naissance comme expérience primordiale de la différenciation, de la reconnaissance de soi comme soi et comme autre que réitérent celles de la marche comme première pratique de l'espace » (Augé 1992, p. 107). On pourrait ainsi croire que le vide chez Dobrović propose la naissance d'une nouvelle identité à travers une pratique de l'espace dans laquelle les sujets pourraient identifier un soi national.

Dobrović est décédé en 1967 et le Generalštab est non seulement sa seule œuvre dans la capitale, mais aussi son dernier design, son *opus magnum*. Au fil des ans, le Generalštab ne subira pas de transformations particulières. À partir de son inauguration, en 1963, le bâtiment sera surtout reconnu pour sa fonction militaire. Certains journaux locaux le qualifient d'emblée de « complexe *Sutjeska* », insinuant qu'il est surtout compris par la

population comme un monument à la mémoire des partisans, fondamentalement lié à l'histoire militaire (voir notamment Avakumović, 2005 et 2007; Dedeić, 2006; Korlat, 2007 et 2008; Novčić, 2004; Skrozza, 2007). Nous ne connaissons jamais l'importance de cette représentation politique pour Dobrović, mais comme le souligne Kulić, à l'époque de la Yougoslavie, « *the idea that the Generalštab symbolized the Canyon of the Sutjeska was popular with the general public* » (2009a, p. 44). Il faut ajouter qu'à cette époque, l'Armée occupait une fonction importante au sein de la Yougoslavie. Selon Cook (2001), l'Armée du peuple yougoslave constitue le second pilier du pouvoir après le parti communiste. Bien installée au centre-ville de la capitale de la République, l'Armée était également très visible à Belgrade. Au lendemain de la guerre, elle possède plusieurs infrastructures au centre de la ville et elle investit largement dans le développement de logements qui prend place dans la nouvelle municipalité de Novi Beograd (Kulić, 2013; Conley et Jovanović dans Mrduljaš et Kulić, 2012).

3.2 Le démantèlement de la Yougoslavie, le bombardement de Belgrade et la fin du Generalštab (1990-1999)

Tito meurt d'un cancer le 4 mars 1980. La mort du « dictateur bienveillant » (Shapiro, 2004, p. 180) sera suivie d'une longue période de confusion politique, sociale et économique. Après la mort du Maréchal, la Yougoslavie change de leader presque tous les ans et les différentes tensions nationalistes qui avaient été étouffées pendant la période de Tito commencent à réapparaître. De plus, les années 1980 amènent une importante crise économique dans la région, causée par le choc du pétrole dans les années 1970, la récession mondiale et une dette de 20 milliards de dollars américains. Cette situation économique conduit d'ailleurs la Slovénie et d'autres régions économiquement plus fortes (Croatie, Serbie) à inciter une réforme politique et économique. Pendant ce temps, la question de l'autonomie du Kosovo devient catalyseur du renouveau nationaliste en Serbie. Après 1981, des tensions violentes s'engagent entre les Serbes, les Monténégrins et les Albanais du Kosovo. Trente mille Serbes et Monténégrins quitteront d'ailleurs le Kosovo dans les années

1980 à cause de problèmes économiques importants. Finalement, il faut dire qu'avec la fin de la guerre froide et le déclin du communisme dans le reste de l'Europe, les facteurs d'unification de la Yougoslavie étaient de plus en plus mis en jeu.

En 1989, Slobodan Milošević entre au pouvoir et organise un évènement commémoratif des martyrs serbes qui avaient perdu la guerre du Kosovo en 1389. Plus d'un million de Serbes participent à l'évènement. Le Président planifiera ensuite peu à peu l'éviction de tous les non-Serbes des territoires de la Serbie. En continuité avec ces actes ségrégationnistes, en 1989-1990, Milošević assure un pouvoir serbe sur le Kosovo et nettoie la Serbie des rivaux et des modérés. Au Monténégro on assiste au même type de nettoyage, ce qui donne aux Serbes un pouvoir central. En juin 1991, la Croatie et la Slovénie déclarent leur indépendance, suivi de la Macédoine en septembre 1991. Les citoyens de Slovénie votent pour l'indépendance à 89 %, mais le lendemain des élections, l'Armée de la république déclare la guerre au pays nouvellement indépendant. Cette guerre ne dure que 10 jours et la Slovénie en sort vainqueur. L'évènement est suivi de la guerre de Croatie qui s'étend de 1992 à 1995. Officiellement, les deux pays ordonnent un cessez-le-feu en 1992 et la République de Croatie est reconnue souveraine. Il y a toutefois des combats intermittents jusqu'en 1995, moment où la Croatie lance deux offensives majeures qui signent la fin de la guerre.

En 1992, dans les pourparlers de paix, la Serbie et la Croatie essaient de s'entendre sur comment séparer le territoire de BIH qui comprend d'importantes populations serbes et croates. Cela n'est pas sans causer de problèmes dans le territoire de la Bosnie-Herzégovine. En janvier 1992, les Serbes de BIH créent la Srpska Republica au nord-est du pays et le reste du territoire se divise en deux entités : la Bosnie et l'Herzégovine (Bosnie – musulman/Herzégovine – croate) au Sud-Ouest. Le 5 avril 1992, la BIH déclare son indépendance, mais les Serbes du nord n'acceptent pas cette déclaration qui les sépare de leur mère patrie. Alors que les Croates et les Serbes continuent de se battre en territoire croate, la guerre de BIH éclate en 1992. Ainsi, alors que Milošević continue ses attaques

contre la Croatie, l'Armée yougoslave procure son aide aux Serbes de BIH. En juillet 1995, l'Armée de la Republika Srpska engage le massacre de Srebrenica. Ce massacre qualifié de génocide, causera la mort de 8 000 Bosniaques et réveillera enfin la communauté internationale sur l'atrocité de cette guerre. En août 1995, l'Armée de la Republika Srpska bombarde Sarajevo, ce qui est suivi d'une attaque aérienne de la région serbe par l'OTAN. Ces deux événements mènent finalement à la fin de la guerre de BIH et à la signature de l'accord de Dayton, aux États-Unis, entre la BIH, la Croatie et la Serbie. L'accord de Dayton, signée en Ohio le 21 novembre 1995 avait pour but de promouvoir la paix et la stabilité en BIH et d'endosser une balance régionale dans et autour de la République de Yougoslavie. L'État de BIH devient alors une confédération incluant à la fois la BIH et la Republika Srpska. Même s'il s'agit de deux entités décentralisées, le gouvernement reste central et la direction est partagée par trois entités politiques. Ainsi, trois représentants (croate, serbe et bosniaque) sont élus à la présidence et se passent le pouvoir à chaque huit mois pendant quatre ans.

En 1998, seulement quelques années après la guerre de BIH, la guerre du Kosovo est déclenchée dans ce territoire indépendant qui appartient à la Serbie depuis 1944. Cette région autonome serbe, majoritairement albanaise et musulmane, avait été passablement délaissée à l'époque de la Yougoslavie. Pourtant, depuis l'arrivée au pouvoir de Milošević, les tensions n'avaient fait qu'augmenter entre les Serbes et les Albanais de la région. Cette guerre, qui a certes été la plus médiatisée des guerres des Balkans, se termine en 1999, à la suite du bombardement de Belgrade par l'OTAN. C'est seulement aux suites de ce bombardement, en juin 1999, que Milošević accepte que le Kosovo soit protégé par une présence étrangère et retire ses troupes de la province. Pendant les dix années qui suivront, la région sera considérée comme une enclave protégée par les forces de l'OTAN.

Finalement, le Monténégro sera la dernière république à se séparer de la Serbie le 21 mai 2006. Cette séparation se fera sans grande vague et les deux pays continueront d'entretenir de très bonnes relations. Pour clore le cycle du démantèlement, il faut encore rappeler

qu'en 2008, Le Kosovo déclarera également son indépendance, qui sera ensuite réfutée par la Serbie. Plusieurs pays membres de l'ONU accepteront cette déclaration comme licite et appuieront ce geste d'indépendance. Après une investigation au sein de la Cour internationale de justice, l'ONU déclarera en 2010 que l'indépendance du Kosovo ne contrevient pas à la loi internationale. La Serbie, qui n'accepte toujours pas cette indépendance aujourd'hui, a entrepris un rapprochement politique avec Priština au cours des dernières années.

3.2.1 La planification urbaine et l'architecture dans les années 1990

Alors que la période yougoslave est considérée comme une période de développement et de grands avancements à l'échelle de la planification urbaine, on parle désormais d'une perte de légitimité de la planification. Vujošević et Nedović-Budić parlent d'une période d'instabilité politique, de manipulation et de corruption, mentionnant également une absence d'intérêt public, une absence de gouvernance, un manque de stratégie de planification et une absence de transparence (Vujošević et Nedović-Budić, 2006, p. 281). Fish parle pourtant d'une planification « démocratisée ». On comprend à travers ces écrits que si cette période participe à une ouverture vers les marchés internationaux, elle reste toutefois marquée par une gestion économique fort centralisée et contrôlée par une poignée d'individus. Dans les faits, la planification urbaine est plutôt en régression qu'en progression. Dans les années 1990, le gouvernement adoptera certes le plan spatial de la République de Serbie (1996), mais il ne s'agit en fait que d'un mélange assez modeste entre ce qui a déjà été fait et quelques petits changements qui n'ont pas de réelles influences sur la politique, l'économie ou le social. Selon Djordjević et Dabović (2009), ce plan reste théorique puisqu'il n'est pas accompagné d'un plan stratégique économique. On critique également le fait qu'il soit très abstrait, ne tenant jamais vraiment compte des besoins de la communauté (Djordjević et Dabović, 2009, p. 146). Somme toute, il n'y aura pas vraiment de planification, ni de constructions officielles, pendant cette période de démantèlement. Selon Nedović-Budić, Djordjević et Dabović, (2011), ce manque de planification a largement

participé au chaos immobilier que connaîtra Belgrade dans les années 1990 : « *In the period from 1992 to 2000 only two plans were completed: one special purpose plan for a water basin (accumulation) and the Republic's plan. Most of urban development bypassed planning and happened through illegal construction* » (Nedović-Budić, Djordjević et Dabović, 2011, p. 444). Comme nous l'avons déjà mentionné, la construction illégale n'est pas un phénomène nouveau à Belgrade, mais il n'a cessé de croître depuis les années 1960 et devient un réel problème dans les années 1990. Selon Žegarac (1999), Belgrade comptait environ 30 000 constructions illégales en 1975, 76 669 en 1995 et 84 072 en 1997.

Le paysage belgradois prend ainsi encore une fois une nouvelle allure, mais cette fois il se transforme en réponse à un processus de dénationalisation rapide et à une situation précaire alors que la République s'engage dans de nombreuses guerres consécutives contre la Croatie, la BIH et le Kosovo. Il faut aussi rappeler qu'avec le démantèlement de la Yougoslavie une importante population serbe de la BIH et du Kosovo émigrera dans la capitale. Dans les années 1990, la ville de Belgrade, dont le système politique et économique est resté typiquement socialiste, est confrontée aux mêmes problèmes que toutes les capitales du bloc de l'Est. Pourtant, ces problèmes s'aggravent considérablement avec les guerres des Balkans qui viennent ralentir un processus de transition (Vujović et Petrović, 2007, p. 361). C'est une époque où règne le désordre et où, laissée à elle-même, la population de la capitale répond par une appropriation informelle de l'espace urbain. Cette situation laisse place à un développement incontrôlé, irrégulier et illégal engagé par des particuliers. Le Stealthgroup, groupe de chercheurs en architecture, parle du Belgrade des années 1990 comme d'une « ville sauvage » (The Stealth Goup, 2002). La construction illégale prend différentes formes, du simple kiosque bancal jusqu'à l'extension des banlieues informelles déjà existantes en passant par l'agrandissement de bâtiments privés et publics au centre de la ville (figures 3.25 et 3.26).



Figure 3.25 : la banlieue de Kaludjerica qui se développe massivement dans les années 1970 et 1980 et qui continue de s'accroître durant les années 1990. Source : Taïka Baillargeon, août 2009.



Figure 3.26 : l'extension informelle d'un toit au centre-ville de Belgrade. Source : Dubravka Sekulić, 2008 (<http://www.provisionalfutures.net/?p=291>).

Vujović et Petrović (2007) affirment qu'en 1997 le pourcentage de constructions illégales à Belgrade atteint 50 % des bâtiments construits dans les années 1990 (2007, p. 363). Toutefois, comme le remarque le Stealthgroup, cette « ville sauvage » n'est pas incompréhensible et inapprochable; si les constructions illégales répondent d'un certain chaos, elles correspondent également à une certaine forme d'organisation, une organisation informelle et spontanée qui permet tout de même l'émergence du nouveau et encourage la formation et le développement de nouvelles « espèces urbaines » (The Stealth Group, 2007).

En 1997, la ville de Belgrade passe la Loi sur la légalisation des bâtiments non autorisés. Dans leur étude sur le processus de légalisation, Maria del Pilar Cañamero et Lisa Euler affirment qu'à la fin des années 1990 le gouvernement cherche d'abord et avant tout à faire disparaître les constructions illégales : « *Many wanted to restore the "dignity of the city" and pleaded for large demolition operations. However, demolition was too expensive. Estimations were that it would cost the city government around 5 bil. DM. Reversely, the fees for legalization would bring money to city's emptied reserves* » (Del Pilar Canamero et Euler, 2006). Le processus de légalisation permet une ouverture du marché immobilier, mais la plupart des particuliers n'ont pas les moyens nécessaires à l'achat de leurs propres constructions et la vente des bâtiments informels transforme ainsi une affaire illégale en un business lucratif. Les procédures appliquées pour la légalisation sont également complexes et le processus de légalisation est particulièrement lent. Selon Vućinić (2006), en octobre 2005, seulement 4,5 % des 350 000 applications pour la légalisation avaient été traitées. Le statut ambivalent des lois sur la propriété à Belgrade, lois mises sur pied à l'époque de la Yougoslavie, serait à la base de ces complications.

Il va sans dire que cette construction informelle aura une nette influence sur le paysage architectural de la ville. En effet, non seulement voit-on apparaître de nouvelles typologies de bâtis, mais l'ancien bâti est également transformé. Notons d'ailleurs que ces transformations n'existent pas seulement à l'échelle résidentielle, certaines institutions

subissent le même type d'intervention (pensons par exemple à la Clinique pour enfant de Milan Zloković, un important bâtiment moderne qui a été modifié par des extensions au cours des années 1990). Certains architectes et chercheurs travaillent actuellement à valoriser les constructions issues de l'informalité, considérant que cette architecture pourrait s'avérer le pilier d'une nouvelle créativité (voir par exemple le *Lexicon for Provisional Future(s)*²⁹). Parallèlement, l'architecte Srdjan Jovanović Weiss propose la naissance d'un nouveau style architectural propre aux Balkans des années 1990 : l'architecture turbo. Cette nomination fait appel au turbo-folk, un genre musical populaire au courant des années 1990 qui marie le folk de la région avec le *dance* électronique et la pop. Lorsqu'il parle de turbo architecture, Jovanović Weiss parle d'une architecture typiquement postsocialiste, une architecture de l'exagération et du criard qui tanguerait entre une architecture traditionaliste et une architecture globale :

Turbo architecture arose from dirt, or more precisely, the desire to be accepted in grand style. Turbo architecture is global, because it rejects modernism by reasserting both the forms and shapes that preceded it and the ones that follow it. Turbo architecture consciously or unconsciously leans toward Oriental sources, presenting them as authentically local. It cares little about the historical riddle that prior to modernism, Oriental influence had been affecting traditions for generations. Turbo architecture is against orthogonal form, but is based on technology that supports this form. Thus it tries to bend it, twist it, decorate it, cover it, disarm its interiors with a secondary layer of materials; it unites the expressive formal possibilities of modernist technology and traditional form until its primary sources are indistinguishable. (Jovanović Weiss, « Turbo Architecture » dans l'Atlas of transformation, <http://monumenttotransformation.org/atlas-of-transformation/index.html>)

La turbo architecture n'est pas seulement une architecture de l'informalité, mais c'est un style qui s'apparente aux années 1990 et notamment à la sphère criminelle qui participe alors largement à l'économie de la région.

²⁹ Le projet du *Lexicon for Provisional Future(s)* (<http://www.provisionalfutures.net/>) est un projet collaboratif qui vise la collection de termes et de (re)définitions autour de la question du « provisoire ». À partir d'une analyse de l'expérience des Balkans de l'Ouest, il s'agit ici d'explorer de nouvelles façons de penser et de construire la ville et l'architecture dans un contexte d'instabilité politique, économique et sociale.



Figure 3.27 : le bâtiment de Pink TV dans le quartier de Dedjinje à Belgrade. Pour Jovanović Weiss, il s'agit d'un exemple classique de Turbo Architecture. Source : Anonyme, RTS, 1^{er} juin 2012.

Ces procédés de construction formelle et informelle, bien que souvent rabaissée par l'élite intellectuelle, ont non seulement marqué l'image de la ville de Belgrade, mais il influence encore la pratique de la ville et la perception de l'architecture.

Dans la foulée de la dénationalisation, le gouvernement procèdera également à une privatisation des logements qui appartenaient jusqu'alors à l'État. Selon Herzog et Wyss (2006), « *after the downfall of socialism, the city experiences great financial difficulties. Among their initiatives, one sees the privatization of state owned apartments in New Belgrade, in order to raise money. In 1993, the first apartments are sold to respective occupants at favorable prices* » (Herzog et Wyss, 2006, p. 76). Les nouveaux propriétaires vont rapidement participer à une personnalisation des immeubles d'habitation; les entrées sont modifiées, les balcons sont aussi transformés et les appartements deviennent peu à peu singuliers. Il en ira de même des terrains publics laissés pour compte par l'État. Herzog et Wyss remarquent que la population se l'approprie de manière informelle pour cultiver des fleurs et des légumes (Herzog et Wyss, 2006, p. 76). Ainsi, les années 1990 à Belgrade seraient marquées par un détachement politique de la part de la société civile qui exprime son désintérêt à travers une occupation et une appropriation informelle de l'espace.

3.2.2 La destruction du Generalštab

Après sa construction, le Generalštab reste le même, sans changement majeur. Si le reste de la ville a été chamboulé tout au long de la Yougoslavie et de son démantèlement, le quartier avoisinant du complexe militaire reste également inchangé. En 1999, même si le bâtiment a été édifié à une époque d'ouverture internationale, assumant aussi un style moderne international, l'OTAN procède à sa destruction. Puisqu'il s'agit du siège militaire de la Yougoslavie (devenue Serbie et Monténégro), le bâtiment est alors considéré comme le « cœur de la machine de guerre », et ce, même s'il avait été vidé de ses occupants avant le bombardement (Jovanović Weiss, 2000/2001; Kulić, 2009a). Le bâtiment est bombardé trois fois durant les 78 jours de bombardement (deux fois dans la nuit du 29 avril et une fois dans la nuit du 7 mai 1999). Le deuxième bombardement survient seulement 14 minutes après le premier, contre la convention de Genève qui exige deux heures entre deux attaques au même endroit. Cette situation a évidemment causé quelques morts et de sérieuses blessures, mais elle influence aussi fortement l'histoire perçue du bâtiment qui est dès lors placé du côté des victimes.

3.3 Le Développement d'une nouvelle étiquette pour Belgrade : la transition, l'Union européenne et le débat sur la conservation du Generalštab (2000-aujourd'hui).

Après la guerre du Kosovo, l'entrée au pouvoir des démocrates au gouvernement et l'arrestation de Slobodan Milošević par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, le gouvernement réacquiert lentement une certaine stabilité et la construction reprend son cours. Les années 2000 seront évidemment profondément marquées par les années 1990. Au début du 21^e siècle, la municipalité de Belgrade entame un important processus de régénération urbaine dans un contexte de globalisation, de compétitivité internationale et d'ouverture vers les marchés étrangers, avec aussi l'idée de remplir les conditions pour entrer dans l'Union européenne. La capitale Serbe suit ainsi l'exemple d'autres villes post-socialistes qui passent, à partir des années 1990, d'un système socialiste à un système capitaliste. Dans ce contexte, l'investisseur devient l'acteur clé (et notamment l'investisseur

étranger). On passe définitivement d'un système d'autogestion et à un système de privatisation. On engage une importante restructuration institutionnelle ainsi qu'une concentration des services tertiaires. On continue toutefois de critiquer un manque de transparence, de consolidation ainsi qu'une non-participation de la société civile. Cette dernière qui était pourtant largement interpellée pendant la période de la Yougoslavie semble avoir retiré sa confiance du politique au cours des années 1990. Les années 2000 sont aussi marquées par la construction massive de nouveaux projets de développement. Il va sans dire que la rapidité des locations de terrains et de la construction, sans l'existence de débats ou de consultations, occasionne à la fois quelques controverses médiatiques et l'apparition de plusieurs bâtiments de piètre qualité. En contrepartie, les institutions de protection du patrimoine remanient leur réglementation de manière à se rapprocher des mesures établies à l'Ouest. Ces changements participeront à protéger davantage de monuments culturels sur le territoire serbe.

3.3.1 La ville en transition

La transition du système socio-économique communiste au postcommunisme amène plusieurs changements dans la capitale serbe. Depuis la fin du XX^e siècle, on assiste à la privatisation des entreprises et des logements et, plus généralement, au rétablissement de la propriété privée (Vujović et Petrović, 2007, p. 362). Il y avait déjà eu, dans les années 1990, une volonté de privatisation, mais c'est vraiment à partir de 2001 que le procédé s'implante : « *Initial attempts at privatization in Serbia had been reversed in the mid 1990s and new privatization legislation was not introduced in Serbia until 2001 after the overthrow of the Milošević regime* » (Bartlett dans Lane et Myant, 2007, p. 203). Le nouveau programme de privatisation est organisé avec l'aide de la Banque mondiale et sert à faire une coupure systématique avec le système socialiste. Ce programme focalise d'abord principalement sur des ventes au comptant à travers des offres publiques et des enchères. Durant les deux premières années, plusieurs petites et moyennes entreprises seront ainsi vendues par enchère, mais l'assassinat du premier ministre Đinđić en 2003 ralentira le

processus (Bartlett dans Lane et Myant, 2007, p. 206). En effet, comme le souligne Bartlett, cet incident a relancé un sentiment d'insécurité vis-à-vis de la République et mis à jour la forte présence du crime organisé dans le pays.

À partir de 2005, le gouvernement optera pour une approche plus populiste en protégeant un certain nombre d'industries étatiques. L'État maintient ainsi une forte ingérence dans l'économie du pays. Les partis politiques tirent d'ailleurs souvent avantage de cette forme de gestion. Jusqu'au milieu des années 2000, le gouvernement serbe est encore relativement fermé aux investissements étrangers, ce qui changera largement dans la deuxième moitié de la décennie. En effet, en concordance avec les conditions à l'adhérence à l'Union européenne, la Serbie plantera de nombreuses mesures pour faciliter l'investissement étranger. En 2006, la ville de Belgrade sera d'ailleurs nommée ville du futur par le FDI (2006)³⁰. Au même titre que Londres et Berlin, son économie est alors en hausse et sa transformation urbaine est considérable. De façon générale, on peut pourtant dire que le processus de privatisation et d'ouverture des marchés se fait relativement lentement. La gestion centralisée de l'économie rend la tâche difficile pour les nouvelles entreprises qui se voient contraintes à entretenir des relations avec les partis politiques. Selon Petrović (2001), les organisations non-gouvernementales sont perçues comme des agents étrangers à l'interne, mais le contexte fragile du pays ne leur permet pas nécessairement non plus de compter sur des primes étrangères (2001, p. 222).

Le gouvernement procède également à une restructuration institutionnelle en profondeur par laquelle il répartit le pouvoir sur plusieurs niveaux administratifs et vers différents acteurs. Ces nombreux changements ne sont pas sans créer quelques confusions autant à l'échelle gouvernementale qu'à l'échelle de la population. À l'échelle économique,

³⁰ Le FDI Intelligence est une division du Financial Time Ltd qui s'occupe de promouvoir les investissements étrangers à l'international, de développer des stratégies et d'identifier des investisseurs potentiels. La compagnie fournit régulièrement des analyses financières et des rapports, elle publie également un magazine bimensuel. Chaque année, le FDI un classement régional des villes les plus propices à l'investissement étranger. En 2006, Belgrade est classée la ville du futur de l'Europe du Sud-Ouest.

on remarque aussi, comme ailleurs dans les pays en voie de développement, une concentration des opportunités d'emploi dans le secteur tertiaire. Ce changement participe à transformer la forme de la ville, dans laquelle on voit apparaître de nouveaux développements de bureau, de nouveaux points de vente d'affaires et de commerce. On voit également apparaître de grands centres d'achats, des villas urbaines et des résidences modernes multifamiliales. Il s'agit là de typologies qui existaient relativement peu à l'époque de la Yougoslavie. Depuis quelques années, la Ville commence également à redorer les vieux sites industriels. Il est intéressant de noter que la plupart des grands projets sont construits dans la municipalité de Novi Beograd. Cette fois, il est question de « finir » la municipalité en lui donnant une nouvelle étiquette : celle de ville commerciale. En effet, même si la municipalité n'a cessé de croître depuis sa création, le territoire est vaste et peut encore accueillir de nombreux nouveaux projets de construction. Aujourd'hui, même si la trame de Novi Beograd respecte le plan initial de la municipalité et que le réseau routier reste très peu changé, le style architectural des nouvelles constructions qui remplissent les aires restées non construites semble briser l'uniformité architecturale du paysage.

En contrepartie, bien qu'il y ait aujourd'hui des centres d'achats dans la municipalité, les commerces qu'on trouvait anciennement à l'intérieur des immeubles d'habitations sont souvent fermés, créant encore des vides dans la ville. De la même manière, si Novi Beograd procède à la construction de nouveaux espaces publics, les parcs aménagés durant le régime de Tito sont dans un état lamentable et le musée d'art contemporain est fermé depuis déjà presque dix ans. Cela dit, outre les centres d'achats, on y trouve aujourd'hui d'autres lieux de rassemblement ou de divertissement qu'on ne retrouvait pas à l'époque de Tito comme des églises, des restaurants, des cinémas, etc. Les nouveaux projets servent donc à remplir les aires qui n'ont pas encore été construites, mais aussi à changer et à redorer l'image de la ville, permettant ainsi d'effacer l'histoire socialiste du territoire et assurant un meilleur roulement de l'économie. Aujourd'hui, Novi Beograd est de nouveau l'un des plus grands chantiers de construction de l'Europe et cette construction est

majoritairement due aux investisseurs étrangers et locaux. L'importance de Novi Beograd dans le paysage économique de la capitale serbe participera à transformer le tissu urbain et à déplacer la centralité de la ville. Ainsi, même si la vieille ville (*Stari Grad*) et les vieux quartiers (comme Dorćol ou Vračar) restent importants, Novi Beograd est aujourd'hui devenu un centre de commerce et de loisir incontournable.

On note finalement plusieurs changements concernant la planification urbaine, à l'échelle de l'État et de la municipalité. La première grande addition est la Loi sur la planification et la construction (2003). Cette dernière incorpore trois lois précédentes (Loi sur la planification et l'aménagement de l'espace (*Zakon o planiranju i uredjenju prostora*), Loi sur la construction (*Zakon o izgradnji*) et Loi sur les terrains de construction (*Zakon o gradjevinskom zemljištu*). Cette dernière sert principalement à faciliter le processus de construction dans le pays. Elle sert aussi, d'une certaine manière, à réparer les erreurs de la dernière décennie et à répondre au nouveau contexte politique et économique en rejoignant les principes de l'Union européenne. Selon Nedović-Budić, Djordjević et Dabović (2011), il s'agissait surtout de faciliter l'accès aux permis de construction et de redorer le blason des urbanistes, leur donnant davantage de directives et de responsabilités (2011, p. 445) ». En résumé, cette Loi vise les grands principes suivants :

***Comprehensiveness** : only one law that regulates the matters of planning, land and construction instead of previous 30 act that were decisive for planning activities; plans are regulating all the conditions for every kind of construction; **moderateness** : instead of solving and defining everything, planning is more concentrated on public interest; **adequateness** : the list of possible planning answers to different issues is extended; **responsibility** : planners have the professional license issued by the new professional association (Chamber of Engineers) under certain conditions; planners also have full responsibility for the quality of the products – plans; **applicability** : spatial plans contain the Contracts for implementation and urban plans have mid-term programs; **simplicity** : every construction is welcomed if it is in accordance with the plan, also there is a limited number of rules which can be interpreted by every professional; **democracy** : the rules determined in plans are equal for all; **decentralization** : every municipality has its spatial plan, rules and conditions for construction depending on its particularities. (Djordjević et Dabović, 2009, p. 146)*

Malgré une volonté de simplifier et de faciliter le processus de planification et de construction, Nedović-Budić, Djordjević et Dabović (2011) affirment que cette loi a finalement beaucoup été critiquée, principalement parce que si elle établissait des principes

simples, elle s'est avérée peu efficace dans les faits. Aussi, non seulement les procédures sont restées longues et complexes, faute de directives claires, mais la loi ne tient pas compte de la complexité des problèmes sociaux, économiques et politiques du pays ni de l'implication éthique des interventions urbaines (2011, p. 446). Selon Djordjević et Dabović (2009), cette loi représente d'ailleurs des intérêts privés et commerciaux très précis et ne propose pas de promotion des intérêts publics.

À l'échelle municipale, Belgrade est également en transition. Nedović-Budić, Djordjević et Dabović soulignent en effet une certaine effervescence dans la mise en place de la réglementation urbaine :

With regards to plan-making activity in the period of about 5 years after the Law's enactment, two provincial plans, several plans for special purpose areas, the General Urban Plan for Belgrade, the Regional Plan for Belgrade and about 20 municipal plans were completed, with many municipalities experiencing difficulties with the Contract phase. The spatial plans for special purposes were particularly focused on the protected natural areas and infrastructural corridors. The spatial plan for the E-75 corridor which is an important southeast part of the European network, was commissioned in 2003, but its realization is progressing very slowly (2011, p. 445).

Encore une fois, ces nouvelles mises en place sont à l'image de ce qui se fait ailleurs en Europe et dans les autres pas occidentaux. On remarque d'ailleurs dans la stratégie de développement de la ville de Belgrade (Ville de Belgrade, 2008) que la municipalité porte une attention particulière sur des thématiques très actuelles telles que l'environnement et la durabilité. Le document va dans le même sens lorsqu'il souligne l'importance d'une mise en valeur du patrimoine naturel. En effet, la ville de Belgrade, situé au croisement de deux grandes rivières, est aussi l'une des villes les plus vertes d'Europe. Il est également intéressant de noter que ce même plan stratégique mise largement sur la préservation du patrimoine architectural, soulignant particulièrement la valeur de l'architecture moderne de la seconde moitié du XXe siècle. Malheureusement, l'état de laisser-aller de l'architecture moderne dans la ville laisse supposer que malgré ces grands principes directeurs, la municipalité et ses institutions de planification ne sont pas encore en mesure de mettre en pratique les changements annoncés.

3.3.2 Le Belgrade festif

C'est dans ce contexte qu'à partir des années 2000, la ville de Belgrade se développe une étiquette de ville festive. Cette capitale anciennement socialiste, qui amalgame à la fois l'ancien et le nouveau, le moderne et l'informel, l'excellence et le médiocre, semble de plus en plus populaire auprès des visiteurs internationaux. Elle est prisée principalement pour son ambiance festive doublée d'un esprit novateur en termes de créativité et de culture. Si ce sont les Belgradois qui portent l'essentiel de cette atmosphère, ce sont les visiteurs, journalistes et autres chroniqueurs de voyages, qui, au fil des ans, participeront à promouvoir une nouvelle image de la capitale serbe (Baillargeon, 2014).

Depuis quelques années déjà, la ville de Belgrade accumule de nombreuses critiques favorables. C'est au milieu des années 2000 qu'on commence à faire mousser les attraits de cette ville en ébullition. En 2006, le magazine spécialisé Foreign Direct Investment du Financial Time désignait Belgrade comme la « ville du futur de l'Europe du Sud-Est 2006-2007 » (FDI, 2007). Cette nomination saluait principalement une plus grande ouverture aux investissements étrangers, signant ainsi un changement de perception de la capitale serbe à l'étranger. Dans les années qui suivent, on commence également à parler de la capitale serbe comme d'un carrefour du *nightlife*, du *cool* et de la fête. Dans les journaux et autres guides de voyages, on ne tarit plus d'éloges pour ce « *new tourist hotspot in Europe* » (Horton, 2010), cette « *new capital of cool* » (Scurlock, 2008), « *the Balkan party city* » (Nurden, 2009), « *the no 1 party city in the world* » (Lonely Planet, 2009), etc.

Cette étiquette de ville de fête ne s'arrête toutefois pas au *nightlife* et au succès des boîtes de nuit, la capitale serbe est de plus en plus reconnue comme ville de la culture. En effet, elle accueille environ 11 000 programmes culturo-artistiques par année, incluant certains évènements de renommée internationale, tels que le FEST (Festival du film), le BITEF (Festival du théâtre), le BELEF (Festival d'été) et le BEMUS (Festival de musique). Parallèlement, elle devient aussi un nouveau hub du divertissement sportif. Belgrade a depuis longtemps deux équipes de football, mais depuis 2005, elle a également accueilli de

nombreux grands événements sportifs, comme l'Eurobasket (2005), le championnat européen de volleyball (2005), le championnat européen de waterpolo (2006) et le Festival olympique de la jeunesse européenne (2007). Plus récemment, le tennis semble occuper une place de plus en plus importante dans l'imaginaire et l'identité de la capitale. En 2011, on célébrait d'ailleurs au Trg Republike la victoire de Novak Djoković au Wimbledon³¹. Comme pour consolider cette nouvelle étiquette de ville du sport, en 2013, Belgrade a finalement soumis sa candidature pour accueillir le championnat européen de football en 2020.

Dans ce contexte, en 2009, Belgrade pose sa candidature pour le titre de Capitale européenne de la culture 2020 (projet Beograd 2020). Selon la commission européenne, les objectifs du projet des capitales de la culture sont de mettre en valeur la richesse et la diversité des cultures européennes; de célébrer les liens culturels qui unissent les Européens; de permettre la rencontre de personnes de cultures européennes différentes et d'encourager la compréhension mutuelle; de renforcer le sentiment de citoyenneté européenne. Il s'agit également d'une occasion de régénérer la ville, de redynamiser sa vie culturelle et de renforcer sa visibilité internationale et son tourisme. Après tout, malgré de nombreux titres favorables, la ville de Belgrade peine encore à attirer un tourisme international. Bien que depuis 2009 le pourcentage de visiteurs étrangers dépasse désormais celui des visiteurs locaux, Belgrade reste une destination touristique singulière (Institute for Informatics and Statistics, 2011). Il est d'ailleurs à noter que si le tourisme de grandes villes reste de loin le plus important en Serbie, jusqu'à 70 % du tourisme urbain était encore lié aux affaires en 2007 (Cerović, 2007, p. 32).

Le projet Beograd 2020 (<http://www.beograd2020.com/en/>) et la nomination de Belgrade comme capitale européenne de la culture pourraient servir à consolider une tendance en montée et à officialiser cette nouvelle image festive et culturelle qui semble parfois frivole.

³¹ Le 4 juillet 2011, 100 000 admirateurs de Djoković l'ont accueilli en héros au centre-ville de Belgrade. Le joueur de tennis a également ouvert un court de tennis aux abords du Danube, participant ainsi à développer davantage un hub sportif déjà exploité dans cette section de la ville.

Le projet de candidature initié par la ville de Belgrade semble d'ailleurs légèrement détaché de cette étiquette festive, arborant plutôt une promotion sobre de l'éducation et de l'innovation (savoir et technologie). On peut d'ailleurs noter que l'introduction du projet par le maire actuel Dragan Đilas porte très largement sur la construction et la réparation d'écoles primaires et secondaires, sur la création d'un parc scientifique et sur la conception du nouveau pont sur la rivière Sava, symbole spectaculaire d'une ingénierie novatrice. D'une certaine manière, le projet Beograd 2020 semble vouloir stabiliser le visage culturel de Belgrade. Il s'agit là d'un évènement officiel (épaulé par le gouvernement) et international et on y reconnaît une volonté de présenter la culture de manière plus classique, régulière et générique.

Belgrade opte donc pour une mise en valeur de l'avancement et du progrès. Initialement, la vidéo promotionnelle du projet s'inscrivait pourtant dans un tout autre discours. À l'inverse d'un discours tourné vers le futur et vers l'innovation, cette vidéo était largement axée sur le passé. Dans le contexte où l'histoire de Belgrade reste gravement entachée, on pouvait se demander s'il s'agissait vraiment là d'une stratégie gagnante. Suite à de nombreuses critiques, mais peut-être aussi au changement de gouvernement, cette vidéo promotionnelle a maintenant été retirée du programme³². Pourtant cette reconnaissance publique d'un passé lourd aurait pu servir d'aveu ou signaler un certain regret. La vidéo promotionnelle ne cachait pas les nombreuses guerres qui entachent l'histoire de Belgrade : elle les mettait en scène, elle les contextualisait, elle les reliait. Les phrases introductives comportaient d'ailleurs d'ores et déjà des expressions poético-tragiques qui nous ramenaient vers des guerres très anciennes, un peu comme si de tout temps, la guerre avait servi au développement de la culture et de l'identité : « *fatal kisses between Europe and Orient* », « *fiery tears* » et « *crying bullets* ». La narration nous entraînait ensuite dans une histoire de la ville qui commence comme suit : « *Nevermind the wars, everything has*

³² On peut encore la visionner via le journal électronique *e-novine* : <http://Generalštab.e-novine.com/kultura/kultura-tema/67406-Dobrodoli-krvavu-prestonicu-kulture.html> », [consulté en août 2012].

already been said about them here, buried and lost ». Malgré ce « *nevermind* » qui pourrait nous sembler trop désinvolte, la vidéo portait essentiellement sur l'histoire des guerres qui ont façonné la ville. La narration ne changeait de perspective qu'à la moitié de la vidéo, nous présentant finalement le quotidien actuel de la ville. Une seule phrase, qui répond clairement à l'objectif de célébration des liens culturels de la Commission européenne, nous ramenait finalement au caractère festif de la capitale : « *In Belgrade, all nations are finally united in fun, in music, in food...* »

Ainsi, avec la promotion de Belgrade comme capitale culturelle, la municipalité tend en quelque sorte à marier son histoire et son futur sous l'égide de la culture. Mais dans le quotidien de la ville, comment se présente ce mariage entre une mémoire chargée et un futur culturel et festif? Nous avons vu rapidement les plus beaux atouts de la ville, mais qu'en est-il de ses restes de guerres?

3.3.3 Le Belgrade bombardé

Dans la trame urbaine de la capitale, figure aussi de tristes cicatrices de guerres et notamment celles de la dernière guerre des Balkans. En effet, en plus de quelques traces sporadiques de la Seconde Guerre mondiale (comme les bâtiments de Staro Sajmište à Novi Beograd), on y trouve surtout bon nombre de ruines du bombardement de l'OTAN (1999) (Figure 3.28 et 3.29).



Figure 3.28 : un des pavillons de l'ancienne foire (Staro Sajmište) transformée en camp de concentration durant la Seconde Guerre. Source : Taïka Baillargeon, octobre 2011.



Figure 3.29 : carte indiquant la localisation de bâtiments bombardés pendant la campagne de l'OTAN en 1999. Source : Perović et Žegarac, 2000.

Plus de douze ans après le bombardement et la fin de la guerre du Kosovo, qui closent une décennie de guerres dans la région, bien que la majorité des infrastructures urbaines (routes, transports, ponts, etc.) aient été reconstruites, la grande majorité des bâtiments bombardés restent intouchés. Dans un contexte où le bombardement de Belgrade est un bombardement stratégique, le cadre bâti, les infrastructures militaires et gouvernementales ont été la cible principale. Dans ce cas-ci, comme le remarquent Perović et Žegarac (2000), l'architecture moderne est particulièrement touchée. Cette architecture est ainsi non seulement abandonnée, laissée à elle-même, elle a aussi été mutilée. La trace de l'architecture moderne subsiste toutefois de façon importante. Comme le remarque Kulić et Mrduljaš (2012), cette architecture reste encore aujourd'hui la meilleure architecture de la région, une grande influence sur les grands projets de renoms qui sont actuellement construits dans la région :

Many buildings are indeed dilapidated, some damaged beyond repair, and some even resurrected from scratch after total demolition during the wars of the nineteen-nineties. Most, however, still consider functioning built environments, architecturally superior to the current commercial vernacular, not to mention the sea of unregulated construction or the attempts at re-traditionalization that have swamped large part of the region during the transition to capitalism. On the other hand, the recent stand-out achievements, some of which have attracted international attention – especially those in Slovenia and Croatia – have not emerged from thin air, but instead continue the well-established modernist traditions that were decisively solidified during the socialist period. (2012, p. 17)

Aujourd'hui, environ un quart des bâtiments détruits ont été reconstruits. On pense notamment à la tour Ušće, ancien siège du parti communiste acheté par une banque autrichienne au lendemain de la guerre (figure 3.30), et à la tour de télévision d'Avala, important repère urbain en périphérie de la capitale (figure 3.31).



Figure 3.30 : la tour Ušće, derrière le nouveau centre commercial du même nom. Source : Taika Baillargeon, juillet 2010.



Figure 3.31 : la nouvelle tour Avala reconstruite à l'identique. La tour originale a été construite en 1966 par Ugljesa Nogunović, Slobodan Janjić et Milan Krstić. Source : Vlada Jablanov, 2010 (<http://fotkapofotka.blogspot.ca/2010/07/avala-tower-2010.html>).

Le reste des bâtiments demeure partiellement ou entièrement détruit. Pensons notamment au Secrétariat républicain des affaires internes d'Ivan Antić (1983), complètement en ruine,

au Centre de commandement de l'armée de l'air Yougoslave de Dragiša Brašovan (1935), partiellement détruit, mais toujours utilisé (figure 3.32), et à l'ambassade de Chine de Cao Zheng et Zlatomir Jovanović (1994) qui a finalement été complètement rasé tout récemment.



Figure 3.32 : le Centre de commandement de l'armée de l'air Yougoslave de Dragiša Brašovan (1935). Le bâtiment a été bombardé en 1999, mais il a été partiellement reconstruit depuis. Source : Taïka Baillargeon, juillet 2009.

Cela dit, toutes ces ruines ne sont pas aussi visibles les unes que les autres. Dans le centre-ville, trois ruines sont encore en évidence : le Secrétariat fédéral des affaires internes, le bâtiment de la Télévision et Radio Serbie et le Generalštab. Le premier, dont la dernière crise économique aurait ralenti la reconstruction, attend son sort, enveloppé d'une grande banderole publicitaire (figure 3.33). Le second, d'une architecture négligeable, est relativement bien dissimulé entre un grand parc réaménagé et un quartier résidentiel (figure 3.34). Le dernier, le Generalštab, devient en quelque sorte la figure de proue du Belgrade bombardé (figure 3.35). Ce dernier complexe est certainement le plus visible de tous.



Figure 3.33 : le Secrétariat fédéral des affaires internes, construit par Ludvik Tomori en 1951 et bombardé en 1999. Source : Taïka Baillargeon, septembre 2011.



Figure 3.34 : la Télévision Radio Serbie, construite par Rajko Tatić en 1940 et bombardé en 1999. Source : Taïka Baillargeon, juillet 2008.



Figure 3.35 : le Generalštab à vol d'oiseau. Source: Vladimir Kulić, 2009a.

Situé en plein cœur du quartier des ambassades et des bâtiments gouvernementaux, il contraste avec le paysage environnant. Si la population semble habituée à cette crevasse urbaine qui fait partie de leur quotidien depuis 15 ans, le monument est présenté comme une attraction dans la plupart des guides touristiques portant sur la capitale serbe. De la même façon, en 2010, l'Atlas Obscura ajoutait le Generalštab à la catégorie des « ruines

incroyables » des « curiosités mondiales »³³. L'Atlas Obscura, fondé en 2009, se définit lui-même comme « *the definitive guidebook and friendly tour-guide to the world's most wondrous places* »³⁴. Il s'agit d'un Atlas qui permet aux usagers d'ajouter eux-mêmes à la liste des curiosités mondiales et qui tend à encourager un tourisme de curiosité et de bizarrerie : « *In an age where everything seems to have been explored and there is nothing new to be found, the Atlas Obscura celebrates a different way of traveling, and viewing the world* »³⁵. Les journaux locaux soulignent d'ailleurs parfois cette nouvelle nomination (voir par exemple Mijatović, 2010). Bien que le projet dit « célébrer » une nouvelle façon de percevoir le monde, cette ruine massive en plein cœur du centre-ville, reste monumental de la Yougoslavie de Tito et cicatrice douloureuse de la guerre du Kosovo, vient en quelque sorte brouiller l'image festive et novatrice qu'on semble vouloir donner de Belgrade depuis quelques années.

3.3.4 Le Generalštab : contexte actuel

Comme nous l'avons mentionné plus tôt, au début des années 2000, la municipalité de Belgrade entreprend un processus important de régénération urbaine. Puisque le Generalštab est situé au centre-ville de la capitale, sa valeur foncière est considérable. Parallèlement, le ministère de la Défense yougoslave est devenu le ministère de la Défense de la Serbie et Monténégro, devenant ainsi une institution considérablement plus petite que ce qu'elle était durant la Yougoslavie. Conséquemment, la Défense détient beaucoup plus d'infrastructures que ce dont elle a besoin. Pour cette même raison, plusieurs bâtiments et sites fédéraux (incluant les équipements militaires) sont mis en vente à travers la Serbie. Malgré cela, le Generalštab ne sera jamais officiellement mis en vente. En 2003-2004, les journaux locaux commencent toutefois à parler d'un projet de conversion du

³³ Voir la fiche « *Ruins of Yugoslav Army Headquarter* » à l'adresse Internet suivante : <http://atlasobscura.com/place/ruins-yugoslav-army-hq> », [consulté en juillet 2011].

³⁴ Voir la page introductive de l'Atlas Obscura (*About us*) à l'adresse suivante : <http://atlasobscura.com/about> », [consulté en juillet 2011].

³⁵ *Ibid.*

bâtiment en hôtel de luxe (Ćirković, 2003; Mitrović, 2004; Mrdak, 2003). Dans les faits, ces rumeurs n'ont jamais été vérifiées, mais selon la Direction des propriétés de la République de Serbie, « *many companies from Italy, Israel, England and America have also expressed interest in informal talks to buy the complex* » (J. et M., 2007). Si ces « conversations informelles » ne se sont jamais transformées en proposition officielle, des discussions sur la préservation du bâtiment commencent toutefois à émerger.

En 2005, un groupuscule d'architectes de l'Association des architectes de Belgrade s'occupe d'écrire une demande pour que le bâtiment soit classé monument culturel. Selon la réglementation du pays, une telle demande devrait d'abord être envoyée à l'Institut municipal de protection des monuments culturels où l'on s'occupe généralement d'évaluer les monuments culturels de Belgrade avant d'envoyer une évaluation à l'Institut républicain. Ce dernier s'occupe d'accepter les classements municipaux et gère la patrimonialisation des monuments situés à l'extérieur de la capitale. Dans le cas du Generalštab, la demande est passée directement à l'Institut fédéral du patrimoine culturel par l'entremise d'un architecte membre de l'Association. Dans l'urgence, l'Institut a alors procédé à une évaluation cursive et générique du bâtiment. En effet, ce document est relativement court et introduit trop brièvement le bâtiment et son architecte. On affirme qu'il s'agit d'un important monument issu de l'époque de la Yougoslavie et on mentionne le bombardement de l'OTAN au passage, mais l'évaluation ne s'attarde pas à la symbolique politique du bâti. De la même façon, elle ne tient pas compte de l'état actuel des lieux et ne se prononce jamais sur la faisabilité technique et financière de la reconstruction. De façon générale, l'évaluation du bâtiment ne tient pas compte de la ruine, mais seulement du bâti d'origine de Nikola Dobrović. D'ailleurs seule la façade du bâtiment est protégée; l'évaluation stipule que tout investisseur qui achète le terrain se doit de reconstruire la façade du bâtiment à l'identique, mais l'intérieur et la fonction du bâti peuvent changer. En d'autres mots, c'est principalement l'héritage de l'architecte qu'on souhaite ici mettre en valeur. De cette manière, l'évaluation est basée sur la valeur passée du bâtiment, sur l'importance de l'architecte et sur ses caractéristiques architecturales, mais son histoire récente (le

bombardement) est évacuée. L'évaluation est ensuite passée dans les bureaux de l'Institut municipal avant de retourner à l'Institut républicain qui a ensuite envoyé le document au Département du patrimoine culturel du ministère de la Culture. C'est en décembre 2005 que le ministre Miroljub Labus signe cette évaluation, accordant ainsi au Generalštab le statut de monument culturel. Le bâtiment devient alors le premier bâtiment d'après-guerre (Seconde Guerre mondiale) sur la liste des monuments culturels de la République. La procédure de patrimonialisation s'est donc faite très rapidement. Orchestrée par un petit groupe de collègues architectes, elle concerne principalement la valeur architecturale du bâti.

À la suite de cette protection, en 2007, la Direction des propriétés de la République de Serbie fait une demande au ministère de la Culture pour que la protection soit annulée. Cette institution, qui est aussi propriétaire légal du bâtiment, revendique alors que la protection rend la vente du bâtiment impossible à un moment où l'Armée (l'occupant) a énormément besoin d'argent. Selon la loi, pour qu'il y ait annulation d'une telle protection, les trois instances impliquées dans le processus doivent l'autoriser. Les positions du ministère de la Culture et de l'Institut fédéral du patrimoine demeurent inconnues, mais on sait que l'Institut de protection municipal a refusé cette demande d'annulation rappelant que rien n'a changé depuis la citation du bâtiment en 2005 et qu'il n'y a ainsi aucune raison de revenir sur cette décision. En 2008, la crise économique vient ralentir la discussion sur une potentielle dé-patrimonialisation du bâtiment. Aucun investisseur ne saurait se montrer intéressé dans un tel contexte financier, la question ne semble pas prioritaire. La controverse continue toutefois d'apparaître de manière sporadique dans les journaux locaux, notamment en 2009 alors que Belgrade souligne les 10 ans de la campagne de l'OTAN. Les informations sur un potentiel de vente restent toutefois extrêmement limitées et la plupart des nouvelles continueront de prendre des allures de spéculation. En février 2013, les journaux lancent encore une fois le débat lorsqu'ils annoncent que le bâtiment risque d'être vendu (ou offert) au Cheik Mohammed ben Zayed des Émirats arabes dans la foulée d'une série d'investissements immobiliers dans la capitale (Bunić et Milenković, 2013;

Mučibabić et Vukasović, 2013; Vukicević, 16 et 23 mars 2013)³⁶. Quelques mois plus tard, on mentionne ensuite que le promoteur américain Donald Trump est également intéressé à construire un hotel à cet endroit (Anonyme, *B92*, 2014; Anonyme, *Blic*, 2014; G., L., 2013; H., B., 2014) Le ministre de la Défense démentit toutefois les rumeurs en février 2014 (Anonyme, *Blic*, 2014). Même si ces intérêts ne sont jamais officialisés, on procède à la destruction du Hall d'entrée du bâtiment B au début de l'année 2014. On précise alors que ce nettoyage est surtout une mesure de sécurité et qu'il n'est pas nécessairement préliminaire à la destruction. Le bâtiment est pourtant complètement fermé au public et si le Hall d'entrée était en très mauvais état, il ne constituait pas un danger pour les passants.



Figure 3.36 : le bâtiment B après le nettoyage du hall d'entrée. Source: J., M.L., *Novosti*, 2014.

Ainsi, en 2014 rien n'a encore été coordonné et le bâtiment est toujours dans la même situation, mais ces dernières spéculations ont toutefois poussé la communauté des architectes et activistes de Belgrade à organiser différents événements sur le futur du

³⁶ Rappelons ici que Mohammed ben Zayed est le Prince d'Abu Dhabi et le président du Conseil exécutif d'Abu Dhabi, unité responsable du développement et de la planification urbaine. Il est d'ailleurs reconnu pour ses investissements et projets immobiliers de grandes envergures.

bâtiment. Notons d'ailleurs que pour la première fois, en octobre 2013, le centre culturel Rex³⁷ organise un évènement ouvert au public qui n'est pas exclusif à la communauté des architectes et professionnels du bâtiment. Aussi, plutôt que de porter sur l'architecture, son architecte et la valeur artistique du bâti, cet évènement mise plus spécifiquement sur la mémoire, tenant compte de la portée du bombardement sur le sens du lieu.

³⁷ Le centre culturel Rex est un organisme à but non lucratif qui supporte, présente et produit des projets culturels et artistiques contemporains. Le centre est reconnu comme étant socialement engagé. À travers différents programmes et projets, il offre au Belgradois une plateforme de réflexion et de discussion.

CHAPITRE IV. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Ce dernier chapitre sur le Generalštab et sa Yougoslavie d'accueil nous raconte une histoire qui, malgré le démantèlement de la République, continue de s'écrire encore aujourd'hui. Cette histoire est celle de la formation d'un lieu hautement représentatif et symbolique qui perdra sa valeur et sa fonction initiale à la suite du bombardement de Belgrade et de la transition politique et économique du pays. Depuis sa destruction partielle, le Generalštab survit comme ruine, un reste urbain, et son futur est aujourd'hui intrinsèquement lié à son état actuel de désuétude et d'abandon. Ce cas est à la fois complexe et fascinant, exemplaire et singulier. Il nous permet de nous pencher sur une dynamique unique, celle du démantèlement de la Yougoslavie et de la transition politique et économique d'un pays, tout en posant des questions plus larges sur le sens du lieu et la transition de sens que révèlent les espaces à l'abandon en général. Ce phénomène dépasse en effet le seul contexte de l'ex-Yougoslavie et de la Serbie actuelle.

Dans le premier chapitre de cette thèse, nous avons introduit un lieu qui nous semblait encore difficile à saisir et à définir, celui de l'abandon et de la transition. Nous avons alors tenté de l'inscrire dans un contexte plus large, présentant une typologie du lieu et cherchant à le comprendre dans son rapport avec différents lieux qui se côtoient dans la ville. Cet exercice nous a permis de saisir les nuances importantes qui marquent à la fois le lieu lui-même, sa réception et le futur qu'on souhaite lui octroyer. Ce futur-là est très lié au fonctionnement de la ville, à son image et à celle qu'on souhaiterait lui coller. Nous en sommes ainsi venus à réaliser toute l'importance de bien considérer ce lieu et sa nature changeante, évaluant à la fois son passé, son présent et son futur de manière à exposer toutes les étapes de sa transition. C'est dans ce contexte que nous avons d'abord introduit notre étude de cas. En effet, le Generalštab se présente comme un lieu éphémère idéal et sa persistance dans le temps nous permet d'évaluer en profondeur la transition de sens qui s'y rattache. Nous avons déjà raconté l'histoire du bâtiment et bien établi le contexte de sa création, de sa destruction et de sa survie. À la lumière de ce que nous avons conclu dans notre chapitre conceptuel et pour exposer plus particulièrement la transition du sens qui

fonde le lieu à l'étude, il apparaît maintenant nécessaire d'évaluer la perception du bâti, celle du débat qui l'entoure et celle de la ruine dans la ville et son contexte actuel. Nous tiendrons également compte du facteur temporel, qui est fondamental à notre réflexion théorique.

Le travail de terrain nous a servi à collecter des données pour ensuite évaluer et analyser la transition du lieu et sa signification. Comme nous l'avons vu dans le chapitre méthodologique, les entrevues que nous avons conduites et les articles de journaux que nous avons collectés nous permettent de déceler différentes perceptions du bâtiment, ainsi que des conflits de représentation. Au cours des entrevues, nous avons récolté ces perceptions en posant trois questions principales ouvertes : la première question portait sur la perception personnelle du bâtiment; la deuxième question entourait la controverse concernant le futur du bâtiment et sa protection; la troisième question portait sur les autres bâtiments bombardés en 1999 et les ruines de Belgrade. Les participants choisis pour voir produit un ouvrage sur le Generalštab dans la dernière décennie (catégorie C) ont également répondu à une question concernant le contexte de leur projet respectif (publication/exposition) (malheureusement, dans le contexte où cette question a été ajoutée au fil des entrevues, deux répondants de catégorie C n'ont pas directement répondu à cette question). Ce quatrième chapitre servira donc à présenter les perceptions, à les comparer et à les confronter, mais aussi à retracer une évolution du sens du lieu à travers le temps. Nous en profiterons pour proposer une première analyse primaire que nous serons en mesure d'approfondir dans le chapitre suivant. Le chapitre 5 nous servira ensuite à revoir notre hypothèse initiale et à tisser des liens entre notre cas d'étude et la posture théorique présentée dans notre premier chapitre.

Suivant l'ordre des questions initialement posées lors de nos entretiens, nous allons d'abord présenter les thèmes récurrents en ce qui a trait à la perception du bâtiment lui-même. Nous aborderons principalement l'aspect physique du lieu à l'étude : la question de la ruine et celle du bâti, de son architecture et de son emplacement. Dans un deuxième temps, nous

aborderons le débat qui entoure le bâtiment depuis l'an 2000 jusqu'à nos jours. Nous présenterons alors son évolution, telle que perçue par les participants et les acteurs interrogés dans les journaux locaux. En plus de nous permettre de retracer une histoire du débat, les articles de journaux locaux nous permettront encore d'évaluer comment il est représenté par les médias et de comparer cette représentation à l'expérience vécue par les acteurs qui y ont participé. Dans cette partie, nous aborderons ainsi surtout la perception du futur du bâtiment. La dernière partie nous amènera finalement à un questionnaire sur la ville en général et sur le Belgrade bombardé en particulier. Nous parlerons alors des autres bâtiments bombardés lors de la campagne de l'OTAN en 1999 et nous opposerons la perception du Generalštab à la perception de ces autres bâtis, cherchant ainsi à spécifier le caractère du lieu à l'étude. Finalement, en continuité avec ce questionnaire sur les autres ruines, nous présenterons les résultats d'une question supplémentaire que nous avons posée aux participants qui ont travaillé sur le Generalštab dans la dernière décennie, tentant ainsi de saisir l'importance reconnue du bâti par ces experts qui ne font pas officiellement partie du débat sur le futur et sur la patrimonialisation du bâti.

Avant de commencer la présentation des résultats, rappelons que les 18 entrevues que nous avons conduites dans le contexte de cette thèse ont été menées à Belgrade et aux États-Unis entre septembre 2011 et février 2012. La majorité des entrevues ont eu lieu en langue anglaise, une entrevue a été conduite en français et deux entretiens ont été conduits en serbe, traduits en simultanée par un traducteur du choix du participant. Rappelons également que pour des fins d'anonymat, nous avons donné un code à chaque participant. Ce dernier indique la catégorie du participant son sexe, son âge, son statut professionnel et son lieu de résidence (exemple : A001/m/50-69/architecte/S). Aux fins d'une lecture plus fluide, nous avons choisi de ne pas utiliser ces codes dans le texte, mais ils seront indiqués en notes de bas de page. En ce qui a trait aux journaux, nous utiliserons dans le texte le titre du journal et la date de publication (*Politika*, 19 février 2009), deux données essentielles dans l'analyse. Le lecteur pourra trouver une recension complète des articles à la fin de la thèse.

4.1 La perception du bâtiment

Dans un premier temps, nous allons donc aborder la question de la perception du bâti. Il s'agit ici de mettre en lumière le sens du lieu en tenant compte des similitudes et des différences entre les perceptions, mais considérant aussi le facteur temps et l'évolution des perceptions. Au cours des entretiens, il a été possible de tenir compte de cette évolution temporelle, notamment à travers une sous-question portant sur l'histoire du bâtiment (voir annexe 1a, question 2, point 3). Quant aux articles de journaux, ils ont permis de soulever les différends entre diverses perceptions. Ils révèlent la perspective des acteurs qui ont choisi de ne pas participer à l'étude et mettent ainsi en lumière une forme de conflit de représentation. À partir des résultats de l'analyse de données, nous présenterons ici les perceptions du bâti à travers une série de catégories et de sous-catégories thématiques. Ainsi, nous parlerons d'abord de la valeur perçue du bâti et de l'architecte, de l'importance symbolique et fonctionnelle du bâti et de la perception de la ruine dans le contexte du Belgrade actuel. Ce faisant, nous proposerons une première synthèse analytique de ces résultats, tenant particulièrement compte de l'évolution des perceptions à travers le temps.

Avant de commencer à parler de la valeur perçue du bâti, notons que fidèles à l'histoire de la capitale Serbe, les entrevues ont révélé trois grandes temporalités dans l'histoire du bâtiment (construction, destruction, protection/débat). Comme nous avons pu en voir le détail dans le chapitre 3, chacune de ces temporalités est fortement rattachée à une époque et à une idéologie politique prépondérante précise : celle de la Yougoslavie (socialisme — Tito), celle du démantèlement (nationalisme — Milošević), et celle de la période contemporaine (capitalisme — ère de l'investisseur immobilier). La perception du bâtiment est dès lors fortement marquée par ces temporalités et par ces idéologies. Ce qui ne sera pas sans influencer sur l'évolution des perceptions et la teneur des discours politiques dans le temps.

Lors des entretiens, nous avons donc posé une première question portant sur le bâtiment. Pour éviter d'influencer le discours, nous n'avons pas mentionné sa destruction et son état

de ruine. Ainsi, il nous était aussi possible d'éviter tout parti pris politique ou idéologique. Pour permettre le plus de flexibilité aux participants, nous leur avons simplement demandé de nous parler du bâtiment, de ce qu'il représente pour eux et de ce qu'ils en pensent lorsqu'il le croise dans la rue. En sous-question, nous leur avons ensuite demandé de nous raconter brièvement l'histoire du bâtiment, de sa construction à nos jours. De cette manière, nous évitions de leur parler du bombardement, les incitant plutôt à choisir les périodes et les facteurs qui leur semblaient personnellement plus importants. Bien que les articles de journaux locaux portaient plus généralement sur le débat entourant la question du futur du bâti, ils nous ont également permis de déceler quelques éléments de perception.

4.1.1 Sur l'architecte

Lorsqu'ils parlent du bâti, plus de la moitié des participants soulèvent d'abord et avant tout l'importance de l'architecte pour l'architecture de Belgrade, de la Yougoslavie, et pour l'architecture moderne en général³⁸. Durant les entretiens, les participants nous parlent de Nikola Dobrović comme d'un « génie », d'une « personnalité exceptionnelle » (C002) et même d'une « légende » (D003)³⁹. Selon deux architectes et une historienne de l'art, il s'agit du meilleur architecte de son époque⁴⁰ alors que pour un autre participant, il s'agit du meilleur architecte de toute la Yougoslavie⁴¹. On mentionne également à plusieurs reprises que le Generalštab est « la seule œuvre de Dobrović à Belgrade », appuyant ainsi sur la valeur d'unicité du bâti⁴². Pour certains, il s'agit d'ailleurs d'une œuvre de la maturité qui amalgame différents matériaux et techniques que l'on reconnaît généralement au travail de

³⁸ A001/M/50-69/Architecte/S, A002/M/50-69/Architecte/S, B002/M/30-49/Architecte/S, B003/M/70+/Architecte/S, C001/M/50-69/Architecte/S, C002/M/70+/Architecte/S, C003/F/30-49/Historien de l'Art/S, C006/M/18-29/Architecte/S, D001/F/50-69/Architecte/S, D002/F/30-49/Historien de l'Art/S, D003/F/30-49/Architecte/EU, E001/F/30-49/Journaliste/S.

³⁹ A001/M/50-69/Architecte/S, C002/M/70+/Architecte/S, D003/F/30-49/Architecte/EU.

⁴⁰ C006/M/18-29/Architecte/S, D001/F/50-69/Architecte/S, D002/F/30-49/Historien de l'Art/S.

⁴¹ C009/M/18-29/Architecte/EU.

⁴² A001/M/50-69/Architecte/S, A002/M/50-69/Architecte/S, B003/M/70+/Architecte/S, C002/M/70+/Architecte/S.

l'architecte⁴³. Selon un ancien étudiant de Dobrović, « *this building is the crown of his maturing as an architect* »⁴⁴.

Mais qu'est-ce qui fait de Dobrović cet architecte renommé et reconnu? Comme le mentionne Damjanović, il a reçu le titre de membre honorable de la Royal Institute of British Architecture (RIBA). Plusieurs participants aux entretiens mentionnent également son travail de directeur de l'Institut d'urbanisme de Belgrade au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, soulignant ainsi son apport au développement de la ville. On rappelle alors qu'il a fait les premiers plans de Novi Beograd et qu'on l'a ensuite renvoyé de l'Institut et placé à la Faculté d'architecture. Personne ne sait vraiment pourquoi, mais ceux qui le mentionnent semblent trouver la chose tout à fait normale pour l'époque. Alimentant ainsi le mythe selon lequel l'architecte aurait été victime du régime communiste. Certains précisent aussi que l'architecte était arrogant et qu'il avait tendance à entretenir des relations conflictuelles avec ses clients et collègues. La plupart d'entre eux semblent d'ailleurs admirer le fort caractère de l'architecte qui travaillait sans compromis. Des participants nous parlent d'un homme « nerveux », au « « tempérament volcanique » ou encore d'un homme « tranchant » et « déplaisant »⁴⁵. À ce sujet, plusieurs d'entre eux nous rappellent que Dobrović a quitté le projet avant la fin à cause de conflits avec son client⁴⁶. Selon un architecte, c'est seulement lorsqu'on a attribué le design d'intérieur à un autre architecte (Segvić), qu'il a voulu quitter le projet⁴⁷. À cela, un autre architecte ajoute que Dobrović a finalement accepté, mais en proclamant : « *But I will never enter this building I* »⁴⁸. La légende dit qu'il n'y est d'ailleurs jamais entré.

Alors qu'il enseignait, l'architecte a aussi écrit plusieurs livres, notamment une série de cinq

⁴³ A002/M/50-69/Architecte/S, B003/M/70+/Architecte/S, C001/M/50-69/Architecte/S.

⁴⁴ B003/M/70+/Architecte/S.

⁴⁵ A002/M/50-69/Architecte/S, C002/M/70+/Architecte/S, B002/M/30-49/Architecte/S.

⁴⁶ A001/M/50-69/Architecte/S, A002/M/50-69/Architecte/S, B003/M/70+/Architecte/S, B002/M/30-49/Architecte/S, C002/M/70+/Architecte/S, C007/M/50-69/Architecte/EU, C008/M/30-49/Historien de l'architecture/EU.

⁴⁷ A001/M/50-69/Architecte/S.

⁴⁸ B003/M/70+/Architecte/S.

volumes sur l'architecture moderne. Deux participants soulignent particulièrement ce travail presque monastique⁴⁹ et un autre nous rappelle que Dobrović a également reçu le prix d'Octobre pour le Generalštab⁵⁰, un prix décerné chaque année par la ville de Belgrade à différents artistes et scientifiques pour leur œuvre. L'importance de Dobrović pour les architectes est telle que les participants les plus vieux nous en parlent même davantage que de son architecture et du Generalštab⁵¹. Les deux participants affirment qu'on ne peut parler du bâtiment sans d'abord parler de Dobrović. À ce sujet, une représentante des Instituts pour la protection des monuments culturels affirme d'ailleurs avec une pointe d'ironie que pour les anciens étudiants de Dobrović, l'architecte est un Dieu; il est intouchable⁵². Cette admiration est évidemment liée au travail de l'architecte, mais aussi surtout à sa réputation en tant qu'homme, professeur à la faculté, cadre à l'Institut et en tant qu'auteur. Quelques participants nous rappellent finalement que l'architecte avait peu de respect pour l'architecture ancienne⁵³. Ce dernier aurait en effet rasé plusieurs bâtiments alors qu'il était directeur de l'Institut d'urbanisme. De la même manière, il aurait également proposé des projets qui ne respectaient aucunement la préservation du patrimoine. Par exemple à la forteresse de Kalemegdan ou avec des bâtiments de Korunović. Selon un représentant de la Ville⁵⁴, sa mentalité était : « *No history, everything starts with me* », ce qui n'est pas très loin d'une idéologie de la tabula rasa si chère à l'architecture moderne. Ce dernier se demande d'ailleurs pourquoi miser sur la conservation alors que l'architecte ne prônait pas cette pratique.

Le portrait que dressent les participants de l'architecte n'est pourtant pas aussi homogène qu'on pourrait le croire. En effet, certains critiquent aussi l'attitude de glorification qu'adopte certains architectes aux dépens d'une reconnaissance historique et

⁴⁹ A001/M/50-69/Architecte/S et B003/M/70+/Architecte/S.

⁵⁰ B003/M/70+/Architecte/S.

⁵¹ B003 et C002, qui sont tous deux d'anciens étudiants de Dobrović.

⁵² D003/F/30-49/Architecte/EU.

⁵³ B002/M/30-49/Architecte/S, C002/M/70+/Architecte/S et D003/F/30-49/Architecte/EU.

⁵⁴ B002/M/30-49/Architecte/S.

architecturale du bâtiment⁵⁵. Une architecte affirme même qu'elle est suspicieuse à l'égard de tant de popularité : « *Personally, I don't like him as a person, you know, Dobrović. Somehow I think ... I never really went that far, but I'm somehow suspicious. You know, ... How do we know? Everybody admired him [...] He was myth! And I think he was frustrated and arrogant. You know, I don't think he was a brave person* »⁵⁶. Cette participante met d'ailleurs également en doute la modernité et l'originalité de son travail. Selon elle, Dobrović était très classique; d'une certaine manière, sa pensée faisait très « XIX^e siècle ». Sans toutefois critiquer les admirateurs de Dobrović, un autre architecte pense aussi que les experts ne sont pas suffisamment critiques envers l'architecte et son œuvre⁵⁷. Il se montre ainsi d'accord avec sa collègue et se questionne sur la nécessité de réévaluer le travail de l'architecte. Parallèlement, deux participants racontent qu'ils se sont beaucoup fait critiquer par des collègues architectes pour avoir mis en doute la théorie ou l'œuvre de Dobrović⁵⁸. Cette dernière réflexion nous montre qu'il existe un discours fort et relativement consensuel concernant l'architecte dans le milieu de l'architecture à Belgrade et qu'il est encore très difficile de le remettre en question. En entrevue, un architecte vivant aux États-Unis exprime assez bien la raison d'être et les conséquences d'une telle attitude : « *What happened with him is that he became a mythical figure because of this mythology and mysticism, which Serbs kind of eat like food. (laugh). And then it became... that cult of his personality became ... hum sort of ... kind of curtain to all of the scientific things he was going through.* »⁵⁹

Inversement, les journaux font peu de cas de l'architecte. En effet, si les experts-architectes rencontrés s'étaient et s'exclament à propos de la qualité du travail de l'architecte, les journaux soulignent beaucoup plus légèrement son importance dans la région (*Blic*, 22 mars

⁵⁵ B002/M/30-49/Architecte/S, C003/F/30-49/Historien de l'Art/S, C004/F/30-49/Architecte/S et D003/F/30-49/Architecte/EU.

⁵⁶ D003/F/30-49/Architecte/EU.

⁵⁷ C006/M/18-29/Architecte/S.

⁵⁸ D003/F/30-49/Architecte/EU et C008/M/30-49/Historien de l'architecture/EU.

⁵⁹ C007/M/50-69/Architecte/EU.

2009; *Politika*, 31 août 2005; *Večernje Novosti*, 5 février, 19 juillet 2005, 26 mars 2003). On mentionne certes ici et là que l'architecte est « important », « fameux », « le plus grand architecte de Serbie » et l'on rappelle aussi que le Generalštab est sa seule œuvre à Belgrade, mais ces considérations semblent presque toujours venir d'autres experts-architectes. En effet, ces articles de journaux présentent plutôt des entretiens avec des experts dont le discours est fort similaire à celui reconnu dans les entretiens avec les participants. Il faut toutefois mentionner que si très peu de journalistes prennent réellement le temps de décrire l'œuvre et de parler du talent de l'architecte c'est que la plupart d'entre-eux ne sont pas experts en architecture. Par ailleurs, on remarque que les journalistes qui ont écrit plus d'un article sur le sujet (voir par exemple Mučibabić dans le *Politika*, 13 mai 2008, 29 mars 2009, 25 février 2010, 24 octobre 2012, 2 et 18 février 2013, 27 novembre 2013 et 13 mars 2014) sont beaucoup plus propices à parler d'architecture en termes plus techniques. Rappelons par ailleurs que ces journaux rapportent très souvent les propos de représentants de la Société d'architectes de Serbie et de l'Association des architectes de Belgrade (AAB). Or, plusieurs des experts que nous avons interviewés font partie de ces associations, ils occupent aussi des postes administratifs et sont souvent, à peu de choses près, de la même génération. Ainsi, dans les journaux et en entretien, certaines formulations utilisées pour décrire l'architecte et son bâti semblent similaires et même parfois identiques. En effet, des phrases comme « *one of the founders of modern architecture in Belgrade* » reviennent régulièrement et peuvent parfois sembler des lieux communs.

Comme pour répondre à ce manque flagrant d'informations sur l'architecte dans les journaux locaux, trois architectes ont publié des articles qui présentent mieux Dobrović et son œuvre au public de Belgrade (Damjanović dans *Politika*, 12 novembre 2005; Kovačević dans *Politika*, 21 août 1999 et Bobić dans *Vreme*, 20 janvier 2005). Ces trois auteurs vont dans le même sens que leurs collègues architectes que nous avons rencontrés. Ils affirment également que Dobrović est l'un des plus importants architectes de la Yougoslavie. Damjanović (2005) mentionne aussi la reconnaissance de Dobrović à l'international, parlant

notamment de sa nomination comme membre honorifique du Royal Institute of British Architects (RIBA). Autrement, les journaux tiennent peu compte de l'architecte. Comme le mentionne un architecte en entrevue, certains articles se trompent même avec son frère Petar Dobrović, un peintre célèbre⁶⁰ (voir notamment le *Politika illustré*, 8 décembre 2001 et le *Vreme*, 25 sept 2003). Il est aussi à noter qu'un autre article mêle le Generalštab avec l'ancien Quartier général militaire, détruit pendant la Seconde Guerre mondiale (*Danas*, 25 août 2008).

4.1.2 Sur la valeur symbolique du bâtiment

Le bâtiment est donc le joyau d'un architecte important et hautement considéré, mais il est également reconnu comme un symbole historique sur les plans stylistique et idéologique. Au cours de son entrevue, un jeune architecte affirmera que ce bâtiment représente l'histoire de la Yougoslavie : « *That's interesting with that building, because when you look at the history of the building, it's like you're looking at the history of one country, from the beginning of the Yugoslavia to demolishing of Yugo... that's like that building, you know. So ... and like that building, we are in-between.* »⁶¹ Il est ainsi plus facile de comprendre pourquoi les participants parlent autant de l'architecte et de l'époque de la construction lorsqu'on leur demande de raconter l'histoire du bâtiment. En effet, la période de construction du bâtiment est une époque charnière dans l'histoire de la Yougoslavie et Dobrović est alors une figure importante. Un participant affirme d'ailleurs que ce dernier est « un symbole de la nouvelle Yougoslavie communiste après 1945 »⁶². Étonnamment, même si tous les participants nous ont finalement parlé du bombardement de Belgrade, seulement certains d'entre eux parlent de la destruction comme deuxième grand moment de l'histoire

⁶⁰ C004/F/30-49/Architecte/S.

⁶¹ C006/M/18-29/Architecte/S.

⁶² A002/M/50-69/Architecte/S.

du bâtiment⁶³. On constate d'ailleurs que quatre de ces participants vivent actuellement aux États-Unis ce qui reflète probablement une plus grande distance avec le bombardement et avec la cohabitation quotidienne des ruines de Belgrade. En effet, cet événement devient particulièrement marquant pour ces architectes qui ne côtoient plus le paysage bombardé de Belgrade au quotidien. Cette histoire en deux temps (la construction et la destruction) donne l'impression qu'il n'y a rien entre ces deux grands moments. Cela révèle aussi déjà que l'architecture est beaucoup plus importante que ne l'est la ruine pour les participants, qui sont majoritairement des architectes et des historiens de l'art. De la même façon, le bâti est beaucoup plus considéré que sa fonction ou son occupation. À ce sujet, quelques participants précisent que puisqu'il s'agit d'une infrastructure militaire, il y a peu à dire sur la période entre la construction et la destruction. C'est une période où l'Armée occupe le bâtiment et où la population n'y a aucun accès. Les trois représentants des Instituts du patrimoine rappellent entre autres que parce qu'il appartenait à l'Armée et qu'il n'était pas accessible au public, le bâtiment comportait, avant sa destruction, un certain degré de secret, de mystère. Selon deux architectes qui vivent maintenant aux États-Unis, c'est justement le bombardement qui donnera une seconde vie au bâtiment⁶⁴. En effet, le bombardement génère une discussion importante sur sa préservation. Malgré la popularité de Dobrović et la reconnaissance de la valeur architecturale du Generalštab, cette discussion n'avait jamais eu lieu avant. Ainsi, cet événement traumatique participe à transformer le Generalštab en monument culturel. Dans ce contexte, il est étonnant de constater qu'une seule participante ajoute à ces deux grands moments (la construction et la destruction) celui de la protection, donnant ainsi elle aussi une continuité à l'histoire du bâtiment⁶⁵.

Lorsque l'on parle de la valeur historique dans les journaux, on cite surtout des architectes

⁶³ C007/M/50-69/Architecte/EU, C009/M/18-29/Architecte/EU, D001/F/50-69/Architecte/S et D003/M/30-49/Historien de l'architecture/EU.

⁶⁴ C007/M/50-69/Architecte/EU et C008/M/30-49/Historien de l'architecture/EU.

⁶⁵ D003/M/30-49/Historien de l'architecture/EU.

pro-protection qui soulignent l'importance historique du bâti. Plusieurs journaux citent notamment l'architecte Bojan Kovačević, qui a publié en 2001 la seule monographie qui existe sur le bâtiment. Ce dernier a également participé au processus de protection du bâtiment et en reste probablement le plus grand défenseur. Il est d'ailleurs souvent toujours cité par les participants comme étant l'expert du Generalštab par excellence, même si sa position est parfois perçue comme trop rigide et critiquée. Selon une historienne de l'architecture, Kovačević serait de la même école que les anciens étudiants de Nikola Dobrović, peut-être trop obnubilé par l'importance de l'architecte⁶⁶. La position de Kovačević est on ne peut plus claire : « *These are buildings with deep symbolic significance for the history of this country* » (*Večernje Novosti*, 4 août 2006). Dans leurs articles respectifs (*Vreme*, 20 janvier 2005 et *Politika*, 10 septembre 2007), les architectes Miloš Bobić et Tanja Damjanović vont dans le même sens en affirmant que le bâtiment est le produit d'une époque, une construction de valeur historique incontournable. De façon générale, on remarque que les membres des Associations d'architectes de Serbie et de Belgrade affirment également cette valeur historique (pensons notamment à Ivan Marić dans *Politika*, 20 août 2007 et Branko Bojović dans *Blic*, 17 septembre 2007).

Au cours des entrevues, les participants ont également beaucoup parlé de la valeur symbolique du bâtiment. Soulignons encore une fois que si l'on parle largement de la symbolique d'origine du bâti, on ne mentionne pratiquement pas la symbolique de la ruine dans le Belgrade actuel. En parlant du bâtiment d'origine, on remarque d'emblée que trois symbolismes différents lui sont attribués : symbole de la modernité serbe, de la Yougoslavie et, parallèlement, du communisme/socialisme. Il faut toutefois noter que la Yougoslavie et le communisme/socialisme sont souvent réunis et l'on reconnaît d'emblée une scission entre deux symboliques fondamentales : ici, la modernité est généralement présentée comme l'opposé du communisme. Un participant explique d'ailleurs que ces perceptions opposées sont au fondement du débat entourant le futur du bâtiment : d'un côté, il y aurait

⁶⁶ D003/M/30-49/Historien de l'architecture/EU.

les architectes pour la préservation, qui défendent l'architecture moderne, et de l'autre, ceux qui préfèrent une destruction du bâti et qui affirment que le Generalštab est une construction socialiste⁶⁷. Ce dernier n'est pas le seul à opposer ces deux symboliques. Certains participants, affirment que le public et les journaux se trompent lorsqu'ils présentent le bâtiment comme étant communiste ou socialiste⁶⁸. Il ajoute qu'il s'agit au contraire d'un vestige de la modernité. Plusieurs auteurs reconnaissent pourtant que l'architecture moderne est un style considérablement utilisé au cours de la période yougoslave (voir notamment Le Normand, 2014; Mrduljaš et Kulić, 2012 et Kulić, Mrduljaš et Thaler, 2012). En effet, ces deux perceptions ne sont pas nécessairement opposées, elles cohabitent parfois, formant en quelque sorte une superposition de symbolismes à laquelle l'architecte Dobrović a lui-même fortement contribué.

Afin de présenter dans le détail la lecture symbolique du bâti, nous aborderons dans les prochaines sous-sections les différents symboles mentionnés plus tôt soit ceux de la modernité, de la Yougoslavie et du communisme/socialisme.

4.1.2.1 Un vestige de la modernité serbe

Le bâtiment est d'abord présenté comme un produit et même comme un « chef d'œuvre » de la modernité serbe. La majorité des participants se réfèrent à cette période stylistique et soulignent l'importance du bâtiment dans ce contexte⁶⁹. Replaçant la construction du bâtiment dans son contexte historique, un architecte de l'Association des architectes de Belgrade (ABB) nous rappelle qu'à l'époque de la construction du Generalštab, la majorité du bâti récent en Yougoslavie était de style moderne⁷⁰. Pour lui, le Generalštab est toutefois unique et se distingue du style qu'on retrouve généralement à Belgrade :

⁶⁷ B002/M/30-49/Architecte/S.

⁶⁸ A002/M/50-69/Architecte/S.

⁶⁹ Seulement B001/F/50-69/Urbaniste/S, C006/M/18-29/Architecte/S et C009/M/18-29/Architecte/EU ne se réfèrent pas directement à la modernité

⁷⁰ A001/M/50-69/Architecte/S.

For me it was a kind of strange building, you know, when I was a kid. Because it's a... It was the modernist building, which for us was very usual, because all the new buildings that were build in the city were modern and the modernity was kind of a normality here, it's a special thing. But it was a strange modernist buildings, it was not like other modernist building. (A001/M/50-69/Architecte/S)

L'architecte, qui ne s'expliquait pas cette étrangeté lorsqu'il était enfant, assure aujourd'hui que c'est la qualité du travail architectural qui distingue ce bâti des autres bâtiments moderne. Un autre architecte, pense en fait qu'il s'agit d'un exemple rare du modernisme serbe : « *When you're talking about the importance of this building, I think it's very important building, it was very important. Not as a Military Headquarters, but as a... one of the very rare examples of Serbian modernist* »⁷¹. Encore une fois, ce dernier ne précise pas en quoi le bâtiment se distingue du lot des constructions bâties à la même époque. De manière générale, les autres participants s'entendent plutôt pour dire qu'il s'agit d'un des meilleurs exemples de l'architecture moderne en Serbie. Une historienne de l'art explique peut-être mieux le lien particulier entre le bâti et la période moderne⁷². Elle précise que la modernité arrive en Serbie plus tard qu'ailleurs en Europe et que le style prendra une importance fondamentale seulement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. En effet, bien que les premiers architectes modernes arrivent pendant l'entre-deux-guerres, le style sera largement déployé après la Seconde Guerre mondiale. Cette deuxième école se distinguera pourtant légèrement de la première école, plus classique, à laquelle se rattache Nikola Dobrović. Ainsi, même si l'architecture de la période yougoslave est majoritairement moderne, l'œuvre de Dobrović s'en distingue, se rapprochant plutôt d'une école classique dont il ne reste que peu de traces à Belgrade.

En somme, plusieurs participants affirment que si le bâtiment est moderne, il s'éloigne pourtant des standards stylistiques et idéologiques modernes de son époque. Par contre, au cours des entretiens, personne ne précise quels sont ces standards et les référents ne sont jamais clairs. Selon un membre de l'AAB, le bâtiment serait presque antimoderne parce qu'il

⁷¹ C001/M/50-69/Architecte/S.

⁷² C003/30-49/F//Historien de l'art/S.0

ne suit pas l'approche « fonctionnaliste »⁷³. Un autre participant va dans le même sens lorsqu'il affirme qu'en donnant une symbolique au bâtiment, l'architecte s'éloigne d'un modernisme fonctionnel et abstrait : « *And it is an unusual building because it's a modernist building, but it sort of tells a story and modernist buildings are almost by definition abstract. So that kind of narrative content was really taking way out of modernism ... uh ... out of architecture with modernism* »⁷⁴. Le même membre de l'AAB précise également que Dobrović utilise des techniques surréalistes, comme la fragmentation. Ces techniques, bien que parfois considérées comme modernes, ne se rapprochent pourtant pas d'une modernité plus classique qui serait plutôt fonctionnaliste et minimale. Plus près de cette comparaison surréaliste, un participant pense que le bâtiment est avant-gardiste : « *Masterpiece is Headquarters, Army Headquarter! It's actually a synthesis of avant-Guard movements; you can see everything there: expressionism, futurism, cubism, everything is there. It's a little bit late comparing with other architects what they did, you know, but still it was a remarkable building.* »⁷⁵ Dans le même ordre d'idée, pour un autre membre de l'ABB, c'est un bâtiment expressionniste qui se rapprocherait du Stijl, mais le Stijl propose un style plus épuré alors que l'expressionnisme est davantage connu comme étant plus chargé⁷⁶. De façon générale, on remarque surtout une confusion quant au style du Generalštab, mais l'on reconnaît toujours son caractère original et novateur.

On pourrait certes s'étonner qu'une institution comme le ministère de la Défense ait opté pour un projet d'une telle originalité. Certains participants expliquent cette particularité en rappelant que la construction du bâtiment débute peu après la scission entre Staline et Tito en 1948. Comme le soulignent plusieurs participants, c'est une époque où l'architecture serbe tend à s'éloigner du Réalisme socialiste soviétique et à se rapprocher davantage des

⁷³ A001/M/50-69/Architecte/S.

⁷⁴ C008/M/30-49/Historien de l'architecture/EU.

⁷⁵ C002/M/70+/Architecte/S.

⁷⁶ A002/M/50-69/Architecte/S.

mouvements stylistiques de l'Ouest⁷⁷ : « *Second, it's a very important period of leaving ideas of social-realism and ideas of Russia and ... turning ahead to the West.* »⁷⁸ De cette manière, le bâtiment répondrait donc à la volonté de se distancier de la norme architecturale des pays de l'Est et de s'ouvrir aux styles promus dans l'Ouest, sans pour autant se dissocier de principes considérés comme socialistes. Deux architectes abondent dans ce sens. Pour eux, à travers l'architecture, Dobrović tend à créer quelque chose de nouveau, à l'image d'une nouvelle Yougoslavie moderne, entre le socialisme et le capitalisme⁷⁹.

Sur l'état de l'architecture moderne à Belgrade

Il est intéressant de noter que si le Generalštab est présenté par les experts comme un symbole de la modernité et une figure importante de l'architecture moderne en Serbie, quelques participants font part du délabrement de l'architecture moderne à Belgrade⁸⁰. Pour eux, le Generalštab a certes été bombardé, mais vu l'état général de l'architecture moderne à Belgrade, il est fort à parier qu'il aurait de toute façon été relativement abimé par le temps et le laisser-aller général de la capitale vis à vis de son architecture. Deux participants vont jusqu'à affirmer que le bâtiment aurait sans doute été en ruine, même s'il n'avait pas été bombardé : « *Even if it wasn't bombed, these years would be the period that you should reconstruct the building, actually* »⁸¹. Selon eux, cette architecture est davantage mise en danger par un manque d'intérêt pour l'architecture et le bâti que par le bombardement. Un architecte va dans le même sens lorsqu'il affirme que le modernisme serbe en général est aujourd'hui caché, « mis de côté », laisser-aller, en Serbie⁸². Il surnomme d'ailleurs le Generalštab le « dernier des Mohicans » de l'architecture moderne. Plusieurs auteurs et organismes patrimoniaux (tel que Docomomo ou Icomos) ont déjà

⁷⁷ C003/30-49/F//Historien de l'art/S, C007/M/50-69/Architecte/EU, C008/M/30-49/Historien de l'architecture/EU, D002/F/30-49/Historien de l'Art/S et D003/M/30-49/Historien de l'architecture/EU.

⁷⁸ C003/30-49/F//Historien de l'art/S.

⁷⁹ C007/M/50-69/Architecte/EU et C008/M/30-49/Historien de l'architecture/EU

⁸⁰ A001/M/50-69/Architecte/S; B001/F/50-69/Urbaniste/S; C001/M/50-69/Architecte/S; C004/F/30-49/Architecte/S.

⁸¹ C004/F/30-49/Architecte/S.

⁸² C001/M/30-49/Architecte/S.

relevé la difficulté de conserver et de protéger l'architecture moderne encore aujourd'hui. L'une des raisons derrière cette tendance est la conception du patrimoine comme étant d'emblée « ancien ». L'architecture moderne serait donc trop récente. Comme l'explique très bien la Commission des biens culturels du Québec (CBCQ), il y a la une question temporelle, une question stylistique et une question d'inexpérience :

La difficulté qu'a le patrimoine récent à s'imposer n'est pas une simple question de proximité temporelle. Elle relève aussi du caractère non traditionnel de la plupart des édifices et des ensembles bâtis qui le composent. Cette non-familiarité découle de leur nouveauté programmatique, technique ou formelle, souvent radicale (CBCQ, 2005, p. 11).

Dans le cas de Belgrade, comme le soulignent d'ailleurs deux participants, la grande majorité de l'architecture de la ville a tout au plus 150 ans. Il est donc important de préserver les traces de cette époque charnière de construction⁸³. Un architecte affirme pourtant que personne n'agit pour la protection du patrimoine moderne en Serbie⁸⁴. Un article publié en 2004 (*Večernje Novosti*, 18 juillet) va dans le même sens, citant deux experts-architectes impliqués dans la mise en valeur du patrimoine contemporain et moderne. Dans cet article, l'architecte Zoran Manević affirme qu'il n'y a pas suffisamment de personnel qualifié pour évaluer et participer à la préservation de l'architecture moderne. Une analyse exhaustive des réformes récentes en matière du patrimoine (Conseil de l'europe, 2008) nous informe en fait que la Serbie fait face à un manque important de personnel, de connaissance et de technologie en ce qui concerne la gestion du patrimoine en général. Selon l'architecte Miladin Lukić de l'Institut du patrimoine de Serbie (*Večernje Novosti*, 18 juillet), il est grand temps d'imposer une structure réglementaire et d'inciter le gouvernement à organiser un système de primes pour encourager la préservation du patrimoine moderne en Serbie. Si la liste des monuments culturels protégés comprend quelques constructions modernes, le Generalštab est l'un des rares monuments protégés ayant été construits après la Seconde Guerre mondiale. Depuis quelques années pourtant,

⁸³ B002/M/30-49/Architecte/S et C001/M/30-49/Architecte/S.

⁸⁴ C004/F/30-49/Architecte/S.

L'Institut du patrimoine de Belgrade travaille à placer d'autres bâtiments modernes sous protection. Il existe également une fraction de Docomomo en Serbie, mais selon la directrice Liljana Blagojević, rencontrée à Belgrade en novembre 2011, la nouvelle organisation qui se concentre exclusivement sur l'architecture moderne n'a pas suffisamment de moyens financiers pour entreprendre une réelle campagne de sensibilisation. Notons d'ailleurs que le Generalštab est à ce jour le seul bâtiment sélectionné dans leur liste de patrimoine en péril.

Il est pourtant important de souligner, à l'instar de deux participants, que le bombardement a presque exclusivement touché l'architecture moderne⁸⁵. Dans un article publié au lendemain du bombardement, Perović et Žegarac démontrent combien la majorité des bâtiments touchés par la campagne de l'OTAN était moderne. Un représentant de la Ville va jusqu'à avancer que l'OTAN s'est attaquée aux bâtis construits par des Serbes, puisque les autres bâtiments étaient « les leurs » (c'est-à-dire qu'ils ont été construits par des étrangers)⁸⁶. Sans tomber dans la spéculation, l'architecte Srdjan Jovanović Weiss (2000/2001) va un peu dans le même sens lorsqu'il avance que pour le peuple serbe, lorsque l'OTAN choisit de bombarder essentiellement des constructions modernes plutôt que des constructions néo-classiques ou contemporaines, c'est un peu comme si l'Occident venait se bombarder elle-même. En entrevue, un architecte précise que si ces bâtiments modernes ont été bombardés c'est qu'il s'agissait d'une guerre psychologique : l'OTAN a bombardé des bâtiments clés dont les Serbes étaient fiers⁸⁷. Dans *Politika* (21 août 1999), l'architecte Bojan Kovačević va dans le même sens : « *During the bombing, it is the "self-respect" of our architect that was attacked* ».

Dans les journaux, mis à part les propos de Kovačević (voir aussi le *Večernje Novosti*, 24 juillet 2011), les journalistes ne mentionnent généralement pas l'état ou de la négligence de

⁸⁵ B003/M/70+/Architecte/S et C002/M/70+/Architecte/S.

⁸⁶ B003/M/70+/Architecte/S.

⁸⁷ C002/M/70+/Architecte/S.

l'architecture moderne à Belgrade. Ils y parlent davantage de l'état des bâtiments qui ont été bombardés en 1999, peut-être plus concernés par l'image de la capitale que par l'état et la préservation de l'architecture moderne. Une fois encore, les journaux semblent très généralement servir de plateforme pour les experts-architectes et c'est surtout leur opinion qui est transmise lorsqu'il est question d'établir ce que signifie aujourd'hui ce bâtiment. Dans ce contexte, plusieurs architectes réaffirment la symbolique moderne du Generalštab. Pensons par exemple aux architectes Miloš Bobić (*Vreme*, 20 janvier 2005), Djordje Bobić (*Vreme*, 13 juillet 2006), Tanja Damjanović (*Politika*, 12 novembre et 31 août 2005) et Bojan Kovačević (*Kurir*, 18 juillet 2005).

À cet égard, il est intéressant de constater que lorsqu'on leur demande pourquoi ils ont choisi de travailler sur le Generalštab, quelques participants de la catégorie C affirment que c'était premièrement par intérêt pour la modernité serbe⁸⁸. Selon l'un d'eux, cette période n'est pas suffisamment connue dans la région, même s'il s'agit d'une période charnière pour l'architecture locale :

Many colleagues don't know much about that. It's really important building and it's not in my area of interest, but as an architect, me and all of those architects should know about that building and it's also a shame that on our faculty we have those subjects on modern architecture, but we never learn about modern architecture in Serbia, only in Europe and in America and nothing about architecture in Serbia.
(C004/F/30-49/Architecte/S)

Le même participant note également ici un grand intérêt pour la conservation de l'architecture moderne en Serbie. Une représentante des Instituts pour la protection des monuments culturels partage clairement cet intérêt puisqu'elle est chargée des dossiers du patrimoine moderne à l'Institut du patrimoine de Belgrade. Dans la même lignée, un architecte mentionne un désir de pousser les étudiants à lire Dobrović à nouveau⁸⁹ et deux autres parlent d'une volonté de sensibilisation et d'information⁹⁰. Toujours dans cette

⁸⁸ C001, C003 et C004.

⁸⁹ C001/M/30-49/Architecte/S.

⁹⁰ C003/F/30-49/Historien de l'Art/S et C009/M/18-29/Architecte/EU.

volonté d'enseignement⁹¹, un historien architecte considère le Generalštab comme le sujet idéal pour parler de représentations en architecture moderne; les formes qui parlent et portent un message sans directement représenter quelque chose.

4.1.2.2 Un vestige de la Yougoslavie, du socialisme ou du communisme

Sans nécessairement se contredire, la plupart des participants mentionnent que le bâtiment est aussi un vestige important de la Yougoslavie⁹². On remarque toutefois que certains d'entre eux font une distinction entre la Yougoslavie et le socialisme/communisme alors que pour d'autres, la distinction est moins claire. À l'analyse, on comprend que pour ceux qui font la distinction, la Yougoslavie n'est pas toujours connotée négativement, mais le communisme l'est. Plusieurs soulignent que la population générale perçoit le bâtiment comme un symbole du socialisme ou du communisme, mais ils laissent supposer qu'elle se trompe, affirmant que cette association participe à l'indifférence du public pour ce bâtiment⁹³. Par exemple, pour un des membres de l'AAB, il s'agit là d'un réel problème parce que ce n'est pas vrai et que ça fausse les perceptions⁹⁴. Et pourtant, selon un autre participant, le bâtiment est un héritage communiste « qu'on le veuille ou non » : « *that's who we are, that's what happened, that's part of history* »⁹⁵. Pour expliquer cette dualité, deux architectes membres de l'AAB évoquent un courant anticomuniste en Serbie et plus particulièrement dans les institutions gouvernementales. Ce discours, qui tend à oblitérer l'histoire socialiste de l'ex-Yougoslavie, ne serait d'ailleurs pas sans compliquer le discours sur la préservation des bâtiments modernes et/ou de la période yougoslave. Un autre participant abonde dans le même sens lorsqu'il explique que selon lui, on veut aujourd'hui

⁹¹ C008/M/30-49/historien de l'architecture/EU.

⁹² A001/M/50-69/Architecte/S; A002/M/50-69/Architecte/S; B001/F/50-69/Urbaniste/S; B002/M/30-49/Architecte/S; C004/F/30-49/Architecte/S; C005/M/18-29/Architecte/S; C006/M/18-29/Architecte/S; C007/M/50-69/Architecte/EU; C008/M/30-49/historien de l'architecture/EU; C009/M/18-29/Architecte/EU; D001/F/50-69/Architecte/S; D002/F/30-49/historien de l'art/S et E001/F/30-49/Journaliste/S

⁹³ A001, A002, C009, D001 et D002.

⁹⁴ A002/M/50-69/Architecte/S.

⁹⁵ C009/M/18-29/Architecte/EU.

détruire le Generalštab à cause de sa symbolique politique : le bâtiment est le monument d'une époque et si on veut détruire cette époque, on veut détruire ce monument⁹⁶. À ce sujet, il est intéressant de rappeler, à l'instar d'un des architectes que nous avons rencontré, que durant la période yougoslave, plusieurs monuments anciens symboliquement importants pour les pouvoirs politiques précédents ont été détruits⁹⁷.

Au sujet de la symbolique politique du bâti, on rappelle que pendant la Seconde Guerre mondiale, Dobrović s'est enrôlé avec les Partisans de Tito. Deux participants ont pourtant tenu à souligner en entrevue que l'architecte n'était pas membre du parti communiste, affirmant aussi qu'il était en marge de l'autorité socialiste⁹⁸. De façon générale, on remarque toutefois que la plupart des participants misent sur la modernité et l'unicité stylistique du bâtiment davantage que sur la symbolique politique et idéologique. Cette tendance semble aller de pair avec un conflit plus large entre les pro- et les anticommunistes. Un architecte et un historien de l'architecture pensent d'ailleurs qu'il existe un lien entre la controverse qui entoure le bâtiment et le conflit idéologique entre les Partisans (l'armée du parti communiste) et les Tchethniks (mouvement de résistance loyaliste/nationaliste serbe)⁹⁹. Si les deux groupes se sont battus contre les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale, certains groupes de Tchethniks auraient aussi collaboré avec les forces de l'Axe. Ce débat ne s'est pas arrêté avec la guerre puisque depuis les années 1990, les anciens Tchethniks réclament les mêmes droits que les Partisans (les droits de vétérans). Les participants interviewés ne sont pas nécessairement de l'une ou de l'autre tendance, mais certains semblent accepter le communisme/socialisme comme une réalité à reconnaître alors que d'autres tendent manifestement à détacher l'œuvre du politique¹⁰⁰.

Sur une note positive, on remarque que quelques participants font référence à la

⁹⁶ B002/M/30-49/Architecte/S.

⁹⁷ C009/M/18-29/Architecte/EU.

⁹⁸ A001/M/50-69/Architecte/S et C002/M/70+/Architecte/S.

⁹⁹ B002/M/30-49/Architecte/S et C008/M/30-49/historien de l'architecture/EU.

¹⁰⁰ Notamment les deux participants plus âgés, B003/M/70+/Architecte/S et C002/M/70+/Architecte/S.

Yougoslavie comme à une époque de grands projets architecturaux et d'importants avancements techniques. Ces participants comparent surtout cette époque au contexte actuel dans lequel on construit très peu de grand projet d'envergure ou de qualité¹⁰¹ : « *They (les architectes modernes serbes) had some kind of forces to do some things new, to try new things in technology, to use new materials* »¹⁰². D'une certaine manière, les architectes de l'époque avaient un pouvoir décisionnel que les architectes d'aujourd'hui n'ont plus. Dans son ouvrage sur la planification de Belgrade à l'époque de Tito, Le Normand nous rappelle qu'il en va de même pour les urbanistes de l'époque :

Planners were empowered by their new place of importance in the regime. No longer constrained by crippling limitations, as they had been prior to the war, they could extend their analytical and creative gaze beyond building facades and city limits. Given a new role of importance in socialism, as actors in the planning process, they would be the ultimate authority in deciding what should be built and where (2014, p. 73).

Un participant affiche plus largement une nostalgie pour une architecture d'excellence à Belgrade, affirmant qu'il n'existe plus aujourd'hui d'architectes de la trempe de Nikola Dobrović¹⁰³. Une architecte va dans le même sens lorsqu'elle affirme que tout ce qui s'est fait en architecture à partir des années 1990 est un désastre, ajoutant même que s'il faut préserver le Generalštab aujourd'hui, c'est surtout parce qu'on ne peut faire confiance au gouvernement pour construire une meilleure architecture à la place¹⁰⁴. Une représentante de la Ville est aussi très admirative, mais elle reconnaît l'impossibilité pour la Serbie actuelle de profiter des mêmes conjonctures :

My respect for the building and for the ... let's say achievement from that time is even greater, because there was a time when you could, as important architect, with all the support from the huge country of 20 millions and I suppose for the Military Head Office ... headquarters ... you should have a lot of support from every party. Hum ... and nowadays what I'm thinking (...), what are our capabilities? Are we capable of ... aware of the things that we are not in position or economically ... in all other ways, we are not in a position to produce such a structure or a significant change within the city matrix. Then I really adore the building and the outdoor and everything. (B001/F/50-69/Urbaniste/S)

¹⁰¹ B001, B002, C004, C005 et C007.

¹⁰² C004/F/30-49/Architecte/S.

¹⁰³ C001/M/30-49/Architecte/S.

¹⁰⁴ D003/F/30-49/Architecte/EU.

Selon un autre représentant de la Ville, c'est plutôt une question de changement d'idéologie : aujourd'hui, l'architecture est menée par des intérêts (principalement commerciaux), les architectes sont de plus en plus limités et on n'a plus besoin d'eux¹⁰⁵. On a certes besoin de promoteurs et d'urbanistes, mais pas d'architectes. Cela explique peut-être un peu pourquoi, lorsqu'ils pensent le futur du bâtiment, certains participants nous ramènent vers son passé glorieux. En se référant à ce passé, ils espèrent en quelque sorte le même futur.

Les journaux entrent encore une fois relativement peu dans le débat sur la symbolique politique du bâti. D'emblée, contrairement aux entrevues, les articles collectés parlent beaucoup plus de la ruine que du bâtiment lui-même. Ainsi, on s'intéresse peut-être moins à la symbolique d'origine qu'à la symbolique actuelle. On remarque toutefois que plusieurs journaux surnomment le Generalštab « Sutjeska », faisant ainsi référence à son lien avec les Partisans et le parti communiste. Plusieurs journaux transmettent aussi la critique féroce de quelques experts-architectes pour qui ce lien avec Sutjeska n'était pas désiré par l'architecte. Cette citation de Kovačević montre bien avec quelle ferveur, certains défendent la neutralité politique de Dobrović :

Today is often mentioned, of course, to ridicule, the cascade over the motives of these buildings separated by Nemanjina street are a symbol of the canyons of Sutjeska, as well as the seven floors are seven offensives. Kovačević, who wrote a book dedicated to the buildings, says according to the text of the competition that Dobrović at no point mentions Sutjeska or "offensive". Is it in the years after the erection of the building for some leadership from the State or video "promulgated" the meaning of this architectural form, it is now a completely different question - said Kovačević. – Dobrović should be understood as an expression of European expressionism and not dabble with it more local and ignorant interpretations (Večernje Novosti, 24 août 2006).

De la même manière, le *Politika illustré* (8 décembre 2001) cite Ivan Marić, président de la Société des architectes de Serbie, pour qui « those who refer to Sutjeska, they are pretentious and « overwhelmed with Partizan stories » » et le *Vreme* (13 juillet 2006), cite Djordje Bobić, l'ancien architecte de la Ville, selon lequel l'histoire de Sutjeska n'est pas

¹⁰⁵ B003/M/70+/Architecte/S.

vraie, elle aurait été improvisée après coup. Le *Kurir* du 18 juillet 2005 explique assez bien cette dualité fondamentale :

During the years there have been those who questioned the architectural value of this piece, stating that these buildings were designed with the ideological allusion to Sutjeska and that they embody too much of communism. Nevertheless the architect Bojan Kovačević claims that explanations like that, have only hatred, that's typical from anti-communist. And he says that the building of Generalštab belong to modern style in architecture and really represent an unvaluable cultural richness so they should be saved. (Kurir, 18 juillet 2005)

De cette manière, même s'ils parlent moins de la problématique des symboliques, les journaux locaux montrent bien la dualité qui existe entre les deux tendances politiques qui sous-tendent ce débat.

Le débat entre architecture de la modernité et architecture yougoslave est ainsi retransmis dans les journaux notamment à travers les citations des experts-architectes, principalement de ceux que l'on pourrait considérer comme protectionnistes. Encore une fois, la grande question reste : est-ce qu'il s'agit d'un bâtiment moderne ou d'un bâtiment yougoslave? Même si dans les faits, la Yougoslavie s'est à la fois associée à l'idéologie communiste et au style moderne et même si le très moderne Dobrović a participé à la libération de Belgrade dans un uniforme partisan, il existe aujourd'hui une résistance à associer ces deux mouvements. Cette résistance est généralement liée au débat entre la préservation et la destruction du bâtiment. Comme si pour sauver le bâtiment, il fallait effacer son passé communiste. Ainsi, l'idée qui semble ressortir de ce débat est que l'on doit garder un bâtiment moderne, alors qu'on pourrait détruire un bâtiment qui représenterait la Yougoslavie ou le socialisme. Dans son article pour le *Vreme*, l'architecte Miloš Bobić présente bien cette dualité dans un contexte où le bâtiment semble exprimer deux symboliques à la fois :

According to its historical, cultural and aesthetic values the Generalštab building is a monument that transcends any discussion closely certain standards of financial experts. Whether you like it or not, the buildings is the product of a time and political system that were progressive, but is also a monument so loudly and frequently invoked in Serbian modernism as it is a record of a cultural giant. Buildings of the product of the times in which the state is responsible for their team and accepted the challenges of global modernity. How much evidence of faith in modernity as a document of the general contradictions

of modernity and the discontinuity of the last century. (*Vreme*, 20 janvier 2005)

Il faut peut-être souligner ici que lorsqu'il écrit cet article, Miloš Bobić vit aux Pays-Bas et travaille principalement en Europe. À l'instar de nos participants vivant à l'étranger, l'architecte semble ainsi avoir un certain détachement par rapport à la politique locale.

4.1.2.3 Le débat fondamental de Nikola Dobrović

Sans qu'il le présente ainsi, c'est Nikola Dobrović lui-même qui a d'abord incité cette dualité fondamentale entre la symbolique moderne et la symbolique yougoslave/communiste. En effet, comme nous l'avons expliqué au chapitre 3, l'architecte évoque les deux « symboliques » du bâtiment dans un article de 1961. Ces deux symboliques nous sont aujourd'hui présentées comme étant fondamentalement opposées, mais on peut se demander si elles l'étaient vraiment pour l'architecte. Comme le note Le Normand en parlant de la vision de l'architecte pour la planification de Belgrade, « *Dobrović was mostly preoccupied with creating symbolic spaces that would worthily represent the state to its citizens and the world* » (2014, p. 48). Il sera également intéressant de se demander, au fil du temps, comment les symboles de Dobrović se sont-ils transformés?

Dans un premier temps, le texte de Dobrović révèle que le bâtiment a été conçu pour représenter le canyon Sutjeska et la victoire des Partisans lors d'une bataille qui y prend place en 1943. La majorité des participants tient compte de cette symbolique, en parlant à la fois de « Sutjeska », du « canyon de Sutjeska »¹⁰⁶, de la « rivière Sutjeska »¹⁰⁷ ou du « monument de Sutjeska »¹⁰⁸. Tous ces lieux font référence au Parc national de Sutjeska en BIH. Il faut toutefois souligner que malgré les dires d'une participante, le bâtiment ne peut avoir été construit à l'image du monument commémoratif de Sutjeska puisque ce dernier a

¹⁰⁶ A001/m/50-69/architecte/S, B001/F/50-69/Urbaniste/S, B003/m/70+/architecte/S, C002/m/70+/architecte/S, C007/m/30-49/historien de l'architecture/EU, C008/m/50-69/architecte/EU, D001/F/50-69/Architecte/S; D002/f/50-69/architecte/S, D003/F/30-49/Architecte/EU, E001/F/30-49/Journaliste/S.

¹⁰⁷ A001/m/50-69/architecte/S.

¹⁰⁸ D001/F/50-69/Architecte/S.

été érigé dans les années 1970¹⁰⁹. On comprend néanmoins à première vue que la forme du monument est effectivement très similaire à celle du bâtiment (voir figure 3.23, chapitre 3). Quatre de ces participants mentionnent le canyon de Sutjeska sans préciser ce que cela signifie et d'où vient l'association, comme si la référence allait de soi¹¹⁰. On remarque également que la plupart des articles de journaux mentionnent « Sutjeska » sans nécessairement préciser que la comparaison est issue de l'architecte¹¹¹. Plusieurs articles parlent même du Generalštab comme du « Sutjeska I et II » ou du « *so called Sutjeska* ». Quelques articles vont certes plus en détails, précisant que le bâtiment est à l'image du canyon de la bataille de Sutjeska. Encore une fois, seuls les experts-architectes vont parfois un peu plus loin, précisant que Dobrović lui-même en avait parlé. Il faut dire, comme le mentionnent d'ailleurs deux architectes, que cette interprétation est très populaire auprès de la population depuis la création du bâtiment¹¹². En entrevue, deux autres participants racontent entre autres qu'ils ont entendu l'histoire de « Sutjeska » lorsqu'ils étaient enfants¹¹³. Tous deux sont dans la mi-cinquantaine et ils ont grandi en Yougoslavie à l'époque socialiste. À cette première comparaison générale, un membre de AAB ajoute une théorie selon laquelle les sept cascades du Generalštab représentent sept offensives contre les Partisans pendant la Seconde Guerre mondiale¹¹⁴. En fait, le participant dément cette théorie en affirmant que les premiers plans de Dobrović n'incluaient pas sept étages. Le 4 novembre 2002, *Blic* fait aussi référence à cette théorie des sept offensives, mais Dobrović n'en parle pas dans son article et nous n'avons trouvé aucune autre mention à ce sujet.

Si cette association entre le bâtiment et le canyon de Sutjeska semble bien ancrée dans les

¹⁰⁹ D001/F/50-69/Architecte/S.

¹¹⁰ A001, B001, B002 et D003.

¹¹¹ Voir notamment *Reporter*, 4 mars 2001; *Politika illustré*, 8 décembre 2001; *Vreme*, 7 août 2003 – 25 sept 2003 – 13 juillet 2006 – 27 septembre 2007 – 14 octobre 2010; *Kurir*, 29 sept 2004 – 18 juillet 2005; *Politika*, 31 août 2005 – 12 novembre 2005 – 20 août 2007 – 10 sept 2007; *Večernje novosti*, 19 juillet 2005 – 4 août 2006 – 24 juillet 2011; *Blic*, 21 août 2006 – 26 octobre 2007 – 17 sept 2007 – 4 mars 2008 – 22 mars 2009 – 11 juin 2009 – 9 juillet 2010; *Glas Javnosti*, 12 nov 2006 – 15 sept 2007; *Balkani*, 13 mai 2009; *Pressonline*, 7 juillet 2010

¹¹² C007/m/30-49/historien de l'architecture/EU et C008/m/50-69/architecte/EU.

¹¹³ A001/m/50-69/architecte/S et D001/F/50-69/Architecte/S.

¹¹⁴ A002/m/50-69/architecte/S

discours, il reste que tous les experts ne s'entendent pas sur la véracité de cette symbolique politique. En effet, plusieurs experts s'accordent pour dire que cette symbolique a été imposée après coup. Pour un historien de l'architecture, le bâtiment militaire n'a jamais eu de valeur émotive pour la population et c'est « peut-être » pour cette raison qu'on parle du canyon : « *Yeah ... it was never explained (le bâtiment), it was just kind of ... maybe that's why the canyon came in (...) but then you look at it and it's not a canyon. It is the building right? (...) They had to find some sort ... somebody branded it, like many buildings have nicknames and so ... this one also got one* »¹¹⁵. Un autre participant pense lui aussi que cette signification est préparée pour le public¹¹⁶. Pour lui, si Dobrović fait lui-même mention de Sutjeska, il s'agit là d'une première controverse — et l'architecte est maître dans l'art de la controverse — puisque pour les architectes modernes, il était inconcevable de construire en termes de symboles. Toutefois, même si le bâtiment est moderne, le participant avoue que le Generalštab « raconte une histoire », ce qui va également à l'encontre de l'école moderne.

Trois autres architectes vont plus loin encore, affirmant que même si Dobrović mentionne le canyon dans son article, ce n'est pas son désir (idée) original, mais plutôt un concept politique pour satisfaire l'Armée, son client¹¹⁷. Selon l'un d'eux (B003), l'Armée ne comprenait pas le travail de Dobrović et ce dernier a simplement répondu à l'interprétation personnelle de son client, pour que ce dernier soit satisfait et le laisse faire ce qu'il veut. Un autre (A002), qui a largement travaillé avec les archives de Dobrović, affirme que cette idée n'était pas incluse dans les plans originaux et rappelle que l'article a été publié six ans après le concours qui a précédé la construction du bâtiment. Ainsi, pour lui, cette théorie de la représentation de Sutjeska n'est pas originale. Dans les journaux, les experts-architectes semblent aller dans le même sens. Au cours d'entretiens pour différents journaux, Kovačević et Damjanović mentionnent eux aussi le ridicule de cette association (*Balkani*, 13

¹¹⁵ C007/m/30-49/historien de l'architecture/EU.

¹¹⁶ C008/m/50-69/architecte/EU.

¹¹⁷ A002/m/50-69/architecte/S, B003/m/70+/architecte/S et C002/m/70+/architecte/S.

mai 2009; *Kurir*, 18 juillet 2005; *Politika*, 12 novembre 2005; *Večernje Novosti*, 24 août 2006). De la même façon, Djordje Bobić affirme que cette histoire de Sutjeska est simplement fausse (*Vreme*, 13 juillet 2006). Notons ici que Bobić est de la même génération que nos participants de 70 et plus. Diplômé de la faculté d'architecture de Belgrade en 1965, il y a fort à parier qu'il a également été l'étudiant de Dobrović. Il est intéressant de considérer, comme le mentionne une journaliste en entrevue, que si cette interprétation est populaire auprès du public, il s'agit d'un sujet très controversé auprès des experts et ce sont surtout les anciens étudiants de Dobrović qui considèrent la symbolique de Sutjeska comme un « non-sens »¹¹⁸. Et pourtant, si ce n'était effectivement pas le motif initial de l'architecte, rien ne nous dit s'il était en désaccord.

En terminant, précisons que tous les participants ne s'offusquent pas de cette symbolique. En effet, une représentante de la Ville mentionne plutôt son côté poétique et une représentante des Instituts pour la protection des monuments culturels admire cette force symbolique qui selon elle alimente le bâti¹¹⁹. Mentionnant Sutjeska sans pour autant préciser le sens derrière cette symbolique, les autres participants semblent ainsi simplement accepter cette signification sans la questionner. C'est d'ailleurs la tendance générale qu'on remarque dans les journaux, où plusieurs articles mentionnent Sutjeska sans préciser son rapport avec le bâtiment à l'étude. Il convient par contre de préciser que le récit de la bataille de Sutjeska fait partie de l'imaginaire collectif local et ne nécessite pas forcément d'explications, ce qui n'est pas le cas de l'autre signification que propose Nikola Dobrović dans son article.

En effet, dans l'article présenté au chapitre 3, Dobrović propose une autre signification du Generalštab. Le bâtiment y est présenté comme étant basé sur la philosophie d'Henri Bergson. Encore une fois, malgré les écrits de l'architecte, nos participants ne semblaient pas s'entendre sur l'importance et la légitimité de cette symbolique. Il est d'ailleurs

¹¹⁸ E001/f/30-49/journaliste/S.

¹¹⁹ B001/F/50-69/Urbaniste/S et D001/F/50-69/Architecte/S.

intéressant de mentionner que ceux qui se sont prononcés contre le symbole de Sutjeska n'appuient pas nécessairement la symbolique bergsonnienne. En contrepartie, plusieurs participants croient au contraire qu'il s'agit-là d'une théorie fondamentale du travail Dobrović. Par exemple, un représentant de la Ville affirme que la théorie bergsonnienne que propose Dobrović est en fait l'aspect le plus important du bâtiment¹²⁰. Il pense qu'il s'agit d'une philosophie importante et unique pour l'histoire de l'architecture et que Dobrović n'a pas eu le temps de vraiment développer : « *He was the first and only one that understood Bergson's thoughts* »¹²¹. Au contraire, trois architectes pensent que Dobrović ne comprenait pas tout à fait la théorie de Bergson¹²². Ces trois participants mentionnent néanmoins un intérêt personnel pour l'interprétation de l'architecte. Dans les journaux, un seul article mentionne le travail de Dobrović sur Bergson. Encore une fois, l'article de l'architecte Tanja Damjanović, qui était alors membre de l'Institut républicain pour la protection des monuments culturels, est le plus descriptif. Elle y présente le lien entre le travail de Dobrović et celui d'Henri Bergson, tentant de vulgariser les idées colorées de l'architecte pour un public non informé. À son avis, cette théorie qui puise dans la philosophie est robuste et importante pour une meilleure compréhension de l'œuvre. Dans *Politika* (21 août 1999), Kovačević mentionne lui aussi les schèmes dynamiques et l'idée d'une architecture en mouvement, mais il n'entre pas dans le détail et ne mentionne jamais Bergson.

Peu de participants s'attardent longuement sur la théorie de l'architecte, seuls deux participants vivant aux États-Unis y accordent une réelle importance¹²³. Ces derniers y voient toutefois un fondement idéologique important. L'un d'eux (C008) parle principalement de l'importance du vide (la rue Nemanjina) qui représenterait, pour Dobrović, l'identité yougoslave (une identité nouvelle, qui ne serait ni de l'Est, ni de

¹²⁰ B003/m/70+/architecte/S.

¹²¹ *Ibid.*

¹²² A001, C007 et C008

¹²³ C007/m/30-49/historien de l'architecture/EU et C008/m/50-69/architecte/EU.

l'Ouest) : « *Yugoslavia as the void ... as the buffer between Soviet Union and the leftist thinking in the West. So he couldn't symbolize that ... the symbol, in fact: Yugoslavia kind of equal Bergson. And in fact, in some way, it did have a duration, 'cause now it doesn't... it's not vibrating anymore.* » Selon l'autre participant (C007) la théorie de Dobrović servira d'ailleurs à justifier le bâtiment après sa construction. Il affirme aussi que pour cet architecte, le bâtiment présente la Yougoslavie comme une nation dynamique (en mouvement), « *for people to go through and see differently* ». De cette manière, l'utilisation de la théorie bergsonienne que l'on semble vouloir rapprocher de la modernité plutôt que du socialisme reflète, comme la comparaison avec Sutjeska, une symbolique fortement liée à l'identité yougoslave et à l'idéologie socialiste telle que pratiquée dans la région. Un jeune architecte va encore plus loin encore lorsqu'il affirme que le bombardement du bâtiment a créé un nouveau vide, plus grand encore, entre le concept proposé par Dobrović et l'expérience du bâti¹²⁴.

Contrairement à la dualité présentée dans par les journaux, les deux participants qui vivent aux États-Unis n'opposent pas les deux symboliques, ils parlent ici plutôt de différentes couches de perceptions¹²⁵. Selon l'historien de l'architecture (C007), l'histoire du bâtiment est un amalgame de perception; c'est le canyon de Sutjeska (la représentation idéologique politique, les Partisans, la Yougoslavie, Tito, le socialisme) et c'est aussi la modernité (notamment via Bergson, mais aussi à travers le travail formel de l'architecte). Il pense aussi que Dobrović a lui-même construit ces différentes représentations, tout à fait conscient de la controverse :

He wrote controversial stories and that's what happens and quite often. He may have done it for various reasons, but you can see that controversy in the actual object and you can see how the controversy is abstract and asymmetrical and ... kind of in the hands of an agent which, which doesn't allow access, you know like a military and ... so it was mute, in fact, basically the story of the building is the story that was mute. You know ... kind of ... I mean it was always like a John Cage thing, you can play whatever you want. Or not whatever you want, you need to play what is there, but you could play it the way you want. (C007/M/50-69/Architecte/EU)

¹²⁴ C006/M/18-29/Architecte/S.

¹²⁵ C007 et C008.

Le participant explique aussi qu'il existe une perception publique, doublée de la symbolique proposée par l'auteur, puis la perception de la symbolique de l'auteur. Un des architectes rencontré aux États-Unis pense que cette variété de perceptions ne fait que s'alourdir avec le temps : « *So I would say it's telling much more stories now because, again, people are playing it ... you know, they are playing it like John Cage, you know they are playing it the way... developer is going to play it in one way, the traditions are going to play it in one way and I'm playing it in a different way and ... so all these playing ...* »¹²⁶.

Mais qu'en est-il justement du sens du bâti après le bombardement? Il est intéressant de constater que très peu de participants parlent du bâtiment comme d'un vestige ou d'un symbole du bombardement de 1999. Il faut également mentionner que lorsqu'on leur demande de nous parler du Generalštab, de leur impression lorsqu'ils le voient, peu de participants pensent d'abord à la ruine. Lorsqu'on leur demande de parler de ce qu'il signifie pour eux, ils parlent principalement de la construction, et peu de la destruction. Seulement deux participants parlent d'un sentiment de malaise avec la ruine qui leur rappelle le bombardement¹²⁷.

Pour un des architectes qui vit présentement aux États-Unis, le bombardement a pourtant une grande importance dans la perception actuelle du bâtiment¹²⁸. Il avance même que sans le bombardement, ce bâtiment n'aurait jamais eu la notoriété qu'il a aujourd'hui. Même si on parle peu de la destruction, lorsqu'il s'agit de raconter l'histoire du bâtiment, le bombardement est abordé sans problème apparent au cours des 18 entrevues. En effet, les participants ne semblent jamais mal à l'aise; ils n'évitent jamais le sujet et parlent ouvertement de cette période difficile. Un représentant de la Ville, qui travaillait au moment du bombardement nous a entre autres raconté son expérience de cet événement marquant¹²⁹. Il affirme toutefois que même si son bureau était situé en face du bâtiment de

¹²⁶ C008/m/50-69/architecte/EU.

¹²⁷ B001/F/50-69/Urbaniste/S et C009/M/18-29/Architecte/EU.

¹²⁸ C008/m/50-69/architecte/EU.

¹²⁹ B003/m/70+/architecte/S.

Dobrović, il ne l'a plus jamais regardé après sa destruction. Il faut dire que ce bombardement est très généralement lié aux années 1990 et plusieurs participants parlent de cette décennie de manière très négative. Quelques-uns soulignent que l'instabilité actuelle (au niveau politique, économique, législatif et architectural) est une conséquence directe de cette décennie funeste¹³⁰. L'un deux (C001) établit un lien clair entre l'absence de débat dans la société actuelle et la « dictature » des années 1990. Les deux autres vont dans le même sens, affirmant que les années 1990 ont contribué à une absence de règle et de respect des règles en ce qui concerne notamment les politiques de protection du patrimoine. Comparant la Serbie actuelle à la Yougoslavie d'autrefois, ont fait alors la distinction entre une époque où l'on était « du bon côté » et une époque où on est « du mauvais côté »¹³¹ et « perdant »¹³². Dans ce contexte, certains participants pensent aussi que le bâtiment est à l'image de l'État : glorieux à l'époque de la Yougoslavie et déchu aujourd'hui¹³³ : « *It's the picturing mirror of the State : State is in ruin so the building is in ruin* »¹³⁴. Un jeune architecte propose une réflexion similaire : « *The Generalštab is one of the most obvious examples of the situation in the society. Something standing in the very center of the capital, just across the government and ... being devastated and ... the condition of it is going worse every day and nobody is doing anything about that* »¹³⁵. Sur un ton de découragement, il ajoute que personne ne veut même parler du bombardement; tous veulent oublier. Le Generalštab serait ainsi devenu le symbole d'un rejet de l'histoire.

Tel que mentionné plus tôt, contrairement aux participants aux entrevues, les journaux parlent davantage de la ruine que du bâtiment original. Plusieurs articles incluent d'ailleurs le mot ruine dans leurs titres et sous-titres (par ex. « Fight for ruins », *Blic*, 25 nov 2004; « *The old generals wont give up the ruins, the new ones ask for villas* », *Balkan*, 5 décembre

¹³⁰ C001/M/50-69/Architecte/S, D001/F/50-69/Architecte/S et D002/F/30-49/Historien de l'Art/S.

¹³¹ D001/F/50-69/Architecte/S et D002/F/30-49/Historien de l'Art/S.

¹³² B002/M/30-49/Architecte/S.

¹³³ B002/M/30-49/Architecte/S, C006/M/18-29/Architecte/S et C009/M/18-29/Architecte/EU.

¹³⁴ B002/M/30-49/Architecte/S.

¹³⁵ C009/M/18-29/Architecte/EU.

2004; « *Ruins : Hotel or Monument* », *Večernje Novosti*, 19 juillet 2005). Si la ruine est très présente, le bombardement l'est aussi. On remarque que dans leurs entrevues avec ces journaux, les experts-architectes continuent de parler principalement de l'architecture de Dobrović, mais les articles nous présentent aussi l'avis d'autres experts, principalement des représentants de l'État, qui eux évoquent essentiellement la ruine. En effet, constatant que le bâtiment a actuellement une étiquette négative, ces derniers souhaiteraient plutôt sa destruction.

Finalement, avant de parler plus longuement de la ruine, abordons brièvement les autres symboliques évoquées dans une moindre mesure en entrevue et dans les journaux locaux. D'abord, certains affirment que le projet du Generalštab (comme d'autres constructions fédérales à Belgrade) se voulait « multiculturel » : un amalgame des différents pays de Yougoslavie. Un architecte affirme par exemple que l'intérieur du bâtiment a été confié à l'architecte croate Segvić parce que le gouvernement souhaitait avoir un produit à la fois serbe et croate¹³⁶. Un participant parle plutôt des matériaux utilisés et affirme que Dobrović a choisi des matériaux de partout en Yougoslavie, mentionnant notamment la pierre rouge de Kosterić en Serbie et la pierre blanche de l'île de Brač en Croatie¹³⁷. Un autre participant mentionne lui aussi l'utilisation de ces pierres, affirmant que les matériaux utilisés symbolisent le pays entier (Yougoslavie)¹³⁸. Pourtant, comme le mentionne un architecte, Dobrović avait déjà utilisé ces matériaux en Croatie dans le passé¹³⁹. Un article du *Večernje Novosti* (20 mai 2004) affirme par ailleurs que le Generalštab ressemble étrangement aux armoiries de la Serbie. Le *Politika* (18 juin 2005) et le *Vreme* (27 sept 2007) le comparent quant à eux aux tours jumelles du feu World Trade Center, détruit à peine deux ans après le bombardement de Belgrade. Finalement, le *Politika illustré* (8 décembre) surnomme le Generalštab « le pentagone serbe », soulignant ainsi une parenté fonctionnelle et

¹³⁶ A001/M/50-69/Architecte/S.

¹³⁷ A002/M/50-69/Architecte/S.

¹³⁸ C009/M/18-29/Architecte/EU.

¹³⁹ C002/70+/architecte/S.

symbolique.

4.1.3 Sur la ruine

Au début de ce projet doctoral, il avait été question de faire une recherche sur la ruine postconflit et sa place dans le processus de reconstruction. Le Generalštab, bombardé en 1999, avait alors semblé l'objet d'étude idéal. Cette structure imposante semblait si déplacée au centre-ville de la capitale qu'il était difficile de comprendre comment et pourquoi elle se trouvait toujours là presque 15 ans après le bombardement. Et pourtant, lors de nos entretiens avec les participants choisis, nous avons vite réalisé que pour ces derniers, la ruine n'était pas aussi importante. En effet, lorsqu'on leur demande ce qu'ils pensent du bâtiment aujourd'hui, ils ne parlent pas d'emblée de la ruine, mais de la construction moderne de Nikola Dobrović¹⁴⁰. Quelques participants expliquent qu'ils ne remarquent plus la ruine au quotidien¹⁴¹. Comme l'explique bien une représentante des Instituts pour la protection des monuments culturels : « *We, people from Belgrade who live here, we just ... we cross by that buildings and we see those ruins, but we still ... that's my opinion, that we don't see ruins, we see the building.* »¹⁴² Une autre participante va jusqu'à dire que lorsqu'elle marche sur la rue, elle a une image du bâtiment avant son bombardement¹⁴³. Un architecte expliquera cette réaction détachée par l'habitude; si les gens en général ne voient plus le Generalštab, c'est qu'ils le cotoient tous les jours :

That's because they are passing by it every day and they just ... they know (...) So ... when somebody comes for the first time in Belgrade and he sees it, it has much bigger influence on him. I think that it's a normal thing for someone who lives in Belgrade: oh ok, it's just the Generalštab. There are no ... nobody think about why it's standing demolished for that long and ... I mean ... it's very near the bus station and the main train station so when you go outside the train station you have a look at the Nemanjina street,

¹⁴⁰ A001/M/50-69/Architecte/S, A002/M/50-69/Architecte/S, B002/M/30-49/Architecte/S, B003/M/70+/Architecte/S, C002/M/70+/Architecte/S, C003/F/30-49/Historien de l'Art/S, C004/F/30-49/Architecte/S, C008/M/30-49/historien de l'architecture/EU, D001/F/50-69/Architecte/S et D002/F/30-49/Historien de l'Art/S.

¹⁴¹ A001/M/50-69/Architecte/S, B003/M/70+/Architecte/S, C009/M/18-29/Architecte/EU et D002/F/30-49/Historien de l'art/S.

¹⁴² D002/F/30-49/Historien de l'art/S.

¹⁴³ D001/F/50-69/Architecte/S.

it's one of the first thing that you see when you come in Belgrade. (...) It's like the saying; a fish doesn't know it's wet. (C009/M/18-29/Architecte/EU)

Dans la foulée, le participant s'aperçoit qu'il ne pense jamais aux autres bâtiments bombardés non plus : « *Yeah, I forgot about them totally. (...) I told you, I'm ignoring it.* » Cette attitude de détachement et le fait d'ignorer les ruines démontrent pourtant une volonté fort révélatrice et le jeune architecte le sait bien. Au cours de l'entretien, il n'hésitera d'ailleurs pas à critiquer une certaine forme de silence vis-à-vis du passé, qu'il s'agisse de la période yougoslave ou de la période du bombardement.

Malgré l'importance incontournable du bâtiment original, trois participants ont pourtant d'abord parlé de la ruine et du bombardement¹⁴⁴. Notons toutefois que le plus jeune des trois (C009) ne vient pas de Belgrade et qu'il avait 16 ans lorsque le bâtiment a été bombardé. Il ne se souvient d'ailleurs pas avoir vu le Generalštab avant le bombardement. Il admet même que la ruine l'embarrasse :

When I was coming from my hometown and ... just like some awful and awkward feeling when you pass by and see that thing in the very center. That's like all the bad things that happened to you, you always try to suppress it and not to remember it. So after you passed it: ok that's it, I don't want to think about it anymore. And somehow it's like a big blank spot. (C009/M/18-29/Architecte/EU)

Il n'est d'ailleurs pas le seul à ressentir cet inconfort. Plusieurs croient en effet qu'une telle ruine (et son laisser-aller) n'a pas sa place au centre-ville¹⁴⁵. Si la plupart des participants en viennent plus tard à parler de la ruine, ils la présentent plutôt comme un bâtiment blessé que comme un vestige. Dans un entretien précédent notre entrevue officielle, un des participants précisait d'ailleurs que dans la langue serbe, il existe deux mots pour la ruine : un mot pour la ruine complète (+ de 70 %, *Porušeno*) et un mot pour un bâtiment partiellement détruit (*Urušeno*)¹⁴⁶. Selon lui, le Generalštab est un *Urušeno*, ce n'est donc pas une « ruine » à proprement parler. Si les journaux utilisent les deux termes de façon

¹⁴⁴ B001/F/50-69/Urbaniste/S, B002/M/30-49/Architecte/S et C009/M/18-29/Architecte/EU.

¹⁴⁵ B001/F/50-69/Urbaniste/S, B003/M/70+/Architecte/S, C001/M/50-69/Architecte/S, C002/M/70+/Architecte/S, C003/F/30-49/Historien de l'Art/S, D002/F/30-49/Historien de l'art/S.

¹⁴⁶ A002/M/50-69/Architecte/S.

plutôt aléatoire, cette distinction, qui n'existe pas dans la langue française ou anglaise, n'est pas perceptible dans les entrevues. Les participants précisent néanmoins souvent s'ils perçoivent le bâti comme une ruine complète ou partielle. Par exemple, pour un architecte, le bâtiment est aujourd'hui une blessure ouverte au centre de la capitale¹⁴⁷. Cette blessure est pourtant la marque des combattants : « *But this wounded strength ... You see there is some ... like athlete, big athletes, very good athletes, wounded ... you see the muscles and you see the wounds. And it looks awfull.* »¹⁴⁸ De la même manière, un membre de l'AAB pense que le bâtiment a maintenant une cicatrice, mais qu'il reste fondamentalement le même :

It's the same thing with ... once when you start to know the person more you don't see the person's face as a total. You see it as a set of fragments in some relations that are changing over time. Sometimes, there are some scars and sometimes there are, you know, some wounds and something ... but it doesn't matter to you, although you see it, your perception of the person is not changed. It stayed, like ... hum ... in the subconscious, it stayed : there is a totality. (A001/M/50-69/Architecte/S)

Similairement, un autre participant compare le bâtiment à une vieille personne; on peut ignorer son passé ou l'admirer pour ses prouesses d'autrefois :

It's the same like old lady, when you see some old lady you ... you can conclude ... make a conclusion that she ... you pass by old lady without no life and she is going to die, but you can pass by and maybe you can recognize that it's Elizabeth Taylor for example and than her life was so vivid and so important for the ... for you, for the nation, for the city, for the town, for blablabla, etc. So when I pass by these old ruins I have really feeling that this is Elizabeth Taylor (Laugh) so ... in a symbol... metaphorically I just want to express. (C003/F/30-49/Historien de l'art/S)

On parle ainsi tour à tour de « bâtiment blessé »¹⁴⁹, de « fantôme » et de « danse macabre »¹⁵⁰, de « dead wounded building »¹⁵¹ et de « prince ou princesse déchu(e) »¹⁵².

Dans les journaux locaux, non seulement on nous parle davantage de la ruine, mais on y présente aussi le Generalštab, la guerre et le bombardement plus durement. Par exemple,

¹⁴⁷ C001/M/50-69/Architecte/S.

¹⁴⁸ C001/M/50-69/Architecte/S.

¹⁴⁹ A001/M/50-69/Architecte/S, A002/M/50-69/Architecte/S et C001/M/50-69/Architecte/S.

¹⁵⁰ C003/F/30-49/Historien de l'Art/S.

¹⁵¹ C001/M/50-69/Architecte/S.

¹⁵² C005/M/18-29/Architecte/S.

pour le *Politika* (2 septembre 2002), le Generalštab est comme un « *horrible spookiness and remind of the terror of the war* ». Quant à lui, le *Politika illustré* (8 décembre 2001) nous parle d'une « fourmilière de trous fantomatiques ». Le *Večernje Novosti* (25 mai 2010) va encore plus loin décrivant toute la rue Knez Miloš de façon sinistre :

The scars left on the urban fabric of Belgrade showing poverty and neglect are nowhere so evident as in Knez Miloš Street. Against the luminous glow of a crowded world of diplomatic missions, there are the striking ruins of the buildings of the Generalštab and the Ministry of Interior destroyed by NATO bombs. They are buildings riddled by shrapnel, and numerous facades crumbling, abandoned buildings and some land overgrown with weeds. Street Knez Miloš, which many see as the "gate of the city center" due to its position, is the first contact with the city's core. This contact, unfortunately, often leaves a sad impression of the wounds. (Večernje Novosti, 25 mai 2010)

Cette vision un peu apocalyptique est souvent présente dans les journaux. Dans le *Vreme* (25 septembre 2003), on lit que « tout est en ruine », le *Balkan* (5 décembre 2004) affirme qu'il n'y a plus rien à faire avec ce bâtiment (bien que le même article affirme également que le bâti est seulement partiellement endommagé). Plusieurs journaux citent pourtant Kovačević qui, de son côté, affirme haut et fort que même si le bâtiment s'écroule, il n'est pas entièrement détruit (*Večernje Novosti*, 18 février 2004; *Politika*, 13 mai 2008). À une échelle un peu plus éthique qu'esthétique, certains journaux affirment même que le bâtiment est une « honte », un « problème » qu'il serait préférable de cacher : « *The buildings of the army of Serbia and Montenegro at the intersection of the street Knez Miloš and Nemanjina represent a real disgrace for Belgrade ever since they have been bombed in 1999* » (*Kurir*, 29 septembre 2004). Le *Večernje Novosti* (19 juillet 2005) et le *Blic* (9 juillet 2010) en parlent aussi comme de la « risée de la ville ». Le *Blic* (9 juillet 2010) soulève que le Generalštab symbolise une période sombre, laissant ainsi une mauvaise impression à chaque Belgradois, aux passants et aux touristes.

4.1.4 Sur la fonction du bâti

Lorsque l'ils parlent du bâtiment, les participants s'attardent finalement à sa fonction, qui est aussi très liée à sa signification et à la perception qu'on en a. Au cours des entretiens, plusieurs participants ont mentionné que même s'il s'agissait d'un bâtiment public,

personne ne pouvait y entrer, s'en approcher, y flâner¹⁵³. Ainsi, parce que le bâtiment a une fonction militaire, il est davantage une *image* qu'un lieu d'appropriation et d'identification pour les habitants de Belgrade. C'est principalement pour cette raison, pense un participant, que le bâtiment n'a pas vraiment d'histoire entre la construction et la destruction :

That building didn't exist in between, you know, it was like top secret. It started to exist just after it was bombed, you know. (...) Circumstances in the society was changed. After the bombing so ... after ... when the circumstances changes the building started to exist in the ruins ... but before that it was whole, but it didn't exist because it was like top secret. So it was exist when it was bulld and after it was bombed, between then it didn't exist. So if you don't ... If you exclude the façade, it existed just as ... like a picture. (C006/M/18-29/Architecte/S)

Ainsi, si le bombardement détruit le bâtiment, il vient aussi, en quelque sorte, redonner vie au bâtiment. Comme le mentionne aussi un historien de l'architecture, c'est effectivement après le bombardement qu'on commence à en parler plus ouvertement¹⁵⁴. Et pourtant, la ruine est encore aujourd'hui barricadée et gardée par des militaires. De cette manière, le bâtiment n'est toujours pas accessible au public. D'une certaine manière, comme l'explique bien une architecte des Instituts pour la protection des monuments culturels, les barricades ne font aujourd'hui qu'accentuer une distance qui a toujours été présente :

For some reason, I'm so irritated by the fences and you know that kind ... but it was always ... it was always ... maybe it's just emphasizing what it was before. I never thought about it that way. I think the ... the ... the fact that you could never approach the building or step close to the building, it's just emphasized with that fence and actually it's becoming the symbol of what it was, in some weird way, the fence or whatever. (D003/F/30-49/Architecte/EU)

C'est aussi pour cette raison que pour un membre de l'AAB, si le bâtiment était une « image » lors de sa construction, il s'agit encore aujourd'hui d'une image, mais avec une cicatrice¹⁵⁵. D'une certaine manière, on pourrait avancer que le bâtiment est considéré comme un monument. En effet, ce dernier n'est pas considéré pour sa fonction, mais pour son style et son importante signification. Selon un des participants vivant aux États-Unis,

¹⁵³ A001/M/50-69/Architecte/S, B001/F/50-69/Urbaniste/S, C006/M/18-29/Architecte/S, D001/F/50-69/Architecte/s, D002/F/30-49/Historien de l'Art/S et D003/F/30-49/Architecte/EU.

¹⁵⁴ C008/M/30-49/Historien de l'architecture/EU.

¹⁵⁵ A001/M/50-69/Architecte/S.

c'est surtout le bombardement qui fait du Generalštab un monument : « *The bombing actually transforms the building from a piece of architecture that has a utilitarian purpose and transforms it into really a monument. Kind of a monument to contested contend, but really still a monument.* »¹⁵⁶ Il ajoute même qu'en perdant son utilité, sa fonction, le bâtiment devient aussi un objet d'art. Malgré tout, la grande majorité des participants ne souhaitent pas que le bâtiment ou la ruine ne serve seulement qu'à des fins de commémoration, sans aucune autre fonction.

Cela dit, la plupart des participants s'entendent sur le fait que le bâtiment doit changer de fonction. Deux représentantes des Instituts pour la protection des monuments culturels précisent d'ailleurs que la fonction d'origine du bâtiment n'est pas protégée par la citation patrimoniale¹⁵⁷. Une autre précise que si l'intérieur n'est pas protégé, c'est justement parce que la population n'a aucun attachement avec cet intérieur : « *You know, in public memory, nobody knows what happened there, and there is nothing to preserve. So we are basically preserving the shell, we are preserving the shell, and it's still the open function.* »¹⁵⁸ Aussi, même si, comme l'indique un participant en entretien, il n'a pas toujours été inhabituel de voir des infrastructures militaires au centre-ville¹⁵⁹, pour plusieurs la place de l'armée n'est pas là¹⁶⁰ : « *I think we are, the most of us, sure that the whole military services or department should be removed outside from the center of the city, somewhere outside ... somewhere in suburbs ... that's not the problem. But we can't imagine that place without that building* »¹⁶¹. La question demeure : quelle fonction serait profitable et pour qui?

4.1.5 Sur l'évolution des perceptions

Dans ce dernier volet sur la perception du bâti, il est finalement intéressant de soulever que

¹⁵⁶ C008/M/30-49/Historien de l'architecture/EU.

¹⁵⁷ D001/F/50-69/Architecte/S et D002/F/30-49/Historien de l'Art/S.

¹⁵⁸ D003/F/30-49/Architecte/EU.

¹⁵⁹ A002/M/50-69/Architecte/S.

¹⁶⁰ A001, A002, B002, D001 et D002.

¹⁶¹ D001/F/50-69/Architecte/S.

plusieurs participants ont eux-mêmes reconnu avoir changé de perception sur le bâtiment au fil du temps. De manière générale, ces participants parlent d'une première impression naïve qui s'est suivie, quelques années plus tard, d'une perception d'experts¹⁶². Une architecte explique par exemple comment sa perception a beaucoup changé, voire évolué, au fil des ans : « *I have some impressions like a kid and a period when I didn't know even that I would be one day an architect. And during ... that so many years, I changed my impression about that building. In each period I have a different impression about that ...building* »¹⁶³. Il s'agit ainsi essentiellement d'une expérience personnelle du bâtiment qui n'est pas nécessairement liée à la grande histoire. Inversement, lorsqu'il nous raconte comment il percevait le bâtiment dans son enfance, un membre de l'AAB affirme qu'il était déjà lié à l'idéologie politique de l'époque¹⁶⁴. Ces participants se commémorent ainsi leur première expérience du bâti et affirment que le bâtiment leur a d'abord laissé une impression très forte qu'ils ne s'expliquaient pas vraiment avant d'être architectes. Deux architectes parlent d'un bâtiment « différent » et « inhabituel »¹⁶⁵, alors que deux autres mentionnent sa monumentalité et son étrangeté en comparaison avec son environnement immédiat¹⁶⁶. En effet, comme on l'a déjà mentionné le Generalštab est entouré de bâtiments institutionnels de style néo-classique.

Remarquons que tous ces participants sont des architectes et ils ont tous affirmé avoir changé de perspective lorsqu'ils sont devenus architectes. La perception de ces participants est alors passée d'une perception émotionnelle ou idéologique à une perception d'experts. Certains précisent d'ailleurs qu'ils ont commencé à réellement réfléchir sur ce bâtiment au moment de leurs études en architecture ou lorsqu'ils ont eux-mêmes travaillé sur le

¹⁶² A001/M/50-69/Architecte/S, C006/M/18-29/Architecte/S, C008/M/30-49/historien de l'architecture/EU, C009/M/18-29/Architecte/EU, D001/F/50-69/Architecte/S et D003/F/30-49/Architecte/EU.

¹⁶³ D001/F/50-69/Architecte/S.

¹⁶⁴ A001/M/50-69/Architecte/S.

¹⁶⁵ A001/M/50-69/Architecte/S et C008/M/30-49/historien de l'architecture/EU.

¹⁶⁶ C006/M/18-29/Architecte/S et D003/F/30-49/Architecte/EU.

bâtiment dans le cadre de leurs études¹⁶⁷. Notons aussi que tous les architectes interviewés ont déjà étudié à la faculté d'architecture de Belgrade. Nous savons aussi que depuis l'époque où Dobrović lui-même enseignait à la faculté, tous ces étudiants ont été introduits à l'œuvre du fameux architecte. Les quatre jeunes architectes que nous avons rencontrés lors de nos entretiens ont d'ailleurs tous présenté le bâtiment de Dobrović comme une œuvre incontournable qu'on étudie un jour ou l'autre dans le programme d'architecture de la faculté de Belgrade¹⁶⁸. Plus généralement, un membre de l'AAB explique comment ses études en architecture lui ont donné les outils pour décoder la valeur architecturale du bâti : « *Because then you get enough instrument as an architect to read the architecture from the sense of the architecture values.* »¹⁶⁹ Le participant affirme aussi que c'est parce qu'ils n'ont pas les outils d'analyse du bâtiment que la plupart des gens le considèrent comme un bâtiment socialiste. Il devient alors symbolique et politique sans que l'on considère sa valeur architecturale. Le participant rappelle d'ailleurs que pour ces mêmes raisons (le manque de connaissances historiques et techniques), la plupart des gens considèrent l'architecture moderne comme « laide » et donc ne la valorisent pas. Selon lui, c'est particulièrement le cas en Serbie où le moderne est généralement associé au socialisme.

Outre cette dualité entre la perception de l'expert et celle du non-initié, d'autres participants font aussi une distinction entre leur perception avant le bombardement et celle d'après¹⁷⁰. Pour l'un d'eux (C003), le bâtiment original est un monument patrimonial, mais la ruine est une « danse macabre ». À l'inverse, un jeune architecte souligne qu'il n'avait jamais vraiment remarqué le bâtiment avant sa destruction¹⁷¹. Cette dualité est davantage liée à l'histoire qu'à l'expérience personnelle des participants. Si le bâtiment prend une valeur plus négative aujourd'hui, ce n'est pas seulement parce que sa forme physique se

¹⁶⁷ A001/M/50-69/Architecte/S, C006/M/18-29/Architecte/S, C008/M/30-49/historien de l'architecture/EU et C009/M/18-29/Architecte/EU.

¹⁶⁸ C004/F/30-49/Architecte/S, C005/M/18-29/Architecte/S, C006/M/18-29/Architecte/S et C009/M/18-29/Architecte/EU.

¹⁶⁹ A001/M/50-69/Architecte/S.

¹⁷⁰ B001/F/50-69/Urbaniste/S, C003/F/30-49/Historien de l'Art/S et D002/F/30-49/Historien de l'Art/S.

¹⁷¹ C009/M/18-29/Architecte/EU.

distingue du construit habituel, mais parce que la ruine ramène au bombardement et à la guerre. Lorsqu'il réfléchit à la destruction du bâtiment, un participant qui vit aujourd'hui aux États-Unis affirme que ce dernier a donné la voix à un expert autre que l'architecte : l'OTAN, le militaire¹⁷². En effet, en choisissant de bombarder le Generalštab, l'OTAN use de son expertise militaire pour juger de la valeur du bâtiment et pour lui donner une symbolique (dans ce cas-ci, l'OTAN a décrété que le Generalštab était « le cœur de la machine de guerre »). De cette manière, si le participant comprenait le bâti original comme l'œuvre d'un architecte moderne important, il considère maintenant la ruine comme une œuvre militaire.

Notons finalement que les articles de journaux que nous avons collectés ne transmettent pas beaucoup d'opinions claires sur le bâtiment. On y présente certes l'opinion des experts, mais cette dernière ne semble pas vraiment évoluer au fil du temps. Les journalistes eux-mêmes ne proposent aussi que très rarement leur opinion quant au bâtiment; ils s'intéressent davantage au débat qui entoure sa protection. Ainsi, les journaux locaux nous permettent peut-être davantage de retracer l'évolution du débat que l'évolution de la perception du bâti.

4.2 La perception du conflit

Les entrevues et les journaux mettent tous deux en lumière l'existence d'un conflit ou d'une controverse au sujet de la protection du bâtiment et du futur de la ruine. En effet, si l'on ne s'entend pas sur la signification de la ruine, nous constatons que cette mésentente est fortement liée à ce que les différents acteurs interrogés souhaitent pour son futur. Ce conflit commence au lendemain de la destruction du bâtiment et continue jusqu'à nos jours. Pour faciliter la lecture de ce débat, nous allons dans cette partie du chapitre présenter une chronologie des événements qui ont guidé la polémique selon ce que nous avons pu lire dans les journaux. À l'image de ce que nous avons fait dans la première partie de ce chapitre, nous aborderons ensuite les différentes problématiques relatives à ce conflit qui

¹⁷² C007/M/50-69/Architecte/EU.

se sont présentées au fil du temps.

4.2.1 Petite chronologie des projets pour la ruine

Dès le début des années 2000, quelques journaux mentionnent que le bâtiment A sera détruit alors que le bâtiment B sera vendu, assurant aussi qu'il est possible de le reconstruire (*Balkan*, 5 décembre 2004; *Večernje Novosti*, 23 mai 2001). C'est ainsi qu'est lancé le long questionnement qui s'en suivra sur le futur du Generalštab. En 2002, le *Politika* annonce que l'Armée a changé d'idée et que le complexe tout entier restera la responsabilité du gouvernement (*Politika*, 23 nov 2002). À la même époque, l'Armée mettra certaines infrastructures militaires en vente et entamera dès lors des discussions avec la Ville et avec l'État pour faire un échange entre le Generalštab et de nouveaux appartements pour les militaires (*Danas*, 8 novembre 2001 et 25 janvier 2003; *Politika*, 2 septembre 2002 et 23 novembre 2002). En effet, plusieurs articles mentionnent un manque important d'appartements pour ses derniers. À la même époque, il est également discuté de changer le zonage et la fonction de certaines infrastructures situées au centre-ville pour permettre une meilleure location de ces territoires centraux (*Politika*, 23 novembre 2002). Même si, selon Nebojsa Brmbota, directeur du bureau d'urbanisme et des activités de construction du ministère de la Défense, les deux bâtiments sont mis sur la liste des bâtiments à vendre (*Politika*, 23 nov 2002), le complexe du Generalštab ne sera jamais officiellement en vente. Malgré cela, certains experts-architectes commencent à résister à la possibilité d'une destruction du bâti :

The statement of one of the current city officials that the Generalštab building, damaged during the NATO bombing, should be torn down to make one decent house on a very valuable construction lot, irritated the people of the profession. Serbian Academy of Architects, Association of Serbian Architects, Association of Architects and Urban Planners of Belgrade, stood up for the protection of these architectural objects, especially the buildings on Nemanjina street, considered the peak of Serbian architectural production by Nikola Dobrović. (Ekspress, 8 février 2002).

L'*Ekspress* mentionne ici une rencontre générale de l'Association des architectes et ingénieurs dans laquelle Bojan Kovačević et ses collègues se sont prononcés en faveur de la

protection du bâtiment. L'Institut pour la protection des monuments culturels de Belgrade affirmera pourtant qu'il n'a pas les données pour monter un dossier de protection pour ce complexe. En septembre de la même année, le *Danas* (24 septembre) et le *Politika* (2 septembre) parleront d'un autre panel de discussion intitulé « *Lice Grada* » (*le Visage de la ville*), durant lequel des professionnels de l'architecture se seraient encore une fois prononcés en faveur de la protection du bâtiment. Selon le *Politika* (20 mai), en 2005, l'Association des architectes de Belgrade, en alliance avec l'Association des architectes de Rome, aurait également organisé la compétition « La nouvelle porte de Belgrade » dans le but de proposer des options pour le Generalštab. Cette compétition semblait surtout vouloir alimenter les discussions, mais les journaux locaux n'en mentionneront pas les résultats. Pendant ce temps, les pourparlers pour organiser la vente du bâtiment semblent aller bon train, même si l'on ne s'entend pas sur la valeur financière des bâtis (*Politika*, 20 mai 2005 et août 2005). Finalement, c'est seulement en 2005 que le complexe sera cité comme monument culturel et protégé.

Malgré la citation, au niveau du statut futur du bâtiment, rien ne semble avancer et le conflit initial perdure encore aujourd'hui. En 2006, le ministère de la Défense lancera de nouveau un appel d'offres pour des infrastructures militaires qui ne sont plus utilisées (*Glas Javnosti*, 12 novembre 2006; *Politika*, 24 août 2006). Le Generalštab ne sera toujours pas en lice, mais la situation alimente de nouvelles conversations à son sujet. Encore une fois, il est question de se départir des infrastructures inutilisées afin d'obtenir de nouveaux appartements pour les militaires (*Glas Javnosti*, 12 nov 2006). La Direction des propriétés de la République de Serbie affirme alors concevoir un plan pour la vente du terrain et explique que si le bâtiment n'est pas dans la liste des équipements militaires à vendre c'est qu'il sera seulement vendu sur la base d'une décision extraordinaire du gouvernement de Serbie, parce qu'il s'agit d'un emplacement de valeur :

At the site of bombed buildings of the Generalštab, at the corner of Knez Miloš and Nemanjina, which will be presented to the Government of Serbia next month, it could sprout new hotel and commercial complex. The plan will be presented to the Republic Directorate for the property, and as pointed out by Srboljub Panic, assistant director of the Directorate, the sale of this property could mean 30 million euros

for the state budget. Panić explains that the building of the Generalštab is not in the existing military facilities auction list because the complex will only be sold on the basis of a special decision of the Government of Serbia, as the most valuable. (Blic, 21 août 2006)

En 2007, le bâtiment n'est pourtant toujours pas vendu ou loué. Aucun appel d'offres n'a encore été lancé. Le directeur de la Direction des propriétés de la République de Serbie, Mila Tomić, assure alors au *Politika* (20 août 2007) qu'on n'envisage pas de vendre le Generalštab. Il faudrait d'abord estimer sa valeur sur le marché. Toujours en 2007, la Direction des propriétés de la République de Serbie annonce qu'il prépare une demande pour que la protection du bâtiment soit annulée (*Balkani*, 13 mai 2009; *Glas Javnosti*, 15 septembre 2007 et 4 novembre 2007; *Politika*, 29 mars 2009). Certains journaux nous révéleront plus tard que la Direction des propriétés avait alors l'appui du ministère de la Défense (*Politika*, 29 mars 2009; *Blic*, 22 mars 2009). Selon la Direction, si la protection tombe, il sera alors possible de faire un appel d'offres pour le bâtiment en question. Il n'y a pourtant jamais eu pareille demande engagée à Belgrade. L'Institut du patrimoine de Belgrade assure que le processus devra d'abord passer par les deux paliers de protection impliqués (municipal et fédéral) et affirme n'avoir jamais reçu de telle demande (*Balkani*, 13 mai 2009; *Blic*, 14 septembre 2007 et 17 septembre 2007 – 22 mars 2009; *Glas Javnosti*, 15 septembre 2007).

En 2009, l'année du 10^e anniversaire du bombardement, on relance alors le débat sur la vente du terrain. Plusieurs croient que la protection du bâtiment ralentit la vente potentielle, surtout dans un contexte de crise économique (*Blic*, 22 mars 2009 – 30 avril 2009 et 11 juin 2009; *Politika*, 29 mars 2009; *Večernje Novosti*, 24 mars 2009). Encore une fois, l'Armée semble prendre le parti d'une vente, mais ne prévoit pas procéder à la destruction. La position de l'Armée sur la protection en tant que telle semble toutefois mitigée (*Blic*, 22 mars 2009 – 24 mars 2009 – 30 avril 2009; *Politika*, 29 mars 2009). En 2010, le conseil du ministère de la Défense n'a toujours pas pris de décision officielle et la Direction des propriétés affirme continuer de travailler à faire tomber la protection (*Politika*, 25 février 2010). Cette fois, le débat semble tourner autour du coût de la vente : serait-il

plus bénéfique de vendre le terrain avec ou sans le Generalštab? On constate qu'il n'y a pas d'investisseurs intéressés et la Direction des propriétés affirme qu'il n'est évidemment pas avantageux pour les investisseurs d'acheter un terrain sur lequel se trouve une ruine protégée. Il y a fort à parier que la crise économique de 2008 participe à ce manque d'intérêt. À la même époque, une petite partie du bâtiment A sera détruite à des fins de sécurité (*Politika*, 25 février 2010, *Večernje Novosti*, 20 février 2010). Plus récemment, à l'hiver 2013, le député Aleksandar Vucić a encore une fois annoncé la construction d'un hôtel sur le terrain du Generalštab (*RTS*, 20 février 2013; *Politika*, 2 février; *Vijesti online*, 16 mars 2013). La controverse est alors relancée, mais il ne ressortira rien de cette missive puisqu'en 2014, on affirme déjà que le projet est à l'eau (*Blic*, 7 février 2014). Pendant ce temps, à l'automne 2014, l'Armée procède à la destruction du pavillon du bâtiment B. Ils parleront alors d'un nettoyage obligé, mais certains pensent qu'il s'agit au contraire de la première étape de destruction complète (voir notamment la page *Facebook* dédiée au Generalštab). En réaction à ces nouvelles missives, au cours de l'année 2013, plusieurs regroupements d'architectes et d'activistes organiseront des événements pour participer au débat et le faire sortir de la réflexion binaire que mènent les journaux depuis plus de 15 ans (pensons notamment au panel sur le Generalštab organisé pendant la semaine de l'Architecture de Belgrade et à la table ronde organisée par le centre culturel Rex en octobre 2013). Il sera intéressant de voir si ces initiatives auront une influence réelle sur le futur du bâtiment, mais aussi sur la perception du public qui ne s'est jusqu'à présent jamais réellement soulevé pour ou contre la préservation de ce lieu de mémoire.

4.2.2 La présentation du débat

Les articles de journaux locaux nous portent à croire qu'il n'existe que deux camps dans ce conflit : un camp pour la sauvegarde du bâtiment et un camp pour la destruction. Les experts-architectes Generalštab sont généralement présentés comme étant de féroces défenseurs de la préservation, alors que les autres représentants de l'État (principalement de la Direction des propriétés de la République de Serbie) sont présentés comme étant du

côté du développement économique, du côté des investisseurs immobiliers et du côté de la destruction. Lorsque nous avons demandé aux experts que nous avons rencontrés à Belgrade de nous présenter le débat sur la ruine, ils ont eux aussi divisé la controverse entre « ceux qui veulent la sauvegarde » et ceux qui veulent la « destruction ». En entrevue, un membre de l'AAB affirme que pour presque 99 % des architectes il faut reconstruire le complexe de Dobrović¹⁷³. De la même manière, même s'il pense qu'on devrait attendre pour reconstruire le bâtiment, un autre membre croit que tous les architectes s'entendent pour dire qu'il doit être protégé¹⁷⁴. C'est aussi ce que sous-entend un autre participant lorsqu'il affirme avec assurance : « *I think that no architect could tell you that he doesn't care about it at all* »¹⁷⁵. Lorsqu'ils nous parlent du camp préservations, les participants nous parlent pourtant plus spécifiquement des représentants des Instituts du patrimoine¹⁷⁶. Quelques-uns parlent plus largement des « amoureux » du bâtiment sans préciser de qui il s'agit¹⁷⁷. À l'inverse, lorsqu'on parle du parti contre la protection du bâtiment, les interviewés parlent principalement des investisseurs immobiliers et de l'État. Une participante est pourtant plus nuancée. Selon elle, il y aurait plutôt un parti éthique et un parti plus pratique :

One side is professional who try to save it, we don't go into reasons of that, maybe some of them, if you ask them they couldn't explain you the reason why they would like to save it, if you ask them: "Why do you like the building, why do you think it's important for the architecture in Serbia?" They only think it's important, because they read it's important. And the other one is those commercial sides that like to ruin down and build the other building that will bring them money. So all ... maybe ... when you think ethically, you would support the first side, but when you think practically, not practically, but when you think what side is actually ... have right reasons actually. Can explain you right reasons. Then you see the other practical side, can explain you much more reasons why it should be burned down. (C004/F/30-49/Architecte/S)

En 1999, dans un entretien avec le *Politika* (21 août), Bojan Kovačević affirmait pourtant

¹⁷³ A002/M/50-69/Architecte/S.

¹⁷⁴ A001/M/50-69/Architecte/S.

¹⁷⁵ C004/F/30-49/Architecte/S.

¹⁷⁶ A002/M/50-69/Architecte/S, B002/M/30-49/Architecte/S, C002/M/70+/Architecte/S, C003/F/30-49/Historien de l'Art/S, C008/M/30-49/historien de l'architecture/EU, C009/M/18-29/Architecte/EU, D001/F/50-69/Architecte/S, D002/F/30-49/Historien de l'Art/S et D003/F/30-49/Architecte/EU.

¹⁷⁷ C004/F/30-49/Architecte/S et C006/M/18-29/Architecte/S.

qu'il y avait plutôt trois options : garder la ruine comme témoin, reconstruire une copie du bâtiment de Dobrović ou construire du nouveau. Il peut sembler s'agir d'une mince différence, mais elle ouvre la porte à d'autres interprétations. À partir des entretiens que nous avons menés, on remarque également que la dualité ne semble pas si claire. D'emblée, même si quelques participants se placent du côté des proreconstructions¹⁷⁸, la plupart ne souhaitent pas une reconstruction à tout prix (même ceux qui ont activement participé à la protection du bâtiment, tel que A001 et D003). En effet, si la protection en soi est généralement acceptée, le choix d'une reconstruction à l'identique n'est pas nécessairement considéré comme étant idéal. Par exemple, une représentante des Instituts pour la protection des monuments culturels avoue qu'elle pense qu'il pourrait y avoir de meilleures options, mais officiellement, elle avoue se rallier au parti pour la reconstruction parce qu'elle n'a aucune confiance en ce qui pourrait être fait : « *Officially I belong to the group which wants to reconstruct it, because you know, there is no way something decent is going to be built at that spot, within those circumstances. That's what I think* »¹⁷⁹. Plusieurs experts-architectes vont d'ailleurs dans le même sens¹⁸⁰. Ainsi, notre travail de terrain nous a permis de constater très rapidement que ce conflit n'est pas seulement binaire, il se dépie en fait en plusieurs facteurs et plusieurs perceptions divergentes. Cette partie du chapitre servira d'ailleurs à présenter les différents éléments qui nourrissent le conflit au fil des ans.

4.2.3 Quoi faire avec la ruine?

4.2.3.1 La protection

La protection du bâtiment est un élément incontournable de ce conflit. Comme nous l'avons mentionné plus tôt, la ruine du Generalštab a été citée comme monument culturel en 2005.

¹⁷⁸ A002/M/50-69/Architecte/S, C003/F/30-49/Historien de l'Art/S, D001/F/50-69/Architecte/S et D002/F/30-49/Historien de l'Art/S.

¹⁷⁹ D003/F/30-49/Architecte/EU.

¹⁸⁰ C005/M/18-29/Architecte/S, C006/M/18-29/Architecte/S, C009/M/18-29/Architecte/EU et D003/F/30-49/Architecte/EU.

Cette protection stipule que tout acheteur du terrain devra reconstruire la façade du Generalštab à l'identique. Notons ici que la protection n'a pas d'égard envers le propriétaire actuel du bâtiment. La protection spécifie également que l'intérieur du bâtiment, qui n'a pas été conçu par Nikola Dobrović, n'est pas protégé. Dans l'évaluation du bâtiment, l'Institut du patrimoine de Belgrade précise d'ailleurs que l'intérieur peut être transformé et que le complexe pourrait éventuellement changer de fonction. En accord avec cette protection, plusieurs participants recommandent la reconstruction de la façade à l'identique. On précise toutefois souvent la nécessité de tenir compte des changements technologiques et des besoins contemporains dans le processus¹⁸¹. Par exemple, un architecte affirme que le Generalštab aurait désormais besoin de ventilation ainsi que d'un stationnement sous-terrain¹⁸². D'autres participants avouent être ouverts à quelques transformations formelles. Par exemple, un participant croit qu'on devrait reconstruire, mais il n'est pas nécessaire que le bâtiment soit complètement identique¹⁸³. Il ajoute qu'on devrait garder sur place des artefacts du bâtiment bombardé, pour préserver l'histoire. Parmi ceux qui approuvent la protection du bâtiment, on trouve également quelques participants qui avouent aimer l'idée de garder la ruine¹⁸⁴. En admettant leur gout de la ruine, ces cinq participants nous ont fait comprendre que l'idée n'était pas généralement appréciée à Belgrade.

Si quelques-uns avouent leur gout avec une certaine gêne, d'autres s'exclament avec un regard provocateur. Selon un architecte on pourrait même amplifier la ruine¹⁸⁵. Il ajoute que s'il aime davantage la ruine que le bâtiment, c'est qu'il pense que les gens vivraient mieux avec elle qu'avec une infrastructure militaire. Il propose d'ailleurs la mise en place d'un espace vert d'envergure au centre-ville. Selon lui, au lieu de donner un morceau du bâtiment au musée, on devrait faire un musée dans la rue et mettre la ruine en lumière.

¹⁸¹ A002/M/50-69/Architecte/S, B002/M/30-49/Architecte/S, C004/F/30-49/Architecte/S, D001/F/50-69/Architecte/S, D002/F/30-49/Historien de l'Art/S.

¹⁸² A002/M/50-69/Architecte/S.

¹⁸³ C009/M/18-29/Architecte/EU.

¹⁸⁴ A001/M/50-69/Architecte/S, C005/M/18-29/Architecte/S, C006/M/18-29/Architecte/S, C007/M/50-69/Architecte/EU, C008/M/30-49/Historien de l'architecture/EU.

¹⁸⁵ C005/M/18-29/Architecte/S.

Dans la même lignée, un autre architecte croit que laisser le site tel quel est la solution la plus viable¹⁸⁶. Un des projets présentés en 2009 par les étudiants en architecture propose également une mise en valeur de la ruine.



¹⁸⁶ C007/M/50-69/Architecte/EU.



Figure 4.1: le projet de mémorial d'Edin Omanović. Source : Edin Omanović, 2009.

Il reste que pour tous ces participants, à choisir entre la destruction et la reconstruction, mieux vaut encore la reconstruction. Il faut dire, comme l'observe Starobinski (1987) que « pour qu'une ruine paraisse belle, il faut que la destruction soit assez éloignée et qu'on en ait oublié les circonstances précises » (1987 : 180). Les journaux, qui présentent le conflit de manière tout à fait binaire, ne proposent jamais une telle solution. Le *Danas* (6 avril 2001) fait certes allusion à une telle volonté, mais il cite alors le vice-président du département exécutif de la mairie, Ljubomir Anđenković, pour qui la chose semble impossible :

He says that in case that someone wants to buy the building and live it in the current state, it wouldn't be possible according to urbanistic regulation because in there couldn't be ruin in that place. (...) Even if someone had a desire like this, they should keep in mind that the building is dangerous for the people and surrounding because of possible falling. So the buyer is obliged in that case to bring it to a state where it wouldn't represent a danger. (Ljubomir Anđenković dans Danas, 6 avril 2001)

Contrairement à ce qui semble véhiculé dans les journaux, tous les experts architectes ne sont pas contre l'option de construire du nouveau. En effet, certains des experts que nous avons rencontrés affirment qu'ils opteraient éventuellement pour une construction plus contemporaine qui respecterait l'œuvre de Dobrović. Par exemple, B001 propose de garder la forme symbolique d'un portail de la ville, sans toutefois reconstruire à l'identique. Incertains quant au futur idéal de la ruine, quatre architectes parlent d'ouvrir une compétition internationale¹⁸⁷. Ils affirment pourtant tous pressentir le résultat d'une telle initiative, mettant surtout en doute les autorités municipale et étatique qui seraient éventuellement responsables. Aussi, pour eux, il s'agit davantage d'avoir une plateforme de discussions via la compétition. Cette plateforme qui, comme le rappelle fervemment l'un d'entre eux (C009), n'a jamais été. Deux autres (C005 et D003), vont jusqu'à nommer certains architectes, qu'ils croient qualifiés pour le travail. Ils parlent entre autres tous deux de Paul Zumthor, reconnu pour ses projets à saveur historique. La plupart des participants, qui admettent pencher vers certains changements stylistiques, croient aussi qu'un nouveau

¹⁸⁷ C005/M/18-29/Architecte/S, C006/M/18-29/Architecte/S, C009/M/18-29/Architecte/EU et D003/F/30-49/Architecte/EU.

Generalštab devrait aller de pair avec l'ancien¹⁸⁸.

Il est intéressant de constater que dans tous les cas, certains pensent qu'il serait mieux d'attendre encore avant de détruire, vendre ou rebâtir « à la va-vite »¹⁸⁹. Pour l'un d'entre eux (A001), les changements d'idéologies dans les dernières années ont été si grands et la transition si complexe, que la situation ne peut être résolue rapidement. Il faudra attendre une certaine stabilité, peut-être chez une prochaine génération. De la même manière, selon une représentante des Instituts pour la protection des monuments culturels, c'est encore un sujet très sensible pour le gouvernement, les gens qui travaillent dans les institutions, les architectes, mais aussi pour la société¹⁹⁰. Dans ce contexte, elle ne parle pas seulement du bombardement, mais du bâtiment et du débat qui l'entoure. Elle affirme que la Serbie n'est pas assez mature ou stable pour faire face à ses bâtiments en ruine. À son avis, il faut aussi attendre parce que le futur de ce bâtiment portera un nouveau message : « *In the future the new plan of that area and that building will be the new message. The new symbol, the new ... symbol of new time. New age or some... (inaudible)...* »¹⁹¹ Ainsi, il faut attendre de choisir quel message offrir. Selon un autre participant, « *the wheel of history should not be turned quickly* »¹⁹². Une décision trop rapide pourrait en effet entraîner une erreur. Il fait un comparatif en parlant de la tour Eiffel, racontant que ceux-là mêmes qui voulaient sa destruction ont plus tard souhaité qu'elle soit préservée. Ainsi, selon lui, les perceptions changent et il faut attendre pour prendre une décision. Trois architectes sont également très critiques envers l'immobilier en Serbie et pensent qu'il faut attendre pour éviter le scénario habituel trop rapide et qui se termine généralement en échec¹⁹³. À leur avis, il faut davantage de recherche avant de faire un choix. Même s'il s'éloigne largement de cette

¹⁸⁸ B001/F/50-69/Urbaniste/S, C005/M/18-29/Architecte/S, C006/M/18-29/Architecte/S, C009/M/18-29/Architecte/EU, D003/F/30-49/Architecte/EU et E001/F/30-49/Journaliste/S.

¹⁸⁹ A001/M/50-69/Architecte/S, B002/M/30-49/Architecte/S, B003/M/70+/Architecte/S, C005/M/18-29/Architecte/S, C006/M/18-29/Architecte/S, C008/M/30-49/Historien de l'architecture/EU et D002/F/30-49/Historien de l'Art/S.

¹⁹⁰ D002/F/30-49/Historien de l'Art/S.

¹⁹¹ D002/F/30-49/Historien de l'Art/S.

¹⁹² B003/M/70+/Architecte/S.

¹⁹³ C005/M/18-29/Architecte/S, C006/M/18-29/Architecte/S et C008/M/30-49/Historien de l'architecture/EU.

réflexion sur l'attente constructive, le directeur du développement de la construction de Belgrade, Sinisa Nikolić, va dans le même sens lorsqu'il affirme qu'en attendant on devrait recouvrir le bâtiment de publicité pour pouvoir profiter monétairement de l'attente (*Vreme*, 25 sept, 2003). Il est intéressant de noter que c'est d'ailleurs ce qu'on fait les investisseurs qui ont acheté le bâtiment bombardé du ministère des Affaires intérieures sur la rue Knez Miloš.

La question de l'acheteur ou de la propriété au sens large est aussi une question importante lorsqu'il s'agit d'évaluer ce qu'il faut faire de la ruine. La position des experts interviewés et des architectes consultés par les journaux locaux semblent encore une fois très claires : la propriété n'a pas d'importance, mais il faut préserver. Dans le *Politika* (31 aout 2005 et 10 septembre 2007), Tanja Damjanović de l'Institut républicain pour la protection des monuments culturels explique que la question de la propriété n'est pas un souci pour l'Institution : « *We do not care who owns the building and who is the investor* » (*Politika*, 31 aout 2005). Au contraire, pour Miloš Bobić (*Vreme*, 20 janvier 2005) il serait préférable de se questionner sérieusement sur la propriété de ce bâti. En effet, il s'agit là d'un bâtiment hautement significatif socialement et culturellement et avant d'engager un réaménagement privé qui pourrait éventuellement déposséder le bâtiment de son sens primaire, il serait important de déterminer quelle signification on veut aujourd'hui donner au bâtiment : « *So, instead of seeking investors who will buy and renovate the Generalštab seems to be important to determine the official discourse and define the significance of the building to Belgrade and Serbian culture - its intrinsic value. Then we can consider the strategy of reconstruction* » (*Vreme*, 20 janvier 2005).

Lorsqu'ils nous présentent le conflit entre la reconstruction et la destruction, les journaux locaux nous dévoilent aussi un débat entre la vente et la non-vente du bâtiment. Il y aurait en fait eu dans les dernières années tout un jeu de pourparlers entre différents propriétaires potentiels ou entre différentes instances administratives (c'est-à-dire la Ville, l'Armée, la Direction des propriétés et l'État). En effet, la Ville a déjà été intéressée par le

bâtiment, les propriétaires (l'Armée et le ministère de la Défense) sont évidemment concernés par la vente, mais c'est l'État qui prend la décision finale et la Direction des propriétés de la République de Serbie qui se charge de la vente. Au fil du temps, il y a eu différentes tentatives de vente, de location et d'échange, mais aucun de ces projets n'a été mené à terme. Au sujet de l'Armée et du ministère de la Défense, on constate plusieurs voies divergentes. En effet, les deux Institutions ne semblent pas toujours unanimes au sujet de la vente des bâtiments ou de leur destruction (*Danas*, 8 nov 2001). Chose certaine, l'Armée n'a pas les moyens de reconstruire, elle a encore beaucoup de bâtiments qui ne peuvent plus servir et elle veut déménager définitivement hors du complexe bombardé qu'elle occupe encore partiellement aujourd'hui (*Blic*, 22 et aout 2006, 21 mars 2009 et 30 avril 2009; *Danas*, 6 avril 2001; *NIN*, 1^{er} avril 2004; *Reporter*, 4 mars 2001). Au début des années 2000, l'Armée souhaite également régler un problème important de logement et pense qu'un échange serait plus facile et plus profitable qu'une vente (*Politika illustré*, 8 décembre 2001; *Blic*, 9 juillet 2010; *Reporter*, 4 mars 2001). On constate également que les représentants militaires interrogés n'ont généralement rien contre l'idée d'une restauration du bâtiment (*Balkan*, 5 décembre 2004; *Večernje Novosti*, 19 juillet 2005 et 26 mars 2005) : « - *If there was money, the Generalštab would be restored in a single construction season - says Colonel Petronijević* » (*Večernje Novosti*, 26 mars 2005). Dans une entrevue pour le *Blic* (9 juillet 2010), le ministre de la Défense va jusqu'à dire que le Generalštab est un « trésor de famille » pour l'Armée serbe. Dans la volée, il assure que le bâtiment ne sera pas vendu à la légère, insinuant surtout qu'une évaluation éventuelle de son prix de vente tiendrait évidemment compte de la valeur du bâti.

À l'échelle de l'État, en plus du ministère de la Défense, d'autres paliers semblent concernés par ce conflit. Tel que mentionné plus haut, la Direction des propriétés est certainement l'institution fédérale la plus importante; elle est l'instance décisionnelle en matière de vente du bâtiment. D'autres départements, comme le ministère de l'Urbanisme et de la Construction, sont parfois également interpellés par les journaux. Plus largement, on parle aussi parfois du « gouvernement de Serbie » sans toutefois préciser de quelle instance il

s'agit. Selon le ministère de l'Urbanisme et de la construction (dans *Večernje Novosti*, 23 mai 2001), il était d'abord et avant tout question de laisser le complexe au gouvernement en échange de nouveaux appartements pour les militaires. Le droit de propriété du bâtiment n'est pourtant pas clair. La décision finale de vente revient aussi de droit au gouvernement, par l'entremise de la Direction des propriétés (*Glas Javnosti*, 12 nov 2006; *Nacional*, 16 février 2002; *Politika*, 24 octobre 2002 et 20 mai 2005). Dans un article du 2 septembre 2002 (*Politika*), un représentant de la Direction des propriétés explique qu'il y a parfois confusion parce que l'Armée était historiquement responsable de ses avoirs. La Direction, d'abord sous la direction de Popov, puis de Tomić assisté par Panić, semble d'abord proposer une vente partielle du bâtiment, permettant ainsi au ministère de la Défense d'utiliser la partie encore utilisable (la tour du Bâtiment B) (*Politika*, 24 août 2006). La majorité des articles soulignent toutefois que cette instance administrative souhaite plutôt vendre le bâtiment et faire annuler la protection pour que les investisseurs ne soient pas dans l'obligation de reconstruire à l'identique (*Balkani*, 13 mai 2009; *Blic*, 14 septembre 2007; *Danas*, 14 septembre 2007; *Glas Javnosti*, 15 septembre 2007; *Nacional*, 16 février 2002). En 2007, le *Vreme* (27 septembre) révèle un malentendu entre Tomić et Panić alors que le premier affirme en entrevue avec *Politika* que le Generalštab devrait être préservé, mais Panić affirmera plus tard que c'était là une mauvaise interprétation de la part du journal d'État. En 2010, *Blic* souligne que la Direction a tenté de vendre le complexe, mais qu'il n'y a pas d'investisseurs intéressés à cause de la protection : « *Property Directorate, which together with the Ministry of Defence owns these facilities, has twice unsuccessfully tried to sell them. Both times there were no interested buyers, because the conditions did not allow any demolition or change of the layout* » (*Blic*, 9 juillet 2010).

À l'échelle municipale, l'Agence de développement public de Belgrade (*Direkcije za gradevinsko zemljište i izgradnje Beograde*) a aussi son mot à dire puisque c'est elle qui est généralement chargée de gérer les investissements immobiliers de Belgrade. Sinisa Nikolić, le directeur de l'agence, affirme que plusieurs investisseurs auraient démontré un intérêt au début des années 2000 et l'Agence aurait aussi proposé son aide pour la vente du terrain,

mais elle n'a jamais eu de réponse de la part du gouvernement (*Blic*, 25 novembre 2004; *Danas*, 8 nov 2001; *Kurir*, 29 sept 2004). Nikolić penche clairement du côté d'une location ou d'une vente du terrain, même s'il avoue ne pas être contre la protection du bâtiment. La Ville est également présentée par les journaux locaux comme un acteur important, même si elle n'a pas de pouvoir décisionnel quant au futur du bâtiment. En entrevue, un architecte affirme plutôt que la Ville n'a rien à dire sur le bâtiment¹⁹⁴. Djordje Bobić, ancien architecte de la Ville, va un peu dans le même sens :

City architect Djordje Bobić General recalls that the building enjoys the highest possible degree of protection, that such status is obtained after a study that was done by Institute for the Protection of Culture. Bobić, however says that the building is owned by the Ministry of Defence and that her final fate will be decided by the Serbian government, not the City of Belgrade (Glas Javnosti, 15 sept 2007).

Pourtant, le problème du Generalštab est essentiellement urbain et plusieurs experts admettent que la ruine a des répercussions sur l'image de la ville. Il faut également souligner que c'est la Ville qui doit opérer les changements de réglementation et de zonage pour permettre une vente, un changement de fonction ou une nouvelle construction (*Blic*, 25 nov 2004; *Politika illustré*, 8 décembre 2001). Il y a aussi déjà eu, en 2001, des pourparlers pour un échange entre la Ville et le ministère de la Défense pour de nouveaux appartements (*Blic*, 25 novembre 2004; *Danas*, 5 avril 2001 et 6 avril 2001; *Politika illustré*, 8 décembre 2001; *Nacional*, 16 février 2002; *NIN*, 27 mars 2003). On remarque aussi que les journaux citent souvent des représentants de la Ville (par exemple : Djordje Bobić et Dejan Vasović, architectes de la Ville). Pourtant, la position de la Ville dans le débat n'est pas tout à fait claire et semble dépendre des individus interviewés. Par exemple, en 2004, Djordje Bobić affirmait que le futur du Generalštab était une priorité pour la municipalité et que son sort serait réglé dans les prochaines années (*Blic*, 25 novembre 2004). Plus tard, il admet qu'il admire le bâtiment et son architecte, mais il reste conscient de la nécessité de vendre et de la difficulté de vendre un tel bâtiment sous la protection patrimoniale (*Blic*, 30 avril 2009; *Danas*, 21 mars 2006). Il précisera également que la préservation n'a pas besoin

¹⁹⁴ B002/M/30-49/Architecte/S.0

d'engager une reconstruction à l'identique (*Balkani*, 13 mai 2009; *Glas Javnosti*, 15 septembre 2009). L'architecte de la Ville a souvent été consulté par les journaux au sujet du bâtiment, mais Bobić a toujours été assez ambivalent. En 2010, c'est Dejan Vasović qui est le nouvel architecte en fonction et ce dernier affirme que « malheureusement », la position de la Ville est de construire de nouvelles infrastructures sur le site du Generalštab (*RTS*, 30 avril 2010). La même année, le maire de Belgrade, Dragan Djilas, affirmera lui aussi que la situation doit être réglée et que le bâtiment doit être vendu (*Blic*, 9 juillet 2010). De nouveau interrogé, alors qu'il a pris sa retraite, Bobić affirmera alors que la protection doit rester et que la façade du bâtiment doit être préservée (*Pressonline*, 7 juillet 2010; *Vreme*, 14 octobre 2010).

Finalement, les investisseurs ne participent pas officiellement aux différents discours qui forment la controverse présentée, mais ils y sont toutefois présents. Plusieurs journaux mentionnent des compagnies intéressées par le bâtiment¹⁹⁵. En 2011, on parle aussi de faire un échange avec les investisseurs pour des bâtiments neufs (*B92*, 10 février 2011). Ces spéculations sont souvent issues d'une source inconnue quand il ne s'agit pas d'informations dites « non officielles ».

Lorsqu'ils abordent la question de la vente, les journaux font aussi deux catégories distinctes. D'une part, on propose une vente ou un échange avec l'état ou avec la municipalité. Dans ce cas-ci, on propose souvent que le bâtiment soit restauré. D'autre part, on propose que le terrain soit vendu à un investisseur. Les journaux parlent surtout d'investisseurs étrangers et dans ces cas-là, on propose très généralement la destruction du bâtiment. Le débat devient alors : est-il possible de vendre le terrain avant la destruction du bâtiment ou faut-il détruire avant de vendre? Dans les deux cas, il faudrait éventuellement annuler la protection patrimoniale avant de procéder à la destruction.

¹⁹⁵ *Balkan*, 5 décembre 2004; *Blic*, 21 août 2006 et 17 septembre 2007; *Danas*, 6 avril 2001 et 8 novembre; *Glas Javnosti*, 15 sept 2007 et 4 novembre 2007; *Politika*, 24 octobre 2002, 24 août 2006, 20 août 2007 et 10 septembre 2007; *Večernje Novosti*, 23 mai 2001

La fonction que devrait avoir la ruine dans un futur rapproché est également sujette à débat. Durant les entretiens, les participants ont quelques fois parlé d'en faire un espace culturel ou institutionnel (musée, archives, université, etc.)¹⁹⁶. Pour un participant, il est surtout important d'en faire quelque chose de public¹⁹⁷. Seul un architecte pense que le bâtiment pourrait continuer d'être occupé par l'Armée¹⁹⁸. Un autre recommande plutôt que le gouvernement donne (et rende libre de taxe) le bâtiment à quiconque prêt à reconstruire¹⁹⁹. Selon un représentant de la Ville, si l'on change la fonction du bâtiment, on pourrait également changer le zonage en commercial ou mixte pour rendre le quartier complet plus attirant²⁰⁰. Les journaux sont plutôt portés vers cette dernière option, ils parlent le plus souvent d'hôtels et de centres commerciaux ou d'affaires (43 articles mentionnent un hôtel, 11 un centre commercial et 8 un centre d'affaires). Il n'est pas toujours précisé qui veut de ces hôtels et de ces centres commerciaux, mais la plupart du temps on parle d'investisseurs potentiels, sans vraiment préciser de qui il s'agit²⁰¹. Certains articles citent également des représentants publics qui souhaiteraient cette transformation. Par exemple, le directeur associé de la Direction des propriétés de la République de Serbie, Srboľub Panić, a souvent réitéré qu'il était souhaitable de vendre ou de louer le terrain à des investisseurs étrangers. Ce dernier est convaincu qu'il faut détruire le bâtiment pour permettre cette transaction (*Balkani*, 13 mai 2009; *Glas Javnosti*, 15 septembre 2007). Dragoslav Sumarac, ministre de l'Urbanisme et de la Construction en 2003 en affirmait de même en entretien avec le *NIN* en 2003 (27 mars 2003). À l'inverse, les journaux présentent plusieurs acteurs qui rejettent l'idée d'un hôtel ou d'un centre commercial (comme l'architecte Bojović dans *Danas*, 24 septembre 2004, le directeur du développement de la

¹⁹⁶ A001/M/50-69/Architecte/S, C003/F/30-49/Historien de l'Art/S et C005/M/18-29/Architecte/S.

¹⁹⁷ A001/M/50-69/Architecte/S.

¹⁹⁸ C002/m/+70/architecte/S.

¹⁹⁹ B003/m/+70/architecte/S.

²⁰⁰ B001/F/50-69/Urbaniste/S.

²⁰¹ Voir notamment *Blic*, 25 novembre 2004, 21 août 2006 et 14 septembre 2007; *Express*, 29/30 novembre 2003; *Glas Javnosti*, 15 septembre 2007 et 4 novembre 2007; *Politika*, 24 octobre 2002, 24 août 2006 et 10 septembre 2007; *Večernje Novosti*, 20 mai 2004, 19 juillet 2005 et 24 août 2006

construction Nikolić dans *Blic*, 25 novembre 2004 ou Kovačević dans *Danas*, 24 septembre 2004). Par ailleurs, Kovačević pense qu'il serait techniquement très difficile de faire du complexe un centre commercial ou un hôtel vue la structure du bâti et étant donné qu'il s'agit d'un complexe de deux bâtiments. Cette argumentation semble pourtant réfutable lorsque l'on considère toute la diversité de l'architecture contemporaine. Malgré son désir de vendre le terrain pour profiter d'une nouvelle construction, Srboľjub Panić affirme également qu'un centre commercial ne serait pas nécessairement idéal sur cette rue institutionnelle entourée de ministères et d'ambassades (*Blic*, 17 septembre 2007).

On remarque donc que plusieurs acteurs ont différentes opinions. La protection est généralement acceptée auprès des architectes et des experts rencontrés à Belgrade, mais on ne s'entend pas sur comment reconstruire (à l'identique ou avec certains changements). Parmi ceux qui considèrent que la ruine devrait rester, certains le pensent comme un « en attendant » alors que pour d'autres, la ruine devrait toujours rester comme telle²⁰². Personne chez les participants n'accepte une destruction totale sans réflexion ou discussion. Si certains sont prêts à accepter une nouvelle construction, ils mentionnent toujours un élément de préservation (garder une partie, respecter la forme, ajouter un monument commémoratif, etc.) Il faut aussi souligner que la question du « quoi faire avec la ruine » n'est pas seulement une question de fonction pratique, c'est aussi une question de « quoi faire avec l'histoire ». À ce sujet, quelques participants pensent que peu importe ce qui advient, ce bâtiment doit représenter l'histoire et la culture serbe. On remarque pourtant que les participants sont beaucoup moins attachés à l'histoire du bombardement. Il est aussi intéressant de noter que si deux participants affirment qu'il faut se souvenir de toutes les histoires, elles recommandent toutes les deux une reconstruction à l'identique, évacuant ainsi le souvenir du bombardement²⁰³. Similairement, à la question « est-ce que le bâtiment ne devrait pas garder une trace de l'histoire de 1999? », un des participants répond : « *What*

²⁰² C005/M/18-29/Architecte/S.

²⁰³ C003/F/30-49/Historien de l'Art/S et D002/F/30-49/Historien de l'Art/S.

... it's not an history, it's idiotic from both sides. I mean, from Serbian side and from the American side, it's completely idiotic, what I think. You simply don't bomb people because you do not agree politically on something, you find others way. »²⁰⁴

4.2.4 Sur l'absence d'un débat

Il est intéressant de constater que malgré ce conflit évident, plusieurs participants affirment en fait qu'il n'y a pas de débat : pas de discussion, pas de réflexion publique et pas de transparence non plus²⁰⁵. Il n'y a effectivement eu aucune discussion à ce jour entre les partis (ceux pour la préservation, ceux pour la destruction et ceux qui pensent à une tierce option). La majorité des institutions impliquées, qu'il s'agisse des institutions de protection ou des institutions propriétaire (la Direction des propriétés de la République de Serbie) et locataire (Armée), n'ont proposé de plateforme de discussion ou tenté de trouver un terrain d'entente. Seule l'Association des architectes s'est déjà impliquée dans l'organisation de tels événements. On n'a jamais vraiment demandé l'opinion de la population non plus, sauf lors d'une table ronde en octobre 2013 au centre culturel Rex. À cet égard, il faut souligner que chez les participants de la catégorie C, travailler sur le Generalštab aujourd'hui, c'est aussi un acte politique. Pour un participant, il s'agit d'offrir une théorie du bâtiment, de l'architecture de ce bâtiment ainsi qu'une réflexion politique sur l'identité au lendemain du bombardement par l'entremise d'une recherche architecturale²⁰⁶. Pour l'architecte qui vit aux États-Unis, il s'agit également d'offrir à l'étranger une perception locale du bombardement. Dans la même lignée, deux autres participants parlent plutôt d'une volonté d'aller de l'avant, mais en parlant des problèmes publiquement et en créant un lieu pour le débat²⁰⁷.

Certains participants réagissent de manière assez critique vis-à-vis cette absence de débat :

²⁰⁴ C001/M/50-69/Architecte/S.

²⁰⁵ A002/M/50-69/Architecte/S, C001/M/50-69/Architecte/S, C002/M/70+/Architecte/S, C008/M/30-49/Historien de l'architecture/EU, C009/M/18-29/Architecte/EU, D003/F/30-49/Architecte/EU

²⁰⁶ C007/M/50-69/Architecte/EU.

²⁰⁷ C001/M/50-69/Architecte/S et C009/M/18-29/Architecte/EU

« Politicians are deaf and we are mute. That's not kind of participant for a dialogue »²⁰⁸.

Mais ce n'est pas seulement le gouvernement, l'Armée ou la Direction des propriétés qui sont fermés au dialogue. Une participante souligne en entretien, que même les propréservations ne travaillent pas ensemble²⁰⁹. De la même façon, selon un architecte qui vit aux États-Unis : « *The real problem is that nobody thinks what to do with it and the institutions that are suppose to deal with it, I mean ... the ministry of Culture and like the agencies for heritage and protection of monuments, they are not doing anything with it, there are no debates.* »²¹⁰ Selon lui, s'il n'y a pas de débat c'est aussi que les gens n'y voient pas d'intérêt :

I mean, the only one who is taking part in the debate is someone who has interest in it. Like some parts of the States who want to maybe sell it, like ministry of Defense and ... take money ... or Tycoons, who want to buy it and then they pay the newspaper, the journalists, to write some articles. And the small number of intellectuals and architects who sees the real value of it and want to protect it. Every day people, they don't care, I mean, they have a lot of other problems. (C009/M/18-29/Architecte/EU)

Dans son projet d'architecture, présenté en 2009, l'étudiant Filip Popović va dans le même sens lorsqu'il propose, non sans ironie, de transformer le Generalštab en plateforme de débat public.

²⁰⁸ C001/M/50-69/Architecte/S.

²⁰⁹ C004/F/30-49/Architecte/S.

²¹⁰ C009/M/18-29/Architecte/EU.





Figure 4.2 : le projet de Filip Popović. Source : Filip Popović, 2009.

Pareillement, on parle peu de débats dans les journaux. Ces derniers révèlent des opinions divergentes et servent surtout de plateforme à une controverse, mais ils ne mentionnent ou n'engagent jamais de discussions entre les différents partis. Quelques articles nous indiquent pourtant que les experts que nous avons rencontrés sur le terrain ne sont pas les seuls à trouver qu'il n'y a pas de débat. Dans le *Blic* (25 novembre 2004), Sinisa Nikolić de l'Agence de développement public de Belgrade affirme qu'une discussion doit être organisée entre les architectes, les ingénieurs et les économistes. Dans le *Nacional* (16 février 2002), c'est l'Association des architectes de Belgrade qui critique l'absence de communication entre les différents experts. Ivanovic, architecte au musée de la Ville de Belgrade, est le seul qui, dans les journaux locaux, évoque l'ouverture d'un débat public (*Reporter*, 4 mars 2001).

Mais s'il ne s'agit pas là d'un débat, de quoi s'agit-il? On pourrait avancer, à l'instar du *Kurir* (18 juillet 2005), qu'il s'agit plutôt d'une bataille : « *Ever since the bombing the responsible institutions started a battle over these ruins* ». Le discours médiatique est toutefois peu éclairant. On y présente toujours les mêmes experts, il manque d'information sur la valeur du bâti, sur les couts de destruction et de reconstruction, et on y parle peu de l'opinion

publique. On y présente aussi deux opinions contraires, sans aller dans les finesses de cette opposition. Plusieurs participants révèlent d'ailleurs qu'ils tiennent leurs informations de la presse locale, mais ils critiquent toutefois un manque d'informations et l'absence de nuances²¹¹ : « *The only thing that I was reading in the newspapers is should it be reconstructed in total or should it be moved? So it's kind of a ... never-ending story* »²¹². Un architecte va encore plus loin dans sa critique²¹³. Pour lui, les journaux ne dévoilent pas un débat, ils préparent carrément Belgrade à la destruction du Generalštab : « *What I see in newspapers is somehow to publish articles that would prepare people in Belgrade to building to be turned down and something else to be built on that. It's very expensive location, very good one* »²¹⁴. Il y a pourtant plusieurs questions soulignées dans les articles de journaux : pourquoi ou qu'en est-il de la protection? Quoi faire avec le Generalštab ou où en sont les projets (de vente, de reconstruction, de rénovation, etc.)? Il est vrai que la question principale reste : faut-il reconstruire le Generalštab à l'identique ou faut-il le détruire et vendre le terrain (*Blic* 26 octobre 2007, *Večernje Novosti*, 5 février 2003).

Selon Kovačević, le débat est ailleurs que dans la protection en tant que telle. Il s'agirait en fait de problèmes techniques et idéologiques (*Večernje Novosti*, 24 août 2006). Peu de participants aux entrevues ont soulevé la question de la faisabilité technique d'une restauration, reconstruction ou réaménagement. Seul une participante pose un problème technique²¹⁵. Dans un article qu'elle publie en 2013, elle s'attarde entre autres à la question de la restauration de la façade, soulignant que la brique rouge utilisée pour le Generalštab n'est pas un matériel durable. Par exemple, il perd sa couleur avec le temps, ce qui pose la question : est-ce qu'on réutiliserait les matériaux qui ne sont pas détruits et quel effet stylistique ça ferait d'amalgamer le vieux et le neuf? Un membre de l'AAB affirme que tout

²¹¹ B001/F/50-69/Urbaniste/S, C003/F/30-49/Historien de l'Art/S, C006/M/18-29/Architecte/S, C008/M/30-49/Historien de l'architecture/EU, C009/M/18-29/Architecte/EU, D003/F/30-49/Architecte/EU.

²¹² B001/F/50-69/Urbaniste/S.

²¹³ C002/70+/architecte/S.

²¹⁴ *Ibid.*

²¹⁵ C004/F/30-49/Architecte/S.

est possible parce que le bâtiment n'est pas entièrement détruit, mais il ne précise jamais le détail de cette faisabilité²¹⁶. Les journaux locaux mentionnent un peu plus cette problématique. Quelques articles évoquent alors que la restauration est partiellement possible (*NIN*, 16 juin 2005; *Politika*, 23 nov 2002). L'architecte Bojan Kovačević est également souvent cité, affirmant que la restauration est possible puisque seulement 5 % du bâtiment est détruit (*NIN*, 16 juin 2005; *Ekspress* 8 février 2002). Mais Kovačević a fait son évaluation au lendemain du bombardement et depuis une dizaine d'années, le bâtiment détruit se détériore continuellement. On peut alors se demander si le pourcentage est équivalent aujourd'hui. Aussi, dans une entrevue avec le *Politika*, l'architecte précise que la protection du bâtiment n'est pas assez claire quant au processus voulu. Est-ce que la reconstruction à l'identique implique une restauration de la partie qui n'est pas endommagée ou souhaite-t-on ici une reconstruction complète (*Politika*, 21 aout 2005)? À ces questions on pourrait aujourd'hui ajouter : est-ce qu'on devra éventuellement reconstruire les parties qui ont été récemment détruites par mesure de « protection »?

4.2.5 Sur la stagnation du bâti

Au cours des entretiens, nous avons envisagé de demander aux participants pourquoi le bâtiment était selon eux toujours en ruine au centre-ville. Le sujet a souvent été amené avant que nous posions la question et les participants nous ont offert plus d'une réponse. Cette réaction n'est pas sans mettre en lumière la duplicité du problème à l'étude. Comme nous nous y attendions, l'explication la plus instantanée a généralement été : le manque d'argent²¹⁷. Cette raison est d'ailleurs certainement la plus commune autant chez des participants que dans les journaux locaux. Deux participants admettent toutefois douter de

²¹⁶ A002/M/50-69/Architecte/S.

²¹⁷ A001/M/50-69/Architecte/S, A002/M/50-69/Architecte/S, B002/M/30-49/Architecte/S, B002/M/30-49/Architecte/S, B003/M/70+/Architecte/S, C001/M/50-69/Architecte/S, C002/M/70+/Architecte/S, C003/F/30-49/Historien de l'Art/S, C004/F/30-49/Architecte/S, C006/M/18-29/Architecte/S, C007/M/50-69/Architecte/EU, C008/M/30-49/Historien de l'architecture/EU, D001/F/50-69/Architecte/S, D002/F/30-49/Historien de l'Art/S, D003/F/30-49/Architecte/EU, E001/F/30-49/Journaliste/S

cette affirmation selon laquelle l'État n'aurait pas les moyens de reconstruire²¹⁸. Selon l'un d'eux (C006), la raison financière paraît douteuse puisqu'on a déjà vu à Belgrade la reconstruction d'autres bâtiments bombardés en 1999 : « *The topic about not having money is ... really stupid, because we reconstructed the Avala tower, for I don't know, 40 millions of euros and it was totally demolished so why ... why did we do that and we don't have money for headquarters ? So that's a political question, it's not about architecture or anything.* » La majorité des articles de journaux vont dans le même sens (Danas, 14 septembre 2007; NIN, 16 juin 2005) : « *So, the house construction may be renewed. Why not? (...) The two remaining reasons: money and ownership issues* » (NIN, 16 juin 2005). La Direction des propriétés et l'Armée tiennent généralement un discours similaire affirmant que l'argument de la vente du terrain est « purement économique » (Danas, 14 sept 2007, Blic, 22 mars 2009, 24 mars et 30 avril 2009, Politika, 10 sept 2007, Reporter, 4 mars 2001). Il est d'ailleurs intéressant de souligner que le discours concernant le manque d'argent reste essentiellement le même depuis 2001.

Il en va de même du discours sur l'investissement. En effet, il y a depuis le début du conflit des acteurs qui encouragent la location ou la vente du terrain justement pour des raisons de problèmes financiers. Le problème, qui est d'ailleurs soulevé à maintes reprises, c'est qu'il ne semble pas réellement y avoir d'investisseurs intéressés. On a certes mentionné des intérêts en 2002 et relancé le débat lorsque le Cheik Muhamed ben Zajed s'est montré intéressé à faire des investissements à Belgrade, mais aucune n'offre n'a officiellement été présentée. En entrevue, les participants à l'étude ont souvent mentionné une absence d'investisseurs²¹⁹, et ce, même si dans les journaux, on nous parle au contraire de plusieurs possibilités²²⁰. Toujours dans la veine du financement, certains participants nous rappellent

²¹⁸ A002/M/50-69/Architecte/S et C006/M/18-29/Architecte/S

²¹⁹ A001/M/50-69/Architecte/S, A002/M/50-69/Architecte/S, B001/F/50-69/Urbaniste/S, C006/M/18-29/Architecte/S, D003/F/30-49/Architecte/EU.

²²⁰ Balkan, 5 décembre 2004; Blic, 21 août 2006 et 17 septembre 2007; Danas, 6 avril 2001 et 8 novembre; Glas Javnosti 15 sept 2007 et 4 novembre 2007; Politika, 24 octobre 2002, 24 août 2006, 20 août 2007 et 10 septembre 2007; Večernje Novosti, 23 mai 2001

que dans un contexte de transition économique, la question du Generalštab n'est pas une priorité²²¹. On parle alors surtout des problèmes de pauvreté, de santé et de transport qui sont pour la plupart beaucoup plus importants que la protection du patrimoine. Dans ce cas-ci, il est à noter que trois des cinq participants sont (ou étaient) des employés de la Ville, les deux autres sont de jeunes architectes qui affirment être principalement concernés par l'absence d'emploi rémunéré.

Nous avons déjà mentionné un conflit dans la perception de la symbolique du bâti et ce problème est également considéré comme ralentissant tout processus d'avancement. En effet, si plusieurs participants font part de deux perceptions opposées, trois architectes notent davantage les répercussions de ces perceptions sur la controverse qui entoure le bâtiment et donc sur le fait que la ruine soit toujours présente au centre de la ville²²². Plusieurs participants notent également que ce conflit idéologique et politique est à la base de plusieurs ralentissements au sein de la société serbe contemporaine²²³. L'un d'eux explique par exemple que les Serbes ne vivent pas dans le présent; ils vivent soit dans le passé ou dans le futur²²⁴. Il parle alors d'une « situation névrotique ». C'est cette situation qui empêcherait la prise de décision au sein du gouvernement. De manière un peu plus poétique, un architecte pense que la ruine est encore là parce que le bâtiment est plus fort que ceux qui décident de son futur :

Because it's more powerful than any voice that ... that is using it. I think it was more powerful, even when it was fully used by the military. » powerful in what sense : « In the sense that kind of isn't flexible. The ... no matter how ... it is inflexible in static position, which I think theoretically Dobrović's and Bergson's thing really talks about. It has to be walked through. It has to be passed through. Standing in one position does not actually give you that, but in order to be ... to be like that it has to operate like nature, so like: why put Sutjeska, because you also cannot move the canyon, I mean, you can only walk through them, or around them, like you cannot walk around them. But it has that ... has that quality. That's what I mean by power. The architect found a way to control the shape and to basically keep it preserved (1:00:14). So as

²²¹ B001/F/50-69/Urbaniste/S, B002/M/30-49/Architecte/S, B003/M/70+/Architecte/S, C007/M/50-69/Architecte/EU, C009/M/18-29/Architecte/EU.

²²² A002/M/50-69/Architecte/S, B002/M/30-49/Architecte/S et C009/M/18-29/Architecte/EU.

²²³ B003/M/70+/Architecte/S, C001/M/50-69/Architecte/S, C005/M/18-29/Architecte/S, C009/M/18-29/Architecte/EU, D001/F/50-69/Architecte/S, D002/F/30-49/Historien de l'Art/S, D003/F/30-49/Architecte/EU

²²⁴ C001/M/50-69/Architecte/S

long as the shape is preserved for me it doesn't have to be reconstructed. (C007/M/50-69/Architecte/EU)

Parallèlement, dans les journaux quelques architectes évoquent aussi un problème idéologique, mentionnant que ceux qui veulent la destruction du bâtiment le considèrent comme un bâtiment communiste (voir par exemple Tanja Damjanović dans *Politika*, 12 novembre 2005 et Kovačević dans *Večernje Novosti*, 24 août 2006).

À une autre échelle, plusieurs participants et plusieurs acteurs cités dans les journaux locaux accusent la protection patrimoniale (les Instituts patrimoniaux) de participer à la stagnation du Generalštab. Dans ce contexte, on mentionne entre autres que la situation de protection est irrégulière : le bâtiment est protégé après sa destruction ce qui laisse planer un doute au sujet de sa valeur réelle²²⁵. Selon un architecte, si le Generalštab est aujourd'hui en ruine c'est la faute des institutions de protection²²⁶. Le participant croit en effet que si le bâtiment avait été protégé avant le bombardement, il n'aurait jamais été bombardé²²⁷. Il affirme également que les représentants des institutions étaient, avant la guerre, des femmes de représentants gouvernementaux sans connaissance de l'architecture. Une représentante des Instituts pour la protection des monuments culturels défend les institutions en rappelant que ces dernières ne peuvent protéger des bâtiments de moins de 50 ans²²⁸. Une autre représentante, affirme pourtant le contraire²²⁹. Dans les faits, les Institutions patrimoniales sont en mesure de pratiquer de telles protections, mais ces dernières restent encore très rares dans le milieu. Parallèlement, la documentation des institutions concernées à ce sujet n'est pas claire. Quelques participants affirment que bombardé ou non, le Generalštab serait en ruine parce qu'on ne s'occupe pas du patrimoine moderne à

²²⁵ B002/M/30-49/Architecte/S et C002/70+/architecte/S.

²²⁶ C002/70+/architecte/S.

²²⁷ Cette remarque n'est pas étonnante dans un contexte où le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie sera le premier à considérer la destruction des propriétés culturelles comme un crime grave. C'est probablement dans ce contexte que le participant insinue que la citation du complexe comme monument culturel aurait pu le protéger de la destruction.

²²⁸ D002/F/30-49/Historien de l'Art/S.

²²⁹ D003/F/30-49/Architecte/EU.

Belgrade²³⁰. L'un d'entre eux (C007) explique que plusieurs lieux de l'époque sont abandonnés, entourés de clôtures. Il pense que c'est lié au fait qu'à cette époque, les projets n'étaient pas réalistes, pas basés sur les besoins réels, ils étaient d'envergure, « *too big, too generous* ». De ce fait, ce genre de construction est difficile à défendre aujourd'hui. Dans ce contexte de grande instabilité, un architecte pense que les institutions patrimoniales ne protègent rien²³¹. À son avis, la protection serait plutôt dangereuse pour les bâtiments menacés : « *They say that they are protecting, but their protection is killing ... you know this kind of "hard-care", not hardcore, but "hard-care" is killing these buildings* ». En effet, en ralentissant toutes démarches de vente, la protection participe à la dégradation du bâti à travers le temps. Une architecte rappelle que malheureusement, les institutions patrimoniales ne servent qu'à faire des recommandations et ne peuvent offrir de motivation financière ou de réglementation pour éviter une dégradation du bâti²³². Similairement, trois autres participants expliquent que les institutions sont impuissantes, beaucoup trop faibles au niveau politique²³³.

D'autres raisons sont énumérées sans toutefois être aussi communes. Dans un premier temps, trois participants mentionnent un manque d'expertise au niveau de l'architecture moderne²³⁴. Selon eux, le fait qu'on connaît généralement très peu l'architecture moderne à Belgrade, et ce, même chez les architectes, pourrait expliquer que le bâtiment soit toujours en ruine. En effet, il est plus difficile dans ce contexte d'accepter et de partager la valeur du construit. Similairement, trois autres participants pensent que le manque de capacité architecturale locale influence sans doute la stagnation du bâtiment²³⁵. Selon ces participants, les architectes actuels à Belgrade ne sont pas suffisamment bons pour porter un projet de reconstruction ou proposer un nouveau projet intéressant. Il faut peut-être

²³⁰ A001/m/50-69/architecte/S, B001/F/50-69/Urbaniste/S, C007/M/50-69/Architecte/EU.

²³¹ C001/m/50-69/architecte/S.

²³² C004/F/30-49/Architecte/S.

²³³ C009/M/18-29/Architecte/EU, D001/F/50-69/Architecte/S et D002/F/30-49/Historien de l'Art/S.

²³⁴ B001/F/50-69/Urbaniste/S, C004/F/30-49/Architecte/S et C009/M/18-29/Architecte/EU

²³⁵ A001/m/50-69/architecte/S, C005/M/18-29/Architecte/S et D003/F/30-49/Architecte/EU.

souligner ici que la formation des architectes que nous avons interviewés a souvent été affectée par la transition des années 1990 et les guerres qui ont pris place dans la région à cette époque. À une toute autre échelle, le locataire et la fonction seraient également un problème parce que le complexe appartient toujours à l'Armée et il est encore partiellement utilisé²³⁶. Ainsi, si l'on détruit ou si l'on vend, il faut aussi trouver un nouvel emplacement pour l'Armée. À l'inverse, l'Armée n'a pas les moyens de reconstruire. Cette situation pourrait également expliquer un ralentissement dans les processus de transformation du bâti.

Finalement, plusieurs participants mentionnent la politique comme un élément crucial du ralentissement. Pour deux représentantes des Instituts patrimoniaux, c'est une question de représentation politique : « Quelle impression et quel message voulons-nous donner au monde avec cette décision? »²³⁷ À une autre échelle, trois participants accusent la corruption de l'État²³⁸. Ces derniers font mention de relations corrompues entre le gouvernement et les investisseurs immobiliers. On parle également souvent d'un désintérêt politique et public vis-à-vis de l'architecture et plus particulièrement de l'architecture moderne²³⁹. Selon certains, il s'agirait également d'un désintérêt de l'État dans un contexte où cette reconstruction ne serait pas nécessairement avantageuse dans une élection²⁴⁰. Selon un membre de l'ABB, les politiciens aiment mieux investir dans des projets qu'ils peuvent accomplir en quatre ans²⁴¹. Un jeune architecte pense aussi que si le bâtiment n'a pas de fonction émotive auprès du public, les politiciens n'auront jamais d'intérêt dans la reconstruction²⁴². Or, plusieurs participants s'accordent pour dire que ce complexe militaire

²³⁶ A002/M/50-69/Architecte/S, D001/F/50-69/Architecte/S et D002/F/30-49/Historien de l'Art/S et *NIN*, 1er avril 2004

²³⁷ D001/F/50-69/Architecte/S et D002/F/30-49/Historien de l'Art/S.

²³⁸ B003/M/70+/Architecte/S, C002/70+/architecte/S et C009/M/18-29/Architecte/EU.

²³⁹ A001/m/50-69/architecte/S, A002/M/50-69/Architecte/S et B001/F/50-69/Urbaniste/S.

²⁴⁰ A001/m/50-69/architecte/S, C006/M/18-29/Architecte/S, D001/F/50-69/Architecte/S et *Reporter*, 4 mars 2001.

²⁴¹ A001/m/50-69/architecte/S.

²⁴² C006/M/18-29/Architecte/S.

n'a jamais vraiment eu la cote auprès du public. Pour une représentante des Instituts patrimoniaux, les Serbes sont simplement incapables de prendre une décision et entretiennent les conflits au fil du temps : « *I know in Belgrade for 30-40 years you have certain debates, or certain kind of clashes between certain rules. You can't believe you know, when you go after 10 years, those two guys are still sitting and fighting, around the same issue. And nothing changed, you know, in the past 20 or 30 years. And you know I think that's why it's going nowhere.* »²⁴³ Dans le *Blic* (22 mars, 2009), le président de la société des architectes va dans le même sens : « *Marić said that there are many ways to secure funds for reconstruction Dobrović's buildings, and it has not been done because of the generational inability to find a solution to this problem. - Serbs seem to always rushing somewhere, and, in the end, it comes down to late years and decades.* » (Marić dans *Blic*, 22 mars 2009). Cet argument souligne peut-être surtout un manque de confiance en l'État qui est d'ailleurs réitéré par plusieurs participants²⁴⁴ et plusieurs articles de journaux (*Blic*, 22 mars 2009; *Kurir*, 18 juillet 2005; *Reporter*, 4 mars 2001).

4.3 La perception du Belgrade bombardé

4.3.1 Les ruines de Belgrade : celles dont on se souvient et celles qu'on oublie

Avec notre troisième question portant sur les autres ruines de Belgrade, nous voulions placer le Generalštab dans un contexte plus large, celui d'une ville qui n'a pas qu'une ruine à gérer. Durant les entretiens, nous avons d'abord demandé quels étaient les autres bâtiments en ruine dans la ville. Si plusieurs bâtiments ont été soulignés, il est intéressant de noter que certains sont définitivement plus populaires que d'autres. Une grande majorité

²⁴³ D003/F/30-49/Architecte/EU.

²⁴⁴ C001/M/50-69/Architecte/S, C004/F/30-49/Architecte/S, C005/M/18-29/Architecte/S, D003/F/30-49/Architecte/EU.

des participants ont mentionné le RTS — Radio Télévision Serbie²⁴⁵. Ce bâtiment a été bombardé le 23 avril 1999, bien qu'il ne s'agissait pas d'une infrastructure gouvernementale ou militaire (figure 4.3). La mort de seize civils durant l'attaque provoqua de nombreuses réactions auprès de la population. On trouve aujourd'hui un monument à la mémoire de ces victimes, non loin du bâtiment en ruine (figure 4.4). Comme le Generalštab, ce bâtiment est situé au centre-ville, mais une partie seulement reste en ruine (*Politika illustré*, 8 décembre 2001; *Blic*, 4 mars 2008, 24 mars 2009 et 9 juillet 2010).

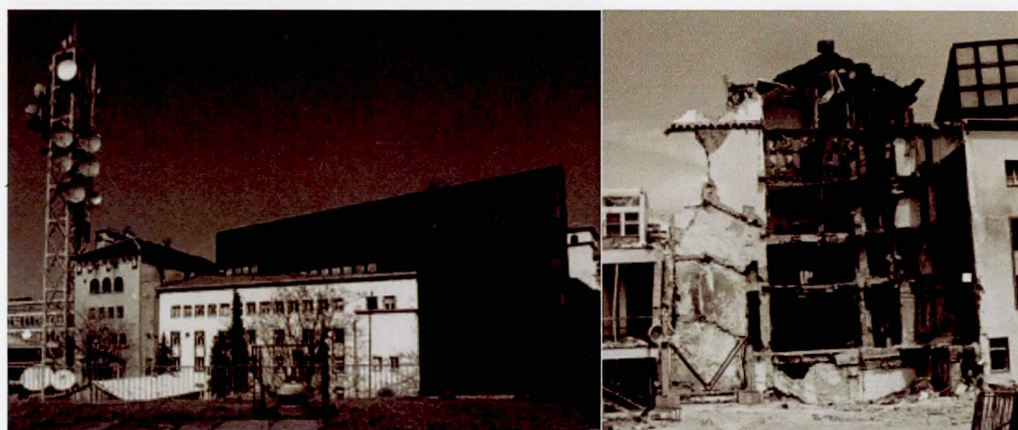


Figure 4.3 : bâtiment de Rajko Tatic construit en 1940, avant et après le bombardement. Source : Perović et Žegarac, 2000.

²⁴⁵ A001/m/50-69/architecte/S, B002/M/30-49/Architecte/S, C001/M/50-69/Architecte/S, C002/M/70+/Architecte/S, C007/M/50-69/Architecte/EU, C008/M/30-49/Historien de l'architecture/EU, C009/M/18-29/Architecte/EU, D002/F/30-49/Historien de l'Art/S et D003/F/30-49/Architecte/EU.



Figure 4.4 : stèle commémorative. On peut y lire « Pourquoi? », suivi du nom des 16 civils mort lors du bombardement. Source : Taïka Baillargeon, juillet 2008.

La localisation de ces ruines a certainement une influence sur leur popularité. Dans le cas du Generalštab, on peut avancer que son emplacement dans le centre-ville institutionnel participe à sa dépréciation auprès des belgradoïses. Comme nous l'avons d'ailleurs déjà souligné, plusieurs participants pensent que la ruine du complexe militaire n'a pas sa place au centre-ville. On pourrait éventuellement se demander si la patrimonialisation de l'édifice serait aussi controversé si le Generalštab était situé en périphérie de la ville centre. D'une part, les intérêts immobiliers seraient certainement moins significatifs et les investisseurs moins insistants. D'autre part, un édifice situé en périphérie n'aurait pas le même rayonnement, ni le même pouvoir de représentation.

Le Quartier général des forces aériennes situé dans la municipalité de Zemun, en périphérie du centre-ville, est pourtant, lui aussi, largement cité par les participants²⁴⁶. Il faut savoir que ce bâtiment est conçu par l'architecte moderne Dragiša Brašovan qui est très connu dans le milieu architectural (figure 4.5). Comme le Generalštab, le bâtiment est

²⁴⁶ A002/M/50-69/Architecte/S, B001/F/50-69/Urbaniste/S, B002/M/30-49/Architecte/S, B003/M/70+/Architecte/S, C002/M/70+/Architecte/S, C003/F/30-49/Historien de l'Art/S, C007/M/50-69/Architecte/EU et D003/F/30-49/Architecte/EU.

partiellement détruit, mais principalement dans la cour intérieure.



Figure 4.5 : le Quartier général des forces aériennes de Dragiša Brašovan construit en 1935, avant et après le bombardement. Source : Perović et Žegarac, 2000.

Le ministère des Affaires intérieures de Serbie est lui aussi mentionné à plusieurs reprises²⁴⁷. Contrairement aux bâtiments mentionnés ci-haut, les journaux parlent davantage de ce bâtiment-là est situé sur la même rue que le Generalštab²⁴⁸. Il faut dire qu'il s'agit là d'un bâtiment du célèbre architecte moderne Ivan Antić qui a beaucoup construit à Belgrade.



²⁴⁷ A002/M/50-69/Architecte/S, B001/F/50-69/Urbaniste/S, B002/M/30-49/Architecte/S, B003/M/70+/Architecte/S, C001/M/50-69/Architecte/S, C002/M/70+/Architecte/S, C004/F/30-49/Architecte/S, C005/M/18-29/Architecte/S, C006/M/18-29/Architecte/S, C008/M/30-49/Historien de l'architecture/EU, et D003/F/30-49/Architecte/EU.

²⁴⁸ Voir *NIN*, 1er avril 2004; *Večernje Novosti*, 5 février et 25 mai 2010; *Nacional*, 16 février 2002; *Vreme*, 25 sept 2003; *Politika*, 20 août 2007, *Blic*, 26 octobre, 14 septembre 2007 et 9 juillet 2010; *Ekspres*, 8 février 2002; *Politika illustré*, 8 décembre 2001; *Politika*, 2 sept 2002 – 20 mai 2005; *Danas*, 14 sept 2007; *Blic*, 4 mars 2008; *B92* 24 mars 2009; *Vreme*, 14 octobre 2010; *Express*, 29/30 nov 2003.



Figure 4.6 : le ministère des Affaires intérieures de Serbie de Ivan Antić construit en 1963, avant et après le bombardement. Source : Perović et Žegarac, 2000.

Les participants mentionnent aussi souvent le ministère des Affaires intérieures yougoslave de l'architecte Ludvik Tomori²⁴⁹. Ce bâtiment est également situé sur la rue Knez Miloš, pas très loin du Generalštab et en face du ministère des Affaires intérieures de Serbie. Même s'il a été vendu il y a quelques années, il est toujours en attente de destruction ou reconstruction (figure 4.7). En attendant, il est cependant recouvert d'une grande affiche publicitaire depuis plusieurs années (figure 4.8). Bien que plusieurs nous aient mentionné sa vente, personne ne semble savoir qui est le nouveau propriétaire. Les journaux parlent autant de ce bâtiment que de celui d'Antić. Leur proximité respective avec le Generalštab ainsi que leur localisation centrale expliquent en partie cette reconnaissance. En effet, ces trois bâtiments sont probablement, avec le bâtiment RTS, les ruines les plus centrales de Belgrade. Cette centralité les rend non seulement plus visibles que les autres bâtiments bombardés, mais explique que la valeur foncière des terrains soit plus élevée. Dans ce contexte, il est compréhensible que ces trois bâtiments soient également au cœur de débats concernant la vente des propriétés publiques de l'État.

²⁴⁹ A002/M/50-69/Architecte/S, B001/F/50-69/Urbaniste/S, B002/M/30-49/Architecte/S, B003/M/70+/Architecte/S, C001/M/50-69/Architecte/S, C006/M/18-29/Architecte/S, C007/M/50-69/Architecte/EU et E001/F/30-49/Journaliste/S.



Figure 4.7 : le ministère des Affaires intérieures yougoslave de Ludvik Tomori construit en 1951, avant et après le bombardement et en 2011. Source : Perović et Žegarac, 2000.



Figure 4.8 : le ministère des Affaires intérieures yougoslave recouvert d'une banderole publicitaire. Source : Taïka Baillargeon, 2011.

En contrepartie, peu de participants mentionnent les autres ruines. Seulement deux

participants nous parlent de l'Ambassade de Chine qui est située à Novi Beograd en périphérie du centre-ville (figure 4.9). Il faut toutefois préciser que ce bâtiment était d'une architecture assez élémentaire et il a finalement été détruit en 2010²⁵⁰. En contrepartie, les journaux locaux en parlent un peu plus, mais principalement lors du 10^e anniversaire du Bombardement (*Blic*, 4 mars 2008 et 24 mars 2009; *B92*, 24 mars 2009; *Večernje Novosti*, 11 juillet 2009 et 26 mars 2009). De la même manière, seulement deux participants mentionnent la Centrale de chauffage de Novi Beograd à la volée²⁵¹ (Figure 4.10). Notons toutefois que ces derniers ont alors en main le pamphlet de l'exposition « Belgrade 1999 » où l'on trouve des photographies de tous les bâtiments d'importance détruits lors du bombardement (figure 4.12). Cette exposition de photographies présentée à la mairie de Belgrade au lendemain du bombardement a été organisée par les architectes Miloš R. Perović et Spasoje Krunic. Il s'agissait pour eux de présenter à un public local et international les monuments d'architectures modernes qui ont été détruits en 1999. Finalement, trois participants mentionnent l'Hôtel Jugoslavija qui est également situé à Novi Beograd et qui a été partiellement rénové depuis le bombardement²⁵² (figure 4.11).



Figure 4.9 : l'ambassade de Chine des architectes Cao Zheng et Zlatomir Jovanović, construit en 1994. Source : Perović et Žegarac, 2000.

²⁵⁰ A001/m/50-69/architecte/S et C007/M/50-69/Architecte/EU

²⁵¹ B003/M/70+/Architecte/S et C003/F/30-49/Historien de l'Art/S.

²⁵² B003/M/70+/Architecte/S, C003/F/30-49/Historien de l'Art/S, D002/F/30-49/Historien de l'Art/S et *Blic*, 9 juillet 2010.



Figure 4.11 : centrale de chauffage de Novi Beograd construit par Milica Sterić en 1965. Source : Perović et Žegarac, 2000.



Figure 4.11 : l'hotel Jugoslavija de l'architecte Lavoslav Horvat construit en 1961. Source : Perović et Žegarac, 2000.

BELGRADE 1999

DESTRUCTION OF THE ARCHITECTURAL HERITAGE

ORDER ACCORDING TO THE DATES THE BUILDINGS WERE DESTROYED



1. IVAN ANTIĆ, REPUBLIC SECRETARIAT FOR INTERNAL AFFAIRS, 1983.



APRIL 3 AT 00:45, APRIL 30 AT 02:23 AND MAY 25 AT 02:50



2. LUDVIK TOMORI, FEDERAL SECRETARIAT OF INTERNAL AFFAIRS, 1981.



APRIL 3 AT 00:45, APRIL 30 AT 02:21 AND MAY 7 AT 23:40



3. MILICA STERIĆ, HEATING PLANT, NEW BELGRADE, 1965.



APRIL 4 AT 04:30



4. DRAGISA BRAŠOVAN, YUGOSLAV AIRFORCE COMMAND CENTER, 1938.



APRIL 5 AT 04:10



5. MIHAILO JANKOVIĆ, UŠČE BUSINESS CENTER, 1965.



APRIL 21 AT 03:15 AND APRIL 27 AT 01:04

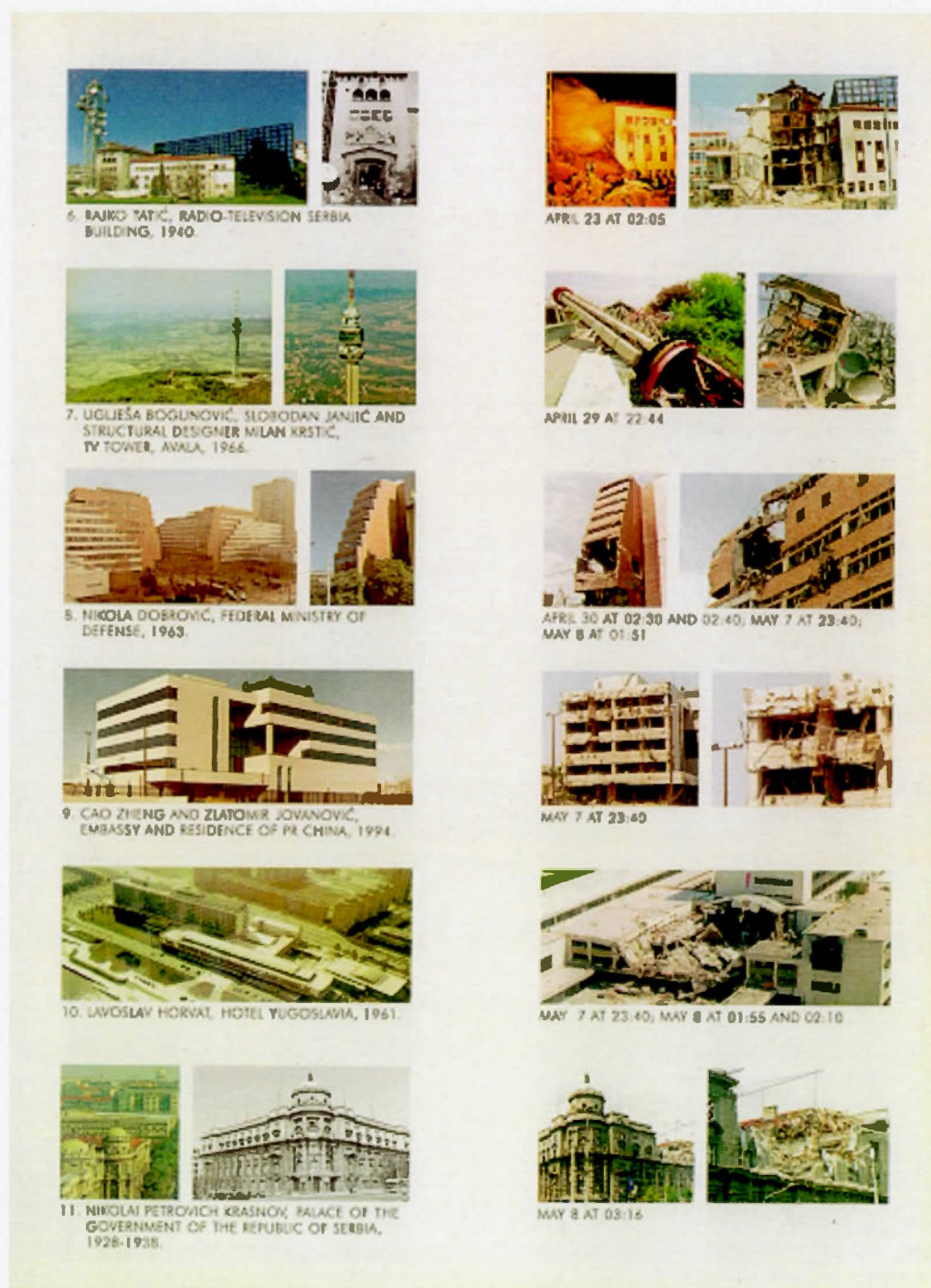


Figure 4.12 : Pamphlet de l'exposition « Belgrade 1999 » présenté par la ville de Belgrade et organisé par les architectes Milos Perović et Spasoje Krnić en 1999. Source : Perović et Krnić, 1999.

4.3.1.1 Les bâtiments reconstruits

Les participants nous ont également parlé des quelques bâtiments bombardés qui, contrairement au Generalštab, ont été reconstruits depuis. Le bâtiment dont on parle le plus est le CK qui était, historiquement, la tour du Comité central du parti communiste de Yougoslavie²⁵³. On appelle aujourd'hui généralement cette tour CK ou Ušće conformément à son nom actuel. Les journaux parlent également largement de ce bâtiment, peut-être parce qu'il s'agit également aujourd'hui le plus gros centre commercial de la Serbie (*Glas Javnosti*, 12 nov 2006; *Večernje Novosti*, 24 aout 2006 et 11 juillet 2009, *Politika*, 20 aout 2007; *Ekspress*, 8 février 2002; *Politika illustré*, 8 décembre 2001; *Blic*, 9 juillet 2010; *Danas*, 25 janvier 2003). En effet, dans un contexte où les journaux locaux nous parlent souvent de l'éventuelle transformation du Generalštab en hôtel ou en centre commercial, on peut comprendre que l'exemple de la transformation du CK soit largement utilisé dans les articles portant sur le futur du quartier général militaire. La tour Ušće a été reconstruite par un consortium immobilier et les 10 premiers étages sont aujourd'hui occupés par l'investisseur autrichien Hypo Banka. Comme nous rappelle Kulić (2007), les investisseurs voulaient d'abord détruire le bâtiment en ruine, mais ils ont finalement décidé de construire la nouvelle tour à l'image de l'ancienne avec différents matériaux et deux étages de plus (faisant d'elle la plus haute tour de la région) (figure 4.13). La tour actuelle a ouvert ses portes en 2005. En 2009, les promoteurs MPC Properties (le plus gros promoteur immobilier de la région) et Merrill Lynch (promoteur américain) joignent leurs forces dans la construction d'un nouveau centre commercial « Ušće » au pied de la tour (figure 4.14). Historiquement, on avait prévu un palais des congrès pour le parti communiste à cet endroit.

²⁵³ A001/m/50-69/architecte/S, B001/F/50-69/Urbaniste/S, B002/M/30-49/Architecte/S, B003/M/70+/Architecte/S, C002/M/70+/Architecte/S, C003/F/30-49/Historien de l'Art/S, C004/F/30-49/Architecte/S, C005/M/18-29/Architecte/S, C006/M/18-29/Architecte/S, C007/M/50-69/Architecte/EU, C008/M/30-49/Historien de l'architecture/EU, C009/M/18-29/Architecte/EU, D001/F/50-69/Architecte/S, D002/F/30-49/Historien de l'Art/S et E001/F/30-49/Journaliste/S.



Figure 4.13 : CK de l'architecte Mihajlo Janković construit en 1965. Source : Perović et Žegarac, 2000.



Figure 4.14 : la Tour d'Ušće construite en 2005 et le centre commercial Ušće construit en 2009. Source : Taïka Baillargeon, octobre 2007.

La Tour d'Avala est, elle aussi, une reconstruction très populaire auprès des participants que

nous avons interviewés²⁵⁴. Au contraire, les journaux locaux qui s'intéressent au cas du Generalštab en parlent beaucoup moins (*Večernje Novosti*, 11 juillet 2009; *Blic*, 9 juillet 2010). Comme le remarquent les participants qui la mentionnent, il faut dire que contrairement au bâtiment militaire, cette tour-là est très populaire auprès du public. C'est aussi ce qu'affirme Miladinović *et coll.* (2006) dans leur étude sur la gestion de la mémoire à Belgrade : « *In comparison to other bombed buildings, the population had much greater interest in the reconstruction of this monument. The reason for this is the structure was not a political symbol, but a symbol of their own national identity* » (2006, p. 106). Cette tour de télévision et radio est située sur la montagne d'Avala en périphérie de Belgrade (figure 4.15). Plusieurs acteurs se sont réunis pour collecter les fonds pour une reconstruction de cette structure symbolique. L'association des admirateurs d'Avala qui réunissait 3000 membres dans sa deuxième année a d'abord lancé le programme au lendemain du bombardement. En 2004, Radio Television Serbia a également lancé une campagne pour collecter des fonds pour la reconstruction et le projet a été finalisé en 2009 par la compagnie de construction Ratko Mitrović (figure 4.16). Selon les participants que nous avons rencontrés, il s'agit d'un repère urbain que l'on voit lorsqu'on arrive du sud du pays et qui nous indique d'emblée qu'on est arrivé dans la capitale.

²⁵⁴ B001/F/50-69/Urbaniste/S, B002/M/30-49/Architecte/S, C002/M/70+/Architecte/S, C003/F/30-49/Historien de l'Art/S, C004/F/30-49/Architecte/S, C006/M/18-29/Architecte/S, C007/M/50-69/Architecte/EU, D001/F/50-69/Architecte/S, D003/F/30-49/Architecte/EU.



Figure 4.15 : la tour d'Avala construite en 1966 par Ugljesa Nogunović, Slobodan Janjić et Milan Krstić. Source : Perović et Žegarac, 2000.



Figure 4.16 : la nouvelle tour d'Avala reconstruite à l'identique en 2014. Source : Anonyme, *Novosti*, 2014.

Finalement, seulement trois participants mentionnent la Cour d'appel de Belgrade²⁵⁵ (figure 4.17) et le Bâtiment (ancien Palais) du gouvernement de Serbie²⁵⁶. Le premier est situé à deux pas du Generalštab et le gouvernement de Serbie a opté pour une reconstruction moderne qui respecte tout de même l'enveloppe originale du bâtiment. Le

²⁵⁵ B002/M/30-49/Architecte/S, D003/F/30-49/Architecte/EU et E001/F/30-49/Journaliste/S.

²⁵⁶ C006/M/18-29/Architecte/S, C008/M/30-49/Historien de l'architecture/EU et E001/F/30-49/Journaliste/S.

second est situé en face du Generalštab et a été reconstruit à l'identique par le gouvernement de Serbie en 2008 (figure 4.18, 4.19 et 4.20) (*NIN*, 1^{er} avril 2004; *Politika*, 23 novembre 2002; *Večernje Novosti*, 5 février, 26 mars 2005, 11 juillet 2009 et 4 août 2006; *Reporter*, 4 mars 2001; *RTS*, 30 avril 2010). Il faut souligner que le bâtiment a été légèrement détruit comparativement au Generalštab.



Figure 4.17 : la Cour d'appel reconstruite en 2008. Source : Petrović, *Politika*, 2009.



Figure 4.18 : le Palais du Gouvernement de Serbie construit entre 1928 et 1938 par Nikolai Petrovich Krasnov. Source : Petrović et Žegarac, 2000.



Figure 4.19 : le Palais du Gouvernement de Serbie après le bombardement de 1999. Source : <http://www.beograd.rs/>.

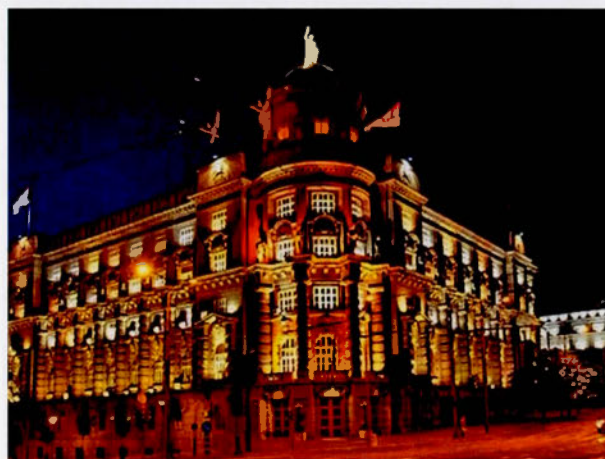


Figure 4.20 : le Palais reconstruit en 2008. Source : Anonyme, RTS, 6 mars 2011.

4.3.2 Sur la protection des ruines

Lorsqu'on leur demande lesquels de ces bâtiments bombardés devraient eux aussi être protégés comme monument culturel, les participants nomment surtout le Quartier général des forces aériennes de Dragiša Brašovan²⁵⁷ et le ministère des Affaires intérieures de Serbie de l'architecte Ivan Antić²⁵⁸. Pourtant, ce dernier est aujourd'hui presque entièrement détruit. Il faut souligner que si ces deux bâtiments sont davantage mentionnés, c'est que ce

²⁵⁷ B001/F/50-69/Urbaniste/S, B002/M/30-49/Architecte/S, B003/M/70+/Architecte/S, C002/M/70+/Architecte/S, C003/F/30-49/Historien de l'Art/S, C006/M/18-29/Architecte/S et C009/M/18-29/Architecte/EU.

²⁵⁸ B001, B002 et C002.

sont des constructions de deux grands architectes serbes très connus : Dragiša Brašovan et Ivan Antić. En entrevue, B003 affirme d'ailleurs qu'il y avait une certaine compétition entre les deux architectes qui ont beaucoup construit à Belgrade. On mentionne également à la volée le musée d'art contemporain de Belgrade (B002), la tour d'Avala (C003), l'Hôtel Jugoslavija (C003), la centrale de chauffage de Novi Beograd (C003) et finalement, la Tour Ušće (D003). Pourtant, personne n'avait préalablement nommé le Musée d'art contemporain, bien qu'il ait été légèrement touché par le bombardement. De la même manière, il est étonnant que l'on mentionne la tour d'Ušće puisque celle-ci a été entièrement reconstruite et ne correspond pas parfaitement au bâtiment original. Au sujet des bâtiments reconstruits, un architecte critique d'ailleurs que les nouveaux projets n'aient pas gardé de mémoire ou de traces du bombardement :

But when you have a bombed building, you have the scars, you know, and you need to have some opinion about that scar, the scars are also part of the building's life, you know. And as I know, by the some heritage law of something, you have to respect every point in the ... every period in the building's life so that ... that scar is also a period in the life of that building so ... I mean that is some kind of memory and in this new project that is build, there is no ... any memory about that building. But maybe because our Premiere was shot from that building, maybe they wanted to destroy any memory of ... (C006/M/18-29/Architecte/S)

Le participant fait ici référence au bâtiment du gouvernement serbe, juste en face du Generalštab, où l'ex-premier ministre Zoran Djindjić a été assassiné en 2003. De tous les bâtiments mentionnés ci-dessus, peu de bâtiments font actuellement partie des bâtiments protégés comme monuments culturels. Une représentante des Instituts patrimoniaux affirme pourtant que la tour d'Avala, la tour d'Ušće et l'Hôtel Jugoslavija sont actuellement sur une liste en attente de protection²⁵⁹. Il est alors important de souligner que ces trois bâtiments sont aujourd'hui reconstruits. L'Hôtel Jugoslavija a certes encore quelques dommages, mais ces derniers restent minimes et le bâtiment est largement utilisé par le Grand Casino de Belgrade. La même participante affirme encore que le centre-ville (une partie des municipalités de Stari Grad et Savski Venac) est protégé comme site culturel,

²⁵⁹ D002/F/30-49/Historien de l'Art/S.

assurant ainsi que tous changements et toutes nouvelles constructions dans cette zone soient préalablement approuvés par l'Institut.

De façon générale, lors qu'on demande aux participants de nous parler de ces autres ruines, on remarque un manque de connaissance des bâtiments bombardés parmi les participants. En fait, la plupart des participants ne connaissent pas tous les bâtiments détruits ou les ont oubliés. Certains nous ont d'ailleurs demandé de leur donner des exemples, pour raviver leur mémoire. La localisation semble encore une fois être un point majeur. En effet, les bâtiments qui sont davantage en retrait du centre-ville ne soulèvent pas autant de questionnement ou d'intérêt que ceux situés au centre. À l'exception du Quartier général des forces aériennes de Dragiša Brašovan qui est situé dans la municipalité de Zemun, en périphérie du centre-ville. Ce bâtiment-là est principalement remarqué pour sa qualité architecturale. Les participants ne savent pas non plus toujours ce qui est arrivé aux bâtiments au cours des dix dernières années, à l'exception des tours d'Ušće et d'Avala qui ont été reconstruites. On note également un manque de connaissance du système de protection des monuments. La plupart des participants ne savent pas que le Generalštab est le seul bâtiment d'après-guerre sur la liste du patrimoine culturel. Le Quartier général des forces aériennes est également protégé, mais il a été construit en 1935. À une autre échelle, les bâtiments qui ont été reconstruits ont été rapidement vendus et reconstruits sans que le public ou les experts n'en soient forcément informés. La plupart des participants reconnaissent d'ailleurs qu'il n'y a pas eu de débat ou de controverse sur la destruction ou la reconstruction de ces bâtiments. Ainsi, le Generalštab est le seul bâtiment bombardé qui soulève la controverse. Est-ce parce qu'il est en ruine ? Parce qu'il est situé au centre-ville ? Est-ce parce qu'il s'agit d'un complexe militaire ou tout simplement parce qu'il a toujours été mal aimé ? Aujourd'hui, tous les participants qui parlent d'Ušće affirment pourtant également ne pas l'aimer (à l'exception d'une historienne de l'art²⁶⁰). Il faut toutefois souligner qu'ils s'indignent particulièrement contre le centre commercial qui a été construit

²⁶⁰ C003/F/30-49/Historien de l'Art/S.

sans considération pour l'architecture environnante et pour les règles de zonage établies. Un architecte affirme pourtant que personne n'a jamais apprécié la tour du CK : « *Nobody liked the building actually... Politically and ... it was not nice. Not representative of architecture, it was a confection, an already made suit.* »²⁶¹ À cela, un membre de l'AAB ajoute que dans les années 1990, le site a été fortement lié à Milošević, plus précisément au parti de son épouse²⁶². Ainsi, ce bâtiment, qui n'était déjà pas apprécié à l'époque de Tito, perd davantage de popularité au lendemain des années 1990.

Bien qu'il se rapproche des autres bâtiments bombardés de Belgrade, le Generalštab se distingue également de plusieurs manières. On constate principalement que le complexe militaire soulève davantage la controverse que ses semblables. Cette controverse est fortement alimentée par la patrimonialisation de l'objet architectural qui est aussi le seul bâtiment d'après-guerre sur la liste des monuments culturels de Belgrade. Il est certain que la localisation centrale du complexe ainsi que son état physique (partiellement détruit) influencent les conflits qui l'entourent depuis son bombardement en 1999. Le présent chapitre nous permet de constater que le débat qui entoure le lieu à l'étude se rattache à plusieurs éléments fondamentaux. Les résultats présentés ici nous montrent peut-être surtout que la perception du bâti et du débat qui entoure sa patrimonialisation est multiple et elle a largement évolué à travers le temps. En effet, de sa construction jusqu'à nos jours, le Generalštab a été à la fois aimé et déprécié. Pour certains, il s'agit d'un élément de respect et de fierté, pour d'autres il s'agit d'un facteur de crainte ou de honte. Pour certains il s'agit d'un monument à conserver et à mettre en valeur, pour d'autres ce serait plutôt une cicatrice à gommer. Cette multiplication des significations à travers le temps n'est certes pas sans complexifier un débat qui ne semble aujourd'hui mener nulle part.

²⁶¹ C002/70+/architecte/S.

²⁶² A001/M/50-69/Architecte/S.

TROISIÈME PARTIE: ANALYSE DES RÉSULTATS

CHAPITRE V. RETOUR SUR UN LIEU EN TRANSITION

« ... Interstitial spaces and places, it means something in-between, which is abandoned, which is not ... take attention, which is forgotten and which is not working in the center of cities. »
C001/M/50-69/Architect/S

Dans les chapitres 3 et 4, nous avons pris le temps de présenter dans le détail notre cas d'étude. Dans un premier temps, nous avons raconté l'histoire du Generalštab, le situant dans un contexte historique, politique et urbanistique plus large. Dans un deuxième temps, nous nous sommes plus particulièrement penchés sur l'état actuel du bâtiment et sur la perception qu'en ont les acteurs qui se sont publiquement prononcés au sujet de sa patrimonialisation et de son futur potentiel. Il était ainsi question d'évaluer à la fois le lieu, le sens du lieu, la perception du lieu et le conflit qui l'entoure actuellement. En continuité avec cette présentation dépouillée du cas d'étude, ce dernier chapitre servira maintenant à analyser le détail des données collectées à la lumière de nos réflexions théoriques sur le lieu en transition. Dans un premier temps, il sera question de repenser le Generalštab comme lieu de transition, tenant compte de la mutation du bâtiment et de la transformation que subit actuellement la capitale serbe. Nous reviendrons alors sur les notions de ruine et de friche, cherchant à comprendre la particularité du Generalštab et à l'inscrire dans une typologie des lieux à l'abandon. Conscient de la dualité profonde qui marque le conflit qui entoure le complexe à l'étude, nous allons également aborder la patrimonialisation et la démolition comme processus fondamentaux de la transition. Dans un deuxième temps, nous reviendrons sur la portée des représentations et de la réception du bâti. Nous reviendrons ici principalement sur les concepts de mémoire et d'oubli, cherchant ainsi à évaluer l'évolution du sens des lieux en transition. Nous aborderons également la problématique du conflit de représentation et d'appropriation. Dans un troisième temps, il sera question de la thématique du temps et nous reviendrons finalement sur le concept de lieu de l'en-attendant. Ce retour sur les thématiques d'abord abordées dans notre chapitre conceptuel nous permettra finalement d'asseoir nos réflexions théoriques en misant principalement sur la représentation et sur le facteur temporel, variables incontournables dans le contexte de ce projet de recherche.

5.1 Le Generalštab, un lieu en transition dans une ville en transition

Au cours du premier chapitre, nous avons présenté bon nombre de lieux, distinguant aussi deux grandes familles : les lieux appréciés et ceux plutôt dépréciés. Nous avons alors mis en opposition deux lieux pour illustrer cette dualité : la ruine et la friche. En effet, nous remarquons qu'à travers le temps, les ruines ont souvent généré de la nostalgie et un intérêt esthétique et éthique, alors que la friche n'a souvent de valeur que pour ce qu'elle est appelée à devenir dans le futur. Dans cette première partie du chapitre 5, nous souhaitons repenser le Generalštab à la lumière de cette première réflexion. Nous ferons donc un examen de l'objet architectural à l'étude en le comparant à la ruine et à la friche et en cherchant à distinguer ses particularités propres.

5.1.1 Le Generalštab et la ruine contemporaine

Nous avons déjà constaté que le Generalštab n'est pas toujours considéré par les acteurs concernés comme étant une « ruine ». D'une part, il n'est pas entièrement détruit et d'autre part, il est encore partiellement utilisé par l'Armée. Plusieurs des participants interviewés le perçoivent d'ailleurs plutôt comme une blessure ou comme une cicatrice, nous permettant d'y voir un lieu du temps présent beaucoup plus qu'un lieu du passé. Pourtant, bien qu'il ne soit pas entièrement détruit ou abandonné, il s'agit tout de même d'un lieu indéterminé puisqu'il reste en grande partie impraticable, il est actuellement en désuétude et il est appelé à être éventuellement transformé ou démoli. Ainsi, s'il ne s'agit pas d'un lieu vacant ou d'un terrain vague, puisqu'il est d'abord et avant tout une structure architecturale. Il se situerait toutefois quelque part entre la ruine et la friche urbaine. Les études sur les ruines et sur l'évolution de la perception des ruines dans le temps nous permettent également de constater une scission entre la ruine ancienne et la ruine du XXe siècle. À la lumière de cette constatation, nous pourrions avancer que si le Generalštab n'est pas perçu comme une ruine, ce n'est pas seulement parce qu'il est encore partiellement utilisé, mais aussi parce qu'il ne s'agit pas d'une ruine du temps. En effet, comme le rappelle Makarius (2004), on pense généralement la ruine comme le vestige d'un lointain passé; un monument qui nous

ramènerait vers une époque qui n'appartient pas à notre mémoire individuelle : « Par définition, la ruine est un fragment. Les pierres du Forum, les colonnes du temple, les tours de la cathédrale sont les vestiges d'un monument disparu, d'une histoire qui n'est plus. La ruine évoque donc l'absence » (2004, p. 14). C'est d'ailleurs ainsi que « la ruine suscite la nostalgie d'un sens archaïque à jamais perdu » (2004, p. 14). D'une certaine manière, ce n'est pas le bombardement qui fait du Generalštab une ruine, mais le démantèlement de la Yougoslavie. En effet, à la fin de la guerre du Kosovo, ce complexe militaire devient surtout le vestige d'une époque révolue, et ce, même si l'on se souvient très bien de cette époque.

À une autre échelle, Makarius (2004) et Lacroix (2007) nous montrent bien comme la ruine antique devient éventuellement liée à l'art et au « beau ». C'est en fait de cette manière qu'elle se rattache au présent. En effet, à travers l'esthétisme et l'art, bien que la ruine renvoie au passé, elle appartient en même temps au temps présent et projette même, d'une certaine manière, le futur : « Par sa présence, la ruine impose son propre univers avec ses couleurs, son ambiance, ses fantômes, et finit par se détacher de son passé comme une feuille du calendrier. Aussi la ruine est plus qu'un fragment; son autonomie, qu'artistes et écrivains ont fini par instaurer, lui donne un statut à part entière » (2004, p. 147). Historiquement, de la renaissance jusqu'au XIX^e siècle, la ruine était surtout convoitée pour sa valeur esthétique. Mais cette valeur est encore liée à l'histoire, ou du moins à une certaine « nostalgie » d'un passé perdu. Peut-être parce qu'il n'est pas approprié par l'art, le Generalštab ne semble pas avoir atteint ce degré d'autonomie nécessaire à faire de lui une ruine à part entière. Certains participants à notre étude ont certes évoqué l'attrait esthétique de la ruine, mais cette position reste marginale. De façon générale, nos entretiens nous mènent à penser qu'avant d'entreprendre une appropriation de l'espace par les arts, il serait nécessaire d'ouvrir un réel débat sur le bâtiment, sur sa signification, sur son importance symbolique et peut-être plus généralement sur l'architecture et sur la Yougoslavie socialiste. En bref, il serait nécessaire d'opérer un travail de mémoire au sens où l'entend Ricoeur (2006). En effet, il serait nécessaire de faire un réel retour critique sur l'histoire récente, un retour franc sans oblitération et sans oubli.

La ruine est donc d'abord une figure esthétique, mais elle deviendra une figure patrimoniale à partir du XIX^e siècle. Cette perception patrimoniale est importante parce qu'elle est aussi au cœur du conflit qui entoure le Generalštab. Lorsqu'avec la Révolution française la ruine se transforme en monument historique, elle redevient un vestige, mais il s'agit désormais d'un vestige qui témoigne d'une histoire récente plutôt que le symbole d'un passé lointain. Il est d'ailleurs important de souligner que puisqu'il est témoin, le monument ne sert pas seulement à représenter, mais aussi à transmettre un message. D'une certaine manière, c'est aussi à ce moment que la ruine devient un outil de pouvoir. On pourrait alors avancer que la ruine n'est plus le symbole de l'histoire, mais l'allégorie de la mémoire. C'est d'ailleurs pour cette raison que Makarius, à l'instar de Walter Benjamin, compare la ruine à l'allégorie (2004, p. 17). La distinction entre le symbole et l'allégorie est ici liée au rapport entre l'histoire et la mémoire (Baillargeon, 2006). Le symbole serait davantage une réalité physique qui donne un sens à une idée abstraite. La ruine antique que nous visitons aujourd'hui est par exemple le symbole d'une époque qui nous est devenue complètement abstraite. Le symbole est d'ailleurs généralement limité à un sens précis, voire à une temporalité finie. Il offre ainsi une vision réglée et codifiée des événements qui auront marqué le passé. Au contraire, si l'allégorie offre une image concrète d'une idée plus abstraite, elle ne présente jamais la finalité, mais plutôt l'évolution de cette idée. En d'autres termes, elle ne présente pas seulement l'image finale de la métaphore, mais son développement. Si la ruine contemporaine tient davantage de l'allégorie que la ruine antique, c'est précisément parce qu'elle engage une réflexion ouverte sur le passé, sur le présent et sur l'avenir.

Il faut encore rappeler que la Révolution française, qui marque ce changement de perspective, est un événement capital; elle engage un bouleversement dans la société française en particulier et dans l'histoire occidentale en général. Ainsi, le changement de perspective sur la ruine est lié à un grand bouleversement et ce dernier provoquera éventuellement un renversement de la conception esthétique de la ruine vers une conception éthique. Ce renversement sera encore plus visible dans la première moitié du

XX^e siècle alors que deux Guerres mondiales se déroulent en Europe. En effet, nous avons déjà vu de quelle manière les Première et Seconde Guerres mondiales participeront à changer le sens des ruines : « Les ruines ne [seront] plus indexées sur une “valeur d’ancienneté”, mais [seront] marquées d’un coefficient de souffrance humaine » (Makarius, 2004, p. 177). Parce qu’il est aujourd’hui lié à la guerre du Kosovo, le Generalštab nous pousse aussi vers cette réflexion éthique, comme c’est le cas pour les ruines du XX^e siècle dont nous parle Makarius. Pourtant, comme ces ruines-là, le Generalštab ne s’identifie pas uniquement à son histoire récente, il pose aussi un problème de mémoire. C’est ainsi que, malgré un manque apparent de débats entre les acteurs qui se sont publiquement prononcés sur l’avenir du bâtiment, le complexe militaire reste plutôt une allégorie de la mémoire qu’un symbole de l’histoire. Cette réflexion appuie ainsi l’idée selon laquelle une réévaluation sérieuse et approfondie du Generalštab pourrait éventuellement constituer un réel travail de mémoire si, et seulement si, il est doublé d’un réel débat sur l’histoire et la mémoire récentes.

Il est intéressant de noter que la distinction primordiale entre le symbole et l’allégorie, entre l’histoire et la mémoire, est le mouvement, l’évolution : alors que l’histoire et le symbole sont statiques et finis, la mémoire et l’allégorie sont évolutives. De cette manière, les ruines récentes dont il est ici question sont fondamentalement liées à la métamorphose. C’est un peu ce que nous dit d’ailleurs Makarius lors qu’il avance que « les ruines sont davantage l’indice visible d’une instabilité permanente de la matière qu’un rappel historique » (2007, p. 50). L’auteur semble ici sous-entendre qu’anciennes ou récentes, les ruines sont en fait toujours marquées par l’instabilité et le changement. En effet, même si elles nous semblent aujourd’hui figées dans le temps, comme les ruines d’Athènes ou de Rome, les ruines antiques ont, elles aussi, subi des changements. D’abord, une ruine qui n’est pas entretenue se dégrade et même si elles sont antiques et conservées, elles requièrent un certain nombre de transformations annuelles ou mensuelles qui permettront leur survie. De cette manière, la ruine, même lorsqu’elle est antique, serait toujours un lieu de transition. La transition peut certes nous sembler passée, mais elle a toujours eu lieu et tient souvent encore

aujourd'hui. Ainsi, même lorsqu'elles deviennent « monuments historiques » à l'ère moderne et même si leurs significations changent au fil du temps, les ruines restent toujours un signe de l'évolution, un marqueur du temps qui passe. C'est peut-être surtout de cette façon que le Generalštab est une ruine, bien qu'il ne s'agisse pas d'un simple fragment et bien qu'on ne convienne généralement pas de sa valeur esthétique, il s'agit d'une allégorie de la mémoire dont le physique et la signification évoluent dans le temps. La ruine antique se distingue donc de la ruine récente, mais elle n'a pas toujours été « antique » et ce qui nous intéresse, c'est la période incertaine qui précède la consolidation de la ruine en « monument ». Le Generalštab est certes classé et protégé comme « monument culturel », mais cette protection n'encourage pour l'instant ni la préservation de la ruine, ni sa mise en valeur.

Dans son essai sur le temps en ruine, Marc Augé (2003) relève une distinction qui est peut-être plus révélatrice que l'ancienneté des ruines. Il fait une distinction entre les ruines formées par temps et les ruines issues de la destruction. Chateaubriand proposait déjà cette distinction en 1804 : « Il y a deux sortes de ruines très distinctes : l'une ouvrage du temps, l'autre, ouvrage des hommes. Les premières n'ont rien de désagréable, parce que la nature travaille après des ans. (...) Les secondes ruines sont plutôt dévastations que des ruines : elles n'offrent que l'image du néant » (1804 : 22). De cette manière, Augé distingue surtout les raisons d'être de la destruction qui auront une influence indéniable sur la perception du lieu. Si Makarius ne fait pas cette distinction, ces exemples, comme les deux Guerres mondiales et la Révolution française, nous amènent toutefois aux mêmes conclusions. Augé séparera même plus précisément la destruction humaine et la destruction naturelle; la destruction humaine étant davantage liée à des questions éthiques. Il arrive pourtant de plus en plus que les deux soient liées. Pensons à l'exemple de l'ouragan Katrina sur la ville de La Nouvelle Orléans. La catastrophe était certes naturelle, mais dans les semaines qui ont suivi l'évènement plusieurs ont affirmé que la catastrophe était aussi humaine, considérant le laisser-aller flagrant des autorités vis-à-vis des communautés touchées (Hartman et Squires, 2006). De la même manière, dans le cas du Generalštab, nos entretiens nous ont

permis de constater un laisser-aller généralisé vis-à-vis de l'architecture moderne, mais l'état de la ruine du Generalštab tient aussi de son rapport à la guerre. En effet, on constate que l'architecture moderne est généralement négligée, mais toutes les infrastructures modernes ne génèrent pas le même conflit que le Generalštab. De la même manière, s'il existe des ruines du temps à Belgrade (comme la forteresse de Kalemegdan), ces dernières n'ont pas la même signification que les monuments détruits lors du bombardement. Pourtant, nos entretiens nous ont aussi permis de constater que toutes les ruines du bombardement de l'OTAN ne génèrent pas le conflit que génère le Generalštab. D'une certaine manière, même si le construit est surtout valorisé pour son état original, la destruction sauvage du Generalštab participe de manière importante à la perception unique qu'on en a.

5.1.2 Le Generalštab et la friche urbaine

Ce qui est particulier avec les bâtiments bombardés de Belgrade, c'est bien sur qu'il s'agit de ruines récentes, mais c'est aussi qu'ils sont bien intégrés au tissu urbain et à la vie urbaine. À une autre échelle, ces ruines sont également rattachées à une période récente qui s'est close abruptement. Comme nous l'avons vu au chapitre 3, plusieurs participants croient d'ailleurs que le lien historique et politique avec la Yougoslavie a une influence négative sur l'opinion populaire. Quelques-uns de ces bâtiments, comme le Generalštab, sont également assez minimalement détruits, permettant qu'on continue à les utiliser ou à sérieusement penser à leur réhabilitation. D'une certaine manière, ces bâtiments détruits se rapprochent peut-être davantage de la friche urbaine que de la ruine. On rattache généralement les friches urbaines au déclin de l'ère industrielle à une époque de désindustrialisation. Pour Chaline (1999), la friche serait plutôt la conséquence de notre ère de régénération urbaine. L'auteur reconnaît que la ville est toujours en situation transitoire et que son histoire est peuplée de renouvellements et de projets d'oe développement. Et pourtant, il affirme que depuis quelques décennies, la ville connaît une situation toute particulière qui serait, d'une part, « la conséquence de l'essoufflement d'un urbanisme de création et d'extensions

périphériques, infatigable assimilateur d'espaces naturels et agricoles » et, d'autre part, « le constat de la multiplication des opérations dites de restructuration, de réaffectation plus ou moins totales aux dépens de territoires déjà bâtis et urbanisés, mais dont les usages ont perdu tout ou partie de leur utilité initiale » (1999, p. 3). Selon l'urbaniste, cette situation tout à fait contemporaine serait marquée par « les défis et par les opportunités que génère la formation continue et cumulative de territoires délaissés : ce qu'il est convenu d'appeler les friches urbaines » (1999, p. 3). En d'autres mots, l'auteur nous dit que notre ville contemporaine est une ville de friches et ce sont ces mêmes friches qui seraient aujourd'hui motrices d'intenses processus de réaménagement. Ce qui distingue encore la régénération contemporaine des grands projets de modernisation des années 1950-1960, c'est qu'elle sert aujourd'hui à « doter les villes des fonctionnalités nécessaires à l'émergence de nouvelles images » (1999, p. 5). Cette dernière réflexion nous semble des plus intéressantes dans un contexte où la ville de Belgrade, en transition, cherche à se construire une nouvelle image. De cette manière, ce n'est pas seulement parce qu'il s'agit d'un construit récent que le Generalštab se rapproche de la friche urbaine, mais aussi parce qu'il se rattache aux tendances contemporaines qui y sont liées.

La friche, c'est donc la ville contemporaine et la régénération urbaine, mais aussi le passage à une autre ère de production. À Belgrade, bien que le Generalštab ait été construit durant la période de forte industrialisation, il ne s'agit pas d'une construction industrielle. Il n'en représente pas moins le passage d'une époque à une autre. Pour Chaline, la forte présence de friches n'est d'ailleurs pas uniquement liée à l'industrialisation et à la désindustrialisation. En fait, une réserve considérable de friches dans une ville ou une agglomération serait davantage le signe de la présence d'un pouvoir dominant dans cet espace. Par exemple, l'affaîssement du religieux dans l'Europe du XIXe siècle a laissé derrière lui son lot de bâtiments religieux à l'abandon (1999, p. 7-8). Ainsi, dans le cas du Generalštab, moins qu'une transition dans la production, le complexe militaire figure une transition idéologique et économique. Notons d'ailleurs que le recensement d'articles a permis de soulever l'impact du démantèlement sur l'institution militaire en Serbie. On y

remarque que plusieurs infrastructures militaires ont été mises en vente au lendemain de la guerre du Kosovo et plusieurs bâtiments se sont retrouvés sans fonction et sans raison d'être, parsemant les grandes villes de la région de « dents creuses ». Depuis une quinzaine d'années, il y a ainsi une saturation de terrains disponibles dans la ville et plus particulièrement au centre-ville. Comme le dirait Chaline, ceux qui étaient, à l'époque de la Yougoslavie, les grands détenteurs d'emprises urbaines sont aujourd'hui « devenus les pourvoyeurs de friches du temps présent » (Chaline, 1999, p. 8).

Dans ce contexte-ci, on aurait peut-être plutôt tendance à parler de « friche militaire ». Belgrade est effectivement aux prises avec de nombreuses friches militaires et le Generalštab illustre la condition actuelle de l'armée serbe, qui n'a plus aujourd'hui ni l'ampleur ni l'éclat qu'elle avait à l'époque de la Yougoslavie. Chaline nous rappelle que plusieurs villes d'Europe ont dû gérer, dans le passé, une réorganisation des forces armées qui a largement transformé le tissu urbain. On peut évidemment penser aux villes fortifiées, mais plus récemment, plusieurs infrastructures militaires se trouvaient également dans les centres-villes. À partir des années 1950 et jusqu'au tournant des années 2000, nombre d'États ont d'ailleurs procédé à une réorganisation territoriale de leurs forces armées (Chaline, 1999, p. 25). Dans certains cas, ces infrastructures ont été échangées avec les villes et réaffectées de manière à éviter qu'elles deviennent des friches. Comme le souligne Chaline, le réaménagement ou la réaffectation des friches n'est toutefois pas toujours possible. Il est limité par la potentialité du lieu, sa localisation, son image symbolique et sa charge patrimoniale, la demande et la vitalité du marché foncier et immobilier local et l'intérêt des investisseurs (Chaline, p. 1999, p. 56). Ainsi, dans les dernières décennies, quelques villes se sont plutôt retrouvées avec un stock important de bâtiments inutilisés qui sont finalement restés à l'abandon. Chaline rappelle à ce sujet que l'excédent du marché peut souvent limiter les possibilités, surtout lorsque le budget est réduit. De la même façon, la portée des ruines sera moindre selon la nature et la qualité des lieux où on les trouve. C'est un peu ce que l'on voit dans le cas du Generalštab à Belgrade. Au début des années 2000, il y a encore une volonté de procéder à un échange de bons procédés avec l'État ou

avec la ville de Belgrade, mais il y a tellement de propriétés militaires à gérer et la destruction du Generalštab rend le bâtiment plus difficile à gérer. En effet, ce dernier a perdu une grande part de sa valeur d'usage et de sa valeur d'échange. Aussi, contrairement à d'autres bâtiments bombardés en 1999, le Generalštab est situé au centre-ville, sur un terrain qui appartient à l'Armée depuis plus d'un siècle. À une autre échelle, le pays vivra aussi très mal la crise économique de 2008, limitant de façon significative les nouveaux investissements immobiliers dans la région. À cela, on peut encore ajouter que la logique de localisation des activités s'est transformée au cours de la dernière décennie et si le centre-ville de Belgrade accueille encore la majorité de l'activité urbaine, le centre commercial s'est largement déplacé vers la municipalité de Novi-Beograd, diminuant ainsi l'importance des axes de Zvez Miloš et Nemanjina, où l'on trouve le Generalštab. À une échelle politique, il faut finalement rappeler que les années 2000 marquent un changement idéologique fort dans la politique du pays. Aussi, on remarque que les questions historiques et mémorielles que soulève le Generalštab sont plutôt évitées qu'amenées de l'avant.

Il est d'ailleurs à noter que si les journaux font souvent mention de la mise en vente d'infrastructures militaires, les participants aux entretiens, qui sont généralement plus intéressés par l'architecture que par la fonction du bâti, ne parlent que très peu de ce contexte de démilitarisation du centre-ville. Ils nous rappellent plutôt que ce sont toutes les infrastructures rattachées à un État yougoslave qui sont aujourd'hui désuètes, soulignant d'emblée que ces infrastructures, souvent construites dans l'après-guerre, sont presque toutes modernes. Il y a ici deux acceptations distinctes : il s'agirait à la fois d'un vestige moderne et d'un vestige yougoslave. Si l'appellation « friche moderne » n'a jamais été utilisée comme telle, plusieurs auteurs se sont toutefois intéressés aux ruines modernes (voir par exemple Dawdy, 2010; Hell et Schöne, 2010; Stroud, 2006). Comme la modernité elle-même, cette dernière appellation nous ramène toutefois à différentes époques ainsi qu'à différents styles architecturaux et ne semble pas des plus claires. Il faut dire qu'on ne s'entend généralement pas sur la temporalité ou la datation employée pour délimiter une période ou un style « moderne ». Lorsqu'on parle d'un style moderne en architecture, on se

réfère tantôt au XIX^e siècle, tantôt au XX^e siècle. On parle parfois de « modernité », parfois de « mouvement moderne ». Par exemple, pour définir le patrimoine dit « moderne », l'UNESCO inclut le patrimoine du XIX^e siècle. Certaines institutions terminent la modernité avec la Seconde Guerre mondiale alors que DOCOMOMO Internationale inclut la période d'après-guerre, à l'image des conceptions Nord-Américaines pour qui cette période demeure essentiellement moderne. En 1995, l'UNESCO a recommandé que « sauf pour de rares exceptions, seuls des bâtiments, ensembles ou sites datant de plus de 25 ans fassent l'objet de propositions pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial » (CBCQ, 2005). Au Québec, cette date est fixée à 40 ans; en Serbie, elle est fixée à 50 ans.

Le problème de datation est parallèle au problème terminologique. Si la plupart des institutions concernées par le patrimoine pensent le patrimoine récent ou moderne comme celui du XX^e siècle, les notions de moderne, modernité, modernisation et modernisme se superposent et diffèrent fondamentalement. Elles sont aussi interprétées et comprises différemment selon les pays et les institutions. Bien qu'il se réfère uniquement aux années 1920, Michael Makropoulos (1995), dans *Tendencies of the 1920s*, explique bien cette difficulté et utilise la notion de tendances pour parler des diverses trajectoires de la « modernité » : « *Whether borrowed or not, it appears the most appropriate term, because of its vagueness, as one attempts to clarify some of the strands of the discourse that guided the social construction of reality in the 1920s. All that existed in the 1920s were tendencies* » (Makropoulos, 1995, p. 87). Il affirme aussi que la modernité n'a rien d'un mouvement clos et régulier; il s'agirait plutôt d'une agglomération de diverses expériences. De la même façon, William Curtis avance que l'annexion de diverses lancées en un seul mouvement se fait à travers une réaction commune contre le système en place. Il suppose aussi que les mouvements modernes sont surtout liés à l'innovation et à la nouveauté, comme un rejet du classicisme :

While the beginnings of modern architecture cannot be traced to a single time, place, or personality, it is striking how many movements professing the value of the 'new' came into being in the 1890s. Evidently a reaction against tired social, philosophical, and aesthetic values was rumbling into life in centers as diverse as Paris, Berlin, Vienna, Brussels and Chicago. However, novelty had differing significance in each

milieu and, probably, in each architect's mind. (Curtis, 1987, p. 21)

Ainsi, on pourrait avancer que la modernité se définit surtout par sa nouveauté et son hétérogénéité. Ces notions nous semblent aussi qualifier l'architecture moderne en général.

Qui plus est, la modernité dont il est question dans le cas de Belgrade nous vient de deux époques distinctes. Il y a une première modernité architecturale dans l'entre-deux-guerres et une autre au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Cette seconde école, qui tire plusieurs bases de la première, est très généralement associée à l'État yougoslave et à l'idéologie socialiste telle qu'elle est promue dans la région. Ainsi, plutôt que de parler de friches industrielles, militaires, ou modernes, il serait peut-être plus approprié de parler ici de « friche yougoslave » ou, plus largement, de « friche socialiste ». Dans ce contexte, on ne parlerait plus des vestiges d'une transition économique, mais d'une transition politique et idéologique (qui est aussi, bien entendu, accompagnée d'une transition économique). Cette appellation rapproche d'ailleurs ce type de friches à celles religieuses et militaires dont parle Chaline. La catégorie de « friches socialistes » inscrirait le Generalštab dans une famille beaucoup plus large qui ne concernerait pas seulement la Yougoslavie, mais toute l'Europe de l'Est. En effet, ce sont toutes les grandes villes d'Europe de l'Est qui subissent cette même transition politique, économique et idéologique au lendemain de la chute du mur de Berlin et du démantèlement de l'ex-URSS. On constate aujourd'hui en Serbie les mêmes signes de changement qu'ailleurs dans la région et il ne serait pas étonnant que d'autres bâtiments ou monuments aient subi le même sort que le Generalštab dans différentes villes d'Europe de l'Est dans les dernières décennies. Une chose est sûre, plusieurs lieux d'importances ont, dans la foulée, perdu leur sens d'antan et se sont vus mis en danger par cette perte de valeurs idéologiques. Pensons notamment à tous ces monuments et infrastructures construits dans les pays satellites de l'ex-URSS durant la guerre froide et qui rappelle aujourd'hui une époque révolue. On peut par exemple penser à la Cascade, un monument dont la construction commence à Erevan, capitale d'Arménie, dans les années 1970 pour célébrer les 50 ans à venir de l'Arménie soviétique. La construction s'est arrêtée dans les années 1990 alors que l'URSS éclate et que l'Arménie n'est plus soviétique. C'est

seulement dans les années 2000 qu'un entrepreneur privé reprendra la construction, cette fois-ci sous une nouvelle bannière idéologique (figure 5.1). Le monument est aujourd'hui devenu un centre des arts, mais même s'il n'est plus rattaché au passé soviétique du pays, son style ne dément pas ses origines.

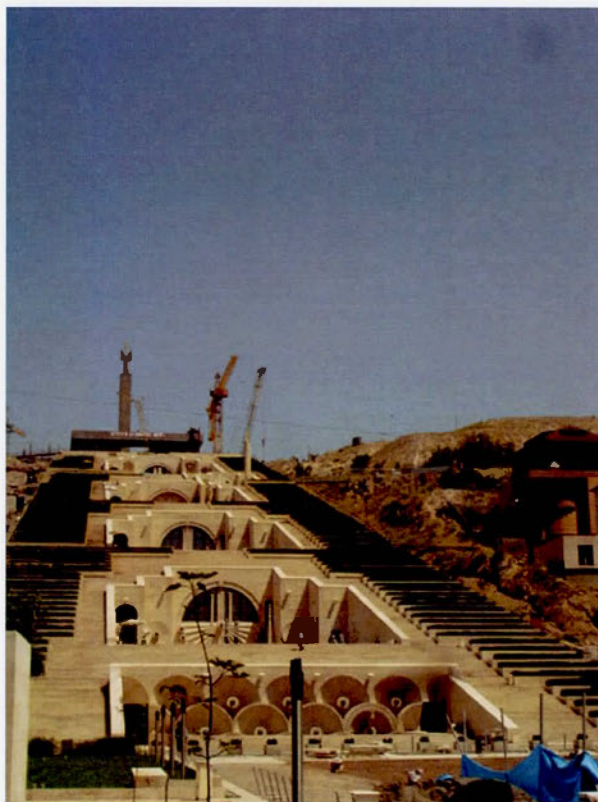


Figure 5.1 : la Cascade, initialement conçue par l'architecte Jim Torosyan en 1971 et construite dans les années 1970 et 1980. La construction s'est toutefois arrêtée dans les années 1990 pour reprendre au début des années 2000. Source : Taïka Baillargeon, juin 2008.

Il est vrai que contrairement au Generalštab, ce monument a aujourd'hui repris vie, mais il est resté à l'abandon pendant une bonne dizaine d'années et sa signification d'origine a aujourd'hui complètement changé. Les villes socialistes d'Europe de l'Est ont entrepris dans les dernières décennies des changements importants et ces vestiges d'avant ne sont pourtant pas toujours là pour rester. Il existe également des exemples de construits qui seront détruits justement parce que leur signification ne semble plus adéquate à l'ère du

capitalisme montant. L'exemple du Palast der Republik présenté dans le premier chapitre de cette thèse nous semble ici particulièrement révélateur.

Pourtant, la Serbie et les autres pays de l'ex-Yougoslavie engageront une transition plus tardive, puisqu'ils entreprendront plusieurs guerres au cours des années 1990. Il existe ainsi des exemples qui sont peut-être encore plus analogues au Generalštab dans les différents pays de l'Ex-Yougoslavie. On retrouve par exemple partout dans la région de ces constructions socialistes abandonnées dont le sens nous apparaît aujourd'hui insolite et dépassé. Pensons notamment aux différents monuments à la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et des Partisans qui ont été construits partout à travers l'Ex-Yougoslavie dans les années 1960-1970 et qui sont actuellement à l'abandon, laissés à eux-mêmes.

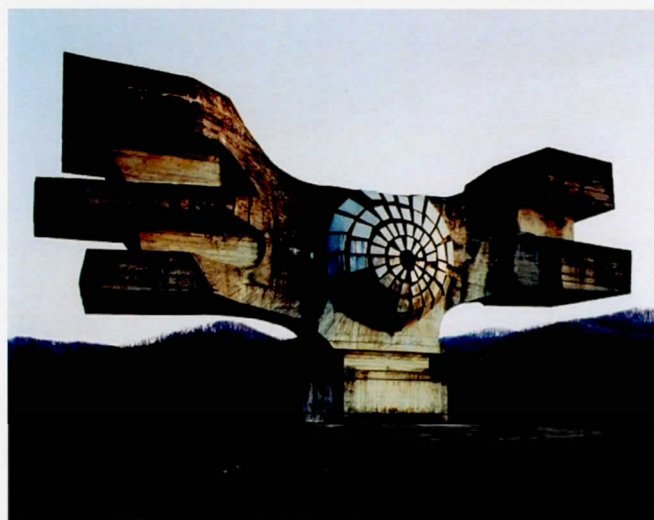




Figure 5.2 : les monuments de Podgarić (Croatie), Kosmaj (Serbie) et Sanski Most (BIH). Source : Jan Kempnaers, 2006-2009.

Il existe également d'autres construits qui sont longuement restés endommagés ou à l'abandon à la suite des guerres des Balkans. Ce serait par exemple le cas de plusieurs bâtiments institutionnels à Sarajevo. Pensons au parlement national qui, construit entre

1954 et 1982²⁶³, a été durement touché par la guerre de BIH (1992-1995). En effet, la reconstruction du bâtiment s'étalera sur onze années et la façade sera finalement rénovée en 2009 (figures 5.3 et 5.4). Contrairement au Generalštab qui reste largement inutilisé aujourd'hui, une bonne part de ce bâtiment sera réutilisée à partir de 1998. Aussi, même si le pays nouvellement indépendant se trouve en difficulté financière, il recevra une aide internationale considérable pour la reconstruction des infrastructures détruites et la reconstruction du parlement est entamée dès 1996, au lendemain de la signature de l'accord de Dayton.



Figure 5.3 : le parlement national de Bosnie-Herzégovine en feu pendant la guerre. Le design est basé sur le projet de l'architecte Juraja Neidhardt. Source : Hughes, *BBC*, 2014.

²⁶³ Deux raisons principales expliquent que cette construction ait duré 28 ans : d'une part, le projet est considérable et la république n'a pas les moyens de financer une construction de telle envergure, d'autre part, il sera décidé dans les années 1960 d'ajouter un bâtiment au plan originalement proposé par l'architecte Neidhardt.



Figure 5.4 : le parlement national de Bosnie-Herzégovine après la reconstruction. Source : Taïka Baillargeon, juillet 2010.

Même s'il est construit à l'époque de la Yougoslavie, le parlement de Sarajevo, contrairement au Generalštab, n'est pas associé à l'État yougoslave. Puisqu'il est construit après la Seconde Guerre mondiale, il est évidemment lié à une époque révolue, mais le bâtiment constitue néanmoins un symbole de la BIH, un pays qui existe toujours malgré les guerres et le démantèlement. Sa destruction n'oppose donc pas deux significations historiques et idéologiques distinctes. Les bâtiments institutionnels de la République yougoslave, que l'on retrouve principalement à Belgrade, la capitale, ont cette particularité de représenter un pouvoir révolu. Tous les bâtiments détruits par l'OTAN à Belgrade ne sont toutefois pas des bâtiments de la fédération yougoslave. Certains étaient plutôt associés à la Serbie qu'à la Yougoslavie, ce qui pourrait expliquer en partie la complexité du cas à l'étude. En effet, le Generalštab, objet d'un double choc – le démantèlement de la Yougoslavie et le bombardement de Belgrade – a cette particularité d'amalgamer plusieurs types d'impacts et de confronter plus d'une position. La ruine est récente et nous vient d'un bouleversement politique relativement instantané, mais la dépréciation du bâti vient aussi de son allégeance à la Yougoslavie et au socialisme. La ruine est issue du bombardement, mais elle est aussi le

vestige d'une Yougoslavie aujourd'hui disparue. Aussi, contrairement au cas de la Cascade d'Erevan ou du parlement de Sarajevo, l'opinion publique n'est pas unanime lorsqu'il s'agit d'évaluer la valeur historique et symbolique du Generalštab. Par ailleurs, ces narrations compétitives ne concernent pas seulement la gestion du patrimoine, mais la gestion de la mémoire au sens large. En effet, on ne s'entend généralement pas en Serbie sur la façon de se positionner face à l'histoire de la Yougoslavie et aux guerres des Balkans. Ainsi, le débat du Generalštab ravive des conflits beaucoup plus larges que le seul conflit entre patrimonialisation et démolition, devenant ainsi beaucoup plus délicat à gérer au niveau politique.

5.1.3 Entre la ruine et la friche, entre le passé et le futur, y a-t-il une cohabitation possible?

Il existe encore une autre distinction significative entre la ruine et la friche : l'orientation temporelle. En effet, la ruine est plus généralement pensée par rapport à son histoire alors que la friche est plus souvent considérée pour ce qu'elle pourrait éventuellement devenir. Là encore, le Generalštab semble se retrouver entre les deux. Fortement rattaché à son passé (sa construction, son architecte, la Yougoslavie), il est toutefois considéré comme un obstacle au développement de Belgrade, à la régénération urbaine et au progrès. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que les médias résument le conflit à une dualité entre reconstruction et destruction. Cette dualité est d'autant plus importante que la ville de Belgrade est actuellement en plein processus de revalorisation, misant davantage sur ses attraits culturels et méprisant encore souvent son histoire récente. Pourtant, comme on ne peut manquer de constater les airs festifs de la capitale lorsqu'on la visite, on ne peut pas non plus éviter d'y remarquer les traces de la dernière guerre. Si l'on se demande aujourd'hui ce qu'est Belgrade, c'est peut-être surtout une ville de grands paradoxes où cohabitent les traces du passé récent et les marques d'une ville festive. En effet, à l'instar de la dualité qui traverse le Generalštab, la ville de Belgrade oscille très généralement entre ces deux images diamétralement opposées : l'une tournée vers le passé et l'autre, vers le futur. Toutefois, malgré une dichotomie manifeste et probablement incontournable, la

municipalité n'a pas réussi ni même réellement tenté de consolider la fusion de ces deux tendances dans le paysage physique et culturel de la ville. Avec le conflit qui entoure le Generalštab, tout nous est présenté comme s'il n'y avait pas de cohabitation possible, comme s'il fallait faire un choix entre la reconstruction à l'identique et la démolition, entre le passé et l'avenir. Et pourtant, si 15 années sont passées depuis le bombardement sans que le complexe soit reconstruit ou détruit, c'est un peu parce que ces solutions ne font pas l'unanimité et c'est peut-être aussi parce qu'elles sont inadéquates et insatisfaisantes.

Mais comment faire les choses autrement? Au cours de nos entretiens, certains participants ont évoqué l'idée de garder la ruine telle quelle. Cette possibilité permettrait certes un respect du passé récent et une commémoration, mais qu'apporterait-elle à l'image festive et culturelle de la ville d'aujourd'hui? D'autres participants ont plutôt proposé d'ouvrir un concours international d'architecture ou de design et de permettre une nouvelle construction qui respecterait toutefois la forme originale. Cette proposition nous semble plus flexible, mais elle ouvre la porte à la démolition. Elle implique également que la protection du monument culturel soit changée ce qui risque d'inciter quelques conflits et de remettre en question le pouvoir d'une institution déjà fragile. Aussi, il serait nécessaire de s'entendre sur les règles du concours, ce qui paraît difficile vue l'incapacité actuelle de parvenir à un consensus. Il est donc fort probable qu'un tel processus s'avère tout aussi conflictuel. Peu importe ce qui est décidé, on fait ici face à un problème de gestion de la mémoire et cette gestion aura nécessairement un impact sur l'image de la ville actuelle. C'est un problème auquel la ville de Berlin a dû et doit encore se confronter aujourd'hui. Dans les années 1990, alors que Berlin était le chantier de grands projets de réaménagement et de régénération urbaine, plusieurs de ces projets proposaient la voie de la commémoration dans un contexte d'après-guerre et d'après réunification. Prenons par exemple celui du centre de documentation de la Topographie des terreur aménagé à l'endroit où se trouvaient anciennement les bureaux de la Gestapo. En 1990, la commission chargée de repenser la fonction de ce site reconnaît l'importance nationale et internationale du lieu et établit que ce dernier doit servir à la transmission de la mémoire. On établit alors

que le site doit rester à l'image de ce qu'il est actuellement : un terrain vague bordé de ruines et marqué des traces de la guerre. C'est l'architecte Peter Zumthor qui gagne la compétition de design avec un projet très abstrait qui mise sur la matérialité de l'expérience. Zumthor est reconnu pour son intérêt pour la mémoire des lieux et l'expérience sensible. Rappelons d'ailleurs que deux participants à notre étude ont mentionné qu'il serait un choix intelligent pour un projet de réaménagement du Generalstab. Son projet à Berlin ne sera toutefois jamais complété, faute de fonds. C'est seulement dix ans plus tard qu'une nouvelle compétition sera lancée. En 2006, c'est l'architecte Ursula Wilms et le paysagiste Heinz W. Hallmann qui sont responsables du nouveau projet, mais ce dernier respecte également l'état du lieu, se réappropriant les traces de la guerre (figure 5.5).



Figure 5.5 : le centre de documentation de la Topographie des terreur à Berlin. Source : Centre de documentation de la topographie des terreur, 2010.

Si le centre de documentation est une construction contemporaine, le site extérieur respecte la topographie telle qu'elle est retrouvée au lendemain de la réunification de Berlin. Ainsi, même si le projet est basé sur une mémoire douloureuse, le nouveau bâtiment

permet une intégration plus contemporaine au tissu environnant, ce qui allège également l'expérience des lieux. Il est intéressant de souligner que ce projet sera laissé pour compte pendant plusieurs années avant d'être finalement complété en 2010. Pourtant, contrairement au Generalštab, une décision claire avait été prise dès 1990 et la vision pour le site est restée la même tout au long de cette période d'attente. Il faut aussi noter que malgré l'absence d'un centre fonctionnel, le site a tout de même été ouvert au public pendant presque toute cette période, permettant tout de même de faire l'expérience de ces lieux.

Plusieurs autres aménagements proposent une réflexion commémorative à Berlin. Pensons par exemple aux différentes mises en valeur du mur de Berlin, au musée juif de l'architecte Daniel Libeskind ou au mémorial aux juifs assassinés d'Europe conçu par l'architecte Peter Eisenman. Ces projets n'ont pourtant pas tous fait l'unanimité à Berlin. Les exemples de deux projets de l'architecte Daniel Libeskind nous semblent à ce titre assez révélateurs²⁶⁴. L'architecte Daniel Libeskind a été une figure architecturale d'importance dans les années 1990 à Berlin. Il a conçu le musée juif de Berlin, construit entre 1993 et 1998, et il a participé à deux compétitions de réaménagement majeures : celle de l'Alexanderplatz (1993) et celle de la Potsdamer platz (1991). Bien que le musée juif soit aujourd'hui l'un des musées les plus populaires de Berlin, le bâtiment lugubre et angulaire, qui rappelle la dureté et l'expérience des camps de concentration, ne fait certainement pas l'unanimité à Berlin.

²⁶⁴ En fait, Daniel Libeskind a souvent travaillé la question de la mémoire à travers ces projets d'architecture. Les deux projets présentés ici sont de bons exemples, mais on peut également penser à son projet d'aménagement pour le World Trade Center à New York ou, plus récemment, à son projet pour le Monument national de l'Holocauste à Ottawa.

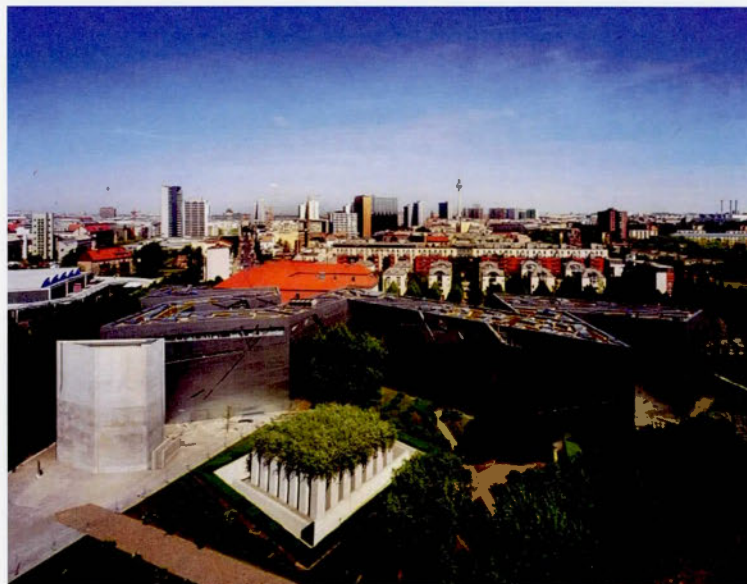


Figure 5.6 : le musée juif de Berlin conçu par Daniel Libeskind et construit entre 1993 et 1998. Source : Studio Daniel Libeskind, 1989-2013.

Lorsqu'il parle de la réception de son bâtiment, l'architecte rapporte par exemple les dures paroles du sénateur Stimmann à l'égard du projet : *« My building was called perverse by M. Stimmann, and he lumped it together with Mies van der Rohe's National Gallery and Hans Scharoun's and Erich Mendelsohn's buildings. He said that these four architects have had the most destructive influence in Berlin »* (Libeskind dans Balfour, 1995, p. 183). Mies van der Rohe, Scharoun et Mendelsohn sont évidemment de grandes pointures de l'architecture moderne allemande, mais Hans Stimmann, qui était alors l'architecte responsable de la reconstruction de Berlin, prône un Berlin homogène qui fait table rase de l'histoire récente. S'il considère le projet de Libeskind comme « pervers » et « destructeur » c'est aussi que le Sénateur prône alors la « reconstruction critique » et cette reconstruction mise sur deux principes primordiaux auxquels n'adhère pas Libeskind dans son travail : une sélection et une réécriture sélective de l'histoire.

L'exemple de son projet pour la Potsdamer platz relève des problématiques similaires. En effet, alors que son projet pour l'Alexanderplatz a raflé le second prix, son projet pour la Potsdamer platz a plutôt été critiqué. La maquette du projet était construite sous la forme

d'un puzzle, figurant ainsi l'insécurité et l'incertitude d'un lieu qui s'était transformé en *no man's land* au cours des cinquante dernières années²⁶⁵. Chaque morceau de la maquette pouvait ainsi représenter un secteur, mais aussi une époque ou un personnage. Pour l'architecte, la forme du puzzle représente bien l'identité de Berlin qui repose sur une superposition de différentes histoires :

The identity of Berlin cannot be refunded on the ruins of history or on the illusory 'reconstructions' of an arbitrarily selected past. The scheme traces the contortions of the non-existent angel who nevertheless remains as real as deported archangels: Franz Kafka, Walter Benjamin, Primo Levi, Osip Mandelstam, Paul Celan... (Libeskind, 1996, p. 174)

La maquette était aussi faite de différents matériaux : papier, bois et acier. Sur le papier, on trouvait des citations du philosophe juif-allemand Walter Benjamin, une liste de noms des déportés juifs, une partition du pianiste juif-autrichien Arnold Schönberg et des textes de dialectique (figure 5.7). De cette façon, Libeskind cherchait à donner forme aux polarités qui existent à l'intérieur d'un espace public, mais il semblait miser de façon importante sur la mémoire juive de Berlin. Ainsi, même si l'architecte affirme alors refuser une reconstruction arbitraire, il conçoit son projet en fonction d'une mémoire précise et déterminée : celle du XX^e siècle totalitaire. Il propose en effet un espace dédié à la mémoire des morts et des déportés juifs. De cette manière, la Potsdamer Platz de Libeskind faisait entièrement fi de l'avenir économique fragile de la capitale allemande et n'obéissait aucunement aux règles de la reconstruction critique. D'une certaine manière, bien qu'on puisse apprécier le travail de mémoire que propose l'architecte, on peut également se demander si son projet répond aux besoins actuels de la capitale. D'une part, le projet tient davantage du symbole que du plan d'urbanisme et d'autre part, il semble essentiellement tourné vers le passé, ne tenant pas compte du développement de la ville et des citoyens qui l'habitent.

²⁶⁵ En effet, la Potsdamer platz a été largement détruite pendant la Seconde Guerre mondiale. Au lendemain de la guerre, elle fut divisée entre les différents occupants et elle servit pendant longtemps de carrefour du marché noir. À partir des années 1960, la place a été divisée en deux par le mur de Berlin. On a construit le Kulturforum du côté ouest du mur, mais le côté Est a été entièrement rasé et est resté entièrement abandonné pendant presque 30 ans.

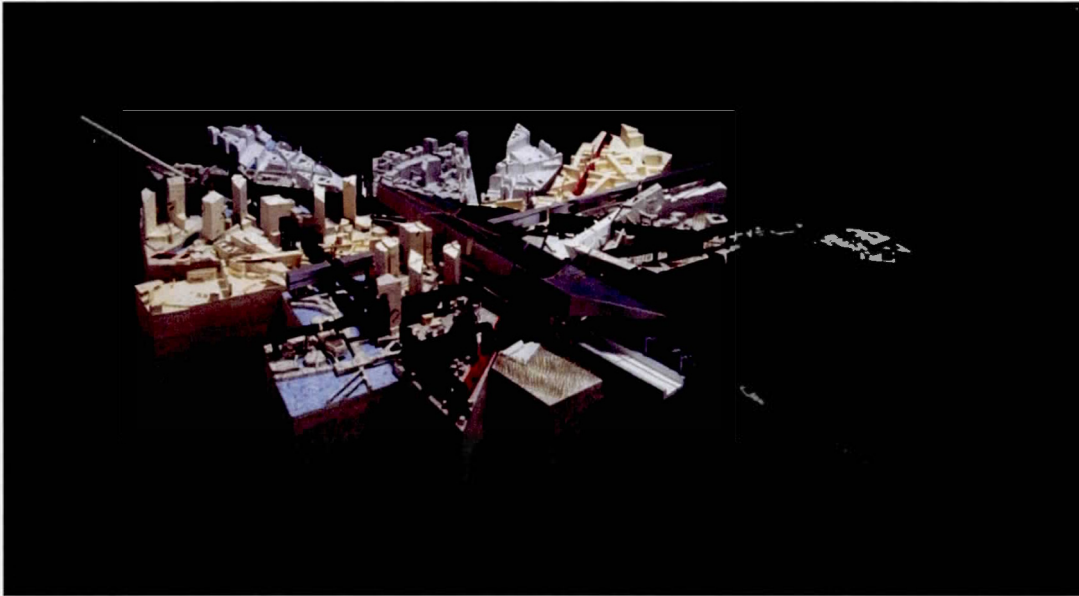


Figure 5.7 : le projet de compétition pour la Potsdamer Platz, 1991. Source : Studio Daniel Libeskind, 1989-2013.

Ces derniers exemples nous montrent différentes manières de gérer l'histoire par le réaménagement et la régénération urbaine, mais on y constate également la difficulté de l'exercice. En contrepartie, la démolition au profit de nouvelles constructions n'est pas un procédé plus simple ou moins pervers. Dans le même Berlin, il y a eu de nombreuses démolitions au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et encore au lendemain de la réunification. En 2001, l'historienne Régine Robin dénoncera d'ailleurs un processus d'effacement sauvage des traces de l'histoire :

Ce qui a disparu sous les bombardements, sous la pioche de démolisseurs, des remodeleurs, des anciens et nouveaux régimes, des constructeurs d'utopies et des investisseurs ne subsiste pas. Presque tout Berlin est voué soit à l'oubli et à l'effacement, soit au recyclage fétichiste, à l'opaque occultant le passé. C'est un Berlin lessivé, frotté et récuré, blanchi, défiguré et reconfiguré qui émerge peu à peu de la réunification. (Robin, 2001, p. 142)

Selon l'architecte Axel Schultes (1995), le gouvernement allemand a souvent tenté d'utiliser l'architecture non seulement pour participer au développement de la ville, mais pour effacer les traces du passé et aussi pour *inventer* à l'Allemagne une histoire tolérable. La plupart du temps, ces démolitions ont, elles aussi, rencontré de l'opposition. Au chapitre 1,

nous avons parlé du Palace der Republik qui a été détruit dans les années 2000 et qui sera éventuellement remplacé par une reconstruction de l'ancien palais de Berlin. Cette destruction a été grandement critiquée par une population berlinoise qui dénonçait la manière obstinée avec laquelle la Ville et l'État procédaient à l'effacement de symboles de la RDA à Berlin. Non seulement il s'agit là d'un effacement de l'histoire récente, mais la reconstruction du Palais dans le centre de la ville présente plutôt un recul historique qu'un avancement tourné vers le futur. Cette construction fait ainsi appel à un double rejet : rejet d'une mémoire soviétique, mais aussi rejet d'une intention proprement contemporaine.

Dans le cas de Belgrade, les acteurs qui souhaitent la destruction du complexe ne précisent pas quel type de construction devrait remplacer le monument culturel. Il est toutefois clair que cette destruction servirait à donner davantage de liberté aux investisseurs potentiels. Ainsi, le Generalštab pourrait non seulement être remplacé par un hôtel ou un centre commercial, il pourrait également être détruit au bénéfice d'une architecture plus ou moins insignifiante. Dans un contexte où la ville de Belgrade cherche à revamper son image, il pourrait s'avérer critique de laisser libre cours aux investisseurs. Dans la dernière décennie, plusieurs grands projets populaires ont surtout été construits dans la municipalité de Novi Beograd. La plupart n'offrent pas la qualité architecturale que l'on retrouve dans le centre-ville de la capitale, mais ils sont construits sur des terrains vierges et servent souvent à consolider un paysage qui semble parfois désumanisé. La construction d'un nouvel hôtel ou d'un centre commercial au cœur même du centre-ville historique et institutionnel aurait un impact tout autre sur l'image de la ville.

5.2 Patrimonialisation et démolition : la mémoire et l'oubli du Generalštab

Cette dualité entre passé et avenir va de pair avec une autre dualité fondamentale qu'explore Vincent Veschambre (2008) dans son ouvrage sur les traces et la mémoire urbaine : patrimonialisation versus démolition. Cette dernière est elle-même intrinsèquement liée à la gestion de la mémoire et nous semble primordiale à notre étude. En effet, même si, comme on l'a vu au chapitre 4, le conflit du Generalštab se joue sur plus

d'un plan, les données collectées sur le terrain révèlent toute l'importance des discours pro-reconstruction et pro-démolition dans le conflit. Nos entretiens nous ont certes permis de constater que plusieurs acteurs se situent entre les deux partis, mais la plupart d'entre eux prennent tout de même officiellement position pour l'un ou pour l'autre. Il semble ainsi important d'aborder cette dichotomie. Puisque celle-ci pose aussi la question de la gestion de la mémoire, nous allons ensuite revenir sur la dichotomie entre mémoire et oubli, rappelant aussi l'impact de la représentation et de la perception sur le sens des lieux. Finalement, nous aborderons la question des conflits de représentation et d'appropriation, présentant, à l'instar de Veschambre, la dualité entre patrimonialisation et démolition comme deux formes d'appropriations opposées de l'espace.

5.2.1 Patrimonialisation versus démolition

Pour Veschambre, la patrimonialisation, qui est le « processus de reconnaissance et de mise en valeur d'édifices, d'espaces hérités », serait directement liée à la démolition, « qui représente inversement une forme de dévalorisation, de déni de mémoire pour ceux qui sont associés aux édifices démolis et aux espaces recyclés » (2008, p. 14). Comme la ruine, l'objet patrimonial est fondamentalement associé au passé : « Les éléments qui sont investis d'un sens patrimonial sont au départ plutôt du côté de la *trace* » (2008, p. 21). Mais Veschambre reconnaît que si ces « traces » nous ramènent aujourd'hui au passé, elles ont déjà été la marque d'un présent qu'on a aujourd'hui oublié. L'auteur fait d'ailleurs une distinction importante entre la *trace* et la *marque*, associant la trace à un état historique et la marque à une appropriation à postériori : la trace renvoie au champ de l'histoire et de la mémoire alors que la marque évoque une action contemporaine (2008, p. 10). Ainsi, même si la patrimonialisation sert la valorisation d'une mémoire passée, il s'agirait tout de même d'un processus de marquage. C'est aussi ce que soutiennent Ashworth et Tunbridge lorsqu'ils affirment que le patrimoine est l'usage contemporain du passé, une forme consciente de réappropriation de l'histoire (1999, p. 105). Dans ce contexte, un bâtiment protégé reconstruit à l'identique tiendrait ainsi davantage de la marque que de la trace, et

ce, même s'il renvoie à une copie exacte du passé. Dans le cas du Generalštab, le processus de patrimonialisation sert essentiellement à mettre en valeur l'architecture moderne et l'incitation à une reconstruction à l'identique révèle une volonté d'effacer l'histoire du bombardement de Belgrade. En effet, même si cette reconstruction relève d'abord d'une volonté de mettre en valeur une architecture originale et importante dans l'histoire architecturale de la capitale, les entretiens nous révèlent qu'il s'agit également d'une volonté d'effacer le passé récent. Notons d'ailleurs que les participants qui prônent la reconstruction à l'identique font tous mention d'une nécessité de départir le centre-ville de cette triste cicatrice. Ainsi, la patrimonialisation se veut effectivement une mise en valeur du bâti, mais il ne s'agit jamais vraiment d'une mise en valeur de l'histoire.

Parce que le patrimoine n'est pas spontané, mais volontaire, c'est une « construction sociale », il existe également plusieurs catégories d'acteurs de la patrimonialisation. Dans le cas du Generalštab, il s'agit de ce que Rautenberg (2003) appelle une « patrimonialisation par désignation », c'est-à-dire une patrimonialisation par le haut. En effet, la patrimonialisation a été engagée par trois institutions officielles : l'Association des architectes de Belgrade, l'Institut pour la conservation des monuments culturels de Belgrade et l'Institut pour la conservation des monuments culturels de Serbie. Or, comme le souligne Veschambre, « la reconnaissance institutionnelle du patrimoine, même si elle ne peut être déconnectée de la "demande sociale", représente toujours un filtrage » (2008, p. 54). À l'instar de Bourgarel (1993), l'auteur reconnaît que la conservation du patrimoine n'est pas une action désengagée et impartiale, il s'agit au contraire d'un geste conscient et purement idéologique : « Sans être toujours aussi évidemment politiques, les mobilisations patrimoniales ont toujours à voir avec la politique, au sens d'implication dans la vie de la cité. Revendiquer la promotion d'un "bien commun" passe en effet obligatoirement par la médiation, par la construction d'un espace public de débat » (2008, p. 76). Or, si le processus de patrimonialisation est lieu de débat, il s'agit également souvent d'un geste partisan. Dans le cas du Generalštab, le processus semble d'autant plus partisan qu'il est organisé de façon plus ou moins informelle par un petit réseau d'architectes. Même si là

n'est pas le questionnement de cette thèse, il serait intéressant de se demander à quel point cette patrimonialisation reflète une volonté citoyenne. Notons d'emblée qu'il n'y a jamais eu de mobilisation citoyenne autour du Generalštab à Belgrade. En effet, tous les gestes et discours de sauvegarde depuis 1999 ont été émis par des architectes ou des historiens de l'art. Pourtant, comme le note Veschambre, le citoyen est aujourd'hui, à travers la mobilisation citoyenne, l'un des acteurs les plus importants du processus de patrimonialisation. Par conséquent, on pourrait se demander si le Generalštab est vraiment le patrimoine de tous à Belgrade. D'une certaine manière, la patrimonialisation du complexe reflète ainsi une distance qui a toujours existé entre le complexe du Generalštab et les citoyens. En effet, comme le soulignent plusieurs participants à notre étude, ce haut lieu militaire n'a jamais vraiment été accessible au public de Belgrade. Il y a donc toujours eu une distance entre le monument et les Belgradois. Aujourd'hui, la patrimonialisation semble perpétuer cette distance alors qu'elle condamne le complexe à une reconstruction à l'identique sans même tenir compte de ce qu'il signifie pour la population locale.

À l'inverse de la patrimonialisation, la démolition tend à la disparition de la trace au profit de la régénération urbaine. Contrairement à la patrimonialisation, la démolition ne laisse pas de trace; elle est entièrement marquage de l'urbain. Ainsi, comme le relève d'ailleurs Veschambre, la démolition est tout aussi porteuse de sens que la patrimonialisation :

Ce qui n'est pas patrimonialisé, ce qui est donc laissé à l'abandon ou démoli, est tout aussi révélateur, sinon plus, des valeurs d'une société, de la hiérarchie des productions sociales et des mémoires que ce qu'on patrimonialise. Et contrairement à ce que laisse entendre l'antienne sur « l'inflation patrimoniale » ou le « culte du patrimoine », on continue à démolir beaucoup dans le cadre du « renouvellement urbain ». (2008, p. 92)

La démolition pourrait certes être considérée comme nécessaire au développement urbain. En effet, comme le rappelle Veschambre, une part des démolitions urbaines est nécessaire au maintien de base des infrastructures urbaines au quotidien et en temps de crise :

Le processus de destruction/reconstruction est tout d'abord inhérent à l'usure et à la dégradation des matériaux de construction dans la durée : avec des temporalités différentes, le bois (incendies, tempêtes), la pierre (tremblement de terre), le béton (corrosion des armatures métalliques) sont concernés par ce processus de dégradation et par les catastrophes naturelles (Veschambre, 2008, p. 92).

Françoise Choay considère même que ces démolitions ne sont pas nécessairement à critiquer ou à craindre. Elle parle plutôt de quelque chose de tout à fait naturel, d'un « cycle universel de création/destruction » (1992, p. 181) et de « démolition constructive » (1996, p. 13). Dans son analyse des ruines, Forero-Mendoza va dans le même sens lorsqu'elle affirme que « l'action destructrice du temps est compensée par une action créatrice que l'on peut observer au niveau des vivants comme des civilisations » (2002 : 19). Ceci n'est pas sans nous rappeler ces penseurs de la modernité, pour qui la destruction est en fait essentielle à la construction de nouveau et donc, au progrès. De cette manière, l'auteure fait une distinction entre les démolitions négatives et les démolitions positives : « La première forme, négative, est plus souvent évoquée : politique, religieuse, idéologique, elle prouve a contrario le rôle essentiel joué par le monument dans le maintien de l'identité des peuples et des groupes sociaux. La destruction positive, aussi généralisée attire moins l'attention » (1992, p. 22). Dans le cas du Generalštab, on constate que les partisans de la démolition la présente comme étant la seule solution contre la désuétude du bâtiment. Elle est nécessaire et s'avèrerait utile à l'économie locale. Derrière ce discours pragmatique, se cache pourtant une prise de position idéologique. Comme le soutient Veschambre même lorsqu'il y a des arguments techniques, financiers et utilitaires derrière la démolition, celle-ci constitue toujours un choix, un parti pris. Et derrière des raisons économiques et pratiques, il y a toujours des représentations et de l'idéologie (2008, p. 93). Le cas du Generalštab est assez représentatif de cette réalité. En effet, on s'entend très généralement pour dire que le problème économique du pays est à la base de la stagnation du Generalštab. Tous ne s'entendent toutefois pas sur la raison d'être de ce problème financier, ni sur la manière de le gérer au profit du patrimoine, de l'architecture et de la ville en général. Plusieurs participants ont d'ailleurs insisté sur l'incapacité du gouvernement actuel. D'autres ont également rappelé l'existence de discours négationnistes dans lesquels on tend généralement à effacer la mémoire de la Yougoslavie ou à minimiser son impact positif. Dans ce contexte, les tenants de la patrimonialisation accusent le plus souvent les pro-démolitions d'associer le Generalštab au socialisme dans le but de justifier sa destruction

auprès de la population. Au contraire, les journaux locaux nous révèlent que les pro-démolitions font davantage de liens avec le bombardement de l'OTAN qu'avec la période socialiste. Quoi qu'il en soit, notre étude montre qu'il y a, en effet, beaucoup plus qu'un problème financier derrière l'état actuel du Generalštab et que derrière les arguments financiers et techniques se trouvent effectivement des représentations et de l'idéologie.

Alors que pour Choay la démolition est chose naturelle et nécessaire, Veschambre se range plutôt du côté de Régine Robin, affirmant que la démolition a toujours un caractère de violence symbolique :

La démolition renvoie à l'idée de « défaire » et donc de nier ce qui a été construit précédemment. [...] Quelles meilleures manières pour un nouveau pouvoir de s'affirmer, que de démolir et reconstruire par-dessus? Plus largement, la démolition, la tabula rasa, expriment bien souvent la tentation de tirer un trait sur ce qui renvoie à des pulsations jugées indésirables ou à des souvenirs douloureux ou dévalorisants. (Veschambre, 2008, p. 94)

Selon Veschambre, les conflits armés sont probablement les meilleurs exemples de démolitions à des fins violentes : « Ces destructions, souvent systématiques, sont sensées attaquer la mémoire, les fondements de l'identité et au bout du compte la légitimité même des groupes visés dans un espace donné » (2008, p. 98). Il fera d'ailleurs ici une distinction importante entre les termes « destruction » et « démolition », rappelant que si la première est intrinsèquement liée au conflit, la démolition reste toutefois « l'affirmation d'un pouvoir politique et d'une idéologie en temps de paix » (2008, p. 107). Claude Soucy précisera à travers une différence similaire entre le vandalisme sauvage et le vandalisme idéologique « qui vise à détruire les lieux et objets de mémoire pour effacer cette mémoire même » (Soucy, 1996, p. 144). Il est intéressant de noter qu'en parlant des destructions issues de conflits armés, Veschambre se réfère aux destructions monumentales de l'ex-Yougoslavie. Il fait ici principalement référence à la guerre de BiH (1992-1995) durant laquelle plusieurs monuments culturels ont été détruits dans le but d'éradiquer une mémoire et une identité. C'est entre autres le cas de la bibliothèque Nationale de Sarajevo incendiée par les nationalistes serbes en 1992 et du pont de Mostar, par les forces croates d'un mouvement indépendantiste en 1993. Il est d'ailleurs à noter que plusieurs constructions de l'époque de

Tito seront également détruites, représentantes d'un ancien régime et d'une société multiethnique. Le cas de la BIH est très important dans l'histoire des destructions puisque c'est la première fois dans l'histoire que la destruction des monuments culturels est considérée comme un crime de guerre et un crime contre l'humanité. En effet, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie sera le premier à considérer la destruction de l'architecture et des monuments comme un acte criminel grave. Si le contexte du Generalštab se distingue de celui de la BIH, c'est surtout que la Serbie est tenue coupable d'avoir entretenu les différentes guerres des Balkans et l'OTAN n'est évidemment pas ici considérée comme criminel de guerre. Il faut également rappeler que la grande majorité des bâtiments détruits pendant le bombardement sont modernes et n'étaient alors pas considérés ou protégés comme patrimoine. Pourtant, la destruction de ces monuments modernes à Belgrade répond elle aussi d'une violence symbolique. Il est intéressant de soulever qu'en entrevue, on ne parle pourtant généralement pas en ces termes. Si l'on parle du bombardement et de l'OTAN, l'organisation n'est jamais vraiment critiquée ou dénoncée. Seul un participant se soulèvera contre le bombardement, affirmant que si l'OTAN a bombardé des bâtiments modernes, c'est qu'il s'agit des constructions issues de l'intelligentsia serbe. Selon ce participant, alors que l'architecture du XIXe siècle à Belgrade n'est pas propre à la culture locale, l'architecture moderne l'est. Le participant considère également que c'est l'OTAN qui devrait payer les frais de cette reconstruction. Si l'on s'attarde aux commentaires qui accompagnent souvent les articles de journaux concernant le Generalštab, le participant n'est d'ailleurs pas le seul à penser ainsi.

Outre les destructions issues de conflits, Veschambre affirme que les changements de régime sont aussi très souvent moteurs de destructions violentes. Il en vient alors à se demander si toute démolition est porteuse de violence :

Lorsqu'ils s'apparentent à des révolutions, les changements de régime politiques sont propices à des actes de démolition symboliques, qu'ils soient perpétrés dans le feu de l'action révolutionnaire ou réalisés progressivement, dans la durée. L'enjeu est bien entendu celui de l'affirmation d'un nouveau pouvoir et celui du marquage de l'espace par des démolitions-reconstructions. (Veschambre, 2008, p. 107)

Il ajoute qu'à notre époque contemporaine, deux types de changement de régime ont engagé d'importantes destructions : les décolonisations et les transitions entre régimes communistes et démocraties libérales. Il donne alors l'exemple du réaménagement sauvage des villes de Berlin et de Bucarest au lendemain de la chute du régime communiste. Même si le Generalštab est détruit en temps de guerre, les données collectées sur le terrain nous révèlent que la démolition du complexe a beaucoup plus à voir avec la fin de la Yougoslavie et le passage à une démocratie libérale et une économie capitaliste. C'est en effet ce qu'affirment la plupart des participants à nos entretiens et c'est aussi ce qu'insinuent les acteurs de la démolition qui s'expriment dans les journaux locaux. En effet, même si, comme on l'a vu, ils parlent de l'état désuet du bâtiment bombardé par l'OTAN, ils justifient la démolition du complexe par des arguments de développement économique et urbain. Pourtant, si les participants rencontrés critiquent un laisser-aller de l'architecture moderne qui est largement associée à la période titiste peu d'entre eux se soulèvent contre une quelconque volonté d'effacer la mémoire yougoslave. Seuls quelques-uns assument ouvertement le passé communiste du pays, acceptant aussi qu'on puisse s'en souvenir de manière positive. Ainsi, on pourrait avancer que même si la mémoire et l'histoire sont largement évoquées dans les entretiens et dans les journaux, même si la plupart des participants aux entretiens critiquent le gouvernement et sa façon de gérer la mémoire locale, peu osent prendre parti. En effet, si les acteurs publiquement concernés par le Generalštab, prennent aisément le parti de la patrimonialisation ou de la démolition, ils peinent à se prononcer quant aux représentations et idéologies derrière chacune des positions. De cette manière, il y a dans les discours que nous avons collectés à Belgrade une neutralité presque constante vis-à-vis de la manière dont on devrait gérer la mémoire récente.

Veschambre en vient éventuellement à se demander si toutes les démolitions sont porteuses de violence. C'est en évaluant l'histoire de la démolition du logement populaire en général et la démolition des grands ensembles en particulier qu'il conclura qu'en effet, toute démolition est un acte de pouvoir qui engage une certaine forme de violence envers

une population fragilisée :

Il ne s'agit pas de nier qu'il y a des arguments techniques à la démolition de certains immeubles mal construits, très dégradés, frappés d'obsolescence. La recherche du moindre coût et de la rapidité maximale avait trop souvent abouti à l'appauvrissement et à la standardisation des modèles architecturaux et urbanistiques inspirés du mouvement moderniste. [...] Il ne s'agit pas non plus d'occulter les logiques économiques à l'œuvre [...] Mais si les démolitions sont toujours justifiées par une rationalité technique et gestionnaire, il paraît difficile de s'en tenir à cet argumentaire pour rendre compte de ce que l'on décide de démolir et de l'ampleur des démolitions. (Veschambre, 2008, p. 126.)

Il est intéressant de constater que dans ces cas-ci, c'est souvent un jugement de valeur qui se cache derrière la démolition. Pour Choay, il s'agit simplement de « détruire la laideur », mais cette laideur n'est-elle justement pas subjective? Qui est-ce qui décide de la valeur du bâti? Comme dans le cas de la patrimonialisation, on s'aperçoit qu'au final ce sont encore les experts qui décident. Or, comme le mentionne Veschambre, non seulement ces processus ne tiennent généralement pas compte de l'opinion populaire, ils n'engagent pas non plus de réflexion populaire au sujet du changement (2008, p. 145). C'est aussi ce que constatent quelques-uns des participants que nous avons rencontrés à Belgrade, critiquant ainsi l'absence d'information valide au sujet du conflit qui entoure le complexe ainsi que l'absence d'une plate-forme de discussion et de débat. En effet, il n'y a pas véritablement de place pour les Belgradois dans le conflit qui entoure le Generalštab; il s'agit essentiellement d'un débat d'experts qui stagne en l'absence de nouveaux arguments.

5.2.1.1 La patrimonialisation d'une ruine de guerre : un « devoir » de mémoire

Même si la patrimonialisation est un acte de mémoire qui, par le fait même, ne devrait concerner que les élites d'experts ou les institutions, cette logique mémorielle n'est pas la seule à considérer. En effet, comme l'affirme Veschambre, l'esthétique, le « vivre ensemble » et le développement local sont aussi interpellés (2008, p. 190). Or, dans le Belgrade actuel, comment peut-on penser le « vivre ensemble » entre les ruines et l'image ludique qu'on souhaite apposer à la ville? Comment penser le développement de la ville lorsqu'on peine encore à guérir ses blessures? Est-ce que la démolition servirait mieux ce développement? Ce que l'on observe actuellement c'est que la culture et la fête sont

manifestement mises de l'avant, alors que la ruine est plutôt laissée de côté. Le Generalštab est certes au cœur d'un débat, mais celui-ci dure depuis presque 15 ans sans qu'un projet soit mis en place. Il faut aussi rappeler qu'il n'existe pas énormément d'articles si l'on considère que la problématique est à l'ordre du jour depuis 15 ans. Ainsi, la reconstruction du complexe, encouragée par sa patrimonialisation et par les institutions patrimoniales concernées, ne semble pas une priorité, ni même un atout. Et lorsque l'on pense aux autres ruines qui sont encore dans la ville, on constate le même désintérêt. Durant les entretiens que nous avons conduits, les participants admettent souvent ne pas se souvenir. Plusieurs nous ont même demandé de leur donner des exemples. La plupart se souviennent des grands monuments d'architecture moderne comme le ministère des Forces aériennes de Dragiša Brašovan et le ministère des Affaires intérieures de Serbie de Ivan Antić. On se rappelle aussi de RTS, dont le bombardement aura particulièrement marqué l'imaginaire local. En effet, comme on l'a vu, ce bombardement a provoqué la mort de plusieurs civils et excité plusieurs critiques auprès de la population. Le bâtiment de Brašovan a récemment été protégé comme monument culturel, mais contrairement au Generalštab, cette patrimonialisation n'a pas soulevé de conflit. Il faut toutefois rappeler que ce bâtiment a été très légèrement touché par les bombes, il peut ainsi encore occuper ses fonctions d'origine et bien qu'il soit situé dans un quartier assez résidentiel, il est en périphérie du centre-ville. Finalement, il faut aussi dire que le bâtiment a été construit en 1935, soit bien avant la période de la Yougoslavie. Les autres ruines ne font pas partie des listes de monuments culturels protégés.

La patrimonialisation du Generalštab, qui est unique en son genre est aussi au centre de la problématique à l'étude. C'est pourtant un groupe très restreint d'experts architectes qui l'a opérée sans questionner la volonté populaire. Dans ce contexte, on peut se demander à qui sert réellement cette patrimonialisation. Et puisque le bâtiment reste à l'abandon depuis, on peut également se demander à quoi elle sert. Il faut ajouter à cela que la protection vise très clairement la reconstruction de la façade du bâtiment moderne. On ne tient donc pas compte de la ruine ni de la mémoire du bombardement, oblitérant de cette manière tout un

pan de l'histoire locale ainsi que les 15 dernières années d'abandon. Or, cet abandon est lui aussi révélateur et porteur de sens. Aussi, serait-il intéressant et pertinent d'en tenir compte dans un processus de gestion de la mémoire. Comme Régine Robin (2001) critiquait la « façon maniaque et compulsive de faire disparaître au plus vite les ruines des villes bombardées et de se lancer frénétiquement dans la reconstruction économique » (2001, p. 46), on pourrait certainement critiquer cet effacement de la ruine du Generalštab. On peut toutefois aussi se demander si la préservation d'une telle ruine de guerre serait effectivement possible, positive ou même utile pour la population, la ville ou le pays. En effet, à quoi pourrait servir la ruine, sinon qu'à soumettre le passant à un souvenir douloureux? Pour en faire un lieu positif, il serait à tout le moins nécessaire de procéder à un réaménagement. Mais à quoi servirait ce nouvel espace et qui se l'approprierait? Encore une fois, avant d'entamer un tel projet, il serait nécessaire de procéder à une évaluation des besoins et potentiels de ce lieu pour la capitale. Il va sans dire qu'à travers une reconstruction, la protection du monument pourrait servir de manière fonctionnelle et esthétique. En effet, que la fonction militaire soit changée ou non, ce bâtiment contribuera à la mise en valeur de l'architecture moderne yougoslave à Belgrade. Cette reconstruction pourrait également servir à la commémoration d'une époque révolue. En effet, par son attachement à l'histoire de la Yougoslavie et plus particulièrement à l'histoire des Partisans, il semble que ce monument pourrait désormais servir la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et de la Yougoslavie. Et pourtant, cette reconstruction participerait, au même titre que la démolition, à un effacement de la mémoire du bombardement. C'est aussi dire, à l'instar de Veschambre, que si la patrimonialisation existe pour contrer la démolition, elle rend aussi les démolitions plus faciles ailleurs (2008, p. 92). En contrepartie, la mise en valeur de la ruine en tant que telle pourrait certainement participer à ce que Ricoeur (2006) appelle un « devoir de mémoire », notion morale et éthique nécessaire pour dire le passé de façon juste (2006, p. 11). Or, pour répondre à ce devoir de mémoire, il faudrait encore s'entendre sur la mémoire que l'on souhaite commémorer : celle d'une guerre perdue? Celle des victimes? Celle d'une grande Yougoslavie? Ou celle d'une Yougoslavie

démantelée? Ainsi, la gestion d'une telle commémoration, à travers la mise en valeur des ruines de guerre, n'est pas nécessairement chose facile ou même convoitée.

5.2.2 Perception, réception et représentation : multiplicité et temporalité

Comme nous venons de le voir, la patrimonialisation et la démolition sont donc des actes de pouvoir : deux manières opposées de gérer la mémoire. En effet, selon Veschambre, la patrimonialisation est une appropriation de l'histoire alors que la démolition est un déni de l'histoire. Comme nous l'avons vu au premier chapitre de cette thèse, cette gestion de la mémoire est intrinsèquement liée à la perception, à la réception et à la représentation. En d'autres mots, cette gestion est guidée par l'expérience individuelle et collective de ceux qui côtoient le bâti. Si nous nous attardons d'abord à la question de la perception, tel que nous l'avons abordée précédemment, nous constatons que l'expérience du Generalštab tient d'abord et avant tout d'une expérience visuelle. Si Holl et Pérez-Gomez (2008) soutiennent que l'architecture fait appel à tous nos sens, le cas du Generalštab dément tout à fait cette réflexion. En effet, pour la plupart des acteurs à l'étude, sauf l'Armée et le ministère de la Défense, le complexe sert et a toujours davantage servi de monument que de bâtiment fonctionnel. En d'autres mots, même si Nikola Dobrović prônait une expérience de l'espace et de l'architecture, il existe une distance fondamentale entre le public et le bâtiment à l'étude. Les articles de journaux locaux et les entretiens que nous avons tenus à Belgrade soulignent tous deux cette réalité. Si les journaux locaux mentionnent la désuétude et l'inutilité actuelle du complexe, il est surtout question de la fracture que suscite le bâti dans le paysage urbain. On considère en quelque sorte que la ruine nuit à la lisibilité de la ville plutôt que de lui apporter une quelconque valeur. Chez les participants, que l'on parle positivement ou négativement du Generalštab, on s'intéresse principalement à sa façade, à son enveloppe architecturale. Ainsi, il semblerait que l'on s'intéresse principalement à l'aspect physique du bâti. Or, on se rappelle que selon Relph (1967) l'identité du lieu est liée à trois composantes fondamentales : l'aspect physique, la fonction et la signification. Ainsi, on pourrait avancer que le Generalštab souffre actuellement d'un problème d'identité qui

tient d'un flou fonctionnel et symbolique.

Et pourtant, l'aspect symbolique est lui aussi primordial dans le conflit qui entoure le complexe à l'étude. En effet, la réception du bâti, sa signification et les interprétations qui s'y collent, semblent tout à fait décisives. En fait, l'aspect physique du bâti est lui-même symbolique (il se rattache à Sutjeska et à Bergson) et l'interprétation de cette symbolique est non seulement multiple, mais elle a évolué à travers le temps. C'est précisément pourquoi la théorie de l'esthétique de la réception apparaît pertinente. La théorie de Jauss soutient surtout la nécessité de tenir compte du lecteur qui est le seul porteur de l'évolution du sens donné à un texte ou à un objet. Dans le cas de notre étude, c'est à travers une série d'entrevues et la lecture d'articles de journaux locaux que nous avons tenté de mettre en lumière la réception du Generalštab. Nous pensons aussi, comme Jauss, que la réception est temporelle et déterminée par le contexte immédiat. Ainsi, ce ne serait plus seulement une réception finie en temps donné, mais une « chaîne de réception » qui expliquerait le sens actuel de l'objet. Pour le Generalštab, nous avons constaté que si les positions (pour ou contre la préservation et la démolition) restent sensiblement les mêmes à travers le temps, il y a de nouveaux acteurs impliqués au fil du temps et sans nécessairement changer complètement d'opinion, plusieurs d'entre eux ont altéré leur position à un moment ou à un autre depuis 1999. Cette réaction est plus visible chez les acteurs qui prennent part au conflit depuis longtemps. C'est notamment le cas de ceux qui ont activement participé à la patrimonialisation du bâtiment et qui semblent aujourd'hui perplexes quant à l'idée d'une reconstruction à l'identique. Il faut dire qu'à l'époque de la patrimonialisation, le bâtiment paraissait en danger immédiat. Aussi, comme le remarque entre autres Veschambre, la patrimonialisation est presque toujours engagée dans un état d'urgence : « Pour qu'un héritage soit patrimonialisé, il faut nécessairement un événement déclencheur qui remette en cause son usage antérieur et sa conservation, changement de propriétaire, projet de démolition... Apparaissent alors des points de vue différents sur le traitement de cet héritage et des intérêts contradictoires sur l'usage de cet espace » (2008, p. 24). On remarque plus généralement aussi une coupure entre la perception du bâti avant et après le

bombardement ainsi qu'un changement de perspective entre la première rencontre, qu'on pourrait qualifier de « naïve », et la rencontre de l'expert. De façon générale, on remarque également que l'opinion de certains acteurs, pensons notamment aux adeptes de la démolition et aux journalistes, évoluent au rythme de l'offre économique. En effet, pour ces acteurs le Generalštab devient une priorité seulement lorsque se présente une possibilité d'investissement. Au contraire, pour ceux qui préféreraient une conservation partielle ou entière du bâtiment et surtout pour les architectes, ce dernier reste plus généralement une priorité. Il faut dire que pour les architectes et autres amateurs d'architecture, le complexe du Generalštab est considéré comme un héritage de Nikola Dobrović lui-même. Ainsi, parce que les adeptes de la démolition s'intéressent davantage au futur et les adeptes de la conservation au passé, ces deux groupes se situent à l'intérieur de deux temporalités opposées, leurs expériences et aspirations sont aussi liées à deux temporalités différentes. C'est aussi pour cette raison que la discussion s'avère difficile entre les parties. On n'est pas donc pas très loin d'une coexistence de perceptions, telle que l'appréhende Chesneau dans son étude sur Port Moresby. On peut également faire un rapprochement avec la réflexion de l'auteur au sujet du temps de la transition qui vient introduire une forme d'insécurité dans l'expérience du lieu. Dans le cas du Generalštab, on remarque en effet que la multiplicité des significations et la double temporalité participent à complexifier et ralentir la transition du lieu. Conséquemment, le temps est vécu dans l'incertitude. On pourrait ajouter ici que la transition du complexe militaire se produit en parallèle avec la transition politique et économique du pays. Celle-ci, bien ancrée dans notre époque contemporaine de vitesse et de développement rapide, vient certainement accentuer l'impression de lenteur et de stagnation. Ainsi, comme le pense Benjamin et Koselleck (1985), la vitesse des temps modernes serait vectrice d'une incertitude qui semble ralentir les possibilités, le futur.

Finalement, comme nous l'avons déjà soulevé, le conflit qui entoure le Generalštab se construit autour d'un problème de représentation. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre de cette thèse, la représentation est un processus qui inclut à la fois l'idée qu'on se

fait du signe et l'image qu'on nous donne à voir. La représentation inclut également la forme mimétique qui peut découler de ces premières interprétations. Si l'on prend l'exemple du Generalštab, on constate d'emblée que les acteurs concernés ne semblent pas avoir de vision globale du conflit. Par exemple, les participants aux entretiens avouent eux-mêmes tenir leurs informations des articles de journaux locaux, même s'ils se disent conscients que ces derniers se tiennent le plus souvent du côté de la pure spéculation. Ces articles de journaux sont remplis de lieux communs, mais peu d'entre eux proposent d'évaluation exhaustive du problème. On y répète souvent les mêmes phrases toutes faites, les mêmes opinions et on y invite les mêmes acteurs depuis le bombardement de Belgrade. Ainsi, l'idée qu'on se fait du signe et l'image qui nous est donnée à voir sont largement portées par les médias. À une autre échelle, plusieurs participants ainsi que plusieurs articles de journaux nous parlent du symbole de Sutjeska. On parle ici d'une symbolique qui date de l'époque de la construction et qui renvoie à une époque passée. Encore une fois, il s'agit ici d'une symbolique imposée dont on ne semble pas toujours savoir d'où elle vient. En effet, peu se réfèrent à l'article dans lequel Dobrović mentionne cette symbolique. Qui plus est, un architecte affirme qu'on parlait de Sutjeska avant même que Dobrović lui-même le mentionne²⁶⁶. D'une certaine manière, le Generalštab en vient à se perdre à l'intérieur d'une multiplication de significations. Contrairement à ce qu'on reconnaît généralement au processus de patrimonialisation, le cas à l'étude ne semble pas avoir de récit linéaire, de narration proprement identifiée. En effet, si la patrimonialisation implique souvent la création d'un récit officiel clair, l'évaluation du Generalštab manque de cohérence et le complexe militaire n'est pas mis en valeur ou en spectacle comme le sont souvent les objets patrimoniaux.

5.2.3 Conflit de représentation et d'appropriation de l'espace

Le Generalštab a donc plus d'une signification, qu'elle soit personnelle ou officielle, qu'elle

²⁶⁶ C007/M/50-69/Architecte/EU.

soit d'origine ou construite à postériori. Ce sont d'ailleurs ces représentations qui portent l'essentiel du conflit qui entoure le bâtiment à l'étude depuis sa destruction. Nous nous sommes demandés s'il s'agissait vraiment là d'un « conflit » ou s'il serait préférable de parler de tensions ou de confrontation. Or comme l'affirme Dahrendorf, le conflit tient d'une lutte ou d'une opposition entre des antagonistes. Ainsi, toutes les formes de relations qui impliquent une incompatibilité sont des conflits (1959, p. 135). Par contre, le conflit qui nous intéresse ici ne tient pas tout à fait du débat public puisqu'il n'inclut jamais vraiment d'échanges. Toutefois, à travers les différentes stratégies employées par les antagonistes, il y a tout de même des confrontations et de la compétition. Ainsi, les oppositions peuvent parfois nous sembler floues ou multiscalaires et les antagonistes sont à la fois multiples et changeants, mais le conflit reste relativement clair. En effet, le conflit du Generalstab se lit d'abord et avant tout comme un conflit entre patrimonialisation et démolition, qui se tisse à partir du bombardement (et plus activement à partir de 2004) jusqu'à nos jours. Cette première couche du conflit, que l'on peut aisément situer dans l'espace-temps, s'accompagne toutefois d'une série d'autres controverses qui changent, se multiplient et évoluent. Cette multiplication des conflits tiendrait justement de l'évolution des perspectives à travers le temps. En effet, comme on l'a déjà vu dans le cadre de notre chapitre conceptuel, les conflits territoriaux sont généralement le produit de perceptions et d'approches différentes concernant le lieu, son histoire, son présent et son futur. Selon Dziedzicki (2003), le conflit territorial se distingue du conflit interpersonnel ou public en ce qu'il concerne principalement les représentations de l'espace. De cette manière, ce type de conflit est également révélateur des valeurs prônées par les acteurs impliqués dans le conflit.

Dans le premier chapitre de cette thèse, nous avons présenté différents types de conflits territoriaux, cherchant à mieux cerner le conflit qui entoure le lieu abandonné en transition. En effet, nous avons constaté que ces lieux indéterminés qu'on définit à la fois par rapport au passé et au futur, étaient souvent moteurs de conflit dans la ville contemporaine. Dans ce contexte, nous nous sommes particulièrement intéressés aux conflits d'aménagement,

d'urbanisme ou de planification, lesquels concernent très largement l'aménagement et le réaménagement des villes. À travers les textes de Minnery (1985), Dziedzinski (2003) et Subra, nous avons déterminé qu'on pouvait catégoriser ces conflits de différentes manières. La catégorisation de Minnery concerne la planification de projet et propose quatre grandes familles : 1) des conflits sur l'environnement de la planification urbaine (*conflicts over urban planning*); 2) les conflits liés à la planification urbaine (*conflicts in urban planning*); 3) les conflits de planification urbaine (*conflicts of urban planning*) et; 4) les conflits qui découlent de la planification urbaine (*conflicts through urban planning*). Dziedzicki (2003) propose également quatre grandes familles de conflits, lesquelles sont plutôt liées à l'aménagement : 1) le conflit fondé sur les incertitudes; 2) le conflit substantiel sur la réalisation d'un aménagement; 3) le conflit de procédure dans la participation des citoyens; 4) le conflit structurel, qui touche la séparation des pouvoirs décisionnels (2003, p. 635). Plutôt que d'informer sur l'objet même du conflit, ces grandes familles révèlent des formes de réactions au conflit. Ces catégories sont certes révélatrices, elles précisent et distinguent différentes positions face aux projets d'aménagement et planification. Or, comme on l'a vu, les lieux abandonnés deviennent souvent le lieu de régénération urbaine. Ainsi, ces types de conflits sont pertinents pour l'étude de la transition des lieux. Le Generalštab se trouve toutefois dans une position légèrement différente. En effet, dans son cas, le conflit précède non seulement la construction, mais la présentation d'un projet d'aménagement. Aussi, si l'on s'entend généralement sur la nécessité d'un changement, on ne s'entend pas toujours sur la transition à opérer. Même les tenants de la conservation de la ruine proposent un minimum d'aménagement, visant la transformation du lieu à l'abandon en lieu de mémoire ou en lieu de villégiature. Plusieurs idées de transition sont proposées, mais il n'y a jamais eu de proposition officielle, ni de démarche qui engagerait une réelle transformation. En 2014, les propriétaires ont certes procédé à la destruction du Hall du bâtiment B, mais ce changement n'avait pas été préalablement annoncé et il ne présuppose à priori aucune autre mutation.

Subra propose une lecture légèrement différente du conflit d'aménagement, qui s'avère fort

pertinente dans le contexte du cas à l'étude. Dans un premier temps, l'auteur reconnaît que le conflit d'aménagement ne concerne pas seulement la faisabilité technique ou financière d'un projet, mais aussi sa faisabilité politique. C'est d'ailleurs en partie pour cette raison qu'il préfère l'appellation « géopolitique de l'aménagement ». Cette réflexion va de pair avec celle de Veschambre pour qui derrière tout argument technique ou financier on trouve également des représentations et idéologies. C'est d'ailleurs cette même impression qui nous a initialement encouragés à chercher plus loin que la seule limite financière pour expliquer la situation du Generalštab. Même si le cas du Generalštab n'est pas exactement un cas de projet d'aménagement, les données recueillies sur le terrain confirment que même si le manque d'argent est manifestement au cœur du problème, le cas comporte également un problème de faisabilité technique et surtout un problème de faisabilité politique. En entretien, le problème de la faisabilité financière a souvent été soulevé. Plusieurs participants ont toutefois critiqué l'opacité de cette donnée. En effet, si les journaux locaux nous transmettent des discours pro-démolition dans lesquels on nous dit qu'une reconstruction à l'identique serait impossible et qu'il serait plus avantageux de vendre le terrain sans le Generalštab, aucune étude de faisabilité n'est présentée. Il est évident qu'il serait plus facile de vendre le terrain sans sa ruine, mais rien ne nous dit que cette solution serait plus avantageuse pour l'Armée. Rien ne nous dit non plus qu'il existe actuellement un marché pour un terrain dans ce secteur. En effet, même si le complexe est au centre de la ville, cette zone est principalement institutionnelle et l'activité commerciale s'est aujourd'hui largement déplacée dans la municipalité de Novi Beograd. Ce terrain ne serait-il pas de moins en moins intéressant pour les investisseurs immobiliers? Et puis, quels types d'investisseurs pourraient s'avérer intéressés? Sera-t-il alors nécessaire de changer le zonage? Il faut aussi se rappeler que ce territoire est inclus dans la zone protégée de la vieille ville. Ainsi, il n'est pas dit qu'un investisseur pourrait reconstruire comme il l'entend sans quelques obstacles. Les participants rappellent également que les chiffres présentés dans les journaux locaux se contredisent, comme s'il s'agissait encore une fois d'estimations sans fondement. En effet, à la lecture de ces articles, on s'aperçoit que les journaux

proposent différentes évaluations. Premièrement, on ne semble pas s'entendre sur la valeur de la ruine (*Balkan*, 5 décembre 2004; *Blic*, 25 novembre 2004; *Danas*, 6 avril 2001; *Politika ilustré*, 8 décembre 2001; *Politika*, 24 octobre 2002, 23 novembre 2002; *Nacional*, 16 février 2002; *Reporter*, 4 mars 2001). Deuxièmement, on ne s'entend pas non plus sur la valeur marchande du terrain (avec ou sans la ruine) (*Blic*, 21 août 2006, 14 septembre, 17 septembre et 26 octobre 2007, 8 février 2011; *Danas*, 14 septembre 2007; *Glas Javnosti*, 15 septembre 2007; *Politika*, 24 août 2006; *Vreme*, 27 septembre 2007). Troisièmement, d'autres articles ne s'accordent pas sur le coût d'une reconstruction (*Pressonline*, 7 juillet 2010; *Večernje Novosti*, 5 février 2003). Il est alors surtout précisé qu'il serait moins dispendieux de détruire que de reconstruire. Il faut ajouter à cela que les articles ou les acteurs interrogés dans ces derniers n'indiquent pas toujours leurs sources. On mentionne toutefois une évaluation de l'Institut des matériaux (département du ministère de la Défense) et une autre réalisée par des experts de la Faculté d'ingénierie de l'Université de Belgrade. Il semblerait que ces deux évaluations aient été commandées par l'Armée, mais elles ne sont pas accessibles au public. Finalement, ces articles ne nous informent pas sur le marché et les réelles possibilités marchandes.

Si l'on s'attarde ensuite à la question de la faisabilité technique, on s'aperçoit de manière générale que le sujet est assez peu mentionné du côté des experts architectes et historiens de l'art. Par exemple, dans plusieurs articles, l'architecte Bojan Kovačević insiste sur la faisabilité d'une reconstruction à l'identique, sans toutefois préciser la manière. Il est d'ailleurs à noter que l'évaluation même du bâtiment par l'Institut pour la préservation des monuments culturels de Serbie ne précise jamais ce qu'elle signifie par « reconstruction à l'identique »? L'utilisation des mêmes matériaux est implicite, mais souhaite-t-on le recyclage des matériaux non endommagés du bâtiment? Dans ce cas, une reconstruction pourrait s'avérer difficile puisque les matériaux utilisés par Dobrović, notamment la pierre rouge, s'usent rapidement et leur couleur s'estompe avec le temps. En entretien, une

participante affirme d'ailleurs que la faisabilité technique d'une reconstruction à l'identique n'est pas aussi évidente que l'affirme Kovačević²⁶⁷. Elle précise que les règles en matière de bâtiment ont changé depuis la construction du monument culturel et qu'il faudrait modifier plusieurs points. Elle rappelle également que même pour la façade, qui est finalement l'objet principal de la protection, il y aurait certainement des oblitérations à faire. Dans les journaux, cette faisabilité technique est aussi peu abordée. Certains articles nous informent toutefois que l'Institut des matériaux (département de l'Armée) croit qu'il est possible de reconstruire le complexe. Il serait toutefois nécessaire d'opérer des changements dans l'infrastructure pour que le bâtiment réponde aux nouvelles réglementations de construction et les coûts d'une telle reconstruction s'avèreraient exorbitants (*Pressonline*, 7 juillet 2010; *Večernje Novosti*, 20 mai 2010; *Vreme*, 14 octobre 2010). Finalement, contrairement aux deux autres types de faisabilité, la plupart des acteurs que nous avons interviewés ont parlé ou tenu compte de la faisabilité politique de la reconstruction ou de la démolition. En effet, même si l'on s'entend pour dire que l'État n'a pas les moyens de procéder à une transformation de ce complexe militaire, on explique plus souvent la stagnation du Generalštab par un conflit de représentation. Or, comme nous l'avons vu à maintes reprises déjà, les différentes représentations du bâti sont toutes reliées de près ou de loin à la politique locale et plus particulièrement aux questions de gestion de la mémoire et de l'identité.

Dans son étude de la géopolitique de l'aménagement, Subra nous propose aussi une catégorisation des conflits. Contrairement à Minnery et Dziedzinsky, cette catégorisation concerne principalement le type d'aménagement. Selon lui, il y aurait des conflits autour des aménagements menacés, des aménagements convoités et des aménagements rejetés. Les aménagements menacés sont ceux dont la continuité actuelle est mise en danger. Dans le cas des lieux à l'abandon, même s'ils ont souvent perdu leur fonction originale depuis longtemps, on pourrait certainement parler de ce type de conflits lorsque les lieux

²⁶⁷ C004/F/30-49/Architect/S.

abandonnés ont été réappropriés par une ou des populations au fil du temps. L'aménagement convoité met en relief des conflits de pouvoir et des luttes d'usagers. L'aménagement rejeté correspond davantage aux conflits qui entourent les questions environnementales et de nuisances sociales. La catégorisation de Subra tient compte de la temporalité des conflits. Elle comprend entre autre une forme de conflit qui est en amont du projet d'aménagement : le conflit autour de l'aménagement convoité. C'est probablement cette catégorie qui se rapproche le plus de notre cas d'étude. En effet, dans le cas du Generalštab, il y a des rivalités entre les acteurs au sujet d'un territoire. Le conflit à l'étude se joue pourtant à plusieurs niveaux. D'abord, même s'il n'y a pas de projet d'aménagement proposé, il y a une rivalité entre deux projets fondamentaux : celui de la reconstruction et celui de la démolition. Derrière cette dualité, se cache aussi un désaccord quant à la patrimonialisation du complexe. Ensuite, on retrouve à l'intérieur du conflit principal une série de désaccords sur la signification passée, présente et future du bâtiment à l'étude. On peut donc dire que les types de conflits s'entrecroisent. D'un côté, la patrimonialisation se trouve actuellement menacée alors que de l'autre, elle est rejetée. De la même manière, la reconstruction et la démolition sont à la fois convoitées et rejetées. Dans son texte, Subra postule d'emblée que les trois formes de conflits peuvent s'entrecroiser; on peut percevoir le territoire de diverses manières et le conflit peut également évoluer dans le temps. Dans le cas du Generalštab, on pourrait d'ailleurs supposer que l'entrelac de conflits devient lui-même moteur de conflits, comme si la multiplication des sens et des temps dans un espace-temps de l'incertain et de l'insécurité devenait sujette à davantage de conflits et à de tensions. À ce sujet, on relève d'ailleurs une certaine forme d'impatience dans les discours sur le Generalštab et les conflits qui l'entourent. Le long terme devient sujet de controverse et l'on pourrait presque proposer un nouveau type d'aménagement : l'aménagement stagnant ou dormant, l'aménagement de l'en-attendant...

Comme le révèlent les différentes catégories que propose Minnery, Dziedzinsky et Subra, les conflits d'aménagement en général sont à la fois des conflits de représentation (parce

qu'on ne s'entend pas sur le sens et la valeur des lieux) et des conflits d'appropriation (parce qu'on ne s'entend pas sur la forme, le statut ou l'utilisation de ces mêmes lieux). On pense souvent l'appropriation de l'espace comme une prise de possession des lieux. Pour s'approprier, il faudrait habiter, expérimenter et participer à l'identité de l'espace. De ce point de vue, le Generalštab ne pourrait être considéré comme un espace approprié. Cette absence d'appropriation est d'ailleurs souvent soulevée dans les entretiens que nous avons conduits. Si comme l'affirme Kerouaton (2000), « il n'y a de réalité patrimoniale que dans l'appropriation », on pourrait aller jusqu'à se demander si la patrimonialisation du complexe est réellement valide ou pertinente. Or pour Veschambre, la patrimonialisation et la démolition sont tous deux des actes d'appropriation; il s'agit dans les deux cas d'un passage de la *trace* à la *marque*. Du côté de la patrimonialisation, l'auteur rappelle que certes l'inscription de la collectivité dans l'espace passe par l'appropriation du patrimoine : « La (ré)inscription dans une continuité, dans une histoire, dans le temps, passe par la réappropriation d'héritages patrimonialisés, édifices, lieux, paysages, espaces : le patrimoine permet aux individus et aux groupes sociaux de s'inscrire dans le temps par l'espace (Halbwachs, 1950) » (2008, p. 40). Mais la patrimonialisation elle-même est un acte d'inscription identitaire : « Patrimonialiser c'est s'inscrire dans l'espace : identification, visibilité, marquage » (2008, p. 40). À l'inverse, si patrimonialiser c'est s'inscrire dans l'espace, la démolition impliquerait une désinscription. On pourrait certes croire que la démolition souligne un désintérêt à priori, qu'on démolit ce qui n'est justement pas approprié, mais dès lors qu'un lieu est construit et utilisé, n'est-il pas déjà investi, qu'il soit apprécié ou déprécié? Les travaux de Halbwachs nous rappellent que la mémoire des hommes se construit à partir de l'espace : « Il n'y a pas de mémoire possible en dehors des cadres dont les hommes vivant en société se servent pour fixer et retrouver leurs souvenirs » (Halbwachs, 1994, p. 79). C'est donc dire que la démolition des repères spatiaux, des lieux, est une forme d'appropriation qui insinue simplement l'effacement d'une forme d'appropriation précédente.

Dans le cas du Generalštab, on pourrait donc dire que la patrimonialisation engage une

forme d'appropriation de l'espace. Peut-être que pour défaire ou discréditer cette appropriation, les propriétaires auraient décidé de se (ré)approprier les lieux à travers une démolition partielle du bâtiment B en 2014. Comme nous l'avons déjà mentionné, la population citoyenne est probablement la plus laissée pour compte dans cette histoire puisqu'elle n'a pas sa place dans le conflit et elle n'a pas non plus la possibilité de s'approprier les lieux de manière physique. Elle pourrait certes se mobiliser et s'organiser pour promouvoir un parti ou un autre, mais hormis quelques commentaires à la suite d'articles de journaux, elle semble relativement désintéressée. Les propos des participants aux entretiens ont révélé que la population s'est en fait toujours sentie détachée de ce complexe militaire. Dans leurs travaux sur la friche, Ambrosino, Andres, Janin et Grésillon (Ambrosino et Andres, 2008; Andres et Janin, 2008 et Andres et Grésillon, 2011) affirment que la période de transition du lieu à l'abandon permet souvent l'appropriation (Ambrosino et Andres, 2008, p. 38). Andres et Grésillon (2011) distinguent encore deux types de transition : celles qui ne génèrent pas de réappropriation et celles qui génèrent des appropriations informelles. Or, les auteurs sous-entendent que seule une forme physique de réappropriation peut éventuellement mener à une transition du lieu. Ils s'intéressent d'ailleurs principalement aux formes d'appropriations marginales ou artistiques qui accompagnent souvent les lieux à l'abandon. Aujourd'hui, les appropriations artistiques de la friche et de la ruine sont devenues courantes. Pourtant, Drouin nous rappelle que ces appropriations renforcent l'effet transitoire du lieu plutôt que d'assurer une continuité sur le long terme :

Entre la désaffectation et la requalification, les friches [sont] laissées à la merci de la population urbaine qui, par de multiples interventions, se les réappropri[ent]. Les artistes, par exemple, en utilisent la poésie pour présenter des œuvres ou des événements, comme à Montréal, où le silo no 5 se transforma en instrument de musique grandeur nature – le silophone – que les visiteurs avaient la charge de faire jouer; ou à Douarnenez, lorsque l'ancienne conserverie de sardines Quéré, sur le point d'être reconvertie en médiathèque, prêta ses murs éventrés à l'exposition du peintre Paul Bloas. Dans les deux cas, le caractère éphémère et marginal de l'intervention renforçait l'état transitoire et exceptionnel de la ruine. En effet, seul le contre emploi artistique des bâtiments abandonnés en autorisait une visite officielle. (Drouin, 2006 : 5)

Dans le cas du Generalštab, il nous faut penser l'appropriation de manière différente pour

évaluer son impact potentiel. On peut toutefois aussi reconnaître que le manque d'appropriation informelle ou simplement citoyenne est au cœur du problème. Selon nos données, cette absence d'appropriation citoyenne est, encore une fois, intrinsèquement liée à la représentation du complexe dans la mémoire collective et la représentation du complexe est quant à elle liée à la gestion de la mémoire et de l'identité locale.

5.2.3.1 Le Belgrade bombardé : entre vie quotidienne et visite touristique

On parle ici de l'appropriation des institutions et de l'absence d'appropriation des citoyens, mais nos entretiens ainsi que quelques journaux locaux mentionnent également une tierce forme d'appropriation : celle des touristes. Celle-ci n'est certes pas primordiale, puisque le tourisme n'est pas encore largement développé dans la région, mais dans un contexte où Belgrade se positionne lentement mais sûrement sur la carte des villes « à découvrir », il semble important de se demander : qui commémore et à qui servirait la mise en valeur du passé, à la population locale ou aux visiteurs étrangers? Il n'existe aucune statistique nous révélant l'intérêt des touristes vis-à-vis de ce bâtiment en particulier. On remarque toutefois que le bâtiment est généralement mentionné dans les guides, les blogues de voyageurs et les articles de journaux étrangers concernant Belgrade. Dans la capitale, on remarque aussi que les touristes s'y attroupent, même si on ne peut ni photographier le monument, ni flâner dans le secteur. La question émane donc d'une expérience de visiteur, mais aussi de nombreuses observations sur le terrain. En effet, nous avons remarqué au fil des ans que si le bâtiment appartient aux trajectoires quotidiennes de la population, il appartient également aux trajectoires spécifiques des visiteurs. Pour la population locale, nos entretiens font valoir que plus le temps passe, plus la ruine est banalisée. Certains participants nous parlent de l'intérêt des touristes pour la ruine, mais la majorité s'inquiète d'une spectacularisation de cette cicatrice de guerre. En entrevue, une historienne de l'art reprochait même aux visiteurs étrangers de ne s'intéresser qu'à la mémoire blessée de la Serbie, demandant principalement à voir « *the bombed building* » et le mausolée de Tito. Elle reconnaît alors que les touristes culturels qui visitent la capitale serbe s'intéressent

largement à la mémoire récente du pays, principalement à l'histoire de la Yougoslavie de son inauguration à son démantèlement. À une autre échelle, une dizaine d'articles de journaux locaux admettent qu'il s'agit là d'une attraction touristique. Certains précisent toutefois que si les touristes sont attirés par les ruines de Belgrade, les Belgradois eux-mêmes apprécient moins la présence de ces cicatrices au centre-ville (*Blic*, 25 novembre 2004, 24 mars 2009; *Večernje Novosti*, 11 juillet 2009). Même si nous n'avons pas eu l'opportunité au cours de ce projet de nous intéresser plus précisément à la réception des citoyens, le magazine *NIN* a demandé à une dizaine de personnes ce qu'ils en pensaient dans un article datant de 2007 et ces derniers ont tous affirmé qu'il fallait transformer la ruine au plus vite, car celle-ci est gênante, et ce, même s'il s'agit d'une attraction touristique (*NIN*, 17 septembre 2007). De la même manière, si l'on s'intéresse à la façon dont les institutions touristiques locales²⁶⁸ utilisent les ruines de 1999, on s'aperçoit qu'aucune d'entre-elles ne mentionne le Generalštab comme site à visiter, et ce, même s'il s'agit d'un monument culturel. À la lumière de nos recherches et observations on pourrait avancer que Belgrade et ses citoyens cherchent à promouvoir une ville uniforme et harmonieuse qui serait en quelque sorte nettoyée de son sombre passé. À l'instar de Drouin (2010), on pourrait toutefois se demander s'il est réellement nécessaire que le patrimoine soit beau ou que la ville soit uniforme et harmonieuse pour attirer les touristes urbains?

D'une certaine manière, les touristes qui visitent aujourd'hui Belgrade se rattachent à cette nouvelle tendance qu'est le tourisme noir (Baillargeon, 2014). Ce dernier est décrit par Philip Stone (2006) comme « l'acte de voyager vers des sites qui sont associés à la mort, à la souffrance et au macabre » (2006, p. 146). Si cet intérêt pour les sites de la mort et de la souffrance trouve des traces dans l'histoire, Lennon et Foley (2006) remarquent un intérêt grandissant pour les événements récents : « *It is clear from a number of sources that tourist interest in recent death, disaster and atrocity is a growing phenomenon in the late twentieth*

²⁶⁸ Nous parlons ici principalement des institutions officielles comme l'organisation du tourisme de Belgrade et l'organisation du tourisme en Serbie. Nous avons également cherché à partir des centres d'information touristique de la ville ainsi que dans les guides de voyage locaux.

and earlier twenty-first centuries » (2006, p. 3). Dans un article de 2010 (*Večernje Novosti*, 2 mai), on parle effectivement du Generalštab comme d'une attraction morbide qui attire les touristes, s'interrogeant d'ailleurs sur l'impact de ce tourisme sur le laisser-aller du complexe. Mais le tourisme noir n'est pas seulement une forme de voyeurisme macabre. De récentes études montrent que cette forme de tourisme est surtout rattachée à la connaissance et à une volonté de commémoration (Biran, Poria et Oren, 2011; Bowman and Pezzullo, 2010; Podoshen, 2013). Comme certains participants l'ont aussi mentionné, le Generalštab n'est pas uniquement lié au bombardement, mais à la période yougoslave. Or, comme le constate Light (2010) à travers l'expérience de la Roumanie post-Ceaușescu, il y a un intérêt grandissant pour les traces du communisme en Europe de l'Est. De façon plus générale, on pourrait aussi considérer ce tourisme comme une recherche plus profonde de différence et d'unicité à une époque de reproduction et de saturation. En effet, on chercherait ici l'objet rare ou le lieu unique, étrange, différent. Nous rappelons à cet effet qu'en 2010, le site Internet Atlas Obscura (<http://Generalštab.atlasobscura.com/>) a ajouté le Generalštab à la catégorie *Incredible Ruins* des « curiosités mondiales ». Dans le contexte du Generalštab, ce tourisme nous ramènerait donc plutôt à l'idée d'une « célébration » de la ruine lancée par l'Atlas Obscura. Cette célébration passe d'ailleurs principalement à travers l'exploration urbaine, un type d'appropriation qui s'éloigne du processus de commémoration ou de deuil. Une telle pratique ne souligne ni ne minimise l'histoire, mais sert davantage la découverte et la curiosité que la mémoire. Pourtant, même si une mise en valeur de la ruine du Generalštab pouvait éventuellement répondre à cet intérêt touristique grandissant, la municipalité ne semble pas suivre cette visée ni valoriser l'appropriation qu'engagent les touristes de façon tout à fait informelle.

À l'inverse, la promotion de la ville festive s'adresse en grande partie à un public international et vise ainsi à encourager le tourisme dans la capitale serbe. Dans ce contexte, on peut se demander s'il ne s'agit pas là d'une forme de gestion du stigma à l'égard de la communauté internationale (Baillargeon, 2014). En effet, cette image festive est principalement publicisée à l'endroit des étrangers alors que la gestion des ruines du

bombardement de 1999 et le débat qui entoure sa protection concernent principalement la population locale. L'histoire de la patrimonialisation du Generalštab de Belgrade montre d'ailleurs qu'il s'agit là essentiellement d'un débat d'experts alors que la population locale n'est jamais réellement appelée à donner son avis. En revanche, le caractère festif de la ville est fortement lié à la population qui est sans aucun doute le véritable moteur de l'ambiance festive de la ville. Lorsqu'il fait l'inventaire des éléments attractifs de Belgrade, Stojanović (2010) souligne d'ailleurs l'attrait de cette ambiance festive (2010, p. 100) et soutient que si la ville de Belgrade connaît aujourd'hui la popularité, c'est que la population y fait la fête, créant différentes ambiances dans la ville. Stojanović souligne aussi que le milieu culturel belgradois est essentiellement porté par des individus et des groupes spécifiques et qu'il n'y a encore aujourd'hui pas ou peu de consolidation entre ces groupes (2010, p. 99). Le phénomène est donc engagé par des individus qui entreprennent leurs projets de façon indépendante. Si ces projets sont de plus en plus encouragés par les autorités en place, c'est surtout qu'on y perçoit un potentiel économique (touristique et local).

La gestion d'un passé lourd est ainsi, bien évidemment, beaucoup plus complexe que celle d'un futur festif. Dans une étude portant sur les stratégies de gestion de l'impression adoptées par la Croatie dans le cadre d'une refonte du tourisme au lendemain des guerres des Balkans, Lauren A. Rivera (2008) propose un questionnement sur la difficulté de représenter un passé difficile. Elle rappelle qu'il n'est pas toujours possible pour un pays stigmatisé de se commémorer publiquement les moments litigieux de l'histoire. En effet, ces événements peuvent embarrasser ceux qui parrainent ou participent au souvenir, ou ceux qui sont commémorés. Ils peuvent également être émotionnellement chargés, notamment s'ils sont associés à la perte ou à d'autres malheurs. Et, finalement, ils peuvent être contestés parce qu'ils ont le potentiel de générer des conflits (2008, p. 616). Face à ces difficultés, il existe différentes stratégies de gestion du passé. Rivera en distingue trois : l'isolation, la commémoration et la dissimulation. Or, tout pays ou toute ville ne peut pas nécessairement opter pour la stratégie de son choix. En effet, ces stratégies dépendent de plusieurs facteurs : 1) Le pays est-il discrédité, « discréditable » ou reconnu victime? 2) Les

événements sont-ils anciens ou récents? 3) Les événements sont-ils toujours porteurs de conflits? (Rivera, 2008, p. 616-617) Si l'on s'en tient aux recherches de Rivera, on pourrait avancer que la Serbie a plutôt le profil de l'isolation. En effet, si on la compare à la BIH qui est généralement considérée comme victime ou la Croatie qui serait plutôt « discréditable » que « discréditée », la Serbie est manifestement discréditée. Ajoutons que les guerres du démantèlement étant plutôt récentes et les discours sur les guerres encore conflictuels, il s'agit donc d'un sujet extrêmement sensible qui ne peut pas être dissimulé. En effet, face à la communauté internationale, et dans un contexte où le pays est en lice pour entrer dans l'Union européenne, la Serbie n'a pas avantage à gommer les traces de son histoire récente. Elle n'a pas non plus avantage à mettre de l'avant cette mémoire à l'échelle locale. Prises entre deux possibilités de représentation, les ruines du Generalštab restent donc là, intouchées et abandonnées, incarnant les restes d'une Belgrade bombardée.

Notre analyse des données nous permet de tisser des liens entre les lieux à l'abandon, la gestion du passé et les conflits de représentation et d'appropriation qui y sont liés. On y constate, encore une fois, que le cas du Generalštab n'est pas un simple cas de lieu à l'abandon, mais figure plus largement un problème de gestion de la mémoire à une époque de régénération urbaine et de transformation de l'image de la ville. Si l'on revient à notre conceptualisation des lieux de mémoire et d'oubli, comment se distingue le Generalštab? S'agit-il d'un lieu de mémoire ou d'un lieu de l'oubli? Ce que nous constatons ici, c'est que le bâtiment à l'étude est en fait tiraillé entre ces deux opposés. Il est possible de s'attarder à chacune de ces temporalités, mais il est également nécessaire de se pencher sur le sens qui s'est construit entre l'avant et l'après. Dans le cas du Generalštab, cet espace-temps de transition, nous l'avons constaté est d'autant plus important qu'il dure depuis 15 ans. Dans ce contexte, le temps, ou la stagnation, est à la fois la conséquence et le catalyseur d'un problème qui ne semble pas vouloir se résoudre. C'est à la lumière de cette réalisation que nous avons proposé qu'il s'agissait d'un lieu de l'en-attendant, mais de quoi est-il réellement question ici? Comment distinguer ce lieu de l'en-attendant et comment le reconnaître?

5.3 Le lieu de l'en-attendant

Comme on l'a vu au chapitre 3, dans son article publié en 1961, Nikola Dobrović proposait de considérer l'importance primordiale du vide pour la construction d'un espace en mouvement (Dobrović, 1998, p. 115-134). La théorie qui accompagne l'architecture du Generalštab est fortement influencée par l'*Évolution créatrice* (1959) du philosophe français Henri Bergson et plus particulièrement par sa réflexion sur le mouvement et sur la durée. En effet, pour Bergson, le mouvement (le passage d'un état statique à un état de mobilité) construit la durée qui est fondamentalement *créatrice* (ou moteur de création). À travers sa lecture de Bergson, Dobrović note qu'il existe quatre temporalités : celle du passé, celle du présent et celle du futur, mais aussi, plus révélatrice peut-être, celle de la durée. C'est cette temporalité que l'architecte tend à souligner avec son concept d'espace ou d'architecture en mouvement et c'est aussi ce concept qu'il tend à matérialiser à travers les cascades du Generalštab et le passage de la rue Nemanjina au centre du complexe militaire. Avec le Generalštab, il tend ainsi à créer un espace pour la durée, un espace où l'expérience visuelle de l'architecture invite non seulement à prendre conscience du temps, mais à engager l'évolution créatrice. Selon lui, le vide était l'espace du mouvement, de la continuité et de la création, mais aussi le lieu d'une expérience individuelle et collective. En effet, le vide permettait une nouvelle reconnaissance du paysage architectural, et plus encore, l'évolution des sens de l'homme. Sans entrer dans le détail de la lourde philosophie de l'architecte, nous pensons, comme lui, que le vide urbain, ce lieu que nous avons qualifié de « négatif » (qu'il soit espace inoccupé, vacant, abandonné, détruit, en friche, en ruine, etc.), est essentiel à la ville et à l'expérience urbaine. S'il est essentiel, c'est qu'il est porteur d'un sens qui nous est nécessaire pour comprendre l'évolution de la ville et de la société qui y habite (Janin et Andres, 2008). Le vide urbain que l'on pourrait reconnaître aussi bien dans le terrain vague ou vacant que dans la friche ou dans la ruine est un territoire qui non seulement figure à la fois le passé et le présent, mais qui, d'une certaine manière, préfigure l'*à venir*. De cette manière, il permet un dialogue permanent et continu entre l'espace et le temps : il donne à voir l'espace en mouvement. En parallèle des questionnements bien de

son époque, Dobrović pensait d'ailleurs ce vide comme la césure nécessaire entre deux images pour, comme au cinéma, assurer un montage qui permettrait une continuité. En effet, le vide urbain se présente en quelque sorte comme une césure entre deux états statiques et la continuité visuelle qu'assure l'expérience du passant nous permettrait d'expérimenter le montage. Pensé de cette manière, le vide urbain pourrait être compris comme un lieu fondamental à l'expérience de la ville : un lieu de pause spatio-temporelle qui nous permet de prendre un certain recul face au tissu urbain et face à son histoire.

C'est en réfléchissant à l'importance du vide que nous avons initialement pensé à l'importance des espaces abandonnés, vacants, en perte de sens pour la ville. Ces territoires sont des espaces de transition puisqu'ils sont appelés à changer de forme, de fonction et de sens au fil du temps. Ils figureraient en quelque sorte le développement de la ville, offrant un regard sur son passé et sur son futur et nous permettant aussi d'appréhender certaines transformations. Ainsi, la lecture de ces espaces peut offrir une meilleure compréhension de la ville contemporaine. Au fil des dernières années, guidés par un intérêt grandissant pour ces territoires intermédiaires, nous avons constaté que malgré leur statut transitoire, certains d'entre eux semblent stagner dans le temps, comme si l'attente du changement perdurait, comme si ces lieux s'installaient dans l'en-attendant. À partir de cette constatation, nous nous sommes demandés ce qui expliquait une telle stagnation. Nous nous sommes également questionnés sur l'impact que pourrait avoir cette stagnation sur la transition potentielle du lieu et sur les perceptions de ce même lieu. En nous penchant sur ces questions, nous nous sommes d'emblée aperçus que l'objet même de notre questionnement était difficile à saisir, nous avons donc pris le pari de le définir ou du moins de penser un concept, qui nous permettrait éventuellement d'opérationnaliser une question de recherche. Ainsi, nous avons élaboré le concept du « lieu de l'en-attendant ».

Nous entendons par « lieu de l'en-attendant » ce lieu porteur de sens qui a subi un bouleversement et qui est, depuis, en attente de transformation. Dans le cas du Generalštab, ce bouleversement est double, puisque Belgrade subit à la fois le

démantèlement de la Yougoslavie et le bombardement de l'OTAN. Le bombardement est certes une conséquence du démantèlement, mais les deux périodes font référence à des idéologies et à des symboles fort différents. On distingue entre autres choses les années socialistes de Tito des années nationalistes de Milošević. Cette attente de transformation est généralement comprise comme une transition. Et pourtant, le lieu de l'en-attendant, même s'il présuppose un avenir, n'inclut pas forcément de processus de transformation. Il peut être sujet à spéculations ou à projets, mais ces derniers ne sont jamais entrepris, d'où une latence stagnante, infructueuse. Ce lieu abandonné sur le long terme, conséquence d'un bouleversement, n'est pas appelé à rester comme tel, mais la transition, plutôt que de signifier le changement, désigne l'attente. Il va sans dire que toute transition engage une certaine attente, mais plus que tout autre lieu abandonné, le lieu de l'en-attendant est ce lieu qui stagne sur le long terme. En effet, le temps de l'en-attendant est un temps fondamentalement long, un temps qui dérange, un temps que l'on peut contester ou du moins questionner. Le cas du Generalštab est très représentatif de cette attente qui dérange. En effet, les participants ainsi que les articles que nous avons collectés n'ont que des reproches pour la stagnation du bâtiment. Jusqu'à un certain point, on a l'impression que le temps en vient même à diminuer le conflit tant l'attente devient l'enjeu principal. On remarque par exemple que certains acteurs pour la reconstruction se sont adoucis au fil du temps, comme désabusés par la stagnation du problème. En contrepartie, au fil du temps, plusieurs couches se sont ajoutées au conflit. D'une part, il y a continuellement de nouveaux acteurs impliqués et ces derniers ont parfois de nouvelles perceptions. D'autre part, les perceptions anciennes ont aujourd'hui de nouvelles significations, participant ainsi à alourdir le palimpseste de sens qui alimente le débat.

Même s'il stagne sur le long terme, le lieu de l'en-attendant a subi à travers le temps une forme de transformation; sa forme, sa fonction ou sa symbolique ont changé. Le bouleversement vécu aura d'abord modifié le physique du lieu et le temps qui passe participera finalement à le changer davantage. Il faut toutefois noter qu'après le bouleversement, l'abandon vient naturellement dégrader le lieu et son environnement, sa

forme physique restera toutefois relativement inchangée. Au lendemain du bouleversement, dans les jours et les années qui suivent, le lieu perdra également sa fonction initiale. Finalement, la perception du lieu se transformera aussi au fil du temps. L'histoire et le temps ont donc perturbé le lieu qui, en conséquence, subit aussi une certaine perte de sens. Durant cette période d'attente où le lieu significatif et positif devient laissé pour compte et quasi-oublié, on entamera généralement des démarches pour procéder à sa transformation. Pourtant, les années se passent sans qu'aucun projet (de destruction, de reconstruction, de réaménagement, etc.) soit entrepris. Si ce lieu en perte de sens devient parfois sujet de débats et de conflits, rien ne nous assure qu'il subira une nouvelle transformation et qu'il retrouvera un sens, qu'il soit ancien ou nouveau. De cette manière, le lieu abandonné est un lieu latent. Il n'est pourtant pas nécessairement voué à la disparition et il n'est pas non plus nécessairement sans voix, comme le serait le lieu dormant. En effet, ce lieu est le plus souvent accompagné de débats et de conflits concernant sa forme et sa signification.

Le lieu de l'en-attendant devient ainsi, à l'intérieur même de ces conflits, le lieu d'une multiplicité de sens et significations. Ces significations sont elles aussi au croisement du passé et de l'avenir. Cette multiplication des sens en vient même à poser un problème d'authenticité; de toutes ces significations et perceptions, laquelle est la plus réaliste ou représentative? Les débats entourant le lieu de l'en-attendant seraient ainsi fondamentalement politiques, usant de discours, de valeurs et d'imageries diverses. Selon McCann (2002), construire la signification d'un lieu est d'ailleurs un aspect fondamental de la politique et de l'économie d'une ville : « *The meaning-making discourses that are the major concern of cultural politics are fundamentally intertwined with the place-making politics of local economic development* » (2002, p. 385). Il s'agit même d'un processus nécessaire au développement économique, notamment pour attirer des investissements. Ces débats et conflits sont intrinsèquement liés à la gestion du passé et du futur. Ainsi, si ces débats et conflits ne participent pas d'un processus de réinvestissement ou de métissage, ils ne sont pas non plus des entre-lieux ou des mi-lieux. Le lieu de l'en attendant est un lieu de

l'entre-deux, entre le lieu passé et le lieu à venir, mais il n'est pas encore en processus de reterritorialisation. C'est aussi dire que ses fonctions, tant symbolique que pratique, sont également suspendues.

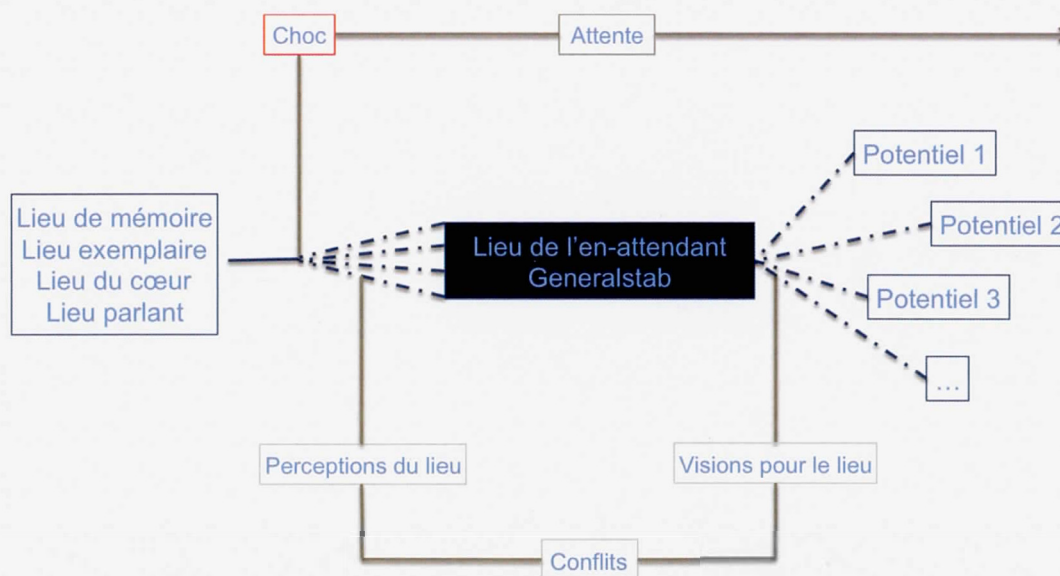


Figure 5.8 : opérationnalisation du lieu de l'en-attendant. Source : Taïka Baillargeon, octobre 2014.

5.3.1 La transition des lieux : l'attente, le temps de veille, l'éphémère continu

« Admettons qu'il ne se passe plus rien... qu'est-ce qui se passe alors? Rien. Rien que le temps. »
Jean Giono

« L'attente commence quand il n'y a plus rien à attendre, ni même la fin de l'attente. L'attente ignore et détruit ce qu'elle attend. L'attente n'attend rien. »
Maurice Blanchot

La temporalité est donc une caractéristique intrinsèque et essentielle du lieu de l'en-attendant, aussi est-il nécessaire de s'y attarder plus longuement. Cet abandon présuppose à la fois attente et latence. Cette attente peut certes être creuse, lasse ou impatiente, mais elle peut également être riche ou saturée de toutes les possibilités. Aussi, la multiplicité des possibles en vient parfois à ralentir un réel processus de changement. Dans ce contexte, comme le notait Nicolas Grimaldi (1993) dans sa « phénoménologie de l'attente », il est intéressant de noter que dans l'attente, la forme perçue (ici le lieu) devient secondaire au

profit du fond inaperçu (le temps) (1993, p. 37-38). Autrement dit, l'attente est motrice d'une transformation par laquelle ce n'est plus le lieu en soit qui prend sens, mais le temps qui passe. Le lieu devient en quelques sortes de « l'en-attendant » au moment même où l'attente devient sa caractéristique première, plus importante que son sens original, et que son sens à venir. C'est pourquoi nous ne pouvons l'assimiler au lieu en transition. Dans les figures de lieu que nous avons présentées en premier chapitre, seuls l'entre-lieu et le mi-lieu tiennent réellement compte de la temporalité du lieu et de sa potentielle transformation. Dans les deux cas, cette transformation prend toutefois place à partir du contact entre individus, à partir de la relation, d'un métissage et de la création d'un tiers lieu. Dans le cas du lieu de l'en-attendant, il y a une suspension. Cette suspension n'est pourtant pas vide de possibilités ou de réflexions, comme le souligne encore Grimaldi : « Quoi qui puisse arriver, c'est là en effet qu'il surgira (quelque chose). Aussi, pour le prévenir et n'en être pas surprise, la conscience ne cesse d'ausculter la chair du présent, s'efforçant d'y discerner, comme en un souffle, le moindre signe par lequel peut-être un avenir s'annonce » (Grimaldi, 1993, p. 38). L'attente suggère également une temporalité malvenue; un long terme, ou plutôt un très long terme. Plusieurs demanderont ce que nous entendons par « très long terme ». C'est précisément dans la formule « en-attendant » que l'on trouve une réponse. Le « très long terme » est évidemment une temporalité tout à fait subjective. Si le temps de l'en-attendant est le temps de l'attente, il est peut-être aussi le temps de l'impatience. Grimaldi nous parlerait en fait d'un temps de l'inquiétude (1993, p. 40 et 59). Le « très long terme » devient le temps qui est jugé trop long, imprévu, déconcertant.

Pour mieux comprendre ce temps de l'en-attendant qui en vient à caractériser et même à définir le lieu, il est intéressant de se pencher sur le concept de « temps de veille » que développent Ambrosino, Andres, Janin et Grésillon (voir Ambrosino et Andres, 2008; Andres et Janin, 2008 et Andres et Grésillon, 2011). En effet, en se penchant sur la dimension politique des mutations urbaines, ces auteurs s'intéressent particulièrement aux friches et à leurs trajectoires de transformations « au cours desquelles se juxtaposent et se heurtent des enjeux économiques, politiques, environnementaux, patrimoniaux ou encore culturels »

(Ambrosino et Andres, 2008, p. 38). Dans ce contexte, ils constatent que le temps d'attente entre l'abandon et le réinvestissement de la friche est porteur de sens et qu'il est « témoin de la manière dont une société gère son changement » (Janin et Andres, 2008, p. 63). En effet, le temps de l'entre-deux, ou de veille, constitue un moment charnière qui, même s'il n'implique pas d'appropriation propre, est moteur de réflexions qui se trouveront au cœur des transformations à venir :

Ce temps d'attente, de maturation, véritable temps de réflexion dans certains cas, constitue bien souvent un temps nécessaire pour accepter les changements fonctionnels, mais aussi pour revaloriser les territoires délaissés en donnant une marge de manœuvre aux acteurs responsables de la décision et en favorisant l'expression d'acteurs transitoires. Il permet de concilier les systèmes de valeurs qui peuvent, sinon, s'entrechoquer. (Janin et Andres, 2008, p. 77)

Pourtant, selon les auteurs, le temps de veille n'est pas seulement ce temps d'entre-deux et ne révèle pas simplement une forme passée et un projet à venir, « il révèle les stratégies différenciées des acteurs concernés : propriétaire, acteur public et acteurs informels » (Ambrosino et Andres, 2008, p. 38). Dans un article portant plus précisément sur les villes culturelles et créatives, Andres et Grésillon (2011) distinguent deux temporalités à travers deux cas de figure : « Premier cas de figure, c'est un temps d'entre-deux durant lequel la friche ne fait l'objet d'aucune réappropriation. Deuxième cas de figure, c'est un temps de veille durant lequel la friche est sujette à des réappropriations éphémères ou pérennes » (Andres et Grésillon, 2011, p. 18).

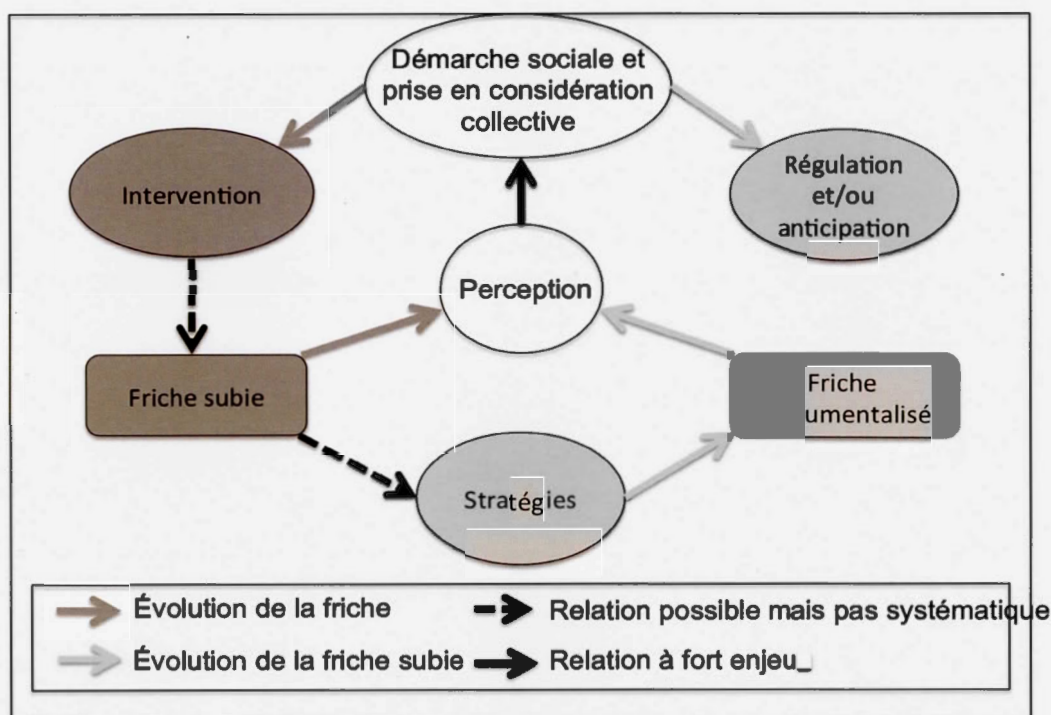


Figure 5.9 : l'évolution des friches subies et instrumentalisées : dispositifs et démarches. Source : Janin et Andres, 2007.

Dans les cas d'absence de réappropriation, on parlerait donc davantage d'un temps de l'entre-deux que d'un temps de veille. Ainsi, le temps de veille serait plutôt un temps de l'entre-lieu tel que l'entend Turgeon (1998). C'est-à-dire qu'il est moteur d'échange et qu'il engage certaines interventions. Ce tableau montre bien que la perception de la friche, qu'elle soit subie ou instrumentalisée, engage une certaine réaction publique qui poussera vers des interventions locales ou vers de nouvelles régulations. Ces interventions et changements prennent place pendant le temps de veille. En effet, pour Ambrosino et Andres le temps de veille est générateur d'appropriations informelles de la part de différents acteurs (2008, p. 39). De cette manière, le temps de veille s'éloigne du lieu l'entre-attendant qui ne génère pas nécessairement de stratégies claires ou du moins pas de développement. Comme on l'a vu avec Veschambre, la patrimonialisation peut certes être considérée comme une forme d'appropriation, mais Ambrosino et Andres parlent ici d'une appropriation spécifiquement physique, voire formelle, de l'espace. Or à Belgrade, il n'existe

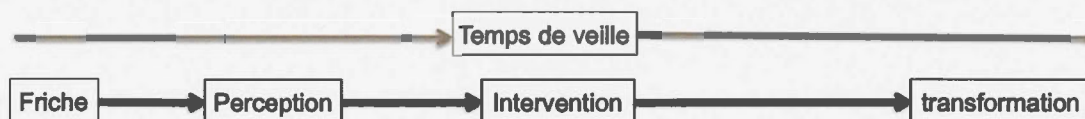
pas de telle forme d'appropriation des ruines de l'OTAN. Le projet que propose l'étudiant Filip Popović offre certes une place à l'appropriation citoyenne, mais le lieu y est complètement transformé. Un autre projet, présenté dans les réseaux sociaux en 2012, proposait une appropriation qui rejoindrait davantage le processus de « temps de veille ». Projekat Yutopia²⁶⁹ visait une appropriation de la rue entre les deux complexes du Generalštab. On proposait d'y raconter l'histoire du XX^e siècle à travers trente peintures représentant des moments historiques importants. Ces tableaux, œuvres d'artistes graffiteurs locaux, seraient installés sur la barricade qui entoure actuellement la ruine du complexe. Finalement, le projet n'a jamais été mis en branle. Il reste qu'il s'agissait d'une proposition intéressante qui permettait une intégration de l'art et de l'histoire, une continuité et une réflexion historiques en attendant la destruction ou la reconstruction. En laissant la place à des artistes actuels, le projet offrait également une plateforme d'appropriation contemporaine. Il appelait la population à flâner et ainsi à s'appropriier les lieux, leur donnant une nouvelle allure. On pourrait même avancer que, de cette manière, le projet respectait la philosophie derrière l'architecture, celle d'une architecture en mouvement. Ambrosino et Andres répondent de manière intéressante à un besoin de théoriser le temps de l'appropriation des lieux vacants, abandonnés ou désinvestis. Le lieu de l'en-attendant est pourtant marqué par un manque d'investissement politique, économique et idéologique.

Au cours de la présente recherche doctorale, nous avons participé à un colloque sur l'éphémère, organisé par le département d'histoire de l'art de l'Université de Kingston en Ontario (voir Baillargeon, 2013). L'objet de la présentation s'avéra être le noyau embryonnaire de ce concept du lieu de l'en-attendant. En effet, la ruine contemporaine (à l'inverse de la ruine du temps) y avait été présentée comme un objet « éphémère continu ». Cette idée d'« éphémère continu » est à la base de notre conception du temps de l'en-

²⁶⁹. Pour de plus amples informations sur le projet :

[<http://Generalštab.internetrepublika.rs/stav/predstavaljamo---projekat-yutopia---kako-reanimirati-generalstab--deo-i>], consulté en avril 2012.

attendant. D'emblée, l'éphémère continu n'est pas une simple temporalité, mais une temporalité qui permet une nouvelle valorisation de l'espace abandonné. En effet, le seul et unique fait qu'un lieu reste à l'abandon pendant une période exceptionnellement longue vient lui donner une raison d'être ou du moins justifier une réflexion plus profonde. En d'autres mots, ce phénomène temporel (de long terme) est à ce point inhabituel qu'il devient le qualificatif le plus important du lieu. Aussi, cet état de continuité à une époque de mondialisation, de saturation, de reproduction et de changements constants, crée une césure qui ne bouleverse pas seulement le paysage urbain, mais l'empressement de notre monde contemporain. Devant de tels lieux, nous sommes témoins de quelque chose qui ne devrait déjà plus être, de quelque chose qui ne durera pas. Nous sommes dans l'éphémère. Dans son *Peintre de la vie moderne*, Baudelaire décrivait la modernité comme transitoire : l'instant nécessaire à l'innovation (Baudelaire 2010 (1863)). L'éphémère serait ce moment transitoire. Ainsi, l'éphémère continu devrait être compris comme ce qui devrait subsister un bref instant, mais qui persiste dans le temps. Il est intrinsèquement lié à l'inconnu; nous ne savons ni le quand ni le comment de sa fin. Mais il est peut-être aussi lié à l'espoir de renouveau, parce que cet état ne saurait être permanent. L'éphémère continu est donc cette période d'entre-deux où l'on espère le mouvement et le changement.



Vs.

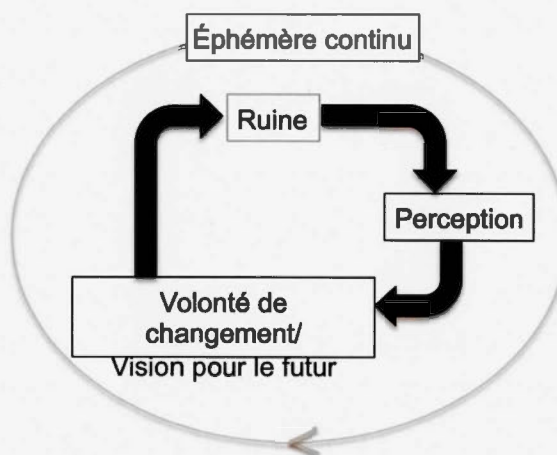


Figure 5.9 : le temps de veille versus l'éphémère continu. Source : Taïka Baillargeon, février 2013.

De cette manière, il s'agirait aussi en quelque sorte d'une forme d'appel à l'innovation et à la création, sans que celle-ci ne soit nécessairement réalisée (ce qui la distingue de l'entre-lieu de Turgeon et du temps de veille de Andres). Si l'on observe les deux schémas présentés ci-dessus, on remarque que le temps de veille présente un processus linéaire et fini. En effet, le processus temporel se termine forcément par une transformation. Le temps de l'éphémère continu est davantage un temps cyclique où le temps passé, présent et futur sont pratiquement interchangeables; la volonté d'innovation et la perspective du futur ne mènent pas vers la création de nouveau, mais retournent à la ruine. On pourrait toutefois supposer que le retour à la ruine ne se fait pas sans réflexion quant à son futur. Il y a donc un déplacement dans la réflexion et dans le sens du lieu. Ce déplacement-là est tout aussi important que la transformation physique des lieux. S'il y a avancement des perceptions, il n'y a néanmoins pas de débouchés quant au futur du lieu.

Ainsi, la ruine éphémère continue appelle au changement alors même qu'elle marque un profond malaise envers ce même changement. En effet, contrairement à la friche dont nous parle Andres, la ruine éphémère continue a une mémoire, elle est encore attachée à son histoire. Ainsi, si elle craint le changement, c'est justement parce qu'elle se rattache encore à son passé. Dans ce contexte, la volonté de changement présente une dualité profonde

entre un retour au passé et un progrès vers le futur. Ces deux partis semblent toutefois inconciliables et de cette manière, stériles. Ce lieu reste donc fondamentalement pris entre une valeur passée et la volonté de passer à autre chose.

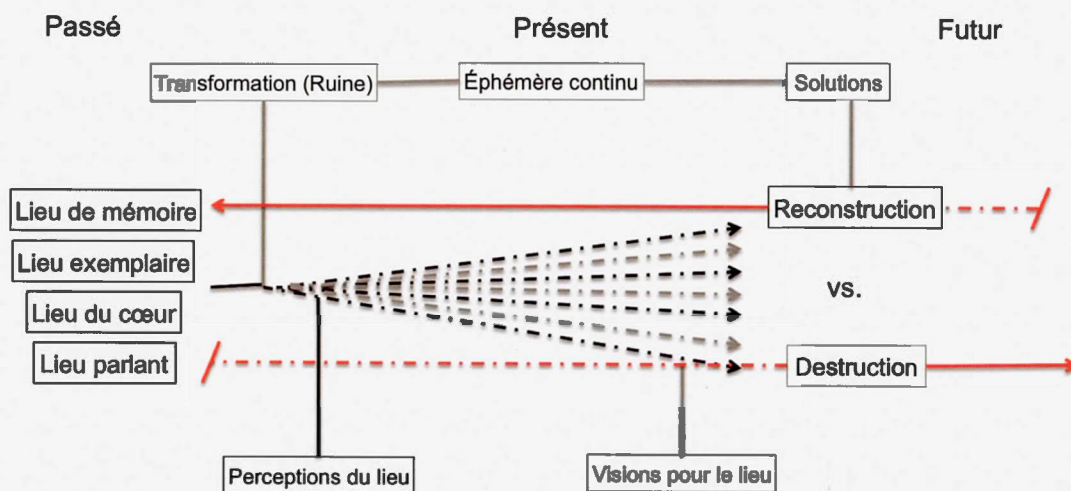


Figure 5.11 : schématisation de l'éphémère continu. Source : Taïka Baillargeon, février 2013.

Ce tableau montre bien le problème résultant de cette dichotomie. D'un côté, un retour au passé pourrait signifier un certain danger; un réinvestissement proprement historique créerait un ralentissement et préviendrait sur le long terme la création de nouveau (c'est-à-dire le progrès). Françoise Choay annonçait déjà ces dangers dans son *Culte du patrimoine*. Pour elle, ce culte « n'est justifiable qu'un temps : temps de reprendre souffle dans la course du présent, temps de réassurer un destin et une réflexion. Passé ce délai, le miroir du patrimoine nous abimerait dans la fausse conscience, la fiction et la répétition » (Choay, 1992, p. 189). Aussi, le retour en arrière risquerait de compromettre l'authenticité du lieu qui a déjà été transformé par l'abandon. En effet, une préservation ou une reconstruction du lieu passé ne nous rendrait jamais tout à fait ce qui a été perdu. D'un autre côté, la destruction complète dans le but d'inciter une construction nouvelle ne respecte pas l'histoire ni le sens du lieu. Si la forme de la ruine a changé à travers le temps, le sens originel continue d'exister, et ce, même s'il est nourri par de nouvelles couches de sens. De la même manière, rien n'assure que la nouvelle construction saura égaler l'ancienne au

point de vue de l'esthétique ou du symbolique. C'est donc cette dualité profonde qui serait à la base de l'éphémère continu. Une dualité qui serait à la fois spatiale et temporelle. La seule réelle différence entre le temps de l'éphémère continu et celui de l'en-attendant c'est l'espoir de l'innovation et de création. Dans le cas de Belgrade, même si tous les acteurs aspirent au changement, ils n'aspirent pas tous à l'innovation et à la création. Ce qu'ils souhaitent c'est principalement une transition : la mise en valeur de la ruine, la reconstruction à l'identique ou la démolition et la construction d'un nouveau bâti. Une seule de ces options nous mène vers une nouveauté réelle.

Le lieu de l'en-attendant est donc un espace particulièrement marqué par le temps. Parce qu'il est le résultat d'un bouleversement, il se distingue aussi d'autres lieux abandonnés par son attachement au passé. En fait, il se situerait à la rencontre entre la ruine et la friche : il est à la fois attaché à son passé et poussé vers son avenir. Ainsi, semblable à l'« Angelus Novus » de Paul Klee, le lieu de l'en-attendant « doit ressembler à l'ange de l'Histoire. Son visage est tourné vers le passé. [...] Il voudrait bien s'attarder, réveiller les morts et rassembler ce qui a été démembré. Mais du paradis souffle une tempête [...] Cette tempête le pousse irrésistiblement vers l'avenir auquel il tourne le dos [...] Cette tempête est ce que nous appelons le progrès » (Benjamin, 2000, p. 434). De par son rapport étroit aux temps passé et futur, le lieu qui nous intéresse est également au croisement entre la mémoire et l'oubli. Il est peut-être ce lieu de choix dans lequel se prennent en fait les décisions de gestion de la mémoire. Parce qu'il est en attente, le lieu de l'en-attendant est le lieu où se croisent à la fois toutes les significations (passées et potentielles). De la même façon, parce qu'il s'agit d'un lieu de toutes les possibilités, toutes les temporalités s'y croisent. Pourtant, s'il se présente comme lieu potentiel, il est aussi le symbole d'un futur incertain, d'une instabilité politique et d'une impossibilité de faire consensus. Ce qui nous ramène à l'incertitude et à l'insécurité dont nous parle Chesneaux, lesquels habitent sans nul doute le lieu de l'en-attendant.

CONCLUSION

À Berlin, la ruine de la Kaiser-Wilhelm-Gedächtniskirche reste intouchée pendant 10 ans avant qu'on ne décide de la réaménager à des fins de commémoration. À New York, la reconstruction du World Trade Center sera d'une lenteur phénoménale, laissant un trou béant au centre de la ville pendant plus de 10 ans. À Sarajevo, c'est seulement 22 ans après sa destruction que la Bibliothèque nationale rouvrira finalement ses portes. À Beyrouth, à La Nouvelle-Orléans, à Détroit, combien de ruines et de friches restent-elles à l'abandon, longtemps après un bouleversement politique, naturel ou économique? Ces lieux, comme on a pu le constater ne sont pas nécessairement mis en valeur ou reconstruits, mais ils ne sont pas non plus toujours détruits; certains restent là, laissés à eux-mêmes, comme figés dans le temps. Nous avons pu constater, à travers une revue exhaustive de la recherche sur le sujet que si la ruine et la friche font l'objet de plusieurs études dans différents domaines des arts ou des sciences humaines et sociales, on s'y intéresse généralement en terme de ce qu'ils étaient et de ce qu'ils pourraient devenir. On s'intéresse beaucoup moins à ce qu'ils sont et ce qu'ils représentent dans le temps présent, omettant ainsi un pan important de leur histoire. Dans ce contexte, cette thèse avait pour but d'engager une réflexion sur le temps de la transition à travers une analyse transdisciplinaire du lieu à l'abandon en général et du lieu de l'en-attendant en particulier.

Une réflexion sur la transition de deux figures spécifiques (la ruine et la friche) nous a éventuellement amenés à nous demander si les lieux abandonnés sur le long terme ne se distinguent pas des ruines du temps et des friches que l'on choisit assez rapidement de recycler. En effet, n'y a-t-il pas une différence importante entre les lieux abandonnés qui se transforment éventuellement et ceux qui restent sans espoir apparent de changement? Dans un contexte où les catastrophes, naturelles, technologiques, économiques ou humaines, s'avèrent de plus en plus destructrices et où les reconstructions et les réaménagements sont de plus en plus dispendieux, on peut s'attendre à ce que les lieux détruits à l'abandon restent de plus en plus longtemps dans les centres-villes. Avec le temps, ces lieux deviennent aussi souvent sujets de conflits dans la ville. D'année en année, ces conflits concernent de plus en plus d'acteurs publics, d'acteurs privés et de citoyens, ce

qui n'est pas sans contribuer à une complexification du conflit d'origine. Dans ce contexte, la question de la transition de ces lieux peut provoquer une certaine impatience de la part des acteurs concernés. C'est de cette manière qu'ils deviennent, lentement, des lieux de l'en-attendant. Parce qu'ils se distinguent des autres lieux à l'abandon, il était nécessaire de s'y attarder plus largement, de disséquer leurs significations et de s'intéresser à leurs impacts sur la ville contemporaine.

L'objectif de cette thèse a donc été d'explorer les lieux à l'abandon et leur processus de transition de manière à distinguer et à définir un lieu en particulier, qui s'est avéré significatif et porteur de sens. En plus de la ruine et de la friche, nous avons exploré d'autres types de lieux que nous avons finalement catégorisé en deux camps : les lieux de la mémoire et les lieux de l'oubli. Cette première distinction nous a permis de constater, mais aussi d'analyser le lien fondamental du lieu à l'abandon avec le passé et avec le futur. Ce rapport à la mémoire et à l'oubli nous a également permis de souligner toute l'importance de la perception et de la représentation sur le lieu et son évolution. Le lieu est un espace qui se construit et évolue à partir du sens qui lui est donné. Or, parce qu'il est espace d'investissement personnel et collectif, il a bien souvent plus d'un sens, selon l'époque, l'individu et le contexte environnant. Cette multiplicité de sens ne fera que s'accroître avec le temps. Nous posons ainsi l'hypothèse que le lieu de l'en-attendant n'est pas un simple lieu abandonné. Il a cette particularité de conjuguer à la fois le passé et le futur à l'intérieur d'un présent multiple et complexe. La temporalité à l'étude est une temporalité de la transition, de l'incertain et de l'attente. Dans ce contexte, nous avons posé deux sous-questions sur la représentation/perception et sur la temporalité qui nous ont permis d'approfondir notre réflexion sur le lieu de l'en-attendant. Premièrement, nous nous sommes demandés comment la perception influence le lieu, sa signification, son état actuel et son futur. Deuxièmement, parce que ces différentes perceptions évoluent dans le temps, nous nous sommes demandés, comment le temps affecte-t-il à la fois la perception elle-même, le bâtiment et le discours sur le bâtiment? La présente thèse nous a non seulement permis de confirmer ces hypothèses, mais aussi d'enrichir l'étude des lieux à l'abandon à

travers l'élaboration et la définition du concept de lieu de l'en-attendant.

Pour approfondir notre questionnement et développer notre concept nous avons choisi de décortiquer dans le détail un cas exemplaire de lieu de l'en-attendant. Le cas du Generalštab de Belgrade est en fait à la source de notre questionnement sur les lieux abandonnés en transition et c'est cet exemple que nous avons choisi d'explorer dans le détail, à travers une analyse inductive et interprétative. Comme nous l'avons longuement détaillé, il s'agit d'un bâti architecturalement et idéologiquement significatif qui a été bombardé en 1999 et qui reste en ruine, à l'abandon, depuis. Au début des années 2000, on commence déjà à se questionner sur le futur de la ruine, mais jusqu'à ce jour, aucune décision n'a été prise. Dans un contexte où la Ville de Belgrade entame alors un important processus de régénération urbaine, il est étonnant qu'elle ait choisi de laisser grande ouverte une blessure aussi monumentale. Or, le terrain du bâtiment en question se trouve très rapidement au cœur de débats sur la mise en vente des propriétés publiques de l'État. Dans les journaux locaux, on insiste sur la valeur immobilière du terrain et on se questionne sur le futur de la ruine. En 2005, les architectes de l'Association des architectes de Belgrade, qui s'inquiètent quant au sort du bâtiment, entament les démarches pour demander la protection du monument. Le complexe est alors cité comme monument culturel, ajoutant ainsi une couche au questionnement déjà entamé.

Jusqu'à ce jour, le débat sur ce qu'il faut faire de la ruine du Generalštab n'est toujours pas clos. Certains acteurs souhaitent sa reconstruction à l'identique, d'autres sa démolition; certains applaudissent sa patrimonialisation alors que d'autres la réfutent. Même si le complexe militaire est aujourd'hui protégé, on doute parfois de la nécessité, de la valeur et de l'efficacité de cette protection. Dans la dernière année, les journaux ont annoncé à deux reprises la vente du terrain et la construction éventuelle d'un hôtel de luxe. Plus récemment, le gouvernement a annoncé la destruction éventuelle du bâtiment A (Mučibabić, 2014, 13 mars). On a aussi détruit une partie du bâtiment B et on l'a recouvert d'une publicité de l'armée serbe.

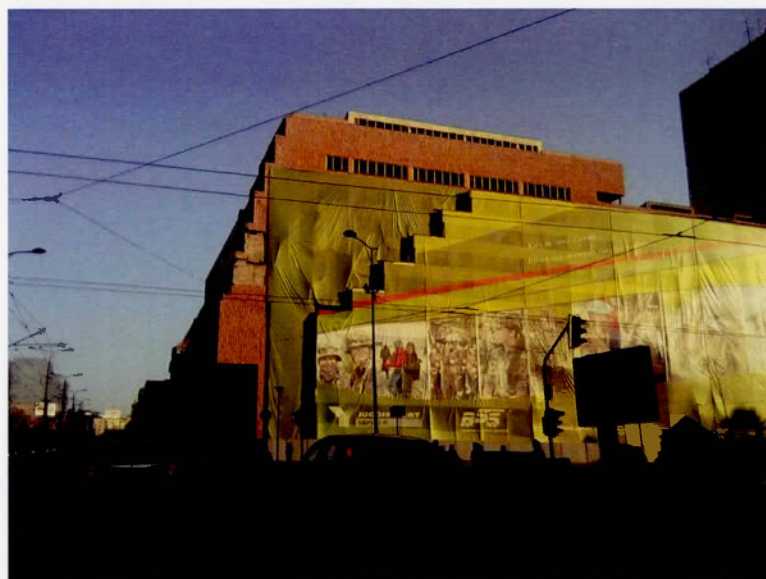


Figure 6.1 : le bâtiment B recouvert d'une publicité de l'armée serbe. Source : Nebojša Milikić, avril 2014.

Pourtant, contrairement à la publicité qui recouvre l'entièreté du ministère des Affaires intérieures yougoslave au nord de Knez Miloš, celle-ci ne cache pas la partie bombardée du Generalštab. D'une certaine manière, cette demi-pudeur semble représentative de l'ambiguïté qui plane dans le débat qui entoure le bâtiment. Cette situation montre bien l'incapacité de trancher entre la mémoire et l'oubli. Si l'on considère ces derniers événements, on pourrait croire que l'en-attendant tire à sa fin. Il n'y a toutefois aucun projet officiel engagé. Si l'annonce de la destruction éventuelle a contribué à nourrir le débat en cours, il faut rappeler qu'on avait déjà fait ce genre de déclarations dans le passé, sans qu'aucun projet de démolition soit mené à terme.

Parce que les lieux sont fortement caractérisés par le sens qui leur est investi, nous avons choisi d'aborder le cas du Generalštab par l'entremise des perceptions et représentations. Ainsi, c'est à travers le discours d'acteurs qui se sont prononcés publiquement au sujet du Generalštab depuis 1999 que nous avons choisi d'explorer comment se construit et se développe la signification du Generalštab à travers le temps. C'est principalement la théorie de la réception de Jauss et plus précisément la notion d'horizon d'attente qui nous ont

incités à tenir compte du facteur temporel dans notre analyse des représentations. À partir d'une série d'entretiens et d'articles de journaux, nous avons collecté des données qui nous ont permis de reconstruire un portrait chronologique exhaustif de la signification du Generalštab. Dans ce contexte, nous avons tenu compte de l'histoire du bâtiment à partir de sa construction jusqu'à sa destruction ainsi que du débat qui prend place à partir du bombardement de 1999. C'est à travers un va-et-vient constant entre l'observation du cas d'étude, un examen des données et une réflexion théorique sur les lieux abandonnés que nous avons construit notre analyse qualitative. C'est aussi à travers ce travail d'analyse que nous avons finalement développé le concept du lieu de l'en-attendant. Ce dernier est défini comme étant un lieu porteur de sens, situé dans une localisation centrale, qui a subi un bouleversement. Ce bouleversement marque le début d'une transition à la fois physique, symbolique et fonctionnelle, mais si la signification du lieu évolue rapidement, sa transformation morphologique paraît stagnante. Cette période de stagnation perdure sur le long terme, à un point tel que l'attente devient la caractéristique principale du lieu. Pendant ce temps, on constate une attente de transformations qui n'arrivent jamais. Cette période de stagnation est aussi marquée par une multiplication et un changement des perceptions à travers le temps. Ces dernières se retrouvent alors au centre de conflits de représentation, mais ces conflits n'engageront ni appropriation, ni transformation du lieu. Ce concept s'est avéré riche et pertinent pour l'analyse de notre cas d'étude. Il ne fait pas de doute qu'il enrichit l'étude des lieux à l'abandon et nous croyons également qu'il pourra éventuellement s'avérer utile à une gestion de ces lieux qui deviennent, lentement mais sûrement, des problèmes pour toute ville qui souhaite continuer de se développer, mais qui ne semble pas capable de trancher entre la mémoire et l'oubli.

Cette analyse du Generalštab nous a aussi permis de confirmer notre hypothèse selon laquelle les lieux de l'en-attendant se distinguent de la ruine et de la friche. En effet, plutôt que de représenter le passé ou le futur, ces derniers figurent une cohabitation de multiples sens et de multiples temporalités. Le cas à l'étude nous a donc permis de distinguer, de nommer et de définir un lieu singulier caractérisé par la multiplication de sens et la

transition de long terme. Or, si la multiplicité et la transition à long terme viennent complexifier la problématique du futur du lieu, elles sont également porteuses de solutions. Nous croyons d'ailleurs qu'une perception plus positive de ces lieux en transition pourrait engager davantage d'intérêts et alimenter le débat de manière plus constructive. Notons également que la plupart des chercheurs et professionnels de l'urbain ne considèrent pas l'espace-temps de la transition pour ce qu'il est. Ils considèrent le passé d'un lieu et son potentiel futur, mais ne prennent pas le temps de réfléchir au sens de la stagnation, au sens de l'attente. Puisque le Generalštab est laissé à lui-même depuis 15 ans maintenant, il était plus que temps d'entreprendre de comprendre ses multiples couches de sens de manière à mieux évaluer son potentiel futur ainsi que le futur de Belgrade. Nous avançons que la multiplicité de sens réussit à desserrer la dualité figée entre patrimonialisation et démolition, entre mémoire et oubli et entre gestion du passé et gestion du futur, nous permettant ainsi de mettre en lumière certaines nuances. Ces dernières sont autant de questions que de réponses à un problème qui stagne depuis 15 ans. En effet, en apportant des nuances à une dualité qui paraît aujourd'hui stérile, nous proposons certes de nouvelles questions, mais ces dernières sont également porteuses de nouvelles solutions. L'en-attendant est ainsi à la fois symptomatique et porteur de ce qui est à venir. De cette manière, même s'il est éphémère, il est essentiel à une meilleure compréhension de la transition qui prend place dans la ville et dans la société qui l'accueille.

Parce qu'ils sont transitoires, multiples et complexes, les lieux de l'en-attendant sont des espaces-temps difficiles à saisir. Pourtant, si le Generalštab a déjà représenté un État Yougoslave moderne, il représente peut-être aujourd'hui la Serbie ou le Belgrade actuel. C'est pourquoi il est pertinent et même nécessaire de prendre le temps de considérer ce lieu avant de prendre une décision quant à son futur. Parce qu'il stagne au croisement entre l'histoire et l'avenir, il représente aussi une difficulté fondamentale dans la gestion de la mémoire. Or, l'analyse de ce lieu met justement en lumière l'avancement d'un travail de la mémoire. Dans ce contexte, il convient de se demander si la prise en compte de cette transition à long terme, qui nous permet de sortir de la dualité entre patrimonialisation et

démolition, ne permettrait pas aussi de contester la gestion institutionnelle de la mémoire. Comme nous l'avons constaté, la patrimonialisation et la démolition sont des actes de pouvoir qui ne correspondent pas nécessairement à la volonté publique. Pour approfondir cette question, nous aurions eu avantage à interroger des citoyens au sujet du lieu à l'étude. Il faut toutefois rappeler que le bâtiment est situé dans un quartier institutionnel où circulent principalement des employés de l'État et de différentes ambassades. Ainsi, il aurait été difficile d'assurer une représentativité et le recrutement aurait certainement comporté plusieurs biais. La question de la langue aurait également posé un problème que nous avons pu éviter avec la méthodologie choisie. Dans un contexte où le travail de mémoire n'est pas seulement un travail institutionnel ou politique, il serait toutefois éventuellement intéressant et utile de se pencher plus particulièrement sur l'opinion publique. Dans le contexte où Belgrade devient une destination touristique et culturelle de plus en plus populaire et considérant la place du lieu à l'étude dans le paysage touristique de la ville, il serait également pertinent de s'intéresser à la perception des touristes.

L'analyse du cas d'étude nous a permis de constater une multiplicité de conflits de représentation et d'appropriation. Une analyse du temps de veille a fait ressortir une différence fondamentale entre la prise de position et la prise de possession. Alors que le temps de veille est porteur de changements parce qu'il encourage la création de nouveau, le temps de l'en-attendant est un temps de l'incertitude et de confinement. Dans le cas du lieu de l'en-attendant, l'appropriation prend place à travers une gestion du discours public, dans la prise de décision institutionnelle plutôt que dans la territorialisation. Dans ce contexte, il serait pertinent d'éventuellement évaluer ce qu'une appropriation proprement territoriale pourrait apporter au cas à l'étude. Comme on l'a constaté, dans le cas du Generalštab, la population n'a pas vraiment de place dans le débat. Les autorités n'offrent pas de plateforme aux citoyens pour participer au débat et la population ne semble pas vraiment s'intéresser au futur du bâtiment, n'engageant aucune action d'appropriation. Même si le complexe à l'étude n'a jamais été investi par la population, on peut penser qu'une expérience du bâtiment pourrait engager une réelle appropriation territoriale et

identitaire. C'est d'ailleurs ce que suggèrent les quelques participants à notre étude qui pensent que le bâtiment devrait être ouvert au public, transformé en lieu public. Cette expérience du bâti ne conduirait pas nécessairement à une reconstruction ou à une démolition. Il est aussi possible qu'une expérience réelle du bâti apporterait des solutions tierces, comme des lignes de fuites entre la patrimonialisation et la démolition. Pour évaluer ces possibilités, il aurait d'ailleurs été intéressant de faire une analyse comparative entre un lieu du temps de veille et un lieu de l'en-attendant pour en analyser les différences.

Malgré ces nombreux apports, la présente thèse comporte aussi quelques limites. Comme nous l'avons mentionné, elle ne tient pas directement compte de l'opinion citoyenne. Les citoyens ne se sont toutefois jamais mobilisés au sujet du complexe militaire. Il aurait ainsi été difficile de choisir les critères de recrutement. Nous aurions toutefois pu tenir compte des lettres d'opinion et commentaires publiés dans les médias. Tel que mentionné plus haut, il sera éventuellement intéressant de s'y pencher. Une connaissance imparfaite de la langue serbo-croate se présente comme une autre limite à notre étude. En choisissant de nous concentrer sur un débat principalement institutionnel, nous avons toutefois pu limiter le biais, mais nous devons admettre que nous ne sommes pas en mesure d'assurer à 100 % l'exactitude de la traduction. Nous avons néanmoins travaillé avec trois traducteurs différents de manière à limiter le potentiel biais. Le fait que nous n'ayons pu interroger tous les partis impliqués dans le débat constitue également un certain biais. Nous avons certes pu compléter le tableau exhaustif du débat par l'intermédiaire des articles de journaux locaux, mais ces derniers ne posent pas exactement les mêmes questions que nous avons posées en entretiens. Ces articles restent aussi généralement plus en surface que les entretiens, mais une compilation des articles collectés nous a quand même permis de faire ressortir dans le détail les discours et perceptions. Bien que nous ayons nourri notre étude de différents exemples internationaux, le fait que nous ayons principalement travaillé sur le Generalštab constitue peut-être l'une des plus grandes limites de cette thèse. En effet, bien qu'il s'agisse là d'un cas exemplaire et suffisamment complexe pour constituer un objet de thèse, il aurait été intéressant et pertinent d'analyser plus d'un lieu de l'en-attendant pour

évaluer si le cas du Generalštab ne se distingue pas surtout par son contexte historique, idéologique et politique. De la même manière, il aurait été intéressant de le comparer plus dans le détail avec d'autres lieux abandonnés qui n'entrent pas spécifiquement dans la catégorie du lieu de l'en-attendant pour souligner des différences fondamentales.

Nous croyons que dans le futur, notre concept pourra servir à l'analyse de plus d'un lieu à l'abandon et qu'il ne se rattache pas seulement au cas de Belgrade, ni même seulement aux cas spécifiques de l'ex-Yougoslavie. Pour fonder notre hypothèse, il sera éventuellement nécessaire d'appliquer le concept à d'autre cas d'étude. Nous pourrions, par exemple, tester le modèle sur un cas comme celui de l'œuf à Beyrouth.



Figure 6.2 : Le croquis du projet de l'œuf en 1965 et la ruine du bâtiment en 1995. Source : <http://www.joseph-philippe-karam.com/> et <https://www.flickr.com/photos/72145507@N02/8327552833/>

Ce bâtiment construit en 1965 au centre-ville de la capitale libanaise a été détruit durant la guerre civile et, comme le Generalštab, reste intouché depuis plus de 15 ans alors que la ville a entamé d'importants travaux de réaménagement. Nous croyons aussi qu'une étude attentive de la multiplication des sens et de l'impact de la temporalité sur l'évolution des lieux pourrait servir l'analyse de différents types de lieu de l'en-attendant. Prenons par exemple le cas de Détroit, qui diffère en tout point du contexte belgradois. N'avons-nous pas ici un lieu de l'en-attendant à grande échelle? Même si la question de la valeur immobilière est différente du cas belgradois, la signification des lieux et l'évolution des

perceptions sur la ville à travers le temps sont tout aussi importantes. De la même manière, l'image de la ville est ici sujette à conflits et à débats alors que certains acteurs valorisent l'abandon et que d'autres le dévaluent. Finalement, nous pensons que les problématiques de la multiplication du sens dans le temps pourraient servir de clé pour non seulement explorer le cas d'étude, mais aussi pour proposer des pistes de solution autres que celles qui ont été proposées à ce jour et qui, visiblement, ne semblent pas satisfaisantes.

RECENSION DES ARTICLES PARUS À BELGRADE ENTRE 1999 ET 2014

1999

Kovačević, B. (1999, 21 août). Opravka urbanor srca [Repair of the urban heart]. *Politika*.

2001

Matović, D. (2001, 4 mars). Ceka se bogati kupac [We're waiting for a rich buyer]. *Reporter*.

Vusković, I. (2001, 5 avril). Grad i vojska planiraju trampu [The city and the army plan a swap]. *Danas*.

I., I. V. (2001, 6 avril). Poklon, Kupovina ili razmena [Give, sell or exchange]. *Danas*.

Spalević, T. et Nikolić, Z. (2001, 23 mai). Strancima lokali vojnicima stanovi [Office space to foreigners, condos to soldiers]. *Večernje Novosti*.

Palović, M. (2001, 30 octobre). Poslednja tajna hladnog rata [Le dernier secret de la guerre froide]. *Politika*.

Vusković, I. (2001, 8 novembre). Vojni vrh mesecima bez odgovora [The head of the army without answers for months]. *Danas*.

Milanović, O. (2001, 8 décembre). Generalštab ne licitaciji! [Generalštab up to bidding!]. *Illustrated Politika*.

2002

Keković, L. (2002, 8 février). Ideja o rusenju zgrade Generalštaba uzburkale duhove javnosti : Plac Vredniji od remek-dela [The idea to demolish the damaged building of Generalštab has shaken the experts : the lot is more valuable then the masterpiece]. *Ekspress*.

Anonyme. (2002, 11 février). Generalštab ne sme da bude porusen [The Generalštab must not be destroyed]. *Blic*.

M., B. M. (2002, 16 février). Bager Društvo arhitekata I urbanista o subdini porušenih vojnih I polijskih građevina u Beograda. Izraelska firma od Generalštaba pravi hotel u centru Beograda ?! [La société des architectes et urbanistes sur la destinée de la ruine des bâtiments militaires et policier à Belgrade. Une firme Israélienne veut un hotel avec le Generalštab au centre de Belgrade?!]. *Nacional*.

Radić, A. (2002, 2 septembre). Za sada nista izvesno [So far, nothing is certain]. *Politika*.

Veliuković, V. (2002, 24 octobre). Sut nikome ne treba [No one needs rubbles]. *Politika*.

Anonyme. (2002, 3 novembre). Rasciscavanje rusevina Generalštaba [Cleaning up the ruins of Generalštab]. *Glas Javnosti*, p. 3.

Apostolovski, D. (2002, 4 novembre). Za ovo zgrade nema nade ... [No hope for this building]. *Blic*.

Stevanović, D. (2002, 23 novembre). Jedna za Generale, druga za strance [One for Generals, the other for foreigners]. *Politika*.

2003

Bundalo, M. (2003, 25 janvier). Poruseni Generalštab VJ morati da proda [Destroyed Generalštab will have to sell]. *Danas*.

Mrdak, V. (2003, 5 février). Hotel menja Generalštab? [Le Generalštab transformé en Hotel?]. *Večernje Novosti*. Récupéré de <http://Generalštab.novosti.rs/vesti/beograd.74.html:144319-Hotel-menja-Generalštab>

Georgijev, S. (2003, 25 septembre). Dogovor kuću gradi [Agreement for build houses]. *Vreme*. Récupéré de <http://Generalštab.vreme.com/account/login.php?url=%2Fcms%2Fview.php%3Fid%3D353259>

St., D. (2003, 29/30 novembre). Generalštab Trzni centar [Generalštab a shopping mall]. *Express*.

2004

Popović, S. (2004, 18 février). Nasleđe na promaji [Patrimoine en devenir]. *Večernje Novosti*. Récupéré de <http://Generalštab.novosti.rs/vesti/kultura.71.html:155281-Nasle273e-na-promaji>

Ćirković, R. (2004, 1^{er} avril). Kraj slavnih mrkonjićevih dana [The end of Mrkonjić's days of fame]. *NIN*.

Popović, V. (2004, 20 mai). Generalštab na ruletu [Generalštab on roulette]. *Večernje Novosti*. Récupéré de <http://Generalštab.novosti.rs/vesti/naslovna/aktuelno.69.html:157927-Generalštab-na-ruletu>

Mitrović, M. Z. (2004, 24 septembre). Generalštab nije srušen, već oštećen [The Generalštab did not fall, it's only damaged]. *Danas*.

V., M. M. et I., M. (2004, 24 septembre). Generalštab - Državil [Generalštab - to the STATE!]. *Večernje novosti*.

Novčić, V. (2004, 29 septembre). Bitka za Sutjesku [La bataille pour Sutjeska]. *Kurir*.

Gavrić, S. et Mariota, P. (2004, 25 novembre). Jagma Za Rusevinama [Fight for ruins]. *Blic*.

Janković, N. (2004, 5 décembre). Stari Generalški Kadrovi ne daju ruševine, novi traže vile [The old generals won't give up the ruins, the new ones ask for villas]. *Balkan*.

2005

Bobić, M. (2005, 20 janvier). Strategija obnove [Reconstruction strategy]. *Vreme*. Récupéré de <http://Generalštab.vreme.com/cms/view.php?id=403547&print=yes>

T., V. et S., T. (2005, 26 mars]. Prohujalo sa tomahavkom [Gone with the hack]. *Večernje novosti*. Récupéré de

<http://Generalštab.novosti.rs/vesti/naslovna/aktuelno.69.html:168074-Prohujalo-sa-tomahavkom>

Radicević, N. (2005, 20 mai). Kapija beograda ceka ustavnu povelju [The gate of belgrade awaits the constitution]. *Politika*.

Čirković, R. (2005, 16 juin). Generalštab, ipak, spomenik kulture [Generalštab is, however, cultural heritage]. *NIN*.

M., M. (2005, 18 juillet). Generalka [Ménage du printemps]. *Kurir*.

Mrđen, M. (2005, 19 juillet). Ruševina, Hotel ili spomenik [Ruins, Hotel or monument]. *Večernje novosti*.

Avakumović, M. (2005, 31 août). Generalštab kao spomenik kulture [Generalštab as cultural monument]. *Politika*.

Damljanović, T. (2005, 12 novembre). Bergson ili Sutjeska [Bergson or Sutjeska]. *Politika*.

2006

Nikolić, Z. (2006, 4 aout). Bitka za ranjenika [The battle for the wounded]. *Večernje novosti*.

Nikolić, Z. et Vuksanović, M. (2006, 14 aout). Na tender, voljno! [Enough of the tender offer!]. *Večernje Novosti*. Récupéré de <http://Generalštab.novosti.rs/vesti/naslovna/aktuelno.69.html:186573-Na-tender-voljno>

Cvetković, I. et Nikolić Đaković, T. (2006, 21 aout). Ekskluzivni hotel umesto Generalštaba [Exclusive hotel instead of the Generalštab]. *Blic*. Récupéré de http://Generalštab.blic.rs/stara_arhiva/tema/117517/Ekskluzivni-hotel-umesto-Generalštaba

Stamenković, S. (2006, 24 aout). Kakva će biti sudbina najvrednijeg objekta vojske. Elitni hotel umesto Generalštaba [What will be the fate of the most valuable Army building: Elite hotel instead of the Generalštab]. *Politika*. Récupéré de <http://Generalštab.politika.rs/rubrike/Drustvo/t4666.sr.html>

2007

Avakumović, M. (2007, 10 septembre). Generalštab uskoro na tenderu [The Generalštab soon on tender]. *Politika*. Récupéré de <http://Generalštab.politika.rs/rubrike/Beograd/t40454.sr.html>

Korlat, N. (2007, 14 septembre). Prvobitni izgled smanjuje cenu [The original layout reduces the cost]. *Blic*. Récupéré de <http://Generalštab.blic.rs/Vesti/Beograd/13275/Prvobitni-izgled-smanjuje-cenu>

Tomić, N. (2007, 14 septembre). Sledi prodaja i rušenje zgrade Generalštaba [The sale and demolition of Generalštab's buildings coming up]. *Danas*. Récupéré de http://Generalštab.danas.rs/danasrs/hronika/sledi_prodaja_i_rusenje_zgrade_Generalštab

a.3.html?news_id=121961

J., S. et M., A. (2007, 15 septembre). Ukida se status spomenika za zgradu Generalštaba? [The Generalštab's status of cultural monument abolished?]. *Glas Javnosti*. Récupéré de <http://Generalštab.glas-javnosti.rs/clanak/glas-javnosti-15-09-2007/ukida-se-status-spomenika-za-zgradu-Generalštaba>

Korlat, N. D., Dragan. (2007, 17 septembre). Istorija arhitekture u cenovniku [History of architecture in the price list]. *Blic*. Récupéré de <http://Generalštab.blic.rs/Vesti/Beograd/13461/Istorija-arhitekture-u-cenovniku>

Skrozza, T. (2007, 27 septembre). Bitka za Sutjesku [Battle for Sutjeska]. *Vreme*.

Korlat, N. (2007, 26 octobre). Ruševine mame strane investitore [The ruins attract foreign investors]. *Blic*. Récupéré de <http://Generalštab.blic.rs/Vesti/Beograd/17461/Rusevine-mame-strane-investitore>

Mihajlović, Z. (2007, 4 novembre). „Total holidej“ hoće i zgradu Generalštaba [Total Holiday wants the buildings of Generalštab]. *Glas Javnosti*. Récupéré de <http://Generalštab.glas-javnosti.rs/clanak/glas-javnosti-04-11-2007/total-holidej-hoce-i-zgradu-Generalštaba>

2008

Korlat, N. (2008, 4 mars). Milioni evra zarobljeni u ruševinama [Million euros trapped in the rubble]. *Blic*. Récupéré de <http://Generalštab.blic.rs/Vesti/Beograd/32754/Milioni-evra-zarobljeni-u-rusevinama>

Galović, M. (2008, 28 mars). Ministarstvo odbrane prodaje višak nekretnina [Ministry of Defense sells its property surplus]. *Politika*. Récupéré de <http://Generalštab.politika.rs/rubrike/Drustvo/Ministarstvo-odbrane-prodaje-vishak-nekretnina.lt.html>

Mučibabić, D. (2008, 13 mai). Generalštab može da promeni namenu, ali ne i prvobitni izgled [The Generalštab may change purpose, but must keep its original appearance]. *Politika*. Récupéré de <http://Generalštab.politika.rs/rubrike/Beograd/Generalshtab-moze-da-promeni-namenu-ali-ne-i-prvobitni-izgled.lt.html>

Živković, M. M. (2008, 28 mai). Poziv Akademiji Arhitekture [Call of the Academy of Architecture]. *Politika*.

Malušev, A. (2008, 25 aout). Generalštab u punom sjaju početkom sledeće godine [Generalštab in all its glory early next year]. *Danas*.

2009

Blečić, P. (2009, 22 mars). Nebriga nadležnih odlaže obnovu [The negligence of the responsables is delaying the renovations]. *Blic*. Récupéré de <http://Generalštab.blic.rs/Vesti/Beograd/84664/Nebriga-nadleznih-odlaze-obnovu>

Gedošević, L. (2009, 24 mars). Na ulicama se i dalje vide tragovi [On the streets you can still

see traces]. *Blic*. Récupéré de <http://Generalštab.blic.rs/Vesti/Beograd/84986/Na-ulicama-se-i--dalje-vide-tragovi/print>

Skenderija, J. (2009, 26 mars). Grad budućnosti prodaje svoje ruševine [The city of the future sells its ruins]. *Večernje Novosti*. Récupéré de <http://Generalštab.novosti.rs/vesti/naslovna/aktuelno.69.html:235491-Grad-buducnosti---prodaje-svoje-rusevine>

Mučibabić, D. (2009, 29 mars). Ruševine zdanja Generalštaba na čekanju [The ruins of the Generalštab on hold]. *Politika*. Récupéré de <http://Generalštab.politika.rs/rubrike/Beograd/Rusevine-zdanja-Generalshtaba-na-chekanju.sr.html>

Milicević, D. (2009, 30 avril). Ruševine koje svima vežu ruke [The ruins ties everyone's hands]. *Blic*. Récupéré de <http://Generalštab.blic.rs/Vesti/Beograd/90495/Rusevine-koje-svima-vezu-ruke>

Milović-Šeralijeve, J. (2009, 13 mai). Ukida se status spomenika za zgradu Generalštaba? [The Generalštab's status of cultural monument abolished?]. *Balkani*. Récupéré de <http://balkany.net/sr/serbiya/ukida-se-status-spomenika-za-zgradu-Generalštaba.html>

2010

B., N. V. (2010, 20 février). Remont Generalštaba [Generalštab renovation]. *Večernje Novosti*. Récupéré de <http://Generalštab.novosti.rs/vesti/beograd.74.html:265764-Remont-Generalštaba>

Mučibabić, D. (2010, 25 février). Rušenje dela Generalštaba [Demolition of part of the Generalštab]. *Politika*, p. A21.

B., I. (2010, 27 février). Generalštab preti da se sruši! [Le Generalštab menace de s'effondrer!]. *Pressonline*. Récupéré de <http://Generalštab.pressonline.rs/info/beograd/102981/generalstab-preti-da-se-srusi.html>

Majdin, Z. (2010, 14 octobre). Predsednik nema gde da se useli; Sudbina znamenitih ruševina iz NATO bombardovanja [The President has no where to move in; the fate of the famous ruins of NATO bombing]. *Vreme*. Récupéré de <http://Generalštab.vreme.com/account/login.php?url=%2Fcms%2Fview.php%3Fid%3D955029>

Anonyme. (2010, 30 avril). Ruševine i posle 11 godina [The ruins after 11 years]. *RTS*. Récupéré de <http://Generalštab.rts.rs/page/stories/sr/story/125/Dru%C5%A1tvo/757788/Ru%C5%A1evine+i+posle+11+godina+.html>

Mijatović, V. (2010, 22 mai). Ruine « krase » Knez Miloševu [Ruins « embellished » on Knez Milos]. *Večernje Novosti*. Récupéré de <http://Generalštab.novosti.rs/vesti/beograd.74.html:274140-Ruine-krase-Knez-Milosevu>

Sekulić, N. (2010, 7 juillet). Bruka i sramota - Ruševine ostaju još 10 godina?! [Shame and disgrace – Will the ruins remain for another 10 years?]. *PressONLINE*. Récupéré de http://Generalštab.pressonline.rs/sr/vesti/vesti_dana/story/124564/Bruka+i+sramota+-+Ru%C5%A1evine+ostaju+jo%C5%A1+10+godina!.html

Vuković, B. et Gedošević, L. (2010, 9 juillet). Bez dogovora o zgradama Generalštaba [No agreements on Generalštab]. *Blic*. Récupéré de <http://Generalštab.blic.rs/Vesti/Beograd/197543/Bez-dogovora-o-zgradama-Generalštaba>

2011

Anonyme. (2011, 03 janvier). Šutanovac : Nema kupaca za zgradu Generalštaba [Šutanovac : No buyers for the building of the General Staff]. *Press online*. Récupéré de <http://Generalštab.pressonline.rs/info/politika/146292/sutanovac-nema-kupaca-za-zgradu-generalstaba.html>

Marković Subota, T. et Jovanović, I. (2011, 8 février). Umesto para za opremu za prisluškivanje "Telekomu" zgrada Generalštaba [Instead of money for the equipment for eavesdropping "Telekom" to get the Generalštab Building]. *Blic*. Récupéré de <http://Generalštab.blic.rs/Vesti/Drustvo/234093/Umesto-para-za-opremu-za-prisluskivanje-Telekomu-zgrada-Generalštaba>

Anonyme. (2011, 10 février). Prodaja Generalštaba posle krize [The sale of the Generalštab after the crisis]. *B92*. Récupéré de http://Generalštab.b92.net/biz/vesti/srbija.php?Generalštab=2011&mm=02&dd=16&nav_id=493121

M., R. Ž. (2011, 16 février). Zgrada Generalštaba u centru Beograda čekaće investitora dok ne prođe kriza [Generalštab in downtown Belgrade, investors will wait after the crisis]. *PressONLINE*. Récupéré de http://Generalštab.pressonline.rs/sr/vesti/vesti_dana/story/151214/Zgrada+General%C5%A1taba+u+centru+Beograda+%C4%8Deka%C4%87e+investitora+dok+ne+pro%C4%91e+kriza.html

Anonyme. (2011, 21 février). Generalštab - spomenik bez kupca [Generalštab - un monument sans acheteur]. *B92*. Récupéré de http://Generalštab.b92.net/biz/vesti/srbija.php?Generalštab=2011&mm=02&dd=21&nav_id=494128

Marković, R. Z. (2011, 21 février). Zgradu Generalštaba niko neće da kupi jer ima status spomenika [The Generalštab, no one wants to buy it because of its heritage status]. *PressONLINE*. Récupéré de http://pressonline.rs/sr/vesti/vesti_dana/story/151735/Zgradu+General%C5%A1taba+niko+ne%C4%87e+da+kupi+jer+ima+status+spomenika.html

2012

Vukasović, V. et Mučibabić, D. (2012, 24 octobre). Generalštab nema ko da kupi [Personne pour acheter le Generalštab]. *Politika*. Récupéré de <http://Generalštab.politika.rs/rubrike/Beograd/Generalštab-nema-ko-da-kupi.lt.html>

Tadić, D. (2012, 19 octobre). Ruševina od Generalštaba postala spomenik kulture [Sans rénovation: les ruines du Generalštab deviennent un monument de la culture]. *Kurir*. Récupéré de <http://www.kurir-info.rs/rusevina-od-generalstaba-postala-spomenik-kulture-clanak-466860>

2013

Raković, G. (2013, 12 janvier). BIZNIS : Pravićemo rakete sa Emiratima za 100 miliona dolara! [Business : justice missiles with Emirates for 100\$ million!]. *Kurir*. Récupéré de <http://www.kurir-info.rs/biznis-pravicemo-rakete-sa-emiratima-za-100-miliona-dolara-clanak-598911>

Anonyme. (2013, 17 janvier). Dinkić : Srbija se u ekonomiji okreće i ka istoku [Dinkić : L'économie de la Serbie se tourne vers l'Est] *Blic*. Récupéré de <http://Generalštab.blic.rs/Vesti/Ekonomija/363081/Dinkic-Srbija-se-u-ekonomiji-okrece-i-ka-istoku>

Anonyme. (2013, 21 janvier). Generalštab postaje šaikov hotel [Le Generalštab devient l'hotel du Cheikh]. *B92*. Récupéré de http://Generalštab.b92.net/biz/vesti/srbija.php?Generalštab=2013&mm=01&dd=24&nav_id=680409

Bobić, Đ. (2013, 26 janvier). Pošto košta ovo kulturno dobro ... [Car il coûte ce monument ...]. *B92*. Récupéré de <http://blog.b92.net/text/21817/Posto-kosta-ovo-kulturno-dobro-%E2%80%A6/>

N., E. V. (2013, 1^{er} février). Zgrada Generalštaba : I ruševina je spomenik [The Generalštab, a ruin and a monument]. *Novosti*. Récupéré de <http://www.novosti.rs/vesti/kultura.71.html:417761-Zgrada-Generalstaba-l-rusevina-je-spomenik>

S., M. (2013, 1^{er} février). Ruše zgrade Generalštaba? [Démolir les bâtiments du Generalštab?]. *Telegraf*. Récupéré de <http://www.telegraf.rs/vesti/beograd/525040-ruse-zgrade-generalstaba>

Mučibabić, D. et Vukasović, V. (2013, 2 février). Zgrada Generalštaba gubi status kulturnog dobra? [Le Generalštab pourrait perdre son status de monument culturel?]. *Politika*. Récupéré de <http://Generalštab.politika.rs/rubrike/tema-dana/Zgrada-Generalštaba-gubi-status-kulturnog-dobra.lt.html>

Anonyme. (2013, 2 février). Generalštab bliže da postane hotel [Generalštab closer to become a Hotel]. *B92*. Récupéré de http://www.b92.net/biz/vesti/srbija.php?yyyy=2013&mm=02&dd=02&nav_id=683086

Anonyme. (2013, 11 février). Šutanovac : Teško je naći investitora za Generalštab [Défense : Il est difficile de trouver un investisseur pour le général]. *Blic*. Récupéré de <http://www.blic.rs/Vesti/Beograd/367175/Sutanovac-Tesko-je-pronaci-investitora-za-Generalstab>

Bunić, O. et Milenković, D. (2013, 12 février). Šeici grade luskuzni hotel na mestu ruševina Generalštaba? [Un hotel de luxe pour le Cheik sur le site du Generalštab?]. *Blic*. Récupéré de <http://www.blic.rs/Vesti/Ekonomija/367303/Seici-grade-luskuzni-hotel-na-mestu-rusevina-Generalstaba>

Mučibabić, D. et Vukasović, V. (2013, 18 février). Srbija razgovara : Generalštab – rušiti ili čuvati kulturno blago [Entretiens Serbie : Generalštab - démolir ou préserver les trésors culturels]. *Politika*. Récupéré de <http://www.politika.rs/rubrike/Drustvo/Srbija-razgovara-Generalstab-rusiti-ili-cuvati-kulturno-bлаго.sr.html>

Anonyme. (2013, 19 février). ARHITEKTE : Nemojte rušiti Generalštab! [Architectes : Ne pas démolir le Generalštab!]. *Telegraf*. Récupéré de <http://www.telegraf.rs/vesti/beograd/553589-arhitek-te-nemojte-rusiti-generalstab>

Pejić, M. (2013, 19 février). Arhitek-te protiv rušenja zgrade Generalštaba [Architectes contre la démolition du Generalštab]. *Blic*. Récupéré de <http://www.blic.rs/Vesti/Beograd/368433/Arhitek-te-protiv-rusenja-zgrade-Generalstaba>

M., D. B. (2013, 4 février). Zgrada Generalštaba do daljnjeg kulturno dobro [Le Generalštab, un autre monument]. *Novosti*. Récupéré de <http://www.novosti.rs/vesti/kultura.71.html:418275-Zgrada-Generalstaba-do-daljnjeg-kulturno-dobro>

Anonyme. (2013, 20 février). Arhitek-te o sudbini Generalštaba [Les architectes sur le sort du Generalštab]. *RTS*. Récupéré de <http://Generalštab.rts.rs/page/stories/sr/story/125/Dru%C5%A1tvo/1270306/Arhitek-te+o+sudbini+General%C5%A1taba.html>

Anonyme. (2013, 20 février). Generalštab ne treba da bude hotel [Le Generalštab ne devrait pas être un hotel]. *B92*. Récupéré de http://www.b92.net/biz/vesti/srbija.php?yyyy=2013&mm=02&dd=20&nav_id=688446

Trnavčević, Z. (2013, 13 mars). Generalštab – crpski Akropolj [L'Acropole serbe]. *Politika*. Récupéré de <http://www.politika.rs/rubrike/Pogledi-sa-strane/Generalstab--crpski-Akropolj.lt.html>

Krstonošić, M. (2013, 14 mars). Obnoviti srušeno zdanje u Knez Miloš [Restore the overthrown edifice on Knez Miloš]. *Danas*. Récupéré de http://www.danas.rs/danasrs/dijalog/obnoviti_sruseno_zdanje_u_kneza_milosa.46.html?news_id=257314

Vukićević, B. (2013, 16 mars). Rušiti ili ne, pitanje je sad [Demolish or not, that is the

question]. *Vijesti online*. Récupéré de <http://Generalštab.vijesti.me/kultura/rusiti-ili-nepitanje-je-sad-clanak-118403>

Vukićević, B. (2013, 23 mars). Geneza Dobrovićevog projekta : Generalštab i komentari [Genesis Dobrovićevog project : the Generalštab and Comments]. *Vijesti online*. Récupéré de <http://Generalštab.vijesti.me/kultura/geneza-dobrovicevog-projekta-Generalštab-komentari-clanak-119564>

Anonyme. (2013, 24 octobre). Generalni štab javnog pamćenja [La mémoire publique Generalštab]. *B92*. Récupéré de http://www.b92.net/kultura/vesti.php?nav_category=1087&yyyy=2013&mm=10&dd=24&nav_id=769137

G., L. (2013, 22 novembre). Šeik i Donald Tramp u borbi za zgradu Generalštaba [Le Cheikh et Donald Trump dans une lutte pour le Generalštab]. *Blic*. Récupéré de <http://www.blic.rs/Vesti/Drustvo/421746/Seik-i-Donald-Tramp-u-borbi-za-zgradu-Generalstaba>

Anonyme. (2013, 25 novembre). Sutra čiste Generalštab posle 14 godina! [Demain, on nettoie le Generalštab après 14 ans!]. *Telegraf*. Récupéré de <http://www.telegraf.rs/vesti/beograd/886243-sutra-ciste-generalstab-posle-14-godina>

Anonyme. (2013, 26 novembre). Počelo raščišćavanje ruševina bivšeg Generalštaba [Done with the clearing of the Generalštab]. *Novosti*. Récupéré de <http://www.novosti.rs/vesti/beograd.74.html:465596-Pocelo-rasciscavanje-rusevina-bivseg-Generalstaba>

R., D. (2013, 27 novembre). Počelo čišćenje Generalštaba : Radovi su kozmetičke prirode [Nettoyage du Generalštab : un travail de cosmétique]. *Novosti*. Récupéré de <http://www.novosti.rs/vesti/naslovna/drustvo/aktuelno.290.html:465693-Pocelo-ciscenje-Generalstaba-Radovi-su-kozmeticke-prirode>

Vukasović, V. et Mučibabić, D. (2013, 27 novembre). Počelo uklanjanje urušenih delova Be zgrade Generalštaba [Ils ont commencé à enlever des parties d'immeubles effondrés du Generalštab]. *Politika*. Récupéré de <http://www.politika.rs/rubrike/Beograd/Pocelo-uklanjanje-urusenih-delova-Be-zgrade-Generalstaba.lt.html>

R., D. (2013, 6 décembre). Radnici ušli u Generalštab [Workers entered the Generalštab]. *Novosti*. Récupéré de <http://www.novosti.rs/vesti/naslovna/reportaze/aktuelno.293.html:467288-Radnici-usli-u-Generalstab>

Anonyme. (2013, 12 décembre). BEOGRAD : U ponedeljak počinje rušenje Generalštaba! [BELGRADE : Lundi la démolition du Generalštab commence!]. *Kurir*. Récupéré de <http://www.kurir-info.rs/beograd-u-ponedeljak-pocinje-rusenje-generalstaba-clanak-1131463>

Anonyme. (2013, 16 décembre 2013). RADOVI U NEMANJINOJ : Dva bagera raščišćavaju ruševine Generalštaba [Travaux sur Nemanjina, deux pelles de compensation pour les ruines du Generalštab]. *Kurir*. Récupéré de <http://www.kurir-info.rs/radovi-u-nemanjinoj-dva-bagera-rasciscavaju-rusevine-generalstaba-clanak-1137199>

2014

H., B. (2014, 15 janvier). Trampovi izaslanici razgledali Generalštab [Trump delegates tour the Generalštab]. *Politika*. Récupéré de <http://www.politika.rs/rubrike/Beograd/Trampovi-izaslanici-razgledali-Generalstab.lt.html>

Anonyme. (2014, 13 janvier). Hotel Tramp : U opciji i Generalštab [Hotel Trump au Generalštab]. *B92*. Récupéré de http://www.b92.net/biz/vesti/srbija.php?yyyy=2014&mm=01&dd=13&nav_id=799438

Anonyme. (2014, 25 janvier). BEOGRAD : Radovi na rasčišćavanju Generalštaba teku po planu! [BELGRADE : les travaux du généralštab vont selon le plan!]. *Kurir*. Récupéré de <http://www.kurir-info.rs/beograd-radovi-na-rasciscavanju-generalstaba-teku-po-planu-clanak-1196617>

Tomčić, S. (2014, 26 janvier). OPTIMIZAM : Trampov hotel vredeće 100 miliona evra [OPTIMISME : L'hôtel Trump sera de 100 millions d'euros]. *Kurir*. Récupéré de <http://www.kurir-info.rs/optimizam-trampov-hotel-vredece-100-miliona-evra-clanak-1197341>

Anonyme. (2014, 7 février). Rodić : Nema ozbiljnih kupaca za zgradu Generalštaba [Rodic : Aucun acheteur sérieux pour le Generalštab]. *Blic*. Récupéré de <http://www.blic.rs/Vesti/Drustvo/440953/Rodic-Nema-ozbiljnih-kupaca-za-zgradu-Generalstaba>

J., M. L. (2014, 11 mars). Generalštab spreman za investitore [Le Generalštab prêt pour les investisseurs]. *Novosti*. Récupéré de <http://www.novosti.rs/vesti/beograd.74.html:482251-Generalstab-spreman-za-investitore>

Mučibabić, D. (2014, 13 mars). Zgrada A Generalštaba biće porušena do kraja godine [Le Bâtiment A du Generalštab sera démoli à la fin de l'année]. *Politika*. Récupéré de <http://www.politika.rs/rubrike/Beograd/Zgrada-A-Generalstaba-bice-porusena-do-kraja-godine.lt.html>

ANNEXES

Annexe 1 : Entrevues

- Signature du formulaire de consentement
- Présentation de la procédure de l'entrevue

Entrevue semi-dirigée d'environ 30-45 minutes avec enregistrement audio (en anglais)

a) First, I will take note, on a descriptive chart, of the sociodemographic data : **name, sex, age group (18-29, 30-49, 50 +), domain of expertise and/or professional status, e-mail address. A code**, will be assigned to each participant and will also appear on this chart. This first part won't be recorded. Each audiotape will be identified with the participant's code.

b) Secondly, I will record the following questions and answers :

Start of the audiotape.

(Question 1. only concerns the participants who published an article and/or produced a project about the Generalštab since 1999)

1. You wrote about the military headquarter in the newspaper. What pushed you to write on this matter, what did you mainly talk about?

1. If you don't mind saying, did you receive any comments on these articles regarding the building?

2. First of, I would like you to tell me about the building itself.

1.1. What does it mean to you? What do you think of it, when you run into it?

2. What do you personally think of the fact it remains in ruins in downtown Belgrade for more than 10 years?

3. **Could you tell me what you know of the building, tell me its story, from what you know, from its construction to nowadays.**

4. **Now, tell me, if you personally could do anything you want with it, or on this land, what would it be?**

If the participant mentions the adhesion to the EU

5. Do you think the adhesion actually has an influence on the building and its ruins?
How?

If the participant mentions the perception of the international community (aka the tourists)

6. Do you think foreigners' perception of the building has an influence on the fact

nothing's happening with the building? How?

3. With my second question, I would like to ask you more precisely about the actual state of the building and the debate that surrounded it in the last 10 years.

7. Can you tell me about this debate concerning the ruins of this building?

8. What's your position in this debate and why?

9. What do you think of the other's position and why exactly?

10. Why do you think nothing has happened yet.

If the participant only talks about the lack of money

1. Do you think it's only a matter of money?

If the participant mentions the adhesion to the EU

11. Do you think the adhesion has an influence on the building and its ruins? How?

If the participant mentions the perception of the international community (aka the tourists)

12. Do you think foreign view on the building has an influence on the fact nothing's happening with the building? How?

4. In this last section, I would like to ask about the other buildings that were destroyed at the same period.

13. Other buildings were destroyed during 1999, tell me about them. What happened to them over the last 10 years.

14. Was there other similar debates on the preservation or reconstruction of some buildings? What happened and why?

15. Do you feel that other buildings, instead or beside of the Military Headquarter, would be worth preservation and why?

End of the recording.

Annexe 2 : Tableau des acteurs

Code	Catégorie	Sexe	Âge	Profession	Pays de résidence
a001/m/50-69/ architecte/S	AAB	M	50-69	Architecte	Serbie
a002/m/50-69/ architecte/S	AAB	M	50-69	Architecte / Professeur	Serbie
B001/F/30-49/ Urbaniste/S	Ville	F	30-49	Urbaniste	Serbie
B002/M/30-49/ Architecte/S	Ville	M	30-49	Architecte	Serbie
B003/M/70+/ Architecte/S	Ville	M	70+	Architecte retraité	Serbie
C001/M/50-69/ Architect/S	Production	M	50-69	Architecte / Professeur	Serbie
C002/M/70+/ Architecte/S	Production	M	70+	Architecte / Professeur retraité	Serbie
C003/F/30-49/ Historien de l'Art/S	Production	F	30-49	Historien de l'Art	Serbie
C004/F/30-49/ Architecte/S	Production	F	30-49	Architecte préservation / Doctorante	Serbie

Code	Catégorie	Sexe	Âge	Profession	Pays de résidence
C005/M/18-29/ Architecte/S	Production	M	18-29	Architecte	Serbie
C006/M/18-29/ Architecte/S	Production	M	18-29	Architecte / Doctorant	Serbie
C007/M/50-69/ Architecte/EU	Production	M	50-69	Architecte / Professeur	EU
C008/M/30-49/ historien de l'architecture/ EU	Production	M	30-49	Historien de l'architecture / Professeur	EU
C009/M/18-29/ Architecte/EU	Production	M	10-29	Architecte	EU
D001/F/50-69/ Architecte/S	Protection des monuments	F	50-69	Architecte	Serbie
D002/F/30-49/ Historien de l'Art/S	Protection des monuments	F	30-49	Historien de l'art	Serbie
D003/F/30-49/ Architecte/EU	Protection des monuments	F	30-49	Architecte / Professeur	EU
E001/F/30-49/ Journaliste/S	Journaliste	F	30-49	Journaliste	Serbie

APPENDICES

Appendice 1a : Certificat d'éthique

ESG UQÀM

École des sciences de la gestion
Université du Québec à Montréal
Département d'études urbaines et touristiques

CONFORMITÉ À L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE RECHERCHE IMPLIQUANT LA PARTICIPATION DE SUJETS HUMAINS

Le Comité d'éthique de la recherche avec des êtres humains du Département d'études urbaines et touristiques de l'ESG – UQAM a examiné la demande d'approbation éthique du projet de recherche suivant :

Titre du projet : Représentations de la ruine d'après-guerre : Le Quartier Général militaire de Belgrade

Étudiant(e) auteur(e) de l'étude : Baillargeon, Taïka

Programme : Doctorat en études urbaines

Directeur de recherche : Sylvain Lefebvre

Cette demande est jugée conforme aux pratiques habituelles et répond aux normes établies par le *Cadre normatif pour l'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'UQAM*.

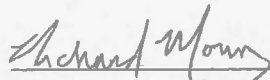
Ce projet de recherche est jugé recevable au plan de l'éthique de la recherche sur des êtres humains.

Membres du Comité

NOM	TITRE	DÉPARTEMENT
Bélanger, Hélène	Professeure	Études urbaines et touristiques
Grenier, A. Alain	Professeur	Études urbaines et touristiques
Morin, Richard	Professeur et président du comité	Études urbaines et touristiques

31/08/2011

Date



Signature du président du comité

Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA
Téléphone : (514) 987-4121
Télécopieur : (514) 987-7827



Appendice 1b : Consent and information form (adult)

Representations of post-conflict ruins : Belgrade's Military Headquarter**IDENTIFICATION**

Researcher in charge of the project : Taïka Baillargeon

University Program : PhD Urban Studies

E-mail address : baillargeon.taika@uqam.ca / taika.baillargeon@gmail.com

Telephone : 381-061 1951464 (Serbia)

PURPOSE OF THE STUDY

You are asked to participate in a research study conducted by Taïka Baillargeon, from the Department of Urban and Touristic Studies at the Université du Québec à Montréal.

This research project concerns the meaning and *raison d'être* of post conflict ruins on the long-term and focuses on the case study of Belgrade's Military Headquarter. It supposes there are many reasons explaining the presence and persistence of these ruins in the reconstructed landscape after a conflict and wish to depict these reasons. It intends to measure the meaning of the ruins through a study of perceptions and representations.

This research is part of a PhD thesis directed by Sylvain Lefebvre, Professor at the Department of Geography of the Université du Québec à Montréal. You can join Professor Lefebvre at the following phone number : 001-514-987-3000 ext. 1716 or e-mail address : lefebvre.sylvain@uqam.ca

PROCEDURE(S)

Your participation in this study will consist in an individual interview in which you will be asked to talk about Belgrade's Military Headquarter, to give your opinion on the building and its ruin as well as on the debate surrounding the ruins of the building. This interview will last for about one hour. It will be recorded on an audiotape with your consent. The time and place of the interview will be decided together with the researcher in charge of the project. The audiotape of the interview as well as the transcription of the audiotape will not bare any identifying information.

BENEFITS AND RISKS

Your participation to this research will contribute to the development of knowledge through a better understanding of the perceptions we have or may have of post conflict ruins as well as of the impacts of these perceptions on reconstruction processes.

There are no risks associated to this study. However, it was take into consideration that the issue of Belgrade's 1999 bombing might be discomforting for the participants. For that reason and because this study is not interested in the conflict itself, there will be no questions concerning this event or any of the Balkan conflicts. You will be free to say as

much as you want on the matter, as you will be free not to answer any questions you consider inappropriate. The researcher will bare the responsibility to suspend or end the interview if he considers that your wellbeing is threatened.

CONFIDENTIALITY

It is understood that the information collected during the interview is fully confidential and that only the researcher in charge of the project as well as his research director, Sylvain Lefebvre, will have access to your audiotape as well as on the content of the transcription. The research material (coded audiotapes and transcripts) as well as the consent forms will be put under key by the researcher in charge of the project. The audiotape as well as the consent form will be destroyed two years following the last publications.

An interpret will be provided for the interview if considered necessary. It is understood that this interpret will be present during the interview. However, he will sign a confidentiality agreement prior to the interview.

PARTICIPATION AND WITHDRAWAL

Your participation to this study is voluntary. This means you freely accept to participate to the project, without constraint or exterior pressure. If you volunteered to be in this study, you may withdraw at any time without consequences of any kind. Your information would then be completely removed from the study. Your consent also imply that you accept that the researcher in charge of the project use the collected information for his PhD as well as for subsequent articles, conferences and scientific communications, under the condition that your personal information will remain confidential and none of your personal details will be made public.

FINANCIAL COMPENSATION

Your participation to this project is voluntary and offered gratuitously. An English resume will be sent to you at the end of the project.

Questions concerning the project or you rights?

If you have any additional questions, you can contact the researcher in charge of the project at the following numbers : 381-061 1951464 (Serbia). You can also discuss the ethics of this research as well as your rights as a participant with research director, Sylvain Lefebvre.

In regards to Ethics in Human Research, the Urban and Touristic Ethic Board approved this project. If there are any questions you cannot ask the research director or in order to address complains or comments, you can contact the president of the ethic board, M. Richard Morin, at the following number and e-mail address : 001 (514) 987-3000 ext. 4595, morin.richard@uqam.ca.

ACKNOWLEDGEMENTS

Your collaboration is essential to the realization of this project and we are extremely thankful for your effort.

SIGNATURES

I, _____, have read this consent form and accept to voluntarily participate to this research project. I also confirm that my questions have been answered to my satisfaction, and that I was given enough time to take the decision to participate. I understand that my participation to this research is completely voluntary and that I can put an end to it at any time without any penalties or justifications.

Name of Participant (please print)

Signature of Participant

Signature of the Investigator

Date :

Please keep the first copy of this consent form in case of further communication with the researcher and give the second copy to the interviewer.

Appendice 1c : Confidentiality agreement

Title of the study : Representation of post-conflict ruins : Belgrade's Military Headquarter

This research project is under the supervision of Taïka Baillargeon, PhD Candidate in Urban Studies at the Université du Québec à Montréal.

The following information were explained to me :

The purpose if the research is to better understand the meaning and the signification of post-conflict ruins in reconstruction contexts and to highlight the impact of representations on the future of these ruins.

In order to perform this research, the researcher is completing open interviews with different actors implicated in the debate surrounding the ruins of Belgrade's Military Headquarter and its future. Through the signature of a consent form, the researcher insures full confidentiality to the participants.

As an interpreter, I will be present during the interviews conducted by the researcher that require an interpreter and therefore have access to confidential information.

By signing this agreement, I recognize that have read the research consent form and I agree to :

1) Insure the confidentiality of the information I will ear during the interviews, meaning that I will never disclose the participants' identity or any other information that would allow anyone to identify the participants.

2) Keep no copy of the interviews or notes taken during the interviews that would contain personal or confidential data.

I, undersigned, _____, promise to insure confidentiality of all the information I will ear during the interviews.

Interpreter

Researcher

Date :

If I have any questions concerning the research, I can contact the researcher in charge of the project, Taïka Baillargeon at 381-061 1951464 (Serbia).

For any complains or critics concerning the project I can contact Mr. Richard Morin from the Urban and Touristic studies Ethic Board at 001 (514) 987-3000 ext. 4595 or morin.richard@uqam.ca.

BIBLIOGRAPHIE

- Allais, L. (2001). *Will to War, Will to Art : Cultural Internationalism and the Modernist Aesthetics of Monuments 1932-1964*. (Thèse de doctorat), Cambridge : Massachusetts Institute of Technology.
- Ambrosino, C. et Lauren, A. (2008). Friches en ville : du temps de veille aux politiques de l'espace. *Espaces et sociétés*, 3(134), 37-51.
- Anonyme. (2014, 13 janvier). Hotel Tramp : U opciji i Generalštab [Hotel Trump au Generalštab]. B92. Récupéré de http://www.b92.net/biz/vesti/srbija.php?yyyy=2014&mm=01&dd=13&nav_id=799438
- Anonyme. (2014, 7 février). Rodić : Nema ozbiljnih kupaca za zgradu Generalštaba [Rodic : Aucun acheteur sérieux pour le bâtiment de l'état-major]. *Blic*. Récupéré de <http://www.blic.rs/Vesti/Drustvo/440953/Rodic-Nema-ozbiljnih-kupaca-za-zgradu-Generalstaba>
- Anonyme. (2014, 30 mars). Vulin : Posvećenost Vlade pregovorima ostaje nepromenjena [Vulin : the Government's commitment for negotiations remains unchanged]. *Novosti*, Récupéré de <http://www.novosti.rs/vesti/naslovna/politika/aktuelno.289.html:484985-VulinPosvecenost-Vlade-pregovorima-ostaje-nepromenjena>.
- Anonyme. (2012, 11 janvier). Napadnuti aktivisti « Preokreta » [Activists "Preokreta" attacked]. *RTS*, Récupéré de <http://www.rts.rs/page/stories/sr/story/135/Hronika/1025018/Napadnuti+aktivisti+%22Preokreta%22+.html>.
- Anonyme (2012, 1^{er} juin). Protest ispred zgrade TV Pink [Manifestation devant le bâtiment de TV Pink]. *RTS*, Récupéré de <http://www.rts.rs/page/stories/sr/story/125/Dru%C5%A1tvo/1113876/Protest+ispred+zgrade+TV+Pink.html>
- Anonyme. (2011, 6 mars). Novi sastav Vlade Srbije [Le nouveau Gouvernement de Serbie]. *RTS*, Récupéré de <http://www.rts.rs/page/stories/sr/story/9/Politika/853776/Novi+sastav+Vlade+Srbije.html>
- Andres, L. et Boris, G. (2011). Les Figures de la friche dans les villes culturelles créatives. *L'Espace géographique*, 1(40), 15-30.
- Andres, L. (2011). Alternative Initiatives, Cultural Intermediaries and Urban Regeneration :

- the Case of La Friche (Marseille). *European Planning Studies*, 19(5), 795-811.
- Andres, L. (2012). Differential Spaces, Power Hierarchy and Collaborative Planning : A Critique of the Role of Temporary Uses in Shaping and Making Places. *Urban Studies*, 50(4), 759-775.
- Andrieux, J.-Y. et Chevalier, F. (2005). *La réception de l'architecture du Mouvement moderne : Image, usage, héritage*. St-Etienne : PU Saint-Etienne.
- Arefi, M. (1999). Non-place and placelessness as narratives of loss : Rethinking the notion of place. *Journal of Urban Design*, 4(2), 179-193.
- Ashworth, G. J. et Tunbridge, J. E. (1999). Old cities, new pasts : Heritage planning in selected cities of Central Europe. *Geojournal*, 49, 105-116.
- Augé, M. (1992). *Non-Lieux; introduction à une anthropologie de la surmodernité*. Paris : Éditions du Seuil.
- Augé, M. (2003). *Le temps en ruines*. Paris : Éditions Galilée.
- Awotona, A. (1997). *Reconstruction after disaster : Issues and Practices*. Brookfield : Ashgate Publishing Ltd.
- Babelon, J-P. et Chastel, A. (2008). *La notion de Patrimoine*. Paris : L. Lévi.
- Babić, M. (2013). *Modernism and Politics in the Architecture of Socialist Yugoslavia, 1945-1965*. Washington : University of Washington.
- Baillargeon, T. (Sous presse). Entre les bombes et la fête : qu'est-ce que Belgrade ? Dans L. K. Morisset, *[S']Appropriier la ville. Le devenir-ensemble, du patrimoine urbain aux paysages culturels*. Montréal : Presses de l'université du Québec.
- Baillargeon, T. (2013). La ruine de l'en-attendant, un cas d'éphémère continu, *Sociétés*, 120, 25-34.
- Baillargeon, T. (2010). Du vide à la destruction : la double fissure de l'identité serbe. Étude de cas sur le Quartier général militaire de Belgrade. *Lignes de fuites*, hors série no 1. Récupéré de <http://Generalštab.lignesde-fuite.net>.
- Baillargeon, T. (2008). Story of an unofficial take-over, Reflection on Belgrade's urban transformation. *Simulacrum*, 16(3-4), 61-63.
- Baillargeon, T. (2005) *Berlin, histoire d'une modernité continue. Réflexions sur les lieux*

reconstruits de la capitale allemande. (Mémoire de maîtrise). Université de Montréal.

- Bailly, A. (1977). *La perception de l'espace urbain : les concepts, les méthodes d'étude, leur utilisation dans la recherche géographique.* Paris : Centre de recherche et de rencontres d'urbanisme.
- Baudelaire C. (2010). *Le peintre de la vie moderne (1863),* Paris : Fayard/Milles et une nuits.
- Beaudet, G. (1997). Domaines "vides" et structuration morphologique de l'agglomération montréalaise. *Cahiers de géographie du Québec*, 41(112), 7-29.
- Bédard, M. (2002). Une typologie du haut-lieu, ou la quadrature d'un géosymbole. *Cahiers de géographie*, 46(127), 49-74.
- Bédard, M. (2006). La pertinence géographique et sociale d'un projet de paysage : errements et suffisances de notre habiter. *Cahiers de géographie du Québec*, 50(141), 409-414.
- Bédard, M. et Breux, S. (2011/2). Non-lieux et grands projets urbains. Une inéluctable équation? Perspectives théoriques et propositions analytiques. *Annales de géographie*, 678, 135-156.
- Bergson, H. (1959). *L'Évolution créatrice (1907),* Paris : Les Presses universitaires de France.
- Berque, A. (2004). Milieu et identité humaine. *Annales de Géographie*, 113(638-639), 385-399.
- Bevan, Robert. (2006). *The Destruction of Memory : Architecture at War,* Londres : Reaktion Books.
- Benjamin, Walter. (2000). *Œuvres III.* Paris : Gallimard.
- Bereinstein-Jacques, P., Guez, A. et Tufano, A. Dialogue lieu/mi-lieu/non-lieu. Dans C. Younès et M. Mangemain (dirs), *Lieux contemporains* (p. 125-134). Paris : Descartes & Cie.
- Biran, A., Poria, Y. et Oren, G. (2011). Sought experiences at (dark) heritage sites. *Annals of Tourism Research*, 38(3), 820-841.
- Blagojević, L. (2003). *Modernism in Serbia; The elusive margins of Belgrade architecture 1919-1941.* Londres : MIT Press.
- Blagojević, L. (2005). *Back to the Futur of New Belgrade : Functional Past of the Modern City.*

Communication présentée au colloque The Dream of Greater Europe organisé par l'Association of European Schools of Planning, en juillet 2005 à Vienne. Vienne : Université Technique de Vienne. Récupéré de aesop2005.scix.net/data/papers/att/204.fullTextPrint.pdf.

- Blagojević, L. (2007). Novi Beograd : osporeni modernizam [Modernisme contesté : Novi Beograd]. Belgrade : Zavod za Udžbenike.
- Blagojević, L. (2011). Postmodernism in Belgrade Architecture : Between Cultural Modernity and Societal Modernisation. *Spatium International Review*, 25, 23-29.
- Blanchet, A. et Gotman, A. (1992). La préparation de l'enquête. Dans A. Blanchet et A. Gotman (dirs), *L'enquête et ses méthodes : l'entretien* (p. 39-65). Paris : Nathan.
- Bogdanović, J. (2003). Architect Nikola Dobrović - A member of the Heroic Generation. *Serbian Studies : Journal of the North American Society for Serbian Studies*, 17(1), 87-100.
- Bonnemaison, J. (1996). *Les fondements géographiques d'une identité - L'archipel de Vanuatu : essai de géographie culturelle*. Paris : Orstrom.
- Bonnemaison, J. (1996). Le territoire, nouveau paradigme de la géographie humaine ? Dans Bonnemaison, J., Cambrézy, L. et L. Quinty-Bourgeois (dirs). *Le territoire, lien ou frontière?* Actes du colloque organisé par L'ORSTOM et l'Université de Paris IV, les 2-4 octobre 1995, Paris : Sorbonne.
- Borden, L., Kerr, J., Rendell, J. et Pivaro, A. (dirs). (2001). *The Unknown City; Contesting Architecture and social space*. Londres : The MIT Press.
- Bourdin, A. (2005). *La métropole des individus*. Paris : Éditions de l'Aube.
- Bourdin, A. (2000). *La question locale*. Paris : PUF.
- Bourdin, A. (1992). Patrimoine et demande sociale. Dans R. Neyret (dir.), *Le patrimoine atout du développement* (p. 21-25). Lyon : Presses universitaires de Lyon.
- Bourgarel, G. (1992). Le patrimoine condamné par l'économie libérale? Dans R. Neyret (dir.), *Le patrimoine, atout du développement* (p. 77-84). Lyon : Presses universitaires de Lyon.
- Brassant, M. et Leresche J.-P. (dirs) (1994). *Les faces cachées de l'urbain*, Berne : Peter Lang.
- Bullock, N. (2002). *Building the post-War World : Modern architecture and reconstruction in*

Britain. Londres : Routhledge.

- Bunić, O. et Milenković, D. (2013, 12 février). Šeici grade luskuzni hotel na mestu ruševina Generalštaba? [Un hotel de luxe pour le Cheik sur le site du Generalštab?]. *Blic*. Récupéré de <http://www.blic.rs/Vesti/Ekonomija/367303/Seici-grade-luskuzni-hotel-na-mestu-rusevina-Generalstaba>
- Burghardt, R. et Kirn, G. (2012). Yugoslavian Partisan Memorials : the Aesthetic Form of the Revolution as a Form of Unfinished Modernism? Dans M. Mrduljaš et V. Kulić (dirs), *Unfinished Modernisation* (p. 84-95). Zagreb : Croatian Architects' Association.
- Cerović, S. (2007). Improvement of the development of tourism in Serbia, *The Amfiteatru economic Journal* (p. 26-33), Bucarest : Academy of Economic Studies.
- Cervellon, M.-C., Carey, L. et Harms, T. (2012). Something old, somtehing used : Determinants of women's purchase of vintage fashion vs second-hand fashion. *International Journal of Retail & Distribution Management*, 40(12), 956-974.
- Certeau, Michel de. (1975). *L'écriture de l'histoire*, Paris : Gallimard.
- Chaline, C. (1999). *La régénération urbaine*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Charlier, B. (1999). *La défense de l'environnement : entre espace et territoire*. (Thèse de doctorat), Université de Pau et des Pays de l'Adour.
- Chesneaux, J. (1997). Habiter le temps. Port Moresby et ses temporalités éclatées. *Terrain. Revue d'Ethnologie de l'Europe*, 29, 19-30.
- Choay, F. (1992). *L'allégorie du patrimoine*, Paris : Seuil.
- Choay, F. (1996). De la démolition. Dans B. Fortier (dir.), *Métamorphoses parisiennes* (p. 11-30). Paris: P. Mardaga Éditeur.
- Choay, F. (2000). *Le Patrimoine en question : Anthologie pour un combat*. Paris : Seuil.
- Christou, C. et H. H. Bülthoff (2000). Perception, representation and recognition : A holistic view of recognition. *Spatial vision*, 13(23), 265-275.
- Ćirković, R. (2004, 1^{er} avril). Kraj slavnih mrkonjićevih dana [End of Mrkonjić's days of fame]. *NIN*.
- Claval, P. (2003). Sens patrimoniaux dans le monde. Dans M. Gravari-Barbas et S. Guichard-Anguis (dirs), *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du xxie siècle*

(p. 45-59). Paris : Presse de l'Université de Paris-Sorbonne.

Commission des biens culturels du Québec (CBCQ). (2005). Comment nommer le patrimoine quand le passé n'est plus ancien ? Récupéré en avril 2010 de <http://Generalštab.cbcq.gouv.qc.ca/patrimoine_moderne.html>.

Conley Damljanović, T. et Makas Gunzburger, E. (2010). *Capital Cities in the Aftermath of Empires*. New York : Routhledge.

Conley Damljanović, T. et Jovanović, J. (2012). Housing Architecture in Belgrade (1950-1980) and Its Expansion to the Left Bank of the River Sava. Dans M. Mrduljaš et V. Kulić (dirs), *Unfinished Modernisations* (pp. 294-310). Zagreb : Croatian Architects' Association.

Conseil de l'Europe, Directorate de la culture et du patrimoine culturel et naturel. (2008). *Analysis and reform of cultural heritage policies in South-East Europe*. Strasbourg : Conseil de l'Europe.

Coser, L. A. (1956). *The functions of social conflicts*. New York : Free Press.

Cox, K. R. et Johnston, R. J. (1982). *Conflict, politics and the urban scene*. New York : St. Martin Press.

Curtis, G. E. (1990). *Yugoslavia a country study*. Washington : Library of Congress.

Dahrendorf, R. (1958). Out of Utopia : Toward a reorientation of Sociological Analysis dans *American Journal of Sociology*, 64(2), p. 115-127.

Davidson, C., Johnson, C., Lizarralde, G., Dikmena, N. et Sliwinskia, A. (2007). Truths and myths about community participation in post-disaster housing projects. *Habitat International*, 31, 100-115.

Dear, M. et Long, J. (1978) Community strategies in locational conflict dans Cox, J. (ed.) *Urbanization and Conflict in Market Societies* (p. 113-127). Londres : Methuen.

Debardieux, B. (1995). Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique. *Espace géographique*, 24(2), 97-112.

Del Pilar Canamero, M. et Euler, L. (2006). *Illegality, Legalization and other Manoeuvres*. Bâle : ETH Studio Basel.

Dekker, A., Goverde, H., Markowski, T. et Ptaszynska-Woloczko, M. (1992). *Conflict in Urban development : a comparison between East and West Europe*. Brookfield :

Ashgate.

Derrida, J. (1997) Architecture Where the Desire May Live – Interview with Eva Meyer. Dans Neil Leach (dir.), *Rethinking Architecture : A Reader in Cultural Theory*, Londres : Routledge.

Desmarais, G. et Ritchot, G. (2000). Le parcours structural de l'établissement humain. Dans G. Desmarais et G. Ritchot, *La Géographie structurale* (p. 61-87). Paris : L'Harmattan.

Devine-Wright, P. et Lyons, E. (1997). Remembering pasts and representing places : the construction of national identities in Ireland. *Journal of Environmental Psychology*, 17, 33-45.

Diefendorf, J. M. (dir.) 1990. *Rebuilding Europe's Bombed Cities*. Londres : Palgrave Macmillan.

Dieudonné, P. (1994). *Villes reconstruites du dessin au destin, volume 1 et 2*, Paris : L'Harmattan.

Djordjević, D. et Dabović, T. (2009). System of Spatial Planning in Serbia : A Critical Overview. *Razgledi*, 31, 143-157.

Dobrović, N. (2005). Pokrenutost prostora – Bergsonove dinamičke sheme – Nova slika sredine [Espace en mouvement – schéma dynamique de Bergson – Nouvelle image de l'environnement]. Dans M. R. Perović et S. Krunic (dirs), *Nikola Dobrović : Eseji, projekti, kritike [Nikola Dobrović : Essais, projets, critiques]* (p. 115-134). Belgrade : Arhitektonski Fakultet Univerziteta u Beogradu, Muzej Arhitekture.

Dobrović, N. (1980). *Dobrović : tekstovi Nikole Dobrovića u izboru Miloša R. Perovića*. Belgrade : Urbanizam Beograda.

Doron, G. M. (2007). ...badlands, blank space, border vacuums, brown fields, conceptual Nevada, Dead Zones *Field Journal*, 1(1), 10-23.

Doyon, M. (2007). Conflits et réseaux d'acteurs dans la construction d'espaces périurbains : Analyse du jeu des acteurs dans deux processus de développement dans les régions de Montréal et de Montpellier. Communication présentée au colloque *Des acteurs qui façonnent le territoire* organisé par Villes, Régions, Monde, les 17 et 18 mai 2007 à Montréal. Montréal : Villes, Régions, Monde. Récupéré de http://Generalštab.vrm.ca/documents/Releve4_DoyonMelanie.pdf

Dunlap, D. W. (2009, 23 novembre). Showcase : Emptied but Still Secret. *The New York Times*. Récupéré de

http://lens.blogs.nytimes.com/2009/11/23/asylum/?_php=true&_type=blogs&_r=0

Dziedzicki, J.-M. (2003). La gestion des conflits d'aménagement entre participation publique et médiation. *Annuaire des collectivités locales*, 23, 635-646.

Drouin, M. (2012). De la démolition des taudis à la sauvegarde du patrimoine (Montréal, 1954-1973). *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, 41(1), 22-36

Drouin, M. (2010). Lorsque le patrimoine se fait beau, la ville est-elle plus intéressante à voir? *Téoros*, 29(2), 147-150.

Drouin, M. (2006). La fin des ruines. *Téoros*, 25(1), 58-61.

Estrin, S. (1991). The Case of Self-Managing Market Socialism. *The Journal of Economic Perspectives*, 5(4), 187-194.

Fernandez, D., Ferranti, F. et Alexandre, P. (2009). *Imaginaires des ruines*. Paris : Actes Sud.

Foreign Direct Investment magazine (FDI). (2007). European cities of the future 2006/2007. *FDI*. Récupéré en septembre 2009 de http://Generalštab.fdimagazine.com/news/fullstory.php/aid/1543/EUROPEAN_CITIES_OF_THE_FUTURE_2006_07.html.

Fisher, J. C. (1962). Planning the city of Socialist Man. *Journal of American Institute of Planners*, 28(4), 251-265.

Fisher, R. et Kling, J. (1993). *Mobilizing the community : local politics in the era of the global city*. Londres : Sage.

Forero-Mendoza, S. (2002). *Le temps des ruines : l'éveil de la conscience historique à la renaissance*. Seyselle : Champ Vallon.

Foucault, M. (2004). Des espaces autres. *Empan*, 2(54), 12-19.

Freud, Sigmund. 1975. L'inquiétante étrangeté. Dans S. Freud, *Essai de psychanalyse appliquée* (p. 163-210). Paris : Gallimard.

Freudenberg, W. R. et Pastor, S. K. (1992). NIMBYs and LULUs : Stalking the Syndromes. *Journal of Social Issues*, 48(4), 39-61.

G., L. (2013, 22 novembre). Šeik i Donald Tramp u borbi za zgradu Generalštaba [Le Cheikh et Donald Trump dans une lutte pour le Generalštab]. *Blic*. Récupéré de <http://www.blic.rs/Vesti/Drustvo/421746/Seik-i-Donald-Tramp-u-borbi-za-zgradu->

Generalstaba

- Gandy, M. (2013). Marginalia : Aesthetics, Ecology, and Urban Wastelands. *Annals of the Association of American Geographers*, 103(6), 1301-1316.
- Garrett, B. L. (2014). Undertaking recreational trespass : urban exploration and infiltration. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 39(1), 1-13.
- Garrett, B. L. (2012). *Place Hacking : Tales of Urban Exploration*. (Thèse de doctorat), Londres : Université de Londres, Royal Holloway.
- Garrett, B. L. (2011). Review of Ruins of Modernity by Hell & Shöne. *Environment and Planning D : Society and Space*, 29, 378-380.
- Ginsberg, R. (2004). *The Aesthetics of Ruins*. Amsterdam : Rodopi.
- Goffman, E. (1963). *Stigma; notes on the management of spoiled identity*. New York : Prentice-Hall.
- Gramsci, A. (1971) *Selections from the Prison Notebooks*. Londres : Lawrence et Wishart, 276.
- Gravari-Barbas, M. et Guichard-Anguis, S. (dirs) (2003). *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du xxie siècle*. Paris : Presse de l'Université de Paris-Sorbonne.
- Gravari-Barbas, M. et V. Veschambre (2003). Patrimoine : derrière l'idée de consensus des enjeux d'appropriation de l'espace et des conflits. Dans P. Melé, C. Larrue et M. Rosemberg (dirs), *Conflits et territoires* (p. 67-82). Tours : Presses universitaires François Rabelais.
- Groth, J. et Corijn, E. (2005). Reclaiming Urbanity : Indeterminate Spaces, Informal Actors and Urban Agenda Setting. *Urban Studies*, 42(3), 503-526.
- Günther, G. (2011). Belgrade, city of change, *Swiss magazine*, juillet-août, 16-29.
- H., B. (2014, 15 janvier). Trampovi izaslanici razgledali Generalštab [Tramp delegates toured the Generalstaf]. *Politika*. Récupéré de <http://www.politika.rs/rubrike/Beograd/Trampovi-izaslanici-razgledali-Generalstab.lt.html>
- Halbwachs, M. (1994). *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris : Albin Michel.
- Halbwachs, M. (1990). La mémoire collective et l'espace. Dans M. Halbwachs, *La mémoire*

- collective* (p. 193-236). Paris : Albin Michel.
- Halbwachs, M. (1950). *La Mémoire collective*. Paris : Presses universitaires de France.
- Halpern, J. (1965). Peasant Culture and Urbanization in Yugoslavia. *Human Organization*, 24(2), 162-174.
- Hartman, C. et Squires, G. D. (2006). *There is No Such Thing as a Natural Disaster : Race, Class, and Hurricane Katrina*. New York : Routledge.
- Haydn, F. et Temel, R. (2006) *Temporary Urban Spaces : Concepts for the Use of the City Spaces*. Bâle : Birkhauser.
- Hell, J. et Schöne, A. (dirs) (2010). *Ruins of Modernity*. Londres : Duke University Press.
- Heinman, M. (1990). From "Not in my Backyard!" to "Not In Anybody's Backyard!" *Journal of the American Planning Association*, 56(3), 359-362.
- Herscher, A. (2010) *Violence Taking Place : The Architecture of the Kosovo conflict*. Standford : Standford University Press.
- Herzog, S. et Wyss, H. (2006). *Novi Beograd Centar - Destabilization of an Urban Design?* Bâle : ETH Studio Basel.
- Hillier, J. et Gunder, M. (2005). Not over your dead bodies! A Lacanian interpretation of urban planning discourse and practice. *Environment and planning*, A(37), 1049-1066.
- Hirt, S. (2009). City Profile : Belgrade, Serbia. *Cities*, 26, 293-303.
- Hirt, S. (2013). Whatever happened to the (post)socialist city? *Cities*, 32, s29-s38.
- Holl, S., Pallasmaa, J. et Pérez-Gomez, A. (2008). *Questions of perception : Phenomenology of Architecture*. Tokyo : A+U Publishing Co.
- Hughes, S. (2014, 1^{er} avril). Bosnia's wartime rape survivors losing hope of justice. *BBC*, Récupéré de <http://www.bbc.com/news/world-europe-26833510>.
- Hulbert, F. (2009). L'espace politique de la ville : plaidoyer pour une géopolitique urbaine. *L'Espace politique*, 8(2), 1-13.
- Ikonnikov, A. (1990). *L'architecture russe de la période soviétique*. Bruxelles : Pierre Mardaga.

- Iser, W. (1985). *L'acte de lecture : théorie de l'effet esthétique*. Bruxelles : Pierre Mardaga.
- Institute for Informatics and Statistics (2011). Catering, trades and tourism. Dans Slobodan Karanović (dir.), *Statistical Yearbook of Belgrade 2010* (p. 382-384). Belgrade : Institute for Informatics and Statistics.
- J., M. L. (2014, 11 mars). Generalštab spreman za investitore [Generalštab prêt pour les investisseurs]. *Novosti*. Récupéré de <http://www.novosti.rs/vesti/beograd.74.html:482251-Generalstab-spreman-za-investitore>
- J., S. et M., A. (2007, 15 septembre). Ukida se status spomenika za zgradu Generalštaba? [Abolished the status of a monument for the building of the Generalštab?]. *Glas Javnosti*. Récupéré de <http://Generalštab.glas-javnosti.rs/clanak/glas-javnosti-15-09-2007/ukida-se-status-spomenika-za-zgradu-Generalštaba>
- Janelle, Donald G. (1977). Structural dimensions in the geography of locational conflicts. *The Canadian Geographer*, 21(4), 311-328.
- Janin, C. et Lauren, A. (2008). Les Friches : espaces en marge ou marges de manœuvre pour l'aménagement des territoires? *Annales de géographie*, 5(663), 62-81.
- Jauss, H. R. (1978). *Pour une esthétique de la réception*. Paris : Gallimard.
- Jébrak, Y. (2010). *La reconstruction et la résilience urbaine : l'évolution du paysage urbain*. (Thèse de doctorat), Montréal : Université du Québec à Montreal.
- Jha, Abhas K., Duyne Barenstein, J., Phelps, P. M., Pittet, D. et Sena, S. (2010). *Safer Homes, Stronger Communities : A Handbook for Reconstructing after Natural Disasters*. Washington : Banque Mondiale.
- Joerin, F., Pelletier, M., Trudelle, C. et Villeneuve, P. (2005). Analyse spatiale des conflits urbains : enjeux et contextes dans la région de Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, 49(138), 319-342.
- Jones, P. R. (2003). Architecturing Modern Nations : Architecture and the State. Dans G. Delanty et E. F. Isin (dirs), *Handbook of historical sociology* (p. 301-311). Londres : Sage.
- Jones, P. R. (2006). The Sociology of Architecture and the Politics of Building : The Discursive Construction of Ground Zero. *Sociology*, 40(3), 549-565.
- Jovanović Weiss, S. (2000/2001). NATO as Architectural Critic, *Cabinet Magazine*, 1,

Récupéré de <http://Generalštab.cabinetmagazine.org/issues/1/NATO.php>.

- Kempnaers, J. (2010). *Spomenik*. Amsterdam : Roma Publications.
- Kirat, T. et Torre, A. D. (2008). *Territoires de conflits : analyses des mutations de l'occupation de l'espace*. Paris : L'Harmattan.
- Koselleck, R. (1985). *Futur Past : on the Semantics of Historical Time*. New York : Columbia University Press.
- Kosić, K. (1967). *Die Dialektik des Konkreten : Eine Studie zur Problematik des Menschen und der Welt*. Francfort : Suhrkam Verlag.
- Kovačević, B. (2001). *Arhitektura Zgrada Generalštaba : Monografi* [Monographie de l'architecture du Bâtiment du Quartier général militaire], Belgrade : Vojnoizdavacki zavod Cena.
- Kulić, V. (2013). National, supranational, international : New Belgrade and the symbolic construction of a socialist capital. *Nationalities Papers*, 41(1), 35-63.
- Kulić, V. (2012). An Avant-Garde Architecture for an Avant-Garde Socialism : Yugoslavia at EXPO '58. *Journal of Contemporary History*, 47(1), 161-184.
- Kulić, V. (2009a). *Architecture and the politics of reading : The case of Belgrade Generalštab in Belgrade*. Rome : Fondazione Bruno Zevi.
- Kulić, V. (2009b). Land of the In-Between : Modern Architecture and the State in Socialist Yugoslavia, 1945-65. (Thèse de doctorat), Austin : University of Texas at Austin.
- Kulić, V. (2009c). East? West? Or Both? Foreign perceptions of architecture in Socialist Yugoslavia. *The Journal of Architecture*, 14(1), 129-147.
- Kulić, V. (2007). Refashioning the CK : Transitory Identities of Belgrade's Tallest Building. Dans R. Dinulović et A. Brkić (dirs), *Theatre - Politics – City, Case Study : Belgrade* (p. 288-301). Belgrade : Yustat.
- Kulić, V., Mrduljaš, M. et Thaler, W. (2012). *Modernism In-between : The Mediatory Architectures of Socialist Yugoslavia*. Berlin : Jovis.
- Kullaa, R. (2011). *Non-Alignment and its Origins in Cold War Europe : Yugoslavia, Finland and The Soviet Challenge*. Londres : I.B. Tauris & CO Ltd.
- Kullashi, M. (2005). *Effacer l'autre ; identités culturelles et identités politiques dans les*

Balkans. Paris : L'Harmattan.

Klein, R. et Louguet, P. (2002). *La Réception de l'architecture*. Paris : Jean-Michel Place.

Korosec-Serfaty, P. (1991). La ville et ses restes. Dans Annick Germain (dir.) *L'aménagement urbain; promesses et défis* (p. 233-267), Montréal : Institut québécois de recherche sur la culture.

Lacroix, S. (2007). *Ce que nous disent les ruines ; la fonction critique des ruines*, Paris : L'Harmattan.

Lane, D. et Myant, M. (2007). *Varieties of Capitalism in Post-Communist Countries*. New York : Palgrave Macmillan.

LeBrun, A. (2011). *Perspective dépravée : entre catastrophe réelle et catastrophe imaginaire*. Paris : Éditions du Sandre.

Lecourt, A. (2004). Les conflits d'aménagement : analyse théorique et pratique à partir du cas breton. *ESO*, (21), 141-145.

Lecourt, A. (2003). *Les conflits d'aménagement : analyse théorique et pratiques à partir du cas breton*. (Thèse de doctorat), Rennes : Université de Rennes 2.

Lecourt, A. et Baudelle, G. (2004). Conflits d'aménagement et proximité sociale : une réévaluation. *International Journal of Sustainable Development*, 7(3), 287-301.

Lefebvre, H. (1991). *The Production of Space*. Oxford : John Wiley & Sons.

Lefebvre, H. (1968). *Le droit à la ville*. Paris : Anthropos.

Le Floch, Y. (2000). Approche spatiale et quantitative des risques de conflits entre riverains et maîtres d'ouvrages autoroutiers. *École Doctorale Hommes et Territoires*. Tours : Université François Rabelais.

Lehtovuori, P. (2010). *Experience and Conflict : The production of urban space*. Farnham : Ashgate Publishing Limited.

Le Normand, B. (2014). *Designing Tito's Capital : Urban Planners, Modernism and Socialism in Belgrade*. Pittsburgh : University of Pittsburgh Press (à paraître, juin)

Le Normand, B. (2008). The modernist city reconsidered : changing attitude of social scientists and urban designers in 1960s Yugoslavia. *Tokovi istorije*, 3-4, 141-159.

- Le Normand, B. (2006). Make no little plan. Modernist project and spontaneous growth in Belgrade 1946-1967. *East Central Europe*, 33(1-2), 243-267.
- Lévesque, Luc. (1999). Montréal, l'informe urbanité des terrains vagues : pour une gestion créatrice du mobilier urbain. *Les Annales de la recherche urbaine*, 85, Paris : 47-57.
- Lewicka, M. (2008). Place Attachment, place identity, and place memory : Restoring the forgotten city past. *Journal of Environmental Psychology*, 28, 209-231.
- Light, D. (2010). An Unwanted Past : contemporary tourism and the heritage of communism in Romania. *International Journal of Heritage Studies*, 6(2), 145-160.
- Liter, J. C. et H. H. Bülthoff (1998). An introduction to object recognition. *Zeitschrift für Naturforschung*, 53(c), 610-621.
- Lizarralde, G., Johnson, C. et Davidson, C. (2009). *Rebuilding After Disasters : From emergency to sustainability*. New York : Spon Press, 283 p.
- Lonely Planet. (2009). The ultimate party city. *1000 Ultimate experiences* (p. 381). Victoria : Lonely Planet Publications.
- Low, S. M. et Altman, I. (1992). Place attachment : A conceptual inquiry. Dans I. Altman et S. M. Low (dirs), *Place attachment* (p. 1-12). New York et Londres : Plenum Press.
- Lussault, M. (2003). Acteur. Dans J. Lévy et M. Lussault, *Dictionnaire de géographie et de l'espace des sociétés* (p. 39). Paris : Belin
- Lutar-Tavar, C. (2005). *La Yougoslavie de Tito écartelée 1945-1991*, Paris : L'Harmattan.
- Lynch, K. (1960). *The Image of the City*. Cambridge : MIT Press.
- Lynn, M. L., Mulej, M. et Jurse, K. (2002). Democracy without empowerment : the grand vision and demise of Yugoslav self-management. *Management Decision*, 40(8), p. 797-806.
- Lyotar, J.-F. (1979). *La condition postmoderne*. Paris : Éditions de minuit.
- Majdin, Z. (2009, 23 avril). Carsko, spahijsko, Matičevo. *Vreme*, Récupéré de <http://www.vreme.com/cms/view.php?id=862139>.
- Makarius, M. (2004). *Ruines*. Paris : Flammarion.
- Marić, I., Niković, A. et Manić, B. (2010). Transformation of the New Belgrade urban tissue :

Filling the Space Instead of Interpolation. *Spatium International Review*, 22, 47-56.

Marschall, S. (2005). Reordering the Past : Monuments and Architectural Heritage in Post-Apartheid South Africa. Communication présentée au colloque *Repenser les limites : l'architecture à travers l'espace, le temps et les disciplines* organisé par l'Institut national d'histoire de l'art (INHA), du 31 août au 3 septembre 2005 à Paris. Paris : INHA. Récupéré de <http://inha.revues.org/1691>

Massard-Guilbaud G., Platt, H. L. et Dieter, S. (dirs). (2002). *Villes et catastrophes ; réactions face à l'Urgence dans l'histoire européenne*. Francfort : Peter Lang.

Matejić, M. (2013). *Prilog Proučavanju Zgrade Generalštaba Arhitekta Nikole Dobrovića : Koncept i Iskustvo Prostora [Contribution à l'Étude du Generalštab : concept et expérience de l'espace]*. Belgrade : Heritage, XIII, 167-183.

McCann, E. J. (2002). The cultural politics of local economic development : meaning-making, place-making, and the urban policy process. *Geoforum*, 33, 385-398.

McClymont, Katie et Paul O'Hare. (2008). "We're not NIMBYs!" Contrasting local protest groups with idealised conceptions of sustainable communities. *Local Environment : The International Journal of Justice and Sustainability*, 13(4), 321-335.

Melé, P. (2003). Introduction : conflits, territoires et action publique. Dans P. Melé, C. Larrue et M. Rosenberg (Dirs), *Conflits et territoires (p. 13-32)*. Tours : Presses universitaires François-Rabelais.

Melé, P. (2004, 21-22 octobre). Conflits et controverses : de nouvelles scènes de production territoriale? Présenté au colloque *Espaces et sociétés aujourd'hui. La géographie sociale dans les sciences sociales et dans l'action* organisé par L'UMR-ESO, les 21 et 22 octobre 2004 à Renne. Renne : UMR-ESO.

Melé, P. (2005). *Conflits patrimoniaux et régulations urbaines*. *ESO*, 23, 51-57.

Micoud, A. (1991). Les lieux exemplaires : des lieux pour faire croire à de nouveaux espaces. Dans A. Micoud, *Des Hauts lieux - La construction sociale de l'exemplarité (p. 53-63)*. Paris : CNRS, Centre regional de publication de Lyon.

Mijatović, V. (2010, 22 mai). Ruine « krase » Knez Miloševu [Ruine « embellished » Knez Milos]. *Večernje Novosti*. Récupéré de <http://Generalštab.novosti.rs/vesti/beograd.74.html:274140-Ruine-krase-Knez-Milosevu>

Miladinović, M., Liechti, C. et Keller, C. (2006). *Curating Memory*. Bâle : ETH Studio Basel.

- Mitrović, M. Z. (2004, 24 septembre). Generalštab nije srušen, već oštećen [The Generalštab did not fall, it's only damaged]. *Danas*.
- Moles, A. et Rohmer, E. (1972), *Psychologie de l'espace*. Paris : Castermann.
- Morin, R., Parazelli, M. et K. Benali. (2008). Conflits d'appropriation d'espaces urbains centraux : prendre en compte les modes de relation des groupes d'acteurs. *Nouvelles pratiques sociales*, 20(2), 142-157.
- Morisset, L. K. (2009). *Des Régimes d'authenticité : essai sur la mémoire patrimoniale*. Québec : Presses Universitaire de Québec et Presses Universitaire de Rennes.
- Mučibabić, D. et Vukasović, V. (2013, 18 février). Srbija razgovara : Generalštab – rušiti ili čuvati kulturno blago [Entretiens Serbie : Generalštab - démolir ou préserver les trésors culturels]. *Politika*. Récupéré de <http://www.politika.rs/rubrike/Drustvo/Srbija-razgovara-Generalstab-rusiti-ili-cuvati-kulturno-bлаго.sr.html>
- Mumford, L. (1945). *City Development : Studies in Disintegration and renewal*. New York : Harcourt, Brace and Company.
- Mrdak, V. (2003, 5 février). Hotel menja Generalštab? [Le Generalštab transformé en Hotel?]. *Večernje Novosti*. Récupéré de <http://Generalštab.novosti.rs/vesti/beograd.74.html:144319-Hotel-menja-Generalštab>
- Mrduljaš, M. et Kulić, V. (dirs) (2012). *Unfinished Modernisations : Between Utopia and Pragmatism*. Zagreb : Croatian Architects' Association.
- Nedović-Budić, Z. et Cavrić, B. (2006). Waves of planning : a framework for studying the evolution of planning systems and empirical insights from Serbia and Montenegro. *Planning Perspectives*, 21(Octobre), 393-425.
- Nedović-Budić, Z., Djordjević, D. et Dabović, T. (2011). The Mornings after... Serbian Spatial Planning Legislation in Context. *European Planning Studies*, 19(3), 429-455.
- Nikolić, E. et I. Delić-Nikolić (2012). Facade Renewal of Generalštab Building in Rehabilitation and Adaptative reuse process. Communication présentée au colloque *Scientific Conference : Planning, Design, Construction and Building Renewal* organisé par le département de Génie civil de l'Université de Novi Sad. Novi Sad : iNDiS 2012.
- Nora, P. (1997). *Les Lieux de mémoire*. Paris : Gallimard.

- Nurden, R. (2009, 22 mars). Belgrade has risen from the ashes to become the Balkans' party city. *The Independent*. Récupéré de <http://Generalštab.independent.co.uk/travel/europe/belgrade-has-risen-from-the-ashes-to-become-the-balkans-party-city-1651037.html>.
- Paquot, T. (1997). Lieu, hors-lieu et être au monde. Dans C. Younès et M. Mangemain (dirs), *Lieux contemporains* (p. 11-28). Paris : Descartes & Cie.
- Pennartz, P. J. J. et Elsinga, M. G. (1990). Adults, Adolescents, And Architects : Differences in Perception of the Urban Environment. *Environment and Behavior*, 22(5), 675-714.
- Perović, M. R. et Žegarac, Z. (2000). The Destruction of an Architectural Culture : The 1999 Bombing of Belgrade. *Cities*, 17(6), 395-408.
- Perović, M. R. et S. Krunić, (dirs) (1998). *Nikola Dobrović : eseji, projekti, kritike [Nikola Dobrović : Essays, Projects, Critiques]*. Beograd : Arhitektonski Fakultet Univerziteta u Beogradu, Muzej Arhitekture.
- Petrović, A. (2009, 1^{er} avril). Vrh sudske vlasti u Nemanjinoj 9 [Top judicial authorities in Nemanjina 9]. *Politika*, Récupéré de <http://www.politika.rs/rubrike/Hronika/Vrh-sudske-vlasti-u-Nemanjinoj-9.lt.html>
- Petrović, M. (2001). Post-Socialist Housing Policy Transformation in Yugoslavia and Belgrade. *European Journal of Housing Policy*, 1(2), 211-231.
- Pinçon, M. et Pinçon-Charlot, M. (2005). *Château et châtelains : les siècles passent, le symbole demeure*. Paris : Carrière.
- Podoshen, J. S. (2013). Dark Tourism motivations : Simulation, emotional contagion and topographic comparison. *Tourism management*, 35, 263-271.
- Popper, F.J. (1981). Siting LULUs. *Planning*, 4, 12-15.
- Raco, M., Henderson, S. et Bowlby, Sé (2008). Changing times, changing places : urban development and the politics of space – time. *Environment and Planning*, 40(11), 2652-2673.
- Rajasingham Senanayake, D. (2005). Humanitarian assistance and the international aid. Architecture after the tsunami : Lessons from Sri Lanka and India. Dans ASEAN Roundtable 2005. *The Asian Tsunami : Implications for regional development and security*. Actes du colloque organisé par l'Institute of South East Asia Studies, les 17 et 18 novembre 2005 à Singapour. Singapour : Institute of South East Asia Studies. Récupéré en janvier 2011 de

http://Generalštab.alnap.org/pool/files/ASEAN_Roundtable_singapore_tsunami_aid_architecture.pdf.

- Rautenberg, M. (2003). *La Rupture patrimoniale*. Bernin : À la croisée.
- Raoulx, B. (2005). Lectures et représentations du patrimoine de la reconstruction : Le Havre et Caen. *CRÉSO*, 23, 17-24.
- Raffestin, C. (1997). Une société de la friche ou une société en friche. *Collage*, 4, 12-15.
- Ramroth, H. G. (2007). *Planning for disaster : How Natural and manmade Disasters Shape the Built Environment*. New York : Kaplan publishing.
- Ricoeur, Paul. (2000). *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris : éditions du Seuil.
- Ricoeur, Paul. (2006). Mémoire, histoire, oubli. *Esprit*, mars-avril, 20-30.
- Rivera, Lauren A. (2008). Managing « Spoiled » National Identity : War, Tourism, and Memory in Croatia. *American Sociological Review*, volume 73(août), 615-634.
- Relph, E. (1976). *Place and Placelessness*. Londres : Pion Limited.
- Robin, R. (2001). *Berlin Chantier*. Paris : Stock.
- Robinson, G. M., Engelstoft, S. et Pobric, A. (2001). REmaking Sarajevo : Bosnian nationalism after the Dayton Accord. *Political Geography*, 20, 957-980.
- Rusinow, D. (1977). *The Yugoslav Experiment 1948-1974*. Berkeley : University of California Press.
- Schultes, A. (1995). Berlin – the belated capital. Dans A. Balfour, *World cities : Berlin* (p. 38-48). Londres : Academy Editions.
- Scurlock, G. (2008, 4 novembre). Europe's best nightlife in buzzing Belgrade. *The Times*, Récupéré de http://Generalštab.timesonline.co.uk/tol/travel/holiday_type/music_and_travel/article5082856.ece?token=null&offset=0&page=1.
- Sekulić, D. (2012). Construction a Non-aligned Modernity : the Case of Energoprojekt. Dans Mrduljaš et V. Kulić, V. (dirs), *Unfinished Modernisation* (p. 122-133). Zagreb : Croatian Architects' Association.
- Sénécal, G. (2005). Conflits de proximité et coopération. Une géographie des acteurs et des

- interactions sociales. *Cahiers de géographie du Québec*, 49(138), 277-285.
- The Stealth Goup : Džokić, A., Topalović, M., Neelen, M. et Kucina, I. (2002). The Wild City. *Hunch*, 4, 106-127.
- Soucy, C. (1996). Le Patrimoine ou l'avvers de l'aménagement. *Annales de la recherche urbaine*, 72, 143-153.
- Subra, P. (2008). L'aménagement, une question géopolitique | *Hérodote*, 3(130), 222-250.
- Subra, P. (2007). *Géopolitique de l'aménagement du territoire*. Paris : Armand Colin.
- Suhrke, A. (2007). Reconstruction as Modernisation : The 'Post-Conflict' Project in Afghanistan. *Third World Quarterly*, 28(7), 1291-1308.
- Tatum, D. C. (2002). *Who influenced whom? Lessons from the Cold War*. Lanham : University Press of America.
- Todorov, T. (2000). *Mémoire du mal Tentation du bien*. Paris : Robert Laffont.
- Torre, A. et Caron, A. (2002). Conflits d'usage et de voisinage dans les espaces ruraux. *Sciences de la Société*, 57, 95-113.
- Trudelle, C. (2005). *Visibilité de la participation des femmes aux conflits urbains à Québec entre 1965 et 2000*. (Thèse de doctorat), Ste-Foy : Université Laval.
- Trudelle, C. (2003). Au-delà des mouvements sociaux : une typologie relationnelle des conflits urbains. *Cahiers de géographie du Québec*, 47(131), 223-242.
- Tuan, Y. (1977). *Space and place : The perspective of experience*. Minnesota : The University of Minnesota Press.
- Tunbridge, J. E. et Ashworth, G. J. (1996). *Dissonant Heritage : The Management of the Past as a Resource in Conflict*. Chichester : John Wiley & Sons Itée.
- Turgeon, L. (1998). *Les Entre-Lieux de la culture*. Ste-Foy : Les Presses de l'Université Laval.
- Urban Unlimited (2004). *The shadow city : free zones in Brussels and Rotterdam*. Rotterdam : Urban Unlimited avec O2-consult (Anvers), MUST (Amsterdam), dS+V I OBR (Rotterdam) et VUB (Bruxelle).
- Vale, L. J. et Campanella, T. J. (2005). *The Resilient City; How Modern Cities Recover from Disaster*. New York : Oxford University Press.

- Vale, L. J. (1992). *Architecture, Power, and National Identity*. New Haven : Yale University Press.
- Vallat, C. et Le Blanc, A. (2008). *Pérennité urbaine ou la ville par-delà ses métamorphoses : traces*. Paris : l'Harmattan, 339 p.
- Vanderdorpe, C. (1999). Allégorie et interprétation. *Poétique*, 117(février), p. 75-94.
- Varsanyi, K. (2011). *The social life of ruins : Urban Exploration of Abandoned Spaces in Budapest*. (Mémoire de maîtrise), Budapest : Central European University.
- Veschambre, V. (2008). *Traces et mémoires urbaines; enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Veschambre, V. (2007). Le processus de patrimonialisation : revalorisation, appropriation et marquage de l'espace. *Café géographique*. Récupéré en janvier 2011 de http://Generalštab.cafe-geo.net/article.php3?id_article=1180.
- Verret, M. (1995). *Chevilles ouvrières*, Paris : Les Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières.
- Ville de Belgrade (2008). *City of Belgrade Development Strategy : Goals, concepts and strategic priorities of sustainable development*. [Document PDF]. Rapport déposé en mars 2008. Récupéré de <http://Generalštab.palgo.org/files/knjige/strategy%20low%20english.pdf>.
- Villeneuve, P., Trudelle, C., Pelletier, M. et Theriault, M. (2009). Les Conflits urbains : une approche analytique. *Environnement Urbain*, 3, d1-d8.
- Voldman, D. (1997). *La reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954 : Histoire d'une politique*. Paris : L'Harmattan.
- Vujošević, M. et Nedović-Budić, Z. (2006). Planning and societal context — The case of Belgrade, Serbia. Dans S. Tsenkova et Z. Nedović-Budić (dirs), *The Urban Mosaic of Post-Socialist Europe* (p. 275-294). New York : Physica-Verlag HD.
- Vujović, S. et M. Petrović. (2007). Belgrade's post-socialist urban evolution : Reflections by the actors in the development process. Dans K. Stanislov (dir.), *The Post-Socialist City*. Dordrecht : Springer Netherlands.
- Vukićević, B. (2013, 16 mars). Rušiti ili ne, pitanje je sad [Demolish or not, that is the question]. *Vijesti online*. Récupéré de <http://Generalštab.vijesti.me/kultura/rusiti-ili-ne-pitanje-je-sad-clanak-118403>

Vukićević, B. (2013, 23 mars). Geneza Dobrovićevog projekta : Generalštab i komentari [The Genesis of Dobrovic's project: the Generalštab and other Comments]. *Vijesti online*. Récupéré de <http://Generalštab.vijesti.me/kultura/geneza-dobrovicevog-projekta-Generalštab-komentari-clanak-119564>

Wise, M. Z. (1998). *Capital Dilemma*, New York : Princeton Architectural Press.

Younès, C., et Mangemain, M. (1997). *Lieux contemporains*. Paris : Descartes & Cie.

Žegarac, Z. (1999). Illegal construction in Belgrade and the prospect for urban development planning. *Cities*, 16(5), 365-370.

Site Internet

UNESCO. [s. d.]. *List of World Heritage in Danger*. Récupéré en février 2014 de <http://whc.unesco.org/en/danger/>

Belgrade land development public agency *Regulations*. [s. d.]. Récupéré en avril 2010 de <http://Generalštab.beoland.com/zemljiste/epropisi.asp>.

Berlin-Palace Humboldtforum Foundation. [s. d.]. *The Berlin Palace*. Récupéré en février 2014 de <http://sbs-humboldtforum.de/en/Berlin-Palace/>.

City of Belgrade. [s. d.]. *Beograd*. Récupéré en avril 2010 de <http://Generalštab.beograd.rs/cms/view.php?id=220>.

CRED. (2007). *The International Disaster Database*. Récupéré en février 2010 de <http://Generalštab.emdat.be/>.

Centrala – Foundation for Future Cities [s. d.]. *Lexicon for the Provisional Future(s)*. Récupéré en mars 2014 de <http://www.provisionalfutures.net/>.

Europe Lost and Found [s. d.]. Récupéré en mars 2014 de <http://www.europelostandfound.net/>

Municipalité de Novi Beograd. [s. d.]. *Gradska Opština Novi Beograd*. Récupéré en septembre 2008 de <http://Generalštab.novibeograd.org.yu>.

Serbian Government [s. d.]. *Take measure to prevent the risk of collapse of Generalštab*. Récupéré en février 2013 de <http://Generalštab.srbija.gov.rs/vesti/vest.php?id=183880>.

Serbian Government. [s. d.]. *Corruption in construction, urbanisation to be eliminated*.

Récupéré en octobre 2008 de
<http://Generalštab.srbija.gov.rs/vesti/vest.php?id=48666&q=laws+on+construction>.

Serbian Government. [s. d.]. *Foreign direct investments necessary for Serbia's development*.
Récupéré en octobre 2008 de
<http://Generalštab.srbija.gov.rs/vesti/vest.php?id=46343&q=laws+on+construction>.

Serbian Government. [s. d.]. *Memorandum for strengthening legal aspects of land reform signed*. Récupéré en octobre 2008 de
<http://Generalštab.srbija.gov.rs/vesti/vest.php?id=25384&q=laws+on+construction>.

Serbian Government [s. d.]. *First draft law on restitution ready for adoption*. Récupéré en octobre 2008 de
<http://Generalštab.srbija.gov.rs/vesti/vest.php?id=28971&q=laws+on+construction>.

Studio Daniel Libeskind [s. d.]. *Architecture projets*. Récupéré en mai 2014 de <http://daniel-libeskind.com/>

Zavod za zaštitu spomenika kulture grada Beograda [Institut pour la protection des monuments culturels de Belgrade] [s. d.]. *Kultural dobra* [bien culturel]. Récupéré en janvier 2013 de <http://beogradskonasledje.rs/arhiva-2>.